



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

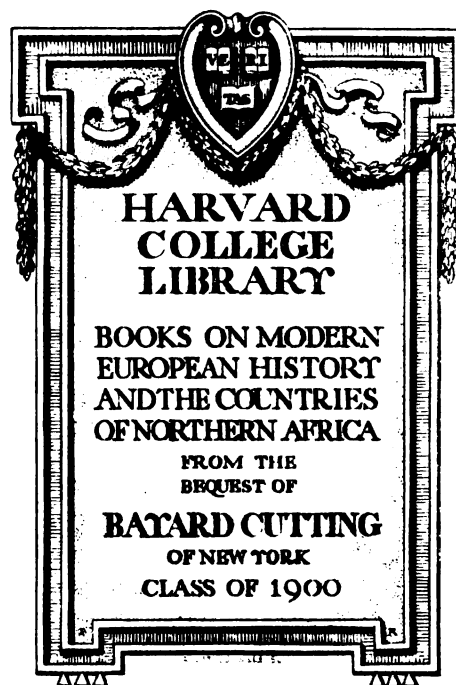
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



9968

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE NIMES

depuis 1830 jusqu'à nos jours

PAR
ADOLPHE PIEYRE

ancien député

—
"3"

TOME TROISIÈME



NIMES
CATELAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE THOMAYNE
—
1888

87173
2

HISTOIRE
DE LA
VILLE DE NIMES

Fr 7065.46.12 (2)

NIMES. — IMPRIMERIE DUBOIS, RUE BERNARD-ATON, 2.



HISTOIRE
DE LA
VILLE DE NIMES

depuis 1830 jusqu'à nos jours

ECRIT PAR

ADOLFHE PIEYRE

ancien député

TOME TROISIÈME



NIMES
CATELAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE THOUVENOT

1887

~~Fr. 7065.46.12~~

Fr 7065.46.12 (2)

Harvard College Library
July 22, 1913
Cutting fund

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE NIMES

CHAPITRE PREMIER

(Année 1868)

SOMMAIRE

SOLUTION DE LA QUESTION DES EAUX. — LA SÉCHERESSE. — OUVERTURE DES PUITS MUNICIPAUX. — LES LESSIVEUSES A BEAUCAIRE. — MANIFESTATION DU 26 JUILLET. — LE PROJET DUMONT. — ORAGE. DEUX ENFANTS NOYÉS. — L'INSTRUCTION GRATUITE A NIMES. — LA NOUVELLE ROUTE D'ARLES. — LE DÉNOMBREMENT DE LA VILLE. — LES PETITES SŒURS DES PAUVRES. — MORT DE M. FONTAINES. — SON LEGS. — LA NOUVELLE LOI MILITAIRE. — L'OPPOSITION RÉPUBLICAINE. — DÉCLARATIONS ANTIPATRIOTIQUES DES RÉPUBLICAINS. — L'AFFAIRE DU 26 AVRIL A NIMES. — MORT D'UN GENDARME. — LE MAIRE DE NIMES, NOMMÉ PROCUREUR GÉNÉRAL. — L'ÉLECTION DU 2 AOUT. — LA RÉUNION DE LA PLACE DE L'ORATOIRE. — SAGNIER, BLESSÉ. — RÉSULTAT DE L'ÉLECTION. — JULES FAYRE A NIMES. — L'ÉLECTION AU CORPS LÉGISLATIF. — PROTESTATION DU CONSEIL MUNICIPAL.

Au point de vue purement local, l'année 1868 présente un intérêt capital. La question des eaux, si longuement agitée, finit enfin, malgré vents et marées, par aboutir. Les travaux ne sont pas encore commencés, il est vrai, mais nous savons que le Conseil municipal se résout à entreprendre lui-même l'adduction des eaux du Rhône à Nimes. Ce n'est plus ici une compagnie plus ou moins sérieuse qui intervient, ce n'est plus un projet grandiose à tel point qu'il est presque irréalisable, c'est un canal, qui a excité bien des moqueries, bien des railleries, mais qui, à tout prendre, est le seul encore que nous ayons et qui remplit dans des conditions satisfaisantes le but poursuivi.

Fatiguée de se débattre constamment contre la compagnie de Preignes, l'assemblée communale était absolument décidée à

réaliser un projet quelconque qui pût doter Nîmes du liquide précieux. Son essai malheureux du puits Prunier qui coûta cher à la ville, sans doute, ne la découragea pas. D'ailleurs, une sécheresse extraordinaire sévissait. Les puits se tarissaient, notre magnifique source baissait lamentablement dans sa cuvette naturelle et le service des bornes fontaines devenait bien difficile à assurer. Bientôt il fallut régler leur débit, les munir de robinets pour épargner cette eau devenue si rare, et ne les ouvrir qu'à des heures déterminées ; faire plus encore, placer à la source même une machine à vapeur actionnant une pompe Neut et Dumont pour les alimenter. Un arrêté municipal prescrivit l'ouverture des puits municipaux situés dans divers quartiers, notamment ceux de Corcomaire, du Cours-Neuf, de l'Olivier, de la Grande-Table (1). Les lavoirs n'étant plus alimentés, il fallut se résoudre à établir un chantier de lavuses au valat *dou Baou*. Bientôt ce moyen même devint insuffisant et le Préfet du Gard dut recourir à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée qui, à dater du 10 juin, consentit à transporter gratuitement, tous les jours à Beaucaire, un certain nombre de lessiveuses. M. Talabot, directeur de la compagnie, s'empressa d'accéder à ce désir et pendant une grande partie de l'été, tous les matins, partait de notre gare un train qui revenait le soir, emportant une centaine de personnes de la classe ouvrière.

Une telle situation devait à bon droit préoccuper vivement l'opinion publique. L'industrie souffrait vivement de la pénurie d'eau, la santé publique était compromise, et précisément au moment même où la sécheresse atteignait son maximum, de violents incendies s'étaient déclarés sur plusieurs points de la ville et il avait été à peu près impossible de les combattre autrement qu'en faisant au feu une large part, les pompes étant à peu près dans l'impossibilité de fonctionner.

Les Nîmois voulurent faire comprendre aux autorités qu'il importait au plus tôt de prendre des mesures efficaces pour éviter à l'avenir le retour de telles souffrances. Il ne s'agissait plus de se contenter de promesses fallacieuses, d'entreprises ébauchées à grand renfort de trompe, il fallait agir et agir sans retard. Ils se réunirent dans ce but au nombre de deux mille environ, le dimanche 26 juillet, vers neuf heures du matin, sur l'Esplanade, pour connaître et au besoin pour presser les

(1) On fit de recherches pour trouver celui qui desservait l'ancienne salle de la Comédie, près des Casernes, mais on ne le trouva pas.

études de l'administration en ce qui touchait l'adduction des eaux. Le premier adjoint, faisant fonctions de maire, M. Balmelle, vint lui même sur l'Esplanade et allant de groupe en groupe les mit au courant de la situation, les assurant que la question des eaux serait résolue avant peu, et que si pour cette année la municipalité en avait été réduite à des palliatifs insuffisants, à coup sur, on avait la certitude qu'il n'en serait plus ainsi désormais. La manifestation pacifique se rendit ensuite à la préfecture, où M. Boffinton confirma pleinement le dire du premier magistrat de la ville.

Et de fait, les paroles prononcées par les deux administrateurs étaient justes. Sous la pression des événements, le Conseil municipal avait immédiatement nommé une commission des eaux (1) avec mission de déposer sans retard un rapport sur la question et tout particulièrement sur le projet Dumont, que cet ingénieur venait de soumettre *directement* à son appréciation. Dans sa séance du vendredi soir, 7 août, le Conseil sur la proposition du rapporteur de la commission, M. N. Baragnon, décida enfin l'exécution du projet Dumont.

Le maire était autorisé à acheter à la Compagnie des Eaux du Midi tous les travaux faits et les terrains achetés par elle de la métairie Pagès au mas Louis, sur une longueur de quatorze kilomètres, au prix de 400,000 francs, de restituer à la même Compagnie sa liberté d'action moyennant quoi le traité survenu entre les parties demeurerait annulé et la ville reprenait sa liberté d'action. Si la Compagnie refusait cette proposition, le maire pouvait faire étudier un tracé indépendant des travaux exécutés.

De plus, l'administration municipale avait pour mission de préparer immédiatement tous les traités relatifs aux adjudications à intervenir ; aux terrains à acheter pour la galerie de filtration et l'usine de Comps, aux fournitures diverses, tant en tuyaux qu'en machines, nécessitées par le projet. La question des Eaux était cette fois pratiquement résolue.

Pendant que la municipalité s'efforçait dans la mesure du possible de hâter l'heure où Nîmes pourrait braver la sécheresse, le ciel y mettait enfin un terme. Le samedi 12 septembre, un épouvantable orage se

(1) Cette Commission était composée de MM. Dolze, de Bouillargues, Brunel, Henri Michel, Léon Penchinat, Viviez de Châtelard, Lagot, Numa Baragnon, Coulet et Demians.

déchainait sur la ville transformant nos torrents en rivières furieuses. Les cadereaux d'Uzès et d'Alais subirent une crue formidable. Ce dernier, grossi encore par le tribut que lui apporte l'évent (1) par où s'échappe au moment des fortes crues de la Fontaine le trop plein des réservoirs souterrains de la source, devint d'une violence extrême. A ce moment trois enfants, les nommés Drurie, l'aîné âgé de seize ans et le plus jeune de neuf ans, se rendaient à un mazel où leurs parents les attendaient. Ils durent traverser le torrent après le cimetière protestant ; l'aîné tenta l'aventure en portant le plus jeune sur ses épaules, mais ayant trébuché, il fut entraîné avec son fardeau et les deux enfants périrent noyés.

Les délibérations du Conseil municipal ne furent pas dans le courant de l'année exclusivement consacrées à la fameuse question des Eaux, bien que celle-ci y tienne la plus large place. Plusieurs graves questions y furent traitées et résolues.

L'une d'entre elles était la gratuité de l'instruction primaire. C'est le but que poursuivait avec insistance la municipalité de l'époque en assurant aux instituteurs et institutrices un traitement fixe compensant largement ce qu'ils recevaient auparavant, de la rétribution scolaire et de la caisse municipale.

Les quartiers nouveaux de la ville et particulièrement celui du chemin de fer avaient, dans les années précédentes, pris une rapide extension. Depuis leur création la population n'avait cessé de s'accroître dans des proportions considérables, et on en jugera puisque le chiffre total du recensement en 1834 s'élevait pour Nîmes seul à 41.409 habitants et que le recensement de 1868 en accusait 53.323 (2). La neuvième section qui ne comptait en 1834 que 2.807 habitants en possédait en 1868, 4.022. Je cite plus particulièrement cette section parce qu'elle constitue en très grande partie le quartier du chemin de fer. La note

(1) Cet évent est placé dans une vigne située au pied d'un rocher à pic, à trois cents mètres en amont du cimetière protestant.

(2) Le dénombrement de 1868 accusait une population normale s'élevant pour la ville proprement dite à 53.323 habitants plus 2.400 de la banlieue. (Métairies, Courbessac, Saint-Césaire); soit en tout 55.723 âmes. A ce chiffre, si on ajoute la population en bloc (garnison, élèves des différents pensionnats, hôpitaux, détenus, etc.), le chiffre de la population s'élevait en 1868 à 60.210. Savoir : 43.732 catholiques, 16.183 protestants, 311 israélites et 41 individus appartenant à différents cultes.

ci-dessous (1) permettra de suivre nettement quel était le sens de l'extension de la ville.

L'accroissement de la neuvième section comportait non-seulement une augmentation notable de la population, mais surtout à raison du mode des constructions, un développement considérable de la surface bâtie. Le viaduc du chemin de fer qui, en 1842, était complètement dans la campagne avait été rapidement atteint et se trouvait même dépassé, créant une barrière continue à la ville vers le sud.

Cette situation préoccupait non-seulement le Conseil municipal mais beaucoup de Nimois (2) qui étudiaient les combinaisons diverses pouvant sinon détruire du moins annuler cet obstacle. Des négociations s'engagèrent entre la Ville et la Compagnie du chemin de fer. L'idée la plus simple était celle du recul de la gare et par suite le déplacement du Viaduc. C'était là un projet grandiose que les finances de la ville, engagées dans le projet Dumont pour une somme considérable, ne permettaient pas de réaliser. La Compagnie du chemin de fer n'avait aucun motif pour exécuter à ses frais un remaniement de sa ligne.

On conçut alors un projet intermédiaire. Précisément à ce moment le département étudiait la réfection de la route d'Arles, presque toujours submergée à l'époque des fortes pluies. Partant de cette idée, on imagina que la ville, prenant à sa charge une partie de la dépense, pourrait fixer le tracé de la nouvelle route, et pour obéir aux exigences créées par l'extension de la ville vers le sud, on pensa que si on ne pouvait

(2) Il est assez curieux de suivre le mouvement des sections dans cette période :

En 1831 la 1^{re} section comptait 4.131 habitants. En 1868, elle en comptait 4.291

la 4 ^e	—	2.482	—	—	—	4.850
la 5 ^e	—	1.626	—	—	—	5.480
la 7 ^e	—	1.904	—	—	—	3.346
la 9 ^e	—	2.807	—	—	—	4.032
la 10 ^e	—	2.413	—	—	—	8.453
la 12 ^e	—	4.770	—	—	—	7.217

Sept sections s'étaient accrues dans de notables proportions. Par contre, cinq autres avaient diminué.

La 2^e qui comptait en 1831 5.535 habitants n'en comptait plus en 1868 que 3.618

La 3 ^e	—	5.062	—	—	—	3.518
La 6 ^e	—	5.851	—	—	—	2.671
La 8 ^e	—	2.721	—	—	—	2.325
La 11 ^e	—	2.490	—	—	—	2.379

(3) Parmi ceux-ci il convient de citer M. Albin Colomb qui présenta à ce sujet au Conseil municipal un mémoire judicieusement établi.

déplacer la gare, il serait peut-être facile de passer au-dessous. Dans l'idée des auteurs du projet, des rampes devaient faciliter l'accès de l'embarcadère, et l'Avenue Feuchères, trouverait son prolongement naturel dans la nouvelle route d'Arles qui serait construite en ligne droite et dans l'axe même de notre grande promenade.

C'est sur ces bases qu'un accord intervint après de longues discussions entre le département et la ville. Il fut résolu que Nîmes fournirait une subvention de 50.000 francs et prendrait à sa charge la couverture du lit du Vistre depuis le Viaduc jusqu'au moulin Rey. La route trouvait sur la voie nouvelle ainsi créée un débouché convenable jusqu'au jour où pourrait se réaliser le projet consistant à traverser la gare. Malheureusement il n'y fut pas donné suite et les choses sont restées en l'état où les ont laissées les travaux de voirie exécutés à frais commun par le département et la ville (1). La mise à l'étude et la réalisation partielle de ce nouveau plan d'alignement n'en est pas moins le fait du conseil municipal de 1868.

Cette assemblée contribuait par une de ses délibérations à l'installation des Petites Sœurs des Pauvres à l'emplacement qu'elles occupent actuellement (2).

La maison des Sœurs de la Miséricorde recevait par ses soins un agrandissement par l'achat de la maison Régis dans la rue Dorée.

Et par une délibération, en date du 13 février, le Conseil augmentait nos collections en acquérant de M. Barry, pour le prix de 3.000 francs, deux collections précieuses, l'une de médailles, l'autre de poids inscrits des villes du midi de la France.

Enfin il acceptait avec reconnaissance, au nom de la communauté, le legs d'un homme de bien. Le docteur Fontaines, né à Nîmes en 1793, était mort le 2 janvier 1868. Pendant plus de trente années, le docteur Fontaines avait été médecin en chef des hospices de Nîmes. Se souvenant au moment de sa mort des infortunés qu'il avait entourés de ses soins pendant sa longue carrière médicale, M. Fontaines leur consacra une partie de sa richesse. Il avait été particulièrement frappé de l'état

(1) En ce moment l'initiative privée s'efforce de revenir au déplacement de la gare dans la direction du sud. La nouvelle route d'Arles, élargie ferait alors suite à l'Avenue Feuchères, à condition toutefois d'opérer la troncée entre l'ancien moulin Rey et l'Avenue.

(2) Ces nobles filles arrivèrent à Nîmes le 7 février 1867 et s'installèrent à l'extrémité de la rue Roussy. Mais bientôt, il leur fallut songer à trouver un établissement plus grand et plus commode.

défectueux dans lequel se trouvaient plusieurs des vieilles salles, de l'Hôtel-Dieu, réservées aux femmes malades. Il laissa 40.000 francs pour reconstruire ce pavillon tombant de vétusté et qui porte depuis à son fronton cette inscription : « Pavillon du docteur Fontaines ». (1) Dans ses libéralités le docteur Fontaines n'oubliait pas la ville, à laquelle il laissait par testament, tous ses livres de médecine et de science, tous ses instruments de chirurgie, plus une somme de 30.000 francs, pour être convertie en rentes, exclusivement destinées à l'entretien de ses collections (2).

Les années 1867 et 1868 amenèrent au corps législatif la discussion de la loi militaire. L'empire pressentait que son ancienne armée active constituée par la loi de 1832, ne pouvait plus suffire à défendre l'intégrité du territoire. Déjà pour faire face aux exigences de la situation, il avait fallu porter le contingent annuel de 60.000 hommes à 100.000 hommes afin d'avoir sous la main une armée pouvant mettre en ligne environ 500.000 hommes. Mais cela ne suffisait plus. La guerre de 1866 entre la Prusse et l'Autriche avait révélé aux moins clairvoyants notre infériorité. A moins de se maintenir au contingent de 100.000 hommes et d'augmenter de quelques années la durée du service, durée qui paraissait déjà si lourde aux populations, il fallait chercher un autre système.

Le maréchal Niel, alors ministre de la guerre, s'arrêta à un moyen terme. La durée du service serait portée en totalité à neuf années, mais il n'y aurait plus que cinq années d'activité ; de la sorte avec un contingent annuel de 100,000 hommes, l'armée active pourrait mettre en ligne environ 400,000 hommes et se compléter ensuite par une réserve d'environ 350,000 hommes, défalcation faite des non-valeurs, soit au total 750,000 hommes.

A côté et comme auxiliaire, devait se former une autre armée, appelée garde nationale mobile, composée de tous les jeunes gens que le sort avait favorisés ou qui pour des motifs d'exemption n'avaient pas été appelés à faire un service actif. Cette armée de seconde ligne pouvait

(1) Ce pavillon est situé à l'entrée de l'Hôtel-Dieu qui fait face au carrefour déterminé par les rues Porte-de-France, Jean Reboul et Hôtel-Dieu.

(2) M. Fontaines avait fait ses études au lycée de Nîmes. Il se présenta et fut reçu à l'école navale et fut à sa sortie nommé enseigne de vaisseau. Chargé de faire exécuter une de ces punitions corporelles, alors inscrites dans le code pénal maritime, il en éprouva une sensation si pénible qu'il donna sa démission et étudia alors la médecine.

mettre en ligne 450,000 hommes, soit un total général de 1,200,000 hommes.

Ces dispositions ingénieuses doubleraient l'effectif de l'armée, tout en allégeant d'une part la durée de l'activité et de l'autre les charges du trésor. Mais toutes sages qu'elles étaient, elles soulevèrent sur les bancs de l'opposition au corps législatif un véritable tollé. M. Niel trouva dans les républicains des adversaires acharnés que rien, pas même l'évidence, ne pouvait convaincre ;

« La loi nouvelle va épuiser les forces vives de la population. Aucun établissement sérieux ne pourra être fondé au point de vue général, disait M. Ernest Picard, et il ajoutait : En présence d'une invasion *problématique*, vous arrivez à des armements exagérés que rien ne justifie. »

M. Magnin prétendait que, « en maintenant le recrutement à outrance, la fortune publique n'y pourrait résister longtemps. La France doit donner l'exemple du désarmement et elle aura alors plus fait pour la paix qu'en maintenant sous les drapeaux un effectif considérable.

M. Jules Favre. — Qu'est-ce que je lis dans les documents officiels ? Il faut que la France soit armée comme ses voisins ? J'avoue que ma conscience proteste contre de semblables propositions. Tout cela, c'est de l'ancienne politique, c'est de la politique de haine ; ce n'est pas de la politique d'expansion et d'abandon ?

M. de Janzé. — Il faut désarmer. C'est la France qui menace la Prusse. Qu'on nous ramène un contingent de 60,000 hommes. Si la guerre éclate, deux ou trois mois avant l'ouverture des hostilités, vous demanderez des soldats à la Chambre, et alors on vous en donnera des millions, s'il le faut.

M. Garnier-Pagès. — Il n'y a qu'une bonne organisation militaire : la levée en masse. Lorsque nous avons fait la levée en masse, nous avons vaincu la Prusse, et nous sommes allés à Berlin. La vraie puissance, c'est l'influence morale.

M. Bethmont demandait qu'on maintienne la garde mobile dans ses foyers ou, du moins, qu'on ne l'en éloigne pas pendant plus de vingt-quatre heures.

M. Thiers. — La Prusse, selon M. le ministre d'Etat, nous opposerait 1,300,000 hommes ; mais, je le demande, où a-t-on vu ces forces formidables ? La Prusse, combien d'hommes a-t-elle portés en Bohême ? 300,000 environ. C'est que, messieurs, il ne faut pas se fier à cette fantasmagorie de chiffres : ce sont là des fables qui n'ont jamais eu aucune espèce de réalité,

M. Jules Simon. — J'espère qu'on nous rendra la justice de dire que

toutes les fois qu'il a été question d'organiser ce qu'on appelle la paix armée, on nous a trouvés en travers de toutes les mesures proposées pour arriver à un but contraire à tous nos désirs, à toutes nos aspirations, à tous nos principes.

Tels étaient les misérables arguments de ces politiciens aveugles. Malheureusement, ils ne parlaient pas seulement pour le Corps législatif, qu'ils savaient ne pouvoir convaincre. Ils parlaient surtout pour le pays, et leurs journaux, leurs conférences, leurs brochures répétaient à l'envi ces imprudentes utopies. Les populations voyaient d'un mauvais œil cette loi, qu'on leur dépeignait si onéreuse, sous des couleurs si sombres ; elles accueillaient, au contraire, avec faveur les théories de l'opposition qui flattaient leur secret penchant, et leur instinct inné de se refuser à un impôt aussi lourd. Aussi l'application de la loi, non-seulement ne se fit qu'avec une extrême réserve, car le pays, ameuté par les républicains aurait pu — et on le redoutait — se soulever contre le gouvernement, mais encore, quelque tempérament qu'on y apportât, elle provoqua quelques troubles sur plusieurs points.

Notre ville s'en ressentit et le 26 avril des conscrits parcoururent différents quartiers de la ville en manifestant bruyamment. Une première collision eut lieu sur le boulevard du Cours-Neuf entre un de leurs groupes et le poste de police. Sur la place du Château, où se trouvait à cette époque la caserne de la Gendarmerie, un rassemblement tumultueux se forma à une heure du matin poussant des cris séditieux et des vociférations. D'autres groupes descendaient les boulevards se rendant à la préfecture. Aux conscrits s'étaient joints d'autres personnes qui aidaient au désordre et transformaient ainsi une promenade bruyante de quelques jeunes gens en une manifestation plus grave. Il fallut recourir à l'intervention de la gendarmerie et à la troupe pour dissiper ces rassemblements antipatriotiques.

Malheureusement, au moment où les gendarmes réunis dans une chambre se disposaient à sortir de leur caserne, l'arme de l'un d'eux partit inopinément et la balle traversant le bois de la porte, alla frapper en pleine poitrine le gendarme Rouvier qui passait dans le corridor. Rouvier ne survécut que quelques jours à sa blessure et fut inhumé le vendredi 1^{er} mai, au milieu du concours de tous ses camarades de l'armée et d'une foule considérable de curieux.

Cette équipée ridicule, qui se terminait si tragiquement, devait en précéder une autre qui éclatait à trois mois de là.

Un décret impérial avait appelé aux fonctions de procureur général à Pau, M. Fabre, député du Gard, et maire de Nîmes. En conséquence

la troisième circonscription législative du département fut convoquée pour pourvoir à son remplacement. La lutte s'engagea très-vivement entre le gouvernement et l'opposition. Celui-ci présentait comme candidat officiel, M. Ernest Dumas, fils de l'illustre chimiste que l'Empire avait appelé à siéger au Sénat. L'opposition se divisait en opposition légitimiste et en opposition républicaine.

La première choisit M. de Larcy pour combattre le candidat gouvernemental. La seconde se porta sur un nom que nous avons déjà rencontré dans une occasion semblable, M. Jules Cazot. Les trois candidats étaient, au surplus, originaires d'Alais, la circonscription comprenant presque tout l'arrondissement d'Alais. Mais Nîmes devait avoir quelque part dans cette élection, car nous avons déjà vu, lorsqu'en 1863 nous avons donné la nouvelle répartition des circonscriptions électorales, que le premier canton de notre ville était rattaché à la troisième circonscription (1).

Les républicains se sont toujours fait un boulevard de ce canton qui devint dans cette circonstance le foyer le plus actif de leur propagande et la base même de leurs opérations électorales. Tout le personnel politique que nous verrons jouer plus tard un rôle plus ou moins considérable sous le régime actuel faisait là pour une bonne part ses premières armes. A côté des Laget, des Penchinat, des Cazot, des de Perrin, on vit s'agiter les Bousquet, les Margarot, les Marius Gas, les Lacy-Guillon, les Breton, les Floutier et autres. Le 29 juillet au soir, les républicains organisèrent une réunion. Lacy-Guillon, alors marchand d'estampes, et David Ribot, contre-maitre de tissage, louèrent à cet effet à M. Breton, négociant en vins, les anciens magasins inoccupés que ce dernier avait occupés autrefois sur la place de l'Oratoire. Des billets d'invitation furent lancés afin de conserver à cette réunion un caractère de réunion privée. L'autorité avertie, plaça dans le marché aux bestiaux, par mesure de précaution, une compagnie d'infanterie, et lorsque la police se présenta sur la place, elle put constater que la réunion privée n'était en somme qu'une réunion publique mal déguisée. Le commissaire central pénétrant dans le local ordonna la dissolution de la réunion, mais l'un des organisateurs Lacy-Guillon, voulant parodier

(1) Il y avait eu au commencement de l'année un léger remaniement. Le canton de Vézénobres qui votait avec l'arrondissement du Vigan avait été attaché à la circonscription d'Alais, tout comme le canton de Saint-Christes, qui venait de la circonscription d'Uzès.

un mot célèbre, déclara qu'on ne sortirait que par la force des baïonnettes. Il fallut en venir à appeler la force armée.

Le détachement d'infanterie, commandé par le lieutenant Puyau (1), envahit les magasins de Breton, la crosse en avant, pour expulser les récalcitrants. Il y eut quelques contusionnés comme il arrive toujours en pareille bagarre (2). Le malheur voulut que l'un des assistants le sieur Sagnier fut atteint d'un coup de baïonnette.

Cette malheureuse affaire souleva dans toute la ville et dans la France entière une émotion extraordinaire.

L'affaire avait été rapidement exagérée et le parti républicain, habile à se servir de semblables incidents pour activer sa propagande, l'exploita à son profit. Fidèle à ses traditions de haine et de mépris pour l'armée, il forgea une légende d'après laquelle le lieutenant Puyau n'avait pas craint de se servir de son épée pour frapper un citoyen sans défense (3). Des menaces publiques furent adressées à cet officier qui pourtant était complètement innocent du fait dont on l'accusait.

Chargé d'une mission difficile et toujours dangereuse, il était prouvé que M. Puyau avait instamment recommandé à ses hommes de ne mettre que « la crosse en avant ». Un des soldats, le nommé Bonvialla (4) poussé et frappé au visage par derrière, ainsi qu'il le déposa lui-même le lendemain, riposta avec sa crosse, appliquée dans cette direction.

Mais quand il se retourna pour faire face en tête, sa baïonnette pla-

(1) De la première compagnie du 3^e bataillon du 83^e de ligne alors en garnison à Nîmes. Il fut promu capitaine peu après.

(2) Les nommés Louis Monier, tonnelier; Louis Paulet, veloutier; Jacques-Napoléon Aurillon, agent de publicité; Méric, liseur; Auguste Perrier; Léonce Brunel, emballer; Jean Labry, mécanicien; Louis Pradier, menuisier; Pierre Fromentin, dessinateur; Antoine Brunel, commerçant; Jacques Bigot, négociant, affirmèrent, et Jules Favre produisit leur affirmation à la tribune de la Chambre, avoir reçus des coups de crosse.

Un sieur Adrien David, fabricant de chaises, âgé de 59 ans, fut à son propre témoignage et à celui des assistants renversé sur la place même par les soldats et frappé de deux coups de baïonnette dans le dos.

(3) Les sieurs Hamet Jean et Emile Pons, affirmèrent sous la foi du serment devant le tribunal correctionnel avoir vu le lieutenant Puyau frapper Sagnier de son sabre, récit démenti par la déposition écrite lue par un des amis de Sagnier à l'audience même.

(4) Bonvialla était encore le lendemain blessé à la joue, ainsi qu'il fut constaté par son sergent Decugis.

cée au bout du canon atteignit au côté Sagnier fils (1). La blessure de ce dernier ne fut du reste pas dangereuse, et Sagnier guérit assez rapidement bien qu'on le fit, au premier moment, passer pour mort. Il fallait pourtant un cadavre au parti républicain, et ce fut le malheureux père du blessé qui servit à la manifestation obligatoire. Cet infortuné vieillard, malade depuis longtemps, atteint d'une dysenterie qu'il se refusait à soigner, mourut le mercredi 15 août, quelques jours après cette triste bagarre. On devine avec quelle hâte les républicains déclarèrent que l'émotion avait tué ce père, et on peut imaginer la manifestation qui accompagna le cercueil jusqu'au cimetière protestant. L'autorité eut la sagesse de ne point s'opposer à ces funérailles et de ne point empêcher M. Demians de prononcer sur la tombe de ce vieillard un discours politique. Elle prévint ainsi une agitation que l'on cherchait peut-être à provoquer et par suite de plus grands malheurs.

Les républicains n'eurent pas seuls le privilège d'être poursuivis dans leur droit de réunion par l'autorité impériale. M. de Larcy, à

(1) On ne peut, en faisant ce récit, s'empêcher de rapprocher cette affaire où les torts étaient du côté des républicains de la triste affaire de Châteauvillain qui est à la honte du gouvernement actuel. A la place de l'Oratoire, ni Lacy-Guillon, ni Ribot, ni Cazot n'étaient chez eux et ils ne défendaient pas leur domicile, ils ne combattaient pas *pro aris et focis*. Il n'y avait là rien de plus que des hommes, au nombre de 600 suivant les estimations les moins exagérées, de 1,000 si on accueille d'autres dépositions. Le quartier choisi par les républicains était le centre même de leur camp politique. Ils avaient donc pour eux le nombre, sans avoir le droit.

A Châteauvillain, des femmes, des sœurs étaient réunies chez elles dans leur domicile légal; brutalement la porte de leur habitation est forcée et une troupe de gendarmes se précipite « non pas la crosse en avant » mais le revolver haut, le doigt sur la détente et ne craignant pas, commandés par un sous-préfet républicain, de faire feu sur ces femmes et ces filles.

A la place de l'Oratoire, à Nîmes, il y eut un coup de balonnette sans importance; à Châteauvillain, il y eut une femme tuée, une jeune fille et un homme, le seul présent, blessés grièvement. Ces dernières victimes ont été traduites ensuite sur les bancs des assises et condamnées, celle de Nîmes fut laissée en paix par le régime impérial.

C'est le cas d'appliquer aux gouvernants du jour, ces paroles que l'un des leurs, Jules Favre, faisait entendre dans l'enceinte du Palais de Justice, en 1868. « Un grand et solide intérêt s'attache à ces débats. La France entière y a les yeux, non-seulement à cause des actes de violence que l'on y rencontre, mais aussi à cause de l'héroïsme de la population; surtout parce qu'il s'agit d'un de nos droits les plus sacrés, d'un de ces droits supérieurs aux dictateurs nés dans le sang et condamnés à périr par la volonté populaire. »

Alais, le fut aussi, avec cette différence que la réunion qu'il avait organisée, presque en même temps qu'avait lieu celle de la place de l'Oratoire, se tenait dans son propre domicile. Dans tous les cas, elle ne fut pas troublée par des violences, même légères.

Le scrutin du dimanche 2 août 1868 n'en assura pas moins la victoire au candidat officiel qui obtint en totalité 13,927 voix, contre 4,490 à M. de Larcy, et 4,836 données à M. Cazot.

Dans le premier canton, le candidat républicain recueillait 2,220 voix, le candidat légitimiste 1,497 et le candidat officiel 405.

L'affaire de la place de l'Oratoire eut son épilogue devant le tribunal correctionnel de Nîmes. MM. Lacy-Guillon, Ribot et Breton étaient poursuivis sous la prévention d'infraction à la loi de 1868 sur les réunions. Ce fut Jules Favre qui vint plaider pour les prévenus. Une foule immense assiégea le Palais de Justice, lorsque le 28 août s'ouvrirent les débats. La réputation de l'orateur républicain, le bruit qui avait été fait autour de cette affaire, avaient attiré à Nîmes un grand nombre d'étrangers de tout rang et de toute opinion. Cette même affluence se retrouva lorsque l'affaire revint le 12 novembre devant la Cour d'appel.

Cette élection donna lieu au corps législatif à un débat qui remplit les séances des 26, 27 et 28 janvier 1869. Les orateurs de l'opposition amenèrent à la tribune le ministre de l'intérieur, M. de Forcade, qui crut devoir ajouter, aux explications que fournissait le gouvernement sur l'incident de la place de l'Oratoire, une violente diatribe contre les habitants du Gard et en particulier contre ceux de Nîmes. Il imputa à crime aux Nimois l'impossibilité où l'on se trouvait dans cette ville d'y jouer les *Huguenots*, l'émeute qui avait accueilli le *fils de Giboyer* , la mort du gendarme Rouvier, et enfin l'affaire de la place de l'Oratoire.

« Nîmes, disait le ministre, par ses souvenirs historiques, par son intelligence, par la vivacité d'esprit de ses habitants est une des grandes villes de la France, grande par ses orateurs, par ses poètes, auxquels il faut rendre hommage. Mais, en même temps, c'est une ville où l'ordre public est plus facilement compromis que dans toute autre partie du territoire. » Et M. de Forcade en tirait cette conclusion qu'à raison de cette situation des esprits, le gouvernement avait été obligé d'agir dans le Gard autrement qu'ailleurs.

Les membres du conseil municipal protestèrent presque tous contre le langage du ministre et ils lui adressèrent une vigoureuse lettre « au nom de la population de Nîmes tout entière, sans distinction d'opinions et de croyances, qui a éprouvé un profond sentiment d'étonnement et

de douleur en voyant jusqu'à quel point le gouvernement est mal renseigné et sur l'esprit général dont elle est animée et sur les faits particuliers et récents qu'il a cités. »

« Nous ne saurions le dire assez haut, écrivaient courageusement les protestataires : Nous ne reconnaissons pas notre population dans le tableau que vous en avez tracé ; elle ne s'y reconnaît pas elle-même, et rien n'est plus imaginaire que les dangers dont on veut l'avoir sauvée.

» Comment ne serions-nous pas surpris en apprenant de votre bouche, Monsieur le Ministre, *qu'on a procédé autrement dans le Gard que dans les autres départements*, que ce qui est toléré ailleurs, quoique illégal, n'a pas pu l'être à Nîmes ? De telle sorte que notre département est, sinon hors la loi, du moins dans cette situation exceptionnelle qu'on applique à lui seul une loi qui semblait faite pour tous.

» Vous déplorerez certainement avec nous, Monsieur le Ministre, l'erreur dans laquelle vous êtes tombé ; si nous l'avons relevée c'est moins pour le vain plaisir de trouver vos renseignements en défaut que pour dégager nos citoyens d'une responsabilité que vos paroles ont fait tomber sur eux » (1).

(1) MM. X. Aubert, L.-N. Baragnon, A. Béchard, J. Berger, E. Bolze, L. Massip de Bouillargues, M. Brunel, J. Chardon, F. Coulet, A. Démians, Dufau, J. Fabre, I. Ginox, L. Laget, Lamarque, A. Margarot, Meynard-Auquier, H. Michel, L. Noury, Penchinaat, de Perrin, Picheral, Piacide, A. Planchon, adjoint; Rélin, Roman, adjoint; A. de Trinquelague, A. Valat, H. Viguier, O. Viviez, Gamel signèrent cette protestation.

prélat, sa conduite suspecte dans l'affaire des Eaux, le récent discours du ministre de l'intérieur, venant après la collision de la place de l'Oratoire, lui avaient porté le dernier coup. Cette situation particulière à Nîmes était, à d'autres points de vue, à peu près semblable dans toute la France.

L'empire qui avait fait litière de toutes les forces conservatrices et qui s'était associé aux menées révolutionnaires dans sa politique extérieure portait, depuis qu'il n'avait pas craint d'encourager ou de tolérer les attaques de la Révolution contre le Saint-Siège, la peine de cette étrange association. Il se trouvait, depuis quelques années, entraîné dans une voie de concessions qui datait du décret du 24 novembre 1860. Et la constitution impériale, qui devait rester autoritaire, s'était trouvée peu à peu entamée. Or, l'empire, pour se maintenir, ne devait pas se laisser discuter.

Le décret précité avait pour principal objet de donner au Corps législatif et au Sénat une participation plus directe à la politique générale, en leur accordant le droit d'adresse et la publication *in extenso* de leurs débats.

C'était là une première concession qui devait être singulièrement agrandie par la lettre impériale du 19 janvier 1868. L'Empereur annonçait, en effet, qu'il jugeait bon d'accorder de nouvelles libertés au pays. Le droit d'interpellation était concédé au Corps législatif, bien qu'on lui retirât le droit d'adresse. Une loi sur la presse supprimait l'autorisation préalable, et les délits de presse, auparavant entre les mains de l'autorité administrative, n'étaient plus justiciables que des tribunaux, qui seuls pouvaient prononcer la suspension ou la suppression. Enfin le droit de réunion, dont nous avons vu faire un si malheureux essai à Nîmes, était reconnu dans de certaines limites et sous certaines garanties. Ce pas énorme fait dans la voie libérale avait eu immédiatement de graves conséquences. L'opinion publique, comprimée du haut au bas de l'échelle sociale par un autoritarisme sans frein, s'éveillait tout à coup d'autant plus redoutable qu'elle avait été plus contenue. Une soif de discussion s'allumait dans le pays, et la démocratie s'agitait sans mesure.

A la fin de 1868 notre département avait vu les hommes marquant du parti républicain, Jules Favre, Pelletan, Jules Simon parcourir nos campagnes et se faire, à l'abri du droit de réunion, les agents de la propagande démocratique. La loi sur la presse avait amené d'abord à Paris et plus tard en province la création de feuilles politiques dont la polémique constante aiguillait sans cesse les passions du pays.

protestaient contre l'intention de certains, de faire retomber la responsabilité de la scène du 29 juillet sur ce fonctionnaire (1).

Le Conseil municipal qui venait d'adresser au ministre la protestation dont je parle plus haut, ne borna pas là son action.

On aura remarqué que les circonscriptions électorales du Gard étaient telles que la ville de Nîmes se trouvait démembrée et par suite sans représentant direct au Parlement. C'est contre cet ordre de choses que réclamait la délibération du Conseil municipal prise en date du 16 février 1869.

« Attendu que les conditions dans lesquelles la ville de Nîmes est représentée au Corps législatif ne sauraient être sans influence sur les intérêts municipaux :

» Que la division des circonscriptions électorales actuelles, coupant la ville de Nîmes en trois tronçons l'empêche d'avoir un mandataire de son choix ;

» Qu'ainsi la personnalité d'une cité de 60,000 âmes est complètement anéantie ;

» Que cette privation de toute représentation directe peut laisser en souffrance les intérêts communaux les plus graves ; que, notamment, et pour n'en citer qu'un exemple, elle ne peut pas avoir été sans influence sur l'importante question des Eaux dont la solution est impatiemment attendue.

» Par ces motifs, le Conseil émet le vœu que les nouvelles circonscriptions électorales soient révisées et modifiées de façon à ce que les intérêts de la ville de Nîmes soient directement représentés au Corps législatif. »

Au lendemain de l'élection du 2 août 1868 et à la veille des élections générales de 1869, cette réclamation légitime du Conseil municipal de Nîmes était un fait à noter car elle est en quelque sorte la préface et la consécration en même temps du mouvement politique qui se fit à cette époque. Le régime impérial, tout au moins dans le Gard, s'était aliéné peu à peu les populations et particulièrement celle de Nîmes. Ses démêlés avec l'évêque, et l'animosité qu'il montra envers le

(1) Le Conseil municipal réuni en session de février discutait à ce moment même la question des Eaux et le rapporteur qui énumérait les dernières négociations pendantes entre la Préfecture et la Mairie pouvait dire avec l'assentiment de la majorité de ses collègues que M. Boffinton « s'est acquis des droits à la reconnaissance de la ville qu'il allait quitter, en assurant, autant qu'il était en lui, la satisfaction d'un de ses plus grands intérêts matériels. »

Au mouvement général de la pensée, correspondait une évolution nouvelle des esprits, qui mérite qu'on y porte quelque attention. Tant du côté des républicains, que du côté des conservateurs, on était à peu près d'accord pour reconnaître que le seul obstacle à la liberté était l'Empire et on sentait d'une manière confuse que l'*Empire libéral*, cette utopie poursuivie par des hommes de talent, serait, si jamais il se réalisait, le signal de la chute du régime de 1852. Concilier le césarisme et le parlementarisme, la dictature, élément vital du premier, et la liberté, principe du second, était et devait être une impossibilité que nous verrons néanmoins tentée.

Mais ceux qui ne se méprenaient pas sur le succès d'un tel rapprochement estimaient que l'heure était proche où se produirait à l'intérieur une grave secousse. Chacun s'y préparait avec ardeur, chacun la

yeux de la démocratie sur laquelle ils étaient forcés de s'appuyer, ils n'ont eu qu'une pensée : le faire dévier vers le tiers parti.

« Nous n'avons pu nous entendre ; car moi je voulais servir le parti et ils voulaient s'en servir. »

« Du jour où la coterie s'est aperçue qu'elle avait devant elle un homme de conviction, elle a compris que sa franchise déjouerait sans cesse ses ruses. »

« Représentant d'un principe, j'ai refusé d'être le valet de l'ambition d'hommes qui m'ont appris qu'il y avait partout des Tartares. »

Et comme M. Yves Guyot les connaît bien ces personnages qu'il fouaille de main de maître.

M. Ali Margarot « est un caméléon politique changeant de couleur selon les milieux. » Ce démocrate qui « écrivait à Gambetta des lettres d'un lyrisme révolutionnaire extra hyperbolique, » écrivait aussi que « la meilleure constitution est celle qu'on a, pourvu qu'on s'en serve. Elle (la constitution impériale) contient dans son principe no're droit et nos espérances. »

Tel est ce politicien, « en parfait accord avec la digte politique de M. Emile Ollivier. »

A côté de Margarot impérialiste est M. Penchinat « si brave par derrière, quand il s'agit de calomnier, perroquet de palais qui dressé sur ses ergots crie, de son perchoir, des injures aux passants en voulant les faire prendre pour des raisons. »

Yves Guyot achève ainsi le portrait de cet avocat « le digne représentant des actionnaires de l'*Indépendant du Midi*. » Il peint « son crâne dépouillé, si étroit à la partie antérieure et dont la partie postérieure est si développée ; sa face sanguinolente dont le type rappelle l'impudence et la bassesse du masque de l'Arélin ; cette bouche lippue, aussi prompt à l'excuse qu'à l'injure, blémissant de peur quand il s'agit de se trouver en face d'un adversaire redoutable. »

Celui-ci est le porte paroles de la coterie, comme Margarot est son écrivain, et le trio se complète par Laget « le muet du sérail, dont le silence constitue la force. »

En un mot, comme Yves Guyot l'écrit, il montre à la démocratie « dans la nudité de la vérité ceux qui ne se mêlent à elle qu'à la faveur du masque qu'ils ont mis sur leur visage. »

désirait aussi rapprochée que possible. Dans un commun élan, conservateurs et républicains marchaient à l'assaut de l'Empire et c'est cette communauté d'idées qui enfanta l'alliance comme sous le nom d'*Union libérale*.

A la veille des élections générales de 1869, certains des adversaires du régime impérial prirent l'engagement réciproque de lutter ensemble contre le candidat officiel, de façon à ce que l'abstention ne pût être pratiquée par les électeurs, et, au second tour de scrutin, de reporter sur le candidat qui aurait le plus de voix, toutes celles de l'opposition. L'idée était séduisante et le combat, mené dans de telles conditions, avait des chances de succès telles qu'on pouvait l'envisager avec faveur. L'intérêt de la liberté que les adeptes de cette alliance faisait valoir, la chute de l'arbitraire et des abus de la force, valaient bien la peine qu'on s'y arrêtât et nombre de conservateurs furent entraînés dans cette voie, espérant à l'aide du concours des républicains, arracher à l'Empire quelques-unes de ses circonscriptions électorales.

Mais dans le camp même des conservateurs, il se trouva des hommes qui, envisageant la question sous un jour moins pratique peut-être, plus élevé à coup sûr, répugnaient à ce compromis avec les forces révolutionnaires, jugeant que le remède est, en ce cas, pire que le mal. Ils se disaient que si à l'intérieur, la nation avait à traverser de nouveaux orages et à courir les chances d'une nouvelle révolution, le terrain sur lequel les forces conservatrices s'aventuraient serait un terrain précaire et même dangereux. Il n'y en avait, selon eux, pas d'autre que le terrain catholique, car il était impossible de se dissimuler, à cet instant, que la France ne chancelait que depuis le jour où elle avait autorisé les entreprises révolutionnaires contre le chef de l'Eglise, et pour le parti catholique, aller au combat électoral contre le pouvoir personnel avec la révolution pour alliée, c'était courir au devant d'une nouvelle journée des dupes.

C'est à cette curieuse attitude des esprits qu'il faut attribuer l'espèce de confusion qui éclata à la veille du scrutin des 23 et 24 mai 1869. Sans nous attarder à considérer ce qu'elle produisit dans les collèges électoraux de l'empire, nous pouvons la voir à Nîmes, même, jetant la perturbation dans les esprits.

Le gouvernement présentait (1) dans les trois circonscriptions, aux-

(1) Le candidat officiel dans la quatrième circonscription (arrondissement du Vigan et quelques cantons de l'arrondissement d'Alais) était M. Edouard André, mon cousin, député sortant.

quelles Nîmes était rattachée par chacun de ses cantons, trois candidats, savoir :

Dans la première circonscription (troisième canton) M. Paulin Talabot, directeur de la Compagnie du chemin de fer P. L. M.

Dans la deuxième circonscription (deuxième canton) M. Genton, avocat, propriétaire à Chusclan.

Dans la troisième circonscription (premier canton) M. Ernest Dumas, le candidat victorieux de l'année précédente.

Ceux là qui ne voyaient, dans la lutte engagée, qu'un principe gouvernemental ou constitutionnel, et qui se tournaient résolument contre l'empire, rejetaient la candidature officielle de M. Talabot. Ce candidat avait pourtant une situation considérable dans le monde financier et industriel, il pouvait être pour le département et pour Nîmes même un appui puissant. De plus, par une déclaration du 19 mai 1869, adressée à M. Lasalle, inspecteur de la Compagnie P. L. M., pour être déposée entre les mains de M^r Plantier, il avait hautement affirmé qu'il était partisan résolu du maintien du pouvoir temporel, le regardant comme indispensable. M. Talabot avait donc toutes les raisons possibles pour représenter Nîmes, sans éveiller le moindre scrupule dans les consciences catholiques. Mais l'estampille officielle dont il était revêtu le désignait aux coups de l'opposition.

Le comité central électoral catholique chercha un candidat partageant ses croyances et adversaire résolu du système impérial et désigna M. Ferdinand Béchard, qui avait tous les droits possibles pour mériter un tel honneur. On se souvenait des services qu'il avait rendus, étant député, à la cause conservatrice.

La situation était dans la troisième circonscription à peu près la même, à cette différence près que le candidat officiel, M. Ernest Dumas, s'il considérait avec son père que « les libres-penseurs nous conduisent à l'abîme, et que la religion seule peut sauver l'Europe. » (1), était loin de posséder la haute et légitime influence et les capacités de M. Talabot. L'opposition catholique s'était un moment ralliée à un ancien député de beaucoup de valeur, M. de Larcy, que nous avons déjà vu en 1868 briguer les suffrages des électeurs de la même circonscription. M. de Larcy ne se présenta pas.

Par des considérations semblables M. de Crussol, duc d'Uzès, avait été opposé au candidat du gouvernement dans la deuxième circonscription.

(1) Lettre de M. Dumas, de l'Académie française, à M^r Plantier.

Le parti républicain ne désertait la lutte dans aucun collège. Mais dans la première circonscription pendant que les démocrates confiaient d'abord leur drapeau à Eugène Pelletan, puis en dernier lieu au politicien inconnu qui s'appelait Yves Guyot, le gros de ses forces, représenté par l'*Indépendant du Midi*, se rangeait derrière M. E. Teulon.

Cette candidature souleva une véritable explosion tout à la fois d'étonnement, de rires et d'indignation. Tous ceux qui avaient entendu M. Teulon en 1848 (1) « jurer de s'ensevelir dans les plis de sa toge, si la république était menacée, » qui l'avaient ensuite vu après le coup d'Etat du 2 décembre continuer à toucher ses 15,000 francs d'appointements (2) et l'avaient vu accourir à Avignon pour saluer *le tyran*, sollicitant ensuite la place de premier président honoraire (3) furent stupéfaits de le voir dans l'arène électorale avec le pavillon républicain.

La troisième circonscription présentait le même spectacle qu'au mois d'août 1868, à l'adjonction près de M. Duclaux-Monteil qui se présentait pour le tiers-parti. M. J. Cazot était le candidat démocrate.

Dans la deuxième circonscription, en dehors du candidat du gouvernement et de son concurrent sérieux, M. de Crussol, il n'y avait pas moins de quatre candidats. Parmi ceux-ci figurait M. Adrien Bravay, frère du célèbre Bravay dont nous avons raconté les infortunes électorales, qui avait, pour assurer son élection, créé un journal, *la Côte du Rhône* (4), rédigé par un sieur Jean-Louis Maire, dit de Saint-Germain. M. A. Bravay s'intitulait candidat dynastique et colportait fièrement cette devise : « La liberté sous l'Empire. » Avec lui se présentait un autre candidat dynastique et multicolore, M. Bonnefoy-Sibour, du Pont-Saint-Esprit. MM. Brun et Eugène Ducamp luttèrent pour l'opposition démocratique. Il convient d'ajouter à cette liste déjà longue M. Pierre Sigaud, avocat à Nîmes, qui se présentait comme candidat de *l'opposition constitutionnelle et abolitionniste de la guerre*.

(1) Il était à ce moment commissaire extraordinaire dans le Gard, par la grâce de Crémieux.

(2) M. Teulon avait été nommé premier président de la Cour.

(3) Il circulait à ce sujet à Nîmes un mot charmant : « Notre empereur a fait trois conquêtes pacifiques ; il s'est annexé sans coup férir Nice, la Savoie et notre premier président. »

(4) *La Côte du Rhône* s'imprimait à Bagnols-sur-Cèze et paraissait deux fois par semaine. Journal de propagande, il était tiré à un grand nombre d'exemplaires et distribué gratuitement.

Ce dernier faillit précisément déclencher la guerre dans notre cité, ou tout au moins fut la cause indirecte d'une soirée tumultueuse qui eût pu devenir plus grave. Le dimanche de Pentecôte, M. Sigaud donnait au théâtre des Variétés, situé rue des Chassaintes (2), une conférence sur la paix. A la sortie, une bande de deux ou trois cents individus se porta, en criant et vociférant *la Marseillaise*, sur la place de la Comédie où elle s'accrut de nombre d'autres fauteurs de désordre. Après avoir fait le tour de ville, elle se rendit à la Placette, brisant à coups de pierre les reverbères qu'elle trouvait sur son chemin.

Les perturbateurs s'emparant d'un drapeau tricolore, brûlèrent tout d'abord les trois couleurs et les remplacèrent par une ceinture rouge, puis plus nombreux, encore, revinrent sur la ville en poussant le cri : A bas les aristocrates. Arrivés sur la place du Château devant la caserne de gendarmerie, ils saluèrent d'une volée de pierres les militaires qui se formaient en bataille sur le trottoir et terminèrent cette ridicule manifestation sous les fenêtres de la mairie et de la préfecture.

Il n'y eut fort heureusement pas d'autres troubles à enregistrer et Nîmes fut plus heureuse en cela que d'autres villes de France, notamment Marseille, Saint-Etienne et Paris.

Mais si la rue était calme, les électeurs, ballottés entre les sollicitations des candidats, de leurs comités, et de leurs journaux, ne l'étaient pas. Le scrutin s'annonçait comme devant être chaud. Il le fut en effet, mais n'eut, au premier tour de résultat décisif que pour la troisième et la quatrième circonscription.

Les deux candidats officiels étaient élus dans ces deux collèges. M. André passait au Vigan et M. Dumas à Alais. Il y avait ballottage dans les deux autres circonscriptions et les électeurs furent convoqués à nouveau pour le 7 juin. MM. Talabot et Genton l'emportèrent.

M. Talabot réunit 14.827 voix contre 11.934 accordées à M. Teulon.

M. Genton était élu par 11.193. M. le duc de Crussol avait 8.217 suffrages.

Dans la France, le résultat des élections grossissait les rangs de l'opposition. Le résultat visé était atteint. L'empire libéral était fait et l'Empereur, par son message de juillet 1869, l'annonçait au pays.

L'Empire libéral ! Autant dire, comme je l'écris plus haut, la chute de l'empire qui ne pouvait être éloignée et que l'on escomptait déjà..... Mais au profit de qui ? Hélas ! au profit de la Prusse, la cliente de

(2) Il sert aujourd'hui de magasins de décors.

M. Guérout et de l'*Opinion nationale*, au profit de la franc-maçonnerie, qui venait de diriger les élections, d'organiser les manifestations de 1869, et dont nous allons, à dater de ce moment, retrouver la main dans les affaires de notre pays.

Les élections générales laissaient le pays singulièrement agité. Les passions sociales réveillées par les orateurs favoris de la démocratie commençaient déjà à se faire jour et à employer leur moyen favori, l'émeute. A Paris, des troubles éclataient sur plusieurs points de la capitale, notamment à Belleville, où des essais de barricade étaient tentés, que la police enlevait assez facilement. A Lyon, il en était de même. Le bassin houiller de Saint-Etienne était parcouru par des bandes d'agitateurs, et à leur suite les ouvriers mineurs se mettaient en grève. Une société fameuse, l'*Internationale*, apparaissait, fortement constituée, avec l'intention avouée de dresser l'ouvrier contre le patron, le prolétariat contre le capital, sous prétexte de protéger l'un contre l'exploitation de l'autre. Quoi qu'on en ait dit de ces troubles, il était évident que l'ère révolutionnaire commençait et que nous allions assister un jour ou l'autre à une suprême tentative de la démagogie. Nous verrons plus tard en quelles tristes circonstances ce parti eut l'audace de menacer notre patrie.

Si la situation s'embrouillait à l'intérieur, elle n'était guère plus brillante à l'extérieur. Un malaise général pesait sur l'Europe. Chacun se regardait avec une extrême défiance. Les uns et les autres des puissances armaient fiévreusement pressentant quelque catastrophe inévitable. La France seule n'augmentait pas l'effectif de ses troupes, ne modifiait pas son matériel d'artillerie, ne faisait aucun approvisionnement de guerre, ne mettait pas ses places fortes au niveau des exigences modernes, et ne préparait aucun plan de mobilisation. L'imprévoyance était partout. Un point noir — c'était le langage officiel — était à l'horizon qui préoccupait tous les esprits.

La Prusse, subitement agrandie, et placée à la tête des affaires de l'Allemagne était déjà le pivot de combinaisons diplomatiques redoutables. Le terrible chancelier, qui avait dans l'ombre ourdi la campagne d'Autriche, visait en ce moment plus haut encore et l'Europe se sentait secouée par les intrigues de cet homme d'Etat. Nous étions à ce moment presque isolés. Il n'y avait pas à compter sur l'appui de l'Angleterre. La Russie avait sur le cœur la campagne de Sébastopol, l'Italie ne nous pardonnait pas d'avoir placé à Rome une brigade d'occupation, ce qui retardait indéfiniment la réalisation de ses projets. La Belgique prenait une attitude presque comminatoire à cause des grèves qui

venaient d'éclater dans son bassin houiller et dont elle nous rendait moralement responsables. L'Autriche, affaissée et recueillie, pensait ses blessures; et l'ambition prussienne pouvait donner tout à craindre. Du reste, depuis 1868, des bruits de guerre prochaine ne cessaient de se répandre, à intervalles presque réguliers. La révolution, maîtresse de l'Espagne, en était déjà à chercher un maître, et ce trône vacillant était l'objet de compétitions multiples. C'est à ce moment même que l'homme de guerre sur lequel la France pouvait à bon droit fonder quelques espérances, le maréchal Niel, le grand patriote, mourrait presque subitement, et, par une raillerie du sort, précisément pendant que, dans toute la France, se faisaient les préparatifs de la dernière fête nationale de l'empire.

Cette solennité n'en fut pas moins aussi brillante que possible. L'Empire cherchait à s'étourdir dans les fêtes et les multipliait autour de lui pour paraître rassuré aux yeux des populations. M. Janvier de la Motte, qui avait remplacé M. Bessières à la tête de l'administration départementale, se prodiguait dans ce but. Il avait parcouru le département, attirant à lui les plus hostiles par une finesse et une bonhomie qui surprenaient le peuple habitué à la morgue des hauts fonctionnaires. Il ne négligeait en même temps aucune occasion de récompenser les dévouements ou le talent, le zèle pour les affaires publiques. Il profita, en particulier, de la fête du 15 août pour distribuer à des personnages marquants de notre ville la croix de la Légion d'honneur.

Parmi ceux-ci figurait M. Balmelle qu'un décret du 20 février 1869 avait appelé à la mairie en remplacement de M. Fabre. Le nouveau maire, qui avait déjà pendant de longs mois exercé ces fonctions comme premier adjoint, méritait d'autant mieux cette distinction qu'il venait enfin dans un voyage à Paris de faire tomber les derniers obstacles administratifs qui s'opposaient à la réalisation du projet Dumont.

A peine, comme nous l'avons vu en 1868, le Conseil municipal eut-il adopté l'exécution de ce projet par les soins de la ville, que la Compagnie des Eaux du Midi entama une nouvelle campagne. Elle menaça la ville d'un procès, et pour donner le change à l'opinion publique ouvrit ostensiblement plusieurs chantiers. Pour mieux frapper la population, elle alla jusqu'à demander au Conseil de transporter ses ateliers dans l'intérieur de la ville et voulut commencer la canalisation sous nos voies publiques. En même temps, disposant à Paris, de puissants appuis, elle créait des entraves administratives à la réalisation du projet adopté par le Conseil.

M. Balmelle voulut en avoir le cœur net, et, le 20 mars, il partait

chargé par l'assemblée communale d'une mission auprès des Chambres et du gouvernement. Il ne fallut pas moins d'un mois au représentant de la cité pour venir à bout de toutes les résistances et pour déjouer les intrigues de ses adversaires. Enfin le 25 avril, en dépit d'une manœuvre parlementaire tentée par M. Jubinal, député et administrateur de la Compagnie des Eaux de Nîmes (1), la Chambre fut saisie du rapport de M. Dumas, député du Gard, sur la question. Il ne se rencontra qu'un adversaire à l'adoption du projet de loi autorisant la ville à contracter un emprunt de 3,500,000 francs en vue de la réalisation de son projet : c'était M. de Janzé. Le 19 mai (2) la loi était promulguée, et immédiatement après, le Conseil municipal approuvait les traités passés avec M. Dumont, ingénieur, auteur du projet, M. Crouzet pour l'acquisition de l'emplacement de l'usine hydraulique et de la galerie de filtration, la Compagnie du Creuzot pour la fourniture des machines élévatoires, la Compagnie de Terre-Noire pour la fourniture des tuyaux d'adduction. Le maire mettait parallèlement en adjudication toutes les autres parties de ce projet (3) le plus considérable que Nîmes

(1) Cette *Compagnie des Eaux de Nîmes* avait déposé ses statuts le 25 mars, soit cinq jours après le départ de M. Balmelle. Elle avait obtenu de M. Jules Favre et de M. Jules Grévy une consultation envoyant, sans coup férir, le Conseil municipal tout entier en police correctionnelle, consultation qui fut remise au Conseil d'Etat.

Le Conseil municipal produisit devant la même juridiction une consultation de M. Dufaure.

(2) La loi promulguant l'emprunt prévoyait outre le projet d'adduction des eaux ne s'élevant qu'à 3 millions, d'autres projets communaux tels que :

L'achèvement de l'église Saint-Baudile, 212,000 francs, l'achèvement de l'hospice d'humanité, 81,000 francs ; le transfert du lycée, 310,000 francs ; l'installation du musée et de la bibliothèque, 150,000 francs ; l'agrandissement de l'école communale des Frères, 131,600 francs.

(3) Les dépenses pour le projet total étaient évaluées à 3,000,000 de francs, savoir :

Terrains pour l'usine et la galerie de filtration.	4.500 fr.
Galerie de filtration.....	220.000
Usine hydraulique.....	460.000
Deux machines de 490 chevaux chacune.....	380.000
Tuyaux de refoulement (9.661 mètres).....	685.931
Conduite d'amenée (16.639 mètres).....	4.184.369
16 robinets vannes y compris le regard.....	36.400
Réservoir de 3,000 mètres cubes au mas Pagès..	45.000
— de 5,000 mètres cubes à Nîmes.....	65.600
Conduite de raccordement à Nîmes.....	21.900
Imprévu ou somme à valoir.....	207.300

Une légère modification fut faite à ce devis. On résolut d'exécuter en ciment sur 9,000 mètres de longueur la portion de la conduite d'amenée qui traversa la plaine de Pazac. Ce travail fut confié à la maison Dumollard, de Grenoble.

eût jamais entrepris. Grâce aux traités passés avec ces importantes Compagnies, sur l'énorme devis primitif de trois millions de francs, la plus grande partie des dépenses, 2,300,000 francs ne pouvait amener aucun mécompte.

On se mit sans tarder à l'œuvre et les entrepreneurs Guérin et Fournier à qui avaient été adjugés les travaux de l'usine de Comps, moyennant un rabais de 13 fr. 30 0/0, donnèrent le premier coup de pioche le lundi 7 juin 1869. M. Manarauche, entrepreneur d'Arles, fut déclaré adjudicataire des travaux de la galerie de filtration moyennant un rabais de 5 0/0. Tous ces travaux devaient être exécutés dans un délai de six mois afin de pouvoir assurer l'alimentation de la ville en 1870 (1).

On conçoit aisément que toutes les délibérations du Conseil municipal furent remplies de ce vaste projet dont il importait d'assurer l'exécution jusque dans ses moindres détails. C'était là un champ d'activité assez grand pour absorber à peu près complètement l'attention du Conseil.

Cependant dans sa séance du 5 mai, l'assemblée communale dut prendre une décision qui intéressait notre Musée. Un certain Robert Gower avait légué en mourant une collection artistique d'une certaine valeur à la ville de Liverpool à la condition qu'une galerie spéciale ouverte au public serait préparée et affectée à la collection. Prévoyant que cette ville n'accepterait pas, le testateur désigna en même temps plusieurs autres villes auxquelles il entendait que l'acceptation du legs fût proposée.

Ces villes étaient au nombre de dix et rangées dans l'ordre suivant : Liverpool, Glasgow, Edimbourg, New-Castle sur Tyne, Bristol, toutes en Angleterre ; Nîmes, Dijon, Bordeaux, Aix, Marseille, en France.

(1) Le volume à distribuer était de 42,560 mètres cubes par vingt-quatre heures au minimum et de 25.000 au maximum. Dans ce dernier cas c'était une provision journalière de 400 litres par tête d'habitant, ce qui plaçait notre cité dans des conditions d'alimentation supérieure à Carcassonne même, la ville d'Europe la plus favorisée sous ce rapport, après Rome, qui reçoit journellement 900 litres d'eau par habitant.

Il est à remarquer que la célèbre Compagnie de Preignes ne s'était engagée qu'à fournir journellement 25.000 mètres cubes d'eau à la ville moyennant 200.000 francs de subvention municipale à payer pendant quatre-vingt-dix-neuf ans. Or, la dépense annuelle pour avoir 25.000 mètres cubes journaliers n'excédait pas avec le projet Dunmont 300,000 francs y compris 120,000 francs d'intérêts du capital emprunté. Suivant la loi du 19 mai 1869, ce capital doit être complètement amorti en une période de vingt-six années, de 1870 à 1895.

Les cinq villes anglaises ayant refusé, Nîmes, la première des villes françaises, était appelée à se prononcer,

Dans les projets de reconstruction de bâtiments communaux qu'il avait en vue, le Conseil avait réservé l'installation d'un nouveau Musée, ce qui permettait, si l'on acceptait le legs de lui affecter une galerie spéciale. Il n'y avait qu'une difficulté. Le legs était grevé d'un usufruit au profit d'une dame Sibourg, résidant à Aix. Le Conseil entendait s'il acceptait ne le faire que contre la possession immédiate de la collection. M. Demians, membre du Conseil, fut chargé de se rendre à Aix pour négocier cette dernière question. Il fut accompagné par M. Jules Salle, peintre distingué, qui avait pour mission de visiter les œuvres d'art au nombre de 460 environ, formant la collection (1). Dans sa session de juillet le Conseil sur le rapport de ses deux mandataires racheta l'usufruit pour 15,000 francs et vota 35,000 francs, tant pour le transport à Nîmes que pour les droits de succession. La condition principale du legs a été remplie et il a été ouvert depuis à notre Musée une salle Gower.

(1) Cette collection qui avait coûté 800,000 fr. à son propriétaire avait été évaluée à l'inventaire de la succession à 443,925 fr. pour servir de base aux droits de succession. La meilleure toile est un Wouwermans, représentant un *Marché de chevaux*.

CHAPITRE TROISIÈME

(Année 1870)

du 1^{er} janvier au 4 septembre.

SOMMAIRE

L'EMPIRE LIBÉRAL. — M. EMILE OLLIVIER. — L'AFFAIRE PIERRE BONAPARTE. — LE SÉNATUS-CONSULTE. — LE PLÉBISCITE DU 8 MAI. — COMLOT CONTRE LA VIE DE L'EMPEREUR. — MINISTÈRE DU 16 MAI. — LE CONCILE. — RETOUR DE M^{re} FLANTIER A NIMES. — MORT DE M. FERDINAND BÉCHARD. — MORT DE M. JULES CANONGE. — MONUMENT FUNÉRAIRE A JEAN REBOUL. — LE LEGS BOURRIÉ. — ELECTIONS DÉPARTEMENTALES. — ÉCHEC DE M. TALABOT. — LES ARÈNES ET M. RÉVOIL. — L'ORATOIRE PROTESTANT. — LES EAUX DE GRÉZAN — LES EAUX DU RHÔNE. — INAUGURATION DES EAUX PAR LA COMPAGNIE DES *Eaux de Nîmes*. — L'AFFAIRE DU CAFÉ PELOUX. — LE TRÔNE D'ESPAGNE. — LA FRANCE DÉCLARE LA GUERRE A LA PRUSSE. — DÉPART DU 56^e DE LIGNE DE NIMES. — ORGANISATION DE LA GARDE MOBILE. — LE MOUVEMENT PATRIOTIQUE A NIMES. — SOUSCRIPTIONS PUBLIQUES. — LES ÉLECTIONS MUNICIPALES. — LA *Nemousa* — NOS PREMIÈRES DÉFAITES. — M^{re} FLANTIER A LA PRÉFECTURE.

Le message impérial, qui, en 1869, annonçait l'avènement de l'empire libéral, n'était que la préface du mouvement auquel obéissaient les conseils du gouvernement. A une situation nouvelle, il fallait des hommes nouveaux. Le personnel des hommes d'Etat de l'Empire ne se faisait en majeure partie aucune illusion sur cet essai de parlementarisme vague greffé sur l'entité césarienne, et, certes, il en eût été bien peu parmi eux qui se fussent hasardés à appliquer un régime pour lequel ils n'avaient que de la répugnance.

Mais l'Empereur avait entrepris à lui seul de rénover tout son système politique. Il poursuivait son rêve d'empire constitutionnel, deux mots qui jurent ensemble, rêve mal défini, mal combiné comme tous ceux

de cet homme singulier. Il entrevoyait confusément une ère nouvelle et malgré les résistances de son entourage croyait très hardi et très fort de guider lui-même les esprits sur le terrain de la liberté. Il était le maître, du reste, et ses familiers de la première heure le reconnaissaient toujours pour tel. Le maître avait parlé, ils se taisaient mornes et silencieux.

Et pourtant, était-ce bien le maître, ce potentat puissant, arbitre souverain des destinées de la France ? Il le paraissait tout au moins, mais il ne l'était plus de fait du jour où il avait été obligé de recevoir dans le plus profond mystère celui qu'il choisissait pour rendre à la nation la liberté qu'il lui avait ravie et le prestige qu'il lui avait fait perdre. Curieuse anomalie, en vérité, que ces deux faces de la Révolution ! Tandis que la démagogie, après un exercice plus ou moins long du pouvoir, est obligée, éperdue, haletante, de se jeter dans les bras d'un César, César, lui, le dictateur, l'autocrate, se voit peu à peu entraîné à revenir à la démagogie par degrés inappréciables, mais inéluctables. C'est pourquoi, obéissant à cette loi fatale, Napoléon III avait été obligé de se tourner vers l'homme, jadis son ennemi, Emile Ollivier, qui lui promettait le concours de tous ceux qui ne pouvaient rester que ses plus implacables adversaires. Et si Morny avait pu sauver le prince à une époque où l'Empire avait été préparé par une République avortée, cet homme ne pouvait que hâter la déchéance de l'Empire depuis que ses fautes avaient donné raison à la République. La volte-face de l'Empereur du côté de la soi-disant liberté ne la déchaîna, en effet, que pour le dévorer.

Emile Ollivier n'était pas à beaucoup près un démagogue, mais il se flattait d'avoir été un démocrate. Il avait, en 1857, appartenu à ce fameux groupe des Cinq, le seul qui fit quelque opposition à la dictature impériale. Il avait, à ce moment, tenu en échec, avec ses collègues, le système césarien, mais peu à peu ce farouche intransigeant s'était amadoué et s'était rapproché du pouvoir.

Il eut des entrevues avec l'Empereur, mais ne s'y rendait pas ostensiblement. Il se dissimulait dans l'ombre pour pénétrer auprès du souverain. Ce n'est pas aux Tuileries que se tenaient les conciliabules entre le chef de l'Etat et le futur homme d'Etat de l'Empire parlementaire. Les Tuileries pullulaient d'espions allemands qui encombraient jusqu'aux appartements intimes de la famille impériale, et les courtisans de la veille eussent d'ailleurs singulièrement accueilli ce courtisan du lendemain.

C'était à Compiègne que Napoléon III et Emile Ollivier se voyaient,

ce dernier pour pénétrer dans le Palais, évitant l'entourage du corps de garde qui avait sabré les républicains et s'échappant ensuite par la forêt comme un voleur sort qui d'un bois.

L'empire libéral avait été la conséquence de ces pourparlers louches, de ces entrevues secrètes, et désormais, l'homme de Compiègne, allait publiquement prendre le fardeau du pouvoir. Il faut le reconnaître, le nouveau ministère à la tête duquel se trouvait placé, par la volonté de l'Empereur, Emile Ollivier, était habilement composé. Le parti révolutionnaire et démocrate avait été soigneusement écarté et avant de se lancer dans l'inconnu et de courir les chances de son évolution, Emile Ollivier avait jugé sage de faire appel aux forces conservatrices du pays et aux hommes éminents qui les dirigeaient. C'était sagement raisonner que de s'appuyer dans un tel moment sur des hommes tels que : MM. Daru, Buffet, de Talhouet, (1) Louvet, Legris, Chevandier de Valdrôme. L'impression dans le pays fut celle de l'étonnement, d'abord, de l'attente ensuite. Beaucoup ne croyaient pas à la possibilité d'un empire constitutionnel, et voilà que, d'emblée, le premier pas fait dans cette voie par l'Empereur le mettait presque de parité avec le régime de 1830 à tel point que les noms des nouveaux ministres eussent, aussi bien, pu être ceux d'un cabinet de Louis-Philippe. Qu'allait-il sortir de là ? Nul ne le savait encore à coup sûr, et les auteurs même de cette transformation inattendue eussent été eux-mêmes bien en peine de le dire. M. Daru, interrogé au Sénat, sur l'orientation et les intentions du gouvernement, ne put que répondre : « Nous sommes d'honnêtes gens » et certes jamais parole ne fut plus vraie. C'était un ministère d'honnêtes gens, la France le savait, et c'est pourquoi elle se taisait, anxieuse.

Par une fatalité inexplicable, à peine aux affaires, le cabinet se heurtait à deux faits qui faisaient grand bruit dans le pays, et réveillaient toutes les passions révolutionnaires, toutes les haines de la gauche. Deux princes de la famille impériale s'oubliaient à tel point que la main de la justice devait s'étendre sur eux. L'un, le prince Murat avait bâtonné un maçon ; l'autre, le prince Pierre Bonaparte (2), tuait dans son cabinet d'un coup de revolver un journaliste parisien, Victor Noir. Rien ne pouvait plus aggraver les embarras d'une situation déjà fort lourde que ces deux attentats. Le dernier en particulier souleva un

(1) Le marquis de Talhouet-Roy était beau-frère de M. le duc d'Uzès et petit-fils du comte Roy, ancien ministre de Louis-Philippe.

(2) Le prince Pierre comparut, à Tours, en mars 1870, devant la haute Cour de justice et fut acquitté. M. Balmelle, maire de Nîmes, fit partie du haut jury en sa qualité de conseiller général.

orage qui faillit emporter, à quelques jours de sa fondation, l'empire libéral, ses conseillers et la dynastie elle-même. L'émeute gronda à Paris, mais se heurta à l'attitude calme et résolue du pouvoir. Au corps législatif, Emile Ollivier, réduisit au silence ses adversaires acharnés Rochefort et Gambetta. Si le cabinet s'affermissait aux yeux de la capitale, il arrêtait aussi les manœuvres socialistes et internationalistes en province. Grâce à sa prudente fermeté, il triomphait de la grève du Creuzot, grève qui sous les excitations démagogiques, présentait l'aspect le plus dangereux.

C'était peu que d'avoir traversé sans péril ces redoutables épreuves, compliquées de tentatives insurrectionnelles à propos de l'arrestation de Rochefort et des déclamations fougueuses des révolutionnaires dans les réunions publiques; c'était peu, même, que d'avoir déjoué les intrigues de la Cour, où les courtisans mécontents cabalaient contre le nouveau ministère. Une épreuve bien plus redoutable allait porter une grave atteinte au cabinet du 2 janvier.

Le changement apporté à la Constitution de 1852 par le sénatus-consulte du 8 septembre 1869, ne suffisait plus aux nécessités du nouveau régime. L'édifice de la Constitution de 1852, déjà profondément remanié, par les concessions antérieures, devait se transformer entièrement. C'est à quoi s'occupa le gouvernement dès le premier moment. Sur ce point l'accord était parfait entre les membres du Cabinet: Briser le régime autoritaire et établir franchement le régime constitutionnel ne pouvait que convenir à des parlementaires comme MM. Daru et Buffet, et d'un commun accord, il fut présenté aux Chambres un projet de sénatus-consulte qui conférait à un égal titre, le pouvoir législatif à l'Empereur, au Sénat et au Corps Législatif. C'était là une révolution. Le Sénat avait été jusque-là investi du droit exclusif de modifier la Constitution, mais ce droit ne pouvait plus lui être conservé sous peine d'en faire un pouvoir dominateur. L'Empereur et son conseiller Emile Ollivier se rangèrent à l'avis que le pouvoir constituant devait être conservé à la nation, mais sous forme plébiscitaire. Napoléon III, en exigeant cette disposition, était logique avec l'histoire même de sa dynastie. Emile Ollivier exagérait à coup sûr les concessions qu'il avait faites à l'empire.

C'est sur ce point que porta le différend qui disloqua le ministère. MM. Buffet et Daru se retirèrent ne voulant pas s'associer à une manœuvre plébiscitaire, condamnation évidente du régime parlementaire. Ils ne furent pas immédiatement remplacés, et le Cabinet se présenta démembré devant le Sénat, lorsque s'ouvrit le 14 avril la discussion du

projet. Elle dura jusqu'au 20 avril, et le 23, le *Journal officiel* convoquait le peuple pour le 8 mai suivant, à l'effet d'accepter ou de rejeter le plébiscite suivant :

« Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur avec le concours des grands corps de l'Etat et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870. »

Le pays qui suivait attentivement les débats, qui lisait avidement les feuilles publiques se trouva du coup avoir en main le pouvoir constituant. L'Empereur jouait là une grosse partie, au moment où son trône assailli de tous côtés pouvait sombrer sous un vote populaire, ouvrant ainsi la voie au chaos révolutionnaire.

« Je ne conseillerai pas le plébiscite à l'Empereur, disait le prince Napoléon, mais, je garantis le succès si l'opération est bien dirigée. »

Elle fut, en effet, bien dirigée. Napoléon III adressa à la nation une proclamation fort adroite, où se lisait clairement la promesse arrêtée de ne plus revenir à l'autoritarisme de 1852, en même temps que le souci d'assurer le trône à son fils. Sous l'inspiration ministérielle, il se formait à Paris un comité central plébiscitaire qui s'assurait en province le concours de comités départementaux et cantonaux embrassant ainsi la France dans un vaste réseau de propagande.

L'opposition intransigeante rédigeait bien un appel à la nation, mais elle était elle-même divisée sur la conduite à tenir devant les urnes électorales et ne pouvait que faiblement résister à l'énorme pression officielle. Quant aux conservateurs, que le plébiscite épouvantait, ils se trouvaient dans la singulière nécessité de voter *oui* pour éviter à la France la révolution et ses terribles conséquences.

Dans le Gard, un comité plébiscitaire s'était formé ayant à sa tête MM. Talabot, député, président ; Valz et Balmelle, vice-présidents ; La Salle et Gardies, secrétaires ; de Matharel, trésorier-général, trésorier(1).

(1) Les membres du Comité étaient : MM. le docteur Tribes, président de la société de secours mutuels de Saint-Charles ; Réjardès, président de la société de secours mutuels de Sainte-Perpétue ; Aubert, entrepreneur ; Auguste Almus, ferblantier ; Hoën-Bernard père, menuisier ; Antoine Hoën-Bernard fils ; Dumas père, sénateur ; Dumas fils, député ; le docteur Mazel ; Thomas, marchand de vin ; Rousset, conseiller général ; Duplessis, plâtrier ; Edouard André, député ; Palloc, serrurier ; Cordesse aîné, négociant ; Barescut, propriétaire ; Guibert ; Aillaud, conseiller d'arrondissement ; Clément, marchand-tailleur ; Casimir Vernet, entrepreneur ; Uchède, ferblantier ; Abric de Flaux, propriétaire ; Paech jeune, entrepreneur ; Milot père, rentier ; Milot fils, rentier ; Challet, négociant ; Poujol, cafetier ; Agnel, agent de change ; Séguier, rentier ; Mus-Martin, négociant ; Duraud, rentier ; Jules Meyrueis, propriétaire ; Genton, député ; Antoine Aumeras, entrepreneur ; Henri Coste, conseil-

« Le vote du 8 mai, disait-il, dans sa proclamation datée du 30 avril, va mettre en présence deux drapeaux : *celui de la liberté avec l'ordre et celui de la révolution*..... Point de *non*, point d'abstentions, répondez tous *oui*, c'est le conseil patriotique et désintéressé que nous n'hésitons pas à vous donner. » M. Gouazé, premier président, écrivait de son côté à un magistrat une lettre rendue publique. « La question est posée entre la révolution sanglante et spoliatrice d'un côté, l'ordre et la liberté de l'autre. Ce que veulent des hommes très ardents à demander un vote négatif, les discours prononcés dans certaines réunions publiques ne nous l'apprennent que trop.

» L'excitation au crime devait être suivie du crime lui-même ; voici que l'assassinat politique reparait !,.... »

Précisément à ce moment même, il n'était bruit que d'un complot contre la vie de l'Empereur. Des arrestations étaient opérées, en particulier celle d'un nommé Borie, qu'une correspondance, trouvée en sa possession, démontra être un agent du révolutionnaire Flourens (1). Des bombes furent trouvées au domicile de l'un des complices.

Je n'ai pas à rechercher ici si la révélation de ces menées condamnables était pour quelque chose dans le succès de « l'opération plébisci-

ler général, Toquebœuf, menuisier ; Emile Mourier ; Isidore Correnson, conseiller général ; Sagnier-Teulon père, négociant ; Roman fils ; Alphonse Granon, entrepreneur ; André Blanc, entrepreneur ; Dombre, ingénieur du P.-L.-M. ; Arnaud père, propriétaire ; Ed. Rolland fils, négociant ; Baptiste Bernaras, entrepreneur ; Félix Martin, avoué ; Fabre, propriétaire ; Ginoulhac, propriétaire ; Ginestous, entrepreneur ; Pellet, propriétaire ; Pommier, entrepreneur ; Théodore Rousselier, conseiller général ; Vergely, menuisier ; Boyer, pharmacien ; Fatalot, vénérable de la Loge maçonnique ; de Ladevèze, conseiller général ; Landry Martin, avocat ; Grange, agent de publicité ; François Aubert, maçon ; Souquayrolle, négociant ; Beau, conseiller général ; Héraut, architecte ; Chambon, conseiller général ; le docteur Brouzet ; Brousse, droguiste ; Chalmeton, directeur de la compagnie de Bessèges ; Guyot, propriétaire ; Martin, entrepreneur ; de Labeaume, conseiller général ; Causse, conseiller général ; Brousse, droguiste ; E. Silhol, conseiller général ; Marcellin Paget ; Manificier, marbrier ; Trinquier, foudrier ; Lavabre-Estève ; Scipion Castanet, propriétaire ; Gardet, fumiste ; Bernard, menuisier ; Arnal, marchand de meubles ; Dallard, marchand de vin ; Pierre Saussine, propriétaire ; Meyrueis, rentier ; An, lampiste ; Backrich, teneur de livres ; Gullaude, propriétaire ; Lbôte, propriétaire ; Chelippeaux, opticien ; Sergent, restaurateur ; Daudet, propriétaire ; Parguel, propriétaire ; Parent, taillasseur ; Mourgues, maître d'hôtel ; Courvoisier, marchand de modes ; Baldy, imprimeur ; Chaband, lampiste ; Jossaud, propriétaire ; Soubat, entrepreneur ; Pellorjas, propriétaire ; Ricler, rentier ; Maré, relieur.

(1) Le frère du ministre actuel des affaires étrangères. Flourens écrivait à Borie de se déguiser en soldat pour tirer sur l'empereur,

taire », suivant le mot du prince Napoléon ; je constate que tous ces appareils destructeurs, dont les journaux reproduisaient les dessins avec force détails, arrivaient à point nommé pour peser sur le vote des électeurs.

Il faut rendre cette justice aux plébiscitaires qu'ils ne ménageaient ni leur temps, ni leurs forces. Ils avaient posé la question sur un terrain qui leur donnait une grande autorité aux yeux des populations, surtout celles de la campagne, mal venues encore à toutes les théories politiques dont on les a abreuvées depuis.

De plusieurs points du département des adhésions importantes étaient signalées. M. le baron de Coehorn, M. le marquis de Calvière, M. Duclaux-Monteil, le général Walsin-Estherhazy, conseillaient publiquement un vote approbatif. A Alais, le comité plébiscitaire avait à sa tête MM. le baron d'Hombres, Edouard Bonnal, Veillon père, Emile Bourgogne et Emile Pin (1).

Le comité antiplébiscitaire, présidé par M. Demians (2), sans

(1) M. Emile Pin est aujourd'hui conseiller général républicain pour le canton de Génolhac.

(2) Il arriva même une assez plaisante aventure à M. Demians. Le samedi, 30 avril, le comité antiplébiscitaire avait convoqué ses amis au nombre de 1.800, en réunion privée, au Théâtre des Variétés. M. Demians présidait et à ce titre prononça un discours fulminant contre l'Empire. Pendant ce temps, des *parlayeux* anticipés pénétraient chez lui et lui *empruntaient* une somme de 2,000 francs.

Ce fut la fable de toute la ville et il circula à ce propos une complainte du voleur au volé dont voici quelques extraits.

Pendant qu'orateur populaire
 Tu prêchais pour qu'on vote non,
 J'avais avec ton secrétaire
 Un bout de conversation.

 J'ai voulu, sur ma parole,
 Que te donner une leçon
 Sous la forme de parabole,
 De parabole en action.

 Tu poursuis en vain la chimère,
 D'unir, étrange parenté,
 La pantoufle du Très-Saint-Père
 Au bonnet de la liberté.

 Adieu, mon cher, change de route
 Et profite de la leçon
 Qui vaut deux mille francs sans doute.

organe (1), sans influence, avait peine à lutter contre une telle organisation et de telles manifestations (2).

Mais dans le département, l'Empire était, je l'ai déjà dit, vigoureusement battu en brèche, et cet esprit d'hostilité était surtout accentué au chef-lieu. Le résultat du plébiscite du 8 mai en fut une preuve.

Sur 133,179 électeurs inscrits dans le Gard, 102,768 déposèrent un bulletin dans l'urne. Il y eût 63,884 *oui* et 38,884 *non*.

Les trois cantons de Nîmes donnèrent tous une majorité négative.

Le premier avec 914 *oui* et 3,079 *non*.

Le deuxième avec 1,033 *oui* et 2,735 *non*.

Le troisième avec 1,024 *oui* et 1,785 *non*.

Il y avait plus de 6,000 abstentions.

Mais dans la France entière, l'Empire recueillait une majorité formidable: 7,016,228 bulletins affirmatifs contre 1,495,144 bulletins négatifs.

L'armée qui avait été appelée à exprimer son opinion n'était pas comprise dans ces chiffres. Les votes émis par elle s'élevaient au chiffre de 275,716 dont 235,307 *oui* et 40,609 *non*.

Ces derniers chiffres avaient leur triste éloquence et accusaient la faiblesse extrême de nos effectifs. Au delà du Rhin, si l'on suivait attentivement les diverses péripéties de cette consultation populaire, on attendait fiévreusement le résultat qui devait révéler le chiffre exact de nos troupes de première ligne, telles que nous pourrions les opposer à l'ennemi dès le premier choc. On a répété, avec beaucoup de vérité je crois, que cette constatation officielle avait été pour beaucoup dans la décision de la Prusse d'engager la lutte avec la France.

Dès que le résultat du scrutin fut connu, M. Emile Ollivier se hâta de compléter le ministère et l'*Officiel* du 16 mai appelait aux affaires étrangères M. le duc de Grammont et confiait deux porte-feuilles secondaires à MM. Mège et Plichon. Bien que composé à peu près des mêmes éléments, le cabinet du 2 janvier avait fait place à celui du 16 mai. C'est celui-ci que nous allons trouver aux prises avec les plus graves difficultés extérieures dans un temps prochain. L'orage s'amoncelait sur nos frontières et quelques semaines séparaient à peine l'édifice impérial

(1) *L'Indépendant du Midi* avait disparu en juillet 1869.

(2) A Nîmes, M. H. Sambucy, notaire, déclarait publiquement, à la suite de la réunion plébiscitaire tenue à l'hôtel du Midi, qu'il devait voter *non*, mais qu'il voterait *oui* après les explications fournies par M. André, député.

restauré et victorieux en apparence, de la chute la plus épouvantable et la plus irrémissible.

Pendant que les événements que jé viens de résumer se déroulaient aux yeux étonnés de la France, il se produisait à Rome un fait qui fixait l'attention du monde entier. Le Pape Pie IX avait convoqué dans la capitale du monde chrétien un concile œcuménique. Cette résolution jeta un grand trouble dans les puissances européennes, et, malgré l'hostilité de quelques-unes, la basilique du Vatican ouvrait le 8 décembre 1869 ses portes à plus de six cents pontifes, accourus de tous les points de l'Univers. L'évêque de Nîmes s'était rendu à l'appel du chef de la chrétienté accompagné du P. d'Alzon, son théologien, et de M. l'abbé Thibon, secrétaire-général de l'Evêché. Le jour où le Saint-Père ouvrait les travaux du concile, les catholiques illuminèrent en signe de joie leurs demeures particulières. Les églises et l'évêché avaient donné le signal de cette réjouissance. Au palais épiscopal d'immenses transparents représentaient le Souverain-Pontife, entouré de Bernard d'Elbène (1) et de M^r Plantier.

L'évêque de Nîmes joua un rôle remarquable dans ce synode qui préoccupait considérablement les esprits. Une question était en effet posée, dont la gravité n'échappait à personne. Les gouvernements s'en étaient émus et le cabinet français, par l'organe de M. Daru, ministre des affaires étrangères, envoyait à notre ambassadeur à Rome une dépêche importante faisant des réserves sur le *schema* proposé aux pères du Concile.

Il ne s'agissait de rien moins que de l'infaillibilité du Pape, proposition que M^r Plantier défendit avec cette éloquence remarquable qui lui était familière. Mais vaincu par la maladie, le prélat ne put assister à la fin du synode catholique. Forcé lui fut de rentrer, épuisé, à Nîmes, où il arriva le 23 avril à neuf heures et demie du soir. La foule stationnait dès six heures du soir aux abords de la gare et lorsque le prélat apparut, des applaudissements chaleureux et des acclamations enthousiastes l'accueillirent et l'accompagnèrent jusqu'au palais épiscopal.

C'est ainsi qu'au mois de mai la France était en suspens et que Rome et Paris se partageaient les préoccupations de tous, la première à cause

(1) Un des prédécesseurs de Mgr Plantier, Bernard d'Elbène avait assisté lui aussi aux dernières sessions du célèbre concile de Trente. On sait qu'à son retour à Nîmes, il faillit périr dans l'affreux massacre de la Michelade, le 29 septembre 1567.

de la solennité du débat engagé devant l'assemblée des pontifes, la seconde à raison de ce plébiscite mené heureusement à bonne fin, mais préface d'événements d'une importance immense. Peut-on douter que la ville de Nîmes, où la religion et la politique tiennent une si grande place, se soit associée à ces inquiétudes et à ces incertitudes sur le sort de l'Eglise catholique et sur l'avenir de la France ?

Notre ville perdait, d'ailleurs, au commencement de cette même année, deux de ses enfants qui, à des degrés divers, avaient su s'attacher l'estime et la sympathie de tous leurs concitoyens et qui laissaient un grand vide derrière eux.

Le 6 janvier, M. Ferdinand Béchard, ancien député, partait de Nîmes pour se rendre à Paris, où il avait l'habitude de passer la saison d'hiver. M^{me} Béchard l'accompagnait et les deux voyageurs devaient arriver à Paris le vendredi 7 janvier à six heures. On était sur le point d'arriver et M. Béchard avait déjà réparé le désordre de sa toilette et roulé ses couvertures, lorsqu'il fut frappé subitement d'apoplexie. M^{me} Béchard s'élança sur son mari et lui prit les mains ; nulle pression ne répondit à la sienne. La mort avait déjà fait son œuvre !

M. Frédéric Béchard, fils du défunt, qui par suite du retard d'un télégramme, ignorait que son père se rendait à Paris, apprit du même coup et sa venue et sa triste fin.

Si cette perte fut cruelle pour sa famille, la mort de M. Béchard n'en fut pas moins douloureusement ressentie par ses concitoyens et par le département tout entier.

J'ai déjà eu à parler du rôle considérable que ce député avait joué dans les assemblées politiques dont il avait fait partie, et quelle figure ce représentant des idées conservatrices et royalistes avait su faire devant les attaques des révolutionnaires. Exilé du Parlement par le rétablissement de l'Empire, M. Ferdinand Béchard, en même temps qu'il était avocat à la cour de cassation, continua sa vie politique militante par la publication de plusieurs ouvrages qui font autorité (1). Il était en même temps collaborateur à la *Gazette de France*.

Les lignes suivantes que M^{re} le comte de Chambord adressa de Frohsdorff à son fils à la date du 17 janvier, sont un précieux témoignage de la valeur de notre compatriote.

(1) *La Commune, l'Eglise et l'Etat dans leurs rapports avec les classes laborieuses ; l'Administration intérieure de la France ; les Lois municipales des républiques de la Suisse et des Etats-Unis ; les Lois municipales de l'Italie dans l'antiquité, dans le moyen âge et dans les temps modernes ; de l'Etat du paupérisme en France et du moyen d'y remédier.*

«..... Je perds dans celui que vous pleurez un ami, dont la haute intelligence, le noble cœur, le dévouement à la France et à la cause du droit étaient au-dessus de tout éloge. Nul plus que moi n'appréciait son talent, ses rares qualités, et ses importants travaux.

» La supériorité de ses vues, la persévérance de ses recherches, la conscience qu'il apportait dans ses études favorites se révèlent en particulier dans tout ce qu'il a écrit sur le droit municipal et les questions qui s'y rattachent.

»... Ses enfants, je n'en doute pas, suivront toujours les exemples de fidélité qu'il leur a laissés. Votre récente visite à Frohsdorf, en est pour moi la preuve certaine. Soyez auprès de votre mère et de votre famille l'interprète de ma douloureuse sympathie, et recevez l'assurance de tous mes sentiments.

» A M. F. Béchard,

» HENRI. »

Quelques semaines après la mort de ce vieillard (1) frappé en pleine activité, un autre nimois descendait, jeune encore, dans la tombe.

Jules Canonge était né le 20 mars 1812. Il succombait le mardi 15 mars, à une maladie qui le tenait alité depuis un mois. Mais depuis longtemps son organisation s'était affaiblie, et vivant seul, il n'accordait que peu de soins à son corps. Canonge ne vivait que par la pensée et pour la pensée. Nature essentiellement poétique, il écrivait avec une élégance innée et son imagination, toujours en éveil, lui fournissait de ravissantes images qu'il ciselait avec un art merveilleux. Imprégné de l'antiquité, au milieu des ruines où il a vécu, il en était un fervent admirateur et sa plume délicate détaillait à ravir les contes, les légendes dont le peuple enguirlande les vestiges qui frappent ses regards.

Avec son talent et son génie poétique Canonge eût pu briller avec un certain éclat à Paris, mais il préféra aux brumes du Nord les éclatants rayons du soleil de la Provence et du Languedoc. Il résista à l'entraînement qui pousse les intelligences vers la capitale pour se consacrer au sol natal qui, en retour, lui a inspiré ses plus délicieuses compositions (2).

(1) M. Ferdinand Béchard était né en 1799. Il avait donc 70 ans.

(2) Jules Canonge a laissé derrière lui les œuvres suivantes :

Les Ames en péril, nouvelles méridionales ; Arles en France ; Soutenances, poésies nouvelles ; Lettres choisies dans une correspondance ; Térèntia ou le temple de Diane ; Passim, notes, souvenirs et documents ; Isabeleth, la sainte de la Roquette ; Pradier et Ary Scheffer ; Légendes provençales ; Les Préludes ; Le monge des fies d'Or, poème ; Le Tasse à Sorrente ; Penser et croire ; Les premiers solitaires, suivi d'une ode à Beethoven ; Olim, contes et traditions ; Notice historique sur la ville des Baux ; Varia ; Poèmes et impressions poétiques ; Ginèvre.

Ce n'était pas seulement un poète, c'était aussi un artiste éclairé. Jules Canonge avait perdu tous les membres de sa famille et ne vivait qu'entouré du dévouement d'un fidèle serviteur, M. Henri Crespe, qui existe encore et qui pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à sa mort, lui prodigua ses soins affectueux. « Seul peut-être ce serviteur a versé des larmes sincères sur cette tombe. » Ainsi s'exprime M. Ernest Roussel (1) en rendant compte des obsèques du poète, et il ajoute : « Aucun discours d'adieu n'a été prononcé sur sa tombe. Comme homme et artiste M. Jules Canonge méritait mieux de ses concitoyens. Plus que personne, nous avons le droit de regretter la froideur de ses funérailles et nous devons signaler ce fait affligeant. »

Il y avait pourtant autour de son cercueil des membres de cette Académie du Gard à laquelle J. Canonge appartenait depuis si longtemps et dont il fut un des membres les plus en vue. La Compagnie, dans sa séance du 26 mars 1870, décida que le procès-verbal de ce jour contiendrait « l'expression des regrets que lui inspire la perte de M. Jules Canonge » et son président prononça en ces termes l'oraison funèbre du défunt : « Ses travaux littéraires et son goût très vif pour tout ce qui était objet d'art lui avaient procuré à Paris et ailleurs plus d'une relation distinguée et lui avaient ainsi créé dans sa ville une position dont l'Académie se plaît à constater la valeur. »

Jules Canonge légua à la ville de Nîmes son buste en bronze, œuvre de Pradier. Il avait, en outre, recommandé à son exécuteur testamentaire, M. Amédée Tarbouriech, architecte du département du Gers, de « choisir dans sa collection d'autographes, tout ce qui pourra se rapporter soit à ses œuvres, soit à sa vie pour en faire don à la Bibliothèque de Nîmes ainsi que de ses manuscrits inédits et du volume contenant le compte-rendu de ses susdites œuvres. »

Aucune condition n'était attachée à l'acceptation du legs. Le testament mentionnait seulement que « chacun des objets légués, soit à Nîmes, soit à d'autres villes, devra porter à perpétuité une étiquette constatant le don et le nom du donateur. »

Le Conseil municipal, dans sa séance du 14 mai, acceptait cette libéralité et celle que faisait à la ville M. Bourrié, ancien professeur de musique (2).

(1) *Courrier du Gard* du vendredi 10 mars 1870.

(2) M. Bourrié avait pendant quarante années tenu l'emploi de basson au grand théâtre. Il jouissait à Nîmes d'une certaine réputation musicale.

« Ayant vu, disait le testateur, avec un vif plaisir la création d'un conservatoire de musique, j'ai conçu la pensée de coopérer à cette utile institution, et d'exciter l'ambition des élèves par la création d'un prix annuel qui aura nom prix Bourrié (1)..... »

Dans sa délibération le Conseil voulut qu'il restât trace « des sentiments de gratitude et de respectueuse sympathie que lui inspire la mémoire du bienveillant donateur. »

Et pendant qu'il recevait ainsi de deux de nos compatriotes ces marques indéniables de leur attachement à leur ville natale, il approuvait le projet de monument funéraire à élever sur la tombe d'une autre célébrité nimoise, Jean Reboul, autorisant en même temps le maire à acquérir des héritiers du grand poète son buste en bronze, oeuvre de Pradier, au prix de 5,000 francs.

Les jours de l'assemblée municipale étaient comptés, car la loi avait fixé le renouvellement des conseils municipaux au 6 août de cette même année. Ses sessions de février et de mai furent consacrées à l'examen de quelques affaires dont nous avons déjà parlé, notamment de la question des bâtiments de l'ancienne gendarmerie (2) du déplacement de la gare et de l'adduction des Eaux.

Un conflit s'était élevé entre le département et la ville au sujet de la prolongation de la rue de l'Agau, et de la répartition des sommes à percevoir par la mise en vente de la caserne de gendarmerie abandonnée. Le Conseil municipal qui ne put voir la solution de cette affaire n'en prit pas moins à cet égard plusieurs délibérations fort énergiques dans lesquelles il s'attacha à faire valoir les droits de la cité.

Avec la compagnie du chemin de fer les difficultés n'étaient pas moins grandes. Nous avons déjà vu le Conseil participer pour une large part à la construction de la nouvelle route d'Arles à la condition que cette route, formant avenue, serait tracée dans l'axe de l'avenue Feuchères. Ce projet visait notamment l'intention manifestée par la compagnie P.-L.-M., d'agrandir la gare devenue insuffisante pour le trafic. Au commencement de 1870, le projet d'agrandissement fut soumis à une enquête et le Conseil municipal fut appelé à formuler son opinion. Il consacra à l'examen du projet et de tous les projets subsidiaires plusieurs séances, et enfin le 19 mai émit le vœu suivant :

(1) Le testateur léguait une somme de 2,000 francs, dont les intérêts devaient servir à la fondation qu'il instituait.

(2) Depuis 1869 la nouvelle caserne de gendarmerie, sise place Duguesclin, avait été ouverte à son nouveau service.

1° Que la gare ne soit dans aucun cas déplacée et que les agrandissements jugés nécessaires soient exécutés sur l'emplacement actuel.

2° Que des passages suffisamment larges et commodes et *éclairés par le haut* soient pratiqués au droit de chaque voie publique.

3° Que spécialement les *cinq arceaux faisant face à l'axe de l'avenue Feuchères* soient livrés à la circulation.

4° Enfin que le chemin existant au midi du Viaduc et parallèlement à sa direction, soit consacré ou rendu en équivalent par la Compagnie partout où elle l'aura occupé.

On sait quel compte a été tenu de ce vœu dans l'exécution du projet.

N'est-il pas permis de supposer que l'échec de M. Talabot, directeur de la Compagnie P.-L.-M., lors des élections départementales des 11 et 12 juin, fut pour quelque chose dans la suite que la Compagnie a donnée à son projet d'agrandissement ?

On peut, je crois, admettre sans difficulté, qu'il était impolitique pour Nîmes d'écarter de l'assemblée départementale un homme de la valeur de M. Talabot, au moment même où la ville avait besoin de le ménager afin de mener à bonne fin la question si importante de la gare.

Le 3^e canton, plus particulièrement lésé, porte là la peine de son imprudence. Ceci dit sans porter aucunement atteinte en quoi que ce soit à l'honorable M. de Crussol, concurrent heureux de M. Talabot. Nîmes avait en ce moment plus de profit à retirer du succès de ce dernier que de l'élection du premier.

La campagne contre M. Talabot avait été menée par la *Gazette de Nîmes*, journal fondé depuis quelques jours à peine, au moment où s'ouvrait la campagne électorale. Les nécessités de la politique compromirent ce jour-là les intérêts immédiats de notre cité.

C'est de cette époque que date le changement des ateliers du chemin de fer à Arles.

En dehors de ces délibérations et avant d'aborder l'éternelle question des Eaux, il importe de signaler la délibération par laquelle le Conseil autorisait le changement complet du plancher recouvrant le sous-sol de l'amphithéâtre romain, installé en 1866, mais qui avait besoin d'être renouvelé. Il fut décidé qu'on substituerait pour ce, au bois de sapin, le chêne revêtu de goudron.

En ce qui concerne nos Arènes, un arrêté du ministre des Beaux-Arts, en date du 16 avril 1870, prescrivait que l'inscription

suivante (1) serait gravée à l'extérieur du monument pour rappeler sa restauration, à très peu près terminée.

SOUS LE RÈGNE DE NAPOLEON III

**LES ARCADES EXTÉRIEURES, LES GRADINS ET
LE PODIUM DE CET AMPHITHÉÂTRE
ONT ÉTÉ RESTAURÉS AUX FRAIS DE L'ÉTAT ET
DE LA VILLE DE NIMES
SOUS LA DIRECTION DE LA COMMISSION DES
MONUMENTS HISTORIQUES**

HENRY REVOIL, ARCHITECTE.

MDCCCLXV A MDCCCLXX

C'était là un juste hommage rendu à l'artiste remarquable qui avait fait revivre, avec une si scrupuleuse fidélité, nos vieilles Arènes, dont il disputait les ruines au temps pour léguer à la postérité ce merveilleux héritage du passé. Mais ce n'était pas son seul titre à la reconnaissance publique. Le savant architecte, doublé d'un archéologue émérite (2) avait, dans la région, restauré nombre d'édifices remarquables ; le ministre lui confia, à juste titre, cette même année, le titre d'architecte diocésain.

Un édifice communal, de construction récente, l'Oratoire protestant, menaçait déjà ruine et le service religieux avait dû être suspendu, de peur d'accidents. Le Conseil municipal fut appelé, dans sa session de février, à examiner ce qu'il convenait de faire. La construction de l'Oratoire fut votée, comme nous l'avons vu, le 6 mai 1856. M. Pierre Fabre, entrepreneur, fut déclaré adjudicataire le 15 janvier 1857. Le devis prévu s'élevait à 95.240 francs.

Mais le Consistoire sollicita à deux reprises des modifications dans l'ensemble. Il désira la surélévation de la façade et l'établissement d'une tribune. Par suite, le devis s'éleva à près du double de la somme prévue primitivement, soit 181,299 francs. Ces transformations exer-

(1) Cette inscription se trouve placée du côté du Palais de Justice, sur un des garde-fous restaurés des arcades du 1^{er} étage. Elle a été stupidement mutilée en 1870, à la chute de l'Empire.

(2) M. Révoil venait de faire paraître un ouvrage d'une profonde érudition : *L'Architecture romane du midi de la France*.

cèrent-elles une déplorable influence sur les conditions générales de l'exécution ? On ne le sait trop, mais il fut facile de se convaincre que l'édifice menaçait ruine. On dut faire à la hâte quelques travaux de consolidation et rechercher les remèdes à tous les vices signalés par la commission technique. Dans sa séance du 9 février, le Conseil adopta un nouveau devis de réparations s'élevant à 83,239 francs, ce qui portait la dépense totale pour l'oratoire protestant à 264,538 francs.

Il s'était formé en 1852 une société dite des *Eaux de Grézan* qui, à l'occasion d'en parler, avait eu l'intention de résoudre la fameuse question des Eaux. Elle avait, si son projet n'avait pu être complètement mis à exécution, tout au moins abouti à la création d'un lavoir public, surtout pendant cette période, rendu d'incontestables services à la ville. La société avait installé ses lavoirs sur un terrain communal mis à sa disposition par une délibération du Conseil municipal. La société des *Eaux de Grézan* demandait au Conseil de faire l'acquisition de quatre espèces de ces terrains qui lui étaient d'une très grande utilité. Le Conseil consentit à la cession au prix de 5,029 fr., à charge pour la société de payer les intérêts de cette somme depuis 1862, c'est-à-dire depuis l'époque fixée pour la cessation de la jouissance, et à la condition expresse que ces terrains seraient conservés à la destination de lavoir public et maintenus à cette affectation d'utilité communale.

Il semble que cette année ait amené la liquidation ou la solution de différents projets imaginés pour doter Nîmes d'un aqueduc. Nous venons de voir comment se terminaient pour la ville les recherches imaginées par les sieurs Baluze et Blanc en ce qui concerne les eaux de Grézan.

Le projet Dumont était en très bonne voie d'exécution. Successivement les différentes parties de cette vaste entreprise s'achevaient malgré les accidents communs à ces sortes de travaux (1) et peu à peu sous le sol les tuyaux de conduite se posaient et au mois de juillet il n'y avait plus entre le réservoir de la Porte-d'Alais et l'usine hydraulique de Comps de solutions de continuité. On s'occupait même de desservir les hauts quartiers, et le 23 juin, M. Dumont proposa d'établir des cascades à la Nymphée, dont les eaux serviraient ensuite à remplir les canaux de la Fontaine et à les y maintenir à un niveau suffisant.

(1) Une partie de voûte du bassin du mas Pagès s'était écroulée sur une longueur d'environ cinquante mètres. L'entrepreneur les rejeta à ses frais. Il crut devoir attribuer cet accident à la malveillance.

« Je sou mets au Conseil municipal, disait M. Dumont, la disposition que je propose d'adopter pour amener les eaux autour de cette Nymphée, qui se trouverait entourée de quatre jets d'eau tombant dans des bassins circulaires. De ces bassins, les eaux retomberaient dans les bassins inférieurs par huit cascades, deux sur chaque face. Il est bien entendu que tous les arbustes qui sont aujourd'hui sur la plate-forme de la nymphée doivent être rasés..... »

Le Conseil, moins pressé de faire de l'ornementation que de courir au plus urgent, c'est-à-dire à l'utile, rejeta le projet de la Nymphée pour ne s'occuper que des lavoirs.

Mais on voit que l'affaire avait été rapidement menée et que la municipalité n'avait rien négligé pour se hâter de donner satisfaction aux habitants dont elle gérât les intérêts. Il est clair que, d'une part, la hâte avec laquelle on avait opéré, de l'autre, les mécomptes qu'entraînent toujours des travaux aussi considérables devaient au moment des essais, mettre en relief quelques parties faibles, quelques suintements de joints ou quelques ruptures de tuyaux, « ce qui n'a rien de bien étonnant, disait M. Dumont, sur une conduite de cette importance qui comprend plus de 2,000 tuyaux et plus de 4,000 joints. » Il n'en est pas moins vrai que un an à peine après le premier coup de pioche, le projet était près d'être soumis aux essais préalables et réalisé presque en son entier. C'était une solution qui faisait le plus grand honneur au Conseil municipal et au maire.

Le projet Dumont n'était pas toutefois le seul qui arrivât à bon port. La Société des Eaux de Nîmes apportait aussi une solution..... à sa manière ; et comme on était proche des élections municipales, elle renouvela la mise en scène qui avait si bien réussi en 1863, à M. Bravay.

Cette fois, il ne s'agissait plus de la pose de la première pierre de la conduite d'amenée.

On était, d'ailleurs, loin du Pont du Gard et la Société des Eaux de Nîmes qui avait, pour le moment, des vues plus modestes, s'estimait heureuse d'apporter à Nîmes des eaux quelconques. Je dis à Nîmes, ce n'est pas absolument exact, mais au mas Gasquet, seulement. Ce résultat fut signalé par une fête, dite d'inauguration, qui fut, hélas ! la pâle copie de celle du 29 mai 1863.

Des billets d'invitation avaient été lancés pour contempler, le 27 mars, « l'arrivée du flot », mais il n'y eut ni préfet, ni député, ni conseiller général, ni ce concours immense de curieux venus de tous côtés pour assister à la pose de la première pierre. Ce fut une fête mélancolique, à

peine égayée par le festin que Durand, le Vatel nimois, servit aux administrateurs de la Société (1). Le millier de spectateurs, accourus pour jouir du spectacle promis, virent arriver dans un bassin un mince filet d'eau coulant par intermittence. Il est vrai que l'un des administrateurs, M. Combet, affirma que dans quelques semaines, ce filet serait devenu un flot intarissable et bienfaisant. C'était le dernier effort de la Société des Eaux de Nîmes, effort qu'expliquait amplement l'approche des élections municipales. Nous ne tarderons pas à voir sous le coup de quelles poignantes émotions s'ouvrit ce scrutin et comment l'assemblée qui en sortit disparut, à peine installée.

Il se passa à cette époque un fait que nous verrons se renouveler en une circonstance plus solennelle, et qui mérite d'être raconté.

Dans la soirée du dimanche 22 mai, deux individus, dont un vêtu d'une blouse sale, s'assirent devant le café Peloux et se firent servir des consommations. Le propriétaire du café, M. Guiraud, venant à passer à leur côté, ils lui adressèrent des réclamations au sujet du service, mal fait, selon eux « parce qu'ils n'étaient pas vêtus comme des messieurs. » Un rassemblement se forma, qui ne se dissipa que fort tard.

Le lendemain, ce n'étaient plus deux individus, mais un groupe en blouse, suivi d'une grande foule, qui pénétra dans l'établissement. Avant de les servir, M. Guiraud exigea d'être désintéressé et, du dehors, on fit passer à ces singuliers consommateurs l'argent nécessaire. A la fermeture du café, il fallut l'intervention de la police pour les expulser, pendant que la foule, qui ne cessait de grossir, poussait des clameurs et des huées à l'adresse des agents.

Le surlendemain, nouvel attroupement, mais cette fois menaçant et s'efforçant de pénétrer dans l'intérieur du café Peloux pour le saccager. La police demeura impuissante à calmer les assaillants qui déjà lançaient des pierres tant sur le café lui-même que sur le cercle placé au-dessus. Le commissaire central reçut un violent coup de bâton sur le poignet gauche. Un voyageur de commerce fut blessé à la jambe. Un habitant de notre ville reçut un coup de canne plombée, destiné sans nul doute au chef de la police.

Plusieurs agents avaient été maltraités. Il fallut avoir recours à la force armée. Un détachement d'infanterie vint prêter main forte et les sommations légales furent faites. Cela suffit pour dissiper les perturba-

(1) MM. Baudoin, de Saint-Etienne ; Combet, Faivre, de Preigue, de Francaliet, Froyet, ingénieur de la Société.

teurs qui se dispersèrent en poussant des cris de menace. On entendit dans la foule qui s'écoulait, bruyante, ce mot typique : « Aquel home a gagna trop d'argèn. »

Soit que l'attitude de l'autorité en ait imposé aux meneurs, soit la vue de la gendarmerie et de la troupe qui, le lendemain encore, stationnaient devant l'établissement de M. Guiraud, ces scènes n'eurent, pour le moment, d'autre suite que de faire stationner sur ce point, pendant quelques jours, un nombre considérable de curieux.

Cette persistance dans le désordre, ces excitations de la foule et de quelques meneurs n'allèrent pas sans jeter le trouble et l'inquiétude. Il y avait dans l'air comme des ferments de haine, comme l'explosion de rancunes sociales qui rappelaient à bon droit les plus mauvais jours de notre histoire. Puis, tout parut s'éteindre sur les bancs de la police correctionnelle et l'agitation disparut. La loi avait eu raison de ces tentatives.

Dans nos campagnes, un insecte s'était attaqué aux vignes et les propriétaires épeurés se tournaient en vain vers la science pour les aider à conjurer le fléau.

La science restait impuissante. Le *phylloxera vastatrix*, nom donné à cet insecte terrible, était apparu en 1866 dans Vaucluse. Ses ravages avaient d'abord été restreints, puis, peu à peu, s'étaient étendus avec une rapidité effrayante. Les vignes perdues et arrachées se comptaient, dans Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, par milliers d'hectares.

Par une sorte d'égoïsme naturel à l'homme, nos viticulteurs avaient contemplé ce désastre qui frappait leurs voisins, se flattant que le Rhône serait pour eux une sauvegarde. Il n'en fut rien, et, en 1870, la rive droite du fleuve était, à son tour, dévastée comme l'avaient été les plaines et les côteaux de la rive gauche. Déjà le fléau était signalé à Redessan, à Cabrières, à Jonquières, à Caissargues, à Saint-Césaire et surtout à Langlade où plusieurs vignes étaient complètement perdues. En vain les propriétaires des vignobles menacés s'efforcèrent-ils de combattre le redoutable insecte. En vain, essayèrent-ils de conjurer le mal ? Les moyens curatifs incertains, les mesures prises individuellement sans concert aucun, furent sans effet. Les vignobles du Gard, et, après lui ceux de l'Hérault, de l'Aude, de Perpignan, tous ceux du midi de la France devaient être anéantis et avec eux la richesse, la vie du pays tout entier.

Il semble que cette année dût être pour la France une année de ruines et de dévastation, car le Nord et le Midi n'eurent rien à s'envier l'un à l'autre. Pendant que celui-là subissait l'invasion prussienne, celui-ci se

débattait, impuissant, devant un insecte microscopique, bien plus terrible dans ses ravages que les soldats de Guillaume.

Nous touchons à ce passage douloureux de notre histoire nationale qui fit si justement appeler 1870, l'Année Terrible ; dans l'épouvantable chaos qui va bouleverser la nation, la secouant dans ses fondements les plus profonds, Nîmes a eu sa bonne part, quoique il lui eût été épargné d'éprouver toutes les horreurs d'une guerre atroce et toutes les souffrances d'une occupation étrangère. Mais ses enfants étaient, sinon tous, du moins pour un certain nombre au poste du combat ; sa vie ordinaire va être en quelque sorte suspendue ; le cours de son existence subira de profondes modifications, toutes choses qui témoignent des changements que la tempête de 1870 a apportés dans notre pays.

A dater du mois de mai, où nous avons laissé en suspens le résumé des événements quotidiens, on sent que le pays court au devant d'un inconnu sans nom entraîné par une force mystérieuse et invincible.

La politique antifranaise et révolutionnaire allait porter ses tristes fruits. La presse prussienne qui s'était mise à la tête du mouvement national allemand, après la guerre victorieuse contre l'Autriche, voulait compléter son œuvre et consommer l'unité allemande à l'exemple de l'Italie.

Dejà la guerre avec la France, inévitable après Sadowa, avait failli éclater en 1867, à l'occasion du Luxembourg dont le gouvernement de Napoléon III négociait l'acquisition avec le roi de Hollande. L'Europe s'interposa et le grand duché fut neutralisé.

Une puissance presque sans influence en Europe, surtout depuis que la révolution la tenait en sa possession, allait déchaîner la plus redoutable conflagration sur notre pays. Dans le chapitre précédent j'ai dit que les révolutionnaires de Madrid se voyaient dans la nécessité de se choisir un maître, et dans ce but des négociations avaient été engagées avec diverses maisons régnantes pour occuper le trône d'Espagne. Au commencement de 1870, les Cortès repoussèrent la candidature du duc de Montpensier. Tout à coup vers la fin du mois de juin de la même année, on apprend que des ouvertures ont été faites au prince de Hohenzollern, membre de la famille du roi de Prusse, et que le prince est disposé à accepter.

L'émotion est à son comble. Le cabinet français s'élève. Ni son agent à Berlin, ni son agent à Madrid ne l'avaient renseigné sur la trame, ourdie, à coup sûr, par le chancelier allemand. Le Corps législatif, entrevoyant le danger, interroge Emile Ollivier qui répond : « C'est fait, mais ça ne se fera pas. » M. de Grammont fait à la tribune une déclara-

tion aussi imprudente qu'impolitique et déjà le mot de guerre est prononcé. La guerre ? Pourquoi. On n'en sait rien encore, mais les esprits affolés ne protestent pas.

Quelques semaines auparavant les républicains à la Chambre, revenus en imposante minorité après les élections de 1869, se dressaient menaçants devant le maréchal Leboeuf, le successeur du maréchal Niel au ministère de la guerre. Ils réclamaient contre l'appel de 100,000 hommes et obtenaient, grâce à une faiblesse impardonnable, qu'il ne serait appelé que 90,000 hommes. Est-ce tout ? Non. L'aberration de ces ignorants était plus grande encore. Ils voulaient le désarmement ! Le désarmement au moment même où la Prusse resserrait les liens qui la réunissaient à la confédération germanique, où elle transformait son armement d'infanterie, où sa flotte se mettait sur le pied de guerre, où le grand duc de Bade affirmait publiquement qu'il était prêt à annexer son grand duché à la Prusse. Et ce grand duché occupait sur la rive droite du Rhin, précisément une étendue égale à celle que nous occupions sur la rive gauche.

Politiciens bruyants, ne vivant que de la popularité malsaine des faubourgs de Paris, ne sachant rien voir au-delà de Belleville et de Montmartre, les hommes de la gauche soutenaient cette thèse épouvantable que la France devait donner le signal du désarmement, se cantonner dans une politique de paix, de renoncement même. Pour leur propre honneur, il faut admettre que ces intelligences étaient aveugles, qu'elles étaient incapables et inhabiles à siéger dans un Parlement français, sans quoi, lorsqu'on réfléchit aux épouvantables calamités qui se sont abattues sur notre pays, et qu'on voit que ces hommes ont tout fait pour paralyser et empêcher l'organisation de la défense nationale, on serait tenté de leur jeter à la face, ce cri qu'ils ont prodigué plus tard envers de courageux officiers, et de valeureux soldats : Trahison ! Trahison !

Si ces hommes sont coupables, le gouvernement ne l'était pas moins d'avoir cédé à leur injonction, d'avoir essayé de calmer les déclamations furibondes des républicains en sacrifiant nos forces. Il était coupable de n'avoir pas usé de toute son autorité pour imposer les sacrifices que mieux que personne il devait juger indispensables.

Quant au pays, entouré de luxe, de bien-être, de corruption, abâtardi par les jouissances énervantes d'un matérialisme sans frein qu'on s'appliquait encore à développer, à encourager, il applaudissait aux théories de la gauche ; il avait soif de paix, non de cette paix fière et altière qui convient à un grand pays, mais de cette paix avilissante

qui lui permit de jouir de ses richesses, de ses plaisirs, de ses théâtres, de ses fêtes sans nombre et sans nom. Il joignait ses clameurs à celles des députés républicains, ne trouvant de force pour sortir de son abêtissement que pour protester contre les exigences de la défense du pays. Le patriotisme sain et vigoureux était mort.

C'est à ce moment que sous la coupole du Palais Bourbon on entend prononcer le mot de guerre (1), que le maréchal Lebœuf s'écriait : « On me dit d'être prêt, je suis prêt ! » et que le gouvernement lançait au roi de Prusse, un ultimatum arrogant : « Autorisez-vous oui ou non le prince de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne. Nous attendons votre réponse dans quarante-huit heures. » Tour à tour on apprend que le prince Léopold renonce à la couronne espagnole et que le roi de Prusse approuve cette renonciation. On respire, l'incident est pacifiquement vidé et nous obtenons la satisfaction que nous demandions, lorsque le 15 juillet M. de Grammont annonce solennellement au Sénat et au Corps Législatif que la France tire l'épée. Ce n'était plus la candidature Hohenzollern qui était en cause, mais la France elle-même qu'on assurait avoir été gravement insultée par le roi de Prusse dans la personne de son ambassadeur.

L'aveuglement était à son comble. L'Allemagne était prête n'attendant plus que sa revanche d'Iéna. La confédération toute entière allait se jeter sur nous et nous étions sans alliés. Déjà, au moment où le gouvernement disait au pays : « C'est la guerre » l'armée allemande était sur nos frontières, massée et concentrée, admirablement bien outillée pour le combat.

N'importe, le cri avait retenti, et il n'y avait plus qu'à penser à la France, qu'à soutenir ceux qui étaient à sa tête, qu'à se ranger sous le drapeau du pays, faisant taire rancunes, haines, envie et ne songeant qu'à assurer le succès de nos armes. C'est ce moment que choisirent MM. Picard, Glais-Bizoin et Pelletan pour essayer de proclamer la République au Corps législatif, pour nous jeter dans une révolution intérieure au moment où tous les regards français ne devaient voir

(1) Epuisés par la guerre inutile du Mexique, nous n'avions pas 300.000 hommes à mettre en ligne, mal pourvus, et commandés par l'Empereur en personne. Aucune organisation, aucun approvisionnement, un matériel insuffisant et peu perfectionné, une négligence inconcevable, aucun plan de mobilisation, telle était la sollicitude de l'empire pour notre armée. L'Allemagne avait 900.000 hommes admirablement organisés et dirigés par le maréchal de Moltke. Plus de la moitié se trouvait portée sur notre frontière dès le 26 juillet.

que la frontière. Mieux encore ces mêmes hommes votèrent avec sept de leurs collègues (1) contre les subsides demandés par le ministère de la guerre, au moment de l'ouverture des hostilités.

La nouvelle de la déclaration de guerre fut reçue à Nîmes avec froideur. On n'y vit point les bandes avinées qui parcouraient les boulevards de Paris en beuglant : « A Berlin, à Berlin. » Cependant dans les classes élevées de la société, on comprit sur le champ que l'on commençait une œuvre difficile et qu'il était indispensable de songer aux devoirs imposés à tous par la situation. Le Corps législatif et le Sénat venaient successivement de porter le contingent à 140,000 hommes, d'appeler la réserve et la garde nationale mobile sous les armes et déjà au sein de notre cité affluaient les troupes ; le 56^e, alors en garnison à Nîmes, se mettait sur le pied de guerre et la musique de ce régiment se faisait entendre pour la dernière fois le vendredi, 22 juillet, sur l'Esplanade.

L'Empire venait d'autoriser le chant de la *Marseillaise*, croyant réveiller par là le patriotisme endormi. Les cafés-concerts, les casinos s'emparèrent aussitôt du chant révolutionnaire, et à la salle du viaduc, le samedi 20 et le dimanche 21 juillet, une foule considérable faisait chorus à M. Martin, baryton du Grand Théâtre, qui chanta l'hymne de Rouget de l'Isle.

Le samedi 23 juillet, les bataillons de guerre du 56^e devaient quitter notre ville se rendant à Strasbourg. Les boulevards, l'Esplanade, l'avenue Feuchères étaient depuis quelques jours encombrés de curieux qui assistaient en les applaudissant à l'arrivée des troupes de réserve, et accompagnaient à leur caserne ces militaires. Le cercle Peloux eut la patriotique idée d'inviter les officiers du régiment, qui devait quitter la ville le lendemain, à un punch d'adieu. C'était là une pensée naturelle qui ne devait au dehors qu'exciter la sympathie de tous. La fête, en cet instant véritablement solennel, avait quelque chose d'imposant. Debouts sur le balcon du cercle, massés aux fenêtres, les membres du cercle, qui appartenaient néanmoins à toutes les opinions, avaient entonné la *Marseillaise* dont le gouvernement venait de faire en quelque sorte le chant national. Ils étaient là tous, officiers et civils, unis dans une commune pensée d'amour pour la patrie, d'enthousiasme pour la France. La scène était grandiose. Devant le cercle, sur le bou-

(1) MM. ARAGO, DESSEAUX, ESQUIROS, JULES FAYRE, GAGNEUR, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, JULES GRÉVY, ORDINAIRE, PELLETAN,

levard, sur la place de la Couronne, sur l'immense Esplanade une foule compacte applaudissait les strophes de l'hymne guerrier, saluant de ses vivats l'armée dans laquelle elle mettait en ce moment son salut.

Tout à coup, au milieu de cette multitude surexcitée une violente altercation se produit entre deux individus dont l'un avait poussé des cris de nature à froisser le sentiment national. Un certain tumulte s'en suit, et comme si elle n'avait attendu qu'une occasion, une bande très nombreuse se précipite de la rue Régale sur le café Peloux avec l'intention de le saccager. C'était une nouvelle édition des scènes tumultueuses qui s'étaient produites sur ce même point au mois de juin, probablement exécutée par les mêmes individus.

L'un d'entre ces perturbateurs brise à coups de pierre une des lanternes du café. Les agents l'arrêtent aussitôt, mais, assaillis de coups de bâton et de projectiles, ils cèdent et lâchent leur prisonnier. Une scène inénarrable se produit alors. Une grêle de pierres s'abat sur le cercle et le café. Deux ou trois officiers et plusieurs membres du cercle sont blessés. Les portes sont forcées. On essaie de provoquer un incendie en ouvrant la clef des becs de gaz. Les perturbateurs poussent des cris et des huées au milieu desquels on distingue : « Vive la Prusse ! A bas l'Empereur ! » et ces clameurs plus caractéristiques encore : « Zou ! i riché ! zou ! i tiradou ! foudra qué yé vènguén ! » C'est tout simplement hideux. L'ordre n'est rétabli qu'à grand'peine.

Il est pénible pour notre ville d'avoir à enregistrer de telles scènes innommables au moment où allait se jouer le sort de la France, et l'on éprouve quelque satisfaction à se dire qu'elles ne se renouvelèrent plus. L'attitude correcte du maire rallia l'approbation générale et la sévérité avec laquelle M. Balmelle stigmatisa ces désordres contribua à les faire cesser.

« Dans les circonstances actuelles, ces scènes inexcusables sont plus condamnables encore, et elles provoquent justement l'indignation des hommes honnêtes (1). »

Par contre c'est avec une vive satisfaction qu'il nous est permis de dire que c'est un de nos compatriotes qui commandait le détachement auquel sa bonne fortune permit d'ouvrir le feu avec l'ennemi. M. le général de Bernis, avec le 12^e chasseurs à cheval, se trouvait à Niederbronn (2),

(1) Proclamation du maire en date du 28 juillet 1870.

(2) Chef-lieu de canton situé à 35 kilomètres de Wissembourg (Bas-Rhin, aujourd'hui Alsace-Lorraine).

quand une reconnaissance de cavaliers badois vint se heurter à ses avant-postes. L'affaire fut menée rondement et les Badois durent s'enfuir devant nos escadrons.

Nous remportons ce faible succès le lundi 25 juillet, et le 1^{er} août encore le combat de Sarrebruck venait exciter la fibre chauvine, quand successivement éclata comme un coup de foudre l'annonce de nos défaites de Wissembourg, de Forbach et de Freschviller. Défaites glorieuses où nos soldats, une poignée, avaient fait des prodiges pour briser la masse des Allemands et pour résister à des colonnes sans cesse renouvelées, mais défaites malheureusement irrémissibles qui ouvraient de deux côtés la France au torrent allemand.

Ce fut pour notre pays un coup douloureux qui eut pour conséquence d'aviver l'élan patriotique. Les souscriptions s'ouvrirent et chacun tint à honneur d'apporter son obole à notre brave armée. Des ateliers de dames à la tête desquelles se mit Madame Alina des Rivières, femme du proviseur de notre Lycée, se formèrent pour faire de la charpie, préparer des bandes.

L'élan patriotique enfanta de véritables prodiges. L'argent et les dons affluèrent. Les comités de secours s'organisaient. La charité, la solidarité sous toutes leurs formes, étaient à l'ordre du jour. Un emprunt national de 750 millions, plusieurs fois couvert en France, trouvait à Nîmes 152 souscripteurs pour une somme de 460,000 francs. Les souscriptions s'ouvraient en faveur des armées françaises de terre et de mer, pour les blessés, pour les familles des soldats, et les sommes tombaient dru en même temps que les dons en nature. Un journal, le *Figaro*, proposait après la terrible journée de Froeschviller d'offrir une épée d'honneur au maréchal de Mac-Mahon et, dans une journée, au café Torton, on réunissait 220 fr. 50. M. de Calvière, ancien député du Gard, qui dans les rangs de la garde nationale de Paris avait reçu trois blessures en 1848, offrait son château de Vézénobres pour y installer une ambulance (1). M. Picheral-Peyron affectait à la même destination son chalet situé sur le boulevard du Viaduc. M. Franc, de l'hôtel du Cheval-Blanc, membre du Conseil municipal, offrait quarante lits garnis. Je cite au hasard parmi cent exemples semblables où nos concitoyens rivalisent de générosité et d'ardeur

(1) Le marquis de Calvière demandait en même temps au préfet l'autorisation de créer une Compagnie de 200 francs-tireurs, sous le nom de chasseurs des Cévennes et souscrivait 10.000 francs pour leur organisation.

patriotique. Les négociants en vins de notre ville réunissaient en un jour 135 hectolitres de vin destinés à l'armée. La Grand'Combe envoyait 6.000 francs. Bref c'était de tous côtés un enthousiasme sans précédent qui est bien la caractéristique la plus étonnante de ce mois d'août 1870 si sombre à ses débuts, rempli d'une folle espérance vers la fin.

Les mesures militaires n'étaient pas négligées. La garde nationale mobile, déjà formée dans les départements de l'Est, était à Nîmes en voie d'organisation. Notre ville et l'arrondissement formaient le 2^e bataillon à la tête duquel était placé M. Doucet (1). Les compagnies, au nombre de huit, étaient organisées comme suit :

1^{re} compagnie. *Cantons d'Aiguemortes et de Saint-Gilles*. — MM. Granon, capitaine ; Rédier, lieutenant ; Chalmeton, sous-lieutenant.

2^e compagnie. *Cantons d'Aramon et de Marguerittes*. — MM. Chambon, capitaine ; Barnouin, lieutenant ; Fabre, sous-lieutenant.

3^e compagnie. *Canton de Beaucaire*. — MM. Planchon, capitaine ; Pradelle, lieutenant ; d'Hauteville, sous-lieutenant.

4^e compagnie. *Nîmes, 1^{er} canton*. — MM. de Fornier, capitaine ; Aubert, lieutenant ; Ruat, sous-lieutenant.

5^e compagnie. *Nîmes, 2^e canton et canton de Saint-Mamert*. — MM. Ayraud, capitaine ; Lagorce, lieutenant ; Ricard, sous-lieutenant.

6^e compagnie. *Nîmes, 3^e canton*. — MM. Renaud, capitaine ; Callas, lieutenant ; Armand, sous-lieutenant.

7^e compagnie. *Canton de Sommières*. — MM. Conte, capitaine ; Benetti, lieutenant ; Barry, sous-lieutenant.

8^e compagnie. *Canton de Vauvert*. — MM. Dudon, capitaine ; de Lavigerie, lieutenant ; Maruéjols, sous-lieutenant.

Une partie de l'arrondissement d'Alais et celui du Vigan (1) formaient le 1^{er} bataillon, commandé tout d'abord par M. Saignemortes jusqu'au moment où la garde mobile du Gard ayant été appelée à former le 44^e régiment, M. Saignemortes fut mis à sa tête en qualité de lieutenant-colonel.

Parmi les officiers de ce bataillon étaient MM. Fernand de Ramel, Annat, Adolphe Pieyre, Arnal.

(1) J'ai déjà, dans le 2^e volume de cette histoire, eu l'occasion de parler de M. Doucet.

(2) C'est-à-dire les cantons d'Alais (Est), Alais (Ouest), Anduze, Saint-Jean-du-Gard, Lédignan, Vézénobres, Aizon, le Vigan, Lasalle, Sumène, Quissac, Saint-Hippolyte, Sauve, Saint-André-de-Vauborgne, Trèves et Vallerargue.

Le 3^e bataillon (1), commandé d'abord par M. Sanchez, ensuite par M. Poilpré, comptait dans ses rangs comme officiers quelques Nimois, MM. Rédarès, Tribes, Lasalle, Portal, Gensoul, Georges Maurin, Martin, Fabrègue Carbonnel.

Le 13 août, tous les cadres du bataillon de Nîmes étaient constitués et les gardes mobiles appelés sous les armes. Ils arrivèrent le 20 août dans notre ville (2).

En même temps s'organisait la garde nationale sédentaire par voie d'enrôlements volontaires.

C'est au milieu de ces préparatifs guerriers et du bruit des premières batailles que s'accomplirent les élections municipales. Il est facile de comprendre que toutes les discussions locales et toutes les arguties de la politique pâlirent un peu devant les terribles événements en cours. Il fallut cependant deux tours de scrutin pour compléter le Conseil municipal.

Au premier tour, MM. Gamel, Henri Michel, Rebuffat, Henri Révoil, Lamarque et Bézard furent seuls élus.

Au deuxième tour, qui eut lieu les 13 et 14 août, les électeurs portèrent leur choix sur MM. Meynard-Auquier, Margarot, Penchinat, Mourier, Huc, Arnaud, Riche, Chardon, André, le marquis de Preigne, Jules Magne, César Chabert, Pierre Chanel, Vachet, de Mérignargues (3), Misse, de Surville, Berger, Balmelle, Bruel, Gilly, Chabaud, Martin, Rélin, Franc, Japavaire, Coulet, Laurent, Cammal.

Le nouveau conseil fut installé le mercredi 17 août, et après un discours patriotique du maire, M. Balmelle, s'empessa de voter un crédit de 6,000 fr. pour l'organisation de la garde nationale sédentaire.

Ce fut là, ou à peu près, tout son travail administratif. Les évène-

(1) Il était formé des cantons de Barjac, Saint-Ambroix, Génolhac, la Grand'Combe, Bagnols, Lussan, Uzès, Port-Saint-Espirit, Remoulins, Saint-Christophe, Roquemaure, Villeneuve-lès-Avignon.

(2) Le Préfet adressa aux mobiles la proclamation suivante :

« Jeunes mobiles, le moment est venu où la France a besoin de vous ; elle vous appelle. J'ai le ferme espoir que pas un de vous ne manquera à l'appel. Le danger est trop grand pour laisser place à l'indifférence.

« Accourez donc calmes mais résolus ; évitez tout excès, tout désordre ; facilitez par votre union et votre bon vouloir le rapide apprentissage auquel vous allez être soumis, rappelez-vous qu'il ne suffit pas d'être braves et dévoués, et que la discipline peut seule faire de bons soldats.

« La jeunesse du Gard a la tête ardente, mais elle a le cœur patriotique, et elle comprendra facilement la grandeur de sa tâche.

(3) M. de Mérignargues fut élu dans deux sections électorales.

ments allaient se précipitant. Les batailles sanglantes et glorieuses de Longeville, de Borny, de Rezonville, de Saint-Privat, n'arrêtaient pas le flot envahisseur ; les colonnes allemandes enserraient sous Metz une grande partie de notre vaillante armée, pendant qu'elles poussaient devant elles les débris de nos régiments moissonnés sur les champs de bataille de Wissembourg et de Fröschviller.

A la fin du mois d'août, on sentait de toute part qu'un grand coup allait être porté. Les dépêches de la frontière se faisaient rares, incompréhensibles. Les armées manœuvraient dans cet étroit échiquier compris entre Metz, Sedan et Verdun. Aux pieds des autels, le clergé et la population catholique adressaient des prières ferventes au Ciel pour le salut de la France, mais par une sorte de pressentiment prophétique, Mgr Plantier, le prélat nimois, s'écriait en lisant la proclamation de l'Empereur à l'armée : « Dieu aveugle l'Empereur, la France est perdue. »

Hélas ! la France était en effet perdue, et le 3 septembre le désastre épouvantable de Sedan secouait le monde entier. La nouvelle en arrivait à la préfecture à onze heures du soir, et M. Amelin, le préfet qui avait depuis quelques mois succédé à M. Janvier de la Motte, se hâtait d'en prévenir l'évêque. Autour de lui les courages étaient glacés et les amis de l'Empire, les familiers de la préfecture se taisaient terrifiés. L'évêque était couché lorsque le courrier du préfet lui fut dépêché ; il se leva aussitôt et se rendit à l'hôtel de l'avenue Feuchères. Il y trouva des fonctionnaires égarés sentant tout craquer autour d'eux, voyant s'abîmer dans un irrémédiable abîme la puissance impériale. L'Empire avait vécu. En vain à la Chambre le général Palikao, ministre de la guerre, demandait-il un conseil de gouvernement et de défense nationale, en vain faisait-il toutes les concessions pour sauver la dynastie dont le chef était en ce moment prisonnier du roi de Prusse. Ni le ministère, ni les députés ne peuvent résister à la révolution qui est aux portes du Corps Législatif, menaçante.

La salle des séances est envahie ; les révolutionnaires viennent s'asseoir sur ces bancs, d'où les députés descendent mornes et terrifiés, et la déchéance de l'Empire est proclamée par une foule sans mandat dirigée par les républicains du Parlement. Un gouvernement de défense nationale est nommé, composé de Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Picard, Pelletan et Rochefort.

A Nîmes, ces graves nouvelles n'avaient été connues que le dimanche 4 septembre, à six heures du matin. A leur réveil les Nimois lurent

stupéfiés les dépêches qui annonçaient tout à la fois : la défaite de Sedan et la capitulation qui s'en était suivie. Presque immédiatement les boulevards, les places, l'avenue Feuchères furent encombrés par une foule anxieuse et impressionnable qui n'en pouvait croire encore les télégrammes officiels. La douleur, le dépit, la colère, la rage se lisaient sur toutes les physionomies. Cependant il n'y avait à enregistrer nul désordre. On attendait que quelque chose de nouveau se produisît, et on se tournait vers Paris où l'on savait que siégeait la Chambre.

Ce n'est que le soir que le télégraphe apporta le récit de la révolution organisée à Paris et se terminant par la déchéance de la dynastie impériale et la proclamation de la République. Une foule plus considérable encore que le matin sillonnait nos boulevards et l'avenue Feuchères. Qu'allait faire le Préfet ? M. Amelin signalait à ce moment même la pièce suivante :

« Nîmes, le 4 septembre 1870.

» La commission ci-dessous composée de :

» MM. Lacy-Guillon, Verdier, Ayrat, Combet, Guiraud, Chenillon, Montaigu, (1) Babinet (2) (*sic*), Brouillet, Pépin, de Bouillargues, de Valfons, Langlade, Soulas Ernest, Monnier Emile, Revoil, Fatalot, Demians, Coupier,

» Est autorisée à siéger dans la salle que lui confiera le Maire de Nîmes pour aviser avec lui à tous les moyens de conciliation et de persuasion qui peuvent assurer la tranquillité de la ville.

» Leur mandat essentiellement provisoire ne durera que jusqu'à l'arrivée des ordres incessamment attendus du Ministère de l'Intérieur.

» *Le Préfet du Gard,*

» E. AMELIN. »

C'était le testament administratif du représentant du gouvernement impérial et pendant qu'il signait à la hâte les convocations adressées à chacun de membres qu'il avait nommés, une commission républicaine se formait, composée des membres du Conseil général, d'arrondissement et du Conseil municipal de Nîmes.

C'étaient MM. Bousquet, Claris, Boissier, Laget, Perrier, Ducamp, Delon, Chabaud, Rélin, Martin, Gilly, Penchinat, Margarot, Meynard-Auquier, Japavaire, Coulet et Chanel.

(1) C'est Montégut qu'il faut lire.

(2) C'est Rabinel qu'il faut lire.

L'immense événement politique qui bouleversait si profondément l'équilibre européen avait eu son complément sur le terrain religieux.

Presque au même moment où la France et la Prusse se préparaient à en venir aux mains, le Concile œcuménique de Rome terminait ses travaux qui avaient duré sept longs mois ; et au milieu du fracas des armes des combattants et des perplexités des neutres, l'Eglise proclamait le dogme de l'infaillibilité du Saint-Siège.

533 pontifes déclarèrent, dans la séance publique du 18 juillet, se rallier à cette proposition grosse de conséquences pour l'Eglise catholique. Il n'y avait eu que 57 opposants dont 55 ne voulurent pas assister à la séance.

CHAPITRE QUATRIÈME

(Année 1870)

du 4 septembre au 31 décembre.

SOMMAIRE

LE 4 SEPTEMBRE A NIMES. — COMMISSIONS MUNICIPALE ET RÉPUBLICAINE. — LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE. — M. LAGET, ADMINISTRATEUR DU GARD. — TROUBLES A ALAIS. — UN ARTICLE DU *Figaro*. — M. DÉMIANS, MAIRE DE NIMES. — LE NOUVEAU CONSEIL MUNICIPAL. — LE DÉPART DES MOBILES. — ORGANISATION DES FRANCS-TIREURS. — LES GARDES NATIONAUX MOBILES ET SÉDENTAIRES ÉLISENT LEURS OFFICIERS. — LES NIMOIS A CHATEAUDUN. — L'AFFAIRE DE MONTDIDIER. — LES NIMOIS DANS LE NORD, DANS L'EST ET SUR LA LOIRE. — CAPITULATION DE METZ. — LA LIGUE DU MIDI. — FERMENTS D'AGITATION. — CHANTIERS MUNICIPAUX. — LA GARDE NATIONALE MOBILISÉE. — NOUVELLE COMMISSION MUNICIPALE.

Nous venons d'assister aux dernières secousses de l'Empire expirant. Nous avons vu son représentant à Nimes, fuyant devant la foule ameutée, laissant derrière lui une commission provisoire chargée de s'entendre avec la municipalité existante pour assurer l'ordre dans la rue, et pendant ce temps les républicains, maîtres du pouvoir, jetant les premières bases de leur organisation.

La révolution, proclamée à Paris, le 4 septembre, n'eut son plein effet dans notre ville que le 5. Cependant dans la soirée du 4, des rumeurs confuses, des dépêches vagues et colportées dans le public avaient appris que le Corps législatif avait été envahi et était dissous,

que l'Empire était jeté bas. Sur nos boulevards, tous les habitants circulaient, s'interrogeant et peu à peu les nouvelles se propageaient. Vers minuit, il s'ensuivit dans la nuit du 4 au 5 septembre un mouvement populaire.

La commission municipale provisoire, nommée dans la journée, siégeait ce soir là à la mairie avec le Conseil municipal récemment élu. Les abords de l'Hôtel de Ville étaient défendus par de forts piquets de gardes nationaux et de sapeurs-pompiers. Les portes étaient fermées. Soudainement sur l'étroite place de la Mairie se présentent plusieurs groupes de manifestants diversement composés où l'on voyait de ci de là les blouses en toile bleue des gardes mobiles. La *Marseillaise* est entonnée et au milieu de la foule on voit attachés à des bâtons des lambeaux d'étoffe rouge. Il est impossible de se méprendre sur le sens de cette manifestation qui ne tarde pas d'ailleurs à devenir tumultueuse et menace d'envahir l'Hôtel de ville. Les gardes nationaux et les pompiers ne résistent qu'avec peine. Mais la porte-fenêtre du balcon de la mairie s'ouvre et un flot de commissaires ou de conseillers l'envahit. Quelques-uns s'adressant à la foule la conjurent de faire disparaître le drapeau rouge sous lequel elle s'abrite. Un moment d'hésitation se produit et pour calmer les manifestants on leur abandonne un buste en bronze de l'Empereur.

Aussitôt à ce dernier est attachée une corde et la foule s'écoule par les rues de l'Hôtel-de-Ville, de la Monnaie et les boulevards, traînant sur le sol la statue qu'on vient de lui remettre. Au milieu des clameurs, du bruit retentissant du bronze voulant de caillou en caillou, les manifestants gagnent la Fontaine et l'image de l'empereur Napoléon III est précipitée dans la source aux acclamations des vivats.

Pendant les quelques heures qui suivent un calme factice renaît, mais le matin du 5, lundi, à la première heure, les groupes se reforment sur divers points. Ils se portent dans tous lieux publics où ils soupçonnent la présence de tableaux ou de bustes représentant l'Empereur et, avec cette rage de vandalisme propre à la foule, les détruit sans pitié. On martèle l'inscription récemment placée aux Arènes et pendant qu'un insensé se livre à ce travail, au bas, un millier de personnes applaudit à tout rompre. La *Marseillaise* et le *Chant du Départ* sont beuglés par la foule en délire qui, peu à peu, en revient à son attitude révolutionnaire.

De nouveau le drapeau rouge est arboré et c'est à sa suite qu'une bande nombreuse se précipite en hurlant vers la préfecture. Il est trois heures de l'après-midi. L'avenue Feuchères est couverte de monde.

La bande révolutionnaire fait rapidement sa trouée et s'avance agitant sa loque écarlate et braillant la *Marseillaise*.

Un homme courageux se présente, le garde-général Clément (1) et arrache des mains d'un manifestant le drapeau qu'il porte. En un clin d'œil cet exemple est suivi, l'étendard rouge a disparu, mais malgré sa haute stature, malgré sa force physique, Clément se voit entouré par une bande de forcenés auquel il n'échappe que par l'intervention de quelques spectateurs indignés.

Pendant que cette scène se passe devant les grilles de la préfecture, sur l'Esplanade arrive un cortège composé de gardes mobiles, de simples particuliers précédant les membres de la commission républicaine. Ici flotte le drapeau tricolore qui est accueilli par des vivats prolongés. En avant de la colonne est la fanfare de la garde mobile qui joue des airs patriotiques. C'est là une heureuse diversion. La commission républicaine va proclamer la république. Elle s'arrête devant la manutention militaire et ses membres montent sur l'un des perrons de cet établissement (2).

Successivement MM. Ducamp, Bousquet, Claris, Relin, Lacy-Guillon, Martin, Perrier, Guiraud dit le gros Césé, prennent la parole et s'efforcent d'apaiser la foule.

Les harangues des commissaires à la foule ne furent que la répétition et la paraphrase de la proclamation qui, quelques heures auparavant, avait été affichée sur tous les murs de la ville. Je reproduis ici cette pièce historique qui marque le premier pas du nouveau gouvernement (3).

(1) Révoqué depuis par M. Ali Margarot.

(2) La manutention n'était pas à ce moment comme elle est aujourd'hui. On en trouvera l'image exacte dans la planche VII du 2^e volume (église Sainte-Perpétue).

(3) CITATIONS,

La justice du peuple vient de se prononcer; le retard qu'elle a mis à se faire entendre a accumulé sur nous des malheurs tels que jamais le peuple n'en éprouva de pareils. La France républicaine seule peut vaincre, et les fils de 92 le prouveront.

Par notre entente, montrons que nous sommes dignes de la tâche qui nous incombe. Par notre énergie montrons au monde que la France doit toujours marcher à la tête des peuples vers le progrès et la liberté. Pressons-nous tous la main et qu'un seul cœur tressaille dans cette France foulée par l'étranger.

Le crime et l'ineptie nous ont perdus, que l'abnégation et la fraternité nous sauvent. Ce n'est pas à vous qu'il faut parler de l'ordre; il ne sera pas troublé; seuls, vous saurez le maintenir, Républicains! Vous savez que la République et Justice sont synonymes. Quiconque attenterait à la propriété privée ou aux personnes serait regardé comme traître à la patrie et traité comme tel. Le premier de nos devoirs est de faire surgir des soldats. Mobiles! à vous l'honneur d'offrir à la République ses premiers

Il va sans dire que les signataires de ce document affirmaient que la République était acceptée définitivement par toute la nation, et que la République sauverait la France. C'est la conduite conforme à la tradition, conduite que nous avons vue appliquée déjà en 1848. Devant l'ennemi, le parti conservateur ne pouvait protester sous peine d'éveiller la guerre civile, et son patriotisme lui imposait le silence. Il n'avait qu'à marcher avec le gouvernement de fait, pour la patrie ; il n'hésita pas devant le devoir douloureux que lui imposait la situation, quitte, à la paix, de revenir si faire se pouvait au gouvernement de droit.

Cependant le pouvoir s'organisait. Une dépêche, signée du nouveau ministre de l'intérieur, Gambetta, et datée du 5 septembre, ordonnait au Préfet du Gard de remettre ses pouvoirs à M. Laget, nommé administrateur du département. Le premier soin du représentant du gouvernement devait être de rétablir l'ordre dans la rue. Il importait que les scènes de la nuit précédente et même de la journée ne pussent se renouveler. Ce résultat fut heureusement obtenu grâce au sang-froid et à l'énergie de ceux qui avaient, conservateurs ou républicains, accepté à cette heure difficile la redoutable mission d'incarner l'autorité.

Mais un autre sujet préoccupait aussi le nouvel administrateur du département. Il est pénible de le dire, mais il serait imprudent de le cacher, dès le moment où la révolution du 4 septembre éclata et où la République fut proclamée, une partie des gardes mobiles, ne croyant plus avoir à marcher contre l'ennemi ou profitant du désarroi général, se débanda et regagna ses foyers.

« J'apprends, disait M. Laget dans sa première proclamation aux mobiles, que quelques-uns d'entre vous ont quitté, sans permission régulière et au mépris de la discipline militaire, la ville où ils ont été réunis. Ceux qui se sont ainsi conduits oublient qu'il sont soldats et soldats de la patrie en danger.

» Je les rappelle à leur devoir.

triomphes. Conscrits de 1870, à vous de les suivre dans ce glorieux chemin qui doit ouvrir, non-seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe l'ère républicaine.

Vive la République !

Les Membres de la Commission républicaine.

Les membres de la Commission municipale instituée *in extremis* par le préfet de l'Empire, M. Amelia, déclarèrent adhérer à cette proclamation, mais leur affiche portait un correctif qui est à remarquer. A côté du cri de : *Vive la République*, le seul qu'eussent trouvé les Bousquet, les Rélin, les Gilly, etc., ils avaient placé celui de : **VIVE LA FRANCE !**

» S'ils persistaient à y manquer, il me faudrait, quel que fût mon regret, recourir contre eux aux rigueurs de la loi militaire. Les circonstances sont telles que je ne puis ni ne veux tolérer des désertions qui sont funestes à la fois à la patrie et à la république. »

C'étaient là des conseils, la menace ne tardait pas à suivre, et M. Laget donnait aux gardes mobiles l'ordre impératif « d'être rendus à leur compagnie dans les *vingt-quatre heures* » sous peine d'être traités de déserteurs. Les compagnies qui s'étaient fondues, durant ces trois journées, reprirent en un clin d'œil leur effectif, mais on comprit qu'il serait sage d'éloigner de leur département ces soldats à peine encadrés, mal habillés et encore sans armes. On se hâta de leur distribuer des fusils à piston, ce qui permit au nouveau colonel, M. Saignemorte, de passer en revue le 2^e bataillon (Nîmes et son arrondissement) le jeudi 8 septembre. Ordre était donné aux trois bataillons du 44^e mobile de se rendre le premier à Cherbourg, le second et le troisième à Brest.

C'est le vendredi 9 septembre, à quatre heures du soir, que le bataillon de Nîmes s'embarqua à la gare des marchandises (chemin d'Uzès) au milieu d'une foule de parents, d'amis, de curieux venus des villages voisins assistant plus émus qu'ils ne voulaient le laisser paraître à cette séparation cruelle mais nécessaire. La musique des Sapeurs-Pompiers les accompagna jusqu'au train.

M. Laget avait fait face à la première nécessité du moment, et ce premier acte de son administration dénotait une certaine vigueur et une vue juste de la situation. Mais il avait à tendre tous les ressorts de l'administration civile encore livrée au provisoire et à l'incertitude.

Son premier soin fut d'envoyer comme sous-préfets : à Alais, M. Ducamp ; à Uzès, M. Bosc, avocat ; au Vigan, M. Bousquet, avocat. Il voulut ensuite remplacer la commission municipale provisoire nommée par M. Amelin. Gambetta dans sa circulaire, avait tracé aux administrateurs leurs devoirs. « Entourez-vous, disait-il, de citoyens animés, comme vous-même, du désir immense de sauver la patrie et prêts à ne reculer devant aucun sacrifice. Au milieu de ces collaborateurs improvisés, soutenez tout le monde par votre activité sans limites... Appliquez-vous surtout à gagner le concours de toutes les volontés... » C'était là un langage d'une correction parfaite.

Celui que tint en cette circonstance M. Laget fut le reflet de la pensée du ministre : « En face de l'étranger, les discordes civiles sont criminelles et c'est avec confiance que je m'adresse à tous pour étouffer des divisions qui seraient notre ruine et notre déshonneur.

» Républicains, plus de chants, plus de cris, mais des résolutions viriles. C'est là ce que j'attends de vous.

» Citoyens de tous les cultes et de tous les partis, c'est à vous que je confie le soin de la tranquillité publique. Vive la France ! Vive la République ! voilà le cri de ralliement qu'il nous faut tous répéter d'un même cœur. »

Et Gambetta l'avait écrit : « Notre nouvelle république n'est pas un gouvernement qui comporte les désunions politiques. C'est une République de combat à outrance contre l'envahisseur. »

Le terrain était donc bien net. Il était de ceux sur lequel toutes les bonnes volontés, tous les courages devaient et pouvaient s'entendre et sans hésiter le parti conservateur mit sa main dans la main de ses adversaires avec la résolution de n'avoir qu'une pensée unique, qu'un objectif sacré entre tous : la défense nationale.

Les actes de M. Laget furent conformes à ses paroles et son arrêté du 6 septembre est une page administrative qui lui fait le plus grand honneur. Après avoir déclaré le Conseil municipal dissous et accepté la démission de M. Balmelle, maire de la ville, il nommait :

Maire : M. Auguste Demians, ancien représentant du peuple.

Adjoints : MM. le docteur Perrier, de Bouillargues, Picheral père, Irénée Ginoux.

Commissaires : MM. Louis-Numa Baragnon, avocat ; Bézard, propriétaire ; Bourry, négociant ; Ferdinand Boyer, avocat ; Numa Brunel, ancien négociant ; Carcassonne, docteur en médecine ; Chabaud cadet, tanneur ; Coulet, négociant ; Etienne Delon, négociant ; Dufau père ; D'Everlange, avoué ; Franc, maître d'hôtel ; Numa Gilly, foudrier ; Japavaire, boucher ; Lamarque, négociant ; Langlade, propriétaire ; Jules Magne, propriétaire ; Ali Margarot, banquier ; Martin, ouvrier taffetassier ; Jules de Mérignargues, propriétaire ; Meynard-Auquier, président du Tribunal de commerce ; Olivier, négociant ; Léon Penchinat, avocat ; Alfred de Perrin, propriétaire ; Pocheville, plâtrier ; Ramond, propriétaire ; Relin, horloger ; Révoil, architecte ; Ribot, contre-maître ; Rozier, fabricant de vinaigre ; Ernest Sabatier, propriétaire ; Casimir Soulas, avocat ; Ernest Soulas, négociant ; Toubas, ouvrier taffetassier ; Alexis de Trinquelague, propriétaire ; Anselme Valat, avocat ; de Valfons, propriétaire ; Vigouroux, fabricant de robinets ; Octave Viviez, propriétaire.

L'installation de la nouvelle assemblée communale se fit avec l'apparat accoutumé dans une des salles de la mairie le mardi 6 septembre, à huit heures du soir. M. Demians prononça une allocution patriotique,

faisant de nouveau appel à l'union de tous dans les circonstances graves que traversait la patrie.

Et par une répétition naturelle, la commission tout entière lança à ses concitoyens une proclamation recommandant à tous les partis, à toutes les opinions l'oubli des querelles intestines pour ne songer qu'à la France et qu'à l'étranger maudit qui l'avait envahie. Ce sera l'éternelle gloire du parti conservateur d'avoir en ce moment fait litière des plus douloureux souvenirs, d'avoir fait taire les sentiments de fidélité qui l'unissaient au représentant de la monarchie, pour ne s'occuper que du pays et de son salut.

Le Roi, lui-même, sur la terre d'exil, donnait l'exemple de cette abnégation patriotique, félicitant ses amis d'avoir su comprendre admirablement leur devoir de Français : « Au milieu de toutes ces grandes émotions, écrivait Henri V, à la date du 1^{er} septembre, c'est une grande consolation de voir que l'esprit public, l'esprit de patriotisme ne se laisse pas abattre et grandit avec nos malheurs. Je suis heureux que nos amis aient si bien compris leur devoir de citoyens et de Français. Oui avant tout, il faut repousser l'invasion, sauver à tout prix l'honneur de la France, l'intégrité de son territoire. Il faut oublier, en ce moment, tout dissentiment, mettre de côté toute arrière-pensée ; nous devons, au salut de notre pays, toute notre énergie, notre fortune, notre sang..... »

Ces admirables paroles trouvaient un singulier retentissement en France et les royalistes les mirent loyalement et résolument en pratique en prodiguant autour d'eux les consolations, les secours, les dons, et sur les champs de bataille le sang d'une vaillante jeunesse. L'on vit un autre prince français, exilé lui aussi, rentrer dans son pays, sous le nom de l'un de ses ancêtres, et se confondre dans les rangs de notre armée pendant que les zouaves pontificaux se faisaient décimer dans les plaines de Patay. C'était l'heure de tous les dévouements, de tous les sacrifices.

Et lorsque des désordres se produiront dans la rue, lorsque des proclamations fratricides seront lancées, et même mises à exécution, pendant que l'ennemi est là couvert du sang français et chargé des dépouilles de la patrie, nous les trouverons dans les rangs des républicains eux-mêmes. Terrible responsabilité qu'ils encourront alors !

C'est de Lyon que partit le premier signal de la honteuse comédie qu'allait jouer une fraction du parti républicain. Dès le milieu de septembre les démocrates de cette ville déclarèrent au représentant du gouvernement de la défense nationale que Lyon n'avait pas d'ordres à

recevoir de Paris, que si Paris était la capitale de la *République du Nord*, Lyon était celle de la *République du Midi*.

C'était se mettre en état d'insurrection contre la France elle-même, c'était désunir ce qui avait été si heureusement uni dans une volonté suprême, c'était commettre un crime abominable de lèse-patrie. N'importe, les républicains le commettaient de gaité de cœur, alors même qu'ils avaient le gouvernement de leur choix et que le devoir le plus étroit, le plus sacré les appelait exclusivement sur les champs de bataille. Déjà ces folles utopies se répandaient dans la région. Après Lyon, Grenoble, après Grenoble, Marseille, et peu à peu cette idée de *République du Midi* se répandait, secouant la population et préparant la guerre civile.

A ce moment des négociations étaient entamées avec la chancellerie prussienne en vue de la conclusion de la paix. Mais M. de Bismarck, avec son éternelle rouerie et sa rudesse teutonne, déclarait ne pouvoir traiter avec un gouvernement sans fondement, peut-être, insinuait-il, en opposition avec la nation. Il feignait de ne pas voir avec quel admirable esprit de dévouement la France entière, la France intelligente avait secondé les vues d'adversaires politiques mais animés de sentiments patriotiques. Il demandait, en un mot, un gouvernement accueilli par le pays. C'était demander des élections. Le gouvernement provisoire, installé à Tours, donna des ordres dans ce sens et de tous côtés surgirent des listes de candidats. Les électeurs étaient convoqués tout à la fois pour élire une Constituante et nommer des conseils municipaux, car s'il importait d'assurer la machine gouvernementale, il était non moins urgent de restituer à la commune son Conseil élu.

Mais en présence de l'agitation coupable du Sud-Est de la France, des tendances séparatistes qui s'accroissaient et risquaient de transformer le jour du scrutin en un jour de bataille, il eut la sage pensée de différer les élections. C'est ainsi que par la faute des républicains eux-mêmes, les horreurs de la guerre allaient se prolonger encore au risque de frapper à mort la patrie agonisante.

Quinze départements du Midi et l'Algérie formaient une ligue dite : *Fédération du Midi*. Marseille devait être le centre d'administration et d'organisation de cette ligue et du gouvernement de défense faisant double emploi avec celui de Paris. Lyon en devenait le centre d'action pour la défense ou l'attaque. Toulon était désigné comme centre d'approvisionnement et d'armement. La *Fédération du Midi* avait un généralissime : le citoyen Cluseret que nous retrouverons plus tard dans

les rangs de la Commune. Elle avait des fonds : un emprunt de dix millions « pour commencer » et comme le disait le citoyen Brialou, aujourd'hui député de Lyon, « si cet emprunt n'est pas bientôt couvert, on SAURA bientôt le faire couvrir. »

Telle était l'organisation de ces révolutionnaires. Le Gard faisait partie de la Ligue. La *Fédération du Midi* avait trouvé, dans le parti républicain de notre département et de son chef-lieu, des adeptes ardents, et comme il s'agissait d'envoyer au centre administratif de la Ligue des représentants, une réunion eut lieu au Casino d'Été le samedi 24 septembre à dix heures du matin. Les fédérés s'y rendirent pleins d'enthousiasme, mais au milieu d'eux se trouvaient de courageux citoyens qui, ayant quelque souci de la dignité de leur pays, accouraient avec la froide résolution de conjurer la criminelle tentative des démagogues.

M. Chenillon présidait cette mémorable séance. Il présenta à la réunion les délégués de Lyon, de Marseille et de Grenoble. Le délégué de Lyon exposa le programme de la Fédération et les mesures révolutionnaires et jacobines auxquelles on aurait recours. Il exposa la nature du gouvernement qui fonctionnerait parallèlement et, au besoin, contre celui de la défense nationale.

Indigné, M. le marquis de Valfons demande la parole et escalade la tribune. Avec une chaleur communicative, il répond à l'orateur, sans se laisser démonter par des interruptions incessantes. « On vous a parlé, s'écrie-t-il, de comité de salut public et de réquisitions à domicile ; ce n'est pas ainsi qu'on organise la résistance à l'ennemi : Vous voulez créer un gouvernement qui paralyse celui de Tours ; vous voulez élever autel contre autel, autrement dit vous allez faire de la désorganisation. Le gouvernement de Tours est le seul que nous devons reconnaître. »

Ces paroles franches soulevèrent dans cette foule stupide une fureur inexprimable. L'orateur est sifflé, hué, menacé. Sa parole est couverte au nom de cette liberté dont se réclament ces fanatiques. MM. Claris et Penchinat s'adressent à ces forcenés : « Laissez parler cet homme. » On ne les écoute pas. M. Chenillon, flattant les passions des énergumènes demande que le citoyen marquis de Valfons, et il insiste sur cette appellation, soit libre de s'exprimer. « Il n'y a plus de marquis » hurle la multitude.

Au milieu de ce tumulte indescriptible, seul, M. de Valfons, les bras croisés, attend une éclaircie, et la voie vibrante. « Oui, Messieurs, je suis marquis. et c'est sur le champ de bataille que ce titre a été acquis.

à une époque où la France gagnait des provinces au lieu d'en perdre.»

Cette vigoureuse apostrophe frappe au cœur les républicains qui, éperdus, poussent des clameurs sans nom, mais le courageux orateur a fini par avoir raison de ses adversaires. Il les tient sous l'éclat de ses yeux et de sa voix. Il les a maîtrisés et devant cette salle debout, devant des auditeurs le bras tendus vers la tribune le menaçant encore, il dit ce qu'est la Fédération du Midi, les désordres atroces qu'elle a causés dans l'Isère, les outrages, les traitements iniques infligés à des officiers de l'armée, et dans une dernière protestation : « J'appelle cela faire les affaires des Prussiens. Je proteste contre l'élection que vous allez faire de trois délégués. Notre gouvernement est à Tours ; c'est à lui seul que nous obéirons. »

C'en est trop pour ces exaltés que ces dures vérités ont irrités au dernier degré, et lorsque M. de Valfons descend de la tribune, il entend autour de lui des menaces de mort et les fous furieux qui l'environnent semblent près de se jeter sur ce courageux conservateur, livré seul sans défense à leur haine.

Pourtant des amis dévoués, des républicains eux-mêmes, honteux de l'attitude de leurs coreligionnaires politiques parviennent à l'entourer et à l'entraîner hors du Casino. La réunion poursuit son œuvre et nomme trois délégués à la fédération. Ce sont MM. Claris, Delon et Chenillon.

Quels avis, quels conseils, quelles sommations pouvaient ramener à la raison des hommes décidés à tout pour assouvir leur ambition et leur haine de sectaire. Les virulents appels de M. de Valfons laissaient sourds les républicains jaloux de diviser la patrie devant l'ennemi. La Ligue du Midi n'en poursuivait pas moins son œuvre néfaste, et un homme à Marseille, Esquiros, se mettait en lutte ouverte avec le gouvernement de Tours duquel il tenait ses pouvoirs, pour se faire un gouvernement à lui dans le midi de la France.

Le 25 octobre l'organisation insurrectionnelle était parachevée. La Ligue du Midi faisait afficher dans toutes les communes un appel aux armes ordonnant à tous les citoyens de se rendre sans retard dans la ville de Valence et les plaines qui l'entourent. Les délégués des départements coalisés, transformés en commissaires généraux, devaient sans retard prêcher la *guerre sainte*. Les autorités communales et administratives devaient se placer sous les ordres des membres de la Ligue, exclusivement recrutés, comme on pense, parmi les républicains. Le but que l'on se proposait était suivant l'expression même des fédérés « un soulèvement général. »

Les citoyens Chenillon, Delon et Guérin-Ponzio avaient contre-signé

ce manifeste. L'un des délégués élus au Casino d'été, M. Claris avait décliné le mandat qu'on voulait lui confier et avait été remplacé par M. Guérin-Ponzio.

Le maire de Nîmes, M. Demians, n'hésita pas et, à côté de cette proclamation, il en fit placer une, adressée à ses concitoyens.

« Voudrait-on, disait-il, sous le masque du patriotisme se substituer au gouvernement central et nous pousser à la révolte ? En dehors de Paris, condamné à l'inaction par son isolement, nous ne reconnaissons que le gouvernement qui siège à Tours.

» Nous considérons comme des ennemis de la patrie, tous ceux qui voudraient, en présence de l'ennemi, rallumer le feu mal éteint de nos discordes. Notre drapeau est celui que nos soldats portaient à Reischaffen, Froeschviller et Strasbourg.

» Nous ne reconnaissons pas cet autre drapeau qui a fait le tour du Champ de Mars ; quand il a tenté de s'installer à l'Hôtel de Ville, nous l'avons repoussé avec horreur. Notre seconde capitale fait la douleur de la France et provoque la risée universelle de l'Europe lorsqu'elle souffre qu'il flotte sur ses murs,.... »

Il était nécessaire que le premier magistrat de notre ville parlât ainsi, car le manifeste de la Ligue soulevait déjà une violente émotion dans notre population. C'est à ce moment même qu'une douloureuse et cruelle nouvelle parvenait à Nîmes. Depuis le 4 septembre les nouvelles du théâtre de la guerre étaient à peu près nulles. Les Français comme nous le verrons par la suite, se réorganisaient et les Prussiens envahissaient peu à peu le territoire. Mais, le samedi 29 octobre, la rumeur publique se fit l'écho d'un nouveau désastre, et bientôt il ne fut plus possible de douter que Metz avait capitulé. A ce moment dans la foule amassée sur nos places et sur nos boulevards, un immense cri de réprobation contre Bazaine retentit, et cette nouvelle calamité ne fit que faire surgir à nouveau les pensées d'ordre et de concorde dont quelques brouillons voulaient éloigner la population.

Sur la Placette, sur la place de l'Oratoire, dans les rues avoisinantes où se recrutent toujours les agitateurs de la rue, des groupes se formaient suivant la tactique habituelle. D'abord des enfants parcourent ces quartiers en chantant à tue-tête ou en poussant des cris divers. Au premier tumulte succèdent les femmes qui envahissent la voie publique, à l'affût de toutes les nouvelles et colportant les renseignements les plus invraisemblables. Peu après des disputes, des cris s'élèvent sur divers points et les hommes font leur apparition sous le prétexte de mettre bon ordre, mais alors le tumulte est à son comble. On s'excite,

on s'échauffe, les masses se confondent, s'injurient ou s'unissent dans des clameurs révolutionnaires. L'embryon d'agitation est devenu émeute.

C'est le spectacle que présentait le quartier du Cours-Neuf dans la soirée du dimanche 30 octobre. La terrible nouvelle de la capitulation de Metz n'occupait pas seulement les esprits de ce quartier. Le placard de la Ligue du Midi les avait profondément remués. La Ligue comptait, en effet, parmi les habitants de cette partie de la ville ses plus chauds partisans, et la proclamation énergique du maire avait soulevé bien des colères.

Aussi lorsqu'ils s'ébranlèrent en colonnes serrées pour entrer en ville, on ne voyait pas sur leur visage cette douleur que d'autres resentaient au lendemain de ce nouveau désastre qui frappait la patrie, on n'y voyait que l'expression de la haine et de la vengeance. Ces manifestants ne criaient pas : vive la France ! ils n'avaient sur leurs lèvres qu'une clameur, car la France était loin d'eux. A bas le Maire ! A bas le Maire ! Et le rassemblement tumultueux gagnant les boulevards, s'accroissant d'autres agitateurs, se présenta devant la mairie, encombrant toutes les rues adjacentes. A l'Hôtel de Ville à la première nouvelle du désordre étaient accourus le maire et plusieurs membres de la municipalité. M. de Bouillargues, adjoint, se tint prêt à recevoir les manifestants et fit sortir le poste qu'il disposa avec beaucoup de crânerie devant la foule ameutée.

Ce spectacle suffit pour que les perturbateurs s'éloignent, mais sans renoncer au but qu'ils poursuivaient. Dans leurs rangs un mot d'ordre est donné et soudain on les voit évacuer la place de la Mairie et se diriger sur l'avenue Feuchères. C'est à la Préfecture qu'ils se rendent et c'est devant les grilles fermées à la hâte qu'ils se massent. Là les cris redoublent et la manifestation devient franchement révolutionnaire. C'est bien la Ligue du Midi qui a envahi nos voies publiques et se souvenant à la fois de la courageuse protestation de M. de Valfons et de la magnifique lettre de M. Demians à ses concitoyens, ils associent ces deux noms dans leurs hurlements. A bas le Maire ! A bas M. de Valfons ! Le préfet lui-même n'est pas épargné.

Pendant cette scène tumultueuse, on parle à travers les grilles. Quelques individus réclament une entrevue avec M. Laget, se disant délégués par les républicains de Nîmes. Ils entrent et exigent la destitution de M. Demians. Après un colloque sans résultat, on fait sortir par une petite porte dérobée ces farouches émissaires, mais au dehors la multitude impatiente escalade les grilles, les force même, malgré la

résistance de l'intérieur et se répand houleuse dans les corridors, les salles et le cabinet même du Préfet.

M. Laget, autour duquel se sont rangés quelques amis, se voit entouré d'une centaine de braillards qui l'interpellent, le bravent, le menacent. L'un d'entre eux braque sur lui un pistolet. On a peine à s'entendre dans cette bagarre où le burlesque le dispute au tragique. Mais on comprend néanmoins que la révocation de M. Demians est le programme des manifestants. M. Laget déclare fermement qu'il n'y souscrira jamais, le Maire de la ville n'ayant en rien démerité.

Au dehors, cependant la garde nationale est convoquée et bientôt quelques compagnies se présentent à leur tour devant la Préfecture. Il n'y a heureusement aucun conflit grave. Les baïonnettes, nous l'avons vu, produisent sur ces émeutiers leur effet ordinaire et ces mêmes individus ne s'occupent plus que de chercher une issue et se répandre dans toutes les directions. Il était onze heures du soir et ce fut avec un véritable soupir d'allègement que les honnêtes gens apprirent que l'on avait pu mettre fin aux scènes dont la Préfecture était depuis plus d'une heure le théâtre.

Le lendemain M. Laget faisait afficher la proclamation suivante :

« Hier, des scènes regrettables se sont produites ; la préfecture a été envahie, une poignée d'agitateurs, suivie par une centaine de curieux, a affiché la prétention d'obtenir par la violence la destitution du maire.

» J'ai résisté à cette pression comme je résisterai à tous les essais d'intimidation qui seront tentés, au nom du peuple, par quelques individualités turbulentes. Comme par le passé, je ferai de l'autorité que la République m'a confiée un loyal et libéral usage, mais je ne souffrirai pas qu'elle soit énervée ou affaiblie dans mes mains.

» Je ne tolérerai ni les irruptions désordonnées, ni les sommations violentes, et je compte sur les citoyens pour m'aider à prévenir des manifestations qui compromettent la République et entravent la défense nationale »

Et pour corroborer ces fermes avertissements officiels, la société de propagande républicaine démocratique dont le siège était rue Trajan, 26, votait à l'unanimité une adresse (1) au gouvernement de la défense nationale, dans laquelle les signataires (2) flétrissaient « les défections,

(1) En date du 34 octobre 1870.

(2) MM. Garnier-Lombard, président de la réunion ; Albin Lamouroux, Alfred Nègre, assesseurs ; Henri Brusset, secrétaire ; Joseph Simon, Charles Bigot, docteur Carcasonne ; Meynard-Anquier, E. Claris, Eugène Rélin, Henri Neyen, Jean Picheral, Antoine Clauzon, Léon Penchinat, L.-E. Laroque.

les lâchetés, les trahisons qui portent une fois de plus atteinte à l'honneur français. »

Nîmes ne fut pas la seule à donner le spectacle de l'émeute dans la rue. Dans plusieurs villes de France, des troubles avaient éclaté plus graves, et plus violents. Paris, Lyon, Toulouse, Grenoble, Marseille, pour ne nommer que ces grandes cités, avaient vu la guerre civile gronder dans leurs murs. A Marseille M. Alphonse Gent, nommé préfet, en remplacement de M. Esquiros, qui débordé par les révolutionnaires, finissait par donner sa démission, était blessé d'un coup de revolver à l'aîne. La surexcitation était au comble, et les énergumènes de la Révolution s'en donnaient à cœur joie à ces heures de trouble et de défaillance. A Paris, le gouvernement de la défense nationale avait été à deux doigts de sa perte. Partout, on trouve la haine démagogique montant comme une marée autour de tout ce qui est autorité, hiérarchie, armée.

Les fonctionnaires sont frappés, vilipendés ; les officiers généraux et supérieurs, emprisonnés, insultés, menacés. Le mouvement révolutionnaire s'accroît peu à peu dans tous les grands centres, et à Lyon, le 21 décembre, un des chefs de bataillon de la garde nationale, le commandant Arnaud est fusillé sous un prétexte futile, après un simulacre de jugement, par une bande de misérables.

Nîmes échappa heureusement à ces tristes et exécrables forfaits, et après la tentative avortée du 30 octobre, l'ordre ne fut plus troublé dans la rue. Résultat heureux dû autant à la fermeté des autorités préfectorales et municipales qu'à la sagesse, qu'on ne saurait trop remarquer, à la prudence de toute la population conservatrice de notre grande cité.

Ainsi la *Ligue du Midi* et les craintes malheureusement trop justes qu'elle faisait concevoir avait empêché le gouvernement de procéder aux élections comme il en avait eu l'intention. Les élections municipales qui devaient, suivant le programme gouvernemental, avoir lieu le 25 septembre furent suspendues presque au moment où allait s'ouvrir le scrutin.

Des listes avaient été préparées cependant dans diverses réunions et si les élections n'eurent pas lieu, elles permirent tout au moins à l'opinion publique de se manifester assez librement. M. Laget profita de cette circonstance pour réorganiser la Commission municipale précédemment nommée par lui en tenant compte du travail préparatoire qui avait été fait en vue des prochaines élections municipales. C'était sagement pensé, bien que le seul inconvénient de ce procédé fût de

donner à l'assemblée municipale des proportions insolites. L'arrêté du 27 septembre ne fixait pas en effet à moins de 55 le nombre de ses membres, dont la composition fut la suivante (1) :

La municipalité fut légèrement modifiée pour lui ouvrir l'accès d'un représentant du hameau de Saint-Césaire. Elle avait toujours à sa tête M. Demians et les quatre adjoints se trouvaient être MM. le docteur Perrier, de Bouillargues, *Sully Auquier*, Irénée Ginoux.

Commissaires ; MM. *Antonin* *neveu*, chaudronnier ; *J. Arnaud-Gaidan*, fabricant de tapis ; Louis-Numa Baragnon, avocat ; *Jules Besson*, entrepreneur-maçon ; Bézard, propriétaire ; Bourry, négociant ; Ferdinand Boyer, avocat ; Numa Brunel, ancien négociant ; Carcassonne, docteur en médecine ; Chabaud cadet, tanneur ; Coulet, négociant ; Etienne Delon, négociant ; Dufau père, propriétaire : d'Everlange, avoué ; Numa Gilly, foudrier ; *Paul Guérin*, négociant ; *Samuel Guérin* *neveu*, fabricant ; *Guiraud*, camionneur ; Japavaire, boucher ; Lamarque, négociant ; Langlade, propriétaire ; Jules Magne, propriétaire ; Ali Margarot, banquier ; Jules de Mérignargues, propriétaire ; Meynard-Auquier, président du Tribunal de commerce ; Henri Olivier, négociant ; Léon Penchinat, avocat ; Alfred de Perrin, propriétaire ; Picheral père, négociant (2) ; Pocheville, plâtrier ; Ramond, propriétaire ; *Raphel* *père*, marchand de vins ; Rélin, horloger ; Révoil, architecte ; Ribot, contre-maitre ; *Rouverol-Ponge*, négociant ; Rozier, fabricant de vinaigre ; Ernest Sabatier, propriétaire ; Casimir Soulas, avocat ; Ernest Soulas, négociant ; Toubas, ouvrier taffetassier ; Alexis de Trinquelagues, propriétaire ; Anselme Valat, avocat ; de Valfons, propriétaire ; *Hippolyte Verdier*, négociant en vins ; *Vier*, avoué ; *Viguié*, juge au Tribunal civil ; Vigouroux, fabricant de robinets ; *Vilsange*, mécanicien ; Octave Viviez, propriétaire.

Deux membres seulement de l'ancienne commission MM. Franc, maître d'hôtel, et Martin, ouvrier taffetassier, ne faisaient point partie de la nouvelle. Sur les 55 membres nommés, un, M. F. Vier, avoué, n'accepta pas l'honneur de « se trouver en si bonne et si nombreuse compagnie » et par sa lettre du 28 septembre déclara préférer « garder une situation qui pouvait lui permettre de servir plus utilement l'intérêt public. »

(1) Les noms de ceux qui ne figuraient pas dans la précédente commission ont été mis en italique.

(2) Était précédemment adjoint.

Avant d'examiner les difficultés avec lesquelles cette commission municipale se trouva aux prises, il importe de parler du mouvement électoral qui se fit à Nîmes en vue des élections futures pour une Constituante. Précédemment fixé au 6 octobre, le scrutin fut ajourné au 16 du même mois, par décret du 7 octobre, et fut définitivement renvoyé par un nouveau décret daté du 11 jusqu'au moment où les élections générales pourraient se faire sur toute l'étendue du territoire de la République.

Le nombre des représentants du Gard avait été fixé par le gouvernement à neuf.

La première proposition qui fut faite par les républicains de la ville, cela va sans dire, fut de nommer neuf membres du gouvernement provisoire. L'idée en soi était excellente car si d'autres départements imitaient cet exemple, cette sorte de plébiscite donnait aux membres du gouvernement une autorité morale plus considérable pour représenter la France devant l'étranger. Le comité républicain du quai Roussy se fit surtout le champion de cette idée, mais placé en face du décret d'ajournement indéfini des élections, ce comité qui avait appelé à lui un grand nombre des républicains du département, voulut se constituer en comité permanent pour la défense des intérêts de la République. Il nomma même dix délégués (1) qui jouèrent en ces circonstances le principal rôle. Je relève ce fait à dessein comme j'ai parlé de la Fédération républicaine du Gard, comme j'ai signalé la Ligue du Midi, pour montrer en combien de chapelles diverses s'émiette le parti républicain qui ne s'en pare pas moins des épithètes de « un et indivisible ». Encore n'ai-je parlé que des réunions officielles, fonctionnant au grand jour, mais combien cette constatation serait curieuse à faire si l'on pénétrait jusqu'à ces réunions intimes, ces clans sévèrement fermés, ennemis les uns des autres, jaloux, défiants à l'excès, qui fractionnent à l'infini le parti et en font la proie des plus redoutables dissensions.

Les candidats du parti conservateur avaient été aussi choisis bien que la liste ne fût pas définitivement arrêtée. Les noms mis en avant étaient, entre autres, ceux de MM. Raymond de Surville, Alexis de Trinquelagues, le duc de Crussol, de Labruguière, le marquis de Ginestous, Benjamin Annat, Ferdinand Boyer, le marquis de Valfons, Maximin d'Hombres, Bonnefoy-Sibour, de Larcy, Rédarès, avocat ; Benoist

(1) C'étaient MM. Avias, Eugène Bernard, Chabaud cadet, Colognae, Franc, Emile Jalabert, Mertz, Morel, Nicolle, Albin Peyron, Rélin, Vivant.

d'Azy, de Roux, Frédéric Béchard. Une personnalité marquante du clergé nimois, M. l'abbé Edmond Chapot, neveu de l'ancien représentant mort à Venise entre les mains du comte de Chambord, avait été également désigné comme un des candidats du parti catholique. Mais, M. l'abbé Chapot refusa par une lettre publique le mandat qu'on lui offrait.

Dans le chapitre suivant nous aurons l'occasion de parler à nouveau du mouvement électoral qui aboutit à la remarquable élection du 8 février et à l'établissement de l'Assemblée nationale.

Les hommes qui avaient accepté de faire partie de la commission municipale avaient assumé une lourde charge. Tous les travaux étaient arrêtés, les débouchés fermés, il n'y avait plus de mouvement que pour la guerre. La population ouvrière souffrait indéniablement d'une situation semblable, déjà vieille de quelques semaines et qui allait se prolonger de longs mois au milieu d'une saison dont la rigueur fut exceptionnelle (1). Il fallait sans tarder faire face à cette première et inéluctable nécessité de donner du pain aux malheureux pour éviter que la rue ne soit le siège de désordres sérieux, et en même temps concourir efficacement à tous les sacrifices qu'imposait la défense du pays.

On s'occupa tout d'abord d'ouvrir des chantiers municipaux. Mais la brutalité, l'impatience de quelques-uns faillirent compromettre l'établissement de ces premiers centres de travail, fort rudimentaires à leur début. Le maire, M. Demians, dut même s'en plaindre à ses concitoyens :

« Il est infiniment regrettable, disait-il alors que les pouvoirs et des citoyens dévoués s'occupent ainsi incessamment à chercher des remèdes au mal, qu'une portion de ceux là même qu'on s'efforçait de secourir paralysent leurs efforts.

» Il y a trois jours des actes de vandalisme ont été commis au Cours-Neuf. Avant-hier un acte plus regrettable encore à cause des conséquences fâcheuses qu'il entraîne, s'est produit sur les chantiers : six à sept cents hommes les ont envahis en réclamant du travail. J'ai dû les faire fermer immédiatement. Les auteurs de cette démarche inconsidérée n'ont pas réfléchi que tout ne peut se faire à la fois, et qu'en pro-

(1) L'hiver de 1870 fut un des plus rigoureux que Nîmes ait eu jamais à subir. Le thermomètre descendit dans la nuit de Noël (25 décembre 1870) à — 40°. Le 30 décembre il atteignait — 12°, et même au commencement de janvier 1871, le thermomètre descendait à — 45°. Presque tous les oliviers des bas fonds furent tués.

voquant un pareil désordre, ils paralysaient l'effet des premières mesures et blessaient leurs propres intérêts... »

Mais le projet de chantiers fut repris et la commission des 55 approuva l'exécution d'un certain nombre de projets pouvant être utiles à la ville. Ces projets dont quelques-uns ont été exécutés étaient les suivants.

Abaissment du Cours-Neuf depuis la rue Neuve jusqu'à la rue de l'Abattoir et transport des matériaux en provenant, sur la partie de cette promenade ouverte ou à ouvrir depuis la rue de l'Abattoir jusqu'à la route de Montpellier.

Régularisation du Cadereau d'Alais depuis le Cimetière protestant jusqu'au Cours-Neuf prolongé.

Construction de lavoirs dans ce torrent et pose des tuyaux de fonte amenant l'eau du Rhône à ces lavoirs.

Régularisation du Cadereau d'Uzès entre la route et le chemin de fer à l'origine du Viaduc.

Ouverture d'un boulevard de ceinture au nord de la ville, reliant le Mont-Duplan à la Tourmagne.

Abaissment des terrains rocheux situés au nord et l'est de la Maison - Centrale pour ouvrir une communication entre les rues Ménard, Porte-d'Alais et Veysette.

Enfin ouverture d'une rue reliant en ligne droite la place aux Herbes et la place du Château à son débouché sur le boulevard Grand-Cours.

En même temps la Commission municipale autorisait le Maire à signer un traité proposé par la maison A.-T. Sewart et C^e, de New-York, qui, moyennant une prime de 7 1/2 pour cent sur le prix net de la marchandise, consentait à faire à la fabrique de Nîmes, une commande de châles pour une valeur de 250,000 francs. L'exécution de ce traité assurait 75,000 francs de main d'œuvre à 780 ouvriers ou ouvrières jusqu'au 1^{er} décembre, c'est-à-dire à peu près deux mois de travail, car la délibération municipale est datée du 5 octobre (1). La ville s'imposait de ce chef un léger sacrifice de 16,500 francs.

Pour faire face aux dépenses nécessitées par ces diverses mesures et en même temps à celles de la défense nationale, il fut décidé de faire un emprunt de 1,600,000 francs (2). Les souscriptions furent recueil-

(1) M. L.-N. Baragnon fit à ce sujet un lumineux rapport qui décida du vote.

(2) Cet emprunt se divisait en deux parties de 800,000 francs chaque. La première n'était autre chose que le solde de l'emprunt de 3,500,000 francs que nous avons vu autorisé par la loi du 42 mai 1869 et qui gardait son affectation spéciale. Les ressources créées par la réalisation de la 2^e partie de l'emprunt étaient consacrées au chômage ou à la défense nationale.

lies à domicile par les soins de deux membres délégués du Conseil municipal et de deux notables désignés par le Maire. La ville fut à cet effet divisée en vingt sections respectives. L'opération commença le 10 octobre. Le mercredi 19 octobre l'emprunt était, en entier, couvert, et les capitalistes en retard qui se présentèrent à la Caisse municipale furent priés de reporter leurs fonds sur l'emprunt départemental qui allait s'ouvrir.

« Les étrangers qui ont été témoins de notre attitude, écrivait M. Demians à ses administrés à la date du 27 octobre, c'est-à-dire deux jours avant la ridicule équipée des démocrates de la Placette, se demandaient avec surprise s'il était bien vrai que le tiers de la France fût envahi, Paris assiégé, le commerce anéanti, l'industrie paralysée et que nous fussions engagés dans une de ces guerres d'extermination dont le premier effet, et le plus inévitable, est la disparition de l'argent et la ruine des finances. Aussi bien, la ville de Nîmes est-elle la seule qui ait résolu aussi promptement, et dans d'aussi larges proportions, le grand problème que des événements inouïs imposaient à son patriotisme. »

Et en effet, à ce moment les chantiers municipaux rouverts donnaient du travail à plus de 600 hommes de tous les âges, de toutes les opinions, de tous les cultes, rivalisant de zèle, afin de rendre en travail d'utilité ou d'agrément l'argent reçu en échange. En même temps chez nos ouvriers de la fabrique, les métiers battaient pour le compte de la maison Stewart, grâce à l'initiative de la municipalité : l'argent ne faisait point défaut aux familles dont les chefs étaient sur les champs de bataille et chacun, magistrat, banquier, ingénieur civil et militaire, patron, ouvrier de divers corps d'état, citoyen de tout rang se pressait autour d'une municipalité prête à tous les dévouements et à tous les sacrifices dans l'intérêt de la cité. Tel était le tableau de la situation présenté à ses concitoyens par M. Démians, et si, à la rigueur, on peut le taxer d'optimisme, il n'en est pas moins certain que la ville jouissait d'un calme et d'un bien-être relatifs au milieu du bouleversement général.

Les travaux entrepris donnèrent lieu à quelques découvertes archéologiques importantes. Aux *quatre coins Saint-Véran*, en creusant un égout, on mit à jour de grandes dalles en tout semblables à celles qui pavent la partie charretière de la voie Domitienne à la Porte Auguste, restes d'une artère secondaire se détachant fort probablement de la voie Domitienne vers le milieu de la rue des Lombards et aboutissant par la rue de la Colonne à la Maison Carrée.

Au Cours-Neuf l'exécution des tranchées profondes destinées aux nouvelles plantations amenèrent la découverte de différents objets antiques, des médailles notamment, d'une statuette en marbre blanc d'un assez bon style, qui furent transportés au musée. Il est à regretter que quelques-uns de ces fragments archéologiques aient disparu.

La confusion des événements pendant cette douloureuse fin d'année 1870 nous a obligé à ne considérer tout d'abord que les diverses péripéties de la vie civile et administrative, péripéties d'autant plus intéressantes, que tantôt elles nous ont montré la municipalité aux prises avec le chômage et ses terribles conséquences, tantôt elles nous ont conduit à voir l'administration menacée par les menées audacieuses des révolutionnaires. Mais à ces soucis déjà considérables s'en ajoutait un troisième qui primait tous les autres : la guerre.

L'empire en s'écroulant ne nous avait laissé que défaites sur défaites, toutes, disons-le, produit de son impéritie, de son incapacité, de sa nullité. Jamais peut-être la valeur et le courage français ne s'étaient déployés sur le champ de bataille avec une aussi incontestable grandeur, avec une activité aussi admirable. Officiers et soldats, fantassins et cavaliers tous se multipliaient dans cette armée héroïque qui fit Wissembourg, Frœschviller, Borny, Gravelotte, Saint-Privat et Sedan. Mais que pouvaient leurs efforts devant les masses profondes qui les entouraient ? Ils décimaient l'ennemi sans l'entamer, fous de rage et de douleur devant leur impuissance.

Lisez pourtant ces bulletins glorieux ! Partout les colonnes prussiennes sont quatre fois plus fortes que les nôtres, partout un cercle de fer et de feu entoure nos vaillantes phalanges ! Et quelles merveilleuses épopées ! Quels grandioses dévouements ! Quels sublimes sacrifices accomplissaient ces braves ! Voyez Wissembourg où les turcos enfoncent désespérés la garde prussienne, mais sont broyés dans ce gigantesque combat. Là était un de nos compatriotes, aujourd'hui général, le capitaine Casimir Bertrand. Voyez les cuirassiers de Reischaffen. Voyez l'infanterie de marine à Bazeilles. Voyez notre infanterie à Forbach. Là encore un de nos concitoyens, le capitaine Rouvière, meurt à la tête de ses soldats ; un autre, le capitaine Abadie est grièvement blessé. Partout un immense élan, un courage qui arrache des cris d'admiration aux ennemis eux-mêmes et des sanglots aux Français. Hélas ! après Forbach et Frœschviller viennent Borny (14 août), Gravelotte ou Mars la Tours (16 août), Saint-Privat (18 août).

Trois batailles en six jours, trois luttes héroïques qui moissonnent les

Prussiens toujours renouvelés, toujours supérieurs en nombre, et Bazaine est enfermé dans Metz.

Avec les débris des phalanges de Reischaffen et de Wissembourg, avec des noyaux appelés en toute hâte, on reforme à Châlons une nouvelle armée à la tête de laquelle est placé le maréchal de Mac-Mahon.

Elle pouvait couvrir Paris, mais l'intérêt dynastique ne permettait pas à l'Empereur de rentrer vaincu dans sa capitale. On marche sur Metz, au secours de Bazaine, par Sedan. Mais 225,000 ennemis avec 600 canons occupent bientôt les hauteurs qui entourent cette place. Mac-Mahon est grièvement blessé dès le début de l'action. L'armée française est écrasée de nouveau sous le nombre. Après les glorieux combats de Beaumont et l'héroïque défense de Bazeilles, elle se laisse enfermer dans la ville. Napoléon III, qui aurait dû trouver la mort et tenter de percer coûte que coûte les lignes ennemies, se livre, lui et son armée, c'est-à-dire plus de cent mille hommes au roi de Prusse. Il est conduit prisonnier au château de Wilhemshöhe près Cassel (1^{er} et 2 septembre 1870). C'était là le châtiment réservé par Dieu à une nation qui avait abandonné la politique traditionnelle, à un gouvernement qui avait corrompu le pays au lieu de le relever, à un régime usurpateur et révolutionnaire, qui avait commis la faute impardonnable de retirer les troupes françaises de Rome. Le cœur saigne quand on pense à cette triste page de notre histoire que nous effacerons bientôt de l'espère.

C'était l'écroulement de l'Empire. Ce fut la vengeance de Dieu. Nous ressemblons au peuple juif. Quand ce peuple abandonnait son Dieu, adorait le veau d'or, il était battu ; quand il s'en rapprochait, il était vainqueur.

Telle était la situation militaire au 4 septembre. Une armée enfermée à Metz et devenue presque inutile. La trahison d'un misérable, indigne de porter l'épée, et que son titre de maréchal de France aurait dû mettre à l'abri d'un tel crime, va la livrer presque sans combat à l'ennemi.

L'autre armée est en captivité.

Il ne reste plus à la France que le corps du général Vinoy, des noyaux épars et disloqués de régiments, la garde nationale mobile et la garde nationale sédentaire. Les arsenaux sont vides, les places fortes menacées, l'ennemi s'avance à marches forcées sur la capitale. Il faut un effort gigantesque pour coordonner tout ce désordre épouvantable. L'effort gigantesque se fera. Paris s'enferme dans ses murailles et sa ceinture de forts et reconstitue avec une merveilleuse activité une imposante armée de près de 200,000 hommes.

La province suit cet exemple et partout depuis la plus grande cité jusqu'à la plus humble commune le patriotisme enfante des prodiges (1).

Nîmes, nous pouvons l'affirmer hautement, ne reste pas en arrière. Après le départ des bataillons de la garde mobile (9 septembre), la municipalité fait appel aux engagés volontaires, et ce n'est pas sans émotion que l'on lit ces lignes adressées par la municipalité de Nîmes à ses concitoyens dès le 10 septembre 1870.

« Un grand nombre d'entre vous ont répondu à un premier appel, et parmi eux un vieillard de soixante-trois ans qui se dérobait à sa famille et un enfant de seize ans, qui, saintement désobéissant, s'arrachait secrètement aux larmes de sa mère. »

En même temps s'organise une compagnie de francs-tireurs (2).

L'administrateur du département annonçait en ces termes l'organisation de ce corps franc .

« Patriotes, debout ! que de tous les points du département viennent s'engager tous les citoyens capables de supporter les glorieuses fatigues que leur réserve cette guerre sainte. Apportez, en attendant mieux, votre arme habituelle, cette arme que vous connaissez et qui vous connaît. Jamais plus noble but n'a été offert à vos coups. Francs-Tireurs, la chasse est ouverte, la chasse aux Prussiens ! Que vos balles les frappent en même temps que vos malédictions ! »

Une souscription est immédiatement organisée, et la bourse, pour ainsi dire inépuisable, de nos concitoyens s'ouvre généreusement comme elle s'ouvrirait en même temps pour les blessés et pour les familles des soldats tués à l'ennemi, et grâce au concours de tous, de l'administration comme des particuliers, la compagnie des Francs-Tireurs organisée, équipée peut, dès le 8 octobre, partir pour le théâtre de la guerre. Ils furent accompagnés à la gare par la population tout entière et M. Laget les harangua au moment où ils allaient monter en wagon.

Outre ces troupes de première ligne composées de débris de l'ancienne armée, de la garde mobile et des corps francs, le gouvernement de la défense nationale organisait de nouvelles forces puisées dans la garde

(1) Dans notre département, la commune de Brouzet et Liouc, dont la population se composait de 270 habitants, demandait de s'imposer de 5,000 francs pour la défense nationale.

Calvisson, petite ville de 2510 habitants, versait dans le même but une première somme de 25.000 francs, et destinait à la défense son encaisse communal s'élevant à 43.000 francs.

(2) L'organisateur de ce corps fut un négociant de Nîmes, M. Jules Del a.

nationale créée, en toute hâte dès le 15 septembre. Cette milice, forte de 3 bataillons à 8 compagnies pour notre ville, avait procédé les 11, 12, 14 et 15 septembre à l'élection de ses officiers. L'état major de la Légion était ainsi composé : colonel, M. de Surville ; lieutenant-colonel, M. Cauzid ; chefs de bataillon, MM. de Valfons, Dombre, Delorme. Immédiatement les manœuvres commencèrent au Cours-Neuf et sur le Viaduc et ces soldats improvisés, animés tous du même zèle et d'un égal esprit patriotique étonnèrent la population par leur rapide progrès.

Leur dévouement allait être immédiatement mis à l'épreuve, car un décret daté du 29 septembre prescrivait la formation de gardes nationaux mobilisés composés de volontaires n'appartenant ni à l'armée régulière ni à la garde mobile et de tous les Français de 21 à 40 ans, non mariés ou veuf sans enfants. Nîmes donna deux bataillons.

Si difficile et si longue que pût être l'organisation de ces nouvelles forces, destinées à être mises à la disposition du ministre de la guerre. les élections des officiers purent être fixées au premier novembre. Le local désigné par l'adjoint, M. de Bouillargues, était l'Amphithéâtre, où huit bureaux (un par compagnie) avaient été installés. Il fallut néanmoins renvoyer le scrutin au 3 novembre, et M. de Bouillargues prit la sage mesure pour éviter toute confusion de distribuer les bureaux de vote en huit endroits différents. Cette modification provoqua parmi certains gardes mobilisés, plus préoccupés des questions de personnes que des intérêts de la patrie, une légère effervescence qui se traduisit par une protestation et la demande de démission de M. de Bouillargues qui fort heureusement demeura fermement à son poste où il rendait de si précieux services.

MM. Claris et de Valfons furent élus chefs de bataillon.

Promu ensuite lieutenant-colonel commandant la légion. M. Claris fut remplacé par M. Bergeron.

Les capitaines étaient pour le 1^{er} bataillon : MM. Arnaud Antoine, Mertz Gustave, Moutet Emile, Laval Henri, Margarot Ali, Thérond Gaston, Bergeron Alfred et Bertrand.

Pour le 2^e bataillon : MM. Fabre Marius, Azan Auguste, Cochet Félix, Fajon Vincent, Calenda François, Rogier, Billiet, Maynard Joseph.

Le Gard fournissait quatre légions, commandées par MM. Claris, J.-P. Fabert, Viton de Jassaud, Florent Authouard. Le département avait comme Nîmes rivalisé d'activité pour mettre sur pied les forces que l'on exigeait de lui. Un maire seul, celui d'Aulas, s'oublia au point de refuser d'exécuter les instructions et les ordres qui lui étaient transmis du ministère de la défense nationale, sous prétexte qu'ils étaient

attentatoires à sa dignité (1) ». M. Laget n'hésita pas à révoquer ce singulier magistrat, M. Bousquet de Florian, aujourd'hui voué corps et âme à la République opportuniste. La garde mobilisée était prête.

Au milieu de ces préparatifs, un quatrième bataillon de gardes mobiles avait été formé qui partait le 12 octobre à une heure et demie pour Langres. Ce départ provoqua une explosion de haines et de récriminations et une pétition fut adressée à M. Laget pour lui signaler que « les bureaux de l'intendance se recrutaient parmi les jeunes gens appartenant à des familles opulentes ou riches en influence » et protester contre « les actes de favoritisme inaugurés par le régime démocratique ».

Il se produisit en effet à ce moment quelques faiblesses au milieu de l'enthousiasme général, et plusieurs des fils de familles républicaines pour éviter de rejoindre le champ de bataille préférèrent se glisser dans des administrations sédentaires. Mais à côté de ces défections individuelles, il y avait aussi des dévouements individuels (2), témoin par exemple M. Bellille, ancien capitaine, démissionnaire en 1864, qui après avoir sur la fin de l'empire organisé et commandé la garde urbaine, demanda à rentrer dans l'armée active et fut placé au 56^e de ligne, témoins aussi ces jeunes gens de 16 à 20 ans qui s'organisaient en légion pour se préparer au combat, le cas échéant, témoins aussi les royalistes qui accouraient autour de Charette dans l'ouest.

Ces actes là se faisaient silencieusement, mais résolument, tandis que le parti républicain usait, abusait même des périodes sonores, des proclamations bruyantes, mais sans obéir à leurs propres excitations. L'arrivée de Garibaldi à Marseille fut une occasion de jeter à ce condottière un salut où toute la phraséologie révolutionnaire se donnait libre carrière, et les républicains de Nîmes n'y manquèrent pas. Dans les cafés, dans certains cercles, on menait grand bruit et on y rédigeait

(1) Considérants de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1870.

(2) MM. A. et C. Saint-Pierre, parents de M. Irécée Ginoux, un des adjoints à la maire de Nîmes, envoyaient au Conseil municipal la lettre suivante : « Enfants du Gard, nous tenons à nous associer aux efforts de notre département pour le salut de la patrie. Ne pouvant payer de notre personne à cause de notre âge, nous vous envoyons 5.000 francs pour être employés à la défense nationale ou au soulagement des infortunes qui en résulteraient. »

Un autre nîmois, M. Aubert Masson, retenu à Alexandrie, envoyait de quoi armer et équiper un franc-tireur, des armes, des cartouches et chargeait le maire de faire distribuer 100 kilos de viande aux indigents de la ville.

Ce sont là des exemples pris entre cent autres.

des *factums* où l'on lisait : « Français debout, volons au secours de nos frères, qu'un despote ivre de sang et de gloire éphémère déchire de ses ongles de tyran, ne perdons pas une minute... » Combien de ceux qui avaient signé ce bouillant appel aux armes, émané du café des Deux-Mondes, se sont mesurés avec l'envahisseur ? Combien ont seulement quitté leur ville ?

Il est pénible de constater que ces vantardises, ces cris, ces objurcations ne furent pas toujours suivies d'effet, et Nîmes comme toutes les villes, fut affligée de ces braillards, heureusement en petit nombre, mais trop grand encore. C'est là un spectacle attristant dont on se détourne volontiers pour ne songer qu'à celui plus réconfortant de nos jeunes troupes encore inexpérimentées aux prises avec les bandes exercées de Guillaume.

Après les journées de Sedan, les Allemands, victorieux étaient arrivés (18 septembre) jusque sous les murs de Paris.

Une population de 2 millions d'habitants allait subir, enfermée dans ses murs, toutes les angoisses d'un long siège, sans autres défenseurs que des gardes mobiles venus de province, la plupart Bretons, quelques troupes de ligne ramenées par le général Vinoy et des marins qui occupaient bravement les forts. Le salut ne pouvait venir que du dehors.

C'est alors que la province suscita de toutes parts des défenseurs généreux et ardents. C'est alors que le gouvernement de la défense nationale récruta dans les départements ces armées qu'il allait lancer sur l'envahisseur.

Gambetta, qui était parti de Paris en ballon, l'*Armand Barbès*, pour rejoindre la Délégation du gouvernement installée à Tours, déploya, pour improviser des armées de secours, pour les organiser, la plus patriotique énergie.

Nous venons de voir quel rôle joua notre cité dans la création de ces forces et dans leur organisation. Ses enfants jetés au hasard sur différents champs de bataille surent honorablement s'y conduire. Nos gardes mobiles envoyés tout d'abord à Carentan près de Cherbourg et à Brest continuèrent dans ses deux places leur formation. Avec cet instinct de bouleversement inné chez les républicains, il fallut tout d'abord avant d'armer ces jeunes gens et de les équiper convenablement pour le combat, casser les officiers et les soumettre à l'élection. Les cadres de nos bataillons furent assez profondément remaniés et plusieurs officiers, ceux-là peut-être qui avaient voulu établir une discipline énergique, ne furent pas élus. L'un d'eux, M. Adolphe Pieyre, fut envoyé par ses collègues à Tours pour connaître le rôle qu'allaient avoir à jouer ces

officiers. M. Crémieux dans une entrevue qu'il eut avec M. Adolphe Pieyre lui dit qu'ils seraient placés à la suite.

M. Adolphe Pieyre répondit au ministre qu'en ce qui le concernait il préférerait briser son épée que de jouer un rôle si effacé. M. Adolphe Pieyre et quelques autres s'engagèrent alors comme simples soldats dans différents corps. Plusieurs d'entre eux firent dans la suite leurs preuves (1).

Les Prussiens, cependant, serraient de fort près toutes nos places, bombardant les villes ouvertes, fusillant les défenseurs de la patrie. Les noms se pressent sous la plume de l'historien de toutes ces vaillantes cités, Toul, Strasbourg, Bitche, et parmi elles deux surtout héroïques et dont la défense est demeurée célèbre, Châteaudun et Saint-Quentin.

Le 18 octobre, une poignée de francs-tireurs Lipowski, gardes nationaux, soldats épars, défendit Châteaudun contre une division entière commandée par le général Von Vittig. La division prussienne fut décimée par ces braves, et n'eut d'autre consolation, en entrant dans cette petite ville, que de la livrer aux flammes. J'étais du nombre des défenseurs de Châteaudun, comme sergent.

C'étaient là des efforts isolés, mais déjà les armées de la défense nationale s'étaient organisées. Sur la Loire, d'Aurelle de Paladines avait à sa disposition de nombreuses et vaillantes troupes qui culbutèrent à Coulmiers les bavarois du général Von der Thann, reprirent Orléans et jetèrent la France dans l'enthousiasme. Le grand quartier général allemand trembla à Versailles, menacé à la fois par d'Aurelles de Paladines et par Trochu.

Au Nord, autour d'Amiens, une autre armée se réunissait qui déjà avait remporté quelques succès d'avant-garde à Formerie (2) et les francs-tireurs de cette même armée (3) battaient le pays jusque dans les environs de Beauvais.

C'est à ce moment que le traître Bazaine se rendit au prince Frédéric Charles. Ce maréchal français, au lieu de défendre le passage des fleuves et les défilés de l'Argonne, comme l'avaient fait jadis Kellermann et Dumouriez, se laissa tourner et rejeter sur Metz avec une armée de 170.000 de nos meilleurs soldats.

(1) Ils ont été nommés plus tard officiers de réserve.

(2) Les mobiles de Nîmes transportés de Brest avec ceux d'Uzès à Amiens, eurent quelques compagnies engagées dans cette affaire.

(3) Au nombre desquels se trouvaient des nîmois.

Il est évident que si Bazaine avait tenu quinze jours de plus — et il le pouvait — les Prussiens auraient été obligés de lever le siège de Paris. On aurait pu alors traiter fort honorablement.

Cette trahison (1) jeta sur la Loire Frédéric-Charles et 100,000 hommes, pendant que Manteuffel avec 80,000 se disposait à faire face à notre jeune armée du Nord. Nos mobiles envoyés à Montdidier, au nombre de deux compagnies se heurtèrent aux pointes d'avant-garde des colonnes allemandes venues de Metz. Commandés par les officiers qu'ils avaient élus, ils furent pitoyablement surpris et se débandèrent. La moitié d'entre eux tomba au pouvoir de l'ennemi et le reste regagna, comme il put, le bataillon resté à Amiens. Ce n'était là qu'une escarmouche.

Sur la Loire, l'état-major général prussien, près Tréchu de Coulmiers, accumulait une armée formidable et malgré l'héroïsme de nos troupes, les combats d'Artenay, de Baune la Rolande et de Patay, où se distinguèrent les zouaves pontificaux commandés par Charette, furent malheureux pour nos armes.

Les Allemands rentrèrent dans Orléans au moment où le général Ducrot sortait de Paris pour donner la main à ses défenseurs et était arrêté par la bataille sanglante et honorable de Champigny (2 décembre).

L'armée de la Loire était brisée en deux tronçons dont l'un l'armée de l'Ouest, sous le général Chanzy, retirée au Nord du fleuve, défendit le terrain pied à pied, du Loir à la Sarthe, de la Sarthe à la Mayenne, dans plus de cinquante combats, Salbris, Villarceau, Meung, Baugency, Vendôme, le Mans (janvier 1871).

L'armée de l'Est, sous Bourbaki, tenait la campagne sur la Saône, battait les prussiens à Villersexel. Mais après une lutte de trois jours à Héricourt elle dut se replier sur Pontarlier. Oubliée dans l'armistice par la négligence coupable de Jules Favre, de triste mémoire, elle se réfugia en Suisse.

(1) Le mercredi 25 octobre, à huit heures du soir, une magnifique aurore boréale illumina le ciel de ses feux changeants. A Nantes ce phénomène se présenta sous forme d'une lueur rouge intense qui se reproduisit encore le lendemain 26. La population peu habituée à ce spectacle, fort rare dans les climats tempérés, se livra à toute sorte de commentaires à ce sujet.

Les uns y voyaient un avertissement du ciel, les autres, l'annonce de quelque grand désastre, et cette dernière opinion prévalut auprès de certains esprits ignorants ou superstitieux lorsque deux jours après se répandit la nouvelle officielle de la reddition de Metz.

A l'armée du Nord les mobiles nimois prenaient glorieusement leur revanche. Le 27 novembre, pendant la bataille d'Amiens, ils arrêtaient l'effort de l'ennemi et deux d'entre eux, Coste et Giran, tombaient mortellement frappés au pied des ruines du château de Boves. Plus tard, au combat d'Allonville, 19 décembre, le sergent Quet, de Nîmes, était grièvement blessé et le surlendemain pendant la bataille de Pont-Noyelles, un détachement de mobiles résistait à Daours à une charge de hussards mecklembourgeois. Un Nimois, Flamant était encore à ce moment gravement atteint.

Ainsi de toutes parts écrasées par le nombre, décimées par un hiver très rigoureux contre lequel les défendaient mal les vêtements et les souliers que des fournisseurs coupables livraient à une administration plus coupable encore, nos jeunes troupes faisaient vaillamment leur devoir, car il est un fait à constater, c'est que depuis le commencement de la campagne jusqu'à la fin, les Allemands n'ont jamais pu avoir raison de nos soldats que par la trahison, la faim ou le nombre.

Soldats aguerris, ou jeunes recrues, se comportèrent héroïquement au feu, disputant le terrain pied à pied aux masses ennemies. Pas une de nos places fortes n'a été prise d'assaut et ce n'est qu'en bombardant impitoyablement les demeures des habitants que quelques-unes ont pu se rendre. Telle était la situation militaire à la fin de 1870. C'est rapidement que nous avons passé en revue les points divers sur lesquels les Nimois étaient engagés, ne nous occupant ici surtout que de la ville dont nous écrivons l'histoire.

Les efforts patriotiques des jeunes soldats du département étaient admirablement secondés par ceux de nos concitoyens qui, à mesure que le péril grandissait, que l'invasion s'étendait et que les souffrances matérielles augmentaient, trouvaient des ressources incessantes.

L'artillerie faisait défaut, l'initiative individuelle y suppléait et l'argent affluait pour permettre l'acquisition de canons et de mitrailleuses. Nîmes trouvait en quelques jours 14,000 francs et les employés de la Compagnie du chemin de fer en récoltaient quatorze mille autres. De toutes parts des dons de linge, de vêtements, de livres partaient pour l'Allemagne à destination de nos prisonniers. Dans les églises, dans les temples, ce sont des collectes incessantes toutes pour notre chère armée dont l'abnégation est admirable, en faveur des prisonniers entassés dans les casernes prussiennes.

Spectacle réellement grandiose que cet incessant effort de toute la nation, effort toujours renouvelé, toujours plus grand encore. Notre

ville tint la tête dans ce mouvement patriotique. Si quelques écrivains se préoccupaient plus de discussions politiques que de la patrie, la majeure partie de notre honnête population, sans distinction de croyances et d'opinions, n'avait pour objectif que la charité pour nos soldats.

Dès le commencement de la campagne, un journal, *le Figaro*, avait porté contre nos populations protestantes du Midi une accusation des plus graves. A l'entendre, les fidèles appartenant à cette communion faisaient ostensiblement des vœux pour le succès des armes allemandes, applaudissant à nos revers et priant dans leurs temples pour le triomphe de Guillaume. Cette assertion souleva de nombreuses et vigoureuses protestations de la part de tous les consistoires du Gard et celui de Nîmes ayant à sa tête son président, M. Viguié, flétrit avec énergie l'article du *Figaro*.

A des assertions aussi calomnieuses, il y avait à répondre autrement que par des écrits quelque vigueur qu'on y mit ; les actes suffisaient et il est impossible d'oublier que le Consistoire de Nîmes faisait offrir au gouvernement les cloches des temples, sauf celle du Petit-Temple absolument nécessaire au culte et à laquelle se rattachent de pieux souvenirs, que d'autres consistoires du département faisaient des offres semblables pour faire des canons et que, à l'exemple des autres communions, l'élan charitable ne se démentit pas un seul instant, incessamment excité par les pasteurs eux-mêmes. On peut dire que à part peut-être quelques cas isolés, tous nos citoyens se sont souvenus de ce qu'ils se devaient à eux-mêmes et de ce qu'ils devaient à la patrie. Assis à leur foyer ou perdus sur le champ de bataille il n'y a eu que de très rares cas de faiblesse.

Durant cette longue campagne il n'y eut que trois de nos jeunes soldats qui passèrent en cour martiale. Deux furent acquittés et le troisième, qui appartenait au bataillon d'Uzès, fut fusillé. L'exécution de ce malheureux fut poignante. Ses camarades du peloton d'exécution tirèrent deux fois en l'air pour ne pas atteindre le patient, et ce ne fut que sur la menace d'être fusillés eux-mêmes que leur adressa le général Robin qu'ils tirèrent au but.

Je me plais à le constater. Les défaillances individuelles laissent à peine trace au milieu du zèle touchant de tous à quelque degré de la société qu'ils appartiennent. Partout et à la fin de cette année 1870, plus fort que jamais, l'élan est admirable, l'enthousiasme général et toutes les sources de dévouement, de générosité, de sacrifice, loin de se tarir ne font que s'ouvrir davantage.

S'il est consolant et si l'on éprouve quelque orgueil à se dire que nos compatriotes ont servi leur pays avec un tel entrain, on est non moins fier de penser que la cause de la religion a trouvé dans les rangs des Nimois d'aussi héroïques défenseurs qu'en a trouvés la Patrie.

Les revers qu'essuyaient la fille aînée de l'Eglise avaient eu leur douloureux retentissement à Rome. Profitant de ce que par le départ des troupes françaises les défenseurs de la Papauté étaient réduits à une poignée de braves, les Italiens, une fois bien persuadés qu'il n'avaient plus rien à craindre de la France, massèrent sur la frontière des Etats pontificaux une véritable armée, et telle était la terreur que leur inspi- raient les soldats du Pape qu'ils lancèrent sur la capitale du monde chrétien des colonnes vingt fois plus nombreuses que ne l'étaient leurs adversaires.

Ceux-ci sous l'habile direction des Charette, des Troussières, des Lambilly, des d'Albiouse, notre compatriote, des Saisy, livrèrent à la Révolution piémontaise de sanglants combats, se retirant pied à pied et infligeant des pertes cruelles à leurs ennemis. C'est à la Porta Pia que se livra le combat suprême. Là étaient le général Kanzler et le comte de Christen; là était aussi un de nos compatriotes, de Giry, ancien élève de l'Assomption, qui frappé par une balle piémontaise, et expirant, écrivit avec son sang ce testament sublime : « Je laisse tout ce que je possède à Pie IX. » Précieux autographe, laissé par un Nimois aux archives de l'Eglise (1).

(1) Maurice de Giry, originaire du Comtat, n'avait que vingt-deux ans. C'était un ancien élève de l'Assomption. Sa famille a donné à cet établissement un fragment du crâne de ce vaillant soldat. Mgr de Cabrières le rapporta de Rome enfermé dans un coffre précieux et ce dépôt a été enseveli derrière le maître autel de la chapelle de l'Assomption. Au milieu du sanctuaire a été placée une plaque de marbre blanc portant en caractère dorés l'inscription suivante due à M. Germier Durand.

HIC

AD. PEDES. D. N. J. C.

MAURITII. DE. GIRY.

MIL. VOL. PII. PP. IX.

REPOSITUM. EST. CAPUT.

IN. LATROCINIO. ALME. VRBS

DIE. XI. SEPT. ANN. M. DCCC LIX.

CONTRACTUM

EX CONDISCO

TANTI. EXEMPLE. MEMORES.

ASSUMPT. ALUMNI. POS.

Les Piémontais avaient écrasé cette vaillante phalange, et ivres d'une victoire, remportée à leur manière, insultèrent les vaincus désarmés. C'était la France qu'ils outrageaient, la France de Solferino, et de Magenta et pour que nul ne pût l'ignorer, un secrétaire de l'ambassade française était hué et battu.

Les zouaves pontificaux eux n'avaient pas oublié que leur Patrie était dans le deuil, et après avoir jusqu'à la dernière extrémité lutté pour sauver Rome, ils voulurent jusqu'à la dernière goutte de leur sang combattre pour la France. J'ai dit ce qu'ils furent à Patay. Mais il m'est permis d'établir ici une comparaison. Pendant que les Charette, les Cathelineau réunissaient autour d'eux la jeunesse chrétienne pour courir sus à l'Allemand, que les conservateurs à la voix du Comte de Chambord se portaient en foule aux armées pour défendre la patrie, la Révolution, que nous venons de voir triompher à Rome, combattait à sa manière les soudards prussiens.

Les loges maçonniques proposaient de réunir le 27 novembre un convent à Bordeaux afin de nommer une commission « chargée de rappeler aux ff . . . Guillaume et son fils, les immortels principes de la franc-maçonnerie..... et à défaut par eux de renoncer à la lutte homicide qu'ils ont entreprise, de leur notifier au nom de la maçonnerie française leur radiation définitive de l'ordre maçonnique et de les vouer à l'impitoyable malédiction de tous les maçons (1). » Pures phrases ! pures déclamations ! maladie incurable du parti révolutionnaire ! Guillaume et son fils redoutaient autrement les baïonnettes des vainqueurs de Coulmiers que les malédictions des maç * * * français.

Nous sommes arrivés à la fin de cette année maudite dont le souvenir cuisant pèse encore sur l'Europe entière. Celle-ci porte aujourd'hui la peine de sa coupable indifférence et de sa neutralité bienveillante pour l'Allemagne. Jalouses de notre patrie, de ses richesses, de sa prospérité, de ses victoires, les puissances laissaient la lourde botte prussienne écraser la France, se réjouissant de ses désastres. Il leur semblait que notre nation épuisée en hommes et en argent tomberait pour ne plus se relever, et voilà qu'à chaque jour des monceaux d'or sortaient de toutes parts, des hommes se dressaient encore, et toute abandonnée qu'elle fut, toute isolée qu'on la laissa, la France se tenait encore debout au milieu des ruines de ses villes, des cadavres de ses enfants. De longs mois se sont passés depuis le 18 juillet 1870,

(1) Délibération de la loge maçonnique le *Progrès* de Saint-Genès, en date du 20 novembre, vénérable M. Desmons, pasteur, aujourd'hui député du Gard.

depuis l'anéantissement de nos forces militaires à Sedan, mois de deuil et de sang, et l'armée allemande même victorieuse, en est encore à se morfondre sous Paris, à se morfondre devant Belfort, à s'user en combats incessants sur la Loire, sur la Somme, dans l'Est. C'est dans cette situation que nous allons retrouver la France au commencement de l'année suivante.

Nous avons pu voir que notre ville si elle n'a pas souffert des horreurs de l'invasion n'en a pas moins supporté sans murmurer les charges les plus pénibles et les plus lourdes. Elle n'est pas au bout de ses sacrifices, car il lui reste encore à donner ses bataillons de mobilisés, et peut-être demain à recruter de nouvelles forces, à tenter de nouveaux efforts. Son patriotisme y suffira.

Je me plais à constater que nos compatriotes ne prodiguaient pas seulement leur vie pour la Religion et la Patrie. Ils étaient aussi les victimes de la science, et l'un d'eux, Emilien Dumas, né à Sommières, le 4 novembre 1804, mourait le 21 septembre 1870, à Aix-sur-Ariège, au cours d'un voyage scientifique. Emilien Dumas, géologue estimé, occupait un rang éminent dans la science. On lui doit la magnifique carte géologique du département du Gard.

CHAPITRE CINQUIÈME

(Année 1871)

SOMMAIRE

LE DÉPART DES MOBILISÉS. — DÉFAILLANCES. — LEURS CAUSES. — LA GUERRE CONTINUE. — LE BOMBARDEMENT DE PARIS. — L'ARTILLERIE DÉPARTEMENTALE. — EPIDÉMIE DE PETITE VÉROLE. — SOUFFRANCES DE LA CLASSE PAUVRE. — MORT DE M. DEMIANS, MAIRE. — M. IRÉNÉE GINOUX REMPLIT LES FONCTIONS DE MAIRE. — CAPITULATION DE PARIS. — L'ARMÉE DE L'EST. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX. — LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. LAGET DONNE SA DÉMISSION D'ADMINISTRATEUR. — LA POLITIQUE A L'ASSEMBLÉE DE BORDEAUX. — TRANSFERT DU GOUVERNEMENT A PARIS. — LA COMMUNE A PARIS — A VERSAILLES. — RENTRÉE DES MOBILISÉS ET DES MOBILES. — LA COMMUNE A MARSEILLE ET EN PROVINCE. — LES NIMOIS AU MILIEU DES INSURGÉS. — M. DE CHAMPVANS, PRÉFET DU GARD. — L'ADMINISTRATION MUNICIPALE. — LES ÉLECTIONS COMMUNALES. — LA MUNICIPALITÉ. — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES COMPLÉMENTAIRES. — L'ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE. — LES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES. — LES TRAVAUX DE LA MUNICIPALITÉ. — ARRIVÉE DES EAUX A NIMES. — LES PROCESSIONS. — DISSOLUTION DE LA GARDE NATIONALE DE NIMES.

Pourquoi commençons-nous l'année 1871 par une douloureuse constatation ? En terminant le chapitre précédent nous disions que Nîmes devait se tenir prête à tous les sacrifices, assuré que son patriotisme ne saurait faiblir ; en effet, le bataillon des mobilisés était soudainement appelé à l'activité. La situation de la France exigeait leur concentration immédiate en arrière, mais à portée de nos lignes de combats ; la discipline obligeait à éloigner de leurs foyers ces hommes nouvellement encadrés car déjà les compagnies perdaient leurs effectifs et même leurs cadres.

» On m'affirme écrivait M. Laget que quelques gardes nationaux mobilisés, sourds à l'appel de la patrie, manifestent l'intention de ne pas se rendre sous les drapeaux.

» Ainsi, c'est au moment où l'envahisseur chancelle, quand l'espoir renaît dans tous les cœurs et quand la délivrance du pays est assurée avec le concours de tous que des Français, de jeunes citoyens dans toute la force de l'âge, refuseraient de marcher contre l'ennemi.

» S'il le faut, sans faiblesse, je livrerai aux conseils de guerre ceux qui après avoir été d'abord d'indignes réfractaires deviendraient de lâches déserteurs. »

Ces lignes étaient datées du 3 janvier, et le 6, spectacle inoubliable, un premier départ de mobilisés allait avoir lieu. Les soldats venaient sur l'ordre de leurs chefs de monter en wagon quand profitant d'un retard de la machine, et obéissant à je ne sais quelle panique, le plus grand nombre essaya de s'enfuir. Plusieurs réussirent à gagner la campagne, les autres furent repris et réintégrés dans leur wagon, et emportés par le train sans tarder. Le lendemain une colonne mobile sous le commandement d'un capitaine de ligne et composée de deux brigades de gendarmerie et de deux compagnies mixtes de mobilisés et de la ligne furent organisées pour rechercher les fuyards.

« Il ne saurait y avoir de peine assez sévère, écrivait le maire de Nîmes à l'administrateur du département, contre ceux, qui, sourds à l'appel de la patrie en deuil se refuseraient à la défendre contre un ennemi implacable, à moitié renversé, et déserteraient ainsi du même coup, le devoir et l'honneur, seuls garants de la sécurité de leurs foyers. »

La conduite des mobilisés était au moins extraordinaire ; elle avait pourtant une apparence logique qui avait été, chez des esprits crédules et disposés à l'accepter sans discussion, provoquée par une prétendue entente entre de hautes sociétés financières et le gouvernement de la défense nationale.

« Il a été répandu parmi les populations agricoles que les directeurs des centres houillers avaient fait en personne une démarche auprès de la délégation de Bordeaux pour faire dispenser de la loi commune leurs ingénieurs et leurs ouvriers... De là dans nos campagnes une irritation très grande... » (1).

C'était un bruit qui reposait sur quelque fondement. Mais nous savons aujourd'hui que les directeurs des compagnies houillères, les ingénieurs que l'on essayait d'envelopper dans ces calomnies n'y étaient pour rien. M. Jules Cazot, aujourd'hui sénateur, obligé récemment

(1) Lettre de M. G. Robert, d'Alais, au *Républicain du Gard*, en date du 4 janvier 1871.

par suite d'un scandale financier de se démettre de ses fonctions de président de la Cour de cassation, exploitait déjà sa situation de secrétaire général du ministère de l'intérieur pour se créer dans l'arrondissement d'Alais une popularité et préparer ainsi son élection.

Il faisait signer le 17 janvier un décret « maintenant dans leurs foyers les ouvriers mineurs de l'arrondissement d'Alais, décret qu'il contre-signait. « Cet acte souleva la désapprobation des populations et donna lieu à des interprétations défavorables à notre compatriote (1). » M. Cazot ne se défendit pas d'avoir provoqué ce cas d'exemption nouveau, à un moment où les Challemel-Lacour et les Gent appelaient sous les drapeaux les séminaristes et les curés; il se borna, dans une lettre adressée à un sieur Antoine Delord, à déclarer « qu'il n'avait jamais vu les directeurs des usines du Gard et qu'il n'avait jamais eu avec eux de relation, ni directe, ni indirecte. » Tout l'odieux de cette mesure provoquée par M. Jules Cazot, plus tard devenu ministre de la justice, retombe, de son propre aveu, sur lui-même.

Cependant, on put arriver à réunir à très peu près les mobilisés réfractaires, et leur départ fut enfin fixé au jeudi 12 janvier. Il eut lieu avec une certaine solennité. Le corps des Sapeurs pompiers, le bataillon de la Garde nationale sédentaire, les zouaves de l'Assomption étaient rangés sur l'avenue Feuchères ou sur les deux côtés de la voie; M. Laget et M. Demians prononcèrent une courte allocution. Enfin à quatre heures du soir, le train emportait pour Châteauroux le 1^{er} bataillon au milieu des cris d'adieu, des vivats, et aux accents des musiques placées aux abords de la gare. La campagne de ces soldats improvisés fut courte. La guerre touchait à sa fin. Malgré les efforts des armées du Nord et de la Loire, celles-ci n'avaient pu débloquer Paris, et le rayon d'investissement autour de la capitale s'accroissait chaque jour.

Les généraux Faidherbe, Chanzy et Bourbaki faisaient encore au commencement de ce mois une suprême tentative. Faidherbe un instant vainqueur à Bapaume (3 janvier) était écrasé le 19 à Saint-Quentin par des forces quatre fois supérieures et obligé de se replier sous le canon de Valenciennes et de Cambrai.

Chanzy s'arrêtait, après sa longue retraite qui est une page militaire fort belle, sur les hauteurs qui couvrent le Mans et disputait énergiquement, aux colonnes prussiennes qui l'assaillaient, cette position stratégique. Un moment vainqueur, il pouvait se flatter de faire reculer

(1) *Républicain du Gard* du 7 février 1881, n° 33.

Quatrième livraison. Tome III.

les Allemands quand par suite d'une panique qui jeta le trouble dans une de ses divisions, il se vit dans la nécessité de reporter en arrière sa ligne de défense (11 janvier), sur Laval et Alençon.

Bourbaki dont l'objectif était de dégager l'héroïque ville de Belfort remportait sur le général Verder quelques légers avantages, mais, retardé par un froid vigoureux, l'inexpérience de ses officiers et de ses soldats, le mauvais service de l'intendance, il ne put retirer de sa victoire de Villersexel (9 janvier) tout le profit qu'il était en droit d'attendre. Le 17 janvier, il engagea l'action d'Héricourt. L'état-major allemand avait eu le temps d'accumuler sur ce point une énorme quantité de troupes, sous le commandement de Manteuffel, pendant, qu'avec quelques divisions, il amusait à Dijon le corps de Garibaldi qui eût pu, avec de l'audace, tenter une énergique diversion et dégager l'aile gauche française. A la suite de combats partiels, pressé de toutes parts, Bourbaki dut se replier sur Besançon, mais, menacé de se voir couper la retraite par Pontarlier, il n'eut que le temps de se jeter en Suisse, abandonnant tous ses convois, ses bagages et perdant par le feu de l'ennemi, le froid, la faim, les maladies, près de 15,000 hommes en quelques jours.

Tout espoir de secours extérieur était donc perdu pour Paris.

Mais ses courageux défenseurs acculés d'un côté entre les démagogues et les Prussiens ne pouvaient rien par eux-mêmes pour percer seuls les lignes ennemies. Il aurait fallu plus d'entente, plus d'énergie et plus d'esprit de sacrifice. Un dernier effort désespéré, mais inutile, fut encore fait le 19 janvier par les volontaires de la garde nationale sur Montretout et Buzenval, qui furent occupés quelques heures seulement dans un combat doublement cruel par le nombre et la valeur de ses victimes.

Les révolutionnaires, le 22 janvier, se portèrent sur l'Hôtel de Ville demandant la proclamation de la Commune, et furent à grand peine repoussés par les bataillons de gardes nationaux demeurés fidèles. Profitant de cette anarchie, les Prussiens avaient repris avec vigueur le bombardement de la ville qu'ils avaient commencé dès le 5 janvier sans sommation préalable et malgré la protestation du corps diplomatique. Le sud de la ville, Saint-Denis furent du 22 au 27, couverts d'obus et le gouvernement jugeant la défense impossible, car la famine se faisait déjà sentir, songea à traiter. Le 28 janvier, Jules Favre signait à Versailles un armistice qui suspendait, jusqu'au 19 février, les hostilités.

Hélas ! cet armistice était à lui seul une honteuse capitulation, le Sedan républicain, grâce à l'impéritie, et l'ignorance de nos gouver-

nants. Au moment où s'ouvraient les négociations entre Bismarck et Jules Favre, notre armée de l'Est était encore en France, en retraite sans doute, mais capable de se réorganiser si elle eût pu bénéficier de la suspension des hostilités. Le chancelier prussien exigea que les départements de l'Est ne fussent pas compris dans l'armistice pour poursuivre plus aisément cette malheureuse armée, et Jules Favre, sans jeter les yeux sur une carte, sans chercher à se rendre compte de la position des belligérants, acceptait les propositions prussiennes. Impardonnable incurie, ignorance et incapacité, le dernier mot de ces politiciens présomptueux qui avaient fulminé contre les fautes de Bonaparte.

Le principal objet de l'armistice du 28 janvier fut de permettre à la nation de réunir une assemblée nationale à Bordeaux pour décider si la guerre serait continuée ou à quelles conditions la paix serait faite. La France allait donc se ressaisir elle-même et échapper à la dictature de Bordeaux. Mais ce ne fut pas sans soulever le parti démagogique.

Gambetta refusa tout d'abord de reconnaître l'armistice et proclama la guerre à outrance. Il trouva un écho facile parmi ces farouches révolutionnaires qui ne cessaient de répéter tous les jours qu'il fallait exterminer l'ennemi, mais demeuraient tranquillement dans leurs foyers.

Le club républicain de Nîmes adhérait de toute la puissance que comporte l'énergie républicaine de ses membres à la guerre acharnée, la guerre à outrance, *la guerre à mort*, condamnant la conduite des hommes du gouvernement à Paris et pressant le citoyen Léon Gambetta de sauver l'honneur national par une guerre à outrance, en prenant une résolution suprême que commande l'intérêt de la France indissolublement uni à la République et en faisant appel à Bordeaux à un comité de salut public.

Ces bouillantes paroles, pâle copie des proclamations de 1793, étaient signées : Delon, président du club ; Numa Gilly, vice-président ; Pellegrin, secrétaire ; Numa Philip et Fargès, assesseurs.

Lancé dans la voie jacobine le dictateur de Bordeaux voulut interdire par décret l'éligibilité aux anciens ministres et serviteurs de l'Empire et aux anciens candidats officiels depuis vingt années. Dans le Gard, neuf personnes furent frappées par ce singulier décret daté du 31 janvier 1871.

C'étaient MM. Dumas père, ancien ministre, membre de l'Institut ; Numa Baragnon, ancien préfet, avocat ; Chabanon aîné, médecin ; Paulin Talabot, directeur général de la compagnie P.-L.-M. ; François

Bravay, négociant ; Edouard André, ancien officier ; Auguste Fabre, ancien député du Gard ; Ernest Dumas, Stanislas Genton.

Il fallut l'intervention énergique du gouvernement de Paris représenté par M. Jules Simon et les menaces que firent les Prussiens de reprendre les hostilités pour mettre fin à ces tentatives insensées.

En dehors de ces rodomontades de quelques exaltés, la nouvelle de la suspension des hostilités fut accueillie à Nîmes avec une sorte de satisfaction. Du reste, poussé à l'extrême pendant les premières semaines qui suivit la révolution du 4 septembre, l'enthousiasme patriotique allait s'affaiblissant. Nous avons vu plus haut comment les mobilisés avaient essayé d'éluder leur départ, nous pourrions ajouter que même à Châteauroux, il y eut parmi eux une sorte de révolte, rapidement comprimée il est vrai, mais qui dénotait le peu de cas que l'on pouvait faire de telles troupes, jetées sur les champs de bataille en plein hiver et exposées à des privations fort dures.

Le découragement gagnait tout le monde, aussi bien les soldats que la population civile. Nos dernières défaites presque simultanées qui donnaient à l'envahisseur des moyens d'action plus considérables atterraient l'armée. Le chômage, les souffrances de la faim et du froid, les épidémies jetaient les populations dans la consternation.

A Nîmes, comme dans toute la France, les effets de ce découragement se faisaient sentir. La misère gagnait peu à peu, malgré tous les efforts de l'administration et de la charité privée. Le Conseil municipal vota le 5 janvier, 12,000 francs, pour être affectés au retrait du Mont de Piété des gages de dix francs et au-dessous exclusivement relatifs aux objets de literie et au linge de corps. Le général Gudin, commandant la 10^e division militaire, demandait à l'Evêque et au président du Consistoire, de choisir les enfants dont les pères étaient morts sur le champ de bataille afin de les admettre dans des orphelinats. Les ateliers communaux ne s'arrêtaient pas, mais qu'étaient ces faibles palliatifs alors que les souffrances physiques et les préoccupations morales ne cessaient de s'accroître ? Les souscriptions languissaient quoique on pût réunir en peu de temps une somme considérable pour procurer aux gardes mobilisés une mitrailleuse, baptisée l'*Infernale*, quoique des dames organisassent des ventes fructueuses et que des collectes fréquentes fussent opérées dans tous les rangs de la société. Mais les ressources ne cessaient de diminuer alors que les besoins se décuplaient.

Pour comble d'infortune, une épidémie terrible sévissait qui faisait de cruels ravages, frappant indistinctement tous les âges. Dans le seul

mois de décembre la petite vérole avait fait 115 victimes, 35 à l'hospice et 78 en ville. On avait espéré un moment qu'avec la fin de l'année cette affreuse épidémie disparaîtrait de la ville. Il n'en fut malheureusement rien. Le maire de Nîmes, M. Demians fut emporté par le fléau, frappé presque subitement.

L'affiche suivante, encadrée de noir, signée par les adjoints annonça à la population cette pénible nouvelle.

« La municipalité a la douleur d'annoncer à ses concitoyens la mort de M. Auguste Demians, ancien représentant, maire de Nîmes. Cette perte frappe la cité d'un deuil public que les circonstances actuelles rendent encore plus amer.

» Il était réservé à celui qui a tant fait pour assurer l'union entre tous les habitants de les réunir tous aujourd'hui dans une commune douleur.

» La Commission municipale répondant à un sentiment unanime, a décidé que les obsèques de M. Demians auraient lieu aux frais de la ville. Elle invite tous les citoyens à y assister.

» Le cortège partira de la Mairie, demain mercredi, à huit heures et demie du matin, pour se diriger vers la Cathédrale, par la rue de la Monnaie, le boulevard et la rue de la Madeleine. Après la cérémonie il se rendra au cimetière Saint-Baudile par la rue des Lombards, le boulevard et le chemin d'Avignon.

» Nîmes, 24 janvier 1871.

» Pour la municipalité,

» *Les adjoints :*

» PERRIER, DE BOUILLARGUES, I. GIXOUX, SCLLY-ACQUIER. »

L'appel de la municipalité fut entendu, et il devait l'être. Les obsèques du Maire de Nîmes furent splendides. Dans la nuit du 24 au 25 le corps fut exposé en chapelle ardente sous le vestibule de la Mairie. C'est là que le clergé ayant à sa tête le P. d'Alzon vint le prendre. La ville tout entière accourut autour de son cercueil et le cortège immense qui le suivait, la pompe militaire qui l'accompagnait disaient assez quels liens unissaient à ses administrés cet administrateur courageux et dévoué.

A la cathédrale, une grand'messe fut chantée par la maîtrise. M^r Plantier officiait et donna l'absoute. M. le vicaire-général de Cabrières prononça l'éloge funèbre. Sur les bords de la tombe, MM. Laget, administrateur du Gard; Numa Baragnon, conseiller municipal; Rêdarès, bâtonnier de l'ordre des avocats; Teulon, ancien président, prononcèrent des discours à l'éloge de celui qui avait su se

concilier l'estime et la sympathie publique pendant son court et dange-reux passage à la mairie.

« Au milieu de tous les soucis de son administration, disait M. Numa Baragnon, une pensée suivait partout le maire de Nimes. A chaque instant l'image de la France, mutilée et sanglante, apparaissait à ses yeux. Ses amis l'ont trouvé quelquefois, aux heures des mauvaises nouvelles, froissant dans sa main la dépêche fatale sur laquelle ses larmes avaient coulé. Aucun sacrifice ne lui eût coûté pour le salut de la patrie.

» Ceux qui ont assisté à son installation n'oublieront jamais avec quel accent de sincérité, il se promettait à lui-même de sauver, s'il le fallait, même par une mort inutile, l'honneur de la ville qu'il allait administrer.

» Hélas ! une autre mort lui était réservée. Ceux qui l'ont vu, visitant nos hôpitaux envahis par l'épidémie, ou bravant dans un intérêt public les intempéries d'un hiver exceptionnellement rigoureux ne cherchent pas ailleurs l'explication de sa mort.

» Le Maire de Nimes est mort glorieusement et, pour la consolation des hommes de foi et l'exemple de tous, il est mort chrétiennement. On dit qu'à l'heure suprême où son Dieu se présentait à lui sous une forme matérielle, derrière laquelle sa foi le savait présent, invité à lui demander une grâce dernière, ses lèvres laissaient échapper ce cri : « Qu'il sauve la France ! » Celui que nous pleurons tous est là tout entier..... »

A ces éloquentes paroles qui disent bien haut ce que fut M. Demians, je ne crois devoir y ajouter que ces mots par lesquels M. Teulon terminait son discours : « La cité lui doit et lui gardera un long et pieux souvenir. »

Lorsque au milieu de ces deuils multiples, de ces angoisses profondes courut la nouvelle de la conclusion de l'armistice, un sentiment d'espérance s'empara de tous. Les *outranciers* que nous avons vus se grouper derrière celui que Thiers appela plus tard « le fou furieux » n'éveillèrent pas un écho. Républicains modérés ou conservateurs étaient heureux de pouvoir enfin confier à une assemblée issue des suffrages de la nation les destinées de la malheureuse France. Aussi le mouvement électoral prit-il de suite une activité extraordinaire. Les passions politiques, endormies pendant la guerre, se réveillèrent aussitôt. Le temps était du reste fort court pour se préparer au scrutin puisque les élections étaient fixées au 8 février. Le Gard avait à nommer neuf députés,

Les clubs républicains donnèrent le signal politique. Dans une réunion de délégués qui eut lieu le vendredi 3 février, rue Trajan, 26 (1), ils adoptèrent la liste des candidats suivants :

MM. Eugène Ducamp (2), Jules Cazot (3), Bousquet (4), Laget (5), Claris (6), Félix Teulon (7), Favand (8), Bosc (9), Ballue (10).

C'était la liste patronée par le *Républicain du Gard* (11).

A celle-ci était opposée une liste dressée par le comité départemental conservateur composée comme il suit et patronée par la *Gazette de Nîmes*.

Pour l'arrondissement de Nîmes. -- MM. Ferdinand Boyer, de Valfons, Louis-Numa Baragnon.

Pour l'arrondissement d'Alais : MM. de Larcy et Benoist-d'Azy.

Pour l'arrondissement d'Uzès : MM. le duc de Crussol et Thiers.

Pour l'arrondissement du Vigan : MM. de Tarteron et de Chabaud-Latour.

A côté de ces listes, les deux qui en réalité devaient se disputer les suffrages des électeurs, il en était d'autres dictées par un esprit de conciliation ou de coterie. Le *Courrier du Gard* avait la sienne :

MM. Thiers, Benoist-d'Azy, de Chabaud-Latour, Louis Laget, de Valfons, Jauréguiberry, Ferdinand Boyer, Claris, de Tarteron.

L'*Opinion du Midi* et la *Sentinelle du Midi* (12) préconisaient aussi neuf candidats. C'étaient avec quelques variantes ceux du *Courrier du Gard*. M. Claris était remplacé par M. le duc de Crussol ou par M. Fré-

(1) Nous avons vu que c'était le siège de la Société de propagande républicaine. Cette société s'était transformée en société électorale le 31 janvier.

(2) Ancien sous-préfet à Alais, préfet de la Nièvre.

(3) Secrétaire général au ministère de l'intérieur.

(4) Sous-préfet du Vigan, avait donné sa démission pour partir comme mobilisé.

(5) Administrateur du département.

(6) Lieutenant-colonel, commandant les mobilisés du Gard.

(7) De Valleragues.

(8) Commandant.

(9) Sous-préfet d'Uzès.

(10) Ancien rédacteur du journal les *Droits de l'homme*, à Montclier, capitaine aux zouaves.

(11) Journal fondé le 22 novembre 1870 par le comité qui avait présidé à la création de l'*Indépendant du Midi*.

(12) Ce dernier journal avait été fondé au commencement du mois de janvier 1871, mais paraissait être une deuxième édition de l'*Opinion du Midi*.

déric Béchard (1). *Le Bulletin International de Nîmes*, journal de M. Pierre Baragnon, publiait, lui aussi, sa liste qu'il qualifiait pompeusement de « antibonapartiste, de conciliation et de fusion. » Les noms de ses candidats méritent qu'on s'y arrête. C'étaient :

MM. de Cathelineau, Louis Laget, Pierre Baragnon (2), Benoit d'Azy, Jules Cazot, de Valfons, duc de Crussol, Bousquet, de Chabaud-Latour.

Le promoteur de cette liste se faisait dans son journal une immense réclame qui aboutit d'ailleurs à un piteux résultat. Il escomptait le rôle marquant que le gouvernement de la défense nationale lui avait fait jouer en l'envoyant préfet dans les Alpes-Maritimes, où il se compromet par ses tendances séparatistes, ou en lui confiant une de ces sinécures grassement rétribuées, que s'adjugeaient les républicains à cette époque, l'inspection des mobilisés de la vallée du Rhône et des Cévennes.

Tels étaient les hommes en présence. On devine les principes qui se heurtaient dans la lutte et d'ailleurs les républicains même prenaient la précaution de bien préciser ce qu'ils voulaient. Ne lisait-on pas dans un de leurs organes, les *Droits de l'Homme* : « Vous nous appelez des rouges. N'anticipons pas, nous ne le sommes pas encore, mais nous ne demandons qu'à le devenir. *Nous voulons être rouges du sang des blancs.* »

Les électeurs des 3 cantons, banlieue et villages compris étaient convoqués pour le 8 février et répartis en huit sections, savoir :

1^{er} canton. — 3 sections. — Ecole de la rue des Bénédictins, Théâtre, école de la rue du Mail.

2^e canton. — 3 sections. — Ecole de la place de la Calade, de la rue Saint-Charles, de la rue Notre-Dame.

(1) A ce propos M. Frédéric Béchard écrivait ce qui suit à la *Sentinelles du Midi* : « Je voudrais pouvoir répondre au bienveillant appel des électeurs qui ont pensé à moi. Malheureusement la situation est trop grave aujourd'hui pour autoriser deux listes chez les conservateurs ». M. A. Dubois, avocat à Alais, avait imité ce généreux exemple

(2) Il est assez curieux de lire sur ce candidat, aujourd'hui président républicain du Conseil général des Bouches-du-Rhône, l'appréciation d'un journal de même nuance, *Le Républicain du Gard* : « Soit qu'il opère lui-même comme Pierre Petit, soit qu'il cède la plume à Achate-Maunéjean, soit qu'il raconte le passé, soit que dans ses bulletins il proclame l'avenir, Pierre Baragnon est toujours grand, toujours sublime, toujours épique, toujours égal à lui-même. Il fait pâlir Baraam, il dépasse Mangin, il enfonce l'eau de Loz et la pomade philocomme ; il est vraiment une des gloires de la France. Les âges futurs ne verront rien qui le surpasse ».

3^e canton. — 2 sections. — Lycée, école de la rue de la Servie.

Les résultats furent pour Nîmes les suivants :

Laget	5902	Thiers	7970
Cazot	5483	Benoit d'Azy	7923
Ducamp	5187	De Larcy	7776
Bousquet	5414	De Chabaud-Latour	8143
Bosc	4855	L.-Numa Baragnon	6804
Claris	5308	Ferdinand Boyer	7417
Favand	5001	De Crussol	8051
Ballue	4886	De Tarteron	7599
Teulon	4841	De Valfons	8169

Dans le 1^{er} canton M. Laget arrivait en tête de la liste républicaine avec 3206 voix et M. de Chabaud-Latour, en tête de la liste conservatrice, avec 2351 voix. Le chiffre de voix le plus faible dans ce canton appartenait, pour la liste républicaine, à M. Bosc (2898 voix) et pour la liste conservatrice, à M. Baragnon (1963 voix).

Le 2^e canton donnait à M. de Valfons le nombre le plus considérable de bulletins (2709 voix) alors que M. Laget le premier de la liste républicaine n'en recueillait que 1510. M. Ballue (liste républicaine) arrivait dernier avec 1196 voix ; M. Baragnon, dernier de la liste conservatrice, en réunissait 2224.

Les écarts dans le 3^e canton s'établissaient comme suit : pour le chiffre de voix le plus élevé, M. Laget (liste républicaine) 1186 ; M. de Valfons (liste conservatrice) 3172. Pour le nombre de suffrages le plus faible : M. Baragnon (liste conservatrice) 2617, M. Teulon (liste républicaine) 744.

Dans le département en y ajoutant les votes de l'armée, des mobiles, des mobilisés et des civils extérieurs, la liste conservatrice triomphait avec un chiffre de voix considérable allant de 60.446 pour le plus fort (M. de Chabaud-Latour) à 49,649 pour le plus faible (M. L.-N. Baragnon).

M. Laget, celui de la liste républicaine qui réunissait le plus grand nombre de voix, n'en avait que 47,690.

Des nombreuses listes qui avaient circulé jusqu'à la veille du vote, il n'y eut qu'un nom qui recueillit un certain nombre de voix, M. l'amiral Jauréguiberry, allié à une famille nimoise, et dont la conduite sur les champs de bataille de la Loire, soit à Coulmiers, soit au Mans, avait été au-dessus de tout éloge. M. Jauréguiberry réunissait 8,045 voix. Mais les électeurs avaient réservé à M. Pierre Baragnon, ce singulier personnage, la veille encore un des gros fonctionnaires de la République, le

plus lamentable échec. Le rédacteur du *Bulletin International*, qui depuis trois années remplissait Nîmes de sa tapageuse personne, réunissait à peine 200 voix péniblement recueillies dans les campagnes du département et peut-être grâce à une confusion de nom. Les mobilisés, dont il était l'inspecteur de par le gouvernement de la défense nationale, ne lui accordaient pas le moindre suffrage.

La séance préparatoire de l'Assemblée nationale eut lieu le 12 février à Bordeaux (1). Il était réservé à un membre de la députation du Gard, M. Benoist-d'Azy, l'honneur de présider comme doyen d'âge cette importante réunion. Le lendemain 13, l'Assemblée tint sa première séance publique. M. Benoist-d'Azy y était assis au fauteuil de la présidence qu'il garda jusqu'au 16 février. Ce jour-là l'Assemblée constitua son bureau en nommant M. Grévy président, mais notre compatriote fut élu l'un des quatre vice-présidents.

Le 19 février, M. Thiers, (2), nommé par l'Assemblée, président, chef du pouvoir exécutif de la République française, appelait au ministère un autre député du Gard, M. de Larcy, et lui confiait le portefeuille des travaux publics. Il était incontestable à voir les mandataires que s'étaient donnés la France, qu'un immense courant conservateur s'était développé dans le pays. L'assemblée de Bordeaux était indéniablement monarchique et ses sentiments se réveillèrent dès qu'elle eut réglé cette douloureuse question de la paix. L'armistice du 28 janvier avait été prolongé de quelques jours pour permettre de résoudre les difficultés pendantes et ce ne fut que le 26 février que les préliminaires étaient signés à Versailles par M. Thiers et M. Jules Favre, d'une part, et le chancelier prussien de l'autre. Les conditions étaient lourdes et la France se voyait arracher deux de ses provinces. L'Alsace et la Lorraine, malgré les protestations des députés élus par celles-ci. La séance du 1^{er} mars où l'Assemblée fut appelée à ratifier les préliminaires de Versailles fut une de celles qui font époque dans la vie d'un peuple. Le deuil et la tristesse étaient sur tous les visages en songeant aux conséquences de cette fatale guerre qui avait mis la France à deux doigts de sa perte, et ce fut le cœur ulcéré que les mandataires de la nation ratifièrent les négociations engagées entre le gouvernement provisoire et l'Allemagne. Par un juste sentiment de justice et de vengeance, l'As-

(1) L'Assemblée nationale tint ses séances au Grand-Théâtre de cette ville. La réunion préparatoire eut lieu dans le foyer.

(2) M. Thiers, dont l'éloquence patriotique à la tribune du Corps législatif n'avait pu empêcher cette guerre criminelle, avait été nommé dans 23 départements.

semblée prononçait à l'unanimité la déchéance de Napoléon et de sa dynastie, en le déclarant responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France.

Pourquoi à cette heure solennelle, où il ne restait debout que deux partis, les républicains et les monarchistes, où la question était d'une netteté et d'une urgence indéniable, cette assemblée monarchique ne s'est-elle pas tournée vers le roi, et pourquoi celui-ci n'a-t-il pas immédiatement franchi la frontière pour remonter sur le trône de ses pères ? La France eût certainement obtenu de meilleures conditions de paix et trouvant enfin un appui chez certaines puissances européennes, sauver les chères provinces qui nous étaient arrachées. Hélas ! la fusion n'était pas faite, bien qu'on s'y employât activement et de plus, M. le comte de Chambord demeurait inflexible sur la question du drapeau.

Le triomphe de la liste conservatrice avait été salué par des cris de colère chez les républicains, mais par l'enthousiasme de la partie saine de la population, et lorsque celle-ci vit l'Assemblée en majorité composée de conservateurs, elle eut au milieu de la tristesse du moment un éclair d'espoir pour l'avenir. La France était enfin délivrée de ces fous furieux qui ne songeaient dans nos désastres qu'à prolonger une dictature atroce, quitte à jeter le pays dans le plus effroyable désastre.

Certain des fonctionnaires que la République avait nommés donnèrent leur démission. De ce nombre fut M. Laget, l'administrateur du Gard. Il ne me coûte pas de reconnaître ici que dans les moments difficiles que traversaient Nîmes et le département, M. Laget fut constamment à la hauteur de la redoutable mission qui lui avait été confiée. On lui doit la paix et la tranquillité dont jouit le département, dont Nîmes fut favorisée, et il s'employa avec une énergie remarquable à l'organisation de nos forces. M. Laget croyait que les républicains de 1870, avaient l'héroïsme des républicains de 1792. Il put se convaincre qu'il n'en était rien et il gémissait lui-même de voir des jeunes gens, fils de républicains et républicains aussi, s'efforcer de trouver dans un bureau un emploi quelconque pour éviter les fatigues et les dangers du champ de bataille.

Si parmi les républicains il en était un certain nombre qui avaient eu la triste précaution de se dérober au devoir que leur imposait le patriotisme, il en était d'autres qui, au lendemain de nos désastres, allaient commettre un crime bien plus grand encore.

Le parti révolutionnaire, sous prétexte de sauver la République ne craignait pas en face même de l'ennemi de se jeter dans la rue et d'y

provoquer les plus coupables désordres. Il trouvait des auxiliaires bénévoles dans cette garde nationale de Paris » composée en majorité d'ouvriers déshabitués depuis six mois de tout travail, recevant une solde journalière, accoutumés pendant le siège à une vie de désordre et adonnés presque tous à l'ivrognerie. De plus, la maladresse d'un ministre républicain, Jules Favre, avait laissé à cet élément dangereux de la force publique ses armes, qu'il enlevait d'autre part à l'armée régulière lorsqu'il signa la capitulation de Paris. Ces énergumènes, prompts à se réclamer du patriotisme outrancier, qui avait trouvé créance à un moment donné jusque dans le sein du gouvernement de la défense nationale, se mirent, le 18 mars, en révolte ouverte avec le pouvoir exécutif créé par l'Assemblée. Un comité central occulte, émanation de l'*Internationale*, dirigeait la résistance et bientôt l'action offensive des insurgés, et après la tentative infructueuse dirigée par le général Vinoy sur la butte Montmartre pour s'emparer du parc d'artillerie de la garde nationale, M. Thiers, jugeant la situation grave et peu confiant dans la solidité de ses propres troupes, se retira avec le gouvernement sur Versailles où l'Assemblée s'était établie. Le comité central victorieux inaugura son pouvoir par l'assassinat en faisant fusiller les généraux Lecomte et Clément Thomas. L'insurrection communaliste s'affirmait ainsi débutant dans le sang, il se terminera aussi dans le sang.

Notre histoire locale est intimement liée à ce mouvement qui eut quelque faible écho en certains points de la France, car nous retrouvons des Nimois soit comme acteurs, soit comme victimes de l'équipée révolutionnaire. On s'étonnera dès lors fort peu qu'à Nîmes, il se trouvât parmi les républicains un noyau faisant ouvertement des vœux pour le triomphe de la Commune. C'est à ces sentiments dont l'explosion était à craindre que répondait M. de Surville, colonel de la garde nationale, lorsqu'il disait dans son ordre du jour du 24 mars :

« Dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, je crois devoir faire appel à votre patriotisme et à votre dévouement. Vous avez donné trop de gages à la cause de l'ordre pour que je doute un instant de vos sentiments à l'égard de l'Assemblée et du gouvernement qu'elle a établi.

» Vous ne pactiserez jamais avec une insurrection qui a débuté en se souillant d'un sang innocent et qui ne peut être fomentée que par des mains ennemies de la France et de son repos... »

La Commune proclamée à Paris essayait en effet d'insurger quelques-unes des grandes villes de France. Ses émissaires ou ses affiliés se

répandaient dans le pays espérant amener une insurrection générale qui mit le gouvernement dans l'impossibilité d'agir. Les centres tout désignés étaient Lyon et Marseille, les deux capitales de l'ex-Ligue du Midi. Le mouvement communaliste prit possession de ces deux villes, et, dans la première tout au moins, la répression et le rétablissement de l'ordre se fit assez péniblement (1). Il n'en fut pas de même à Marseille, où les insurgés ayant à leur tête un de nos compatriotes, Gaston Crémieux, se mirent ouvertement en état de résistance contre l'armée. Le général Espivent de la Villesboisnet eut vite raison de ces factieux qu'il bombarda dans la préfecture où ils s'étaient réfugiés comme dans une citadelle. Après un combat fort vif entre les troupes régulières et les gardes nationaux de la Commune, combat qui coûta la vie à un certain nombre de combattants et de personnes inoffensives, Gaston Crémieux fut saisi, déguisé en femme, et avec lui les principaux meneurs de l'émeute marseillaise. Ils comparurent plus tard devant un conseil de guerre qui condamna Gaston Crémieux à mort. L'exécution eut lieu au Pharo.

Dans d'autres villes des troubles eurent également lieu : à Narbonne où les insurgés se livrèrent aux plus coupables excès, à Saint-Etienne, où le préfet, M. de L'Espée, fut lâchement assassiné. On crut sur le moment que M. de L'Espée était le gendre de M. Benoist-d'Azy, député du Gard et vice-président de l'Assemblée nationale. Il n'en était rien, M. de L'Espée était simplement comme M. Benoist-d'Azy, administrateur de la Compagnie des Fonderies et Forges d'Alais.

Limoges, Toulouse, Grenoble, Nice furent également agitées par des bandes révolutionnaires, mais partout les agents du gouvernement avaient agi avec promptitude et vigueur, et au mois d'avril l'ordre régnait dans toute la France, sauf à Paris livré à lui-même et aux révolutionnaires. Il fallait se résoudre à faire un nouveau siège cette fois plus douloureux encore, puisqu'il allait mettre en présence les uns des autres des Français les armes à la main sous les yeux de l'ennemi campé tout auprès de ces funestes champs de bataille. La lutte fut longue contre la Commune que les immenses approvisionnements militaires laissés à Paris à sa libre disposition rendaient redoutable. La réorganisation de notre armée demandait du temps et ce ne fut guère que dans les premiers jours de mai que les opérations militaires purent

(1) A la Guillotière, des barricades furent dressées et ne purent être emportées que grâce au concours de la troupe. M. Valentin, préfet du Rhône, fut assez grièvement blessé en cette circonstance.

être poussées avec vigueur sous la direction du maréchal de Mac-Mahon. Enfin l'armée de l'ordre l'emporta, mais au prix de quels sacrifices, de quelles ruines, de quels désastres. On se souvient encore de cette bataille dans les rues, de ces incendies allumés par des mains criminelles, de ces exécutions sommaires, de cet anéantissement de nos richesses artistiques ou historiques, de ces prêtres lâchement fusillés, de ces otages, au premier rang desquels se voyait l'Archevêque de Paris, ignoblement jetés contre un mur et massacrés par des Français ivres de sang et de vin. Quelque loin que ces jours soient de nous, les horreurs qu'ils rappellent restent ineffaçables, et on se prend à douter de ce qu'il y a de plus hideux, de cette guerre cruelle où l'Allemand souillait notre patrie, ou de cette lutte fratricide où le crime le dispute à la honte.

Un de nos compatriotes, M. Arthur de Calvières (1), était mortellement frappé dans un des premiers combats d'avant-garde, le 7 avril, au pont de Neuilly, à côté du général Péchot, dont il était l'aide de camp.

Dans le camp des insurgés de Paris se trouvaient des Nimois : le général Fortuné Henry, Gaillard père et fils, deux anciens cordonniers de la place de la Mairie qui étaient à la tête de la commission des barricades(2); le baron de Marguerittes, petit-fils du célèbre maire de Nîmes; Elysée Reclus, l'auteur de la Géographie Universelle, beau-frère de M. Grotz, pasteur de l'Eglise réformée, à Nîmes; Petit, gendre de M. Bérard, ancien notaire, qui avait été on ne sait ni pourquoi ni comment élevé par les communards à un grade dans l'état-major empanaché de l'armée parisienne. A côté de ces émeutiers galonnés sur toutes les coutures, il est triste d'avoir à noter le nom d'un autre de nos compatriotes, Rossel. Jeune encore, Rossel avait, grâce à son intelligence et à ses aptitudes, rapidement conquis dans l'armée un grade enviable et l'avenir s'ouvrait brillant pour lui. Une ambition démesurée le jeta au milieu des sinistres histrions de la Com-

(1) A ses obsèques qui eurent à Massillargues (Hérault), des communards du crê sifflèrent à son cadavre et poussèrent le cri de : « Vive la Commune. »

(2) Le citoyen cordonnier Gaillard fréquentait en 1847, la classe d'adultes, tenue par les Frères des écoles chrétiennes que plus tard, par reconnaissance sans doute, il devait emprisonner et fusiller.

Quoique né à Nîmes le cordonnier Gaillard n'était pas français. Il n'avait pas satisfait à la loi du recrutement et en 1848 dans un bureau électoral qui siégeait au Théâtre de Nîmes, le président du bureau refusa de recevoir son vote. Le père de Gaillard était Sicilien et vint s'établir à Nîmes où il changea de religion et de nom : Gagliardi devint Gaillard.

mune, persuadé qu'il y jouerait un rôle, et le soldat du drapeau tricolore ne craignit pas de le désertre pour rallier le drapeau rouge. Successivement président de la Cour martiale de la Commune, puis ministre de la guerre (1), il se vit soupçonné et arrêté par ses propres complices et tomba à la fin de l'insurrection entre les mains de l'armée régulière. Le code militaire inflexible le condamna à mort. Rossel fut fusillé au plateau de Satory et son corps fut rendu à sa famille. Il a été enterré au cimetière protestant de notre ville (2).

Les lauriers des Petit, des Gaillard, des Rossel empêchaient quelques turbulents de notre ville de dormir en paix et ils voulurent, à leur exemple, se conduire en insurgés. Le vendredi 19 mai, à neuf heures du soir, un certain nombre d'entre eux se réunit sur le Quai de la

(1) Son successeur au ministère de la guerre de la Commune, le citoyen Delescluze, qui se fit fusiller sur une barricade lors de l'entrée des troupes de l'ordre à Paris, faillit être, en septembre 1870, nommé préfet du Gard. Le 22 septembre un manifeste signé et publié par le sieur Combet, médecin, qui se remuait beaucoup à Nîmes, annonçait qu'un « groupe nombreux » le demandait comme administrateur.

(2) Condamné le 8 septembre 1871, l'exécution de ce malheureux eut lieu le 23 novembre 1871. Il mourut avec Ferré et Gourgeon. Son défenseur fut M^r Albert Joly.

Rossel, qui appartenait à la religion protestante, fut accompagné au lieu du supplice par le pasteur Théodore Passa, aumônier de l'école militaire de Saint-Cyr. Pour lui éviter la dégradation militaire, on le laissa se présenter devant le peloton d'exécution habillé en civil.

Au moment suprême, apercevant le colonel Merlin, qui avait été un de ses juges, à cheval, l'épée haute, à la tête de son régiment, Rossel dit au pasteur quelques mots qu'on n'entendit pas, mais le ministre se retournant, articula d'une voix forte :

« Colonel Merlin, Rossel me charge, et c'est sa dernière volonté, de vous dire que ses juges ont fait leur devoir, puisqu'ils ont cru le faire, et qu'il voudrait s'ils étaient là leur serrer à tous la main. »

Dans la matinée du mardi 19 décembre, le corps de Rossel arriva à la gare de Nîmes à l'insu de tous. La famille en retard de quelques heures ne put assister à l'inhumation qui devait être faite, aux termes de la loi, immédiatement et sans aucune pompe. M. le pasteur Dardier accompagna le cercueil jusqu'au cimetière où se trouvait un parent, prévenu en toute hâte.

Le mercredi 20 décembre, quelques groupes isolés, vinrent le matin déposer sur sa tombe des couronnes et des fleurs, mais vers trois heures, le nombre des visiteurs s'accrut et un orateur harangua les personnes présentes au nombre de trois cents environ.

La police prévenue fit évacuer le cimetière et fermer les portes qui ne s'ouvrirent, sur l'ordre de l'autorité, que pour les inhumations ou pour les visiteurs munis d'une permission signée d'un pasteur et visée à la mairie. Le maire invitait en même temps ses concitoyens à s'abstenir de toute manifestation pouvant porter atteinte au respect dû à la justice et aux lois.

Fontaine, sous la conduite d'un nommé Martinet, âgé de vingt-trois ans qui sortait de la maison centrale où il venait de purger une condamnation à quinze mois de prison pour vol. A un signal donné, cette bande entonne la *Marseillaise* et descend vers le Théâtre suivie d'une foule de curieux. Là on s'arrête et le chef, montant quelques marches du péristyle du monument, harangue la foule. Il prodigue au chef du pouvoir exécutif, à l'Assemblée nationale, les outrages les plus violents, glorifie les insurgés de Paris, et commande de se diriger vers la Préfecture. Le Préfet était déjà prévenu et quand les manifestants arrivèrent, le drapeau rouge porté par l'un d'eux, ils trouvèrent les grilles fermées et le poste en armes rangé sur le trottoir. Cette vue les intimida et ils se retirèrent non sans pousser des clameurs au milieu desquelles on distinguait celles-ci caractéristiques : « Vive la Commune, à bas les lignards ».

Rebutés de ce côté les manifestants se portèrent vers la Mairie dont les portes étaient soigneusement fermées et la bande se dispersa enfin, devant le café de l'Univers au milieu des quolibets et des railleries de la foule. C'était là une véritable gaminerie, car ces individus étaient tous ou presque tous des adolescents, mais qui n'en dénotait pas moins l'état de certains esprits. Du reste pendant cette semaine terrible où les troupes régulières reprenaient possession de Paris au nom de la France, où se livrait entre l'émeute et l'ordre une sanglante bataille éclairée par l'incendie des monuments et de quartiers entiers, plusieurs parmi nos concitoyens affichaient pour la Commune leurs sympathies et couvraient publiquement d'ignobles insultes le gouvernement et l'armée de Versailles. Des affiches officielles, annonçant les péripéties de la cruelle lutte engagée, étaient lacérées, des placards insurrectionnels étaient apposés et des proclamations circulaient appelant le peuple aux armes. Diverses arrestations furent opérées sur divers points de la ville et particulièrement dans le premier canton où se trouvaient les partisans les plus chauds des incendiaires et des assassins de la Commune.

Heureusement grâce à la vigilance du gouvernement, grâce surtout à l'énergique résolution de l'Assemblée nationale qui se montra, à ces heures navrantes, si admirable de patriotisme (1) et de sagesse, les

(1) Pendant que le gouvernement luttait pour reprendre Paris à l'insurrection, l'Assemblée s'occupait de la loi militaire et s'efforçait d'organiser la nation armée. Notre compatriote de Chabaud-Latour préparait les nouvelles défenses de Paris, et chose à noter, c'est M. Monnier, entrepreneur, originaire des environs de notre ville, qui fut chargé de la construction de la plupart des forts.

autorités avaient été rapidement reconstituées et les ferments d'insurrection vigoureusement comprimés. A Nîmes, un décret du 28 mars avait placé M. de Champvans, ancien représentant, comme préfet du département, en remplacement de M. Laget, démissionnaire. Le nouvel administrateur prit possession de son poste le 27 mars, et, dès son arrivée, travailla à réorganiser activement toute l'administration. L'Assemblée se préoccupait d'ailleurs de rendre aux communes leur vie régulière et adoptait à cet effet, le 14 avril, la loi municipale. Les Conseils municipaux devaient être élus au scrutin de liste. Néanmoins, sur la proposition du Conseil général, la commune pouvait être divisée en section. Par une juste satisfaction donnée à la légalité, la loi remettait en place, en attendant les élections, fixées au 30 avril, les conseillers municipaux élus le 10 août et remplacés par le gouvernement de la défense nationale par des commissions municipales. Les fonctions de maire et d'adjoints étaient dévolues aux conseillers dans leur ordre d'inscription au tableau. Cette municipalité provisoire fut à Nîmes composée comme il suit.

M. Bézard, maire ; MM. Lamarque, Henri Michel, Gamel, adjoints.

Pour les élections, la ville fut divisée en deux sections, la première comprenant toutes les sections urbaines, sauf celles portant les numéros 1 et 10 qui, réunies, formaient la 2^e section électorale. Il n'est pas douteux que cette décision, si elle satisfait quelques-uns, en mécontenta beaucoup d'autres. On argua pour justifier cette mesure de la nécessité de faire une place à la minorité en lui donnant la possibilité d'élire dans la 2^e section, qui appartenait aux républicains, huit conseillers ; cette concession ne calmait en rien la minorité et avait le désavantage de créer un précédent dangereux. Il eût mieux valu, à coup sûr, ou n'avoir qu'une seule liste pour toute la ville, quitte à la majorité d'ouvrir ses rangs à ceux qu'elle considérait comme ses adversaires dans une large mesure, ou mieux voter par sections urbaines.

Les républicains protestèrent par l'organe de tous leurs cercles ; et il n'est pas inutile de rappeler ici les termes même de leurs protestations, car aujourd'hui ces mêmes hommes qui détiennent le pouvoir se sont empressés à leur tour de créer dans notre ville deux sections inégales pour conserver la majorité.

« Considérant que le fractionnement de la ville de Nîmes en deux sections tout-à-fait inégales est complètement injuste et arbitraire, en ce qu'il ne tient compte ni de ses aspirations, ni de ses intérêts, ni de ses divisions naturelles. Considérant que l'administration ne paraît s'être préoccupée que d'un seul de ces éléments, l'élément religieux ;

qu'en présence des tentatives faites depuis de longues années par tous les habitants honnêtes de la ville, quel que soit leur culte ou leur parti, pour effacer les tristes souvenirs d'un passé lointain, il est parfaitement regrettable de voir l'autorité préfectorale rétablir ces démarcations religieuses et les donner comme seule base d'un sectionnement de la ville en vue d'élections municipales ; qu'il est contraire à la bonne harmonie d'une cité de diviser ses membres par catégories d'opinions religieuses ou politiques.

» Emet le vœu que si l'on doit sortir du *droit commun* qui est le scrutin de liste, la ville soit appelée à voter par cantons ou par sections urbaines, et dans le cas où l'administration ne croirait pas devoir revenir sur l'arrêté du 24 avril, engage tous ses concitoyens à s'abstenir de voter dimanche prochain (1). »

Les républicains reconnaissaient donc que tout sectionnement est en dehors du droit commun. Mais il était excusable de prendre une mesure de ce genre dans le moment où la France elle-même n'était pas en repos, où les passions les plus condamnables luttaient contre l'ordre, où des ferments de haine existaient entre les citoyens de ce pays ; de plus si la majorité sortait de ce droit commun, le scrutin de liste dont se réclamaient leurs adversaires, elle était encore excusable ; car elle ne le faisait que pour leur réserver huit sièges, sachant d'avance qu'au scrutin de liste, les élections législatives récentes en étaient une preuve, ces mêmes adversaires seraient écrasés. Enfin la loi avait parlé ; elle autorisait le sectionnement de la commune sans fixer aucune base, et si le sectionnement admis blessait certaines susceptibilités, il n'en était pas moins légal ; les républicains s'insurgeaient contre la loi, en refusant d'exercer leur devoir de citoyen.

Aujourd'hui ces mêmes républicains ont fait à leur tour un sectionnement « ce qui est en dehors du droit commun » ; ils le maintiennent bien qu'ils l'aient aussi vigoureusement condamné par le passé. Et cependant nous sommes en pleine paix intérieure et extérieure ; l'ennemi

(1) Cette pièce était signée de tous les délégués composant le comité central républicain : *Club des amis réunis* : J. Besson, S. Kittler. *Club des amis sincères* : J. Delon, Roque. *Association démocratique* : Compan, Rouvière. *Cercle Bonnaud* : Badiès, Proux, Quet. *Cercle Grétry* : Phillip, Poussigues. *Cercle Hugues-Capet* : Gas, Giron. *Cercle du Mail* : Monnier. *Cercle Racine* : Bardou, Bertrand. *Société de propagande républicaine* : Bourry, Cabanis, Féminier, Jalabert, Daniel, Milhaud, Alfred Nègre, Albin Peyron, Rouverol, Ponge, Rouvière. *Club républicain de la Placette* : Brouillet, Combet, Etienne Delon, Maurin, Michel, Périer, Remézy.

n'est plus sur notre sol, le gouvernement est assis et la rue n'appartient plus aux communards. La vie sociale est régulière et, parlant, le droit commun s'impose. D'autre part, ils n'y a plus aucune raison de repousser le scrutin de liste puisque aujourd'hui les deux partis en présence sont à peu près égaux en force et en nombre dans la ville et que rien ne prouve qu'on ne fera pas la part de chacun. Enfin les conservateurs, victimes du sectionnement républicain, montrent assez quel est leur respect pour la loi, car ils ne s'insurgent pas contre un procédé légal, et ils luttent consciencieusement et loyalement contre leurs adversaires sans abandonner leurs droits et désertier leur devoir.

Il n'est pas moins vrai que le sectionnement fait à l'époque, sous l'inspiration de la *Gazette de Nîmes*, fut dicté par une politique d'exclusivisme qui a produit les plus piètres résultats. Nous en verrons peu après la preuve dans l'évolution caractéristique d'une fraction du parti catholique. Ce n'étaient d'ailleurs pas les républicains seuls qui protestaient contre cette mesure. Une réunion électorale, tenue le jeudi 27 avril dans le local Laporte, situé place Montcalm, rédigea également une lettre à l'adresse du préfet et conseilla l'abstention (1). Les protestataires réclamaient une liste de conciliation. Le comité central légitimiste et catholique (2) répondit par la liste suivante.

MM. Adolphe Blanchard, propriétaire ; Lamarque, négociant ; Redon, avocat ; Théodore Boyer, avoué ; De Jassaud, lieutenant-colonel en retraite ; Chardon, négociant ; Alexis de Trinquelague, propriétaire ; Berger, père, négociant ; Bézard, propriétaire ; Bruel, négociant ; Alfred de Surville, Arthus de Cabrières, propriétaire ; Irénée Ginoux, arbitre de commerce ; Picard, conducteur des Ponts-et-Chaussées ; Misse, fabricant de tapis ; Jules de Bernis, propriétaire ; Louis Valat, juge suppléant au tribunal civil ; Saint-Marc Langlade, propriétaire ; Coulet, père, fabricant de tapis ; Jean-Baptiste Laurent, architecte ; Hippolyte Viguié, conseiller à la Cour ; David père, droguiste ; Jules de Mériargues, propriétaire ; Pierre Chanel, négociant ; Emile Laurent, Donzel, avocat.

(1) Cette lettre était signée de MM. de Preigne, Japavaire, Jules Magne, Joseph Morin, E.-L. Pibaret.

(2) Afficher ce titre était exclu systématiquement tout ce qui n'était ni légitimiste, ni catholique. C'était d'autant plus maladroit qu'à Nîmes, surtout, il existe un noyau de forces conservatrices en dehors de ces deux camps, forces qu'il eût été politique de s'attacher dès ce moment ; c'était aller contre la fusion qui était devenue aussi indispensable dans les esprits que dans la famille royale.

Certes tous ces noms étaient honorables, jouissant d'une réputation méritée de prudence et de probité, mais, encore une fois, ils ne représentaient absolument qu'une seule opinion, qu'une seule bannière, à l'exclusion de toutes autres. Ce n'était là que la liste de la 1^{re} section électorale qui avait vingt-six candidats à élire. Le chiffre de voix le plus fort fut obtenu par M. Blanchard, qui arriva premier avec 4197 voix. A part M. Donzel qui n'en réunit que 3831, le plus faible de toute la liste fut M. Emile Laurent avec 4068 voix. Il n'y avait eu que 4315 votants sur 13657 inscrits. La liste passait tout entière au premier tour, mais la *Gazette de Nimes* pouvait déjà considérer les tristes effets de sa campagne.

Aux élections du 8 février, dans les 2^e et 3^e cantons de la ville, la liste conservatrice obtenait au maximum 5881 voix accordées à M. de Valfons. Aux élections du 30 avril la liste légitimiste catholique qui se présentait dans les deux cantons, auquel le sectionnement avait ajouté la 12^e section, ne recueillait qu'un chiffre maximum de 4197 voix. La victoire apparente remportée par la *Gazette* et ses amis eût dû lui ouvrir les yeux. Il n'en fut malheureusement rien.

Le scrutin n'avait donné aucun résultat dans la 2^e section électorale formée des 1^{re} et 10^e sections urbaines. Le parti légitimiste catholique n'avait aucun candidat et ses adversaires avaient décidé de s'abstenir. Il fallut procéder à un second tour qui eut lieu le 7 mai. Le résultat fut lamentable. Sur 4641 électeurs inscrits, 496 seulement se présentèrent qui votèrent presque tous pour une liste catholique, formée à la dernière heure et composée de MM. Jules Arcay, propriétaire ; Alexis Brun, entrepreneur de maçonnerie ; Cammal, père, négociant ; Estève-Jullian, entrepreneur maçon ; S.-Henri Hoën, entrepreneur de menuiserie ; Marc Milliarède, fabricant ; Monteils-Nogarède, chef d'institution ; Roman, père, propriétaire (1).

Tel était le résultat de cette bataille électorale qui devait avoir un singulier retentissement sur le classement des partis à Nimes, ainsi que nous allons le dire par la suite.

Un décret du 30 mai organisait comme suit la municipalité de Nimes : Maire, M. Blanchard. Adjoints, MM. Lamarque, Ginoux, de Jassaud et Laurent. Dès qu'il eut connaissance du décret qui l'appela à la mairie, M. Blanchard adressa à ses concitoyens une proclama-

(1) Par une lettre datée du 7 mai, M. Roman déclara ne pouvoir, en ce moment, accepter les fonctions de conseiller municipal que ses concitoyens lui offraient pendant son absence.

tion où il affirmait que « animé d'un grand désir d'impartialité et de justice, il tenait à ce que son premier acte fût un vœu de bonne harmonie entre toutes les parties de la population ». Après avoir félicité Nîmes d'avoir su pendant les derniers événements « donner le noble exemple d'un calme et d'une dignité dont elle a le droit d'être fière, » M. Blanchard rendait hommage à M. Demians, « l'administrateur dévoué et courageux que la mort nous a si fatalement ravi. » Et à la séance d'installation, présidée par M. Lamarque, qui eut lieu le vendredi 2 juin au soir, il prononçait ces belles paroles de conciliation : « Que ne puis-je, Messieurs, n'avoir pas à vous exprimer la vive peine que j'éprouve en n'apercevant pas dans cette salle les représentants d'une partie de la population ; leur absence nous impose de grands et rigoureux devoirs. Appelés à représenter, non un parti, non un culte, nous n'oublierons jamais que les intérêts privés de leurs défenseurs naturels, ont un droit spécial à notre sollicitude et à notre protection. L'honneur du Conseil y est engagé. » Dans la bouche d'un homme aussi intègre, aussi droit, aussi loyal que le nouveau maire de la ville, de telles paroles valaient plus qu'une promesse ; elles étaient un engagement sacré qui fut tenu jusqu'au bout, et elles ne pouvaient que rassurer ceux qui avaient été alarmés de l'exclusivisme systématique dont ils avaient été l'objet.

Le premier acte du maire fut de faire disparaître de l'étalage de plusieurs marchands de la ville de nombreuses lithographies, la plupart obscènes et toutes lâchement insultantes pour le souverain tombé au 4 septembre, ou pour les membres de sa famille, ainsi que pour des personnages ayant servi les divers gouvernements qui se sont succédés en France depuis le commencement du siècle. Il rendit ensuite aux agents de ville leurs armes que les républicains leur avaient enlevées et dans un but de moralité et de sécurité publique chassa de tous les cafés, tavernes ou autres établissements analogues, les femmes et les filles qui y distribuaient des consommations et en ordonna la fermeture à onze heures du soir.

Par une heureuse coïncidence qui devait profondément remuer l'âme du chrétien (1) chez M. Blanchard, la solennité de la Fête-Dieu était proche. Les processions et surtout la procession générale se firent en

(1) L'assemblée nationale avait prescrit le 13 mai des prières publiques dans toute la France pour appeler sur notre malheureux pays les bénédictions du ciel.

Cette cérémonie imposante, que nos libres-penseurs ont effacée de notre Constitution, se fit pour la première fois à Nîmes le 28 mai, jour de la Pentecôte à la Cathédrale,

grande pompe au milieu du concours de toutes les autorités civiles et militaires. De distance en distance, sur les boulevards, des piquets de troupe étaient placés pour rendre les honneurs au T. S. Sacrement. La garde-nationale, le corps des sapeurs-pompiers faisaient la haie au cortège qui parcourut l'itinéraire habituel. Cependant une certaine inquiétude régnait dans les esprits : à tort ou à raison, le bruit s'était répandu que les protestants et les républicains se porteraient à des extrémités regrettables. Des racontars alarmants circulaient dans la foule. Précisément au square de la Bouquerie le cortège fut scindé en deux et une certaine distance sépara les deux fractions. Plus de doute, ce que l'on annonçait était arrivé, et, sur le champ, l'imagination méridionale aidant, on crut que le dais et le cortège des autorités, avaient été assaillis aux environs de la place Saint-Paul par les républicains de ce quartier. On parlait même de coups de fusil échangés. Sur ces entrefaites le poste de la Maison-Centrale descendait sur le boulevard pour rendre les honneurs militaires. Alors une certaine panique se produisit et quelques congrégations de femmes s'enfuirent épouvantées. Il fut facile de se rendre compte cependant que tout s'était passé dans le plus grand ordre et le plus grand calme.

Les républicains crurent devoir épiloguer et déclarer se sentir « humiliés par le déploiement inusité de forces et par les précautions militaires dont la procession de la Fête-Dieu avait été entourée. » Le *Courrier du Gard* alla jusqu'à affirmer que « le Dieu de paix et d'amour était littéralement protégé par une forêt de baïonnettes. » M. le général de Rouvre, commandant la subdivision du Gard, directement mis en cause, se borna à mettre le journal protestant dans l'obligation d'insérer les articles 342 et 327 du décret du 16 octobre 1863 sur le service des places, et le *Courrier du Gard* se le tint pour dit.

L'échauffourée qu'on redoutait ne fut qu'une algarade sans importance, mais la facilité avec laquelle les bruits mis en circulation avaient trouvé créance dans la foule, dénotait un état d'esprit d'une nervosité particulière. Plusieurs faits étaient la cause de cette situation. Tout d'abord après son écrasement, lors des élections du 8 février, le parti républicain crut que le moment était venu où il aurait non-seulement des comptes à rendre, mais même à disparaître totalement. La France

au Grand-Temple et à la Synagogue. Mgr Plantier officia, entouré d'un nombreux clergé. Dans la nef se pressaient les magistrats en grand costume, les administrations, le Conseil municipal, des officiers de l'armée et de la garde nationale; un détachement de cette milice avec le drapeau de la légion rendait les honneurs militaires,

monarchique avait parlé si haut et si ferme que le ton des révolutionnaires d'élevé et d'arrogant qu'il était, baissa immédiatement. Pour la majorité d'entre eux, le Roi allait monter sur le trône. Rien ne pouvait s'y opposer que lui-même, car les événements et les circonstances le servaient au delà de tout ce qu'on pouvait espérer.

Les hommes politiques le voyaient clairement ainsi. Guizot, l'un des maîtres à coup sûr parmi ceux-ci, s'en expliquait formellement, lui qui représentait dans son esprit le plus concret la monarchie orléaniste, qui était l'incarnation du régime de 1830. Mais il fallait pour atteindre ce but, de l'aveu de chacun, réaliser la fusion, ne plus voir ni légitimistes, ni orléanistes, ne voir, comme le disait M. L.-N. Baragnon à l'Assemblée que la Maison de France. De toutes parts on travaillait à ce bienfaisant résultat, de toutes parts on s'inspirait de ces idées et j'ai quelque fierté à dire ici que M. Albert Pieyre (1), mon père, membre du Conseil général du Gard et ami de la famille d'Orléans s'y employait activement dans ce département où le parti légitimiste tenait une aussi grande place.

Les républicains sentaient combien la fusion minerait leurs espérances et déjouerait leurs manœuvres ; ils la redoutaient par dessus tout, mais la voyant indéfiniment retardée et avec elle retardé aussi le rétablissement de la monarchie, pressentant les difficultés soulevées par le comte de Chambord lui-même qui déclarait ne pas vouloir abandonner le drapeau blanc « l'étendard de Henri IV, de François I^{er} et de Jeanne d'Arc », ils passèrent de l'abattement à l'espérance. Terrifiés au lendemain du 8 février, ils relevèrent peu à peu la tête et s'enhardirent en voyant un abîme se creuser de plus en plus dans le camp conservateur.

A Nîmes, ces mêmes passions trouvèrent semblable écho. Nous avons vu comment lors des élections municipales le parti légitimiste et son organe, la *Gazette de Nîmes*, avaient opéré. Nous avons vu avec quel exclusivisme ils avaient écarté du parti conservateur tout ce qui n'était ni légitimiste ni catholique, tout ce qui, à l'instar du Roi, ne se réfugiait pas sous le drapeau blanc. Les effets n'avaient pas été longs à se faire sentir. Les scrutins du 30 avril et du 7 mai en disaient long à cet égard.

Déjà les républicains, de l'abstention et de la résistance inerte,

(1) Mon grand père le baron Adolphe Pieyre était directeur des dépenses de la liste civile du roi Louis-Philippe. Il était appelé à succéder à M. de Montalivet, comme directeur de la liste civile.

passaient à l'offensive. La seule manœuvre de la *Gazette de Nimes*, blâmée du reste par d'autres journaux conservateurs, parmi lesquels la *Gazette du Bas-Languedoc*, venait de donner au parti protestant et républicain des auxiliaires inespérés. Une fraction importante du parti catholique se séparait de ceux qui n'avaient en vue qu'une politique étroite et exclusive. A côté du parti légitimiste et catholique, venait de se former un parti républicain catholique. Les chefs (1) étaient MM. Guelle-Moulin, Maumenet, Jouve, André, Charles Bigot (2), Vier, avoué (3), Marius Castan, qui sous le nom d'association démocratique recrutèrent rapidement un grand nombre d'adhérents (3). Eux aussi s'abstinrent aux élections du 30 avril et nous avons pu voir par la seule comparaison des chiffres quel était leur nombre et leur influence. Le parti protestant républicain accueillit avec transport ces nouveaux venus.

L'association démocratique, véritable rêve de naïfs, disparut plus tard. Les catholiques s'aperçurent que la coterie protestante, à laquelle ils s'étaient alliés, se jouait d'eux et qu'ils ne servaient qu'à tirer à son profit les marrons du feu. Bernés par ceux-ci, séparés de ceux-là, plusieurs, désillusionnés, n'ont pas tardé à revenir au parti conservateur, les autres, entraînés à la remorque du parti républicain, continuent leur rôle de dupes. Grâce à eux, tous les conseils élus, toutes les administrations se peuplent de protestants sans que ceux-ci daignent faire la moindre place à leurs étonnants auxiliaires.

MM. Thiers et Benoist-d'Azy, nommés dans d'autres collèges électoraux que le Gard, avaient opté pour ceux-ci et laissé vacants deux sièges à l'Assemblée nationale. Dès le 19 juin la société de propagande républicaine, à la tête de laquelle se trouvaient MM. Ducamp et Carcas-

(1) Une des personnalités les plus en vue de cette société fut M. Manse, avocat, qui n'en fit partie que plus tard ; dans son discours de réception M. Manse expliqua qu'il avait voté « oui » au plébiscite du 8 mai 1870.

(2) M. Charles Bigot, ex-professeur de rhétorique au Lycée de Nimes, collaborait au *Gard républicain*. Il était l'auteur de plusieurs brochures ou pamphlets intitulés : *le Père d'Alzon et l'Université*, *l'Œuvre de l'Assomption*, etc, etc.

M. Bigot entra à la fin de l'année à la rédaction de la *Gironde*. On le trouve plus tard attaché au *XIX^e Siècle*.

(3) M. Vier s'acquit une certaine célébrité par ses démêlés et sa polémique avec M. René d'Orfenille, rédacteur en chef de la *Gazette de Nimes*.

(4) Ce qui montre d'une façon péremptoire le but poursuivi par ce nouveau groupe politique, ce fut le soin qu'il mit à se poser sur le terrain religieux. Il était catholique et entendait rester catholique. Ses statuts n'admettaient au sein de la Société que des catholiques. Les protestants n'avaient pas voix délibérative.

sonne s'empessa de présenter, comme candidats, MM. Laget et Cazot. L'association démocratique se rangea à ce choix faisant appel au département tout entier. De son côté, le comité départemental légitimiste choisissait pour candidats : MM. Adolphe Blanchard et Henri de Brissac.

Les candidats républicains se hâtèrent de déclarer que la lutte était engagée entre l'ancien régime et la République, profitant habilement de ce que l'on semblait ne plus voir en présence que la République et la monarchie de Henri IV, voire même de François I^{er}. Ils faisaient entrevoir aux populations, en cas de réussite des candidats royalistes, la guerre avec l'Italie et le rétablissement du pouvoir temporel du Pape. Il est à peine besoin d'insister sur une telle exagération et sur un tel mensonge qui trouvait cependant quelque créance dans la foule, à voir l'attitude d'une fraction considérable du parti conservateur.

Le scrutin eut lieu le 2 juillet et amena les résultats suivants. Dans tout le département. M. L. Laget obtenait 56,071 voix et M. Cazot 52,949. La liste conservatrice, malgré la proclamation libérale de ses candidats, réunissait 46,100 voix pour M. Blanchard et 42,982 pour M. de Brissac. Sur 134,644 électeurs inscrits, il n'y avait eu que 97,257 suffrages exprimés, soit un très grand nombre d'abstentions. Dans les cantons de Nîmes où la lutte avait été très chaude, bien que le nom de M. Blanchard y fût unanimement respecté, bien que sa prise de possession de la mairie eût été marquée par une détente dans les idées absolues du milieu qui l'avait présenté, le parti conservateur se vit non en minorité, mais gravement atteint. Pendant qu'au scrutin, il perdait des voix, ses adversaires en gagnaient au contraire et on ne pouvait voir dans ce résultat que l'action de l'association démocratique.

Telle était au début des hostilités, la situation réciproque des partis. La fraction catholique républicaine, née d'hier, allait renforcer de tout le poids de son irritation, de sa colère, la fraction républicaine protestante pendant que, livrés à leurs propres forces, les légitimistes catholiques se voyaient, par leur conduite même, privés de l'appui de ceux-ci et de la foule des abstentionnistes profondément blessés par leurs manœuvres.

Il est hors de doute que la presque totalité des abstentionnistes, du 2 juillet, n'appartenaient pas au parti républicain, qui avait mis en ligne pour cette élection tout ce qu'il avait de forces et d'adhérents. Plus tard, à l'heure où il sera le maître des urnes, le maître du gouvernement, il ne pourra pas aligner un nombre supérieur de combattants. Le combat du 2 juillet, comme l'avait appelé la *Gazette de Nîmes*, fut une défaite que s'attira bénévolement le parti conservateur,

laissé à la direction de la *Gazette de Nîmes*. Nous verrons ultérieurement l'épilogue de cette élection.

Les républicains n'avaient pas seulement repris quelque courage devant le corps électoral. Ils s'essayèrent aussi par des manifestations publiques, à prouver leur force et surtout leur audace. Le 14 juillet, la Saint-Henri avait été célébrée dans les quartiers royalistes avec une ardeur toute particulière. Exaltés par la présence toute récente du Comte de Chambord sur le sol français, par le désir ardent, qu'ils avaient de voir la monarchie légitime rétablie, les royalistes dans leurs quartiers, célébrèrent cet anniversaire avec tout l'enthousiasme dont ils étaient capables. Plusieurs maisons illuminèrent. Il y eut des banquets, des concerts, des bals, et le drapeau blanc fut arboré dans divers cercles. Des bandes joyeuses circulaient dans l'Enclos-Rey en criant « vive le Roi ». Le parti républicain argua de cette manifestation pour en faire une à son tour, mais il faut convenir qu'il eut, pour le choix de la date, la main malheureuse (1). Sous le prétexte de célébrer l'anniversaire qui avait amené ses chefs au pouvoir, il imagina de fêter le 4 septembre. On ne pouvait oublier quelles angoisses, quelles terribles inquiétudes avait traversées le pays, l'année précédente à pareil jour, et on reste confondu qu'un parti ait pu s'arrêter à rappeler par des chants joyeux cette époque sinistre où on apprenait la déchéance de la France. Ce qui paraîtrait encore aujourd'hui une action coupable, le paraissait encore davantage au lendemain de nos désastres et de nos défaites, et on se rend compte de l'indignation qui agita notre population lorsque le 4 septembre on vit se balancer, comme en un jour triomphal, notre drapeau aux fenêtres et tout un quartier en fête. Ce sont choses, pour

(1) M. Lambrecht, ministre de l'intérieur, écrivait le 23 août 1871 aux préfets à ce sujet : « Je suis informé que dans plusieurs villes on se dispose à célébrer par des réjouissances publiques l'anniversaire du 4 septembre... On ne saurait oublier les désastres qui ont déterminé ce grave événement, ni se dissimuler que toute fête commémorative en son honneur rappellerait nos plus tristes revers.

» Veuillez donc faire appel au patriotisme de tous les bons citoyens et leur représenter que des manifestations de cette nature blesseraient, quant à présent, tous les sentiments de convenances... Si, contrairement à vos conseils, on persistait à vouloir exécuter les projets annoncés, je vous engage, pour vous y opposer, à recourir aux moyens que la loi met à votre disposition. »

M. Cazot, député républicain du Gard avait, par une lettre à ses coreligionnaires politiques, également réprouvé tout projet de manifestation. Le *Courrier du Gard* et le *Gard républicain* avaient donné les mêmes conseils.

On voit le cas que les républicains de la Placette firent de cet appel à leur patriotisme, aux convenances et à la modération.

qui les a vues, dont on ne se souvient qu'avec un profond sentiment de peine et de douleur. Il semblait que les cris de fête, les bruyants vivats et les détonations joyeuses de la Placette fissent écho à ceux de l'Allemagne, car l'Allemagne, elle aussi, fêtait cette date néfaste dans ses brasseries et dans ses casernes, cette date qui lui avait, en somme, valu la victoire presque définitive sur la France.

Mais les républicains ne se contentaient pas de ces manifestations à huis-clos. Il leur fallait aussi la « voie publique » et parce qu'au 14 juillet les royalistes avaient, dans leurs locaux, fêté le drapeau de leur roi, ils crurent bon d'arborer dans les rues l'étendard rouge. Fidèles à leurs habitudes, nous l'avons vu en maintes circonstances, ils mirent en avant des groupes de jeunes gens et de jeunes filles portant les uns des cocardes rouges et des bonnets phrygiens, les autres des écharpes rouges. Ils savaient d'ailleurs qu'ils allaient éveiller ainsi des protestations et peut-être même des représailles, car dès la première heure de ce jour, stationnait sur la Placette, leur quartier général, un bataillon de la garde nationale en armes. Ce bataillon, convoqué et réuni en dehors du chef de la légion, avait formé les faisceaux et détaché même des postes d'observation jusque vers les boulevards. On s'attendait évidemment dans ce quartier à une attaque de la part d'adversaires politiques et si l'on s'y était préparé c'est qu'on savait devoir la provoquer. Heureusement que ces prévisions furent déjouées. Cependant il y eut quelques incidents graves.

Sur le chemin de Montpellier, devant le café Ménard, un jeune homme, coiffé d'un bonnet phrygien se tenait, poussant les cris de : vive la Rouge, vive la Commune et interpellant des consommateurs voisins qu'il savait appartenir à une opinion contraire. Des injures furent échangées et l'agent provocateur put enfin se flatter d'avoir réussi dans ses manœuvres. Les légitimistes sortirent et après avoir assailli l'individu qui les narguait, mais qui leur échappa prestement, ils lancèrent une grêle de pierres dans l'établissement qu'ils envahirent sans peine. Une lutte s'engagea alors à coups de bouteille, de bâton et de pierre, qui se termina au prix de contusions que reçurent les combattants. Sur d'autres points où de semblables scènes étaient près de se répéter, l'autorité intervint à point et fit fermer les établissements publics.

Devant le café Nolhac, situé en face du square Antonin, à l'origine du quai de la Fontaine se produisait en même temps une rixe que les républicains appelèrent « une tentative d'assassinat. »

Vers onze heures du soir passait sur ce point un groupe de légitimistes qui, paraît-il, poussaient les cris de : vive le Roi ! sorte de réponse à ces

cris de : vive la Rouge! car il n'était plus question de République pour servir de ralliement aux républicains. M. Nolhac, qui était sur la porte de son café, s'avanca au devant du groupe conservateur et fort probablement sur un ton impérieux, car sans cela son attitude et son mouvement resteraient inexplicables, invita les légitimistes à se taire. Ses observations furent mal accueillies, il insista, une rixe s'engagea. Des coups furent échangés et Nolhac reçut pour sa part plusieurs coups sur la tête et deux coups de couteau à la cuisse. Le sieur Boissier, perruquier demeurant place de la Bouquerie, fut également frappé.

A côté de ces scènes regrettables, des faits isolés sont relevés sur divers points de la ville. Des attaques et des provocations ont lieu tant dans un camp que dans l'autre. Sur l'avis que les conservateurs du chemin de Montpellier sont attaqués par les républicains de la Placette, une bande descend de l'Enclos-Rey se dirigeant sur ce point. Le lendemain c'est l'inverse, des groupes républicains pénètrent dans le quartier conservateur et parcourent les rues de Paris, Tête-de-Mort, de la Vierge, en poussant des clameurs révolutionnaires. Dans la rue du Mail, dans la rue Porte de France, sur les boulevards des insultes sont échangées. Ici, c'est un républicain, le sieur Chardounaud, qui se voit obligé de se cacher dans une maison de la place Montcalm. Là, des légitimistes, les sieurs Privat et Bastide, sont violemment frappés, et ce dernier après avoir reçu un coup de pierre à l'œil est encore molesté quand il est à terre. Il se répand également le bruit qu'un légitimiste catholique, neveu d'un prêtre du diocèse, a été l'objet d'un odieux attentat. Pendant qu'il conduisait sa voiture un coup de fusil a été tiré sur lui et la charge a porté tout entière dans un manteau placé tout auprès de lui sur le siège. Ces rumeurs vont grandissant; on s'accuse mutuellement. Les républicains, toujours en armes dans leur quartier, ne se cachent pas pour se promettre une revanche au 22 septembre. Des compagnies de la garde nationale bivouaquent sur la Placette. Le maire se voit dans l'obligation d'interdire toute réunion ou promenade avec des insignes quelconques, tous chants, illuminations, pavoisements, pétards, coups de feux, même dans l'intérieur des maisons. Les excitations, il faut le dire, ne portaient pas seulement de quelques énergumènes. Un d'entre ceux auquel sa situation eût dû commander une grande réserve, M. Laget, cravatait de rouge le drapeau qu'il avait arboré à la fenêtre de sa maison. Cet exemple était suivi et presque tous les amis de M. Laget en avaient fait autant. D'autres avaient illuminé, témoin une maison mal famée. N'est-ce pas le cas de se demander si les manifestations de la démagogie déployant sa couleur favorite étaient

seules la cause de la colère du parti opposé ? N'était-il pas ignoble de fêter ainsi par des chants joyeux et un appareil bruyant l'anniversaire douloureux de notre défaite, de notre malheur ? Le patriote le moins exalté ne sentait-il pas monter en lui une rage sourde à l'aspect de ces bals, de ces lampions, de ces banquets et de ces chants dont se paraît le quartier républicain ? Nîmes fut de toutes les villes de France celle où il se passa ce jour-là quelques désordres ; la fête républicaine eut bientôt son épilogue. A raison de l'attitude d'une partie de la garde nationale, le gouvernement fit prononcer la dissolution de toutes les gardes nationales de France, et un décret du 12 septembre prononça tout d'abord la dissolution des légions du Gard.

« Si notre département est un des premiers où la loi soit appliquée, disait M. de Surville, colonel de la légion, dans son ordre du jour d'adieu, il faut l'attribuer sans doute aux regrettables manifestations du 4 septembre, organisées par des esprits turbulents avec lesquels vous n'avez jamais sympathisé. Nous le devons aussi à ceux qui ont si singulièrement grossi les incidents de cette triste journée qui devra être un jour de deuil pour tous les cœurs vraiment patriotes.....

» Les excitations venues de l'intérieur n'ont pas manqué à nos braves ouvriers. Elles n'ont trouvé d'écho que dans quelques clubs, hantés par des fous ou des misérables intéressés au désordre. On savait que fortement unis entre vous vous veilliez toujours et les émeutiers n'ont osé se montrer ; ils craignaient la pointe de vos baïonnettes. »

Le préfet, de son côté, décidait qu'on abattrait l'arbre de la liberté, élevé sans permission sur la Placette (1). Le 7 septembre, vers trois heures et demie de l'après-midi, le Commissaire central entouré de ses agents, assisté de gendarmes à cheval et de gardes champêtres, faisait enlever, puis scier l'arbre dont les morceaux furent portés à l'hôpital. Sur la place de l'Oratoire un groupe de femmes applaudit au passage de la force armée,

Le bruit fait par les incidents du 4 septembre se calma du reste rapidement en dépit d'une polémique acerbe dirigée par les journaux républicains, comme le *Gard républicain*, ou multicolore, comme le *Courrier du Gard*. Le Préfet fut particulièrement visé dans le débordement de la presse, rouge ou protestante, et l'objet d'une campagne des plus ardentes dirigée aussi bien contre ses actes administratifs que contre sa vie privée.

Cependant une circonstance allait momentanément détourner les

(1) Il était placé contre le mur extérieur de la maison Bergeron.

esprits d'un autre côté. Les élections départementales étaient proches, le scrutin devant avoir lieu le 8 octobre, et toute l'attention des partis politiques était absorbée par cette lutte électorale.

D'une part, les républicains avaient à cœur de garder les positions conquises le 2 juillet, de l'autre les légitimistes étaient intéressés à se venger de l'échec qu'il avaient subi et à reprendre sur leurs adversaires tous leurs avantages. Malheureusement, ils n'étaient guère mieux instruits des nécessités du moment qu'ils ne l'avaient été au lendemain du 8 février.

Les républicains présentaient dans les trois cantons de Nîmes, les candidats suivants :

1 ^{er}	Canton	Conseil général :	M. Louis Laget.
—	—	d'arrondissement :	M. Etienne Delon.
2 ^e	—	général :	M. Edouard Maumenet.
—	—	d'arrondissement :	M. André Conte.
3 ^e	—	général :	M. François Vier.
—	—	d'arrondissement :	Maxime Aubert.

Ces quatre derniers candidats appartenaient à l'*association démocratique*, et l'on voit combien en peu de temps cette société avait pris de l'importance dans notre ville.

Les candidats soutenus par la *Gazette de Nîmes* étaient :

1 ^{er}	Canton	Conseil général :	M. de Jassaud.
2 ^e	—	général :	M. Bézard.
—	—	d'arrondissement :	M. de Gorse.
3 ^e	—	général :	M. de Larcy.
—	—	d'arrondissement :	M. Aillaud.

M. Laget était, au premier tour, élu dans le premier canton par 3104 voix. Dans le second, M. Bézard passait avec 1857 voix, et M. de Larcy avec 1539 voix dans le troisième. Ces chiffres ont leur éloquence si on les compare à ceux de l'élection du 2 juillet que nous donnons plus haut et montrent combien, par sa politique maladroite et imprudente, la *Gazette de Nîmes* s'aliénait peu à peu le corps électoral.

Dans le département, M. Cazot battait M. de Mazarin à Anduze, MM. Ducamp et Bousquet triomphaient à Vézénobres et Lasalle, et M. Bosc était élu à Villeneuve contre M. Armand de Pontmartin. M. L.-Numa Baragnon échouait à Remoulins devant M. Gazagne. Le résultat donnait au total 22 conseillers républicains de toutes nuances et 18 conservateurs, et lorsque le 25 octobre le Conseil se réunit M. Laget fut appelé à la présidence par 20 voix contre 18 données à M. Chabaud-Latour. A ce moment le Conseil ne comptait que 39

membres, M. Laget ayant été élu dans deux cantons, le premier canton de Nîmes et celui de Saint-Hippolyte-du-Fort. L'élection complémentaire eut lieu le 26 novembre pour le premier canton de Nîmes. M. Laget avait opté pour Saint-Hippolyte. Le candidat conservateur fut encore ici M. de Viton de Jassaud qui obtint 1765 voix ; les électeurs préférèrent à cet homme instruit et capable le sieur Costecale, le champion forcé du *Gard républicain*, de l'association démocratique et du *Courrier du Gard*. Ils lui donnèrent 2481 voix. Il convient de dire que déjà les rivalités, la jalousie, l'envie s'étaient glissées dans le parti républicain. M. Costecale n'était pas le candidat cher à M. Laget qui eût voulu voir M. Maumenet à ce poste. Mais le Comité républicain en avait décidé autrement et l'ancien administrateur du Gard, riche propriétaire, eut la satisfaction d'entendre un de ses électeurs, M. A. Martin, s'écrier publiquement dans une réunion électorale « que ceux qui possédaient n'étaient et ne pouvaient pas être républicains. »

Le Conseil général du Gard et le Conseil d'arrondissement de Nîmes avaient au cours de leur session émis un vœu d'amnistie en faveur des assassins de la Commune. Ne fallait-il pas en effet donner satisfaction aux révolutionnaires de la Placette ? Ce vœu fut naturellement annulé par un arrêté du Préfet du Gard, en date du 18 novembre.

Ce mouvement électoral dont nous venons de parler avec quelque détail, car il présente à cette époque de résurrection de la France un intérêt puissant, montre, que peu à peu le pays reprenait sa vie d'autrefois. Notre armée tout entière prisonnière en Allemagne était revenue par détachements successifs et c'est grâce à ce que le gouvernement put avoir raison de la Commune de Paris et assurer la tranquillité du territoire. Les mobiles et les mobilisés (1) avaient été renvoyés dans leurs foyers. On eut bien l'idée de se servir des premiers pour étouffer l'insurrection parisienne, mais ils s'y refusèrent en majeure partie, et on se décida à renvoyer des troupes dont on se défiait et qui, prétendant

(1) Les mobiles de Nîmes (2^e bataillon) avaient été, de l'armée du Nord, transportés pendant l'armistice, par la flotte, de Dunkerque à Cherbourg et cantonnés ensuite dans la Manche et le Calvados. C'est de là qu'ils partirent pour regagner leurs foyers. Ils firent le trajet partie par étape, partie par les voies ferrées.

Les mobilisés avaient été déjà ramenés sur Nîmes.

Dans la séance du 29 avril à l'Assemblée nationale, M. Daron, rapporteur, lut une pétition dénonçant à l'Assemblée la conduite des mobilisés du Gard que les pétitionnaires prétendaient avoir entendu crier partout : « Vive Bismarck, vive la Prusse. »

La Commission par l'organe de son rapporteur proposa l'ordre du jour contre ces

n'avoir été recrutées que pour la période de la guerre avec l'Allemagne, n'aspiraient plus qu'à revoir leur pays.

Le traité de paix avec la Prusse avait été signé le 10 mai, à Francfort.

C'était la douloureuse consécration de nos défaites qui nous arrachait l'Alsace et une partie de la Lorraine, soit : 15,000 kilomètres carrés et 1,500,000 de nos concitoyens. De plus nous étions frappés d'une contribution de guerre de cinq milliards et une partie de notre territoire restait occupé par l'ennemi jusqu'à l'entier paiement de cette somme.

L'étonnante vitalité de la France, son patriotisme devaient hâter le moment ardemment souhaité où la botte allemande ne foulerait plus le sol français. Le gouvernement, pour opérer le premier versement de l'indemnité de guerre qui nous était imposée ne craignait pas de faire appel à la souscription publique et un premier emprunt de 2 milliards fut émis au mois de juin. En un jour 5 milliards furent souscrits. Le département du Gard comptait dans ce chiffre pour 7,782,637 francs 50 et la ville de Nîmes, à elle seule, avait souscrit pour 6,503,722 fr. 50. Ces résultats étonnèrent non-seulement le monde entier, mais les Français eux-mêmes.

Il n'y avait pas seulement à faire face aux exigences des Allemands, il fallait réparer le désordre de nos administrations, relever nos ruines, refaire tout notre outillage militaire, réorganiser nos services publics. Si l'emprunt constituait une ressource inespérée pour payer l'indemnité de guerre, les impôts servirent à payer les désastres accumulés sur notre malheureuse patrie par la guerre et par l'insurrection. Subitement toutes les ressources de la richesse publique furent frappées et le régime financier de la France se trouva singulièrement modifié par ces mesures fiscales si lourdes mais que le pays supporta sans murmurer.

Au lendemain de la guerre toute l'économie sociale de la nation était dans un état de perturbation difficile à décrire. Les usines chômaient, l'industrie était inerte, le commerce anéanti. Plus d'échange, plus d'affaires, plus de transactions.

absurdes récriminations qui d'ailleurs n'étaient signées d'aucun nom et n'étaient soutenues par personne.

M. de Valfons monta à la tribune pour flétrir les auteurs de ces imputations injurieuses et rendre hommage à la conduite des mobilisés qu'il avait eu l'honneur de commander. M. Destremx demanda à son tour la faveur de défendre l'honneur de tous les corps auxiliaires du Gard (mobiles, mobilisés et francs-tireurs).

Sans transition, à peine l'armistice signé, le commerce se prit à revivre, l'industrie reprit un nouvel essor. Une activité dévorante fit place à l'inaction de ces mois de deuil et d'angoisses, mais nos voies ferrées étaient encore hors d'état de servir sur beaucoup de points, notre matériel insuffisant (1), le personnel des chemins de fer trop peu nombreux et les locaux trop petits. Dans nos gares s'accumulèrent les marchandises qui demeuraient là faute de moyens de transport. Des plaintes s'élevèrent, des réclamations se firent entendre (2).

Notre pays, favorisé d'une abondante récolte de vin, se trouva dans l'impossibilité matérielle de l'expédier au dehors. Les routes étaient encombrées de véhicules chargés de fûts, formant aux alentours des gares de longs rubans qui s'accroissaient sans cesse et qui demeuraient là plusieurs jours attendant que la compagnie du chemin de fer pût les recevoir et les enlever. La Chambre de commerce s'en émut et protesta ; le commerce adressa à l'Assemblée pétition sur pétition. On gémissait d'une situation intolérable qui menaçait gravement les intérêts de tous. Les compagnies faisaient l'impossible pour satisfaire toutes les exigences mais ni le zèle des uns, ni les récriminations des autres ne pouvaient rien contre ce phénomène économique inattendu et qui fut une des non moins remarquables conséquences de la guerre franco-allemande.

Cependant les forces vives de la nation retrouvaient leur équilibre peu à peu comme les esprits violemment agités tout d'abord avaient retrouvé le leur. La vie nationale reprenait sa marche brusquement interrompue. Commerce, industrie, agriculture, armée, administration, après les plus étranges bouleversements, les plus violentes secousses se reconstituaient comme par enchantement.

Pendant cette longue période qui va de juillet 1870 à mai 1871 toute la France n'avait vécu que pour la guerre et la défense nationale. Tout

(1) Une grande partie du matériel des compagnies était en Allemagne où l'ennemi l'avait transporté pour le service de son armée. La Compagnie P.-L.-M. avait ainsi plus de 40,000 wagons de l'autre côté du Rhin, qui ne lui furent rendus que sur les instantes réclamations du gouvernement. Pendant la guerre un très grand nombre de wagons avait été mis hors de service et le premier soin de la compagnie, que je viens de citer, fut de faire fabriquer en toute hâte 40,000 autres wagons pour faire face aux exigences.

(2) M. Benoist-d'Azy, ministre des travaux publics, à qui incombait la difficile besogne de donner satisfaction au commerce, se multiplia pour assurer sinon la régularité du service, ce qui était impossible, du moins pour régler ce désordre et utiliser toutes les ressources en vue de l'intérêt général.

les efforts n'avaient tendu qu'à ce but. Mais une fois la paix signée, une fois Paris repris sur la Commune, on se reprit à vivre de la vie ordinaire et non de cette agitation factice des mois précédents.

Au mois de juin avait lieu à Nîmes le concours régional agricole qui se ressentit tout naturellement des événements qui s'étaient accomplis. Il fut peu brillant.

La première prime d'honneur et le prix cultural furent donnés à M. Causse, pour son domaine de Masserau.

La 2^e médaille d'honneur fut accordée à M. Emile Im-Thurn pour sa création de vignobles au mas des Gruns.

Le 19 novembre un nouveau Concours de viticulture avait lieu sous la présidence du Préfet, chez M. Léonce Guiraud, au domaine de Villary, commune de Saint-Gilles, M. Jules Cauzid, président de la société d'agriculture y prononçait un remarquable discours sur la culture de la vigne.

Cette question de vignobles devenait en effet des plus graves. Le phylloxera, que nous avons déjà vu en 1870 étendre ses ravages sur la rive droite du Rhône, avait envahi tout notre vignoble qui succombait peu à peu sous ses atteintes. MM. Planchon et Lichtenstein, de Montpellier, s'occupaient activement de rechercher un moyen d'anéantir le terrible insecte. A côté d'eux, plusieurs propriétaires tentaient eux aussi quelque remède nouveau, passant en revue tous les insecticides connus. On n'employait guère que des remèdes empiriques, ne connaissant pas encore les effets du sulture de carbone et son mode d'application. Mais déjà les plants américains faisaient leur apparition, grâce à M. Laliman de Bordeaux. En même temps M. Faucon, lançait dans le monde viticole l'idée de la submersion des vignes qu'il appliquait dans ses propriétés de Graveson. Nous verrons par la suite les heureux résultats dus à ce mode de traitement et les ressources nouvelles créées à notre pays par la culture des plants américains.

Le commerce et l'industrie s'agitaient en vue de l'Exposition internationale qui devait avoir lieu à Lyon l'année suivante.

Un comité se forma à Nîmes dans ce but. Il était composé de MM. Liotard, conseiller de préfecture ; Révoil, architecte ; Maumenet, membre de la Chambre du commerce ; Arnaud-Gaidan, fabricant de tapis ; Léon Dombre, membre de la Chambre de commerce ; Louis Sabran, censeur de la Banque de France à Nîmes ; N. Boucoiran, directeur du Musée ; Ducros, fabricant de châles ; P. Combet, fabricant de bonneterie ; Bosc, sculpteur ; Dumas fils, fabricant de pianos ; H. Michel.

D'autre part, grâce à la sollicitude de M. le baron de Larcy, ministre des travaux publics, l'éclairage de la côte du Grau du Roi était amélioré, et le phare de l'Espiguette construit sous l'habile direction de M. Lenthéric, ingénieur des Ponts-et-Chaussées (1).

De son côté, le préfet s'intéressait très-vivement à la station balnéaire du Grau-du-Roi, rendez-vous des Nimois pendant la belle saison,

Il cherchait aussi à faire revivre la foire de Beaucaire, gravement atteinte, et nomma une commission d'enquête pour rechercher les causes de cette situation désastreuse, ainsi que les moyens d'y remédier. Efforts louables mais impuissants ! La décadence de la célèbre foire n'est due qu'aux chemins de fer et aux moyens de transport qui ont décuplé. Ce grand marché commercial que les nécessités économiques des temps passés avait créé, disparaît peu à peu et n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. La foire de Beaucaire n'a plus sa raison d'être.

La question du rachat du pont qui relie le Gard et le département de Vaucluse entre Avignon et Villeneuve-lès-Avignon est l'objet de son examen attentif et bientôt résolue selon le vœu des populations (2).

Une commission d'enquête est nommée pour étudier l'établissement d'une voie ferrée partant de Nîmes et se dirigeant sur le Teil, desservant la rive droite du Rhône et reliant Uzès au chef-lieu du département.

Parmi les membres de cette commission figuraient MM. Chambon, ex-président du Tribunal civil de Nîmes, le baron de Fontarèches, E. de Clausonne, de la Bruguière, de Flaux, Bonnefoy-Sibour, Gazagne, Mallet, Lacombe, etc., etc.

Il est impossible de ne pas remarquer que les choix de l'administration étaient dictés par un ferme esprit d'impartialité. Dans ces commissions se coudoyaient conservateurs et républicains, catholiques et protestants.

Aujourd'hui que les républicains détiennent le pouvoir, ils se gardent d'imiter la largueur de vues et la tolérance d'une administration qu'ils qualifiaient alors de tyrannique. Ils écartent avec un soin jaloux

(1) M. Lenthéric est l'auteur d'un ouvrage d'une haute érudition et d'un intérêt captivant. *Les villes mortes du Golfe de Lion*.

(2) A la suite des négociations dirigées par M. de Larcy, un décret du 28 mai 1872 approuva le traité passé entre la ville et l'Etat pour le rachat de ce pont. Le passage devint gratuit à dater du 25 juin 1872.

de toutes les commissions officielles, qu'elles émanent de l'autorité où qu'elles se recrutent dans les corps élus, tous ceux qui ne font pas montre de dévouement à la République, préférant les peupler de nullités que d'y faire entrer un conservateur capable.

Le général de Chabaud-Latour reprenant l'œuvre d'Emilien Dumas fait voter 1000 francs pour la continuation des travaux de la carte géologique du Gard, et dans le même ordre d'idées, M. Parran, ingénieur des Mines, directeur de la compagnie de Mokta-el-Hadid (1), publie une étude fort remarquable qui n'est que le complément des travaux exécutés par le géologue de Sommières.

M. Révoil, reçoit de M. le ministre de l'Instruction publique, la mission de restaurer à Saint-Gilles, la maison romane, dite de Clément IV (2).

Dans ce mouvement général (3), notre municipalité ne demeure pas en arrière. Elle a d'ailleurs à poursuivre les travaux engagés par M. Demians, et notamment ceux du Cours-neuf, de la couverture du Vistre, du boulevard de la Tourmagne et ceux qui doivent amener les eaux à Nîmes.

Les premiers d'entre ceux-ci présentaient un double intérêt. Non seulement ils contribuaient à doter notre ville d'un boulevard, qui, par la suite, deviendra une magnifique promenade, mais, dès les premiers coups de pioche donnés on put se convaincre que ce sol allait livrer des richesses archéologiques inconnues. Nous avons dit ce qu'au mois de décembre 1870, les ouvriers avaient mis au jour ; à mesure que le travail se généralisa, les découvertes allèrent se multipliant et bientôt le Cours-Neuf devint le lieu de rendez-vous des savants Nimois. Une maison voisine, celle de M. Verdier, négociant, se transforma en

(1) Localité située à 36 kilomètres de Bône (Algérie) où se trouvent des mines de fer magnétique réputé. La compagnie du Mokta-el-Hadid exploite une concession dans le bassin houiller du Gard.

(2) Une circulaire ministérielle en date du 31 août 1874 réorganisa la commission scientifique du Gard comme il suit : M. Ballon, ingénieur en chef des Ponts et chaussées ; M. de Lamothe, archiviste du département ; M. Edouard Boyer, chimiste ; M. de Cizancourt, ingénieur ; M. Germer-Durand, bibliothécaire, membre de l'Académie du Gard ; M. Charles Lenthéric, ingénieur ; M. Adolphe Valz, propriétaire.

MM. le baron de Fontarèches, Bézard, E. Silhol furent nommés membres du Conseil départemental de l'Instruction publique.

(3) La commission de surveillance de la maison d'arrêt fut réorganisée et ses fonctions confiées à MM. Blanchard, le chanoine Aillaud, le pasteur Viguié, Bézard, conseiller général ; Chardon, conseiller municipal ; Gustave de Clausonne, Emile Silhol.

musée provisoire où on déposait au fur et à mesure les trouvailles opérées.

Celles-ci étaient parfois fort curieuses et donnèrent l'occasion à MM. Révoil et Germer-Durand, en particulier, de fixer quelques points contestés de notre archéologie locale. C'est ainsi par exemple qu'on découvrit plusieurs poteries précieuses, plusieurs monnaies qui malheureusement ne furent pas toutes remises au directeur des travaux et échappèrent ainsi au médaillier de notre ville. On put établir aussi l'emplacement réel de la *rue des Orfèvres* que la tradition disait être située au quai du Cadereau. C'est sous cette forme que s'était perpétué dans la population le souvenir de la magnificence et de la richesse de ce quartier de la ville romaine, et le grand nombre de mosaïques, de sculptures, de chapiteaux trouvés en cet endroit ne put que confirmer les données de la tradition.

Sur la portion du boulevard de la Tourmagne qui avait été entreprise, on trouvait aussi quelques monnaies dont une, un moyen bronze de Vespasien et l'autre un jeton de Nuremberg du temps de Louis XIV.

L'idée de la création de ce boulevard appartenait à l'administration précédente qui en confia l'exécution à M. Tur, architecte. La direction générale de cette voie était l'ancienne ligne des remparts romains, avec une largeur prévue de vingt mètres, sauf sur quelques points où cela eût été d'une exécution trop onéreuse. La longueur du boulevard était en tout de 1780 mètres, dont 880 du mont Duplan au chemin de Porte d'Alais et 900 de ce dernier point à la Tourmagne.

M. Tur avait prévu dans son projet un viaduc de onze arches, de 8 mètres 20 centimètres d'ouverture, avec une hauteur maximum de 18 mètres pour passer du coteau du mont Duplan à celui des moulins à vent, au-dessus du chemin dit de la Croix de Fer. L'exécution totale de ce travail devait coûter 167,000 francs. Il n'en a été en réalité réalisé que le cinquième environ sur la section la plus abordable et la moins coûteuse.

De ces projets le plus important, et celui dont la réalisation était un bienfait réel pour la cité, c'était la réussite du projet Dumont, et l'arrivée des eaux à Nîmes. En dépit des événements, en dépit des obstacles les travaux avaient été poursuivis avec obstination, bien que par la force même des choses, ils eussent subi plusieurs mois de retard et, le 23 août 1871, ce fut avec satisfaction qu'on apprit que les machines du Creuzot, définitivement installées, avaient enfin refoulé les eaux du Rhône jusqu'au mas Pagès. Le mercredi 6 septembre le réservoir cons-

truit à la Porte d'Alais s'emplissait et entre onze heures et minuit, les Nimois pouvaient voir le bienfaisant liquide tomber avec force dans les canaux de la Fontaine. Cet événement fut salué avec joie par tous et on rendit hommage à ce conseil municipal conservateur, à cette municipalité à la tête de laquelle était placé M. Balmelle, qui, par leur initiative et leur résolution, avaient réalisé cette œuvre considérable.

Il appartenait à la nouvelle administration municipale, conservatrice elle aussi, d'utiliser et de répartir sur tous les points de la cité cette richesse nouvelle que quelques pessimistes avaient jugé impossible à acquérir. M. Blanchard et ses collègues se mirent sur le champ à l'œuvre qu'ils menèrent, personne ne saurait le contester, à bonne fin. Il faut reconnaître que dès le moment où les eaux du Rhône coulèrent bruyamment dans le réservoir de la Porte d'Alais, et où nos boulevards furent régulièrement arrosés, les demandes d'abonnement affluèrent à la mairie. La première des demeures privées où furent installées les eaux fut la maison Valz, sur le boulevard du Grand-Cours. Nous aurons l'occasion de suivre l'extension donnée à ce nouveau service devenu aujourd'hui l'un des plus importants de notre administration municipale (1).

Dans un travail d'une exécution aussi difficile que délicate, on pouvait croire que les devis seraient dépassés dans une proportion considérable. L'administration municipale actuelle (1887) nous a offert les fréquents exemples de majorations scandaleuses. Le rapport fort détaillé que M. Laurent, conseiller municipal, fit à ses collègues sur l'ensemble du projet au mois de décembre 1871 prouve que les crédits votés s'élevant à 3.500.254 francs furent dépassés seulement de 98.992 francs 32 (2).

L'année 1871 fut marquée par un mouvement religieux au sein du protestantisme, mouvement auquel Nîmes, à raison de la place qu'elle occupe dans la religion réformée, devait prendre une grande part. La conférence évangélique nationale de France se réunit dans notre ville

(1) En 1886, le montant des sommes à recouvrer pour concession d'eau s'élevait à 413,224 francs 43 centimes.

(2) Les travaux exécutés au commencement de l'année 1871 sur différents points de la ville ne furent pas toujours confiés à des ouvriers intelligents. Plusieurs des objets remarquables trouvés au Cours-Neuf furent brisés ou à nouveau enfouis par l'indifférence ou l'ignorance de ceux qui les avaient mis au jour.

Au jardin de la Couronne, un terrassier ignorant détruisit un *Agave Smithii*, plante fort rare et qui était d'une belle venue.

les 25 et 26 octobre. On comptait dans cette importante réunion cent sept pasteurs ou anciens de l'Eglise réformée.

La conférence ne resta pas seulement sur le terrain religieux, et, à ce titre, ses décisions relèvent de l'historien. A l'unanimité moins une voix, elle émit le vœu que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat fût inscrit dans la prochaine Constitution que se donnerait la France.

La même conférence prenait en outre la délibération suivante :

« Les pasteurs et anciens de la conférence évangélique et nationale de France (section du midi) expriment le vœu que l'Assemblée Nationale le vote l'instruction primaire, gratuite et obligatoire, et charge leur bureau de transmettre ce vœu à qui de droit. »

Un député protestant, M. Destremx, présent à la séance reçut la mission de transmettre ce vœu à l'Assemblée Nationale et de l'appuyer de sa parole.

On ne peut qu'être surpris de voir une assemblée religieuse, convoquée pour s'occuper exclusivement d'intérêts confessionnels, émettre un vœu politique comme celui qui précède.

Le protestantisme traversait en ce moment une crise que nous verrons s'affirmer dans le courant de l'année suivante. Un décret du gouvernement vint en effet, assez brusquement, convoquer un synode général des églises réformées de France et d'Algérie. Aux termes de ce décret, chaque consistoire devait, quel que soit le chiffre de la population protestante envoyer deux délégués, un laïque et un pasteur, au synode provincial formé par le groupement de cinq consistoires, et les synodes provinciaux devaient nommer les députés au synode général à raison d'un député par dix pasteurs.

Le Consistoire de Nîmes s'émut de cette décision qui lui paraissait bouleverser la constitution des églises existantes et de la convocation inattendue d'un synode dont rien n'indiquait ni la nature, ni la partie, ni les attributions. Il décida d'envoyer auprès du président de la République et du ministre des cultes une députation de MM. Viguié, président du Consistoire, et Grotz, pasteur ; Emile de Clausonne, Meynier de Salinelles et Léon Penchinat, anciens.

Ces délégués avaient pour mission d'obtenir quelques explications qui paraissaient nécessaires au consistoire de Nîmes, sur le caractère et les attributions du futur synode. Nous aurons à nous occuper de celui-ci au cours de l'année 1872.

En dehors de son maire, M. Demians, enlevé dès le commencement de cette année 1871 par une cruelle épidémie, Nîmes perdit deux autres de ses enfants.

M. Deloche, inspecteur de l'Académie, succomba le 10 mai 1871, à l'âge de soixante-cinq ans, au milieu de ses travaux littéraires. M. Deloche faisait partie de l'Académie du Gard.

M. Pierre-Joseph-Numa Baragnon, préfet honoraire, et à l'attitude duquel j'ai rendu hommage en parlant du coup d'Etat de 1851, mourut le 23 septembre 1871, à l'âge de soixante-quinze ans. M. Baragnon était l'oncle du jeune député du Gard qui, à peine arrivé à l'Assemblée nationale, avait conquis une place marquante dans la majorité conservatrice et qui fut quelques jours après frappé dans ses plus chères affections.

CHAPITRE SIXIÈME

(Année 1872)

SOMMAIRE

L'ÉLECTION DU 7 JANVIER. — LE GÉNÉRAL CATHELINÉAU A NIMES. — LE COMTE DE CHAMBORD A LUCERNE ET A ANVERS. — MOUVEMENT ROYALISTE. — RIXES ENTRE RÉPUBLICAINS ET CATHOLIQUES A NIMES. — ATTITUDE DE LA GAUCHE DU CONSEIL GÉNÉRAL. — L'AFFAIRE FACQUIGNON. — DÉSORDRES A SAINT-CÉSAIRE. — PÉLERINS NIMOIS INSULTÉS. — LES ANNIVERSAIRES DES 11 ET 15 JUILLET. — ANNIVERSAIRE DU 4 SEPTEMBRE. — MANIFESTATIONS A LA PLACETTE. — INSULTES A L'ARMÉE. — L'ADRESSE DES NIMOIS AU COMTE DE CHAMBORD. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS POUR L'OBTENTION DE L'ARTILLERIE. — HOSTILITÉ DES RÉPUBLICAINS DU CONSEIL GÉNÉRAL. — DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL. — LE RAPPORT DE M. BOUSQUET CONTRE M. DE CHAMPVANS. — DÉCISION DU GOUVERNEMENT. — LE CONCOURS RÉGIONAL. — L'INSTRUCTION LAÏQUE. — LE RÉSEAU FERRÉ DU DÉPARTEMENT. — LE JOURNAL « LE CHATIMENT. » — RABAGAS. — COLLISION A BESSÈGES. — SOUSCRIPTION POUR LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE. — EMPRUNT DE TROIS MILLIARDS. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — VIOLENT ORAGE. — LE SYNODE PROTESTANT. — NÉCROLOGIE.

Cette année nous ramène, dès son premier mois, à l'élection du 27 juillet 1871, qui avait donné la victoire aux deux candidats républicains MM. Laget et Cazot. Le premier avait été, dans la séance du 14 juillet 1871, invalidé comme ayant exercé depuis moins de six mois les fonctions de préfet du Gard, et le scrutin pour pourvoir à cette vacance avait été fixé au 7 janvier.

Naturellement les comités républicains avaient, dès le lendemain de l'invalidation de leur candidat, décidé de le représenter à nouveau devant le collège électoral. Dans le sein du parti conservateur, une certaine modification dans l'attitude politique s'était produite. Les idées

de conciliation, tout d'abord écartées, reprenaient le dessus. On convenait que l'exclusion et la raideur ne sauraient prévaloir et les fautes commises sautaient aux yeux des moins prévenus.

Le mouvement qui s'était fait dans le parti catholique n'avait pu échapper au parti conservateur et en particulier à cette fraction qui n'avait qu'à contre cœur subi l'impulsion de la *Gazette de Nîmes*. Il convenait de réagir, de remettre dans sa véritable voie le faisceau des forces conservatrices et de rappeler ceux qui étaient sortis, comme M. Manse par exemple, de la voie qu'ils s'étaient tracée. Le premier acte était de rassurer tous ceux qui s'étaient quelque peu alarmés à voir le terrain étroit adopté par le parti conservateur. Ce n'était plus, en effet, le parti légitimiste catholique qui se présentait au scrutin avec son drapeau, avec ses candidats, c'était le parti de l'ordre, formule qui pouvait, à bon droit, grouper tous ceux que le désordre des idées ou de la rue effrayait. Et pour marquer, mieux encore, cette nuance, cette évolution dirai je, il ne fut plus question ni de M. Blanchard, ni de M. Brissac, les deux candidats malheureux du 2 juillet 1871, mais on s'adressa au fils d'un homme dont les idées libérales et dont la haute position devaient être un sûr garant que la politique d'exclusivisme avait fait son temps et que les intérêts du département seraient hardiment défendus.

M. Paul Benoist d'Azy devint en conséquence le candidat du parti de l'ordre, sans autre épithète, contre M. Laget, présenté par le parti républicain. La situation était ainsi des plus nettes. Autour des défenseurs de l'ordre pouvaient se grouper tous les conservateurs, même républicains ou soi-disant tels.

C'est dans cet esprit que les membres du comité royaliste (1), parlant « au nom du parti de l'ordre, » adressèrent à l'association démocratique une lettre pour prévenir leurs concitoyens de leur erreur à propos de l'élection du 7 janvier.

(1) MM. Jules de Bernis, Joseph Blanc, Pierre Bland, Lucien Boissel, Pierre Bourrier, Jean Combe, Henri Coulet, Paul Cournet, Jean Cristol, Claude Delon, Martin Donzel, Diéudonné Doulicier, Jacques Dussaud, Jean Fontanille, André Fraise, Louis Frédier, Joseph Granier, Edmond Hours, Antoine Itier, Joseph Jallat, Jules Japavaire, Michel Gascon, Emile Laurent, Henri Lautrec, Pierre Liégeois, Pierre Masson, Laurent Meffre, Jules de Mérignargues, Milliarède-Barot, René d'Orfeuille, Alexis Polge, François Pradon père, Auguste Reboul, Raymond Rey, Alfred Rouvier, Jacques Roux, Louis Roux, Jacques Sabatier, Joseph Séguin, Noël Servent, Louis Soubrat, J.-B. Soustelle, Alfred Tibaut, Augustin Trouille, Vacher, Jean Valentin, Pierre Vayé, Louis Vigoureux.

« Une réunion de quelques anciens conservateurs, disait cette lettre, s'est un jour formée à Nîmes, sous le nom bizarre d'association démocratique catholique.

» Ses membres ont publié un manifeste, mais personne ne tombera dans leurs panneaux. »

Cette tentative montre combien j'avais raison d'insister dans le chapitre précédent sur les maladresses commises par le parti légitimiste, puisqu'elle révèle combien on redoutait l'action dissolvante des catholiques démocrates, transfuges, pour la plupart, du parti conservateur. Cette démarche, nous le verrons, dans un instant, obtint en ce qui touche Nîmes, un plein succès, mais faite au dernier moment, son action ne pouvait efficacement s'exercer sur la campagne. Les républicains, d'ailleurs, en voyant l'évolution inattendue du parti conservateur qui pouvait être leur ruine, redoublaient d'audace et accablaient de leurs injures et de leurs mensonges la candidature de M. Paul Benoist d'Azy. Toute leur tactique consistait à remettre la question dans l'état où elle se posait aux scrutins précédents sentant bien que cette erreur volontaire pouvait seule leur attirer les voix de quelques timorés ou jeter dans l'abstention plusieurs des conservateurs.

Ils affectaient de tenir pour nulle et non avenue la circulaire libérale du candidat qui écrivait à ses électeurs : « Homme de mon pays et de mon temps, je ne répudie ni l'égalité civile, ni la liberté religieuse, ces fruits légitimes de la civilisation et du progrès. Je veux au contraire les défendre contre la vieille secte révolutionnaire qui a fait les jacobins et la jeune école socialiste qui nous a donné l'Internationale et la Commune. »

Les jacobins restèrent sourds à de telles affirmations et n'en continuèrent pas moins à prêcher que le triomphe du candidat, qu'ils appelaient toujours légitimiste, devait jeter la France dans une guerre avec l'Italie. Ils avaient appris à leurs dépens, le 8 février, combien cet épouvantail de la guerre avec ses atrocités effrayait le pays, et ils ne craignaient pas d'en jouer à leur profit à ce moment.

Cette insigne mauvaise foi devait triompher des objurgations les plus loyales et des explications les plus franches. En vain M. de Chabaud-Latour, un protestant royaliste, écrivait-il à ses amis, pour les adjurer de soutenir le parti de l'ordre, en vain, j'adressais moi-même aux électeurs, en ma qualité de membre du cercle des *Amis de l'Ordre*, des recommandations dictées par une ardente conviction : « Le parti de l'ordre, disais-je, vient de faire la part de chacun; il a choisi comme candidat M. Benoist-d'Azy fils, un homme éminent

et libéral, connaissant à fond les intérêts de notre pays, sans préjugés fâcheux, au-dessus de toute rancune locale, digne, en un mot, de représenter à la Chambre toutes les nuances de l'opinion conservatrice. » Les révolutionnaires n'en continuèrent pas moins à tromper les électeurs. Le *Républicain du Gard* soutenait la plus violente polémique et avait trouvé un digne auxiliaire dans le *Courrier du Gard* que nous avons pu voir, tour à tour monarchiste avec Louis-Philippe, républicain avec Cavaignac, bonapartiste avec Napoléon III et maintenant rallié à la politique démagogique.

Le scrutin du 7 janvier s'ouvrait dans ces conditions qui témoignent cependant d'un changement notable dans la situation politique.

M. Laget était élu avec 52.580 voix (1), M. Benoist-d'Azy fils en obtenait 46.273. 99,930 électeurs seulement sur 132,569 inscrits avaient exprimé leur suffrage et le chiffre des abstentionnistes montre l'indécision évidente du corps électoral. Néanmoins, il était constant que le terrain sur lequel s'était placé le parti conservateur, terrain qu'il avait malheureusement un instant abandonné, trouvait devant le suffrage universel un accueil favorable. Si les campagnes, qui n'avaient assisté qu'aux derniers jours de la lutte et que la propagande révolutionnaire avait ébranlées, ne s'étaient pas rendu compte de l'évolution politique du parti conservateur, Nîmes, dans ses trois cantons, prouvait que la nuance ne lui échappait pas et les chiffres sont là pour le démontrer mieux encore qu'une simple affirmation.

Le parti conservateur obtenait, en effet, dans les trois cantons 7.645 voix, tandis qu'au 2 juillet ce chiffre était réduit à 6.418 pour M. Blanchard et à 6.310 pour M. de Brissac, soit une différence de plus de 1,200 voix acquises au parti de l'ordre. Si l'on n'arrivait pas au nombre des voix conservatrices obtenues le 8 février, on s'en approchait sensiblement (2).

Quant aux républicains, ils se maintenaient à grand peine sur le terrain conquis et visiblement l'éclatante affirmation du parti de l'ordre faisait perdre du terrain aux démocrates catholiques.

M. Laget au 8 février 1871 réunissait à Nîmes 5.902 voix, au 2 juillet 1871, 5.920 et au 7 janvier 1872, 6.051. En revanche entre ces deux dernières dates, il perdait un certain nombre de voix dans tout le département. Chose à remarquer, le deuxième canton de notre ville

(1) Au 2 juillet M. Laget en avait obtenu 54,440.

(2) Le nombre moyen des suffrages conservateurs au 8 février est de 7763,

s'était plus particulièrement fait remarquer dans cette élection par ses tendances révolutionnaires. Il était également à constater qu'à Nîmes seulement plus de 6.000 électeurs s'étaient abstenus et que leur intervention dans la lutte eût été capable d'en modifier les résultats.

Le scrutin du 7 janvier n'en était pas moins un précieux encouragement pour ceux qui venaient de prendre la tête du parti conservateur et dans sa lettre de remerciements aux électeurs du Gard, lettre datée du 10 janvier, M. Paul Benoit-d'Azy avait quelque raison d'écrire en s'adressant à ses coreligionnaires politiques : « L'échec que vous venez de subir devant la coalition des violents et des dupes, les progrès que vous avez réalisés depuis le mois de juillet doivent amener un redoublement de vos patriotiques efforts. La violence de vos adversaires, leur impuissance à maintenir de mensongères promesses éloigneront d'eux tous les hommes de sens et d'honneur ».

Il est absolument certain qu'un réveil se faisait dans les esprits et qu'un heureux groupement se préparait qui pouvait amener le triomphe du parti de l'ordre. On était rempli d'espérance, heureux d'avoir trouvé une plateforme assez large pour réunir tous ceux qui ont soif de liberté, de religion et de calme social.

C'est sous cette impression heureuse qu'arriva à Nîmes un homme dont le nom seul était pour le parti royaliste d'une haute signification, car il résumait à la fois l'idée de dévouement à la patrie et celle de fidélité à Dieu et à son Roi, le général Cathelineau. La réception que lui firent les royalistes fut enthousiaste et magnifique.

Tous les cercles royalistes voulurent le posséder pendant les courts instants qu'il passa dans notre ville et apporter à ce petit-fils d'un paysan, devenu un terrible capitaine contre les armées de la Révolution, à ce soldat de la religion et de la patrie, leur tribut d'admiration. Lors de sa visite au cercle des Bourgades, situé au plan Bachalas, le général fut reçu avec acclamation. Le président du cercle le reçut en lui disant « Général, l'organisation de ce cercle n'est point encore complète ; vous lui donnerez le baptême de gloire en lui prêtant votre nom, il s'appellera désormais cercle Cathelineau. »

Au mont Duplan eut lieu une grande réunion à laquelle assistait toute cette population si fidèlement attachée à la foi de ses pères. Le général fut porté en triomphe et ces braves ouvriers, dans l'excès de leur zèle, dételèrent sa voiture (1).

(1) De Nîmes, le général Cathelineau s'était rendu à Montpellier se dirigeant sur Poitiers. Il descendit à l'hôtel Nevet avec quelques amis, mais le soir la canaille

A cette joyeuse manifestation royaliste en succédait une autre qui ne fut ni moins belle ni moins touchante. L'anniversaire douloureux du 21 janvier fut à ce moment célébré avec une ferveur toute particulière. La situation était grave, M. Thiers, qui décidément se rapprochait des révolutionnaires pour se perpétuer au pouvoir, venait de donner sa démission et la crise gouvernementale menaçait d'entraîner le pays dans de graves complications. Ce n'est que devant un ordre du jour de l'Assemblée et sur les instances d'un certain nombre de membres appartenant à toutes les fractions de la Chambre, mais principalement à la gauche, qu'il consentait à reprendre le pouvoir, mais il laissait entendre que la crise n'était qu'ajournée.

L'anniversaire du 21 janvier et l'incertitude de l'avenir du pays amenaient au pied des autels une foule recueillie. Dans toutes les églises de Nîmes un service solennel fut célébré ; mais il fut particulièrement émouvant à Saint-Charles, devenue trop petite pour contenir les fidèles. L'abbé Edmond Chapot fit l'éloge funèbre de Louis XVI et lut le testament du roi-martyr.

Une autre circonstance avait contribué à relever les espérances du parti monarchiste. Le comte de Chambord s'était rendu à Lucerne et un grand nombre de royalistes étaient accourus dans cette ville. Nîmes y avait envoyé plusieurs de ses enfants qui furent présentés au roi par le baron de Fontarèches. On remarquait parmi eux : MM. Daudé de La Valette, Louis-Numa Baragnon, Amédée de Mérignargues, Windisch, armurier ; le comte de Montlaur, René d'Orfeuille (1).

Ce n'était pas le seul désir de présenter leurs hommages au descendant des Bourbons qui avait attiré à Lucerne un aussi grand concours de royalistes. A la suite du rapprochement qui s'était effectué entre la gauche de l'Assemblée et M. Thiers et de la démission de celui-ci, les idées de fusion avaient plus que jamais repris le dessus. Les princes

républicaine vint faire une démonstration sous ses fenêtres en poussant les cris de vive la Commune, vive Garibaldi, mort aux capitulards.

Le général à sa sortie fut accueilli par des vociférations et des menaces de mort et c'est en hurlant : à la lanterne Cathelineau, que cette tourbe républicaine lança sur le général et ses amis une grêle de pierres qui atteignit grièvement plusieurs personnes. Un individu fut même frappé d'un coup de couteau à la bouche, et pendant deux jours, à la face d'une police inerte et d'une municipalité silencieuse, ces désordres se produisirent, que n'eût peut-être pas soulevés au sein de cette population communarde la présence du traître Bazaine.

(1) Rédacteur en chef de la *Gazette de Nîmes*, et auteur de la brochure : *Le Pèlerinage à Lucerne*.

d'Orléans n'étaient pas éloignés de se ranger derrière le comte de Chambord et déjà l'on parlait d'une démarche de M. le comte de Paris dans ce but. A Lucerne, les partisans de la fusion vinrent plaider leur cause ; ils y rencontrèrent les légitimistes intransigeants qui eux aussi plaidaient la leur, et qui malheureusement triomphèrent.

Au moment où on pouvait espérer quelque concession de la part du prince et où le parti conservateur se dressait tout entier pour relever le trône des Bourbons et la monarchie française, Henri V écrivait, à la date du 25 janvier, une lettre qui détruisait toutes ces illusions. Il demeurerait inflexible sur la question du drapeau et manifestait hautement l'intention de ne revenir qu'avec le drapeau blanc : « Je ne devais pas, me dit-on, demander à nos valeureux soldats de marcher sous un nouvel étendard. Je n'arbore pas un nouveau drapeau, je maintiens celui de la France. » Ainsi tombaient ces projets de restauration monarchique, dont la réalisation, si facile à ce moment, eût sauvé la France.

Les adversaires de la monarchie habiles à duper le peuple, à se payer de mots et à jouer des artifices de langage s'évertuaient à ne présenter Henri V que comme le revenant de la monarchie absolue et le régime monarchique que comme la reconstitution du moyen âge. La presse républicaine était remplie de ces ineptes prophéties, de ces ridicules mensonges que beaucoup accueillaient sans même se donner la peine de contrôler les légendes à dormir debout, inventées par les internationalistes ou les francs-maçons. Au fond et sous le couvert de la politique, c'était bien plus la guerre à la religion que poursuivaient ces sectaires car ils savaient qu'en atteignant le comte de Chambord ils frappaient le catholicisme.

Cependant quelques désillusionnés que fussent certains conservateurs à la suite de la lettre-manifeste du 25 janvier, les royalistes ne perdaient pas courage, et le nombre de ceux-ci fut plus grand encore qui accoururent à Anvers saluer le prince. Les républicains s'en alarmèrent et inquiets de la suite que pourraient avoir pour la République ces entrevues entre les monarchistes et le roi, ils résolurent d'y mettre un terme. Ils excitèrent les bas fonds de la populace anversoises, envoyèrent dans cette ville des insulteurs à gages et fomentèrent des troubles dans les rues. Henri V crut devoir se retirer et le fit avec sa dignité habituelle.

Dans la France se continuait une active propagande royaliste. Les projets de fusion étaient formellement discutés et la Droite de l'Assemblée rédigeait un manifeste qu'elle adressait au prince. A Nîmes dès la fin de janvier sous l'impulsion de ce mouvement, se fondaient de

nombreux cercles et chambrées conservateurs qui venaient s'ajouter à ceux existant déjà. Les murs de ces lieux de réunion étaient tapissés d'emblèmes royalistes. En même temps se répandaient à profusion dans le département des brochures, journaux, médailles, images, qui venaient contrebalancer les factums mensongers dont les républicains inondaient le pays.

Ce réveil du parti royaliste, qui s'était traduit par des actes à l'élection du 7 janvier, avait le don d'irriter le parti républicain tout entier et celui-ci recommença les scènes de provocation qui lui étaient familières. Le dimanche, 3 février, un certain nombre d'entre eux, sortant des Fantaisies Nimoises, se portaient après s'être muni de pierres, vers la rue Neuve, où se trouvaient réunis quelques ouvriers, dans le cercle des Amis de l'Ordre. Le local royaliste fut assailli par une grêle de pierres et les agresseurs ne s'enfuirent qu'en voyant arriver sur eux la police prévenue en toute hâte et un piquet d'infanterie.

Rue du Mail, deux royalistes étaient entourés par les membres du cercle radical des Amis réunis et l'un d'eux couché en joue par un individu armé d'un pistolet.

L'autorité pour prévenir ces scènes tumultueuses dut faire garder la Placette par la force armée, menaçant, si elles se renouvelaient, de faire fermer le club républicain.

Naturellement les républicains prétendirent, et le *Gard Républicain* se fit leur écho, que les royalistes les avaient provoqués et demandèrent des poursuites judiciaires contre ceux-ci. Une pétition dans ce sens, signée d'habitants des rues Rulman, Pont-Sigalon, de l'Aspic, des Tilleuls, Neuve, de la Placette, fut adressée à M. Blanchard. Mécontents de ne pas avoir abouti, les républicains imaginèrent un autre moyen, à tout le moins bizarre. La Commission départementale s'occupa de ces incidents et chargea M. Claris d'insérer dans son rapport un blâme à l'autorité municipale.

« Dans les premiers jours de février, des scènes de désordre, disait le rapporteur, ont eu lieu à Nîmes, sous les yeux même, on peut le dire, des autorités constituées. Des bandes d'hommes armés de gourdins ont parcouru à plusieurs reprises et habituellement vers minuit certains quartiers de la cité ; des maisons ont été assaillies à coups de pierre ; des passants inoffensifs ont été menacés et même maltraités.

» Ces manifestations inqualifiables ont-elles été, comme certains l'affirment tout à fait spontanées ? Etaient-elles dues au contraire, comme d'autres le prétendent, à des excitations qui ont poussé l'audace jusqu'à se produire au grand jour ?

» La Commission n'a pas à résoudre ces questions, elle se borne à exprimer le regret que ces manifestations, indignes de notre temps et de notre pays, n'aient pas été déférées aux tribunaux par les autorités compétentes. »

Cette leçon que prétendaient donner au maire de Nîmes la Commission départementale et son rapporteur M. Claris, pour faire leur cour aux radicaux de la Placette, méritait une correction ; elle ne se fit pas attendre. M. Blanchard fit apposer le 11 avril sur tous les murs de la ville une proclamation à ses administrés où on lisait ce qui suit :

« La Commission départementale pouvait facilement prendre communication de l'enquête longue et minutieuse faite par mes ordres ; elle y aurait vu que les faits dont elle a entretenu le Conseil général n'ont existé que *dans quelques imaginations exaltées*.

» J'aurais donc gardé le silence sur des accusations sans fondement si mon premier devoir n'était de défendre les droits de l'administration contre de regrettables empiètements.

» La loi n'autorise pas les commissions départementales à s'immiscer dans des questions de police ; elles les autorise encore moins à traduire en quelque sorte à leur barre les magistratures locales et à critiquer leurs actes.

» En fait, donc, le prétendu avertissement repose sur des allégations erronées ; en principe, il est une usurpation de pouvoir. »

Cette réponse ferme et catégorique eut le don de soulever les colères du *Courrier du Gard* et du *Gard Républicain*. Le premier se refusa à l'insérer, en se voilant la face, le second l'accompagna de commentaires malveillants lui infligeant, disait-il, le châtimeut de la publicité. Au conseil général l'émotion n'avait pas été moins vive. M. Ducamp, dans la séance du 10 avril communiqua la proclamation de M. Blanchard à l'assemblée, lui demandant ce qu'elle comptait faire. M. Cazot proposa un ordre du jour motivé qui fut combattu par M. de Tarteron, M. Cazot estimait que le Conseil devait se considérer comme solidaire de la Commission départementale ; son adversaire soutenait avec raison que le silence gardé par le Conseil général à la lecture du rapport de M. Claris n'en impliquait pas l'approbation et déclarait qu'à ses yeux le Conseil devait rester absolument étranger à l'incident.

L'ordre du jour Cazot fut adopté par 24 voix contre 13 (1). Un décret du président de la République, daté du 14 juin, vint mettre un terme à

(1) Avoient voté pour : MM. Larrey, Perrier, Guinet, Cazot, Bonnefoy-Sibour, Bousquet, Meinadier, Bosc, Boudon, comte d'Estampes, Gauges, Vigne, Veillon, Cinquième livraison. Tome III.

ce conflit soulevé par la gauche du Conseil général. Ce décret annulait :

1° La délibération du Conseil général, en date du 4 avril, en tant qu'elle donne sans réserve acte à la commission départementale de la communication du rapport contenant le passage ayant trait aux troubles de Nîmes.

2° La délibération du Conseil général, en date du 12 avril, en ce qui concerne l'ordre du jour motivé (1) adopté dans cette séance.

Presque en même temps le juge de paix du premier canton condamnait à onze francs d'amende et vingt-quatre heures de prison quatre jeunes gens et six jeunes filles de quinze à vingt ans, coupables d'avoir, en revenant du mazet, au chemin de Sauve, *insulté* le conseiller général Costecale.

On voit quel esprit d'animosité animait les républicains contre les catholiques. Leurs attaques incessantes, leur polémique acerbe ne s'arrêtaient pas un instant, déversant l'outrage sur tous ceux qui se faisaient un honneur d'avoir quelques sentiments chrétiens. Le scandale qui se produisit le samedi 20 avril en est encore une preuve.

On enterrait à la paroisse de Saint-François-de-Sales une jeune fille de 20 ans, nommée Fauquignon. Après l'absoute, le père et le cortège se refusèrent à faire l'offrande. Ce refus fut accompagné de propos outrageants pour la religion catholique et ceux qui en suivaient les préceptes. Les *Enfants de Marie*, congrégation à laquelle appartenait la défunte, qui accompagnaient le cercueil, ne purent s'empêcher de faire montre de leur indignation en entendant les blasphèmes prononcés à haute voix, dans l'église même, par un certain nombre d'assistants. A la sortie, les insulteurs furent accueillis par une foule irritée qui ne leur ménagea pas les huées et les clameurs. Mais se sentant trop faibles, ils s'abstinrent de répondre et suivirent silencieux le corbillard. Au cimetière, le scandale se renouvela ; il y avait plus guère en présence que le cortège et les *Enfants de Marie*, et celles-ci durent pour se soustraire aux menaces des manifestants se faire protéger par les employés du cimetière. Les épithètes les plus indécentes leur furent appliquées.

Costecale, Boisson, Roussel, Bouchet, Laget, Claris, Gazagne, Jac, Mallet, Carrière, Ducamp.

Avaient voté contre : MM. baron d'Hombres, duc de Crussol, Charles Gros, Bézard, Marquès du Luc, de Tarteron, Beau, baron de Larcy, Joly, Hittier, marquis de Montalet, baron de Fontarèches, de Labruguière.

(1) L'ordre du jour de M. Cazot.

A la suite de ces incidents quatre individus demeurant au faubourg du chemin de Montpellier, les sieurs Baptiste Roman, Louis Roman, Charles Favier, tous les trois tonneliers, et Antoine Cadière, cordier, furent poursuivis devant la Cour d'assises du Gard sous la prévention d'outrages à la morale publique et religieuse. M^{re} Carcassonne, Bardon (1) et Soulas furent chargés de la défense. Une affluence énorme assista à ces débats qui occupèrent les audiences des 27 et 28 mai et se terminèrent par l'acquittement des prévenus. C'était un triomphe pour le parti républicain. A la suite de ce verdict quelques-uns d'entre eux se précipitèrent sur la place des Arènes, attendant au passage les jeunes filles qui avaient été citées comme témoin dans cette affaire. Celles-ci furent poursuivies jusqu'à leur domicile par les outrages les plus ignobles et les obscénités les plus révoltantes.

L'agitation n'était pas près de se terminer ; elle se poursuivait, au contraire jusque dans le faubourg du chemin de Montpellier, dans les rues Porte-de-France, Hôtel-Dieu, Dagobert où journellement éclataient des rixes graves de quartier à quartier, de maison à maison, de porte à porte. On pouvait craindre, à l'approche des processions de la Fête-Dieu, que des scènes plus graves ne vinssent à avoir lieu et ces craintes avaient quelques fondements, en voyant un pasteur de l'Eglise réformée dans l'exercice de son ministère, ne pas craindre de dire publiquement à propos des processions :

« Une grande partie de la population nimoise est plongée dans le fanatisme et la superstition à un degré qu'il est difficile d'imaginer.... Vous en aurez la preuve par les *exhibitions* que vous verrez dans quelques jours. »

Heureusement, à Nîmes même, la tranquillité ne fut pas troublée à ce moment, mais des désordres eurent lieu à Saint-Césaire, le dimanche 9 juin à l'occasion de la procession de ce hameau. Un sieur Laurent blessa quelques jeunes gens avec son couteau, une véritable émeute se produisit devant la maison de madame Maruéjol qui avait donné asile à cet individu poursuivi par la foule, des rixes éclatèrent sur divers points et, comme toujours, républicains et royalistes, protestants et catholiques se rejetèrent les uns sur les autres la responsabilité de ces scènes tumultueuses. Il était fort difficile de distinguer la vérité au milieu de ces accusations réciproques. Cependant, il convient de faire remarquer que les troubles n'éclatèrent que lorsque la procession fut rentrée dans l'église, alors que quelques individus n'avaient pas craint

(1) Aujourd'hui Préfet de Maine-et-Loire.

d'affecter de garder leur chapeau sur la tête et de fumer ostensiblement au moment où passait devant eux le prêtre qui portait le Saint-Sacrement. Ce fut là le point de départ des altercations qui se prolongèrent bien avant dans la soirée.

Dans un département voisin, à Cette, des catholiques du Gard qui se rendaient au pèlerinage à Lourdes furent accueillis par une foule de forcenés, armés de bâtons et de barres de fer, poussant des vociférations menaçantes et les injures les plus grossières.

En présence de ces excitations continuelles et de ces alertes incessantes, le parti royaliste résolut de demeurer calme et de donner à ses adversaires l'exemple de la modération. Les anniversaires du 14 et 15 juillet étaient proches et l'on pouvait craindre un conflit entre les deux partis. Le préfet du Gard, M. de Champvans, se déclara « résolu à ne tolérer aucune manifestation, quels qu'en soient les promoteurs, quel qu'en soit l'objet apparent » et M. Blanchard prit à la date du 13 juillet un arrêté sévère pour le maintien de l'ordre. Les royalistes célébrèrent dans des réunions intimes l'anniversaire qui leur était particulièrement cher et l'ordre ne fut pas un instant troublé.

Quant aux républicains, ils se réservaient pour une date ultérieure, celle du 4 septembre. Le 2 de ce mois, le Maire faisait afficher sur les murs de la ville un arrêté en tous points semblable à celui qu'il avait pris à la date du 13 juillet et le faisait suivre de ces sages paroles : « Tous les bons citoyens, sans distinction d'opinion, comprendront les devoirs que leur impose le sentiment de la dignité nationale. Le vrai patriotisme commande pour ce jour anniversaire de l'un des plus grands désastres qu'ait éprouvés la France, le silence et le recueillement. »

Cet honnête langage était le reflet des ordres du gouvernement et sut trouver un écho parmi quelques républicains modérés ; mais à la Placette, on n'entendait nullement obéir à la loi et aux avis de l'autorité. Les habitants de l'Enclos-Rey et des bourgades avaient inutilement donné l'exemple. Les démagogues de Nîmes voulaient fêter à leur manière le 4 septembre.

Dans la soirée de cette journée une foule compacte de près de 5,000 personnes se répandit sur la Placette et dans les rues adjacentes. Tout ce monde avait arboré des cocardes, des cravates et des ceintures rouges et pour mieux marquer le sens de cette manifestation, des bustes de la République, coiffés du bonnet phrygien avaient été placés sur les fenêtres. Des farandoles s'organisèrent pendant que des banquets réunissaient presque publiquement un grand nombre de

convives, au milieu des chants révolutionnaires. Le préfet envoya sur les lieux un détachement de gendarmes à cheval et un fort peloton d'infanterie qui vinrent prêter main-forte à la police. Accueillis d'abord par des acclamations sympathiques, les soldats furent couverts d'insultes quand on leur vit exécuter les ordres de leurs chefs et débarrasser la voie publique. Deux gendarmes furent gravement atteints par des pierres et des bouteilles, des sergents de ville et des fantassins furent blessés, mais force resta à la loi et les manifestants se virent contraints de céder le terrain non sans laisser quelques-uns des leurs comme prisonniers entre les mains de la force armée. Les tribunaux condamnèrent ceux-ci à des peines légères, aussi les républicains, encouragés par cette indulgence n'hésitèrent-ils pas à jeter à la face des militaires qu'ils rencontraient les épithètes les plus outrageantes. Deux officiers furent injuriés gravement sur la terrasse du café Peloux par deux individus Antoine Bonnet, et Jean Perrache, qui cette fois encoururent la sévérité du tribunal correctionnel. Quelquefois les soldats se faisaient eux-mêmes justice et, en plus d'une rencontre, leurs insulteurs reçurent de leurs mains une correction méritée.

Une chose est à remarquer pendant toute cette période de vexations continuelles et de provocations incessantes, c'est la fermeté du parti légitimiste et l'accroissement extraordinaire du mouvement religieux.

Au milieu des attaques et des moqueries dont il est l'objet, le parti royaliste saisit une occasion, l'anniversaire du 29 septembre, pour se compter ; il semble que devant les railleries dont on l'accable, les menaces qu'on lui prodigue, il puisse y avoir quelques défaillances dans son sein.

Aussitôt une adresse se rédige pour être portée au Comte de Chambord ; 28000 nimois protestent de leur dévouement envers ce prince « qu'ils souffrent de sentir loin d'eux, sur la terre d'exil, et qu'ils voudraient aller chercher, ramener et défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang » et tous réclamaient l'honneur « d'être comptés comme les plus soumis et les plus dévoués sujets de celui auquel l'histoire donnera le surnom de régénérateur de la patrie. »

Cette énergique protestation de dévouement fut remise au roi par M. le comte de Ventavon. Elle était contenue dans un album où la richesse des ornements le disputait à l'exquise délicatesse du travail. Recouvert de bleu de France, au milieu de la couverture se trouvaient les armes de France, surmontées de la couronne royale. Aux quatre angles apparaissaient, chacune sur deux branches de laurier, quatre fleurs de lys. Le fermoir se composait des armes de la ville de Nîmes.

Tous ces ornements étaient en relief et en argent massif, véritable chef-d'œuvre dû à un artiste nimois, M. Crépu-Comfat.

A la lecture de l'adresse des royalistes nimois et avant même d'avoir reçu le livre d'or qui la contenait, le roi écrivit à M. de Fontarèches pour remercier le peuple de Nîmes. Le Comte de Chambord dans sa lettre datée du 25 octobre 1872 et de Ebenzweyer disait : « Je n'ai point encore sous les yeux ce Livre d'Or de la fidélité nimoise, mais j'ai lu la touchante adresse du 29 septembre couverte de tant de milliers de signatures et dont chaque ligne a fait battre mon cœur. J'aurai une grande joie à graver tous ces noms dans ma mémoire. Je voudrais que chacun pût savoir combien je suis sensible à ce nouveau témoignage d'un dévouement auquel les cruelles épreuves que nous traversons donnent encore plus de prix. »

La fusion faisait d'énormes progrès et les éléments monarchiques du pays vivaient dans l'espérance d'une prochaine restauration. On annonçait en effet que le Comte de Paris allait se rendre auprès du Comte de Chambord.

Le mouvement religieux suivait de près le mouvement royaliste. Les pèlerinages sont organisés de tous côtés, et la population se précipitait avec une ferveur particulière, malgré les clameurs d'une presse athée, aux pieds des autels.

Nous avons vu les pèlerins Nimois se rendant à Lourdes menacés et conspués à leur passage à Cette. Cette odieuse atteinte à la liberté n'arrêta pas l'élan catholique. Tout au contraire et les pèlerinages au tombeau de Saint-Gilles, à Notre-Dame de Rochefort, à Notre-Dame de Prime-Combe et aux Saintes-Maries furent la réponse à ces provocations. Au moment où les prières publiques votées par l'Assemblée allaient avoir lieu, le R. P. Picard, des Augustins de l'Assomption, invitait par une lettre publique les fidèles catholiques et particulièrement les membres de l'*Association de N.-D. du Salut* à faire une neuvaine préparatoire. MM. Numa Baragnon et de Tarteron adhéraient à cet appel par deux lettres datées du 25 octobre. Le vénérable prélat placé à la tête du diocèse fixait cette cérémonie au dimanche 17 novembre dans une lettre pastorale qui est demeurée une des plus éloquentes œuvres de Mgr Plantier. Le chrétien et le patriote se révélaient dans ces lignes inspirées, et il eut la joie de voir répondre à son appel tous les catholiques de son diocèse. A Nîmes, la Cathédrale présentait ce jour-là un magnifique spectacle.

A ce réveil catholique qui s'accroissait tous les jours davantage, les

libres-penseurs voulurent opposer eux aussi une manifestation d'un nouveau genre. Un des conseillers généraux du Gard, M. Larrey, de Montfrin vint à mourir. Entouré par ses amis, appartenant à la franc-maçonnerie accourus en toute hâte de Nîmes, et par ses deux adjoints, M. Larrey mourut sans recevoir les secours de la religion. Sa famille ne put qu'élever une timide protestation ; les libres-penseurs s'étaient emparés de ce cadavre et comptaient s'en servir. Ce fut un énorme scandale. Pour la première fois la maçonnerie et l'athéisme jetaient un éclatant défi aux croyances de la population.

Le Conseil général avait envoyé une délégation aux obsèques de M. Larrey, mais lorsqu'on apprit que ce cercueil avait été la cause d'une manifestation antireligieuse, M. de Fontarèches fit entendre au sein de l'assemblée départementale une protestation indignée.

« Mon honneur et ma conscience, s'écria M. de Fontarèches, m'imposent le devoir de protester aujourd'hui et de déclarer que si j'avais pu soupçonner que la tombe de notre collègue pût être profanée par une manifestation équivalente à une profession publique d'athéisme contre laquelle s'élèvent également la foi de tous les cultes, j'aurais élevé ma voix pour m'opposer de toutes mes forces à l'envoi de notre délégation. »

Si le Conseil général ne s'associa pas aux paroles de M. de Fontarèches, il n'en fut pas moins obligé de les insérer dans son procès-verbal.

Cette attitude de l'assemblée départementale ne saurait étonner. Déjà l'année précédente, les démêlés de son président, M. Laget, avec le préfet avaient soulevé une polémique acerbe. En 1872, la scission entre M. de Champvans et le Conseil fut encore plus marquée s'il est possible.

Emportée par la passion politique et les considérations religieuses, le Conseil manifesta hautement non-seulement sa haine contre le préfet, mais contre Nîmes même, ou plutôt contre la municipalité tout entière conservatrice et catholique. M. de Champvans et M. Blanchard apprenant que l'école d'artillerie de Valence allait être transférée dans une ville du midi s'empressèrent, aidés par la députation conservatrice du Gard, de faire des démarches pour obtenir que Nîmes fût choisie par le ministre de la guerre. Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que d'accroître notre garnison de deux régiments d'artillerie. Une autre ville du Gard sollicitait aussi ce transfert en sa faveur. C'était Beaucaire, ou du moins, Beaucaire fut inventée par certains membres du Conseil général,

Dès le principe, le Conseil se montra l'adversaire de Nîmes, et pendant que le général de Chabaud-Latour s'efforçait de tout son pouvoir de seconder le désir de la municipalité nîmoise, les protestants du Conseil général, ayant à leur tête le colonel Meinadier mettaient au contraire des bâtons dans les roues.

Le motif de cette hostilité, bien qu'on le tint caché, était le suivant. On craignait une augmentation de la population, qui ne pouvait évidemment se faire qu'au profit des catholiques.

Obéissant à cette attitude, le 13 avril, le colonel Meinadier fit voter un vœu en faveur de l'établissement de l'artillerie à Beaucaire. Cependant la droite put obtenir un sursis pour la subvention à accorder. M. Bézard, conseiller général du deuxième canton de Nîmes, voulut détruire l'effet du vœu adopté sur les instances du colonel Meinadier et sollicita pour Nîmes ce que son collègue a obtenu pour Beaucaire. Huit voix se prononcèrent seulement pour notre ville et 15 contre. Dix conseillers s'abstinrent. C'était un parti-pris évident.

Heureusement le Conseil municipal de Nîmes ne se découragea pas. Laissant MM. Laget et Cazot marcher sur les traces du colonel Meinadier, il étudia fiévreusement les voies et moyens pour réunir dans sa demande plusieurs généraux ; le général Conseil-Dumesnil et le général Ursin vinrent examiner les projets de casernement. On songeait à ce moment à utiliser le nouvel hospice du chemin d'Uzès et d'ores et déjà le terrain communal des *Escarlesses* était désigné comme le futur champ de tir. Les journaux de Paris s'occupaient eux aussi de cette question capitale pour notre ville. Le mouvement s'accrut en faveur de notre ville et le ministre de la guerre se fit adresser les plans des terrains qui seraient concédés au service de l'artillerie. C'est M. Poitevin qui fut chargé de ces levés.

Le 19 septembre, M. de Chabaud-Latour, accompagné du commandant du génie Fulcrand, vint visiter l'emplacement offert par la mairie. MM. Lamarque et Laurent, adjoints, M. Granon, architecte de la ville, se rendirent avec lui au chemin d'Uzès, et l'honorable général se déclara satisfait et assura qu'il userait de toute son influence pour que le gouvernement prit en considération le vœu de la municipalité nîmoise. Ce n'était là qu'une visite officieuse qui précédait l'envoi d'un officier général spécialement mandé par le ministère de la guerre. Le général Véronique fut désigné pour cette étude préalable. Il mourut malheureusement à Montpellier après avoir fait un rapport favorable.

Le général d'Ouvrier de Villegly vint à son tour examiner cette grosse question du casernement des deux régiments d'artillerie. Il présenta au

Conseil municipal, par une lettre en date du 17 octobre, adressée au maire, les observations que lui avait suggérées sa visite sur les lieux. Il demandait notamment que la ville mit à la disposition du ministre de la guerre non pas une surface de sept hectares comme il était proposé pour l'établissement des casernes, en aliénant l'hospice et le jardin botanique, mais une surface de 18 hectares. Il ne se prononçait pas immédiatement pour l'acceptation du champ de tir, disant, « que le sol était rocailleux et qu'on ne pouvait à l'avance savoir si le tir y sera possible. » Selon le général, les garrigues étaient trop tourmentées pour permettre l'essai des nouvelles armes » et il proposait dans ce but l'acquisition du plateau de Belvezet. Quant aux champs de manœuvres, il s'était arrêté au Champ-de-Mars (1) agrandi, à la condition que la ville payât la moitié de la location du terrain.

Le Maire n'hésita pas à engager le Conseil à prendre une délibération qui donna à l'administration municipale les autorisations et les moyens nécessaire pour faire droit aux demandes du général. Sur les conclusions de M. de Cabrières, rapporteur des commissions réunies des finances et des travaux publics, dans sa séance du 20 octobre, le Conseil adopta à l'unanimité non-seulement les offres déjà faites au ministère de la guerre, mais également les demandes nouvelles formulées par le général de Villegly.

Mais, si avec une ardeur et un zèle qu'on ne saurait trop louer, le Conseil municipal de Nîmes faisait tout son possible pour obtenir le supplément de garnison qu'il avait demandé, le Conseil général, tout au contraire, en majorité républicaine, ne se lassait pas de chercher à en priver le chef-lieu du département. Dans sa lettre le général de Villegly touche un mot de cette question.

« Dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aveyron, écrivait-il, où j'ai examiné des questions semblables à celle qui m'a conduit ici, *les Conseils généraux se sont tous associés à leurs chefs-lieux*. Rodez a voté 600,000 francs et le Conseil général de l'Aveyron 500,000 francs. Perpignan et le Conseil général des Pyrénées-Orientales ont voté des sommes analogues.

» Si le Conseil général du Gard prenait une délibération semblable à celle des départements que je vous ai cités, les propositions de la ville de Nîmes me sembleraient réunir les meilleures conditions de succès. »

(1) Terrain de manœuvre situé sur l'ancienne route d'Arles.

Nous verrons l'année suivante quelle fut l'attitude du Conseil général du Gard. Qu'il nous suffise de savoir ce que nous savons déjà, que la majorité républicaine et protestante conduite par MM. Meinadier, Laget et Cazot se déclarait opposée au projet d'installation d'une brigade d'artillerie, élaboré par la municipalité nimoise pour deux raisons : la première, toute politique, parce que c'était assurer au préfet du Gard et au maire de Nîmes, tous deux conservateurs, le succès de l'œuvre à laquelle ils s'étaient dévoués ; la seconde, toute religieuse, parce que l'accroissement de la population nimoise devait se faire au profit des catholiques (1).

Cette mauvaise humeur d'une fraction du Conseil général devait se traduire par autre chose que par des votes platoniques. En parlant des rixes qui éclatèrent en 1872 à plusieurs reprises entre les républicains et les catholiques, il nous a été donné de parler du rapport de M. Claris, fait au nom de la commission départementale, dans la session d'avril et dirigé contre M. Blanchard, maire de Nîmes. A la session d'août, la lutte s'engagea entre le préfet et le Conseil général. Ce fut M. Bousquet qui fut chargé de l'attaque.

Dans un long rapport dont les conclusions furent adoptées par 19 voix contre 8, M. Bousquet infligea un blâme à M. de Champvans pour avoir contrevenu à l'article 56 de la loi du 10 août 1871 qui prescrit aux préfets de distribuer huit jours au moins avant l'ouverture de la session le rapport des affaires départementales, et de l'article 57 de la même loi qui ordonne la remise à la commission départementale des projets de budget et des pièces à l'appui six jours au moins avant l'ouverture de la session, et pour donner plus d'effet à ce blâme, renvoie à une autre session pour être délibéré et statué sur les rapports du préfet ainsi que sur l'établissement des budgets départementaux.

Les républicains de l'Assemblée départementale suspendaient donc

(1) Le dénombrement de la population, fait précisément en cette année 1872, permet de apprécier quelles ont été au point de vue de son accroissement l'installation de l'Artillerie à Nîmes.

En 1872 la population normale comprise dans l'enceinte de la ville proprement dite comprenait.....	55,448 habitants
La population éparsse y compris les hameaux était de.....	2,374
La population flottante s'élevait à.....	4,572

Soit un total de..... 62,394 habitants
divisés en 46,055 catholiques, 15,889 protestants, 379 juifs et 71 appartenant à différents cultes.

de gâté de cœur le cours de l'administration pour se procurer le vain plaisir d'être désagréables à M. de Champvans et de se créer un regain de popularité parmi leurs coreligionnaires politiques. Le gouvernement déjoua ces manœuvres ridicules en convoquant le Conseil général en session extraordinaire pour le 16 septembre.

Un des griefs le plus acerbe dont se servirent les républicains pour combattre la municipalité conservatrice fut le refus que celle-ci opposa d'accepter des subsides pour la tenue du concours régional en 1872. L'assemblée communale se basait avec beaucoup de raison sur l'état des finances de la ville, engagée par les municipalités précédentes dans des travaux considérables, ayant encore sur les bras la canalisation intérieure à exécuter pour la distribution des eaux et une foule d'amélioration à réaliser. Le Conseil municipal ne voulait se lancer dans des dépenses qu'autant que l'intérêt tout entier de la ville l'y conviât et il se prévalait, en particulier, des mécomptes que le concours de 1863 avait réservé à la municipalité de cette époque. Les républicains trouvèrent dans cette prudente et sage réserve une occasion d'incriminer les catholiques qui siégeaient à la mairie et ne se contentèrent pas de joie lorsque le Conseil municipal, tenant compte des sacrifices que consentait à faire la Société d'Agriculture, présidée par M. de Cabrières, pour l'organisation du concours régional, se décida, mais trop tard, à voter des subides. Le concours se tint en effet à Montpellier.

Une autre question plus grave encore s'agita devant l'assemblée départementale, celle de l'instruction laïque. Les républicains, et leurs acolytes, les membres de l'association démocratique, avait organisé un pétitionnement dans ce sens, et au Conseil général, un des leurs, M. Costecale, l'élu du premier canton de Nîmes, déposa un vœu en faveur de l'instruction laïque, obligatoire et gratuite. Le Conseil vota ce vœu non par amour pour l'instruction, mais parce qu'il combattait ainsi le catholicisme et qu'il poursuivait les congréganistes et la religion.

Le préfet, poussé du reste par le ministre des travaux publics, M. de Larcy, s'occupait activement des voies ferrées de notre département ; il n'était en effet question de rien moins que de créer sept lignes composant ce que l'on appelait le réseau Sud-Est Méditerranéen, partant de Lyon et aboutissant à l'Hérault et aux Bouches du Rhône. Dans ce réseau était comprise la ligne de Nîmes à Pont-Saint-Esprit (1).

(1) La commission d'examen était formée de MM. Blanchard, président ; Gros, Mallet, Gazagne, baron de Fontarèches, Claris, de la Bruguère, Bonnefoy-Sibour, Ducamp, Bousquet, conseillers généraux ; marquis d'Aramon, comte de Montlaur, propriétaires.

Le Conseil général dans sa session extraordinaire de mars 1872 adopta la concession des sept voies ferrées constituant ce réseau, mais non sans soulever l'opposition de la gauche de l'Assemblée. M. Bosc, qui plus tard fut élu député du Gard, était à la tête des opposants, au nombre desquels se trouvaient MM. Laget, Meinadier, Costecale, Boudon, etc., etc. Deux sociétés étaient en présence : la Société Henri Michel et C^e, de Marseille, et la compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée. L'une et l'autre présentaient d'incontestables garanties et si on pouvait hésiter entre les deux, l'intérêt du département ne permettait pas de différer la construction de voies ferrées réclamées par les populations. Mais les nécessités de la politique radicale exigeaient que ce ne fût pas un administrateur tel que M. de Champvans qui dotât le département d'un tel réseau, et M. Bosc et ses collègues déclarèrent que les compagnies demanderesses ne leur paraissaient pas suffisamment sérieuses. La droite du Conseil, à laquelle se joignirent quelques républicains, repoussa heureusement la demande d'ajournement proposée par M. Bosc, et le réseau du Gard fut sauvé. Son exécution fut confiée à la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée à l'exclusion de la Société Henri Michel et C^e.

Au lendemain des épouvantables désastres que venait de traverser la patrie, et au moment où la France pouvait mesurer la grandeur des sacrifices multiples que lui imposaient les événements, quelques citoyens eurent l'idée d'ouvrir une souscription publique destinée à aider le gouvernement dans l'accomplissement de la tâche qu'il s'était imposée : la délivrance du territoire. Pour atteindre ce but, il fallait avant tout réunir la lourde contribution de guerre due aux Allemands par le traité de Francfort.

Ce mouvement patriotique traversa comme une étincelle électrique la France entière, et à peine lancée, l'idée fit rapidement son chemin dans les esprits. A Nîmes, comme ailleurs, le premier mouvement fut unanime. Le lundi 19 février, dans une des salles de l'Hôtel de Ville, se réunissait sous la présidence de M. Pelon, conseiller à la Cour d'Appel, un comité formé en vue de réunir les souscriptions particulières. M. Blanchard, maire de Nîmes, était élu président par 113 voix. Quatre vice-présidents étaient nommés : MM. A. de Cabrières et Brunel, par 110 voix, et MM. G. de Clausonne et Carcassonne, par 140 voix. Sans s'arrêter plus qu'il ne convient sur ces chiffres, il importe, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de faire remarquer que déjà l'esprit de parti et les questions de coterie s'étaient glissés dans cette réunion. Alors que les convenances, à défaut d'autres considérations, eussent dû porter à

l'unanimité le maire de la ville à la présidence d'un semblable comité, il se trouva cependant des irréconciliables qui, apportant sur un tel terrain leurs haines et leurs préventions, refusèrent leurs voix au premier magistrat de la cité par la seule raison qu'il était catholique et royaliste. Les catholiques et les royalistes eurent le suprême tact de ne pas hésiter à accorder les leurs en cette circonstance à un protestant et à un juif, ce dernier républicain, jugeant avec raison que la libération du territoire était une œuvre commune à tous et ouverte à tous (1).

Comment ne pas blâmer cette immixtion des rancunes politiques et religieuses en une semblable circonstance ? On mesurait dans un certain camp la part faite dans le bureau aux catholiques et aux royalistes, trouvant trop faible celle qui avait été attribuée aux protestants et aux républicains. Ces tiraillements amenèrent la démission collective du bureau le 23 février. Quelques jours après le Maire faisait afficher sur les murs de la ville, un patriotique appel à ses concitoyens, car il jugeait la libération du territoire comme de beaucoup au-dessus de mesquines rivalités ou de haines locales.

« La France tressaille, en ce moment, d'une grande et sainte émotion, écrivait-il. Libérer le territoire par des souscriptions volontaires, soustraire notre infortunée patrie à l'inexprimable humiliation de l'occupation étrangère, telle est la pensée qui nous préoccupe tous.

» Au milieu de cet élan national, la ville de Nîmes ne pouvait demeurer indifférente ; aussi des comités s'organisent-ils et des listes de souscriptions commencent à circuler. Cette diversité d'action, cette noble émulation de sacrifices ne nuiront pas, nous l'espérons, au résultat que nous appelons de tous nos vœux.

» Maire et représentant de la cité, je ne veux pas demeurer étranger à cette manifestation, et je crois devoir faire appel à vos sentiments les plus élevés. Honorez, mes chers concitoyens, la ville de Nîmes par vos patriotiques largesses ; que ceux qui ont beaucoup donnent beaucoup, que ceux qui ont peu donnent encore, que les pauvres dépo-

(1) Ce sentiment s'était d'ailleurs traduit d'une façon significative lorsque se forma le comité départemental de secours pour les victimes de la guerre. Il était, en effet, formé au commencement de 1872 de : MM. Gonazé, premier président à la Cour ; Liotard, conseiller de préfecture ; Arnaud Jonanin, fabricant de tapis ; Bedu, ancien négociant ; docteur Carcaissonne ; de Cabrières, vicaire-général honoraire ; Emile de Clausonne ; Gauthier, avocat ; Félix Martin, avoué ; Louis Noury, propriétaire ; Rédarès, avocat ; Alexis de Trinquelague, propriétaire ; Viguié, président du Consistoire ; Octave Viviez, propriétaire..

sent aux pieds des autels la précieuse offrande de leurs prières, que chacun puisse dire avec nous avec un légitime orgueil : j'ai fait mon devoir.»

Quelques jours avant cet énergique appel, et au lendemain de la constitution du comité nommé dans les salles de la mairie, M^r Plantier adressait une lettre pastorale aux fidèles du diocèse les invitant à apporter leur obole à cette œuvre nationale.

L'union qui avait présidé aux premières manifestations de ce mouvement à Nîmes était irrémédiablement brisée et deux comités parallèles s'instituèrent, l'un absolument catholique et royaliste à la tête duquel se trouvait le Cercle Central, l'autre composé de délégués des principaux (1) cercles de la ville, réunis dans une salle située au premier étage du café du Nouveau-Monde (2). Le montant des souscriptions dépassa à Nîmes un million et dans la France entière atteignit cinq milliards.

En présence de cet élan, le gouvernement résolut de faire un second emprunt plus considérable encore que celui qu'il avait fait l'année précédente. Les guichets du trésor s'ouvrirent le 28 juillet. La ville et l'arrondissement de Nîmes fournirent 4,713 souscripteurs pour un million 503.965 fr. de rente.

L'arrondissement d'Alais eut 5,765 souscripteurs pour 341,825 fr. de rente. Celui d'Uzès, 1,527 avec 173,019 fr. de rente. Celui du Vigan, 2,106 souscripteurs pour 238,585 fr. de rente, soit en tout pour le Gard 14,111 souscripteurs pour 2,257,385 fr. de rente. Le Gard fournissait en conséquence un capital de plus de 38 millions de francs. Nîmes dans ce chiffre était compris pour plus de 20 millions de francs.

Ce résultat extraordinaire était commun à toute la France. Les souscriptions avaient afflué et on assista à ce spectacle inouï de l'univers entier apportant à notre patrie écrasée son or pour l'aider à chasser de son sol l'envahisseur. Le gouvernement avait demandé 3 milliards, on lui en apporta 43.

De tout ce qui précède, il est facile de conclure que sur tous les terrains les désaccords les plus graves existaient dans notre population. Le premier résultat de la République à Nîmes avait été d'envenimer les

(1) C'étaient MM. Fargcon, avocat; Révoil, architecte; Vier, avoué; Beau, directeur des mines de la Grand'Combe; Roussellier, conseiller honoraire; docteur Carcassonne; Léonce Guiraud, négociant; Meynard-Auquier, président du tribunal de commerce; Paul Jalaguiet, négociant; La Salle, inspecteur du P.-L.-M.; Roussy, directeur du Phénix.

(2) La salle de l'Association démocratique.

esprits. Toutes les classes de la Société étaient profondément divisées et l'hostilité des partis ne s'arrêtait à aucune considération.

Les hommes du 4 septembre et leurs thuriféraires attaquaient incessamment le parti conservateur, sans trêve, ni merci, multipliant les insinuations les plus calomnieuses qui trouvaient un écho facile dans certain milieu. C'est pour combattre ceux-ci que je fondai le 23 juin 1872 un journal d'avant-garde « *Le Châtiment* » avec l'intention de jeter bas certains masques, de flétrir certains personnages et leurs dilapidations, de faire une enquête publique sur tous ceux qui à Nîmes ou dans le Gard avaient au 4 septembre fait leur apparition sur la scène politique. J'obtins un plein succès.

A la suite d'une série d'articles de ce journal, un des grotesques personnages visé par la rédaction, le sieur Pattus, improvisé pendant la guerre capitaine d'artillerie, m'assigna en diffamation devant la cour d'assises du Gard. C'est dans ces conditions que je comparus le 20 novembre devant le jury. Une foule des plus considérables assiégea le Palais de Justice pour assister à ces débats fertiles en révélations piquantes. M^e Dubois, avocat, que j'appelais pour soutenir ma cause, ne se borna pas à détruire les griefs du sieur Pattus, il dit leur fait aux hommes du 4 septembre, et ce fut bien plus tôt le procès de ceux-ci que jugea le jury que celui que m'intentait le citoyen Pattus. J'obtins gain de cause, car les jurés prononçaient mon acquittement et celui de M. Lafare, mon coaccusé, imprimeur du journal ; M. Pattus était au contraire condamné aux dépens.

Le résultat de ce procès n'avait rien qui pût étonner. Les hommes du 4 septembre étaient percés à jour. A la tribune de l'Assemblée nationale, on révélait les scandaleux marchés, les trafics indécents, les pots de vins éhontés que ces prétendus défenseurs de la patrie avaient touchés pendant leur passage au pouvoir. A Nîmes, on se montrait du doigt ceux qui s'étaient réfugiés dans les bureaux de la préfecture au lieu de courir sur les champs de bataille. On commentait les fournitures faites aux corps, on clabaudait sur le compte de cette fameuse artillerie départementale, et lorsqu'on vit un de ceux qui avaient figuré dans ce carnaval grotesque de la défense nationale, moralement atteint par la justice, on applaudit sincèrement.

Ce sentiment était tellement unanime dans le pays que l'un de nos dramaturges modernes ayant voulu sur la scène, transporter celui qui personnifia le 4 septembre, Gambetta, la pièce souleva des clameurs telles, de si énergiques protestations qu'il fallut renoncer à la jouer. *Rabagas*, tel était le titre de l'œuvre de Sardou, provoqua des tempê-

tes et dans plus d'une ville des rixes plus ou moins graves entre les spectateurs. Je faillis pour mon compte avoir, à ce sujet, un duel avec un sieur Grégoire, de Marseille, et il ne dépendit certes pas de moi que l'affaire reçût la solution qu'elle comportait.

À l'étranger, les hommes du 4 septembre étaient jugés et nos plus cruels ennemis ceux-là même qui occupaient encore nos provinces témoignaient hautement de leurs sentiments à cet égard. Qu'on lise en effet ces paroles significatives prononcées par le prince Frédéric-Charles, à Rome, dans un grand dîner que lui offrait le ministre de Bavière près le Saint-Siège :

« La France est du haut en bas corrompue. Il n'y a qu'une classe debout et digne, noble et patriotique, véritablement influente, c'est le clergé. Il était impossible de ne pas l'admirer sur le champ de bataille. »

Et après ces mots d'éloges, le prince jetant un regard sur l'avenir de notre pays. « Il y a en France une République sans républicains.... ou l'empire ou la monarchie cela seul est possible. L'empire a pour lui les intérêts matériels. La monarchie a pour elle le clergé et les populations catholiques. Le comte de Chambord est d'ailleurs notre seul ennemi sérieux, et si dans un temps donné nous avons la guerre avec la France, nous serons prêts. Avec l'Empire la victoire sera facile, contre la monarchie elle pourrait nous coûter cher. »

Ce langage n'était que le reflet de la politique allemande. Ce qu'on redoutait par-dessus tout à Berlin c'était la monarchie et le catholicisme, car avec eux la corruption de la France eût disparu. Avec la révolution, césarisme ou république, les intérêts matériels, les appétits seuls prédominaient et avec eux c'était la ruine du pays. Et cette politique reçut son éclatante consécration, lorsqu'on vit M. de Bismarck combattre d'abord et faire son procès à l'ambassadeur allemand, M. d'Arnim, parce que celui-ci favorisait la monarchie plutôt que les révolutionnaires. « Nous ne voulons pas de la monarchie en France, écrivait dans ses lettres confidentielles le chancelier allemand, car ce pays trouverait alors des alliés en Europe. Tant que la République sera maîtresse, la France sera isolée. »

Il nous reste pour cette année 1872, après avoir analysé les ferments de haine qui animaient les républicains contre les catholiques, à jeter un coup d'œil sur les travaux exécutés par la municipalité ou sur les événements principaux qui en dehors de la politique se déroulèrent à Nîmes.

Les travaux de l'église Saint-Baudile, momentanément suspendus par suite de difficultés qui s'étaient élevées entre la ville et l'entre-

preneur, M. Ormières, allaient être repris avec vigueur, le Conseil municipal ayant à cet effet voté dans sa session de mai 80,000 francs de nouveaux crédits. Il votait en même temps 7,000 francs pour le percement du Cadereau et l'exécution de la voûte commencée au pont du chemin de fer sur la route de Gênerac.

Une des principales préoccupations du Conseil fut, tout d'abord, de poursuivre les travaux de canalisation dans l'intérieur de la ville, de créer des bouches d'eau destinées à l'arrosage et au service des incendies, d'améliorer soit l'usine de Comps, soit le bassin du mas Pagès. Presque toutes les séances de l'assemblée communale ont trait à ces importants travaux qui se complétaient par la création de lavoirs publics dans le quartier Saint-Charles, rue du Puits-Corcomaire, au Cours-Neuf, au chemin d'Avignon, sur le cadereau du chemin d'Uzès, et d'un lavoir industriel sur le quai du Cadereau d'Alais.

On remaniait en même temps la rampe d'accès du Mont-Duplan et on complantait tout le versant nord de cette promenade.

L'administration municipale faisait aussi refaire à neuf tout le matériel servant au champ de foire.

Par suite de la vente aux enchères publiques de l'ancienne caserne de gendarmerie et des magasins municipaux y attenants, une rue de huit mètres de largeur, prolongement de la rue de l'Agau, allait s'ouvrir entre la place du Château et la place des Carmes, isolant ainsi en partie les ruines de la Porte-Auguste et l'amorce de la voie Domitienne. Ce fut M. Samuel Guérin qui au prix de 155,639 francs (1) se rendit acquéreur de cet emplacement et éleva sur ce point (2) un fort bel

(1) Les terrains et bâtiments affectés occupent une superficie de 4,066 mètres et sont compris entre le boulevard des Caquières (aujourd'hui Amiral Courbet), la place du Château, le Grand Temple, la maison Vier et la nouvelle rue de l'Agau.

(2) Dans les fouilles faites sur ce terrain en vue de la construction de la maison Guérin on trouva en 1874 un cippe magnifique portant cette inscription :

CN. SERVILIO
SERANO
CN. SERVILIUS
VIVVS. P.

On rencontra également en démolissant la portion de l'ancien château royal du côté de la porte d'Auguste le fragment d'inscription suivant :

.....
..... NORTEN SV
..... HS I XX I ITKMO
..... MAFVNDOS
..... VM GRINDAV
..... AD RIPAN FLV
..... TS RHODANI
..... DEDIT

immeuble traversé par un passage qui porte son nom. Ce quartier allait par suite de cette heureuse transformation revêtir une physionomie nouvelle.

Tout au contraire, les travaux d'agrandissement de la gare des voyageurs, commencés et poursuivis malgré les efforts des habitants pour s'y opposer, portaient le plus grand préjudice à cette partie de la ville qui n'avait guère pour compensation que l'ouverture de la nouvelle route d'Arles. Cette voie récemment terminée avait été plantée d'arbres au mois de février.

Le mouvement littéraire de 1872 à Nîmes fut réellement remarquable. Le prélat qui occupait le siège épiscopal de notre ville, M^r Plantier publia divers travaux qui eurent un grand retentissement. Son mémoire aux députés catholiques et conservateurs du Gard, au sujet du nouveau projet de loi sur l'instruction primaire, ses considérations sur la lettre d'obédience étaient de chaleureux plaidoyers qui obtinrent un plein succès.

Dans son ouvrage, publié chez Victor Palmé, *Enseignements et consolations attachés à nos derniers désastres*, le chrétien le dispute en éloquence au patriote. Mais l'écrivain se surpasse lui-même dans sa lettre aux Protestants du Gard sur le Synode général des Eglises réformées de France (1). Cette œuvre vraiment magistrale où l'on croit voir revivre à chaque ligne la science et le génie de l'*Histoire des Variations*, valut à son auteur un bref particulier du pape Pie IX, daté du 10 février 1873 (2).

(1) Ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, le gouvernement avait convoqué à Paris pour 1872 un synode général des Consistoires protestants de France et d'Algérie. Ce synode avait adopté une confession de foi orthodoxe que rejeta le Consistoire de Nîmes.

(2) Quelques jours auparavant, vers la fin de janvier 1873, Mgr Plantier était allé porter aux pieds de Sa Sainteté le tribut de la fidélité catholique du Gard, soit 55,000 fr. Au cours de ce voyage, l'évêque de Nîmes fit placer dans la petite chambre du Séminaire français, qu'il occupait lors du Concile, l'inscription commémorative suivante de la visite que Pie IX avait daigné lui faire lorsqu'il tomba malade.

IX. Kalendas februarias — anno christiano MDCCCLXX — quo in Concilium Vaticanum — DCC. episcopi ex omnibus regionibus coeuntes — de summis rei catholicæ negotiis agebant — Pius IX. pontifex maximus — Henricum Plantier episcopum Nemausensem — gravi morbo in hoc cubiculo — laborantem adiit — humanissime solatus est — eique fausta a Deo precatu — in proximum conclave digrediens — moderatores et alumnos seminarii gallici — ad pedum osculum procumbentes — comiter alloquutus est — Ne volventibus annis tanta humanitas — memoria evanesceret — idem episcopus Nemausensis — titulum grati animi testem — parieti inscripsit — ad quem Augustus Hospes assederat.

Semblable honneur et pareille récompense (1) avait été réservé au R. P. d'Alzon et aux rédacteurs de la *Revue de l'Enseignement chrétien*, récemment fondée pour soutenir et défendre les droits imprescriptibles de la religion dans l'éducation de la jeunesse (2).

Précédant de quelques semaines la bénédiction du nouvel oratoire des Trois fontaines (20 mai), élevé sur le lieu du martyre du glorieux apôtre de Nîmes, l'abbé Azais, amonier du Lycée fit paraître un opuscule intitulé : *Saint-Baudile et son culte*.

Un autre membre du clergé nîmois, M. l'abbé Delacroix publiait de son côté une *Histoire de Fléchier*, et pendant qu'un professeur de l'Assomption, M. Germer-Durand, mettait la dernière main à son *Dictionnaire topographique du Gard*, un éditeur préparait une nouvelle édition de l'*Histoire de Nîmes*, par Ménard.

Dans la presse, nous avons vu la fondation du journal, *Le Châtiment* (3) qui fut, dès ses débuts, traîné devant le jury. Au même moment (juin) apparaissait un journal bi-hebdomadaire illustré, *Nemausa* (4).

La mort, en 1872, frappa plusieurs de nos compatriotes. Au mois de mars s'éteignait M. le duc d'Uzès, frère du député du Gard à

(1) Bref papal du 27 février 1872.

(2) Le 45 septembre 1874, M. l'abbé Besson, supérieur du collège Saint-François-Xavier à Besançon, et qui quelques années plus tard devait succéder à Mgr Plantier sur le siège épiscopal de Nîmes, écrivait ce qui suit à propos de cette *Revue* :

« Une *Revue*, publiée sous les auspices de Mgr Plantier et en le nom du R. P. d'Alzon éclate à chaque page, est assurée de conquérir des sympathies partout où les doctrines romaines sont en honneur. »

(3) A la fin de l'année, la direction de cette feuille passa entre les mains de M. Adrien Peladan.

(4) Il ne faut pas confondre cette feuille avec une revue du même nom, dirigée par M. Gaston Maruéjols et parue beaucoup plus tard.

Nemausa fut indirectement mêlée à une affaire donc je dois dire quelques mots. Le rédacteur en chef de la *Gazette de Nîmes*, M. le comte René d'Orfeuille, venait de se séparer (16 octobre) de ce vaillant journal et de se rendre dans le Poitou. A la faveur de cet éloignement, une feuille de Montpellier, la *République du Midi*, dans une correspondance anonyme datée de Nîmes, insulta celui qui avait été mon collègue et dont je restais l'ami. Je relevais le gant. Un sieur Paul Pagès, rédacteur de la *République*, endossa la paternité de l'outrage adressé à M. d'Orfeuille, mais se déroba lorsqu'il lui fallut en rendre raison les armes à la main. Pendant que sur son invitation, je le cherchais et l'attendais à Montpellier, Pagès courait à Nîmes où il menait grand bruit dans les colonnes du *Gard Républicain*. Enfin nos témoins purent se rencontrer ; c'étaient de mon côté MM. le vicomte Jules de Bernis et Lucien Boissel (a), et du côté de mon adversaire, MM. Alexandre Ducros et Etienne Delon. Mais les conditions du

(a) Ancien porte-drapeau de la Garde nationale de Nîmes.

l'Assemblée nationale et qui avait été lui-même envoyé en 1852 par les électeurs au Corps législatif. Le duc d'Uzès était un ancien officier, aussi brave que distingué et dont l'intelligence des affaires faisait une des lumières du Conseil général lorsqu'il y siégeait.

Le fils d'un ancien député aux Etats généraux de 1789, le capitaine Marin succombait en mai à l'âge de 89 ans. Il avait assisté comme pupille à la journée du 10 août, aux hideux massacres de septembre et été spectateur de l'assassinat de la princesse de Lamballe. Le capitaine Marin avait ensuite fait toutes les guerres de l'empire. Il était chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur.

Un autre officier en retraite, M. d'Anglas de Prasviel le suivait à quelques mois de distance dans la tombe. Il mourait le 1^{er} septembre. M. d'Anglas de Prasviel, n'avait pas joué un rôle politique, mais il était connu par l'ouvrage qu'il publia sur le naufrage de la *Méduse*. Il avait été un des acteurs de ce drame terrible.

Le chapitre de l'église cathédrale de Nîmes perdit cette année deux de ses membres : M. l'abbé Achille Goubier et M. l'abbé Aillaud.

Le premier, mort le 10 mai à Mazan (Vaucluse), avait été curé de Saint-Gilles. Il découvrit (1) dans la crypte de l'église de cette ville,

combat imposées par Pagès étaient telles qu'on ne pouvait donner aucune suite à l'affaire. Il n'y eut pas de rencontre (a).

D'ailleurs, il était notoire que le véritable auteur de l'article, dirigé contre M. d'Orfeuille, n'était nullement Pagès. Le numéro du 7 novembre le *Nemausa*, publia à ce sujet une charge due au crayon de M. Roudil. C'était un lapin rouge qui rappelait les traits du correspondant anonyme de la *République*. Au bas était cette épigramme :

Toutes les voix sont unanimes
Prétendant qu'il a très mal fait.
Celui qui fit venir à Nîmes
Pagès se battre pour son fait.
Que voulez-vous ? Fort à la Halle,
Mais pas très fort pour le discours,
On dit qu'au Conseil il est court
Et que dans un duel..... il cale.

L'allusion était transparente. Le *Châtiment* avait publié d'ailleurs la même épigramme avec cette variante pour les deux derniers vers :

On dit au Conseil Coste-Court,
Et dans un duel Coste-Cale.

L'article paru dans la *République de l'Hérault* fut en effet unanimement attribué à M. Costecale, conseiller général du premier canton de Nîmes.

(1) Voir tome II, page 354.

(a) Elle eut son épilogue devant le tribunal correctionnel de Nîmes le 26 décembre.

le tombeau du saint vénéré à laquelle elle est dédiée, et obtint d'être inhumé dans cette même crypte.

Le chanoine Aillaud mourut le 15 août. Placé pendant de longues années à la tête des cures de Saint-Charles d'abord et de la Cathédrale ensuite, l'abbé Aillaud (1) avait édifié tout le monde par ses vertus et s'était attaché tous ceux qui l'avaient connu par son ineffable bonté. Ses obsèques eurent lieu le 17 août au milieu d'un concours considérable.

Enfin à Auteuil expirait le 28 juillet le dernier préfet de l'empire, M. Amelin, et quelques jours après M. Jérôme-Henri Bonnias, qui, nommé par le gouvernement provisoire commissaire de la République à Nîmes, le 12 mai 1848, fut révoqué le 18 et incontinent remplacé par M. Thourel (2).

Quelques événements saillants occupèrent l'opinion publique durant cette année. L'un d'eux, tout mystérieux, excita vivement la curiosité. On s'aperçut le 30 juin que la vitre du magasin de M. Restouble, demeurant rue de l'Aspic, portait une croix très nettement dessinée. M. Félix Boyer, chimiste, fut appelé et déclara qu'aucun acide, ne pouvait la faire disparaître. Du reste ce fait n'était pas unique. On signalait dans l'Alsace l'apparition de croix semblables et en si grand nombre que l'on les désigna sous le nom de : *Croix d'Alsace*.

Un autre fait très dramatique et très rare dans notre ville produisit une profonde stupeur à Nîmes. Un armurier, bien connu, M. Moral, dont l'établissement était situé sur le boulevard du Viaduc à côté du Théâtre d'Été fut, le 24 novembre, trouvé assassiné. Le vol paraissait être le mobile du crime, car des valeurs importantes avaient disparu. Il fut impossible à la justice de mettre la main sur le meurtrier. Aucune charge accablante ne s'éleva contre celui qui fut arrêté tout d'abord et relâché ensuite. Les circonstances de cet assassinat sont restées impénétrables. mais il laissa une si vive impression que bien des années après, l'assassinat de Moral défrayait toutes les conversations. En 1880, huit ans après, le bruit courait que le fils de la victime, curé de Saint-Cosme, avait trouvé dans le tiroir secret d'un meuble ayant appartenu à son père les sommes que l'on croyait avoir été dérobées par l'assassin.

Les environs de notre ville furent par deux fois profondément éprouvés. Au mois de mai, le 22, une désastreuse gelée faisait un mal considérable aux vignes ; à ce même moment une nuée de sauterelles

(1) M. Aillaud, son frère, était avoué et conseiller d'arrondissement.

(2) Voir tome I, pages 264, 265.

s'abattait sur la Camargue ravageant tout jusque sur le territoire de Saint-Gilles, et le Rhône sortant de son lit (1) se répandait dans la plaine, sans occasionner fort heureusement d'irréparables dégâts. Mais le 20 octobre à la suite d'un très violent orage, le Gardon et le Rhône grossirent démesurément. La ligne ferrée de Nîmes à Villefort fut gravement endommagée. Les villes ou villages, de Saint-Ambroix, de Codolet, de Comps, de Vallabrègues furent envahis par les eaux et très sérieusement menacés. Aux premières nouvelles, l'Evêque accourut sur les lieux. Sa Grandeur portait aux malheureux habitants les consolations de la religion et les bienfaits de son inépuisable charité. De son côté, le clergé se multipliait avec un dévouement admirable, pour secourir ces infortunés. Le préfet du Gard et M. de La Baume, M. Albert Drouot, chef de cabinet, vinrent aussi visiter les inondés et leur distribuèrent les premiers fonds envoyés par le ministre de l'intérieur.

NOTE

Dans une précédente note (a) j'ai donné quelques détails sur les horribles scènes dont le couvent des Capucins fut le théâtre. Le massacre du 14 juin 1790 fait partie de ces journées sanglantes que l'on a appelées la *Bagarre de Nîmes* et qui durèrent du 13 au 17 juin 1790. Sur presque tous les points de la ville furent commis des atrocités, mais le point où se concentra la lutte entre les partis qui divisaient la ville fut plus particulièrement la maison Froment.

La maison Froment était située contre le rempart et était attenante à une des tours du Château. On retrouva en mai 1875 sur l'emplacement de l'ancienne gendarmerie la base des anciens remparts et de cette tour.

Je n'ai pas à apprécier ici, ni à raconter les faits qui ont précédé ces tristes journées. Brièvement je consignerai que le parti dit patriote, lisez protestant, se plaignait d'être l'objet d'insultes incessantes de la part des catholiques et de ne pas être défendu par la municipalité qu'il accusait hautement de préparer la contre-révolution.

A vrai dire, la municipalité élue était, à l'exception de Vincent Valz (b), toute entière

(1) M. de Larcy, ministre des travaux publics, prescrivait immédiatement d'améliorer le cours du Rhône et de hâter les travaux d'endiguement. On dépensait à ce chef 635,000 francs à Beaucaire.

(a) Tome II, pages 215 et 216.

(b) Qui ne fut nommé que parce qu'on compta en sa faveur tous les suffrages aux divers Vincent qui habitaient la ville.

catholique, et, pour combattre celle-ci, le parti opposé avait constitué un club, dit des *Amis de la Constitution* (α) dont toutes les délibérations tendaient à « croiser celles de la municipalité. » Une garde nationale avait été formée en 1789, mais tous les chefs étaient protestants et malgré leur propre règlement qui portait « que les lieutenants et les capitaines se renouvelleraient tous les quarante jours, ils trouvèrent le moyen d'en éluder l'exécution et de se perpétuer à leurs places. » Mais les catholiques organisèrent, à leur tour, des compagnies de milice et comme on leur refusait obstinément des armes, que seules les compagnies protestantes possédaient, ils durent en forger. Leurs chefs, Froment, receveur du chapitre, son beau-frère Folacher et Descombiès, tous trois nommés capitaines de ces compagnies de nouvelle formation s'ingénièrent à armer leurs coreligionnaires qu'ils sentaient menacés.

Les premiers mois de 1790 sont remplis du récit des scènes de désordre, de l'énumération des placards menaçants émanant tant de l'un que de l'autre parti. Les passions s'exaltaient et tournaient à la violence. Déjà au commencement, de mai des rixes avaient éclaté entre les catholiques et les soldats du régiment de Guienne, caserné à Nîmes. Un grenadier de ce régiment fut même tué sur le Petit-Cours et un autre blessé sur les Calquières. Le maire dut proclamer la loi martiale et déployer le drapeau rouge. A ce moment, les compagnies catholiques avaient pour signe de ralliement la cocarde blanche qui à la suite d'une ordonnance royale, datée du 28 mai, fut changée en une houppie rouge. Les deux partis ne se rencontraient pas sans que les uns, les travailleurs, fussent par les protestants appelés les *côbets*, tandis que ceux-ci étaient dénommés par leurs adversaires les *gorges noires*.

Le dimanche, 30 juin, à six heures du soir, le poste de dragons (tous protestants), placé à l'évêché, se prétend insulté par un *Côbet* qu'on n'a jamais retrouvé et porteur d'un billet injurieux que l'enquête n'a pu parvenir à mettre au jour. On répand aussitôt le bruit dans tous les quartiers catholiques qu'un *côbet* est prisonnier à l'évêché. Ses camarades se portent en assez grand nombre sur la place de la Cathédrale (en armes disent les protestants), (sans armes, dit Froment). Aussitôt les dragons sortent et se mettant en bataille, font une décharge de mousqueterie. La première compagnie de la garde nationale, toute protestante, et, justement de garde ce jour-là, accourt à la rescousse et nettoie à coups de fusil toutes les rues avoisinantes. Les catholiques laissent sept morts sur le terrain et plusieurs blessés. Dans la lutte un volontaire non catholique est tué dans la rue Saint-Castor. Dans la rue de la Madeleine, Jalsbert, protestant, est grièvement blessé à coups de sabre. Un protestant, Boudon, dragon, est tué sur les Calquières.

Les catholiques épouvantés se réfugient au nombre de 420 environ dans la maison Froment et les tours attenantes. De leur côté les protestants poursuivent les officiers municipaux et forcent l'un d'entre eux, l'abbé de Belmont, à déployer le drapeau rouge et, pour le forcer à marcher, l'accablent de coups dont un, appliqué dans le dos, provoque un crachement de sang chez le malheureux. Lorsque l'abbé arrive à la porte des Carmes le drapeau lui est enlevé. Un deuxième drapeau l'est également, et la fusillade commence entre les catholiques retranchés dans la maison Froment et les tours adjacentes et les protestants postés sur l'Esplanade.

Le lendemain lundi, dès la pointe du jour (à quatre heures du matin) arrive à Nîmes

(α) Ce club était composé de 417 citoyens dont 63 catholiques seulement, tous les autres étaient protestants.

un renfort de 6,000 protestants des Cévennes, de la Vauzage et de la Gardonnenque venus pour quelques-uns de douze à quinze lieues. Les hostilités n'avaient commencé la veille qu'à sept heures du soir; on n'avait pu, dans un aussi court intervalle, avoir le temps d'avertir ces troupes auxiliaires, elles avaient donc des instructions d'avance. Froment, voyant les dispositions prises par les protestants, envoie des émissaires aux villages catholiques des environs qui n'arrivent en vue de Nîmes que dans la soirée du même jour.

C'est dans cette journée du lundi qu'il faut placer le massacre des capucins, sous le prétexte qu'on avait tiré des fenêtres du couvent sur les protestants massés sur l'Esplanade, ce qui a été reconnu faux.

Dès ce moment commence dans toute la ville une série honteuse de massacres et de pillages. Les catholiques sont saisis chez eux, tués au milieu des leurs ou entraînés sur l'Esplanade pour y être pendus. Quelques-uns ont les yeux crevés, comme Claude Daudet, Deymond, Pierre et Jean Maurin et sont massacrés ensuite. Un jeune homme de quinze ans, Joseph Bouschon, est tué d'un coup de fusil à une fenêtre où il dessinait. Guérin l'aîné est tué dans une cheminée où il s'était réfugié. La liste en est longue de tous les catholiques qui périrent dans cette journée. On s'acharna sur le nommé Gas, marchand de vin, catholique, marié avec une protestante qui avait abjuré. Les presbytères, les couvents, le séminaire, les maisons des catholiques étaient mis au pillage.

Pendant ce temps la lutte continuait entre les légionnaires catholiques et les protestants. Le sieur Aubry se fait remettre de l'artillerie par le régiment de Guyenne, impassible spectateur de la lutte, et couvre de boulets les tours du château et la maison Froment. Celui-ci offre enfin de capituler à certaines conditions, mais pendant qu'il parle au nom de ses hommes, une bande envahit la maison où s'étaient retirés les catholiques et les égorgent presque sans défense. Le frère de Froment est tué et Froment lui-même ne doit son salut qu'à la fuite. Les massacres commencés dans cette journée du 14 se continuèrent les 15, 16 et 17 et ne s'arrêtèrent que lorsque le régiment de Montpellier arriva pour rétablir l'ordre. On compte que, dans ces tristes journées, cinq ou six cents catholiques (chiffre minimum) avaient perdu la vie. Pour dissimuler leur nombre, les protestants avaient ouvert une grande fosse dans laquelle on jetait au fur et à mesure les cadavres que l'on enterrait sous un lit de chaux. Les protestants, dans le combat qu'ils avaient livré, n'avaient pas perdu vingt des leurs.

Presque tous les catholiques tués avaient été massacrés individuellement, soit chez eux, soit sur la voie publique et sans armes à la main. Lorsque les protestants envahirent la maison Froment, il ne s'y trouvait que 15 catholiques. La plus grande partie des 420 qui s'y étaient réfugiés la veille au soir, s'étaient retirés dès qu'ils avaient vu des pourparlers s'engager entre les combattants.

Et ce qui prouve que la *Bagarre* n'avait pour origine qu'une question de religion, c'est que les protestants vainqueurs s'empressèrent de réduire de 47 à 24 le nombre des compagnies de la garde nationale et en écartèrent soigneusement les catholiques. Ceux qui avaient été conservés furent tenus d'assister tous les dimanches aux prêches sous peine d'être cassés.

Deux nouveaux officiers nommés, le colonel et le major avaient épousé des femmes protestantes et un aide-major, le sieur Jourdan, était protestant. Enfin 22 capitaines sur 24 étaient protestants et les deux autres, catholiques, faisaient partie du *Club des Amis de la Constitution*.

CHAPITRE SEPTIÈME

(Année 1873)

SOMMAIRE

LA MORT DE NAPOLEON III — LA FUSION. — L'ATTITUDE DES PRINCES D'ORLÉANS. —
DÉMARCHES DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS : M^r DUPANLOUP. — LA NOBLESSE FRANÇAISE :
M. DE MAILLÉ. — LA QUESTION DU DRAPEAU. — LETTRE ROYALE DU 8 FÉVRIER. —
CHUTE DE M. THIERS. — M. LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON, PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE. — NOUVEAU MINISTÈRE. — VOYAGE DE M^r LE COMTE DE PARIS A
FROSHDORF. — LA LETTRE ROYALE DU 26 OCTOBRE -- IMPOSSIBILITÉ DE FAIRE LA
MONARCHIE. — PÉTITION ROYALISTE — LA QUESTION DE L'ARTILLERIE A NIMES. —
DUPPLICITÉ DES RÉPUBLICAINS AU CONSEIL GÉNÉRAL. — VOYAGE DU MAIRE A PARIS. —
INCIDENTS DANS DIVERS VILLAGES. — LES PÈLERINAGES. — LE CERCLE DU COMMERCE ET
M. DE CHAMPVANS. — LE BUDGET DES CULTES AU CONSEIL GÉNÉRAL. — CHEMINS DE
FER DU GARD. — M. DE CARRIÈRES, ÉVÊQUE DE MONTPELLIER. -- LE PHYLLOXERA. —
TROMBE DU 9 AOÛT. --- LES ARTISTES NIMOIS. --- MORT DE M. COLIN. -- INCENDIE
DES ATELIERS DUMAS ET COLIN. — LE PROCÈS DE BAZAINE.

Un fait capital domine toute l'histoire de cette année. Le sort du pays placé par la Providence entre les mains d'un homme sera fixé. 1873 apporte comme un éclair d'espérance au milieu de l'incertitude où se débat la France.

Il semble que la patrie va pouvoir échapper à l'avenir sombre que tout le monde entrevoit et redoute, que la restauration monarchique est proche, et non-seulement la France, mais l'Europe entière, reste suspendue à la décision du descendant des rois légitimes.

Si les gouvernements au dehors sont anxieux, au dedans les partis se taisent, pressentant tous que l'heure est grave et solennelle, que sous les ombrages de Froshdorff vont se jouer les destinées du pays. Les conservateurs après avoir travaillé pendant plus d'une

année à préparer l'union de toute la famille royale attendent les résultats féconds de ce rapprochement. Les légitimistes, plus émus encore, interrogent avidement les moindres échos de la demeure royale. Les républicains de toutes nuances, inquiets, suivent d'un œil sombre les progrès de l'évolution monarchique. Les bonapartistes que la mort de Napoléon III vient de jeter dans la douleur et l'hésitation s'en-sevelissent dans un profond recueillement. Comment ne pas admirer une fois encore les insondables décrets d'En Haut ?

En 1850, au moment où l'anarchie le disputait au césarisme pour gouverner la France, où les passions antireligieuses se donnaient libre carrière, la mort frappe le roi Louis - Philippe. Ce douloureux événement était un avertissement solennel donné au pays tout entier. La mort du prince déliait ses fidèles, leur ouvrant la seule voie qui pût assurer le salut du pays : la restauration de la monarchie légitime (1).

En 1873, la situation du pays est la même. La Révolution guette le moment où elle prendra le pouvoir, et le pays s'énervé dans un provisoire que tout le monde a hâte de voir cesser. La restauration monarchique s'impose comme elle s'imposait en 1848, et, à ce même moment, Dieu rappelle à lui Napoléon III (2). Le parti bonapartiste, se trouva divisé devant ce cercueil et le poids de cette succession retombait sur un jeune homme de dix-sept ans, trop faible et trop inexpérimenté pour succéder à son père. Tous ceux de ses partisans, que les souvenirs directs, la reconnaissance n'attachaient pas indissolublement par des liens intimes à celui qui venait de disparaître et qui ne voyaient que la conservation et le salut du pays, pouvaient sans hésiter accepter le chef de la maison de France.

La situation politique se présentait telle, que l'avenir était tout entier en faveur d'une restauration royale. Grâce aux actives démarches du parti légitimiste fusionniste, les deux branches de la maison de France n'étaient pas éloignées de s'entendre. Le jour anniversaire de la mort de Louis XVI, le 21 janvier, les princes d'Orléans accomplissaient une démarche qui faisait grand bruit dans le pays. Ils assistaient à la chapelle expiatoire au service funèbre célébré en l'honneur de l'infortunée victime de la Révolution.

(1) Tome II, pages 28 et suivantes.

(2) Napoléon III mourait à Chislehurst le 9 janvier 1873 à dix heures du matin. Il succombait aux suites d'une maladie qui déjà, lorsqu'il était sur le trône, avait plus d'une fois jeté sa famille et son entourage dans les plus vives alarmes.

Quelques jours avant. M. le comte de Paris avait prononcé le mot célèbre : « Il n'y a qu'une monarchie en France ». C'étaient là des symptômes d'un rapprochement prochain et d'une union salubre. Une partie de l'épiscopat français, jaloux d'épargner à la France les malheurs d'une oppression athée et antireligieuse, se tournait vers le comte de Chambord. Mgr Dupanloup lui adressait, le 25 janvier, une lettre pressante et respectueuse, suppliant le Roi de consentir à un rapprochement qui devait sauver le pays.

« Quand on a reçu de la Providence, écrivait le Prélat, la mission et le devoir de sauver un peuple et que, sous nos yeux, ce peuple périt, je crois, et beaucoup de vos amis croient avec moi, que, dans une question de rapprochement, il y a des devoirs réciproques. Car enfin cette question de rapprochement n'est pas seulement entre les princes d'Orléans et votre Personne ; elle est entre la France, eux, et vous.

« Et certes, si jamais un pays aux abois a demandé dans Celui que la Providence lui a réservé comme sa suprême ressource, des ménagements, la clairvoyance, tous les sacrifices possibles, c'est bien la France malade et mourante. Se tromper sur cette question si grave, se faire même par un très noble sentiment des impossibilités qui n'en seraient pas devant Dieu serait le plus grand des malheurs ».

Le prince répondit à cette supplication émue par une lettre datée de Vienne, 8 février.

« Vous semblez attribuer à des scrupules chimériques, dont Dieu me demandera compte, l'insuccès des efforts si souvent renouvelés pour un rapprochement entre les deux branches d'une famille. — Sans prévention ni rancune contre les personnes, mon devoir était de conserver dans son intégrité le principe héréditaire dont j'ai la garde, principe en dehors duquel, je ne cesserai de le répéter, je ne puis rien, et avec lequel je puis tout.

« Il m'est permis de supposer par vos allusions, Monsieur l'Evêque, qu'au premier rang des sacrifices regardés par vous comme indispensables et pour correspondre aux vœux du pays, vous placez celui du drapeau. C'est là un prétexte inventé par ceux qui, tout en reconnaissant la nécessité du retour à la Monarchie traditionnelle veulent au moins conserver le symbole de la Révolution... Je n'ai donc ni sacrifice à faire, ni condition à recevoir. J'attends peu de l'habileté des hommes et beaucoup de la justice de Dieu ».

Ce langage si ferme qu'il fût, si noble qu'il parût, n'en était pas moins très impolitique. Les questions de personnes étaient presque aplanies. La présence des princes d'Orléans à la chapelle expiatoire avait provoqué

au cours de la lettre que je viens de citer, par extrait, un témoignage d'approbation de la part du comte de Chambord. La seule, la véritable difficulté, abordée à mots couverts par l'évêque d'Orléans, nettement expliquée par le roi, était la question du drapeau.

Plusieurs tentatives avaient été déjà faites auprès du prince pour qu'il renonçât à cette condition. Lorsque Henri V se rendit à Chambord, on députa, sur la proposition de M. de Falloux, trois gentilshommes : MM. de Maillé, de Gontaut-Biron, de la Rochefoucauld-Bisaccia, auprès du roi, pour triompher de ses scrupules. L'un d'eux, M. de Maillé, refusa nettement à Henri V le droit d'imposer un drapeau à la France. Il le fit avec cette franchise de langage que les nobles du temps passé savaient conserver vis-à-vis du Roi.

« Le drapeau blanc, Sire, lui dit-il, n'est pas votre propriété exclusive. Ce sont nos ancêtres à nous, qui pour la gloire des vôtres, ont rendu cet emblème si glorieux.

» Descendant de ces héroïques défenseurs de la monarchie, nous avons peut-être le droit de penser que notre honneur n'est pas engagé à la conservation exclusive de ce drapeau et permettez-nous de croire, Sire, que l'honneur de vos fidèles serviteurs n'est pas moins avantageux que celui de Votre Majesté. »

Mais Henri V demeurait inébranlable, et restait sourd à ces appels de Français impatients et d'évêques qui le suppliaient au nom de Dieu et de la Providence. Dans le monde fusionniste, on gémissait de cette inflexibilité, qui, en 1858, s'était révélée sous l'action du duc de Lévis et de l'abbé Trébuquet, et qui, en 1873, avait pour auxiliaire l'évêque de Poitiers, M^{re} Pie. Mais on se souvenait toutefois qu'en 1848 « l'enfant du miracle » avait permis à ses fidèles de lui offrir une bannière, fleurdelysée il est vrai, mais parfaitement tricolore, et les optimistes de la fusion espéraient encore triompher des résistances qu'on leur opposait.

La lettre du 8 février ne les découragea même pas, quoique certains y vissent une abdication. C'étaient surtout les républicains qui tenaient ce langage, heureux de voir un terrain possible de division entre les diverses fractions du parti monarchique. Toutes les craintes d'une restauration prochaine les tenait en suspens et l'on n'était pas peu étonné de lire dans les feuilles révolutionnaires les éloges du Comte de Chambord.

Le parti républicain ne voyait autre chose dans les déclarations du Roi que son propre succès, et il s'appuyait tout particulièrement sur M. Thiers, devenu son prisonnier, qu'il flattait à ce

moment, qu'il dénigre aujourd'hui. M. Thiers était en effet sa suprême ressource. Au moment où les projets de fusion se formaient et où l'action monarchique reprenait le dessus, il avait prononcé cette parole : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas » Il espérait ainsi se perpétuer au pouvoir en s'appuyant sur les forces conservatrices que la persistance du comte de Chambord à se réclamer du drapeau blanc devait éloigner de la monarchie.

Ses calculs, en ce qui le touchait furent déjoués. et le 24 mai 1873, l'Assemblée nationale, effrayée de la faiblesse du président de la République et des gages multiples qu'il donnait aux partis avancés, accepta, par 368 voix contre 339, sa démission qu'il avait tant de fois offerte et qu'il avait tant de fois retirée. M. Thiers ne pouvait faire la monarchie à la suite de ses imprudentes déclarations, et il tombait, aussi suspect au parti monarchique qu'au parti révolutionnaire.

Le pouvoir ne resta pas longtemps inoccupé. Dans la nuit du 24 au 25 mai, le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, était élu président de la République à 52 voix de majorité.

En prenant possession du pouvoir suprême, le maréchal écrivait à l'Assemblée ce qui suit :

« C'est une responsabilité imposée à mon patriotisme ; mais avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée qui sera toujours l'armée de la loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons ensemble l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans le pays. Nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels reposent la société. Je vous en donne ma parole d'honnête homme et de soldat. »

Le ministère était confié à M. le duc de Broglie, M. Magne, M. Ernoul, M. le général de Cissey, M. Beulé, M. Dompierre d'Hornoy, M. Bathie, M. Desseilligny, M. de la Bouillerie.

Les conservateurs avaient voulu, ils avaient triomphé, et le succès éclatant qu'ils obtenaient dans leur union leur était une preuve de ce qu'ils pouvaient réaliser.

Dans le pays, cette révolution pacifique n'avait soulevé aucun conflit. La fermeté, l'énergie du nouveau gouvernement en imposait aux agitateurs qui se tinrent cois. Les journaux républicains, pressentant que l'heure était proche, invitaient leurs amis au silence, ne sachant ni ce qu'ils devaient craindre ni ce qu'ils pouvaient espérer. La confiance reprenait et on revenait à croire à une restauration monarchique. La chute de M. Thiers était la préface de cette rénovation. L'entente dans la maison royale allait se faire et le chef de la famille d'Orléans

allait lui-même, avec l'assentiment de tous les siens, présenter ses hommages respectueux au roi de France (1). Le comte de Paris arrivait à Vienne le 4 août et se présentait à Frohsdorf où il était très cordialement reçu par son cousin. Le comte de Chambord lui rendait sa visite. En enregistrant cette grosse nouvelle, nul ne put contenir les sentiments qui l'agitaient. « Il n'y a plus qu'une Maison de France, s'écriaient joyeusement les conservateurs. »

D'un commun accord, il avait été résolu que dans cette première entrevue on n'aborderait pas les questions politiques. « J'ai certaines idées, disait le comte de Paris. Le Roi a les siennes. Ce n'est que par son accord avec la nation qu'il peut faire prévaloir ou modifier les siennes dont l'examen ne m'appartient pas. » Mais le petit-fils de Louis-Philippe s'inclina respectueusement « devant le chef de la Maison de France, devant le seul représentant du principe monarchique en France » et il ajouta : « J'ai l'espoir qu'un jour viendra où la nation française comprendra que son salut est dans ce principe et n'est que là. »

Cet immense évènement qui jetait dans la stupeur tous les ennemis de la monarchie et dans la joie tous les royalistes, était tel que le car-

(1) Le 30 juin 1874 M. le comte de Paris avait fait savoir à M. de la Ferté, représentant d'Henri V à Versailles, qu'il attendait les ordres de sa maison, se déclarant prêt à se rendre, à l'endroit et au jour indiqués, auprès de M. le comte de Chambord.

M. de Lustros et M. de Jarnac étaient messagers du petit-fils de Louis-Philippe. M. de La Ferté partit sur le champ pour Bruges et fut stupéfait de la froideur avec laquelle son royal maître accueillait cette communication. Il demandait à réfléchir, à rédiger sa réponse à l'ombre des arbres du château de Chambord. Il quitta Bruges pourtant, s'arrêta à Paris, y versa, paraît-il, quelques larmes sur les ruines de sa bonne ville incendiée, puis écrivit au comte de Paris une lettre que le député royaliste, auquel je suis redevable de ces renseignements, qualifiait lui-même de « stupéfiante ! »

Le « Roy » parlait à la troisième personne. « Le comte de Chambord, disait ce document, est très reconnaissant du désir qui lui a été exprimé par le comte de Paris. Il croit devoir lui demander d'ajourner sa visite jusqu'à ce qu'on se soit expliqué sur certains faits que son honneur ne lui permet pas de laisser plus longtemps inconnus. M. le comte de Chambord sera de retour à Bruges du 20 au 25 courant (juillet 1874), où il se tiendra à la disposition de son cousin. »

M. de La Ferté, pressé de questions, supplié de s'expliquer sur « les faits » que l'honneur de M. le comte de Chambord voulait faire connaître, avoua à la terreur générale, qu'il s'agissait de la couleur du drapeau. Son Roi le voulait blanc.

dinal de Bonnechose, à ce que nous rapporte M^r Besson (1) d'après les notes et les papiers intimes du cardinal, pouvait écrire : « Le comte de Chambord tient désormais dans sa main la clef de la situation et le sort de la France. »

En effet, la France était prête, absolument prête à recevoir son Roi. Elle le disait même (2), pressentant dans cette solution la sécurité de son avenir et la reconstitution de toutes ses forces. On en avait conscience à Versailles, où siégeait l'Assemblée nationale et l'un de nos compatriotes, M. Numa Baragnon préparait, de concert avec la commission des *neuf*, l'arrivée prochaine du Roi.

« Partout, écrivait le cardinal de Bonnechose, on s'entretenait du retour du comte de Chambord et de la question du drapeau. Le prince ferait-il sur ce point quelques concessions jugées nécessaires pour hâter son rappel ? Plusieurs en doutaient, on pressentait l'obstacle, on tremblait de voir la monarchie échouer au port... »

Et pourtant le peuple lui-même résolvait cette question si épineuse. A Nîmes, par exemple, on achetait une grande quantité de drapeaux blancs, et en vue du retour prochain de Henri V, on organisait déjà les réjouissances et les illuminations. M. de Champvans, préfet du Gard,

(1) En mourant le cardinal de Bonnechose a désigné Mgr Besson, évêque de Nîmes, pour réunir ses notes et papiers intimes et en assurer la publication. Quelques-uns de ces papiers ont trait aux négociations de la fusion.

Voir *Vie du cardinal Bonnechose*, archevêque de Rouen, par Mgr Besson, évêque de Nîmes. — Retaux-Bray, Paris 1886. 2 forts volumes.

(2) « Le cardinal trouva la situation politique très tendue, écrit Mgr Besson d'après les notes intimes du cardinal. MM. de Carayon-Latour, Lucien Brun et Chesnelong avaient vu le comte de Chambord, et M. Chesnelong avait, disait-on, obtenu de lui une concession sur le drapeau. L'attente du pays était de plus en plus excitée, on se préparait à recevoir le roi, et le peuple ne doutait plus de son retour. On comptait, de part et d'autre, les députés qui devaient voter le rétablissement de la monarchie. Une majorité de vingt voix était déjà assurée sur la question d'urgence, dès que la proposition serait faite à l'Assemblée. La proposition elle-même aurait été votée à plus de cent voix de majorité. Les républicains et les bonapartistes essayaient en vain d'enrayer le mouvement. Le gouvernement lui-même était entraîné par l'opinion et le favorisait, loin de le combattre, témoin les lignes suivantes écrites par le cardinal, sous la date du 20 octobre :

« J'ai vu le maréchal de Mac-Mahon et le duc de Broglie. Ce dernier m'a dit qu'il n'aurait pas pris l'initiative de toutes ces résolutions, et qu'il se serait borné à demander la prolongation des pouvoirs du président pour préparer, par de bonnes lois, le rétablissement de la monarchie. Mais le char était lancé, il fallait maintenant aller en avant et il n'était plus permis de reculer. »

en prévision du rétablissement de la monarchie, demanda à M. de Larcy quelques conseils. Il redoutait l'apparition officielle du drapeau blanc ; M. de Larcy lui conseilla d'illuminer la préfecture et de placer sur la façade un grand transparent sur lequel se détacheraient les armes de France. A Paris, on ne trouvait pas assez de calicots pour faire des drapeaux.

Il était permis d'espérer que cette question du drapeau se résoudrait toute seule et que ce premier mouvement était celui qu'il fallait suivre. Le Roi aurait toléré le drapeau tricolore et comme en Autriche-Hongrie, il y aurait eu deux drapeaux, le drapeau rouge étant laissé à l'anarchie. Déjà même, sur ce point, une certaine entente était près de se faire jour. M. de Cheneslong, après avoir vu le comte de Chambord avec MM. Carayon-Latour et Lucien Brun avait obtenu, disait on, une concession. M. Cheneslong s'en expliqua dans la réunion du centre droit.

« Monsieur le comte de Chambord, disait-il, n'a l'intention d'humilier ni son peuple, ni le drapeau de son pays ; il n'est étranger ni aux gloires que la France a acquises sous ce drapeau, ni aux douleurs qu'elle a subies ; il respecte le sentiment de l'armée pour un drapeau teint du sang de nos soldats et il demande que rien ne soit changé à ce drapeau avant qu'il ait pris possession du pouvoir.

» Si les troupes devaient saluer Monsieur le comte de Chambord à son entrée en France elles iraient à lui avec le drapeau tricolore. » Et M. Chesnelong ajoutait que : « Le prince se réservait de présenter au pays par l'entremise de ses représentants une solution compatible, avec son honneur et qu'il croit de nature à satisfaire à la fois l'Assemblée et le pays. »

Le centre droit auquel M. Chesnelong tenait ce langage adhérait à la Monarchie, et le centre gauche dont tous les antécédents sont monarchiques, et que M. Thiers, seul, par la pratique de son talent et ses appréciations sur la vraie République avait pu rassurer et retenir auprès de lui, se rallia à la restauration projetée.

Cette crise laborieuse que traversait la France n'était pas sans exciter quelques défiances. A Nîmes, les républicains usaient de tous les stratagèmes, de tous les mensonges pour tromper les populations. Ils s'attachaient surtout à laisser croire aux protestants que Henri V, en remontant sur le trône ramènerait une Monarchie absolue, ennemie, impitoyable de toute liberté, persécutrice de la religion réformée, disposée à déclarer la guerre à l'Italie pour rétablir Pie IX sur son trône. La *Gazette de Nîmes*, au moment où on n'attendait plus que le Roi, adressa, à la date du 26 octobre, un appel aux protestants.

« Nous savons, disait-elle sous la signature Henri Dumas(1), qu'on essaye de réveiller le passé de nos discussions religieuses, de vous rappeler le souvenir de sanglantes journées. Mais le temps a marché ; nous ne sommes plus à ces époques si douloureuses ; à l'heure qu'il est la lutte est entre les conservateurs et les révolutionnaires, entre les hommes d'ordre et les partisans de la Commune.

» Nos ennemis, n'en doutez pas, sont aussi les vôtres. Au Conseil général les membres qui ont supprimé le budget du culte catholique n'ont-ils pas d'un même trait de plume supprimé le budget du culte protestant ? La Révolution, voilà notre ennemi commun.

» Voyez l'exemple que nous donne le parti révolutionnaire. Les Cazot, les Jac, les Veillon et les autres catholiques ne sont-ils pas unis aux Laget, aux Ducamp, aux Bosc et aux autres protestants leurs collègues ? Imitons ces exemples de la Révolution ; nous tous conservateurs, nous sommes les enfants de la même ville, de la même patrie. Nous avons un but commun, celui du salut de la France, celui de notre propre salut ».

A ce même moment, Henri V écrivait de Salzbourg, ce lieu même où il avait eu une entrevue avec les royalistes Français, la mémorable lettre suivante :

«... On a prétendu que je consentais enfin à devenir le roi légitime de la Révolution. Les malentendus s'accumulent, cherchant à rendre obscure ma politique à ciel ouvert, et je dois la vérité à ce pays dont je puis être méconnu, mais qui rend hommage à ma sincérité parce qu'il sait que je ne l'ai jamais trompé et que je ne le tromperai jamais.

» On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre sinon que je ne rétracte rien, que je ne retranche rien de mes précédentes déclarations ? Les prétentions de la veille me donnent la mesure des exigences du lendemain, et je ne puis consentir à inaugurer un règne réparateur et fort par un acte de faiblesse.

» Il est de mode d'opposer à la fermeté d'Henri V l'habileté d'Henri IV. La *violente* amour que je porte à mes sujets, disait-il souvent, me rend tout possible et honorable. Je prétends sur ce point ne lui céder en rien ; mais je voudrais bien savoir quelle leçon se fût attiré l'imprudent assez osé pour lui persuader de renier l'étendard d'Arques et d'Ivry.

» On m'accuse de ne pas tenir en assez haute estime la valeur de nos soldats, et cela au moment où je n'aspire qu'à leur confier tout ce que j'ai de plus cher. On oublie donc que l'honneur est le patrimoine com-

(1) L'abbé François Chapot.

mun de la maison de Bourbon et de l'armée française et que, sur ce terrain, on ne peut manquer de s'entendre.

» Non, je ne méconnaiss aucune des gloires de ma Patrie, et Dieu seul, au fond de mon exil, a vu couler mes larmes de reconnaissance toutes les fois que dans la bonne ou dans la mauvaise fortune, les enfants de France se sont montrés dignes d'elle.

» Mais nous avons ensemble une grande œuvre à accomplir. Je suis prêt, tout prêt à l'entreprendre quand on le voudra, dès demain, dès ce soir, dès ce moment. C'est pourquoi je veux rester tout entier ce que je suis. Amoindri aujourd'hui je serais impuissant demain.

» Il ne s'agit de rien moins que de reconstituer sur des bases nouvelles une société profondément troublée, d'assurer avec énergie le règne de la loi, de faire renaître la prospérité au dedans, de contracter au dehors des alliances durables, et surtout de ne pas craindre d'employer la force au service de l'ordre et de la justice,

» J'ai conservé intact, pendant quarante-trois ans, le dépôt sacré de nos traditions et de nos libertés. J'ai donc le droit de compter sur la confiance de la France et de lui inspirer la sécurité. Ma personne n'est rien ; mon principe est tout. La France verra la fin de ses épreuves quand elle voudra le comprendre. Je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port parce que j'ai mission et autorité pour cela. »

Cette déclaration fut un véritable coup de foudre. « Le prince écrivit une lettre à jamais regrettable, écrit M^r Besson, qui parut une abdication et que ses meilleurs serviteurs refusèrent pendant vingt-quatre heures de livrer à la presse ».

Le cardinal de Bonnechose en constate d'un mot les désastreuses conséquences : « Aujourd'hui arrive la lettre du comte de Chambord qui met à néant toute l'entreprise du rétablissement de la monarchie. Stupeur du côté des royalistes, joie dans le camp des anarchistes et des républicains. » Et M^r Besson ajoute avec un accent ému : « Cette joie, dont parle le Prélat devait être dans la vraie France, la mesure de la tristesse publique. »

Poussé par quelques intransigeants, Henri V n'avait pas voulu accepter le drapeau tricolore (1), et comme le disait plus tard M. Ches-

(1) La plupart des royalistes n'acceptaient pas l'abaissement du drapeau tricolore. Dans une réunion qui eut lieu chez M. de la Rochefoucauld-Bisaccia à laquelle assistaient MM. de Kerdrel, de Jaigné, de Meaux, Mercier Lacombe, de Gontant, Depeyre de Cumont, de Falloux, de Larcy, Baragnon, et quelques autres, on avait rédigé la note

nelong « l'armée ne prendra pas le drapeau blanc, il n'y avait plus rien à faire. » Le maréchal de Mac-Mahon, au courant des négociations en apprenant l'incroyable résistance du comte de Chambord et son inébranlable condition d'arborer le drapeau blanc, s'écria : « Les chasse-pots partiraient tout seuls. »

Ce spectacle auquel tout le monde s'attendait, que tout le monde appelait de ses vœux, une monarchie vieille de plusieurs siècles, rappelée par les élus du suffrage universel, consacrée à la fois par la tradition et l'investiture populaire ne fut qu'un rêve. Le roi s'était lui-même suicidé, majestueusement, mais sûrement. C'était épargner aux jacobins, dans l'avenir, un régicide légal, mais c'était aussi perdre la France. La presse républicaine exulta, triompha de cette décision imprévue qui mettait à néant les projets de restauration monarchique. En vain, un vaste pétitionnement s'organisa-t-il en France pour demander le retour du roi. De toutes parts affluaient les signatures, et à Nîmes plus de 6000 citoyens apposèrent leur nom au bas de pétitions adressées à l'Assemblée nationale. Il était trop tard, et quelque spontané, quelque grandiose que fût ce mouvement, il ne pouvait aboutir. Le roi avait tué sa cause.

La monarchie, que l'on croyait pouvoir proclamer le 5 novembre, était au moins pour le moment, impossible, il fallut que le parti conservateur trouvât, sinon une solution, du moins un terme au provisoire qui énervait le pays. Le parti républicain recommença le mouvement dissolutionniste qu'il avait entamé l'année précédente. Il refusait à l'Assemblée nationale le caractère constituant et prétendait que de nouvelles élections étaient nécessaires. Il entendait évidemment profiter du découragement dans lequel la lettre du 27 octobre jetait le parti royaliste, des résultats déplorables produits par une politique d'indécision et de malentendus dans le parti conservateur, pour s'emparer du pouvoir. Les impérialistes, on plutôt l'état-major du parti assis sur les bancs de la Chambre en mince posture, se réclamait de l'appel au peu-

suivante : « Les inspirations personnelles de M. le comte de Chambord lui appartiennent. Les hommes attachés à la monarchie héréditaire et représentative, parce qu'ils y voient une garantie de salut pour le pays, resteront dévoués aux intérêts de la France et de ses libertés. Pleins de déférence pour ses volontés, ils ne se séparent pas du drapeau qu'elle s'est donnée, drapeau illustré par le courage de nos soldats et qui est devenu, par opposition, à l'étendard sanglant de l'anarchie, le drapeau de l'ordre social. » Cinq députés seulement désavouèrent cette note. C'étaient MM. de Carayon-Latour, de Francieu, de Belcastel, Cazenove de Pradines et de Rodez-Bénavent.

ple. Pour augmenter le désarroi, on avait imaginé dans le camp républicain de donner à entendre que la République allait être proclamée et que l'un des princes d'Orléans accepterait la présidence. Les princes eurent bientôt fait justice de ces manœuvres qui n'avaient pour but que de désunir la maison de France. Ni monarchie, ni dissolution, tel fut pour le parti conservateur le dilemme devant lequel il se trouvait. Voulant encore moins fonder la République, il imagina de proroger pendant sept ans les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. M. Depeyre se fit promoteur de cet expédient, contre lequel s'éleva la gauche tout entière. Le septennat fut voté. Le ministère du 24 mai donna sa démission. Parmi les hommes que le maréchal appela aux affaires, étaient deux de nos compatriotes. M. de Larcy et M. Numa Baragnon. Le premier qui avait quitté le ministère l'année dernière au mois de décembre à cause de la politique suivie par M. Thiers, alors chef du pouvoir exécutif, y revenait avec le même portefeuille, celui des travaux publics. Le second était nommé sous-secrétaire d'Etat au département de l'intérieur à la tête duquel se trouvait M. de Broglie.

Ces négociations, ces démarches, ces pétitions tentées en vue du rétablissement de la monarchie en France font de 1873 pour la nation une année exceptionnelle de joie, d'espérances, d'inquiétudes et de désillusion. La question politique qui s'agitait était d'une si haute importance que toutes les classes de la société, tous les partis s'en occupaient. Dans une ville comme la nôtre où l'élément conservateur est prépondérant et où le parti royaliste tient une si grande place, suivait avec anxiété les événements considérables auxquels étaient mêlés d'ailleurs et de très près un certain nombre de nos concitoyens.

Mais les préoccupations de la politique, si grosses qu'elles fussent, détournaient pas les regards des Nimois d'une question fort grave dont nous avons dit quelques mots au chapitre précédent ; celle de l'établissement de l'artillerie dans notre ville. Depuis la délibération prise par le Conseil municipal en réponse à la lettre du général Ouvier de Villegly, le ministre de la guerre n'avait pris aucune décision. Cependant de toutes les villes qui s'étaient mises sur les rangs, deux seulement restaient à choisir, Nîmes ou Perpignan. Mais la position topographique de cette dernière, placée près de la frontière, était un grave obstacle. Nîmes pouvait se flatter de l'emporter dans cette affaire et de triompher des hésitations du ministre. Les négociations habilement menées par la municipalité, les démarches de M. de Chabaud-Latour, les sacrifices que la ville se déclarait disposée à faire, militaient

en sa faveur et lui faisaient la partie belle. Dans sa séance du 8 février 1873, le Conseil municipal eut précisément à s'occuper de cette question, devenue pour la cité une des plus importantes en cours.

Le chef d'escadron Mathieu avait été envoyé par le ministre pour procéder aux dernières études, et dans une lettre qu'il adressait au Maire cet officier supérieur faisait connaître les conditions exigées par l'Etat et qui étaient les suivantes :

- 1° Cession de l'hospice d'humanité, situé au chemin d'Uzès.
- 2° Cession de quinze hectares de terrain autour de l'hospice et de deux hectares compris entre l'Ecole normale primaire et les docks.
- 3° Cession de mille hectares de terrain dans la garrigue.
- 4° Installation d'un local, pour le général commandant la brigade.
- 5° Etablissement d'un champ de manœuvre dans la plaine, d'une superficie d'environ quarante-cinq à quarante-huit hectares.
- 6° Une quantité d'eau suffisante.

Le Conseil accepta ces diverses conditions, en faisant toutefois cette réserve que l'installation des deux régiments d'artillerie ne nuirait en rien au maintien du régiment de ligne,

Mais il restait à obtenir du Conseil général la subvention que réclamait la ville et l'Etat, s'élevant à 200.000 francs. On n'a pas oublié que, dès l'année précédente, les membres républicains de l'Assemblée départementale se montraient hostiles à la ville de Nîmes, coupable selon eux, de mal voter. Placé cette fois au pied du mur, ne pouvant décemment inventer Beaucaire comme l'avait fait le colonel Meinadier en 1872, il fallut bien que le Conseil général se prononçât. Il vota les 200.000 francs demandés, mais en imposant comme condition de son vote que le Lycée de Nîmes serait transféré à l'Hôpital général. C'était un refus déguisé. En effet, le plan de la municipalité était de restituer aux bâtiments inoccupés de l'hospice du boulevard Saint-Antoine une autre destination.

La restriction imposée par le Conseil général obligeait donc la ville à bâtir un nouvel hôpital pour y loger les infirmes dépossédés de celui du chemin d'Uzès et à disposer l'ancien hospice pour y installer le Lycée. C'était obliger nos finances municipales à une énorme dépense de 800.000 francs environ à laquelle une administration prévoyante ne pouvait se résoudre.

Mais dans leur rage contre le préfet du Gard et la municipalité conservatrice, les radicaux usaient de tous les moyens, sans se préoccuper d'ailleurs de l'intérêt public, et l'on assista, lors de la séance du 2 mai, où le Conseil général s'occupa de cette question, à ce curieux specta-

cle d'un conseiller, M. Costecale, nommé pour défendre les intérêts de son canton, voter contre l'établissement de l'artillerie à Nîmes. MM. de Larcy et Bézard, mandataires des deux autres cantons de Nîmes, M. Balmelle, qui se souvint d'avoir administré notre cité, prononcèrent d'énergiques discours en faveur du projet, et recueillirent les applaudissements d'un nombreux public venu pour suivre ces intéressants débats. Le président s'émut de cette manifestation qui retombait de tout son poids sur ses collègues de la gauche et menaça de faire évacuer la salle.

Le mauvais vouloir du Conseil général se révélait donc encore, mais heureusement ses projets étaient déjoués et ses intrigues percées à jour. Le 19 septembre, M. de Chabaud-Latour pouvait écrire au Maire de la ville ;

« Notre cause est enfin gagnée pour l'établissement à Nîmes d'une brigade et d'une école d'artillerie. Je suis sûr que ce sera une source de fécondité et de prospérité pour notre ville et que la présence de ces beaux régiments et de ces nombreux corps d'officiers élèvera les cœurs vers cette noble carrière des armes qui est la grande école du devoir. »

M. de Chabaud-Latour pouvait en effet dire que cette cause était aussi la sienne et il n'est ni démarches, ni sollicitations qu'il épargna pour assurer le triomphe de Nîmes. Aussi ne faudra-t-il pas s'étonner que le nom de celui qui contribua à doter Nîmes de la brigade d'artillerie fut plus tard donné à un boulevard par une municipalité reconnaissante. Un détail prouvera alors, quelle irritation animait les protestants à l'encontre de cette affaire. Le premier soin du premier maire protestant que les républicains portèrent à la mairie sera de faire arracher les plaques portant le nom de Chabaud-Latour et d'y substituer le nom de Hoche.

Malgré la lettre de Chabaud-Latour et précisément à cause d'elle les protestants ne se tinrent pas pour battus.

Les plus mauvaises nouvelles arrivaient en effet de Paris. L'affaire marchait mal. De hauts employés du ministère de la guerre se montraient réfractaires à l'établissement d'une brigade d'artillerie à Nîmes. Tous les arguments, que le colonel Meinadier et ses coreligionnaires politiques avaient invoqués devant le Conseil général, trouvaient un écho auprès du gouvernement, et cela ne saurait rien avoir d'étonnant quand on songe que le colonel Meinadier ne cessait de fréquenter les antichambres du ministère, colportant à tous ces bureaux ses rancunes et ses inventions mensongères. Cet homme, pour qui le Gard

réserva un siège de sénateur, s'était fait le promoteur de cette odieuse campagne contre le chef-lieu, n'obéissant qu'à sa haine de sectaire contre les catholiques de Nîmes. Aidé par d'autres personnages influents, notamment par les deux députés Laget et Cazot, tous les deux protestants aussi, il paraissait près de réussir. Sa voix était écoutée, et le général de Chabaud-Latour pouvait écrire au Maire que l'œuvre qu'ils avaient entreprise était fort menacée peut-être irrémédiablement perdue. Sur le champ, M. Blanchard, accompagné de M. Laurent, se rend à Paris et à Versailles. Il veut avoir le cœur net des obstacles que l'on multiplie à dessein, des fins de non recevoir et du mauvais vouloir de certains. Il trouve l'affaire plus gravement menacée qu'il ne le soupçonnait et qu'on ne le croyait à Nîmes. Le colonel Coste, le colonel Meinadier, MM. Laget et Cazot avaient réussi à faire écarter Nîmes et à faire désigner Valence comme siège de brigade d'artillerie.

M. Blanchard eut une entrevue avec le maréchal de Mac-Mahon, avec le ministre de la guerre, général du Barrail, et, partout, il se heurta à un thème unique imaginé par les adversaires du projet. Néanmoins le général du Barrail promettait une compensation, c'est-à-dire soit un régiment de cavalerie, soit un bataillon de chasseurs à pied, soit même un autre régiment d'infanterie. Le journal *le Midi* (1) enregistrait avec une satisfaction non déguisée l'échec du projet et du voyage du maire à Paris. Organe protestant, il se réjouissait du succès des siens qu'il savait ardemment opposés au projet et, prêts à tout pour l'empêcher de réussir. Le Conseil municipal dans sa séance extraordinaire du 29 décembre, après avoir écouté le rapport du maire sur son voyage à Paris, exprima dans sa délibération sa reconnaissance au premier magistrat de la ville et vota l'impression de son exposé. Ainsi près de deux ans s'étaient écoulés déjà depuis que cette question qui intéressait non-seulement Nîmes, mais encore la défense nationale était soulevée, et par la faute de quelques envieux, elle n'avait pas fait un pas. Il nous faudra attendre la fin de 1874 avant qu'un résultat définitif puisse être obtenu et que notre ville puisse enfin triompher de résistances coupables.

Si les partis n'avaient pas désarmé et si les haines locales se don-

(1) Ancien *Courrier du Gard* transformé. Cette dernière feuille s'était par trop compromise sous le régime impérial par ses violentes attaques contre les républicains et notamment M. Cazot. Elle avait dû, avec le nouveau gouvernement, faire peau neuve.

naient toujours libre carrière, au moins l'ordre régnait-il dans la rue et nous n'avons plus à enregistrer les scènes scandaleuses qui marquèrent les trois années précédentes. Quelques troubles seulement sont à signaler dans nos environs. A Saint-Mamert, par exemple, au commencement d'avril, un certain nombre de jeunes gens insulte la gendarmerie qui a vite raison des séditeux et procède à quelques arrestations. A Sommières des rixes graves éclatent à peu près à la même époque, à cause du tirage au sort entre des jeunes soldats de Sommières et de Calvisson. L'antagonisme entre ces deux localités, l'une catholique, l'autre protestante, est encore la cause déterminante de ces désordres. Un détachement d'infanterie fort de deux cents hommes fut envoyé de Nîmes pour mettre un terme aux violences. Enfin dans la nuit du 13 au 14 mai, une bande de communards brisa à Saint-Hippolyte-du-Fort, une croix plantée à la suite d'une mission, dans un terrain particulier. Ce fait donna lieu à des poursuites correctionnelles et la *Gazette de Nîmes* ouvrit une souscription pour le relèvement de la Croix.

A part ces incidents qui occasionnèrent néanmoins quelque émotion à Nîmes, la cité fut tranquille. Les processions de la Fête-Dieu furent célébrées avec la solennité accoutumée et au milieu du plus grand calme. Sur le passage de la procession générale un seul cri de : « Vive la Commune » poussé par un soldat se fit entendre. La tradition populaire des Feux de la Saint-Jean fut reprise sur une grande échelle sans que l'ordre fût un instant troublé.

Les pèlerins de Lourdes purent même, sans subir ni insultes ni menaces, se rendre à ce sanctuaire vénéré. Le premier départ eut lieu le 14 juillet et donna lieu à une manifestation religieuse retentissante. Les pèlerins, au nombre de plusieurs milliers se rendirent processionnellement à la gare, ayant à leur tête l'évêque de Nîmes à pied. Un second départ, non moins nombreux et non moins solennel eut lieu le 6 octobre (1).

Et non seulement les pèlerins se rendaient en foule au sanctuaire de Lourdes, de Notre-Dame de Grâce, de Paray-le-Monial, du Bousquet,

(1) La bannière du pèlerinage portait à son centre un grand écusson contenant les armoiries des quatre chefs-lieux d'arrondissement et au centre brochant sur chacune des quatre armoiries était l'écusson épiscopal, avec ce mot de chaque côté « Nîmes ». Cette bannière est restée à Lourdes comme souvenir du pèlerinage de 1873. Un cœur d'or mesurant vingt centimètres de longueur et dix de largeur contenant tous les noms des pèlerins fut également déposé aux pieds de Notre-Dame de Lourdes.

mais ils pouvaient, le 29 septembre, organiser à Nîmes même une pareille solennité et processionnellement gravir au nombre de trois mille la colline où se trouve l'oratoire des Trois-Fontaines, chapelle dédiée à saint Baudile, pour adresser leurs prières au saint martyr.

Il avait suffi, pour obtenir la paix dans la rue, de quelques mois d'une administration ferme, décidée à ne tolérer ni d'un côté ni de l'autre le moindre excès, et surtout un gouvernement sûr de lui-même, couvrant ses agents contre les insultes des radicaux. Sous M. Thiers, le Préfet du Gard avait été violemment attaqué, diffamé, et son autorité battue en brèche par une presse intransigeante, par des comités révolutionnaires et surtout par la Loge maçonnique, se trouvait parfois impuissante. Les députés radicaux du Gard, MM. Laget et Cazot, l'avaient fait attaquer à la tribune de l'Assemblée par un député des Bouches-du-Rhône, M. Maurice Rouvier (1), n'osant pas ou ne pouvant pas le faire eux-mêmes. Le jour où les conservateurs arrachèrent à M. Thiers le pouvoir, dont il ouvrait complaisamment les avenues aux révolutionnaires, et le confièrent au maréchal de Mac-Mahon, tous les ressorts de l'administration se tendirent et les représentants du gouvernement, fortifiés par l'administration centrale, purent plus aisément prévenir et réprimer les désordres.

M. de Champvans put tenir la main à ce que son excellente circulaire (2) touchant les jeux de hasard, les chansons contre la religion ou la morale, les filles servantes dans les cafés et les tavernes fut sévèrement appliquée. C'était couper à leur racine des excitations coupables ou un libertinage éhonté. Le Maire de Nîmes pouvait, de son côté (3), prendre des mesures énergiques pour empêcher la prostitution de s'étaler honteusement sur nos voies publiques. C'est à ces sages et prudentes dispositions, édictées par un haut esprit de conservation sociale, que les républicains donnèrent ironiquement le nom *d'ordre moral* parce que dans son message à l'Assemblée nationale M. le maréchal de Mac-Mahon, prenant possession du pouvoir suprême, avait promis le rétablissement de l'ordre moral. Et certes, jamais il n'avait été plus

(1) Aujourd'hui président du Conseil des ministres.

(2) Circulaire préfectorale du 14 février 1873.

(3) L'arrêté municipal du 17 juin prescrivait que les filles publiques isolées ne pourraient à l'avenir se loger au rez-de-chaussée et qu'elles devraient évacuer le Cours-Neuf et s'établir exclusivement dans les rues Florian, Cerisier, Saint-Laurent et Isabelle.

besoin de sauvegarder la morale publique et de la préserver des blasphèmes et des outrages quotidiens qui lui étaient adressés: On ne saurait trop féliciter le préfet du Gard d'avoir, en dépit d'adversaires irréconciliables usé d'une courageuse fermeté pour obtenir un tel résultat, mais on peut le blâmer quand il a employé cette même fermeté et cette même énergie à commettre une insigne maladresse.

Il existait à Nîmes, et il existe encore, un cercle comptant de longues années d'existence, rendez-vous quotidien de tout ce que Nîmes compte d'honorable et d'estimable dans tous les rangs de la société, terrain neutre où se rencontrent toutes les opinions, toutes les religions. Ce cercle n'était et n'a jamais été un cercle politique. Il ne s'est jamais occupé que d'œuvres de bienfaisance et les pauvres de notre ville bénéficient dans une large mesure de son esprit de charité. Du reste, composé d'hommes modérés à tous les points de vue, il ne pouvait porter ombrage à aucun pouvoir. Ce n'est certes pas là qu'il fallait appliquer l'ordre moral.

Lorsque M. Thiers tomba du pouvoir, plusieurs crurent devoir signer une adresse de sympathie à l'ancien président de la République. Quelques membres du cercle du Commerce furent de ce nombre et le projet d'adresse fut par eux porté dans le local du cercle. C'est sur ce fait que M. de Champvans s'appuya pour exiger sa fermeture. En vain, le président, M. Henri Michel (1), lui expliqua-t-il que cette adresse qui s'adressait plus tôt au libérateur du territoire qu'à l'homme politique, n'avait pas été signée par le cercle, mais simplement par quelques-uns de ses membres pris isolément et agissant comme simples citoyens, le préfet tint bon et appliqua rigoureusement la mesure administrative qu'il avait décidée.

C'était là une profonde maladresse qui n'atteignait que des hommes incapables de créer la moindre agitation et prêts, bien plus tôt, à s'employer pour la réprimer que pour l'entretenir. M. de Champvans, mieux conseillé, aurait pu mieux choisir pour frapper fort et ferme, et s'il jugeait qu'il fallait atteindre un foyer de politiciens dangereux, il n'avait qu'à exercer ses rigueurs à l'encontre de la Loge maçonnique, centre véritable d'une opposition systématique et des odieuses calomnies lancées contre lui et le parti conservateur. L'arrêté préfectoral produisit à Nîmes le plus déplorable effet.

Une politique sage et pondérée ne doit pas procéder par de tels coups, si elle ne veut s'exposer à se déconsidérer auprès de ceux-là

(1) Ancien président du Tribunal de Commerce.

même qui sont les plus disposés à la soutenir. Aussi lorsque à propos de l'enfouissement civil d'un membre de la Loge-maçonnique, le sieur Brémond, cérémonie qui permit au « Vénérable » Emile Penchinat (1) de faire sur la tombe un discours politique, le Préfet lança une circulaire destinée à réglementer ces tristes manifestations, n'obtint-il pas le résultat qu'il voulait atteindre. Son intervention n'avait plus le même poids et ses instructions, si modérées qu'elles fussent, parurent exorbitantes à beaucoup. Le préfet avait jeté dans l'opposition un certain nombre de modérés et refroidi un grand nombre de ceux qui étaient les plus dévoués à la cause conservatrice.

Mais si l'administrateur du Gard prenait une mesure maladroite, poussé par son ardent désir d'être ferme et énergique, ses adversaires, les radicaux du Conseil général, voulant répondre à sa circulaire sur les enterrements civils adoptèrent une décision ridicule. Ils décidèrent qu'ils effaceraient du budget départemental les 20,700 fr. qui y étaient inscrits pour indemniser les cultes. Mesquinerie bien inutile qui atteignait plus les malheureux qu'elle n'atteignait les ministres des religions reconnues par l'Etat, et qui dans ses conséquences matérielles fut immédiatement annulée par les décisions des conseils municipaux de Nîmes et d'Alais. Ces villes continuèrent, chacune pour leur part à combler le déficit créé par le vote du Conseil général. Nîmes inscrivit à son budget une somme de 12,420 francs pour ce service.

Les événements veulent que je sois obligé de m'étendre d'une façon spéciale sur ces incidents qui tiennent de très-près à la politique générale mais qui ont leur retentissement sur la politique locale. Pendant ces quelques années où la lutte contre le catholicisme et le parti de l'ordre va s'envenimant, il ne se passe en effet presque pas de jour où la haine révolutionnaire ne fasse explosion. Ce n'est que très rapidement que j'en enregistre les effets, notant seulement les faits principaux qu'il faut lui imputer.

A côté de ces heurts de tous les instants, de ces conflits presque quotidiens, les questions d'intérêt local et les événements qui touchent de très-près à nos concitoyens méritent d'être aussi relatés.

Un des faits les plus saillants qui ont marqué cette année 1873 est

(1) On ne saurait trop remarquer que depuis que la Loge-maçonnique s'est jetée à corps perdu dans la politique et qu'elle a dans le Gard organisé les forces révolutionnaires et athées, tous les « Vénérables » ont été protestants, à commencer par M. Garnier-Lombard, et continuant par MM. Emile Penchinat, Hué, Margarot, Marius Gas, Accabat, et en finissant par le vénérable actuel M. Goulard. Cela seul suffit à montrer quel est l'esprit qui peut animer la Loge nîmoise dite « l'Echo du Grand Orient. »

la solution donnée à l'importante question des voies ferrées du département. Le Conseil d'Etat, dans sa séance du jeudi 2 mai, avait adopté le projet voté, grâce à la droite du Conseil général, de l'établissement de plusieurs chemins de fer dans le Gard. Immédiatement plusieurs commissions d'enquête furent nommées afin de déterminer l'emplacement des voies nouvelles. Pour le chemin de fer de Quissac à Vézenobres, un arrêté du 18 septembre désignait MM. Rivet, propriétaire à Sabatier près Quissac; Claris, conseiller général; de Pelet, de Logrian; Alfred Silhol, Jac, conseiller général de Quissac; le vicomte Henri de Bernis, de Vézenobres.

MM. le duc d'Uzès, de Labruguière, Louis Bérard, Gaston Huguet, Vedel (1), conseiller général; d'André, Arnaud de Moussac étaient chargés de l'enquête à faire pour le chemin de fer d'Uzès à Nozières.

L'enquête pour la ligne de Saint-Julien de Cassagnas au Martinet était confiée à MM. Emile Silhol, de Clausonne, Calas, Veillon, conseiller général; le marquis de Montalet, E. Troupel.

Le chemin de fer de Ganges au Vigan était d'autre part poussé avec beaucoup d'activité.

Enfin la ligne d'Aiguesmortes était achevée et son inauguration solennelle se célébrait le 13 mai par de magnifiques fêtes données à Aiguesmortes. Le préfet assistait à cette solennité qui avait attiré dans cette ville un grand concours d'étrangers. M. le chanoine de Cabrières y fit un magnifique discours dans lequel il fit revivre le glorieux passé d'Aiguesmortes, montrant à la fois saint Louis s'embarquant dans son port pour les croisades et François I^{er} recevant dans ses murs Charles Quint.

Quelques mois plus tard, M. l'abbé de Cabrières (2) était appelé à l'évêché de Montpellier.

(1) M. Vedel avait été élu le dimanche 20 juil'et conseiller général pour le canton de Saint-Chartes par 4277 voix contre 1403 accordées à M. de Trinquelagues-Dions. M. Vedel était républicain. Deux années auparavant M. de Trinquelague n'avait réuni que 900 voix contre 4300 accordées à son adversaire.

(2) La famille de Cabrières a joué depuis le xvi^e siècle un rôle important dans notre ville. En 1564, un sieur Antoine Roverié, seigneur de Cabrières, est nommé capitaine de la ville, aux gages de 40 livres par mois. C'est contre ce même Roverié que le sieur Pavée de Servas, avait porté quelque temps avant une accusation qui à ce moment entraînait la mort. C'était au commencement des querelles religieuses suscitées par l'apparition de la réforme à Nîmes. Servas déclara que Roverié avait tenu au maréchal Saint-André le langage suivant : « En la ville de Nîmes estaient tous méchants Luthériens; qu'il fallait mestre la ville et gens au feu et à l'espee. » De Roverié déclara avoir dit seulement : « Qu'on envoyât un prévost avec cinquante hommes d'ar-

Le malheur voulait qu'au moment même où notre réseau de voies ferrées allait se développer d'une aussi heureuse façon, le phylloxera eût à peu près anéanti le vignoble du département. Les ravages du terrible insecte s'étendaient déjà bien loin dans l'Ouest, et l'Hérault était très-gravement atteint jusqu'à Pézenas et au delà. L'assemblée s'occupait de la situation faite aux populations du Midi par ce redoutable fléau et nommait une commission à laquelle étaient envoyés trois députés du Gard, MM. de Tarteron, de Larcy et de Crussol.

Les hommes de science multipliaient leurs efforts pour trouver un remède propre à débarrasser la vigne de ce parasite, mais ils convenaient généralement de leur impuissance. L'idée, lancée par M. Lalliman, de Bordeaux, d'acclimater dans nos terrains les vignes américaines faisait rapidement son chemin (1), mais on manquait encore de données positives sur les plants exotiques, sur leur résistance, leur adaptation, leur greffage et les vins à obtenir. M. Planchon, notre compatriote, partit au mois d'août pour l'Amérique afin de se livrer à une étude approfondie des diverses données de ce problème. En attendant, on essayait d'énergiques insecticides.

Trois agriculteurs de Montpellier, MM. Monestier, Lautaud et d'Ortoman faisaient, le 4 août, la première application du sulfure de carbone, à Celleneuve, tout près de Montpellier. Le sulfure de carbone était connu et ses propriétés parfaitement déterminées. Il avait été employé,

mes, lesquels chasseront le tout, car la justice dormoit et les consuls convoient.» Ce même Rovérié était tué en 1569 en se défendant à la tête de 25 catholiques contre les protestants qui venaient d'envahir la ville.

Antoine de Rovérié fut inhumé dans l'église paroissiale, sise place Belle-Croix, ainsi qu'il appert des épitaphes relevées par le curé de la cathédrale, Novy, le 3 juillet 1699.

En 1679, l'intendant de la province, Henri Daguesseau, nomme pour consuls de Nîmes, Claude de Rovérié, seigneur de Cabrières; Geoffray, Icard, Denis Temple et Jean Brissou.

En 1790, lors de la bagarre de Nîmes, un de Cabrières faisait partie des officiers municipaux qui, avec le baron de Marguerittes, occupaient la mairie.

(1) Madame la duchesse de Fitz-James avait, dès 1872, commencé à planter dans ses domaines de Saint-Benezet, près Garons, les premiers plants américains du Gard. On sait de quel poids pèsent aujourd'hui en viticulture les conseils et les observations de la duchesse de Fitz-James qui a consacré à cette étude la meilleure partie de son temps et qui a rendu et rend encore les plus éminents services à la viticulture.

De son côté, M. Fabre, ancien maire de Nîmes, plantait dans ses propriétés de Saint-Clément (Hérault) les premiers Clintons. Son exemple était suivi par M. Dussat de Sangonis.

en vue de la destruction du phylloxéra par un des hommes les plus éminents de la science, mais sans succès. C'est à MM. Monestier, Lautaud et d'Ortoman que revient l'honneur d'avoir trouvé le mode d'emploi de cet agent chimique, c'est-à-dire l'immersion de toutes les parties de la souche de bas en haut, par la volatilisation du sulfure de carbone, introduit dans le sol à l'aide de pals (1).

Le 23 octobre, M. de Cabrières, président de la société d'Agriculture du Gard, faisait procéder dans son domaine, le château de Bec près de Vauvert, à une application de monosulfure de baryum.

Il importait, en effet, d'arriver au plus vite à porter un remède à la désastreuse situation dans laquelle se débattaient les viticulteurs. Le vin manquait peu à peu et la consommation ne se ralentissait pas, bien que les prix de cette denrée allassent en augmentant ; et une coupable industrie s'était par cela même créée qui pouvait porter les plus graves préjudices à la santé publique. On commençait à se jeter sur les raisins secs venus d'Orient et après en avoir obtenu un liquide alcoolique incolore, on lui donnait artificiellement par divers procédés, tous plus dangereux les uns que les autres, la coloration recherchée. Les choses en étaient arrivées à tel point que le marché des vins était inondé de ces produits sophistiqués et que le commerce donna l'alarme. Les négociants en vins de Nîmes envoyèrent à ce sujet une protestation à la Chambre de commerce, avec prière de la transmettre au ministre compétent.

Ainsi l'agriculture se trouvait dans nos pays atteinte très-profondément. Les fortunes, élevées pendant les années de prospérité précédentes, s'effondraient peu à peu et le nombre était petit de ceux qui avaient pu résister au fléau. Ce n'était pas assez du phylloxéra pour ruiner les propriétaires. Déjà l'année précédente un violent orage avait ravagé la vallée du Rhône ; cette année, le 9 août, presque toute la partie sud de l'arrondissement fut broyée par un terrible météore.

En quelques minutes, quinze ou dix-huit au plus, la grêle avait occasionné d'irréparables dégâts ; se dirigeant du nord-ouest au sud-est, une trombe chassée par un véritable ouragan ravageait tout depuis Caveirac

(1) Il importe de faire remarquer ici que M. Comy, maire de Garons, un des mé-tayers de M. le duc de Fitz-James, réclama pour lui et pour M. Léonce Jouet, régis-seur du duc, la priorité de cette découverte. Il affirme avoir, dès 1872, imaginé l'intro-duction dans le sol d'un insecticide et appliqué à Saint-Benezet ce mode d'emploi en se servant de l'insecticide Fichet. M. Félix Boyer, de Nîmes, chargé de l'analyse de cet agent chimique déclara que c'était du sulfure de carbone.

jusqu'à Redessan, sur une largeur de plus de trois kilomètres. Vignes, amandiers, oliviers, récoltes, tout fut annéanti. Nîmes fut particulièrement maltraitée dans ce désastre. Les arbres de nos boulevards, de l'Esplanade, de la Fontaine souffrirent énormément, et plusieurs à la Fontaine furent déracinés. Les baraques de la foire furent renversées brisées et disjointes et les malheureux forains, percés jusqu'aux os, virent leur marchandise emportée par un torrent furieux qui, venant de nos boulevards, s'engouffrait sur l'avenue Feuchères. La balustrade de pierres, qui environne l'Esplanade, fut en partie renversée. Les vitrages et le cadran de la gare furent brisés et il ne resta pas dix carreaux intacts sur les trois ou quatre mille qu'elle contient. Dans la ville, les vitres avaient également volé en éclats, la toiture en zinc de l'école de natation sur le canal de la Fontaine était arrachée et transportée à vingt-cinq mètres de là. La cheminée d'une brasserie voisine était renversée. La serre de la préfecture avait été brisée.

D'énormes grelons (1) avaient tout hâché, projetés avec une violence telle que des vitres avaient été percées de trous réguliers comme s'ils provenaient de projectiles lancés par des armes à feu. On n'eut heureusement à déplorer aucune mort d'homme. La population était consternée. Le chiffre des dégâts était en effet très considérable. Dans la ville seulement ils atteignaient plus de 100,000 francs et dépassaient pour le territoire de Nîmes 800,000 francs.

A Bouillargues, il y avait 500,000 francs, à Garons, 150,000, à Milhaud, 200,000, à Manduel, 800,000, à Redessan, un million de francs de dégâts. L'Assemblée nationale vota immédiatement pour Nîmes un crédit provisoire de 100,000 francs. Fait curieux à noter, pendant que la zone moyenne du département était parcourue de l'ouest à l'est par cette trombe dévastatrice, la zone élevée du Gard et la partie basse de son limitrophe, l'Ardèche, avait été la veille éprouvée par une violente secousse de tremblement de terre se propageant de l'est à l'ouest, c'est-à-dire dans une direction inverse à celle de l'orage du 9 août. Toute cette région depuis une quinzaine de jours était, d'ailleurs, sous l'influence de mouvements sismiques.

Pendant que l'agriculture était ainsi éprouvée, l'industrie nimoise et,

(1) Le plus gros qui fut ramassé mesurait 0,91 dans le petit axe et 0,06 dans le sens du grand axe. Plusieurs de même configuration avaient des aspérités qui leur donnaient une ressemblance parfaite avec des framboises. Ils mesuraient en moyenne de 0,037, sur 0,027. Ces deux premiers types étaient aplatis dans leur section médiocre. D'autres de forme angulaire avaient 0,035 de diamètre. Enfin, les plus ordinaires de forme sphéroïde variaient de 0,004 à 0,025 de diamètre.

avec elle, celle du département, remportait des succès à l'exposition universelle de Vienne. Un certain nombre de filateurs recevaient des médailles et des diplômes, et un fabricant de tapis de Nîmes, M. Gaston Hérat, la grande médaille de mérite. Les arts eux aussi étaient récompensés à cette même exposition dans la personne de l'un de nos compatriotes, M. Alphonse Simil, architecte.

Quelques semaines auparavant, au mois de juin, plusieurs nimois avaient brillamment figuré à l'exposition de Toulon. M. Numa Boucoiran, y était mis hors concours. MM. Doze et J. Salles, obtenaient un rappel de médaille d'or, et une grande médaille d'or était décernée à M^{me} Adelaïde Salles-Wagner. C'était un éclatant succès pour nos peintres nimois, succès que se partageaient MM. Henry Révoil et Michel. Le premier obtenait un premier prix dans la classe de l'architecture, le second une médaille de bronze dans celle de la céramique (bustes et statuettes).

Un des peintres distingués de notre ville, M^{me} la comtesse de Baroncelli-Javon, née de Chazelles, avait été couronnée, le 22 mai, par la société archéologique, scientifique, et littéraire de Béziers, pour sa pièce de vers *Les Anges*.

Ainsi notre ville, continuant sa tradition pouvait se flatter de posséder un certain nombre d'artistes de haut talent, et par une singulière contradiction son musée avait été jusque là fort-mal partagé dans les libéralités de l'Etat.

Cette injustice fut en partie réparée en 1873, lors de la répartition des tableaux sans destination que renfermaient les réserves du musée du Louvre. Notre galerie artistique reçut pour sa part douze tableaux. Cinq d'entre eux appartiennent à l'école du ^{xv}^e siècle. Ce sont une *Crucifixion*, *saint Jérôme* et trois autres saints. Deux autres, la *Punition de Psyché*, le *Repas de Cléopâtre et d'Antoine*, sont dus à Natoire (1). L'envoi comprenait en outre : Barbier-Walbonne,

(1) Natoire est un Nimois. On trouve dans le registre des baptêmes, mariages et décès de la paroisse Saint-Castor ce qui suit : *L'an et jour que dessus (8 mars 1700) a été baptisé Charles Joseph, né le troisième du courant, fils du sieur Florian Natoire, maître esculleur et de damoizelle Catherine Maurio, mariez. Son parrain a été Philippe Maurio, prêtre la main pour sieur Charles Natoire et la marraine Isabeau de Viviers, femme du dit sieur Maurio, illiterés; les autres signé avec moi Nory, curé, prêtre.* (Archiv. Comm. UU, 42). Natoire a dirigé l'Académie de France à Rome pendant vingt ans et fut membre de l'Académie de peinture de Paris en 1734.

Les peintures les plus estimées de Natoire ornaient le premier étage du château de Versailles, le salon de l'hôtel Soubise et la chapelle des Enfants-Trouvés à Paris.

On a donné son nom au boulevard de récente création, situé derrière le Viaduc.

Numa et la nymphe Egérie. Balthazar di Caro, un tableau attribué à Lagrenée, *Mars et Vénus*, enfin un paysage, *Deux bergers*, attribué au Poussin.

Cependant au milieu de ses succès, le monde des arts nimois fit une perte cruelle dans la personne de M. Colin (1) père, statuaire et professeur d'ornementation à l'Ecole de Dessin. Paul Colin avait été un des collaborateurs de l'illustre Pradier. On doit à son ciseau les tympanes qui ornent l'église Saint-Paul et il a été chargé de l'ornementation de plusieurs de nos églises : Sainte-Perpétue, la chapelle des Dames de Besançon, Notre-Dame de la Grand-Combe.

Les obsèques de Paul Colin furent le rendez-vous de l'élite de la population nimoise. Le Conseil municipal vota une pension de 500 francs à sa veuve.

Le 30 mars, une grande solennité musicale avait lieu sous la présidence de M^r Plantier, en présence de M. Vervoitte, inspecteur général des Maîtrises de France. Les élèves de la Maîtrise de la cathédrale exécutaient magistralement plusieurs morceaux religieux, parmi lesquels l'*Eia Mater* du *Stabat* de Rossini, le *Tantum ergo* de Capocci, le *Sub tuum* de M. Pellet et quelques strophes du *Miserere* de Zingarelli.

Si notre ville se distingue ainsi dans le domaine des arts, nous ne devons pas oublier qu'elle fournit des sujets à la science. Georges Révoil, Paul Soleillet (2), Bayol, né dans un village voisin, Manduel, tous les trois, dont les noms sont inscrits parmi les plus audacieux et les plus entreprenants de tous ceux qui cherchent à arracher à l'Afrique ses secrets, sont ses enfants. Un autre Nimois, Adrien Peladan fils, après avoir inauguré à la Calade un cours d'hygiène pratique, fait le jeudi 3 avril une remarquable conférence sur la *Physiologie de la mort* de Jésus-Christ. Un docteur, M. Michel Granier, fait paraître cette même année un *Homœolexique*, dictionnaire de médecine selon l'école homœopathique (3) qui mérita d'être particulièrement cité par le *Journal officiel*.

(1) Pendant que M. Colin fils veillait, à la maison mortuaire, située rue des Fours-à-Chaux, le cercueil de son père, un violent incendie éclatait dans ses magasins et ateliers, situés avenue Feuchères. On préserva à grand peine les papiers de la maison Dumas et Colin, qui furent transportés à la Préfecture. Un orgue en construction pour l'église du Vigan fut gravement endommagé.

(2) Paul Soleillet est mort en plein voyage d'exploration en Afrique en 1896. Un comité s'est formé en vue de lui élever une statue à Nîmes.

(3) Cet ouvrage était publié par l'imprimerie nimoise Roger et Laporte.

En énumérant ces travaux divers, on ne peut s'empêcher de jeter un coup d'œil de regret sur ceux des enfants de Nîmes qui furent moissonnés par la mort. Au commencement du mois de février, une famille des plus connues de notre ville était frappée dans la personne de M. Damase Flandin, greffier en chef du tribunal civil et gendre de M. Alphonse Boyer. Le 9 mars, le monde du Palais et ses nombreux amis accompagnaient au cimetière protestant les restes mortels de M. le président de Clauzonne, membre de l'Académie de Nîmes. M. Gouazé, premier président, prononçait sur la tombe un discours au nom de la magistrature, et M. des Rivières, ancien proviseur du Lycée, au nom de l'Académie.

A quelques jours de là, deux autres magistrats du siège étaient également ravis à l'affection des leurs. C'était, le 30 mars, M. le conseiller Fornier de Meirard, et, le 17 avril, M. le conseiller Léon Blanchard. Ce dernier était le frère du maire de la ville. Il était tout jeune encore, quarante-deux ans, et laissait derrière lui la réputation d'un journaliste et d'un homme de lettres fort distingué.

Le beau-père de M. le duc d'Uzès, M. le comte de Mortemart, succombait à Paris à l'âge de soixante ans à la suite d'une courte maladie pendant que son gendre prenait part aux travaux du Conseil général (session d'avril). Un pasteur de Nîmes, né le 14 octobre 1802, M. Martin Paschoud s'éteignait le 25 mai, et le 21 octobre mourait le général Chanaleille, originaire de Marguerittes.

La mort frappait également, au palais épiscopal de notre ville. M. Jacques Plantier, père de l'Evêque de Nîmes, qui ne précéda son fils que de quelques mois dans la tombe.

CHAPITRE HUITIÈME

(Année 1874)

SOMMAIRE

MORT DE PLUSIEURS MAGISTRATS. — SACRE DE M^r DE CARRIÈRES. — MORT DE M. DE CARRIÈRES, PÈRE. — MORT DE M. GUIZOT. — LE SEPTENNAT S'AFFIRME. — UN MANIFESTE DU COMTE DE CHAMBORD. — CHANGEMENTS DANS LE CABINET. — ENCORE LA QUESTION DE L'ARTILLERIE — ELECTIONS MUNICIPALES DU 23 NOVEMBRE. — M. BLANCHARD, MAIRE. — SÉANCE D'INSTALLATION. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — LE CANAL DUMONT. — VOIES FERRÉES DU DÉPARTEMENT. — LE COMMERCE DES VINS. — FONDATION D'UNE SOCIÉTÉ DE TIR ET D'UN STAND. — M^r LE COMTE DE PARIS A NIMES. — ELECTIONS DÉPARTEMENTALES. — LES CONSERVATEURS EN MAJORITÉ AU CONSEIL GÉNÉRAL. — ÉVASION DE BAZAINE. — EXÉCUTION CAPITALE.

Nous trouverons cette année moins fertile, à coup sûr, en événements politiques que la précédente. Au point de vue local elle n'en est pas moins fort intéressante. Ce n'est pas sans un profond sentiment de regret que nous avons, tout d'abord, à constater que notre ville voit la mort frapper à coups redoublés dans les rangs de ses enfants. La magistrature, les arts, le monde politique ne sont point épargnés. Sept magistrats ou anciens magistrats sont atteints au cours de cette année 1874.

M. Goirand de Labaume (1), Premier Président honoraire de notre Cour d'appel, meurt le dimanche 8 mars, à l'âge de soixante-treize ans.

(1) Michel-Ange-Gabriel-Gaston-Goirand de Labaume.

Ses obsèques solennelles eurent lieu le mardi suivant ; le cercueil était entouré de magistrats, de fonctionnaires, de membres de l'Académie du Gard, dont le défunt faisait partie, et de membres de la Société d'agriculture dont il avait été le président. La famille de Labaume est une ancienne famille de notre pays (1).

Le 4 avril, M. Roussel-Ducamp (2), conseiller honoraire de la Cour d'appel de Nîmes, expirait à l'âge de quatre-vingts ans précédant de quelques jours seulement MM. Rivière de Larque et Devèze-Biron, tous les deux conseillers honoraires à la Cour, qui mouraient, le premier le 20 avril, le second, au commencement du mois de mai.

Quelques jours après, on enregistrait la mort de M. Emile Causse (3), gendre de l'archéologue Auguste Pelet. Comme M. de Labaume, M. Causse était membre de l'Académie de Nîmes ; il a laissé derrière lui plusieurs morceaux de littérature fort appréciés. Par son testament, il fut versé une somme de 2000 francs aux hospices. Madame veuve Causse donna, en juin 1875, à la ville, les monuments romains que Pelet avait exécutés en liège, à une échelle de réduction. Ce travail fort curieux est actuellement au Musée dans une salle spéciale, appelée : *Salle Auguste Pelet*.

Deux magistrats succombent au mois de septembre. Ce sont, M. Gabriel-Charles-Maxime de Trinquelague de Dions, conseiller honoraire et ancien membre du Conseil général, chevalier de la Légion d'honneur, mort le 12, et, M. Eyssette, président du Tribunal civil de Privas, ancien maire de la ville de Nîmes, mort le 18.

Un autre membre de cette famille, conseiller municipal et président de la société de Saint-Vincent-de-Paul, M. Alexis de Trinquelague était mort au mois de février de la même année.

Le 6 avait lieu à Périgny, près de Dijon, un accident de chemin de fer dans lequel mon oncle, M. de Billy, inspecteur général des mines, âgé de soixante-onze ans, était grièvement blessé. Il succombait peu après aux suites de ses blessures.

Je perdais, au mois d'octobre de cette même année, mon père,

(1) Précisément à ce moment, M. l'abbé Goiffon faisait imprimer un manuscrit écrit au XVIII^e siècle par Charles-Joseph de Labaume, conseiller au tribunal de Nîmes, intitulé : « *Révolte des fanatiques ou des Camisards*. »

(2) Mon grand-père maternel.

(3) M. Causse était président honoraire du tribunal civil de Nîmes. En 1871, au commencement d'avril au moment où les passions politiques étaient très surexcitées, il avait été victime d'un attentat en pleine rue de la part d'un individu qui voulait se venger d'une condamnation prononcée contre lui par le tribunal correctionnel.

M. Albert Pieyre, ancien conseiller général du Gard, et qui, sous l'empire, représenta si dignement le canton de Lasalle. Le département et le canton lui sont redevables de nombreux et importants travaux qu'il a conseillés et encouragés.

Le monde des arts était aussi cruellement frappé. Léon Espérandieu succomba, à peine âgé de quarante-cinq ans, à une courte maladie, à Marseille. Le nom d'Espérandieu restera attaché à trois monuments qu'il a conçus et créés : Notre-Dame de la Garde, le Palais des Arts à Longchamps et la Cathédrale de Marseille (1). Mais il n'a pu voir l'achèvement de ce dernier édifice. Espérandieu a été inhumé au cimetière protestant de notre ville.

Le 19 mars 1874, avait lieu dans l'église cathédrale le sacre de M^{re} de Cabrières, évêque de Montpellier (2) par M^{re} Plantier. Le 1^{er} février, le nouveau prélat avait été investi du rochet et de la *Manteletta* (3) par Pie IX. Cette cérémonie imposante avait été particulièrement remarquable. M^{re} Plantier, consécrateur, était assisté de l'évêque de Digne, M^{re} Julien Meirieu, et de l'évêque d'Hébron et de Genève, M^{re} Gaspard Mermillod ; de l'archevêque d'Avignon, M^{re} Louis-Anne Dubreuil ; de l'évêque de Perpignan, M^{re} Emile Ramadié ; de l'évêque de Grenoble, M^{re} Justin Paulinier, et de l'ancien évêque de Constantine, vicaire capitulaire de Montpellier, M. l'abbé Las Cazes. Dans la nef se pressait une foule appartenant à tout ce que Nîmes et Montpellier comptaient de personnages marquants et de familles anciennes.

Quelques jours après, le 9 avril, le père du nouveau prélat, François-Louis-Henri-Eugène de Rovérié (4) de Cabrières était emporté presque subitement dans la quatre-vingt-sixième année de son âge. Né en 1788, le marquis de Cabrières avait pris du service en 1814 dans un régiment de chasseurs et s'était retiré en 1823 avec le grade de capitaine adjudant-major. Il avait pris part à l'affaire de Ners en 1814. Après avoir été le premier adjoint de M. de Vallongue, il se retira des affaires publiques en 1830.

A ces deuils multiples s'en ajoutait un autre qui atteignait non-seulement notre cité, mais la France ; M. Guizot mourait au Val-Richer

(1) M. Henri Révol a été chargé de la continuation des travaux de la cathédrale.

(2) Mgr de Cabrières avait pris pour armes celles de sa famille : d'azur au chéne d'or arraché avec cette devise : *Non memore terras vigebit*.

(3) Ce sont les insignes de prélat romain.

(4) Il était marié avec une dame Marie-Yvonne du Vivier, de Fay-Solignac, appartenant à une ancienne famille du Dauphiné.

le 12 septembre 1874. M. Guizot était né à Nîmes le 4 octobre 1787 (1).

Dès l'âge de sept ans, il eut la douleur de perdre son père, qui périt sur l'échafaud révolutionnaire, le 8 avril 1794. L'enfant se réfugia avec sa mère à Genève, où il commença ses études. En 1805, il vint à Paris, faire son droit. Sa nature studieuse, sa conduite régulière, ses goûts déjà prononcés pour l'intrigue, les souvenirs que dans un certain monde avait laissés son père, avocat distingué, ses malheurs enfin, lui donnèrent accès dans des salons politiques et littéraires où il ne tarda pas à se faire remarquer. C'est chez Suart qu'il fit la connaissance de M^{me} Pauline de Meulan, femme très-distinguée, instruite dans les lettres et la politique, collaborant au *Publiciste*, et liée avec tous les chefs influents du parti royaliste. Il l'épousa en 1812 malgré que M^{me} de Meulan ait quatorze ans de plus que lui. Ce mariage décida de sa carrière politique. A cette époque aussi, il publia son premier ouvrage : le *Dictionnaire des synonymes français*, et fut nommé professeur d'histoire à la Sorbonne. A la chute de l'Empire, M. de Montesquieu l'appela au Ministère de l'Intérieur en qualité de secrétaire-général. Le retour de l'île d'Elbe lui fit abandonner son poste. C'est alors que M. Guizot entreprit son fameux voyage à Gand, pendant que son frère se ralliait à l'Empire. A la rentrée des Bourbons, il occupa successivement les postes de secrétaire général de la Justice, de Maître des requêtes, de conseiller d'Etat et de directeur général de l'administration départementale et communale. A cette époque il traça sous le titre : Du gouvernement représentatif et de l'Etat actuel de la France (1816) le plan général du système de royauté constitutionnelle auquel il resta fidèle toute sa vie. A la mort du duc de Berry, M. Guizot sortit du pouvoir à la suite du ministère Decazes et reprit sa chaire à la Sorbonne qu'illustraient alors en même temps que lui MM. Cousin et Villemain. C'est de cette époque que datent les publica-

(1) L'an mil sept cent quatre-vingt-sept et le sixième octobre a baptisé François-Pierre Guillaume né le quatrième du dit mois, fils légitime de M. André-François Guizot de Gignoux, avocat, et de d^{me} Elisabeth-Sophie Bonicel, habitant de la ville de Nîmes. Le parrain a été s^r Pierre-Guilhaume Guizot, son oncle paternel représenté, étant absent, par s^r Pierre Guizot, négociant. La marraine d^{me} Catherine Mathieu, épouse de M. Jean-Jacques Bonicel, aïeule maternelle de l'enfant. Témoins Jean Triquet, négociant, et Joseph-Nicolas Bouvet, praticien, habitant dudit Nîmes soussigné.

Ont signé : P. Guizot, Guizot de Gignoux, Mathieu de Bonicel, Jean Triquet, Bouvet, Anne Dardoin, Gignoux de Monpas, Triquet Decombs, Combemalle, fils, Vincent, pasteur.

Arch. comm. U V 155. — P. 245.

tions historiques qui ont donné à M. Guizot l'autorité incontestée dont il jouit comme historien. De 1821 à 1828, époque de sa plus grande popularité, il publia ses écrits politiques les plus remarquables. M^{me} Guizot, mourut en 1827, et, c'est d'après sa volonté expresse, qu'il épousa l'année suivante M^{me} Dillon, nièce de M^{me} Guizot. En 1828, l'opposition l'envoya à la Chambre. Il se trouva parmi les hommes que leur mérite et leur esprit libéral désignèrent après 1830 au choix du nouveau gouvernement. Nous ne rappellerons ici ni les lettres ministérielles (1) de M. Guizot, ni son rôle prépondérant dans la politique européenne; nous nous contenterons de rappeler, après l'effondrement du 24 février 1848 la dignité avec laquelle M. Guizot traversa les années troublées de la République et l'absolutisme de l'Empire, retiré dans sa famille, voué uniquement à ses travaux, et ne rompant le silence de sa retraite que pour donner les conseils que l'on sait de sa haute expérience.

La liste des ouvrages composés par M. Guizot, est considérable : Nous n'en citerons que quelques-uns : *Le Nouveau Dictionnaire des synonymes français* (1809) ; *Le Salon de 1810* ; *Vies des Poètes français au siècle de Louis XIV* (1813) ; *Histoire de la Révolution d'Angleterre* (1827) ; *Traduction de Shakespeare* (1831) ; *Méditations et études morales* (1851) ; *L'Amour dans le mariage* (1855) ; *Discours académiques* (1861) ; *Histoire de France racontée à mes petits-enfants*.

C'étaient là de cruelles pertes pour notre cité, et ces coups répétés ne laissèrent pas que d'exciter une grande émotion.

D'ailleurs la situation générale du pays était devenue plus tranquille depuis la prolongation des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon et, partant, les esprits moins préoccupés par les conflits politiques suivaient avec plus d'attention les événements locaux. Aux espérances de l'année précédente, aux manifestations qui les avaient accompagnées, espérances malheureusement déçues, manifestations devenues stériles avaient succédé le calme et la résignation.

Les royalistes du Gard signèrent bien, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du comte de Berry, une adresse au comte de Chambord (4 février). Les Dames de Nîmes avaient bien fait parvenir à la comtesse de Chambord une adresse contenue dans un magnifique volume.

(1) M. Guizot sous le règne de Louis-Philippe a tour à tour été ministre de l'Instruction publique, de l'Intérieur et enfin des Affaires étrangères. Nommé en 1840 à ce poste, il le conserva jusqu'à la fin de la royauté de Juillet qu'il entraîna dans sa chute.

Isolés, les témoignages touchants de dévouement se multipliaient toujours, mais après la lettre royale du 26 octobre 1873, ce n'était plus là l'ardeur d'un pays qui attend son salut du roi légitime, c'était l'expression d'une fidélité inébranlable à une cause auguste.

Lorsque le 2 juillet, le comte de Chambord adressa au pays un nouveau manifeste dans lequel il rappelait aux Français que seule la Monarchie pouvait sauver la nation, l'impression fut presque nulle. Les journaux royalistes qui l'avaient reproduit furent même poursuivis.

Dans l'espace de quelques mois, quel changement ! quel brusque revirement dans les idées ! La parole royale n'avait plus ce retentissement que lui donnait auparavant l'espérance d'une prochaine restauration monarchique. Le gouvernement du Maréchal se laissait même aller à l'étouffer. Faute impardonnable d'ailleurs, car la liberté de la presse et de la pensée sont choses qui doivent être respectées et l'on commet un acte de véritable faiblesse en essayant de bâillonner l'une et de proscrire l'autre.

Quelque discutable que fût cet acte gouvernemental, il n'en révélait pas moins que le pouvoir exécutif avait une volonté et un but. Et de fait depuis le vote du septennat, il s'affirmait de plus en plus. S'il s'écartait des ultra-royalistes, il restait toujours conservateur. Cependant, il rencontrait à l'Assemblée une opposition sérieuse, sorte de coalition entre les républicains et l'extrême-droite, et le ministère de Broglie, appelé le 6 novembre au pouvoir, se voyait contraint de se retirer le 17 mai devant un vote hostile. Il était remplacé le 22 mai par le ministère de Cissey dans lequel entraient M. Tailhand, ancien conseiller à la Cour de Nîmes, comme ministre de la justice. M. Numa Baragnon était nommé sous-secrétaire d'Etat de ce département ministériel. Deux mois après, ce même ministère se trouvait disloqué par la retraite de deux de ses membres, MM. Magne et de Fourtou à la suite d'une discussion de cabinet au sujet des lois constitutionnelles. Un de nos compatriotes. M. de Chabaud-Latour remplaçait M. de Fourtou au ministère de l'intérieur.

Ces divers changements de portefeuilles n'avaient pas été préjudiciables à notre ville, tout au contraire. La question de l'artillerie était toujours pendante, même après l'insuccès des démarches tentées l'année précédente par la municipalité, et malgré les propositions faites au ministère de la guerre par la ville d'Aix. Dans la séance du Conseil municipal du 2 février, le maire annonçait que le gouvernement croyait pouvoir donner comme compensation à la ville de Nîmes un régiment du train des équipages.

Un moment, notre municipalité se heurta encore à de nouveaux obstacles. La compensation promise fut retirée sans autre raison qu'un caprice. Le train des équipages irait se fixer ailleurs et l'artillerie désirée serait définitivement casernée à Versailles. Ces nouvelles furent communiquées au Conseil municipal dans sa séance du 6 février. Sur le champ, en présence de ces tergiversations, on prit un parti définitif.

L'hospice du chemin d'Uzès, à peine achevé, on résolut d'y transporter les infirmes de l'Hôpital général. On sait que c'était ce bâtiment qui devait former le noyau de la nouvelle caserne d'artillerie. Par voie de conséquence, il fut décidé que l'Hôpital Général, devenu vacant, serait transformé en Palais des Beaux-Arts. Cette détermination était d'autant plus louable, que notre Musée était notoirement insuffisant, que nous ne pouvions plus abriter nos collections, et que notre Bibliothèque, elle-même, était devenue trop exiguë. Du reste, avant d'opérer la transformation projetée, un vote du Conseil donna mandat à M. Germer-Durand de dresser le catalogue de toutes nos richesses artistiques. Une somme de 1000 francs lui fut allouée dans ce but.

De son côté, le maire fut chargé de dresser un rapport sur la question, et le 20 avril, sur ses propositions, le Conseil vota tout d'abord une somme de 80.000 francs pour l'aménagement de l'hospice du chemin d'Uzès et une somme de 150.000 francs pour approprier d'une façon convenable les locaux de l'Hôpital Général, et leur permettre de recevoir : la Bibliothèque publique, le Musée de peinture, le Musée lapidaire, l'Ecole de dessin et le Conservatoire de musique, avec une salle destinée aux conférences littéraires et aux concerts, « sans préjudice de quelques services municipaux qui pourraient s'y installer. » Il était du reste convenu qu'on n'enlèverait rien de la surface de cet immeuble (13.000 mètres carrés environ) comme on en avait eu l'intention première pour alléger la dépense à effectuer.

Par un de ces brusques retours dont le ministère avait donné plus d'un exemple depuis qu'était posée cette question d'artillerie, le projet de l'installation à Nîmes d'un régiment du train des équipages revint sur l'eau. Toujours prompt à saisir un moyen de résoudre cette question dans le sens des intérêts de la ville, le Maire proposa au Conseil de voter 150.000 francs pour le casernement demandé. Mais presque en même temps, l'avènement au pouvoir du général de Cissey, (22 mai) et peu après du général de Chabaud-Latour (22 juillet) rendait quelque espoir à la municipalité. Il était sûr que ce dernier triompherait des obstacles élevés non-seulement par la concurrence, mais encore par les rancunes politiques.

Il se présentait d'ailleurs une merveilleuse occasion de prouver à ceux qui n'avaient pas craint de sacrifier les intérêts d'une ville pour satisfaire leurs haines et leur ressentiment, qu'ils étaient loin de jouir de la confiance publique. Leurs manœuvres sans nom et leur opposition à un projet dont la ville devait retirer un important bénéfice, allaient être jugées souverainement par la population elle-même. Les élections municipales allaient avoir lieu au mois de novembre et étaient fixées au 22 de ce mois. On avait enfin abandonné le sectionnement et revenant à une plus saine appréciation de la situation, à la logique et « *au droit commun* » comme l'avaient dit les républicains ; il n'y eut plus deux sections électorales, arbitrairement choisies, mais une seule circonscription. Les élections se faisaient au scrutin de liste. Si, à une époque troublée, difficile et dangereuse, on s'était décidé à fractionner inégalement la ville, on savait aussi dans le parti conservateur, reconnaître qu'avec le calme et la tranquillité de la rue, avec l'apaisement des esprits on pouvait rétablir dans leur véritable état les choses bouleversées.

Deux listes furent en présence, car les républicains essayèrent de s'emparer de la Mairie. Il présentaient MM. Manse, Silhol, Penchinat Léon, Seigle, Mourier, Bruneton, Carcassonne, Nègre, André, Soulas, Griffe, Cordesse, Conte, Valat, Breton, Villard, Sabatier, Verdier, Ducret, Aubert, Arnaud, Lasserre, Charreyron, Avenal, Bardou, Robert, Verain, Vigouroux, Rouvière, Toubas, Rozier, Gros, Japavaire, et Rocher.

Les conservateurs opposaient à ces candidats les suivants : MM. Adolphe Blanchard, maire ; Aillaud, conseiller d'arrondissement ; Arcay, propriétaire ; Balmelle, avocat, conseiller général, ancien maire ; Berger père, négociant en vins ; Jules de Bernis, propriétaire ; Bézard, conseiller général ; Bonneru, notaire ; Théodore Boyer, avoué ; Bruel, négociant ; A. de Cabrières, propriétaire ; Cammal père, négociant ; Chanel, liseur ; Chardon, négociant ; Ulysse Donzel, avocat ; Fajon, conseiller à la Cour ; P. Ginoux, négociant ; Ph. de Gorse, père, propriétaire ; L. Huc, propriétaire ; Lamarque, adjoint ; J.-B. Laurent, architecte ; E. Laurent, propriétaire ; Monteils-Nougarede, professeur ; Milliarède, négociant ; Misse, fabricant de tapis ; J. de Mérignargues, propriétaire ; Adolphe Pieyre, propriétaire, homme de lettres ; A. Puech, docteur en médecine ; Rebuffat notaire ; J. Redon, avocat ; H. Roman, père négociant ; Alph. de Surville, propriétaire ; Tribes père, docteur en médecine ; Viguié, conseiller à la Cour.

Et ce qui montre bien que la population applaudissait au projet d'ins-

tallation de deux régiments d'artillerie à Nîmes, c'est que M. Ailland, qui au Conseil d'arrondissement avait quelques jours avant déposé un vœu en faveur de ce projet, était élu le premier de la liste par 6597 voix. La liste conservatrice obtenait une moyenne de 6350 voix, tandis qu'au contraire la liste républicaine n'en obtenait que 5352 en moyenne. Le candidat le mieux partagé de cette liste, M. Manse, ne réunissait que 5792 voix. Il était à remarquer que presque tout l'ancien Conseil municipal conservateur se représentait devant les électeurs. Sur les trente-quatre conseillers élus, onze seulement étaient nouveaux. C'était là pour l'ancienne municipalité une éclatante marque de confiance.

L'installation du Conseil se fit le 1^{er} décembre sous la présidence de M. de Champvans. Le préfet dans son discours, annonça que M. de Chabaud-Latour, ministre de l'intérieur, paraissait avoir enfin obtenu l'artillerie pour Nîmes. M. Blanchard, qui, juste récompense de ses précédents travaux, venait d'être de nouveau placé à la tête de l'administration municipale, prononça à son tour une touchante allocution. Faisant allusion à l'absence des représentants du parti républicain et protestant, « des intérêts considérables, dit-il, n'ont pas au milieu de nous leurs défenseurs naturels, mais ils sont sous la garde de notre honneur; nous leur devons plus que l'impartialité, plus que la justice, une bienveillance extrême et une protection de chaque jour. » Le maire se félicitait ensuite de ce que le transfert de l'artillerie fût de nouveau soumis aux délibérations du Conseil, et exprimait l'espoir : « qu'après de longues vicissitudes, et grâce à une puissante intervention, cette question aura enfin une solution conforme aux désirs de la population. »

Il faisait en même temps connaître les nouvelles propositions faites par la ville à l'Etat en vue de ce résultat. Par suite de l'installation du nouvel Hospice d'humanité et des nouvelles négociations engagées avec le ministère, les anciennes propositions devaient recevoir quelques modifications. En ce moment la ville offrait à l'Etat un terrain de quatorze hectares, compris entre l'Hospice d'humanité, la route d'Uzès et la voie ferrée; un champ de tir d'une longueur de dix kilomètres, dans les garrigues, et reconnu par le service de l'artillerie; un champ de manœuvre d'une contenance de quarante-cinq à cinquante hectares situé entre la route d'Avignon et le chemin de Courbessac. Ce terrain avait été déjà accepté par le service d'artillerie; un immeuble pour l'école d'artillerie après acceptation du service technique; une somme de 800.000 francs payable par tiers aux mêmes époques que les avances du surplus de la dépense que la ville devait faire à l'Etat.

Ces avances étaient garanties et remboursables dans un délai de douze à quinze ans. La ville s'engageait encore à loger provisoirement les hommes et les chevaux de la brigade d'infanterie dans les bâtiments de l'ancien hôpital et la caserne des passagers. Le surplus des hommes et des chevaux devait être logé dans un baraquement construit à cet effet aux frais de la ville. Les objets mobiliers, destinés soit au baraquement, soit à l'hôpital, devaient être construits par le Génie aux frais de la ville, à la condition que l'Etat en fit le remboursement lors de l'évacuation des locaux provisoires. Enfin, il était convenu que la somme de 150,000 fr. votée au courant de l'année par le Conseil pour l'installation du train des équipages du 15^e corps serait comprise dans les 800.000 francs donnés par la ville à l'Etat. Le Conseil municipal adopta ces propositions qui avaient déjà reçu la sanction nécessaire du ministère de la guerre. La question de l'artillerie était résolue. Nous verrons dans les années suivantes la réalisation définitive du projet. C'était là tout aussi bien le travail de la nouvelle que de l'ancienne municipalité. Cette dernière avant de quitter la Mairie était loin d'être restée inactive.

Après avoir soutenu et gagné contre M. Ormière, entrepreneur de l'église Saint-Baudile, un long et difficile procès, elle avait eu la satisfaction de voir les travaux repris avec vigueur et une des flèches de cet édifice terminée au mois de septembre.

Elle avait voté de nombreuses réparations à toutes les maisons d'écoles, et quoique exclusivement composé de catholiques, le Conseil avait opéré sans distinction de cultes, et même toute proportion gardée, les protestants avaient été dans la répartition des fonds mieux partagés que les catholiques. C'était donner un éclatant démenti à l'intolérance dont on accuse, si facilement dans un autre camp, le parti catholique. C'était faire un acte de justice, car les droits de la minorité doivent être par la majorité jalousement sauvegardés et défendus.

Le Conseil avait aussi arrêté et réglé les honoraires de l'ingénieur Dumont, auquel il était alloué 150,000 francs pour l'établissement du canal entre Comps et Nîmes. En retour, M. Dumont faisait au Conseil l'hommage d'un travail considérable qu'il venait de terminer sur la question des Eaux de Nîmes. Cet ouvrage, composé d'un texte in-4^e avec atlas, contenait l'historique de la question et des renseignements détaillés sur le projet réalisé.

Le nouveau service commençait à fonctionner à la satisfaction générale, et dès le commencement de 1874 le Conseil arrêta les tarifs et règlement pour les abonnements privés.

Tenant compte des rigueurs de la saison et du chômage des ouvriers, il vota dans la même séance une augmentation de subvention au bureau de bienfaisance.

Une des décisions du Conseil (séance du 11 mai) fut, sur la proposition du Maire, d'augmenter l'éclairage de l'Esplanade reconnu absolument insuffisant. Des candélabres à quatre branches furent placés du côté du Nord, aux trois entrées de la promenade correspondant aux boulevards des Calquières et des Arènes et à la rue Régale, et du côté du Midi à l'entrée de l'avenue Feuchères. Le bosquet fut aussi largement pourvu de candélabres.

Il fut décidé, en outre, que des plaques mémoratives seraient placées tant à l'Hôpital-Général qu'à Sainte-Perpétue, et que la ville consacrerait 40,000 francs aux sculptures de Saint-Baudile.

Dans les grands travaux qui intéressent Nîmes, nous ne cessons de retrouver, comme les années précédentes, la main de M. de Larcy. Le Conseil général des Ponts-et-Chaussées, réuni sous sa présidence, avait approuvé le canal d'irrigation Dumont, qui par sa réalisation doit transformer si heureusement notre magnifique plaine et donner aux viticulteurs un moyen de reconstituer le vignoble. Autorisé à commencer immédiatement ses études, M. Dumont ne perdit pas un moment. Le ministre facilitait du reste sa tâche en lui permettant l'accès des propriétés privées.

A la grande joie des populations, on vit dans le Gard les premières bases de cet immense travail jetées sur le terrain, et nul doute que si les conservateurs fussent restés au pouvoir ce projet se fût réalisé à bref délai.

M. de Larcy ne perdait pas de vue le réseau de nos voies ferrées, dont il pressait ou dont il préparait l'exécution sans cesse. Sous son impulsion, M. Talabot pouvait écrire au Maire du Vigan que les travaux de la ligne de Ganges au Vigan allaient être poussés avec activité. En même temps, (mars) le chemin de fer d'Anduze à Lézan était déclaré d'utilité publique. On mettait à l'étude une ligne partant d'Alais pour aboutir en un point à choisir sur la rive droite du Rhône. Poussant jusqu'au bout sa sollicitude pour le Gard, lorsqu'il descendait du pouvoir avec le cabinet de Broglie, M. de Larcy donnait 5.000 francs à Alais pour la restauration de son collège communal, et ordonnait d'élargir le pont de Saint-Ambroix. Son successeur au ministère envoyait 3.000 francs au Préfet, pour commencer les études de la section ferrée d'Albi au Vigan.

De son côté, le duc d'Uzès obtenait pour Uzès un bataillon de chas-

seurs à pied. Nous avons pu voir ce que le général de Chabaud-Latour avait fait pour Nîmes.

On ne peut que rapprocher cette incessante préoccupation de servir et de développer les intérêts du pays que l'on surprend chez les députés conservateurs, de l'indifférence, de l'apathie pour ne pas dire plus, des députés républicains qui leur ont succédé au Parlement.

L'initiative privée ne restait pas en arrière. Le commerce des vins, que nous avons déjà vu protester contre l'emploi des colorants, s'occupait avec ardeur de ses intérêts particuliers. Le 5 janvier une pétition revêtue d'un grand nombre de signatures était adressée au ministre pour demander qu'il fût porté quelque atténuation à la loi sur le vinage, et le 3 février, la société constituée en 1873 pour la défense des intérêts du commerce de Nîmes (1), formulait auprès de l'Assemblée une supplique relative aux acquits-à-caution.

Au mois de juillet de cette même année, un groupe de citoyens s'occupaient activement de créer un stand (2) à Nîmes, et d'encourager et développer ainsi l'exercice du tir. C'était faire une œuvre éminemment patriotique à laquelle je me félicite d'avoir collaboré. Les organisateurs étaient MM. Ferdinand Chalmeton, Frayssenon, Eugène Deleuze, Alfred Nègre, Letenneur et Pieyre. Il est à remarquer que le tir a été de tout temps en honneur à Nîmes. Au moyen-âge la jeunesse nîmoise s'exerçait au tir à l'arbalète. C'est ce qu'on appelait le *papegai*. Ce tir avait lieu toutes les années et le vainqueur était proclamé roi des arbalétriers et jouissait de certaines immunités. On trouve aux archives communales (3) que Bonaure Guechii remporta en 1362, un prix à l'arbalète, consistant en une tasse d'argent pesant un marc. Henri IV, en 1604, accorda des lettres patentes pour la continuation du tir du *papegai* (4), et les Consuls, décidèrent qu'à l'avenir, celui qui serait roi du *papegai* jouirait, pendant toute l'année de sa royauté, de l'exemption entière de la taille, qu'il fût chef de maison ou simplement fils de famille.

(1) Le président de cette société était M. Jouve, et le vice-président M. Breton.

(2) Ce stand est établi dans la plaine, sur le chemin du moulin Raspail. Il est aujourd'hui très fréquenté, et la société de tir est en pleine prospérité.

(3) R. R. 2.

(4) La jeunesse de Nîmes admise à tirer le *papegai* formait une compagnie portant ensigne « de taffetas blanc fort usé » obéissant ses officiers et obéissant à des règlements fort sévères. Le contrevenant à ce règlement était puni pour la première fois d'une amende de 2 sous 6 deniers, pour la seconde de 3 sous et pour la troisième par l'exclusion.

Dans le courant de cette année, notre ville reçut plusieurs visiteurs de marque. On ne s'étonnera certes pas si je place en première ligne M. et M^{me} la comtesse de Paris. Leurs Altesses Royales arrivèrent à Nîmes le 25 avril et descendirent à l'hôtel du Luxembourg.

Elles assistèrent à la messe qui fut célébrée le lendemain à huit heures du matin, à l'église Sainte-Perpétue.

Dans la journée, M^r le comte de Paris reçut la visite de MM. le marquis de Valfons et Numa Baragnon, députés du Gard. M. de Champvans, préfet, et M. Blanchard, maire de la ville, vinrent également l'entretenir.

A midi, Leurs Altesses partirent pour Aiguesmortes. La population stationnée aux abords de l'hôtel les salua de ses acclamations répétées. M. Lenthéric, ingénieur des ponts-et-chaussées, accompagna les augustes voyageurs vers ces rivages que Saint Louis a rendus célèbres. Avant leur départ, M. le comte de Paris avait visité les principaux monuments de notre ville et fait une excursion au Pont-du-Gard.

Au mois d'août, M^r Forcade, archevêque d'Aix, se rendit à Nîmes et descendit à l'évêché. Bien que le prélat ne touche que de très loin à nos affaires locales, il me paraît juste de consacrer à sa mémoire un juste tribut d'admiration pour son dévouement. Douze ans plus tard, au moment où une épidémie cholérique exerce ses ravages dans notre région, M^r Forcade mourra dans l'exercice de ses fonctions sacerdotales, après avoir contracté dans les hôpitaux qu'il parcourait les germes de la terrible maladie. Durant son séjour à Nîmes, M^r Forcade visita tous nos établissements religieux.

Le 23 septembre vint à Nîmes un officier général, M. d'Espivent de la Villeboisnet, que sa conduite à Marseille, lors de l'insurrection communaliste du 4 avril 1871, avait fait connaître dans la région. Depuis la fin de l'année précédente, l'armée, réorganisée par l'Assemblée nationale avait été divisée en corps d'armée actifs, embrigadés et endivisionnés. Cette véritable révolution dans nos effectifs militaires avait été habilement préparée et exécutée par M. de Cissey, alors ministre de la guerre.

Nîmes, qui jusques là avait fait partie de la division de Montpellier fut, d'après le nouveau tracé des régions militaires, rattachée au 15^{me} corps d'armée dont le quartier général fut placé à Marseille. M. d'Espivent de la Villeboisnet fut le premier commandant en chef de ce corps. Sa visite au régiment caserné dans nos murs fut l'occasion de revues multiples.

Enfin au mois de novembre de la même année la chaire de notre basilique retentissait des accents patriotiques d'un prêtre genevois.

Nous sommes à Nîmes beaucoup plus habitués à voir sortir de cette ville des missionnaires protestants que des prédicateurs catholiques, pour que la visite du P. Joseph et ses sermons n'aient pas attiré un grand nombre d'auditeurs. Le curé de Genève venait au surplus faire appel aux cœurs des Français et recueillir des subsides pour une œuvre qui ne pouvait laisser personne indifférent : l'entretien des tombes des prisonniers français morts en Allemagne.

Le parti conservateur, maître du pouvoir depuis le 24 mai 1873, avait non-seulement réussi à apaiser les esprits, à rétablir l'ordre matériel, mais il obtenait encore de réels succès. Grâce à une administration vigilante et ferme, grâce à une énergie de tous les instants, il arrivait peu à peu à refouler la marée montante du radicalisme. Dans le Gard, l'année 1874, révéla de ce chef des progrès sensibles. On sait quels hommes les élections antérieures avaient appelés à siéger au Conseil général. L'assemblée départementale était entre les mains des républicains qui ne se faisaient pas faute d'user de leur pouvoir pour jeter le désordre dans les affaires administratives.

En 1874 cette situation changea. Les élections du 4 octobre furent un succès pour les conservateurs.

Le scrutin était ouvert dans deux cantons de Nîmes, le premier et le troisième.

Dans le premier, les conservateurs engagèrent vivement la lutte et présentèrent M. de Cabrières qui réunit 1785 voix.

Le parti républicain se divisa en deux fractions, l'une modérée l'autre avancée.

La fraction modérée, qui plus tard s'est appelée d'un autre nom et est devenue la fraction opportuniste, soutenait M. Meynard-Auquier. La fraction avancée, radicale, avait pour candidat M. Drouillon.

Le premier, M. Meynard-Auquier, obtint 1571 voix.

Le second, M. Drouillon, le dépassait avec 1579 voix.

Il y eut ballottage au premier tour, et au second, M. Drouillon fut définitivement élu grâce au désistement de son concurrent républicain.

Dans le troisième canton de Nîmes, M. de Surville était élu par 2007 voix contre 935 accordées à M. Valat.

Le canton de Saint-Gilles envoya siéger au Conseil général M. le duc de Fitz-James, en remplacement de M. Hitier, décédé. M. Ulysse Donzel (1), de Nîmes, qui dans ce canton avait engagé la lutte, échoua au deuxième tour de scrutin.

(1) M. U. Donzel avait fait partie du Conseil municipal et appartenait au barreau de Nîmes. Il est l'auteur des *Lettres de Camargue*.

A Villeneuve-lès-Avignon, M. Numa-Baragnon, et M. de Trinquelagues, à Saint-Chaptes, étaient élus conseillers généraux. Ces succès conservateurs devaient changer la face de notre assemblée départementale. Les républicains n'avaient plus la majorité. Aussi, le 19 octobre, lorsque le conseil se réunit pour nommer son bureau, M. de Chabaud-Latour fut appelé au fauteuil de la présidence par 20 voix, et M. Laget, porté par les républicains, n'en recueillit que 19. MM. de Tarteron et Beau furent élus vice-présidents, et les fonctions de secrétaire échurent à MM. Marquès du Luc et Trinquelague de Dions.

L'éclosion du mouvement religieux et conservateur, favorisé par le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, mouvement que nous verrons s'accroître l'année suivante, fut marquée par la conception d'une œuvre grandiose destinée à perpétuer le souvenir de cette époque.

Après les terribles désastres que nous avons subis, après l'épouvantable tragédie de la commune, il était naturel d'attribuer à une protection divine l'ordre et le calme dont on jouissait, la prospérité renaissante de la patrie, la reconstitution de la France, et dans un pieux élan de reconnaissance, la ferveur religieuse résolut d'élever, à Paris même, le cœur de la France, sur les hauteurs de Montmartre, une immense basilique, comme témoignage d'amour au Sacré-Cœur de Jésus.

Un concours fut ouvert auquel tous les architectes français étaient conviés pour le plan de ce monument. Un nimois, M. Simil, qui avait rédigé un projet en collaboration avec M. Abadie, eut l'honneur de voir son travail classé le premier.

C'était un triomphe pour notre ville qui a toujours occupé une place remarquable dans le monde des arts. Presque en même temps, un autre de nos compatriotes, M. Boisson, obtenait le premier second prix au concours pour le prix de Rome ; le premier grand prix n'avait pu être décerné.

Je terminerai le récit des événements locaux de cette année en rappelant qu'une exécution capitale eut lieu au mois d'octobre. Le nommé Mariani, âgé de vingt-quatre ans, pensionnaire de la Maison Centrale, s'était rendu coupable d'une tentative d'assassinat sur un de ces co-détenus. Condamné à mort par la Cour d'assises du Gard, son pourvoi et son recours en grâce furent rejetés. La justice suivit son cours, et le matin du 3 octobre il fut remis entre les mains de l'exécuteur des hautes œuvres, Roch. M. l'abbé Tastevin assista le malheureux à ses derniers moments et l'accompagna à l'échafaud. L'exécution eut lieu, comme d'habitude, sur le Cours-Neuf, en présence de plus de dix mille

personnes accourues pour assister à ce hideux spectacle qui depuis longtemps ne s'était pas présenté à Nîmes et qui se répéta encore l'année suivante.

L'aumônier de la Maison Centrale, M. l'abbé Mauger (1) célébra dans la chapelle de la prison une messe de mort pendant que Mariani expiait son crime et adressa aux prisonniers une émouvante allocution pour leur montrer où conduit le crime.

Un autre criminel, plus coupable encore peut-être, avait été jugé, quelques mois auparavant, mais celui-là par la France entière. Le traître Bazaine, qui avait livré à nos ennemis une forteresse inexpugnable et une armée entière, avait été arrêté et trainé devant un conseil de guerre, présidé par M^r le duc d'Aumale, et duquel le général de Chabaud-Latour faisait partie.

Devant les juges militaires la preuve de la trahison et des intrigues de cet homme, qui avait porté le bâton de maréchal de France, fut faite et le pays tout entier éprouva un sentiment de satisfaction en apprenant que le Conseil avait condamné Bazaine à mort.

L'amiral anglais Byng pour une bataille malheureuse avait été fusillé par les Anglais, Bazaine méritait de l'être car il avait livré une des clefs de son pays et ses plus vaillants soldats pour satisfaire sa propre ambition.

Malheureusement, le maréchal de Mac-Mahon commua la peine de mort, en celle de la détention perpétuelle, et le coupable fut enfermé dans la prison de Sainte-Marguerite. Au mois d'août 1884, ce que l'on avait prévu arriva ; le prisonnier que l'on entourait d'égards et de soins, s'évadait et mettait la frontière entre la justice de son pays et lui.

(1) Aujourd'hui curé d'Alguesmortes.

CHAPITRE NEUVIÈME

(Année 1875)

SOMMAIRE

MORT DE M^r PLANTIER, évêque de Nîmes. — SES FUNÉRAILLES. — M^r BESSON LUI SUCCEDE. — ENTRÉE SOLENNELLE DU NOUVEAU PRÉLAT. — LES ŒUVRES CATHOLIQUES. — PÉLERINAGE DE PARAY-LE-MONIAL. — L'ORPHELINAT DE SAINT-FRANÇOIS-DE-SALES. — L'ANCIENNE ÉGLISE SAINTE PERPÉTUE. — LA MORT DE M. CAZAUX, PASTEUR PROTESTANT. — LE DISCOURS DE M. VIGUIÉ, PRÉSIDENT DU CONSISTOIRE. — POLÉMIQUE ENTRE LE P. D'ALZON ET ATHANASE COQUEREL. — LES ORTHODOXES ET LES LIBÉRAUX. — L'ARTILLERIE DU 45^e CORPS. — NÎMES EST DÉSIGNÉE POUR LA RECEVOIR. — TRAITÉ AVEC L'ÉTAT. — EMPRUNT. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — LOI ÉLECTORALE. — EXÉCUTIONS CAPITALLES.

Nous abordons encore une année de deuil pour notre ville. Nîmes, en effet, avait perdu l'année précédente un de ses plus illustres enfants, et en cette année 1875, un de ses enfants d'adoption, non moins illustre que le premier, meurt aussi.

Depuis déjà vingt années M^r Plantier était assis sur le siège épiscopal de Nîmes, et au travers de l'histoire de cette période nous avons maintes fois esquissé son intervention dans les affaires de notre ville. Nous avons salué à la fois le chrétien, le penseur, le savant, l'homme politique même.

Cela a été une des rares fortunes de l'épiscopat nîmois de posséder au travers des siècles des hommes d'une haute valeur et d'un savoir indéniable. M^r Plantier continuait, bien noblement en effet, la tradition des Briçonnet, des Fléchier, des Bédélièvre, des Chaffoy, des Cart, pour ne citer que les principaux. Ses travaux remarquables avaient à plusieurs reprises attiré l'attention de tous et eurent du reten-

tissement même à l'étranger. En un mot c'était une figure qui faisait à la fois honneur à la France et à Nîmes.

La mort d'un tel homme ne pouvait passer inaperçue. Elle laissait le diocèse dans une profonde douleur et un vide considérable dans le monde des lettres. Il ne fallait rien moins que son successeur pour atténuer l'une et combler l'autre.

Déjà l'année précédente, vers le mois d'avril 1874, les fidèles de l'évêché avaient vu le prélat nimois gravement atteint, et les premiers jours de mai s'étaient écoulés dans une mortelle inquiétude ; cependant, malgré sa frêle constitution, M^r Plantier avait triomphé de la maladie. Mais au commencement de 1875, il fut impossible de se dissimuler que le jour était proche où Sa Grandeur quitterait ce monde. Lui-même était persuadé qu'il abandonnerait bientôt son cher diocèse, ses ouailles et ses collaborateurs. Cependant, le vaillant évêque, luttant désespérément contre le mal, n'en continuait pas moins à remplir tous les devoirs que lui imposait sa charge. Il supportait les fatigues les plus grandes avec un courage remarquable. La semaine qui précéda sa mort fut consacrée à une nombreuse ordination, à la visite des paroisses, à la rédaction d'une lettre pastorale au sujet du pèlerinage de Paray-le-Monial. Tout à coup le mardi 25 mai, à dix heures du matin, l'évêque s'éteignait pour ainsi dire la plume à la main, car il venait de terminer à peine son mandement sur le Sacré-Cœur. Son domestique le trouva mort dans son fauteuil. Ce fut, dès que cette nouvelle fut connue, un véritable deuil non-seulement dans l'église, mais dans la ville et dans le diocèse (1).

(1) Dans son testament M^r Plantier laissa une somme de 409,000 francs au séminaire. Les héritiers firent don à la ville d'un brasero ayant appartenu à l'évêque.

Ce brasero, genre italien, est l'œuvre d'un sculpteur, M. Rey, dont les magasins étaient, en 1874, sur l'avenue Feuchères. Il est de style Renaissance et formé d'une coupe circulaire recevant le récipient en fer qui contient le feu. Cette coupe est supportée par trois pieds en bronze à têtes de lion, terminés par une griffe dans le genre antique. Entre les têtes, sont les armoiries de l'évêque de Nîmes, également en bronze avec les insignes de la prélature et l'exergue s'enroulant dans des branches de feuillage ; le tout à jour, se découpant sur un fond mi-partie rouge et jaune.

La pièce se termine par un couvercle de forme pyramidale, terminé par un fleuron pomme de pin en bronze. Le profil de ce couvercle est divisé en trois parties à part le fleuron. La première, celle qui se relie à la coupe est un grand quart de cercle en cuivre rouge avec les écussons des trois sièges épiscopaux. Nîmes, Uzès et Alais, appliqués en bronze ; entre ceux-ci des découpures dans le cuivre rouge, représentent des abeilles, des étoiles, des croix, etc.

L'exécution de ce brasero fut confiée à M. Tissot, fabricant de bronzes, à Lyon.

Ce brasero est déposé au Musée de la ville.

Le Chapitre (1) adressa immédiatement une lettre-circulaire à tous les curés du diocèse. « Exténué, disait ce document, par les soucis d'une vaste administration, épuisé par les fatigues d'un laborieux ministère, sans agonie, Monseigneur a rendu sa belle âme à Dieu; on crut à un sommeil, mais il s'était endormi du sommeil des justes; il avait été au ciel recevoir la récompense de ses travaux (2). »

Les funérailles du prélat avaient été fixées au 1^{er} juin. Elles furent splendides. M. Révoil fut chargé de la décoration de la cathédrale.

Le sanctuaire était tout couvert de tentures noires et une bande de deuil courait le long des tribunes à travers toute la nef. Au centre du transept s'élevait un grand catafalque formé par un dais couronné d'une crête découpée, dont l'ornementation représentait des feuilles coupées par la faux de la mort et des flammes rouges, dernières lueurs de la vie. Les quatre draperies accrochées à ce dais venaient s'enrouler sur quatre grandes crosses sur lesquelles étaient appliqués les quatre écussons de Nîmes, Alais, Uzès et le Vigan. Au centre, à la place réservée au cercueil étaient des emblèmes symboliques.

Des lions d'argent enserrant la plume du prélat, et des abeilles chassées de leur ruche par la mort (3). Sur la face des pieds du cercueil était représenté le lion des armoiries de la ville de Lyon, reposant sur un cartouche où on lisait : « *Luget Lugdunum.* » Des guirlandes et des couronnes de roses, cette fleur préférée du prélat (4), entouraient le soubassement, orné en outre de candélabres à plusieurs branches, et d'urnes brûlant de l'encens. Enfin aux quatre coins du catafalque se trouvaient suspendues des couronnes d'or, souvenir des trophées rapportés par M^r Plantier de ses visites épiscopales.

La foule fut admise à venir défilér devant le corps exposé dans la chapelle de l'Evêché.

L'archevêque d'Avignon présida les obsèques. Il était entouré de LL. GG. Declusy, évêque de Viviers; Mermillod, évêque d'Hébron;

(1) Le Chapitre était à ce moment composé de MM. Corrieux, vicaire-général, capitulaire; de Tessan, doyen du Chapitre, assesseur; Reboul, chanoine; Garcie, chanoine; de Serres, chanoine; Da'mière, chanoine; Griollet, chanoine; Veissières, chanoine; Baume, chanoine; Gilly, chanoine.

(2) A l'unanimité, M. le chanoine Corrieux fut désigné pour vicaire-général capitulaire, ayant pour assesseur M. de Tessan, doyen.

(3) M^r Plantier avait dans ses armoiries un lion et une ruche d'abeilles avec cette devise : *Dulcis melle, fortius leone.* « Plus doux que le miel, plus fort que le lion ».

(4) Lorsque son père mourut, M^r Plantier voulut que son tombeau au cimetière fût entouré de roses. Le père de l'évêque avait été jardinier.

de Cabrières, évêque de Montpellier ; Cotton , évêque de Valence ; Thibaudier, évêque auxiliaire de Lyon ; les RR. PP. abbés mitrés de Notre-Dame des Neiges, et Edmond, des Prémontrés ; l'abbé Desgeorges, supérieur des Chartreux.

Un nombreux clergé et un immense concours de peuple accompagnaient les restes mortels de l'illustre prélat. Malheureusement un violent orage vint un moment disperser une partie du cortège et troubler la cérémonie. Ce fut pour les protestants un triomphe. Oubliant qu'il s'agissait ici d'un cadavre, ils accueillirent cette pluie diluvienne avec toutes sortes de marques de joie et ne manquèrent pas à ce propos. de rappeler le mot « malencontreux orage » prononcé par M^r Plantier à propos de leur jubilé dans le désert, dispersé lui aussi par un orage semblable. Cela ne prouvait de leur part qu'une chose, c'est qu'ils n'avaient pu encore digérer, après seize années, l'échec de leur synode et les arguments irrésistibles dont le prélat s'était servi pour les combattre. Le chanoine Gilly prononça l'oraison funèbre du défunt. Elle est en tous points remarquable et constitue un véritable morceau d'éloquence (1).

Le cercueil fut déposé dans un caveau préparé en dessous du marchepied de l'autel de la chapelle de Notre-Dame de Lourdes à la cathédrale, la face tournée du côté du maître autel. Sur la face latérale intérieure du tombeau, on plaça une pierre sur laquelle est gravée cette inscription :

IN. H. TVM. Q. CORPVS
CL. HENRICI. AVG. PLANTIER
EPISC. NEMAVSENSIS
M.DCCC.LXXV.

(Dans ce tombeau repose le corps de Claude-Henri-Augutin Plantier, évêque de Nîmes.)

Il s'agissait de remplacer sur son siège épiscopal l'évêque de Nîmes. Il fut successivement question de MM. les abbés d'Hulst, Besson et de

(1) Le lundi 7 juin fut célébré dans la cathédrale de Montpellier un service funèbre pour le repos de l'âme de Mgr Plantier. Aux places réservées à la maison de l'évêque défunt se trouvaient le Père d'Alzon et l'abbé Clastron (1), MM. les curés de la ville de Nîmes, le Père Emmanuel des Augustins de l'Assomption à la tête d'une députation de dix élèves de cet établissement d'instruction, tout le clergé de Montpellier, des prêtres en grand nombre et une foule considérable. Mgr de Cabrières prononça, dans une admirable improvisation, l'oraison funèbre de l'évêque de Nîmes.

(a) Plus tard l'historien de Mgr Plantier,

Brogie. Ce fut M. Besson qui fut choisi, et un décret du 3 août l'appela à l'évêché de Nîmes.

M^r Besson (1) est le troisième évêque que la Franche-Comté envoie à notre diocèse. Il est, à ce titre, le véritable successeur de M^r de Chaffoy et de M^r Cart. Il est en même temps celui de M^r Plantier comme écrivain et comme orateur. Pendant dix années, M. l'abbé Besson avait prêché dans la cathédrale de Besançon une suite de conférences qui rappellent celles de Notre-Dame de Paris. Pendant vingt ans, il avait dirigé avec une remarquable intelligence et une incontestable autorité le célèbre collège de Saint-François-Xavier à Besançon. Le savant abbé était déjà uni par un premier lien au diocèse de Nîmes, car on lui doit « *Une Vie de M^r Cart.* » Une fois sur le siège de Nîmes, le nouveau prélat a continué à faire retentir la chaire de son éloquente parole et non-seulement les fidèles de son diocèse, mais ceux de la France ont eu le rare bonheur de l'écouter. Venu au moment de la persécution jacobine, de la bataille incessante que la libre-pensée et l'athéisme officiels livrent aux croyances chrétiennes, M^r Besson a dû à la fois faire appel non-seulement à ses talents d'écrivain, mais à ses qualités d'administrateur, pour soutenir par les moyens matériels une lutte de tous les instants. Nous le verrons du reste à l'œuvre.

Le 11 octobre, dans un mandement adressé aux fidèles du diocèse, le vicaire-général capitulaire annonçait que la consécration solennelle du nouveau Prélat était fixée au 14 novembre. Le 30 octobre, M^r Besson prenait officiellement et définitivement possession de son diocèse, en conférant par lettre expresse sa procuration fondée à M. le chanoine Corrieux, vicaire capitulaire, et en confirmant l'administration capitulaire et diocésaine. Le 11 novembre partaient de Nîmes pour Besançon M. Corrieux, vicaire-général de l'Evêque ; les chanoines Veissières et Reboul, délégués du Chapitre, et le Préfet du Gard, pour assister à la cérémonie de la consécration.

(1) Le sceau du nouvel évêque était parti au premier coupé 1 de gueules, à la croix pattée et alésée d'or, qui est du cardinal Mathieu (a) et 2 d'azur au bras naissant, à dextre habillé et bénissant, d'or et à l'aigle de Saint-Jean, à senestre tenant son phylactère, le tout aussi d'or qui est du chapitre de Besançon. Au deuxième coupé 1 d'azur au lion naissant d'or et à trois billettes du même, 2 et 1, et 2 de gueules, à la main de carnation, mouvante d'une nuée du flanc; senestre d'azur et tenant une palme de sinople qui est de Baume-les-Dames. L'ensemble des attributs surmonté de la devise : *In te Domine, speravi.* Au bas du cartouche une branche de sapin à dextre et une palme à senestre. C'est l'union de Nîmes avec la Franche-Comté. Autour du tout SIGILLVM LVDOVICI, EPISCOPI NEMAVSENSIS.

(a) L'épiscopat du cardinal Mathieu abrita la carrière sacerdotale de M. l'abbé Besson.

Celle-ci eut lieu dans l'église cathédrale de Besançon, au milieu d'un concours considérable. Autour du Prélat consécrateur, M^{re} Paulinier, archevêque de Besançon, étaient rangés sept évêques : NN. SS. de Langres, de Saint-Dié, de Dijon, de Dôle, d'Hébron, de Montpellier, et un abbé mitré. Le duc d'Aumale, commandant le 7^e corps d'armée, le préfet du Doubs, des officiers généraux et supérieurs, la magistrature assistaient à cette émouvante cérémonie. Les députés du Gard, qui devaient s'y rendre avaient dû rester à Versailles retenus par les travaux de la session.

L'entrée solennelle du prélat à Nîmes eut lieu le 25 novembre à neuf heures du matin. L'avenue Feuchères était ornée d'oriflammes, et une estrade richement décorée s'élevait à la descente de la gare. Les troupes en grande tenue, une foule immense remplissaient l'avenue de l'Esplanade. A l'arrivée du train, le Maire entouré de son Conseil municipal vint recevoir et complimenter le prélat entouré du Chapitre. Le cortège se mit ensuite en marche, composé du clergé, de nombreuses sociétés, des frères des Ecoles chrétiennes, de l'administration municipale, des maires des communes environnantes, au travers de l'Esplanade, du boulevard des Calquières, des Carmes et du Petit-Cours. Il arriva à la cathédrale, en suivant la rue des Lombards, toute chargée d'oriflammes.

Dans la basilique, toutes les autorités, des députations diverses, notamment du Lycée et de l'Assomption, encombraient la nef. L'évêque monta en chaire et adressa une courte allocution à ce peuple rassemblé pour célébrer son entrée à Nîmes. Il se rendit ensuite à l'évêché où il reçut les visites officielles.

Par une singulière coïncidence, l'année 1875 est fertile en manifestations et en œuvres catholiques. Avant de mourir, M^{re} Plantier avait pu voir quelques-unes d'elles. Il avait pu voir la procession jubilaire se dérouler le dimanche de la Passion au travers des rues et des places de la ville, entraînant non-seulement tout le clergé, mais les autorités départementales et municipales, et à leur suite une foule de fidèles recueillis. Il avait pu voir aussi le couvent des Dames de l'Assomption, à l'installation duquel il avait présidé, être obligé de s'agrandir (1). Enfin, dans les derniers jours qu'il passait au milieu de

(1) Aujourd'hui le couvent des dames de l'Assomption est un des premiers établissements libres d'instruction pour les jeunes filles. Agrandi en 1875, il vient de s'enrichir d'une nouvelle chapelle, style roman, due à M. Révoil, notre compatriote, le savant architecte dont j'ai plusieurs fois signalé les ouvrages.

ses fidèles, il avait assisté aux premiers travaux de construction du nouvel orphelinat de Saint-François-de-Sales, situé sur l'ancienne route d'Arles. M. le curé Barnouin, qui présidait à cette fondation pieuse, rendait ainsi à sa destination l'emplacement d'une des plus vieilles églises de Nîmes, la chapelle de Sainte-Perpétue (1).

C'est avec une joie ineffable qu'il avait enregistré l'immense succès, obtenu à la Basilique par les prédications du P. Mathieu Lecomte, dominicain, et qu'il préparait le pèlerinage de Paray-le-Monial. Lorsque les pèlerins se mirent en route, le 28 juillet, pour le sanctuaire vénéré, l'ombre du grand évêque était en quelque sorte au milieu d'eux. N'é-

(1) A côté des bâtiments qu'avait acquis le convent, était un vaste terrain qui n'était autre qu'une ancienne nécropole gallo-romaine au milieu de laquelle était bâtie, avec les nombreux débris de monuments funéraires païens, l'ancienne chapelle. Les derniers vestiges de cet édifice avaient disparu en 1801. En fouillant ce champ on mit à jour trois inscriptions dont deux avaient été relevées en 1864; une autre était inédite, mais malheureusement fragmentaire.

La première de ces inscriptions est d'un caractère commun et accuse une époque de décadence. La voici :

I ET VIRO. SVO ONIS. F. ET CCRESSO. F. ET VARTVLO. F. FECIT

que l'on peut traduire ainsi : *Sibi et viro suo Quartionis filio et Successo filio et ... Quartulo filio (visa) fecit.*

(Monument élevé de son vivant par une femme à son mari, fils de Quartion et à ses enfants Succesus et Quartulus).

La deuxième épitaphe est au contraire en très beaux caractères et a dû faire partie d'un tombeau important.

D		M
TITIAN. T. FIL	SEXTIAN. SEX. FIL	M. LI
TITVLLAE	CARISTAE	HE
SOCRAS	VXORI	
M. LICINIUS. HERMES. V. P.		

Cette inscription nous fait connaître que *Licinius Hermes* a de son vivant élevé ce tombeau aux dieux *Yânes* de sa belle sœur *Titia Titulla*, fille de *Titus*; de sa femme *Sextia Carisia*, fille de *Sextus* et de son frère *Licinius Helenus*.

On n'a retrouvé de la dernière épitaphe que les deux dernières lignes, absolument inédites, mais on sait que la première partie de l'inscription, la partie supérieure

taient-ils pas, ces pieux pèlerins, les exécuteurs du testament spirituel du Prélat que pleurait le diocèse, ainsi que le disait si justement et si éloquemment M. l'abbé E. Chapot, dans l'allocution qu'il prononça à propos de la bénédiction de la bannière diocésaine du pèlerinage. Le départ des pèlerins fut une nouvelle occasion pour la foi catholique de se manifester hautement, et c'est en foule que se rendirent les fidèles du diocèse à Paray-le-Monial. Au milieu d'une immense multitude, leur cortège gagna la gare, sous l'égide de la bannière diocésaine.

Cette bannière mérite une mention spéciale. Le sujet était un tableau allégorique dû à la conception de M. Doze (1), l'admirable artiste chré-

existe à Bions, où elle forme la tête d'un mur de parapet. La réunion de ces deux pièces que j'imagine ci-dessous est à réaliser dans notre musée archéologique car elle nous donnerait l'inscription d'un sévir augustal de la colonie nimoise.

<div data-bbox="428 846 760 1073"> <p>IULI VIRI AVG. A. MAGI ZOSIMI ET POMPEIAE ACERONIAE VXORIS ET FABIAE HELPIDIS EPITYNCHANVS LIB ET HERES.</p> </div>	<div data-bbox="768 846 1050 1073"> <p>} partie à Bions.</p> <p>} partie retrouvée à Nîmes.</p> </div>
---	--

« (Aux dieux mânes de) *Quintus Magius Zosimus*, sévir Augustal, et de son épouse *Pompéia Acronia* et le *Fabia Helpis* (*Quintus Magius*). *Epitynchanus* leur affranchi et leur héritier.

Grâce à M. l'abbé Barnouin, curé de Saint-François-de-Sales le musée épigraphique de notre ville s'est enrichi de ces trois inscriptions.

(1) Plusieurs fois dans le cours de cette histoire, j'ai eu à parler de notre compatriote Melchior Doze. Peintre chrétien par excellence, les œuvres de M. Doze ornent un grand nombre d'églises et de chapelles.

La cathédrale de Nîmes possède de lui la *Visitation*, acquise par l'Etat en 1869 ; *Saint Louis remettant ses pouvoirs à son fils Philippe*, l'*Education de la Vierge*, l'*Extase de Saint Firmin*, évêque d'Uzès ; ces trois toiles commandées par Mgr Besson, évêque de Nîmes. L'*Apparition de N. S. à la bienheureuse Marie Alacoque* (1874), le *Sacré-Cœur de Jésus adoré par les anges* (1886).

L'église Saint-Charles de Nîmes possède deux panneaux décoratifs : 1° *Mater Dolorosa* et *Sainte Hélène*, 2° *Saint Jean* et *Saint Louis* ; à l'église Saint-Baudile, les deux anges qui sont dans les arcatures du chœur sont dus à son pinceau, et à *Sainte Perpétue*, le *Sacré Cœur de Jésus* et *Sainte Agnès*.

Les chapelles des Récollets, des Petites Sœurs des Pauvres, le cloître de l'Hôtel-

tien. Ce tableau représentait Nîmes païenne et Nîmes chrétienne. Sur le premier plan se trouvait un lion déchirant le dragon de l'impiété, à côté était une colonne de porphyre, surmontée d'une croix représentant le triomphe du christianisme. Contre la colonne, l'artiste a peint une ruche où bourdonnent des abeilles afin de symboliser la devise du Prélat défunt. Ensuite venaient les monuments religieux de Nîmes, dans le même ordre qu'ils occupent sur les boulevards, mais ayant à leur tête la basilique cathédrale. Cette partie du tableau est éclairée par deux rayons de lumière partant du cœur de Jésus enveloppé d'un nuage vaporeux.

Dieu, les églises de Marguerittes, de Tressan (Hérault), de Saint-Gilles, de Rivières-de-Teyrargues, de Vanvert, de Tavel, l'abbaye de Meilleraye (Loire-Inférieure), le Petit Séminaire de Beaucaire, la Chartreuse de Valbonne possèdent aussi de ses œuvres.

Mais l'église de Saint-Gervasy est de toutes, celle qui renferme la plus riche collection des tableaux religieux de M. Doze. Ce sont, à la grande frise du chœur de cette église : *les Apôtres, Saint Louis, Saint Gervais et Sainte Hélène* (1861); à la tribune : *la Rédemption*, récompensé au salon de 1863 ; à la chapelle de la Vierge, *Saint Jean-Baptiste, Zacharie et Sainte Elisabeth, le Couronnement de la Vierge* ; la décoration de la chapelle de la Croix et de Saint-Joseph, et une grande toile de sept mètres de longueur : *les Prophètes*, qui, placée aux places d'honneur du salon carré de 1868, fut acquise par l'Etat et donnée à l'église de Saint-Gervasy.

Il existe de lui au Musée de Nîmes : *le Lépreux guéri et reconnaissant*, acquis par la ville ; *la Visitation*, acquis par l'Etat. La ville de Toulon possède une de ses œuvres : *Saint Pierre et Saint Jean*.

M. Doze a mérité comme peintre trente-deux récompenses dont les principales sont : Mentions honorables aux salons de Paris (1864-1863) ; médaille de la Société des Amis des Arts de Lyon (1861) ; médaille d'argent à l'exposition universelle de Lyon (1872) ; médaille d'or, exposition de Nîmes (1860) ; première médaille d'or, exposition régionale de Nîmes (1863) ; première médaille vermeil, concours régional de Carcassonne (1867) ; médaille d'or au concours de peinture religieuse de Montpellier (toile acquise par M. le comte d'Espous) 1872 ; deux diplômes d'honneur : (Nevers 1872), (Draguignan 1882), rappel de médaille d'or à Toulon (1872). Chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique (1874), de Saint-Sylvestre (1877). Officier d'Académie (1872), de l'Instruction publique (1878).

En 1875, M. Doze fut nommé directeur de l'école municipale de dessin et conservateur du Musée après avoir été un des professeurs de cette école pendant vingt-quatre ans. M. Margat, maire protestant et républicain, révoqua de ses fonctions cet artiste consommé, par le seul motif qu'il était catholique et conservateur. Après son départ, l'école qui avait jusque-là prospéré, confiée en des mains inhabiles et incapables, n'a fait que périliter. Elle commence à peine de se relever du terrible coup qui lui a été porté, sous la direction d'un autre artiste de mérite, M. Jourdan.

M. Doze est resté pendant trente-un ans professeur de l'Université au Lycée de Nîmes.

Nîmes païenne était représentée par les monuments romains relégués au second plan et enveloppés de ténèbres.

Après avoir visité le sanctuaire de Fourvières, à Lyon, les pèlerins sous la conduite de M. l'abbé Edmond Chapot arrivèrent à Paray-le-Monial, où ils reçurent la bénédiction papale.

Cet extraordinaire mouvement religieux qui termine un épiscopat et en commence un autre est chose digne de remarque. Il n'était du reste pas particulier à Nîmes, et il s'était répandu dans la France entière. Ainsi pendant cette année jubilaire, on vit des pèlerins se rendre à Rome pour gagner des indulgences. C'était par milliers autrefois que les fidèles entreprenaient ce pieux voyage; ce retour de quelques-uns à la tradition chrétienne était un signe indéniable de l'affermissement du catholicisme. Nîmes vit, le mercredi 11 août, passer deux jeunes ecclésiastiques du diocèse de Périgueux qui se rendaient ainsi à Rome. Ils furent logés au Grand Séminaire et repartirent, après avoir visité nos églises, pour l'abbaye de Frigolet.

Avant de quitter ce terrain et d'aborder les événements qui à d'autres titres intéressent notre cité, il n'est pas inutile de rappeler un incident qui fit quelque bruit à l'époque. Il existait au Lycée de notre ville deux aumôniers de confession différente; l'un, l'aumônier catholique, était le vénérable et savant abbé Azaïs (1); l'autre, l'aumônier protestant, était le pasteur Cazaux. Tous les deux étaient unis par une véritable amitié et une profonde sympathie. Lorsque, le 2 avril, M. Cazaux mourut, M. l'abbé Azaïs, consulté par le proviseur du Lycée, M. Joubin, sur la question de savoir s'il convenait de conduire les élèves catholiques du Lycée aux obsèques du défunt, n'y vit aucun obstacle et invoqua dans cette circonstance, les traditions du Lycée.

Malheureusement, au cimetière protestant, M. le pasteur Viguié, président du Consistoire, et M. Joubin, proviseur, prononcèrent des allocutions qui touchaient de près à la controverse. Celle de M. Viguié surtout contenait certains passages blessants pour la foi catholique. C'était étrangement abuser du lieu et du moment. L'affaire s'ébruita. Des pères de famille se plaignirent et la presse se fit l'écho de leur plainte. On reprocha à M. l'abbé Azaïs d'avoir laissé les élèves catholiques assister à une cérémonie funèbre protestante. Non-seulement les jour-

(1) L'abbé Azaïs fait encore partie, comme membre honoraire, de l'Académie de Nîmes, après avoir été membre résidant pendant de longues années. On lui doit un grand nombre d'études et de monographies sur notre histoire religieuse. L'abbé Azaïs s'est retiré à Celles, son pays natal.

naux de la région, mais ceux de Paris, notamment l'*Univers*, firent chorus, et l'abbé Azaïs dut se défendre par une lettre datée de Nîmes, 7 avril. Il le fit en termes dignes et élevés.

L'incident était vidé, mais il donna lieu à une polémique entre le R. P. d'Alzon, M. Athanase Coquerel fils (1), et Francisque Sarcey. S'emparant du texte même du discours scandaleux de M. Viguié et de la harangue melliflue de M. Joubin, le P. d'Alzon prouva dans plusieurs articles insérés dans *La Revue de l'Enseignement Chrétien* et reproduits par la *Gazette de Nîmes*, que le protestantisme, la franc-maçonnerie et l'Université avaient le même programme et que, selon sa proposition, *l'Université est le séminaire de la franc-maçonnerie*. *Inde iræ*, dans le camp universitaire représenté par F. Sarcey et dans le camp protestant défendu par M. Coquerel. Le P. d'Alzon soutint la querelle et mérita, par sa courageuse et vaillante attitude, un bref du Pape.

Au cours de cette polémique, il fut fait quelque peu allusion à la grande querelle qui, depuis le fameux synode de 1872, divisait l'Eglise protestante. Nous avons vu le Consistoire de Nîmes rejeter la déclaration dogmatique du synode national et se placer sur ce qu'on appelait le terrain libéral. La querelle alla s'envenimant, et libéraux et orthodoxes se déchirèrent à belles dents. A Montpellier, par exemple, un des partis s'empara du temple et en chassa l'autre qui dut se réfugier, pour continuer ses exercices religieux, dans une brasserie voisine. A Nîmes, les choses ne furent pas poussées aussi loin, mais il n'y en eut pas moins des dissidences marquées et une division profonde dans l'Eglise réformée. Ce furent les libéraux qui eurent les honneurs du triomphe. En 1874, au mois d'avril, il y eut des élections pour le renouvellement triennal du Consistoire.

Sur 3,116 électeurs inscrits, 2,088 prirent part au vote. Par 2,065 voix environ furent élus pour six ans : MM. Benoit-Germain, Chambaud-Pagès, E. de Clausonne, L. Guiraud, J. Hugou, Meyrueis-Margarot, Léon Penchinat.

Cette élection fut suivie d'une circulaire, adressée par M. Viguié, président du Consistoire à ses coreligionnaires, prenant nettement à partie les orthodoxes, et ceux-ci, par l'organe de deux autres pasteurs,

(2) Athanase Coquerel mourut cette même année à Paris au mois de juillet. Il s'était allié, à Nîmes, avec une honorable famille. La fille adoptive de M. Coquerel, une Anglaise, a épousé un nimois, devenu sénateur républicain, le pasteur Auguste Dido.

MM. Cazalet et Tarrou déclarèrent protester « contre des élections faites en opposition avec la loi de l'Eglise. »

On voit que la concorde et l'union étaient loin de régner au sein du protestantisme. Ces divisions d'ailleurs ne sont pas encore assoupies.

Fort heureusement pour les affaires de la ville cette union qui n'existait pas dans la religion réformée était toute puissante à la mairie. Le nouveau conseil municipal, continuant les excellentes traditions de l'ancien, soutenait énergiquement le Maire dans ses démarches auprès du gouvernement pour obtenir la brigade d'artillerie du 15^{me} corps.

Ce fut le 30 mai que la question, depuis si longtemps en discussion, fut enfin résolue par la lettre suivante adressée par M. le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, au général de Chabaud-Latour.

« MON CHER GÉNÉRAL,

» Je puis vous annoncer que j'ai examiné consciencieusement la question de l'établissement d'une brigade d'artillerie à Nîmes, et que j'ai invité le ministre de la guerre à me présenter un décret pour donner définitivement cette destination à cette brigade. Je suis très heureux que l'intérêt du service ait été d'accord avec votre désir et m'ait permis ainsi d'être agréable à un de nos anciens ministres qui a donné tant de preuves d'entente et de dévouement à la cause publique.

» Veuillez agréer, mon cher Général, la nouvelle assurance de ma haute considération et de mes sentiments les plus affectueux.

» Maréchal MAC-MAHON. »

Le 9 juin, arrivèrent à Nîmes trois officiers supérieurs d'artillerie pour traiter avec le maire au sujet de l'installation de la brigade d'artillerie. Les conditions, déjà acceptées par l'Etat, ne reçurent aucune modification, seulement on stipula quelle somme la ville devait avancer à l'Etat, et on s'arrêta de part et d'autre au chiffre de 3.800.000 fr. L'Etat garantissait du reste l'intérêt et l'amortissement de cette somme. Dans sa séance du 14 juin, le Conseil municipal accepta la convention intervenue entre les deux parties (1) datée du 17 juin 1875 et portant d'une part la signature de M. Blanchard, de l'autre celle de MM. A. Mathieu et C. Fulcrand, officiers supérieurs délégués par le ministre de la guerre.

(1) Étaient présents : MM. Blanchard maire ; Lamarque, J.-B. Laurent, Aillaud, Arcay, Balmelle, Berger, Bézard, Bonneru, Boyer, Bruel, Cammal, Chapel, Chardon, Donzel, Fajon, Ginoux, de Gorsse, Huc, de Mérignargues, Milliarède, Misse, Montells, A. Pleyre, Puech, Rebuffat, Redon, Roman, de Sarville, Tribes, Vigulier.

Le Journal officiel du 17 juin contenait ensuite le décret suivant :

- Le Président de la République Française,
- Vu le décret du 4 décembre 1874, relatif aux commandements de l'artillerie,
- Vu les articles 2 et 6, de la loi du 6 juillet 1873, relative à l'organisation générale de l'armée,
- Considérant que la ville de Valence, garnison actuelle de la 15^e brigade d'artillerie et siège de l'Ecole d'artillerie affectée à cette brigade n'est pas comprise dans la circonscription du 15^e corps d'armée,
- Sur le rapport du ministre de la guerre,
- Décrète :
- Article premier. — L'article 2 du décret du 4 décembre 1873 est rapporté en ce qui concerne le maintien de l'Ecole d'artillerie de Valence.
- Art. 2. — Il sera créée une Ecole d'artillerie à Nîmes (département du Gard).
- Fait à Versailles, le 12 juin 1875.

» Maréchal de MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA. »

Si la ville triomphait enfin des multiples résistances qu'elle avait rencontrées, elle avait le devoir pour la réalisation du projet, d'examiner et de fixer les charges financières. C'est à quoi s'employa le Conseil municipal dans sa séance du 28 juin. Il fut arrêté que l'on emprunterait 6.800.000 francs, dont 3.800.000 francs étaient avancés à l'Etat qui garantissait le remboursement en capital et intérêts en cinq ans de 1875 à 1880. Le solde s'élevant à 3.000.000 francs devait être remboursé par la ville, dans une période de vingt années, de 1881 à 1900. Il n'était ainsi rien ajouté jusqu'en 1881 à la charge des contribuables et l'on se bornait à maintenir de 1881 à 1900 une imposition de 0,15 centimes additionnels déjà votée en 1870 pour la libération de l'emprunt de la guerre.

Une enquête fut ouverte par arrêté préfectoral du 6 juillet, sur le projet, à l'effet d'obtenir l'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains et bâtiments inscrits dans les conventions (1) M. Laffitte, membre de la Chambre de commerce, fut nommé commissaire-enquêteur.

Vers la fin de ce même mois de juillet, le maire et son premier

(2) Le bâtiment formant l'île appartenant à Madame Lasalle-Sabran était destiné à l'établissement de l'Ecole d'artillerie.

adjoint partirent pour hâter les dernières négociations relatives à l'emprunt voté par le Conseil municipal, et enfin le 29 juillet, la Chambre, sur la proposition de M. La Rochethulon autorisa la ville à contracter cet emprunt. Le maire signa à cet égard un traité avec la maison Sée, traité que ratifia le Conseil dans sa séance du 11 août.

Nous n'aurons plus désormais à nous occuper de la trop fameuse question de l'artillerie, que pour suivre les travaux exécutés et terminer, par l'inauguration des vastes casernements du chemin d'Uzès. Le Conseil eut dans le courant de l'année à s'occuper de diverses questions d'une importance moindre, mais cependant digne d'être mentionnée. Il avait été depuis longtemps décidé d'élever une statue à l'illustre poète nimois Jean Reboul. Restait la question d'emplacement. Bien que le jardin de la Fontaine eût été unanimement désigné pour ce, encore fallait-il trouver une place pour le monument. La commission des Beaux-Arts choisit les terrains où était situé le musée d'histoire naturelle de Crespon (3). On se mit sur le champ à l'œuvre, mais on comprit la nécessité de régulariser le rocher sous lequel devait être érigée la statue. On fit venir de Lyon un habile jardinier, M. Creyton, qui fut chargé des travaux de décoration, fixés à 2170 francs.

Le Conseil approuva en outre une série de travaux pour l'aménagement de l'église Saint-Baudile dont le gros œuvre était à peu près terminé. Ces travaux étaient : l'adduction du gaz, les motifs pour le tympan, les châssis pour préserver les vitraux, etc. L'exécution des vitraux fut confiée à M. Veillet, de Bordeaux. Le Conseil émit le vœu que les travaux de marbrerie fussent exécutés par des ouvriers résidant à Nîmes, afin de favoriser l'industrie locale.

La rue de l'Agau prolongée venait d'être ouverte à la circulation. On vota l'établissement d'une grille en bordure sur cette rue pour protéger les restes de la Porte Auguste, et il fut également voté la grille, prévue par Questel dans le projet de l'église Saint-Paul, pour isoler ce monument et le mettre à l'abri de certaines profanations (10 novembre).

Au cours de l'année 1874, il avait été décidé d'installer dans l'ancien hôpital général devenu libre, le Musée et la Bibliothèque de la ville. Dans sa séance du 12 novembre, on vota de ce chef une somme de 160,000 francs, savoir : 50,000 francs pour le Musée et 110,000 francs pour la Bibliothèque. Le Mont-de-Piété était transféré dans la rue des

(3) En creusant sur ce point, on trouva enfouis dans le sol les substructions d'un temple antique.

Innocents, devenue depuis rue Gergonne, et une somme de 26,000 fr. fut prévue pour l'exécution de ce projet.

Le Conseil décida au cours de ses sessions de 1875 le prolongement de la rue de la Baume, celui de la rue des Greffes, et accepta la proposition de M. L. Chardon pour le percement de la rue de la Banque, faisant communiquer la place de la Maison-Carrée et la rue Guizot. La ville accordait à l'entrepreneur une subvention de 200,000 francs et la subrogation à tous ses droits. Le 10 décembre, le Conseil votait l'élargissement de la rue de la Trésorerie après les Galeries Nimoises, par l'achat d'une maison qui faisait saillie et étranglait la voie publique, et celui de la rue Notre-Dame à son débouché sur la place de la Couronne.

Depuis que les eaux étaient arrivées, et que ce service avait pris une extension à laquelle on était loin de s'attendre, on avait reconnu qu'il était absolument indispensable de posséder un autre réservoir que celui de la Porte d'Alais.

Membre du Conseil municipal à cette époque, je fus chargé de rapporter cette question. Après une courte discussion, il fut décidé que le nouveau réservoir, qui contiendrait 10.000 mètres cubes, serait construit dans la rue Bonfa (1), au-dessus du bassin de la Porte-d'Alais.

Un conflit s'éleva entre le Conseil municipal et le gouvernement au sujet des taxes d'octroi. En présence des charges considérables que s'imposait la ville pour l'installation de l'artillerie et les divers travaux urgents déjà entrepris et à entreprendre, il avait été nécessaire de surélever et de remanier certaines taxes de l'octroi (2), notamment pour

(1) Le radier du nouveau réservoir est à 63,30 au-dessus du niveau de la rue contre 56,55, radier du bassin de la Porte d'Alais. Cette surélévation dans le niveau des eaux permettait d'alimenter une plus grande partie des quartiers élevés de la ville. Elle a en particulier facilité l'établissement du service des eaux dans le quartier de la Croix de Fer.

(2) Il m'a paru utile de dire quelques mots de l'origine de l'octroi et de la marche ascendante de son rendement à Nîmes.

« *Ottroium est licentia cassalo data* », l'octroi est l'autorisation accordée à un vassal. Il doit son origine à Jean, fils de France, duc de Normandie, qui, en 1350, monta sur le trône. Cette taxe municipale fut établie pour réparer les pertes occasionnées par l'étranger, maître alors d'une partie de la France. Les deux tiers du produit appartenaient au roi, et les communes ne pouvaient établir de taxes pour leur propre compte qu'avec la permission du souverain. C'est dans les expressions « avons octroyé et octroyons » insérées autrefois dans les lettres de concession de ces droits, qu'on trouve l'étymologie du mot « octroi » dans son acception moderne.

Le droit d'octroi fut d'abord de 4 deniers tournois, sur chaque livre pesant, des trois

les sucres, les cafés et autres articles de consommation. Soumises à l'approbation du Conseil d'Etat, ces taxes nouvelles furent rejetées. Le Conseil municipal de Nîmes s'alarma de cette décision qui lui enlevait un revenu de près de 140.000 francs et dans sa séance du 7 janvier 1875, il vota un vœu tendant au rétablissement des taxes supprimées en en faisant ressortir l'urgente et extrême nécessité pour l'équilibre de ses finances.

Les députés du Gard, MM. de Chabaud-Latour, alors ministre de l'intérieur, plaidèrent les causes du Conseil, mais échouèrent devant l'inflexibilité du ministre des finances. Il fallut se résoudre à supprimer les taxes nouvelles et à diminuer d'autant les revenus communaux. Dans sa session de mars, le Conseil général approuva, malgré les efforts des républicains, le projet de taxes ainsi remanié.

Nous avons pu voir qu'un des premiers soins du Conseil municipal

comestibles suivants : le vin, la viande et le poisson, seuls objets qui furent d'abord imposés.

C'est un arrêt du conseil du 15 mai 1787 qui concéda à notre ville des droits d'octroi sur les vins, les pourceaux et les farines.

Vint ensuite la loi du 25 février 1794 qui supprima tous les droits perçus à l'entrée des villes. Mais l'octroi fut rétabli à Nîmes en exécution de la lettre ministérielle du 12 pluviôse au VII et de loi générale du 5 ventôse.

Il n'est pas sans intérêt de faire connaître la marche ascendante suivie par les produits des droits d'octroi. Il est assez difficile d'en indiquer le chiffre pour les premières années, en raison de l'absence de certains documents et de la confusion de maints autres. Mais en voici le montant à partir de 1808.

Ainsi de 1808 à 1810, l'octroi a produit annuellement 212,080 fr. ; en 1811, 267,710 fr. ; en 1812, 253,959 fr. ; de 1813 à 1815, 261,816 fr. l'an ; de 1816 à 1818, 322,410 fr. l'an ; de 1819 à 1822, 337,000 fr. l'an ; de 1823 à 1825, 338,000 fr. l'an ; en 1826 et 1827, 370,000 fr. l'an ; en 1828 et 1829, 391,000 fr. ; de 1830 à 1833, 381,000 fr. l'an ; en 1834 et 1835, 390,100 fr. l'an ; en 1836, 390,691 fr.

Ces chiffres représentent les produits nets de la forme qui s'élevèrent à 514,000 fr. de 1813 à 1815.

A partir de 1816, l'octroi de Nîmes est mis en régie simple.

Voici le relevé des produits bruts, c'est-à-dire sans défaction des frais de perception, depuis cette époque :

En 1856, 659,899 fr. 93 ; en 1817, 634,589 fr. 56 ; en 1818, 551,460 fr. 85 ; en 1819, 595,989 fr. 25. En 1850, ils remontèrent à 667,275 fr. 25 et, dans la période décennale s'élèvent graduellement à 713.757 fr. 66, produit de 1860. De 1860 à 1870 ils s'élèvent encore de 713 757 fr. 66 à 928.741 fr. 59, produits de cette dernière année ; successivement ils atteignent 1.621.474 fr. 03 en 1880 et 1.116.183 fr. 78 en 1884.

Les recettes de 1886 se sont élevées à 1.033.684 fr. 95.

Dans l'espace de 80 ans les produits de l'octroi de Nîmes ont donc quintuplé ou à peu près.

dès qu'il eut appris le premier échec des négociations entamées pour l'installation de l'artillerie, avait été de disposer de l'hospice du chemin d'Uzès pour y installer les infirmes qui occupaient l'hôpital général. Il devenait en effet indispensable de mettre à l'abri nos collections confusément entassées et mal soignées, voire même encore éparses. Chaque jour de nouveaux dons et de nouvelles acquisitions parvenaient à la ville et les conservateurs de notre Musée et de notre Bibliothèque se trouvaient dans l'impossibilité de les loger. Notre Bibliothèque venait de s'augmenter de celle de M. Gide, riche de 2,500 volumes.

On avait été obligé de laisser à Aix toute la galerie Gower, léguée à la ville en 1869 (1) et acceptée par elle le 5 mai de la même année. Au mois de février 1875, MM. Boucoiran, directeur de notre école de dessin, et Laurent, adjoint au Maire, s'étaient rendus à Aix pour prendre possession de cette importante collection artistique. C'était un accroissement considérable pour notre Musée, et les conditions du legs imposaient d'ailleurs la création d'une salle spéciale. C'est alors qu'on décida de faire de l'ancien Hôpital Général un palais de Beaux-Arts, qui abriterait toutes nos richesses artistiques, scientifiques et archéologiques. La conception était grandiose et répondait à la réputation que s'est toujours acquise Nîmes à cet égard ; l'exécution fut à la hauteur de la conception. Mais en attendant que le monument projeté fût prêt à recevoir ces collections précieuses, la chapelle de l'Hôpital-Général fut affectée à la galerie Gower.

Notre Musée s'enrichissait au mois de novembre de cette année d'une superbe toile, donnée par le colonel Blachier. Cette page due au pinceau du célèbre Jordaens (2) représente *l'enlèvement de Déjanire par le centaure Chiron*.

M. Boucoiran qui avait présidé à ces derniers aménagements et qui dirigeait notre école de dessin succombait le 2 mars, à une courte maladie (3). Son œuvre fut heureusement continuée par son successeur

(1) Voir même tome, chapitre II, page 31.

(2) Jordaens Jacques est né à Anvers en 1594 et mourut en 1678. Il fut l'élève et l'ami de Rubens.

(3) Numa Boucoiran est né à Nîmes le 24 mai 1805. C'est un des premiers élèves sortis de l'école de dessin de Nîmes, dirigée à cette époque par M. Vignaud (c). En

(c) Jean Vignaud, fils d'un tailleur, naquit à Beaucaire en 1775. Il mourut en 1826 après avoir pendant six années dirigé l'école de dessin qu'on venait de créer et le Musée qui venait d'être fondé. Notre musée possède de lui l'esquisse de la *Résurrection de la Fille de*

M Melchior Doze, qui eut l'honneur de présider à l'installation du nouveau musée, aujourd'hui brutalement détruit par les républicains, maîtres de la municipalité.

L'approche de la discussion des lois constitutionnelles avait provoqué un mouvement général dans la presse. A Nîmes, 1874 voyait la disparition du *Gard républicain*, considéré par beaucoup de républicains comme trop orléaniste (on se rappelle que c'était là l'opinion de M. Yves Guyot à l'endroit des fondateurs d'une feuille similaire), (1) et

1825, Numa Boucoiran partit pour Paris et fut vite mis en relation par un amateur distingué, M. Rossi, avec Sigalon, déjà célèbre, qui l'admit comme élève, et devint son ami. Lorsqu'en 1833 Sigalon, fut envoyé à Rome pour peindre une copie du *Jugement dernier* de Michel-Ange, il emmena Boucoiran comme collaborateur.

Après la mort de Sigalon, Boucoiran fut chargé de terminer l'œuvre commencée par Sigalon. Il exécuta onze des pendentifs qui sont avec le tableau du *Jugement dernier* à l'Ecole des Beaux-Arts.

Pendant son séjour à Rome il exécuta un grand dessin de deux mètres sur un mètre cinquante à l'estompe et à l'aquarelle, reproduisant avec une scrupuleuse précision de contour et d'effet la fresque du *Jugement dernier*; ce dessin figurait dans le cabinet de M. Thiers.

Nommé en 1839 directeur de l'école de dessin de notre ville, il conserva ces fonctions pendant trente-six années. Il exécuta durant cet intervalle plusieurs toiles qui figurèrent avec honneur au Salon de Paris ou dans les expositions du Midi de la France.

Uzès a de lui : la *Vierge au Rosaire*; le *Gran-du-Roi*, *Vierge aux Pécheurs*; *Générac*, *Saint Isidore*, *Langlade*, le *Christ guérissant les malades*.

Le plafond de la salle d'audience de la première chambre au Palais de Justice de Nîmes est de lui : *La Justice protectrice*, la *Justice répressive* et un *Jugement dernier*.

Dans la salle de la troisième chambre sont deux tableaux de lui : la *Fermeté du président d'Harlay* et *Caracalla fratricide*.

A l'Hôtel de Ville, salle du Conseil, il a exécuté les portraits en pied de *Henri IV*, de *Louis XIV*, et de *Napoléon I^{er}*.

Le Musée de Nîmes possède de lui : un *Episode de la peste de Rome*, une *Offrande à la Madone*.

Boucoiran a exécuté en outre beaucoup de portraits. Dans les dernières années de sa vie il se livrait à la peinture au pastel.

Numa Boucoiran était chevalier de la Légion d'honneur.

(1) Voyez même tome, chap. II, pages 22 et 23.

Jaïre (l'original est à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonneret), *Mercurius donnant des leçons de lyre à Amphion*, la *Mort de Saint Bruno*, d'après Lesueur, le portrait de *Van-Dyck*, d'après Van-Dyck, une *tête d'enfant qui tient un doigt sur la bouche*, d'après Caravage et trois portraits.

en même temps (27 avril 1874) la fondation d'un nouveau journal *l'Union républicaine* (1), aux allures plus radicales. C'était à vrai dire la feuille officielle de la franc-maçonnerie nimoise, véritable inspiratrice du parti républicain dans le Gard à dater de ce moment.

Dans le parti conservateur un mouvement de même nature, mais qui malheureusement entraîna des divisions regrettables, amena la fondation de l'Extrême-Droite par M. Adrien Peladan (2), (octobre 1875), de *l'Echo du Vatican* (novembre 1875), du *Vœu national* (juillet 1875). Ce journal royaliste modéré se trouva bientôt aux prises avec la *Gazette de Nîmes* qui attaquait très vivement M. le duc de Fitz-James et M. Marquès du Luc. Quelques mois après, un autre journal qui devait survivre à toutes ces feuilles éphémères, et même à la *Gazette de Nîmes* et conquérir dans la région une place importante, le *Journal du Midi* (3) se mettait en ligne à côté de ses confrères royalistes.

Je ne peux parler presse sans parler d'une affaire (août 1875) qui fit quelque bruit et dans laquelle un des plus anciens journaux du Midi, le *Messenger du Midi* se trouva mêlé. A la suite d'une polémique entamée par ce journal, M. Griffe (4), président du tribunal civil de Nîmes, avait intenté un procès qui se termina devant la chambre des appels correctionnels de la Cour de Montpellier par la condamnation de M. Griffe

(1) Les membres du conseil de cette feuille étaient : MM. Meynard-Auquier, Elysée Drouillon, ingénieur civil ; Adolphe Bosc, avocat ; Gaston Costa, avocat à Uzès ; Hippolyte André, droguiste ; Noël Delon, négociant ; Ali-Margarot, banquier ; Nogier, bijoutier ; Eugène Ducamp, conseiller général ; Hippolyte Verdier, négociant en vins ; Numa Philip, horloger ; Joseph Maurin, avocat à Alais ; Henri Bimar, négociant à Beaucaire ; Bresson, propriétaire à Aiguesvives ; Emile Penchinat, avocat. Le Comité de rédaction comprenait trois membres : Casimir Dide, employé de commerce ; Samuel Grill, négociant ; Maxime Aubert, négociant.

(2) M. Adrien Peladan fils fut condamné en janvier 1875 à six jours de prison et 400 francs d'amende pour avoir protéré dans un lieu public des injures contre le maréchal Président de la République française.

(3) Le *Journal du Midi* s'imprimait tout d'abord à Avignon, chez MM. Gros frères. C'était une feuille républicaine, qui, acquise par les conservateurs, devint un des organes les plus répandus du parti. Son action et son influence s'affirmèrent davantage lorsque, à la fin de 1877, les trois journaux conservateurs le *Petit Midi* de Montpellier, le *Petit Régional* de Nîmes et le *Journal du Midi* d'Avignon, fusionnèrent et devinrent le *Journal du Midi*, dont le siège fut à Nîmes. Depuis cette époque ce vaillant journal dont l'importance ne cesse de croître, est dirigé par M. O. Dubois.

(4) M. Griffe, avocat de quatrième ordre, à Béziers, avait été au 4 septembre 1870 promu d'emblée juge au tribunal civil. Il a été depuis nommé sénateur et conseiller à la Cour d'Appel de Paris.

à 500 francs de dommages et intérêts. M^e Fargeon (1) plaidait pour M. Griffe, contre M^e Roussel, défenseur du *Messenger*.

On sait que la presse, surtout de nos jours, n'est pas seulement ouverte aux polémiques politiques, elle a un autre rôle à remplir, et il faut convenir qu'elle ne perd aucune occasion de le faire. Lorsqu'une calamité frappe le pays, il lui appartient non-seulement de l'annoncer, mais c'est à elle que revient le devoir de faire appel à la charité de tous. Dans le courant de l'année 1875, un des départements du Midi, la Haute-Garonne, fut particulièrement éprouvé par de terribles inondations. Toulouse surtout eut à souffrir et le faubourg Saint-Cyprien de cette ville fut submergé par les eaux. Ce désastre, à peine connu dans la France, provoqua un immense élan de générosité publique. Les autorités se multiplièrent, les journaux ouvrirent leurs colonnes aux listes de souscription. Nîmes trouva en quelques jours plus de 40,000 francs pour les malheureux inondés. La Cour d'appel avait donné 1,500 francs, la Chambre de commerce 500, le Conseil municipal 3.000 francs.

Un incident qui égaya fort la ville accompagna ce vote. Un ancien vénérable de la Loge maçonnique de Nîmes, M. Garnier-Lombard, protesta contre la décision du Conseil municipal.

Selon lui, le Conseil municipal s'était montré d'une parcimonie excessive, en cette occasion, et aurait dû envoyer aux inondés de Toulouse au moins cent mille francs. C'était évidemment passer d'un excès à l'autre. Cet incident provoqua entre M. Garnier-Lombard et la *Gazette de Nîmes* qui avait vertement relevé ses critiques, une polémique assez acerbe de part et d'autre.

La catastrophe de Toulouse n'en excita pas moins dans la France entière un immense élan de charité auquel Nîmes et toutes les communes du département s'associèrent largement. On avait craint un moment pour les riverains du Rhône un désastre semblable à celui qui venait de dévaster la vallée de la Garonne, mais il n'y eut heureusement aucun malheur à déplorer. Notre région fut pour cette année, exempte des fléaux qui l'avaient si cruellement éprouvée dans les années précédentes. Dans la Camargue seulement, il fallut se défendre contre une invasion de sauterelles ; on envoya un détachement de soldats pour aider les populations à se débarrasser de ces terribles insectes.

(1) M. Fargeon, qui est encore le doyen respecté du barreau de Nîmes, avait eu le rare privilège de voir en 1874 ses confrères célébrer sa cinquantaine et il venait ce même mois d'avril 1878 d'être promu chevalier de la Légion d'honneur, couronnement d'une magnifique et loyale carrière.

Une des villes de la rive du Rhône, Beaucaire, était frappée par un mal économique sans remède. L'extension des voies ferrées qui, depuis 1870, s'étaient augmentées dans une notable proportion, hâtait la ruine de cet ancien entrepôt du Midi de la France. On se souvient, et je l'ai déjà signalé, que dès son arrivée aux affaires du département, M. de Champvans, s'apercevant de la décadence du marché Beaucairois, entreprit de le relever. Il fit pour cela de vains efforts, car on ne peut combattre avec succès les phénomènes économiques, résultats de causes multiples et difficilement appréciables. Le préfet ouvrit, cette année 1875, la foire de Beaucaire par un grand discours qu'il prononça à l'Hôtel de Ville de cette ville. C'était un dernier appel lancé par M. de Champvans, qui, du reste, devait l'année suivante abandonner la préfecture du Gard. Beaucaire, disait cet administrateur, ne peut mentir à sa devise, inscrite sur sa porte principale :

Clara foro, regique fide : sed clarior illis emicat intacta religione sua.

Hélas ! pas plus que sa vieille réputation commerciale aujourd'hui tombée dans l'oubli, Beaucaire n'a su conserver les sentiments dont elle s'enorgueillissait jadis.

Une exécution capitale, chose rare à Beaucaire, car il faut remonter à quelques années en arrière pour en trouver une autre (1) eut lieu presque au jour de l'ouverture officielle de la foire. Les nommés Dubois et Sancho s'étaient rendus coupables d'une tentative d'assassinat. Jugés par la Cour d'assises du Gard, séant à Nîmes le 20 mai de cette année 1875, ils furent tous les deux condamnés à mort. Mais Dubois vit sa peine commuée par le chef de l'Etat en celle des travaux forcés ; la justice devait suivre son libre cours pour Sancho. Tous les deux étaient détenus à la maison d'arrêt de Nîmes. Le vendredi 19 juillet, Dubois reçut avis de sa grâce, et les lettres d'entérinement eurent lieu devant la Cour d'appel de Nîmes. Le même jour à minuit, Sancho fut réveillé et instruit de l'heure de son exécution. Entouré de M. l'abbé Germain et du P. Ferrer, des religieux de l'Assomption, Sancho, après quelques minutes de prostration, reprit assez de calme et de sang-froid pour écouter les encouragements des deux ministres de Dieu qui l'accompagnaient jusqu'au lieu du supplice. L'arrêt portait que l'exécution aurait lieu sur la place de la Charité à Beaucaire.

A une heure du matin, Sancho quitta la maison d'arrêt et monta sur une charrette qui l'emporta à la gare, escortée d'un détachement du

(1) Voir tome II, pages 81 et 82.

3^e de ligne et de gendarmes à cheval. Il prit ensuite place dans un wagon de deuxième classe et arriva à Beaucaire à trois heures du matin. Ce n'est qu'à quatre heures que le malheureux fut traîné à l'échafaud. Malgré cette longue et cruelle agonie, il n'en conserva pas moins jusqu'au bout un calme parfait, n'interrompant ses prières que pour faire quelques recommandations relatives à sa famille ou à son ensevelissement. C'est devant une foule de plus de 10,000 personnes que ce criminel paya sa dette à la société.

Quelques mois avant, le 2 février, l'exécuteur des hautes œuvres, M. Roch, avait été appelé à Nîmes pour y exercer sa cruelle mission. La Cour d'assises du Gard avait, le 21 novembre 1874, condamné à mort Terrier, reconnu coupable de l'assassinat d'un colporteur près d'Aiguesmortes. Terrier au cours des débats se posa comme un personnage énigmatique et mystérieux, ce qui excita grandement la curiosité publique.

Il n'y a plus eu depuis lors jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, aucune exécution capitale dans le département du Gard.

L'année 1875 fut pour la France une année de transes cruelles. La Prusse qui croyait nous avoir complètement écrasés en 1870-1871, s'apercevait, à sa grande stupéfaction, que notre Patrie se relevait de ses ruines, plus riche, plus prospère que par le passé, et que son gouvernement avait réorganisé nos forces militaires et refait notre frontière mutilée, sur un pied menaçant. Elle voulut écraser dans l'œuf ce relèvement inattendu, œuvre qui sera l'honneur des conservateurs. Elle résolut encore une fois de passer notre frontière pour atteindre et tarir la sève de son ennemie.

C'est un gouvernement conservateur, c'est un ministre conservateur, M. le duc Decazes, qui écartèrent de notre pays cette terrible éventualité.

Nous étions alors dans l'une de ces périodes transitoires où l'armée change de peau, où un armement se trouve déclassé, déprécié par la découverte de perfectionnements nouveaux et n'est pas encore remplacé aux mains des troupes par l'armement perfectionné.

Il s'agissait de notre matériel d'artillerie. Le système de M. Reffye, qui avait si vivement séduit M. Thiers, en 1872, lors des expériences de Trouville, n'était plus déjà, en 1875, à la hauteur des besoins de la défense de première ligne ; et le système de Bange, qui venait d'être adopté par le ministère, était en cours de fabrication. Tous nos canons de 5 et de 7 étaient déclassés, et le nouveau matériel, non encore construit, non livré aux troupes.

Remarquons que ce fut à ce moment précis que surgit le *casus belli*, dont l'issue fatale nous fut épargnée par les efforts de trois hommes : le duc Decazes, le général Le Flô et le Czar.

On ne m'en voudra pas de compléter, en passant, par un détail absolument historique, ce tableau saisissant, si nous ajoutons que le matin du 12 mai, le général Le Flô, nanti des dépêches désespérées du duc Decazes arrivées pendant la nuit, pénétrait dès cinq heures du matin dans le Palais Impérial de Saint-Petersbourg, et grâce aux liens d'amitié presque intimes qui l'unissaient depuis longtemps avec Alexandre II, pouvait arriver jusqu'à la chambre à coucher du Czar., et que c'est là, dans ce tête-à-tête matinal, entre notre ambassadeur frémissant et éploré et le généreux souverain assis en caleçon sur le bord de son lit, qu'il fut décidé que le Czar partirait le jour même pour Berlin. Il partit et arriva le lendemain, juste à l'heure où se tenait chez M. de Bismarck le conseil de guerre décisif... Le soir même, la détente se produisait en Europe.

Notre ville n'eut pas seulement durant cette année la douleur de perdre le chef vénéré du diocèse ; plusieurs de nos concitoyens, qui, à des titres divers, s'étaient acquis quelque considération, furent ravis à leurs familles et à leurs amis. Le monde judiciaire fut frappé dans la personne de MM. de Giry (mort en janvier), Léonce Maurin (5 juin) et Roussel (25 novembre). Tous trois étaient conseillers à la Cour d'appel. M. Léonce Maurin faisait en outre partie de l'Académie du Gard et M. Roussel du Conseil général.

Le barreau de Nîmes fit une perte regrettable. Une de ses lumières, M. Ernest Redarès qui fut bâtonnier de l'ordre, mourut au mois de mars. M. Rédarès était président de la société de Sainte-Perpétue.

La mort de M. le marquis de Clauzonnette atteignit la haute société nimoise. Les malheureux, qui avaient en lui un bienfaiteur, trouvèrent dans la digne compagne de cet homme de bien les secours qu'ils avaient l'habitude d'en recevoir. Mme la marquise de Clauzonnette continua ses bonnes œuvres et se voua à l'éducation des jeunes filles. Elle fut une bienfaitrice du couvent de la Miséricorde où se trouve son portrait.

Le 15 de décembre mourait un Nimois qui fut dans sa jeunesse mêlé aux événements de 1830, M. Pierre Lafare, imprimeur, avait combattu aux Moulins à vent (1), contre ceux qui abattaient les croix et insultaient la religion catholique.

(1) Près de la chapelle de Saint-Baudile.

M. Lafare était un royaliste ardent, et toute la population royaliste de Nîmes l'accompagna à sa dernière demeure. Je me fis un honneur de dire, en son nom, un dernier adieu à ce soldat de la cause conservatrice.

On se souvient encore de la catastrophe du ballon le *Zénith*. Le 15 octobre 1875, à midi, partaient de l'Usine à gaz de la Villette, à Paris, trois aéronautes. C'étaient MM. Sivel, Croce-Spinelli et G. Tissandier. Ils avaient l'intention de s'élever aux dernières limites que l'homme puisse atteindre dans l'atmosphère et de rapporter à la science le résultat de leurs observations à ces altitudes extrêmes.

M. Tissandier, le seul survivant de cette lugubre ascension, l'a résumée dans une navrante dépêche.

« Avons dépassé, après une heure, l'altitude de 1000 m., et sommes tombés dans un état d'anéantissement complet.

» Soleil très chaud.

» Je me suis réveillé un moment et j'ai vu que ballon descendait, que Crocé jetait aspirateur ; puis je me suis évanoui encore et à trois heures j'ai ouvert les yeux à 6.000 mètres.

» Sivel et Crocé avaient la figure noire, la bouche pleine de sang. Ils étaient morts.

» Descente a eu lieu à quatre heures à Ciron (Indre). Je suppose que dans une dernière ascension nous avons atteint une altitude encore plus considérable. »

Théodore Sivel et Croce Spinelli sont les 15^{es} et 16^{es} martyrs de l'aérostation.

Le premier est un enfant du Gard, un compatriote. Il était le deuxième fils d'une ancienne famille établie à Pignet près de Sauve, depuis deux ou trois siècles.

Après avoir, comme capitaine au long cours, fait diverses campagnes en Chine et à Madagascar, où il était devenu un des conseillers du roi Radama, il s'adonna à l'aérostation, se croyant parent avec les Montgolfier, par une ascendante, Aléon de la Grangette. Il rendit d'importants services pendant le siège à Paris et conçut après l'idée de se rendre au pôle Nord en ballon. Sivel exécuta en compagnie de ses amis Croce-Spinelli et Tissandier les deux curieuses ascensions du 22 mars 1874 et du 23 mars 1875. Dans la première les courageux aéronautes atteignirent 7,300 mètres. Dans la seconde ils firent un véritable voyage qui les amena dans les Landes près d'Arcachon.

Les deux victimes de la catastrophe du 15 avril reposent au Père-Lachaise, à Paris, sous un monument, dû au ciseau de Dumilatre, avec cette inscription : « Crocc-Spinelli et Sivel, morts à 8,600 mètres,

CHAPITRE DIXIÈME

(Année 1876)

SOMMAIRE

LES LOIS CONSTITUTIONNELLES. — LA RÉPUBLIQUE VOTÉE A UNE VOIX. — LES SÉNATEURS INAMOVIBLES : M. CAZOT. — ÉLECTIONS SÉNATORIALES DU 30 JANVIER. — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 20 FÉVRIER. — LE GARD NOMME SIX DÉPUTÉS. — DÉSORDRES DANS QUELQUES COMMUNES — ÉLECTION AU CONSEIL GÉNÉRAL. — CHANGEMENT DE MINISTÈRE. — M. DE CHAMPVANS MIS EN DISPONIBILITÉ. — M. GIZOLME EST NOMMÉ PRÉFET DU GARD. — L'ÉPURATION DES FONCTIONNAIRES — DÉMISSIONS ET RÉVOCATIONS. — ÉRECTION ET INAUGURATION DE LA STATUE DE JEAN REBOUL. — FÊTES PUBLIQUES. — MANIFESTATION RÉPUBLICAINE. — UNE LETTRE DE M. WADDINGTON AU SUJET DU LYCÉE. — RESTAURATION DE LA CATHÉDRALE. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — LEGS BOUCHER DE PERTHES. — GUÉRISON MIRACULEUSE A LOURDES. — PREMIÈRE REPRÉSENTATION DES *Huguenots*, A NIMES. — M. GASTON BOISSIER A L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Le mouvement politique qui s'était arrêté pendant les deux années précédentes venait de reprendre le dessus. L'Assemblée nationale avait voté les lois constitutionnelles et, à la majorité d'une voix, reconnu la République comme le gouvernement légal du pays, bien qu'on lui eût contesté, sur tous les bancs de la gauche, sa mission de doter la France d'un gouvernement définitif, surtout aux heures où la Monarchie semblait devoir être le résultat de ses délibérations. La Gauche applaudissait, cette fois, à la proclamation de la République faite par la même assemblée. La nouvelle Constitution prévoyait un Sénat composé de soixante-quinze membres inamovibles, que l'Assemblée nationale devait nommer avant de se séparer. Dans un accès de mauvaise humeur envers le centre droit et le centre gauche, les ultraroyalistes de l'Assemblée menés par M. de la Rochette s'unirent avec

l'Extrême-gauche pour faire passer sur ces sièges des républicains avancés, parmi lesquels M. Cazot, et on vit ce spectacle étrange, des radicaux travailler de concert avec des légitimistes au même but, à la même fin.

Aussi lorsque les nouveaux sénateurs furent élus, M. Gambetta, chef incontesté de toute la gauche républicaine, ne put s'empêcher de s'écrier : « La citadelle nous appartient, nous y avons mis garnison. » Jamais parole ne fut plus vraie. Les républicains venaient, de par les royalistes eux-mêmes, de recevoir les clefs de la place, et l'on verra qu'entrés par surprise, ils n'ont pas tardé à y parler en maîtres.

Cependant l'Assemblée nationale s'était dissoute et les élections sénatoriales étaient fixées au 30 janvier 1876. Sans entrer dans le mécanisme de la nouvelle Constitution, on sait que les 225 sénateurs soumis au scrutin étaient élus au second degré. C'était là un sage principe qui permettait de soustraire le résultat du vote aux surprises incessantes du suffrage universel. Dans une lettre politique que le 16 novembre la *Gazette de Nimes* insérait dans ses colonnes, au moment même où se discutait la loi électorale, j'indiquai combien il serait nécessaire de s'opposer aux fluctuations inattendues du suffrage universel par l'élection à deux degrés, forme de beaucoup plus stable, et de beaucoup plus mesurée que ne l'est la consultation directe.

Encore faut-il cependant que les partis lorsqu'ils se présentent au scrutin même à deux degrés soient parfaitement organisés, prêts pour la lutte et capables de l'affronter. Ce n'était pas le cas du parti conservateur dans le Gard, et déjà l'élection des délégués sénatoriaux (16 janvier) (1) laissait entrevoir que l'issue du scrutin serait favorable aux républicains. Ceux-ci présentaient aux électeurs les trois candidats suivants : MM. Laget, colonel Meynadier, Bonnefoy-Sibour. La liste conservatrice était composée de MM. le général Chabaud - Latour, ancien ministre ; de Larcy, député, ancien ministre ; de Tarteron, député (2). La lutte fut chaude et la liste républicaine ne fut élue qu'à une faible majorité.

Je dis la liste républicaine, bien que seul M. Laget eût pu, à la grande rigueur, revendiquer ce titre que lui contestait, nous l'avons vu, un autre républicain. M. Bonnefoy-Sibour au lendemain de la lettre impériale

(1) Les délégués de Nimes étaient : M. Théodore Boyer ; suppléant, M. Jules de Bernis.

(2) Le comité conservateur était composé de M. Emile Silhol, président ; secrétaires, MM. de Trinquelagues de Dions, Marquès du Lac, Albert Rivet, P. de Gorsse.

du 19 janvier se ralliait par une profession de foi publique à l'empire libéral, et M. Meinadier, appartenait à une famille essentiellement orléaniste. Le corps électoral s'était néanmoins décidé à les envoyer au Sénat, séduit sans doute par leur proclamation retentissante. Il n'en était pas moins pénible de voir écartés de la haute assemblée des hommes d'une aussi grande valeur que ceux qui sollicitaient les suffrages de leurs concitoyens. Mais avec le triomphe des républicains arrivait le triomphe de la médiocrité. On put dans tous les cas voir un colonel, délégué de Cannes-et-Clairan, M. Coste, qui devait tout son avancement au général de Chabaud-Latour, lui refuser sa voix et la reporter sur le colonel Meinadier. Comme d'habitude, les républicains saluèrent leur victoire par des manifestations tapageuses. Les bonnets phrygiens furent arborés et les prêtres et les frères de la doctrine chrétienne furent l'objet d'insultes.

Ce n'était là que le commencement de la lutte. Si énergique que fût la bataille du 30 janvier, elle n'avait pas passionné les esprits, car les communes du département n'avaient pu prendre qu'une faible part au scrutin. Mais l'élection législative fixée au 20 février allait profondément agiter le pays. Forts de leurs récents succès, les républicains se préparaient à donner un nouvel assaut, et les conservateurs entendaient disputer vaillamment les sièges.

Malheureusement tandis que le parti républicain se présentait fortement uni, le parti conservateur se divisait. Déjà aux élections sénatoriales la *Gazette de Nîmes* avait ouvert une très vive campagne contre M. Baragnon. La polémique entre ce journal et son rival le *Journal du Midi* était devenue, à la grande joie de leurs adversaires, des plus âpres et des plus acerbes. Cette funeste division allait se continuer.

Le Gard était divisé en six circonscriptions, correspondant à chacun des arrondissements, les arrondissements d'Alais et de Nîmes, nommant chacun deux députés (1).

La 1^{re} circonscription de Nîmes comprenait tout les cantons de l'arrondissement sauf ceux de Marguerittes et les trois cantons de la ville qui formaient la 2^e circonscription.

La première circonscription d'Alais comptait les cantons d'Anduze,

(1) On avait pris pour base le résultat du recensement de 1872. L'arrondissement de Nîmes comptait alors 418.474 habitants ; celui d'Alais 449.774 ; celui d'Uzès 82.009 ; celui du Vigan 58.877, soit un total de 420.434 habitants. En 1866 le chiffre de la population du Gard était de 429.749 habitants.

de Lédignan, de Saint-Jean-du-Gard, de Vézenobres et les deux cantons d'Alais.

La deuxième circonscription de l'arrondissement renfermait les autres cantons, soit ceux de Barjac, de la Grand'Combe, de Génolhac, de Bessèges et de Saint-Ambroix.

Les candidats se divisaient comme il suit :

Nîmes, première circonscription.—M. F. Boyer, député conservateur, ayant contre lui M. Paul Manse, républicain modéré, et M. Pierre Baragnon, républicain radical.

Nîmes, deuxième circonscription. — M. H. Portalès, avocat à la Cour d'Appel de Paris, qui luttait contre M. Bousquet.

Alais, première circonscription. — M. le baron d'Hombres, conservateur, opposé au républicain M. Ducamp.

Alais, deuxième circonscription.—M. le marquis de Valfons, député, opposé à M. Favand.

Uzès. — M. Numa Baragnon, député conservateur, qui avait pour concurrents un autre conservateur, M. Jacquet, et un républicain, M. Mallet. M. le duc d'Uzès s'était retiré de la lutte pour cause de maladie.

Le Vigan, où deux conservateurs, M. de Tarteron, d'une part, M. Edouard André de l'autre, se présentaient contre M. Marcellin Pellet, républicain.

Le scrutin donna les résultats suivants. Furent élus MM. F. Boyer, avec 8794 voix, Bousquet (14008), Ducamp (9151), de Valfons (9448), Mallet (11234), Marcellin Pellet (8620), c'est-à-dire deux conservateurs et quatre républicains.

Dans tout le Gard, le chiffre des voix républicaines s'élevait à 53,309 et celui des conservateurs à 47,603.

Il est intéressant de donner le résultat du vote à Nîmes même.

Le premier canton, qui compta 5502 votants sur 6720 inscrits, accorda 2040 suffrages à M. Boyer et 3643 à ses concurrents républicains.

Le deuxième canton se répartissait comme il suit : 2541 voix conservatrices, 1624 voix républicaines. Il y avait eu 4178 votants sur 5277 inscrits.

Dans le troisième canton, les conservateurs réunissaient 2895 voix et les républicains 1415 seulement. Il y avait eu 4327 votants sur 5440 inscrits.

Au total Nîmes comptait 7476 voix conservatrices et royalistes, et 6532 voix républicaines de différentes nuances.

Si ces résultats pour ce qui concerne Nîmes pouvaient rasséréner le

parti conservateur, il faut reconnaître que ceux du Gard et ceux de la France entière étaient loin d'être brillants. La propagande républicaine, l'action radicale et les menées de la franc-maçonnerie avait détourné le corps électoral dans le sens républicain. La nouvelle Chambre était en majorité républicaine. Il était indéniable que les conservateurs étaient battus. Ce fut pour leurs adversaires l'occasion de faire sur divers points du territoire de nouvelles manifestations bruyantes.

Précisément les résultats du scrutin furent connus presque au moment où dans des banquets les démocrates fêtaient l'anniversaire du 24 février 1848. Le succès qu'ils venaient de remporter les grisa plus encore que les vins frelatés. La plantation d'arbres de la liberté fut dans diverses communes le signal de désordres tumultueux.

Dans le Gard, des troubles éclatèrent à Bréau, à Molières, à Saint-Hippolyte-du-Fort, à Montfrin. Il fallut envoyer sur ce dernier point des gendarmes qui durent même faire usage de leurs armes. Un nommé Marcellin Marius fut blessé dans la bagarre.

Pour en terminer avec les élections de cette année, je citerai celle du premier canton de Nîmes (1) où je me présentai briguant le mandat de conseiller général, en concurrence avec deux républicains, M. Meynard-Auquier, opportuniste, et M. Denis, radical. Ce dernier qui représentait le parti radical fut honteusement battu cette fois. La lutte fut en quelque sorte circonscrite entre M. Meynard-Auquier et moi. J'eus le privilège d'être violemment pris à partie par la presse républicaine qui se souvenait de mes attaques contre les hommes du 4 septembre, dans le *Châtiment*. Le résultat du scrutin donna :

M. Meynard-Auquier, opportuniste.	2799 voix
M. Denis, radical.....	396 —
M. Adolphe Pieyre, royaliste.....	1907 —

Tel fut au début de la fondation de la République le mouvement électoral de Nîmes et du Gard. Ce mouvement était dû à des causes multiples, mais surtout au manque d'unité du parti conservateur et à l'action démesurée de la secte maçonnique qui prenait tous les jours une place de plus en plus considérable. Il nous sera donné de suivre dans les années qui vont suivre l'accroissement de son influence, surtout en ce qui concerne Nîmes.

La première conséquence de la révolution qui venait de s'opérer était un changement de ministère. Le maréchal de Mac-Mahon confia la

(1) Cette élection avait lieu en remplacement de M. Drouillon, conseiller général radical, qui venait de mourir.

présidence du Conseil à M. Ricard (1) qui s'entoura de collaborateurs républicains modérés. C'était l'avènement du centre gauche qui garda le pouvoir à peine deux années pour l'abandonner au profit des opportunistes.

A la suite des élections de 1876 et avec les tendances générales du gouvernement, M. de Champvans ne pouvait plus conserver son poste de préfet. Un décret du 22 mars le mettait en disponibilité et appelait à la préfecture pour le remplacer M. Gizolme, préfet des Pyrénées-Orientales. On ne pouvait, en de telles circonstances, faire un meilleur choix. Esprit libéral, nul ne convenait mieux en ce moment pour un pays tel que le département du Gard. Avec son caractère conciliant, il était facile au nouvel administrateur de réunir les forces conservatrices des deux camps royalistes et républicains si les uns et les autres ne le tenaient en suspicion. Tempérament modéré et artistique, M. Gizolme était en même temps doué d'une finesse de bon aloi et d'une habileté qui devaient seconder ses efforts. Malheureusement le parti conservateur, mal remis de ses échecs récents, le bouda, le tenant pour un républicain ultra, voué corps et âme au radicalisme. Ni les uns ni les autres ne surent faire la première avance au nouveau venu qui, avec sa prévoyance, savait pourtant bien où allait et ce que deviendrait la République. Le siège de conseiller à la Cour de Nîmes qu'il brigua plus tard pour rompre avec tous les errements et les soubresauts d'une politique sans suite, en est une preuve, et le choix qu'il fit de Nîmes prouve combien il eût été facile de retenir et de faire sien l'homme, l'administrateur et l'artiste.

Je ne retiendrai de M. Gizolme qu'un mot, qui révèle son esprit délicat et observateur. « Le protestantisme à Nîmes, disait-il, ce n'est pas une religion, c'est une carrière. » Certes jamais parole ne fut plus profonde et plus juste.

Le triomphe des républicains en France amena un redoublement dans la propagande radicale et la nef gouvernementale, lancée à gauche par le violent coup de barre de Février, fut, dès cet instant, soumise aux oscillations de la mer mouvementée sur laquelle elle s'aventurait. Les conseils du gouvernement se ressentirent de l'élan et de l'impulsion

(1) M. Ricard, qui s'était réservé le portefeuille de l'Intérieur, prit pour chef de cabinet M. Hugues, fils d'un porteur d'Anduze... Ce choix était significatif. M. Hugues fils signait au mois de février précédent une profession de foi politique où l'on lisait : « Ma candidature a un double caractère. Elle est républicaine. Elle est anticléricale. »

nouvelle. En haut lieu, dans le ministère, dans le Parlement, les projets les plus violents se tramaient et les hommes de la gauche descendaient déjà avec une rapidité vertigineuse la pente qui doit tôt ou tard conduire la République à l'imbécillité ou à l'anarchie sanglante. Le personnel administratif, organisé par les hommes du 16 Mai, voire même par M. Thiers, étaient, les uns après les autres, remerciés à l'exemple de M. de Champvans ou obligés de donner leur démission.

Plusieurs de nos compatriotes avaient été précédemment appelés à des postes divers. M. Saint-Marc Langlade, que nous avons vu en 1870 résister si courageusement à la Ligue du Midi aux côtés de M. de Valfons, avait été nommé sous-préfet de Florac (1) en janvier 1874. Il démissionna au mois de mai 1876 pour ne pas s'associer aux actes du nouveau gouvernement. M. de Montlaur, sous-préfet de Dax (25 mai), M. Aimé de Bernis, également sous-préfet de Grasse (1^{er} juin), imitèrent noblement cet exemple. Le gouvernement ne se hâtait pas seulement d'enregistrer ces démissions, mais pressé de caser ses créatures et ses amis, il frappait brutalement autour de lui. La liste des fonctionnaires révoqués dans le Gard est longue, mais il convient de citer parmi ceux-ci, M. Gardies qui fut remplacé au conseil de préfecture par M. Liotard. Notre compatriote Ernest Daudet qui, sous le précédent ministère, avait été chargé du *Journal Officiel*, fut remercié et remplacé par M. Aron.

Le premier mouvement des républicains avait été lorsqu'ils se sentirent un peu les maîtres de fomentier le désordre dans la rue. Il fallait s'attendre à les voir fêter l'anniversaire douloureux du 4 septembre. Ils n'y manquèrent pas. Les radicaux de la Placette ne pouvaient perdre une aussi belle occasion de prouver le néant de leur patriotisme, et l'anniversaire de la victoire prussienne fut dans ce quartier salué par des banquets tumultueux, des danses, des illuminations et des vociférations, toutes choses chères aux manifestants. Ce n'était point assez et le 22 septembre ce furent, à l'occasion de la proclamation de la première République, nouveaux festins, nouvelles farandoles, nouvelles clameurs. Les républicains de Paris ne laissaient pas que de chauffer cet enthousiasme des premiers jours. Pour eux le mouvement de 1876 n'était que le prélude de l'arrivée du radicalisme aux affaires et ils s'appuyèrent sur un cercle politique de Nîmes, le cercle de la Bourse,

(1) J'avais été aussi appelé à cette époque au commissariat civil de Lamoricière (Algérie). Je refusai ce poste par une lettre que reproduisirent l'*Union* et la *Gazette de Nîmes*.

appartenant au parti avancé. Déjà l'hostilité entre ce groupe radical et la Loge maçonnique, toute opportuniste, commençait à se dessiner nettement. MM. Madier de Montjau et Alfred Naquet s'empressèrent d'accourir à Nîmes pour précipiter ce mouvement des esprits et assurer le succès d'une campagne radicale. Ils arrivèrent à Nîmes le 18 octobre. Dans une réunion publique organisée par leurs amis de Nîmes et de la Vaunage, ils prononcèrent tous deux un grand discours qui n'était qu'une longue profession de foi radicale. Depuis M. Alfred Naquet a trouvé son chemin de Damas opportuniste.

Nous avons vu que le Conseil municipal avait décidé de placer à la Fontaine sur l'emplacement du musée Crespon, convenablement aménagé, la statue de Jean Reboul. L'œuvre était due au ciseau de Bosc, et avait été transportée à la place qui lui était réservée dès le mois de novembre 1875. M. Blanchard et, avec lui, le Conseil municipal voulurent célébrer par une fête l'érection de cette statue, élevée à la mémoire d'un laborieux et illustre concitoyen. Il fut convenu que ces fêtes auraient lieu le 17 mai 1876. L'administration communale n'épargna rien pour les rendre aussi belles que possibles.

Reboul ayant été par dessus tout un esprit chrétien des plus élevés, c'est à l'Eglise que revenait le droit d'honorer et de fêter le poète. Ce fut aussi à la cathédrale que débutèrent les fêtes par une cérémonie solennelle. Les autorités s'y rendirent en cortège accompagnées par le corps des sapeurs-pompiers et précédées de la musique municipale (1). La basilique présentait un magnifique spectacle. M^{re} de Cabrières, évêque de Montpellier, officiait, et M^{re} Besson prononça en chaire un éloquent et magistral éloge funèbre de Reboul.

Dans l'après-midi le cortège se reforma à nouveau à la mairie et se rendit avec les mêmes honneurs à la Fontaine où devait avoir lieu la cérémonie d'inauguration proprement dite. La corporation des boulangers de la ville ouvrait la marche portant une couronne de chêne et lauriers mêlés, en or et argent, qu'elle devait déposer aux pieds de la statue du poète. Venaient ensuite les parents de Reboul. Le Préfet, le Général, le Maire, ayant à sa droite M^{re} l'Évêque de Nîmes et à sa gauche M^{re} l'Évêque de Montpellier, le Président du Tribunal de Commerce, le Président du Consistoire et d'autres autorités marchaient après eux entourés du corps des sapeurs-pompiers. La Fontaine, le Cours-Neuf, le mont d'Haussez, les quais présentaient un aspect inoubliable et qui

(1) La musique des pompiers, dirigée par M. Blanc, avait, l'année précédente, remporté une médaille au concours du Vigan.

certes ne s'était jamais vu en ce point. C'étaient des masses profondes jetées dans les allées, des grappes humaines suspendues sur les rochers, une foule compacte partout, couvrant tout, venant rendre un solennel et respectueux hommage à l'enfant du peuple, à l'enfant de Nîmes, qui, selon l'expression éloquente de M^r Besson, avait su être fidèle à sa patrie, fidèle à son roi.

L'arrivée du cortège municipal fut saluée par de multiples acclamations qui retrouvaient un écho dans ces collines, berceau de l'antique Nemausa. Lorsque les autorités parvinrent devant la statue, le voile qui la cachait aux regards fut enlevé et la chorale Saint-Baudile attaquait immédiatement une *cantate* composée pour la circonstance par un autre de nos compatriotes, M. A. Pellet.

M. Blanchard, du haut de l'estrade réservée aux autorités prononça un discours où il mit en opposition ces deux statues qui se dressent l'une au commencement de la promenade de la Fontaine, celle d'un Nimois, un empereur, l'autre au centre même du jardin au bord de la source, celle d'un autre Nimois, un enfant du peuple. Il redit ce que fut le chantre de *l'Ange et l'Enfant* et avec cet esprit de conciliation qui animait constamment le premier magistrat de la cité, « Dis, s'écriait-il dans une admirable péroraison, ô Reboul, à tous tes concitoyens, que, nés sous le même ciel, enfants de la même cité, plus que jamais ils doivent s'unir dans un même mouvement de patriotisme. Dis leur que l'œuvre des siècles peut être interrompue ou brisée, les pouvoirs s'étayer ou tomber, les institutions se succéder les unes aux autres, la patrie est toujours la même, notre France bien-aimée ; plus elle est meurtrie et douloureuse, plus elle a droit à tous nos dévouements, à toutes nos affections, à tous nos respects. »

Après le Maire, M. Irénée Ginoux prononça un remarquable discours au nom de l'Académie du Gard et malgré la pluie qui tombait aux dernières paroles de l'orateur, la foule resta pour saluer de ses applaudissements celui qui célébrait le poète nimois. La fête d'inauguration à la Fontaine se terminait là.

Le soir, au grand théâtre, la municipalité donnait un grand concert dont la recette était destinée aux pauvres. La nombreuse famille de Reboul occupait aux premières les places d'honneur. Des artistes de haut talent se firent entendre pendant cette soirée de famille, mais une véritable surprise était ménagée aux spectateurs.

Roumanille, le chef des félibres (1), prononça le discours en patois

(1) Parmi les félibres qui assistaient à ces fêtes on remarquait MM. Roumanille,

que la pluie l'avait empêché de prononcer au pied de la statue du poète.

Les fêtes ne s'arrêtèrent pas là. Le jeudi, 18 mai, un grand banquet présidé par M. le comte Jules de Bernis, était offert à l'hôtel Manivet aux parents de Reboul et aux membres du félibrige venus pour assister à l'inauguration de la statue. M. Louis Simil, président du cercle central avait organisé cette partie des réjouissances. Les poètes du gas savoir célébrèrent tour à tour dans leur langue harmonieuse le poète nimois, son génie, sa fidélité et ses croyances. Cette réunion littéraire ne fut, certes pas le côté le moins curieux des fêtes.

Enfin, le dimanche 21 mai, après un spectacle gratuit donné dans les Arènes, le soir eurent lieu des illuminations générales et une retraite aux flambeaux qui parcourut la rue Jean Reboul, stationna devant la maison du poète et fit le tour des boulevards. Une foule immense suivait les musiques, poussant des acclamations enthousiastes en l'honneur de Reboul.

Cependant dans certains rangs on avait vu d'un mauvais œil cet élan, cet enthousiasme, ces solennités, où les pompes catholiques avaient eu leur part, ces dithyrambes en faveur du chrétien et du royaliste, autant qu'en faveur de l'écrivain et du penseur. Le premier cri des républicains, qui eussent dû se réjouir au contraire de cette glorification d'un homme du peuple, fut d'accuser le Maire d'avoir voulu faire une fête politique. Dans une lettre courte et digne (19 mai) M. Blanchard, réduisit à néant de semblables allégations. La polémique n'avait pas réussi aux adversaires de la municipalité, ils s'employèrent alors à jeter le tumulte dans la rue. Pendant que joyeuse la foule animée d'une seule pensée et d'un seul désir faisait une magnifique ovation à l'enfant de Nîmes, que la retraite aux flambeaux entraînait derrière elle une population enthousiaste, une centaine de provocateurs, désireux peut-être de faire terminer en scène de désordre grave cette fête si paisible et si touchante tentèrent une autre manifestation. Se formant à la place de la Bouquetterie, ils descendirent les boulevards en chantant la *Marseillaise* et le *Chant du départ*, vinrent devant la demeure de Jean Reboul continuer leurs chants révolutionnaires et poussèrent quelques cris de : *Vive la République*. Couverts de huées et de sifflets, ils s'éloignèrent pour recommencer au chemin de Montpellier et sur la place des Carmes. Heureusement le bon

Roumieux, Arnavielle, Bonaparte-Wisse, Bard, Bigot, Verdet, Mathieu, Canron, Christian de Villeneuve, le comte de Semiteff, etc., etc.

sens de la population eut raison de ces provocations absurdes qui ne trouvèrent aucun écho.

Ce que le parti adverse reprochait à M. Blanchard était surtout son attachement à la foi catholique. La manifestation républicaine, tentée le jour des fêtes données en l'honneur de Jean Reboul, était plutôt antireligieuse, que faite au nom d'un principe politique. On ne pardonnait pas, dans ce camp, à la municipalité son ardente foi. C'est à cet esprit de dévouement et de fidélité que S. S. Pie IX rendait un éclatant témoignage dans un bref daté du 15 mars 1876, qui s'adresse non-seulement aux représentants de la cité, mais à la population tout entière et qui, à ce titre, mérite d'être conservé dans notre histoire locale.

Ce fut M^r Besson, qui eut l'honneur de transmettre au maire et au Conseil municipal le bref papal qu'il accompagna de la lettre suivante :

« Monsieur le Maire,

» En m'apportant, le premier janvier dernier, à la tête du Conseil municipal, vos vœux de nouvelle année, vous m'aviez prié d'exprimer à Sa Sainteté Pie IX avec quelle ardeur unanime les catholiques de la cité dont vous êtes le digne représentant souhaitaient à ce grand Pontife la vie, la prospérité et la gloire.

» Dès le lendemain, je me faisais une joie d'offrir à Pie IX l'expression de ces nobles sentiments, et Monseigneur l'Archevêque d'Auch qui passait à Nîmes pour se rendre à Rome voulut bien se charger de déposer lui-même mes hommages et les vôtres aux pieds de Sa Sainteté.

» Dans la lettre que je remis à Monseigneur d'Auch, je me plaisais à reconnaître que l'admirable esprit de foi qui anime le diocèse était le fruit des vertus et des travaux apostoliques de mon illustre prédécesseur.

» Le Saint-Père a daigné m'honorer de la réponse suivante que je m'empresse de vous communiquer en vous remerciant de m'avoir valu l'heureuse occasion de la recevoir.

» † LOUIS,

» évêque de Nîmes. »

PIE IX, PAPE

« Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique.

» Les hommages que vous nous avez adressés par vos lettres, au commencement de l'année, nous ont été particulièrement agréables ;

ils nous apportaient, en effet, avec l'expression de vos sentiments qui nous sont pleinement connus, un précieux témoignage de la piété filiale et du dévouement qui animent les fidèles et la municipalité de votre ville envers ce Siège Apostolique et notre Personne Sacrée.

» Nous ne le nions pas, et vous l'affirmez vous-mêmes dans votre modestie, l'esprit de foi qui règne dans votre diocèse est dû, en grande partie, à la sollicitude et au zèle du pasteur éminent qui vous a précédé, mais nous ne pouvons que vous féliciter de travailler en marchant sur ses traces, à faire éclore et grandir ce qu'il sèma lui-même et entreprit.

» C'est ainsi que vous avez mérité d'entendre cette déclaration solennelle qui proclame avec une si haute éloquence l'attachement spécial de votre peuple à la foi catholique.

» Vous voudrez donc en acceptant nos justes éloges pour votre zèle, transmettre, en notre nom, à nos chers fils du conseil municipal de Nîmes et autres habitants de cette ville nos paternels remerciements pour leurs hommages de dévouement et de vénération, et leur exprimer aussi les vœux que nous adressons en retour, du fond de l'âme, au Seigneur pour leur bonheur et leur salut.

» Nous demandons à Dieu de confirmer les bons, de ramener les dissidents dans la voie de l'Unité catholique, et en témoignage de notre affection, Nous vous accordons, de grand cœur, vénérable frère, pour vous, le clergé et les fidèles confiés à vos soins, la bénédiction apostolique.

» Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 15 mars 1876, la trentième année de Notre pontificat.

» PIE IX. »

La situation du Conseil municipal de Nîmes, tout conservateur, devenait difficile au milieu du triomphe des républicains. Il ne fallait rien moins que des hommes d'un grand sang-froid, d'une haute valeur et de prudents administrateurs pour résister à des attaques incessantes et injustifiées et continuer les travaux entrepris.

Dans les lignes qui précèdent, j'ai exposé que la municipalité s'était heurtée en deux circonstances diverses aux critiques et aux allégations de parti pris. M. Garnier Lombard, en blâmant ce qu'il appelait la lésinerie du Conseil municipal, n'était que l'écho des républicains et des francs-maçons ; les manifestants qui avaient troublé un instant les fêtes du 17 et 21 mai, n'étaient que des républicains et des francs-maçons eux-mêmes. Ainsi et jusqu'au moment ou par un coup

de force le parti républicain s'empara de la Mairie, ce seront de la part de ses adeptes des injures, des insultes et des provocations à l'adresse de la municipalité conservatrice.

Une des questions qui tenait le plus au cœur des adversaires de l'administration communale était celle du Lycée. Ce n'était pas sans une mauvaise humeur marquée que ceux-ci avaient vu la ville se décider à créer dans l'ancien hôpital général un palais des Beaux-Arts et se disposer à y placer nos services municipaux en souffrance dans maints locaux épars et insuffisants. Selon eux, l'Hôpital Général était réservé, quoi qu'il en coûtât, à un lycée, et ils l'ont bien prouvé du reste lorsqu'ils ont été les maîtres des deniers communaux.

Sentant, pour le moment, que la décision récente du Conseil municipal en ce qui touchait l'Hôpital-Général, rendait impossible le transfert du Lycée, ils imaginèrent une singulière combinaison. Le Conseil se préoccupant de l'insuffisance des locaux de l'ancien établissement universitaire, offrait en prolongeant la rue des Greffes jusqu'au boulevard d'y ajouter cette portion du bâtiment occupé naguère par la Bibliothèque municipale. Ce n'était pas paraît-il, suffisant, et sur les indications du parti républicain de Nîmes, M. Waddington, alors ministre de l'instruction publique, proposa à la ville de transférer dans un petit collège (1), « les élèves internes jusqu'à la cinquième inclusivement et les élèves de l'année préparatoire, et de la première année d'enseignement spécial. »

C'était une véritable annexe à construire. Or on avait eu la pensée de créer cette annexe à quatre kilomètres de Nîmes, dans la propriété Arnaud (2), dite des Rosiers, à Saint-Césaire, au point de jonction du chemin de fer d'Aiguesmortes, de Lunel et de Sommières. De plus, on demandait à la ville de prendre à sa charge 90,000 francs de dépense, peut-être même le double, avec obligation pour elle de faire l'acquisition de la propriété des Rosiers (3) en son nom et de prendre la direction et la surveillance des travaux. Le Conseil municipal refusa, cela va sans dire, un projet aussi extraordinaire, qui avait le double tort d'être im-

(1) Lettre ministérielle du 29 avril 1876.

(2) M. Arnaud, gendre de M. de Masquard, est aujourd'hui secrétaire général de la préfecture d'Agen.

(3) Cette propriété mesurait 48 hectares. La superficie du nouveau Lycée bâti par les républicains et considéré par tout le monde comme beaucoup trop considérable n'atteint, pas un hectare et demi ; l'ancien Lycée mesurait 1400 mètres. L'accroissement proposé par le Conseil municipal paraît porté à 6000 mètres.

praticable et en même temps de soulever dans une question où elle n'avaient que faire les discussions religieuses (1). Ce refus jeta le *Midi* et ses coreligionnaires dans une fureur véritable et la feuille protestante insinua avec assez d'amertume, que le Conseil n'avait agi que pour protéger les établissements d'instruction secondaire libres de la ville. Cela même au moment où le Conseil venait de voter une somme de 6,000 francs pour payer un professeur universitaire de mathématiques spéciales.

J'aurai à revenir sur cette question du Lycée dans un autre chapitre. Pour le moment il me paraît bon de constater les manœuvres des républicains et leur dépit non déguisé. Ce dépit qui d'ailleurs accueillait tous les travaux de la municipalité, quels qu'ils fussent, fut particulièrement marqué le jour où l'Assemblée communale aborda la question de la restauration de la cathédrale (2).

(1) Il n'est pas inutile de citer ici le passage de la lettre du ministre en ce qui touche le Lycée, ce qui expliquera l'ardeur avec laquelle le *Midi* et une fraction de la population soutenait le transfert du Lycée.

« La population des localités voisines *riche et protestante* est très favorable à l'enseignement secondaire et forme à elle seule *depuis longtemps* plus de la moitié de la population scolaire du Lycée ; la création d'un petit collège à Saint-Césaire ne ferait pour ainsi dire que rapprocher l'établissement de sa clientèle. »

(2) Je n'ai pas la prétention ici de faire l'histoire de la cathédrale de Nîmes que l'on a appelée à juste raison « la vénérable aïeule de notre cité. » D'autres que moi l'ont fait et les noms des Ménard, des Lamothe, des Tastevin (a), des Germer-Durand, des Germain, pour ne citer que ceux-là, viennent naturellement sous la plume lorsqu'on parle de notre basilique.

On sait que la Cathédrale de Nîmes s'élève sur les ruines d'un temple païen, probablement dédié à Jupiter. Construite par le comte de Saint-Gilles, elle fut consacrée par le pape Urbain II au XI^e siècle. L'évêque alors assis sur le siège du diocèse s'appelait Ermeaugaud. Il ne reste plus de ce premier édifice qu'une des tours et quelques pans des murailles sur la façade et du côté de la cure. Le marteau et le pic des protestants ont en 1567, à la suite de l'épouvantable massacre de la Michelade, jeté bas la cathédrale. Ils avaient même attaqué, dans le même but, la base de la tour qui demeure encore debout quand ils se ravisèrent, en pensant que la chute de cette masse énorme écraserait les maisons avoisinantes dont quelques-unes appartenaient à des religionnaires.

En 1609, c'est-à-dire après quarante-deux ans, un arrêt du Conseil ordonna que la cathédrale serait reconstruite aux frais de l'Evêque, du Chapitre et des habitants catho-

(a) M. l'abbé Tastevin, maître des cérémonies à la Cathédrale, est l'auteur d'une notice sur la paroisse Notre-Dame Saint-Castor depuis son érection le 22 février 1636 jusqu'à nos jours — (Nîmes 1869).

De l'aveu de tous, la basilique cathédrale n'était pas digne d'une ville comme la nôtre, surtout depuis que des monuments somptueux avaient remplacé les modestes églises de paroisses. Déjà, aux premiers temps de son épiscopat, M^r Plantier avait songé à en édifier une autre, mais ce projet n'avait pu être suivi d'effet pour diverses causes.

M^r Besson devait être, comme son prédécesseur, frappé de l'état de dénuement, de vétusté de la métropole, et sa première préoccupation fut sinon de reconstruire, du moins de restaurer le monument et

liques. Les premiers firent bâtir le chœur et la sacristie, la communauté de Nîmes fut chargée du chœur. Mais à peine était-elle édifiée que les protestants se ruèrent une deuxième fois sur le temple catholique (a). Insurgés contre l'autorité royale, ils avaient jeté hors la ville tous les catholiques « à la condition de n'emporter que leurs habits et le linge à leur usage (b). »

En 1636 un arrêt du Conseil ordonna une imposition de 400.000 livres sur les diocésains, tant catholiques que protestants; sur cette somme 80.000 livres furent attribuées à la reconstruction de la cathédrale et 20.000 à celle de l'évêché. Le texte original de cet arrêt, signé de la main de Louis XIV, est conservé dans un des salons de l'Evêché.

La chapelle de la Vierge fut bâtie après la reconstruction du temple catholique par Anthime Denis Cohon, évêque de Nîmes sous Louis XIII et sous Louis XIV. L'architecte de cette chapelle s'appelait Paulet, ainsi qu'en témoigne une inscription contenue dans un des médaillons qui en forment l'ornementation :

PAULET — STATVARIUS — ARCHITECTVS — 1662

La chapelle du Saint-Sacrement est due à Fléchier qui en posa solennellement la première pierre le lundi 14 mai 1705. Elle fut construite avec les matériaux épars et abandonnés qui gisaient sur l'emplacement de ce que nous appelons aujourd'hui la place du Chapitre, et provenant de l'église démolie en 1622 par les huguenots. Sous la révolution, la cathédrale fut transformée en « Temple de la Raison. » Les révolutionnaires avaient enlevé tous les attributs religieux et les avaient remplacés par de larges bandes tricolores peintes sur les murs. Ils avaient décroché le magnifique tableau de Mignard, retiré des greniers de l'évêché par Mgr Plantier et s'en servaient comme de tapis de pied. Mais le temple demeura debout.

(a) Le 21 novembre 1567 plusieurs personnes vinrent donner avis au Conseil (tout protestant) que « grand nombre de personnes conduites et commandées par le sieur Ribes, praticien et un carabin, du nom de Brisson sont montés sur le couvert de la grande église commencent à fracasser les tuilles, rompre le dict couvert et à démolir le dict bâtiment. » Les consuls se bornèrent à répondre « que pour le présent, ils ne sont ny en liberté ny en autorité pour arrêter ce mouvement et désordre populaire. »

(b) Note signée sur les registres de l'Etat civil par messire de Beauregard, curé de la paroisse Saint-Castor : « Le 2 décembre 1621, l'évêque de Nîmes, et deux prêtres avec le curé furent chassés de la ville de Nîmes et se retirèrent à Beaucaire avec la plus grande partie des catholiques. Les autres catholiques ayant été expulsés le dernier janvier 1622, la ville en demeura vide. »

de lui restituer son ancien caractère roman. Dans la pensée du prélat, ce n'était pas seulement l'intérieur mais l'extérieur aussi qui devait être rétabli. Un tel travail confié à l'architecte diocésain, M. Révoil, devait naturellement être très habilement conduit, non plus seulement au point de vue technique, mais aussi au point de vue de l'art. D'ailleurs l'Evêque lui-même devait être un conseiller précieux. Profondément pénétré des choses de l'art chrétien, il avait dès sa première tournée pastorale remarqué le peu de soins que les architectes avaient pris, dans les travaux religieux dont ils avaient été chargés, de se conformer à la pureté du style et de l'art ; et au moment où il s'occupait de la restauration de la cathédrale de Nîmes, il publiait une ordonnance relative à la conservation des monuments religieux, dite commission de l'art chrétien.

Cette commission se composait de MM. Gareiso, chanoine; Veissière, chanoine ; l'abbé Boissin, curé d'Alais ; l'abbé Delacroix, curé de Bagnols ; l'abbé Azais, aumônier du Lycée ; l'abbé Carrière, curé de Saint-André-de-Valborgne ; l'abbé Blanc, curé de Domazan ; l'abbé Goiffon, archiviste de l'Evêché (1) ; l'abbé Carle, aumônier de l'école normale ; l'abbé Jules Martin, professeur à Sommières ; Révoil, architecte diocésain ; Germer-Durand, bibliothécaire de la ville ; de Lamothe, archiviste départemental ; Lenthéric, ingénieur des ponts et chaussées ; Melchior Doze, directeur de l'école de dessin ; de Cray, le comte Armand de Pontmartin ; Domergue, à Beaucaire ; Charvet, à Alais, Lionel d'Albiousse, Bruguier-Roure fils, à Pont-Saint-Esprit.

Dans sa séance du 30 mai, le Conseil municipal, secondant les vues du prélat, adopta le projet qui lui était présenté de restauration de la cathédrale et dont le devis s'élevait à 400,000 francs. La ville consentait à inscrire à son budget, à cet effet, une somme annuelle de 50,000 francs pendant six années. Le Conseil municipal était tout disposé du reste à aider à la restauration de tous les édifices consacrés au culte. A la fin de l'administration de M. Blanchard, il était question d'élever une belle église au chemin de Montpellier et de refaire la façade de l'église Saint-Charles. Justement en 1876, le 24 novembre, se célébrait le centième anniversaire de la fondation de la paroisse Saint-

(1) M. l'abbé Goiffon a publié dans ces dernières années des notices historiques sur les paroisses, monastères, le col'ège et les hôpitaux de Nîmes, sur l'abbaye de Saint-Gilles, sur l'abbaye de Villeneuve-lès-Avignon et en plus un dictionnaire topographique statistique et historique du diocèse.

Charles (1). M. l'abbé E. Chapot prononça à cette occasion l'éloge de l'évêque Beccdelièvre.

La municipalité portait non-seulement ses soins sur les édifices religieux, mais elle les étendait à l'embellissement de la ville et à la gestion de ses intérêts. Malgré de puériles récriminations, elle poursuivait sa tâche. Ses adversaires ne lui ménageaient pas, comme nous l'avons vu plus haut, les critiques. Au commencement de l'année 1876, la question de l'artillerie, bien que résolue, arrêtée, décidée, votée, fut la source d'insinuations malveillantes. L'adjudication des bâtiments à construire avait eu lieu en décembre 1875, mais le ministre de la guerre mettait quelque retard à faire parvenir son approbation. L'explication de ce retard était très simple, la lettre suivante du général de Rivières au général Chabaud-Latour le prouve.

« Versailles, ce 13 janvier 1876.

» Le dossier de l'adjudication des travaux du quartier d'artillerie à Nîmes vient seulement de parvenir au ministère. Ce retard provient de ce que le directeur, en présence du rabais énorme (18 0/0) soumissionné par l'adjudicataire, a dû prendre de nouveaux renseignements sur sa capacité, sa solvabilité et celle de sa caution.

» L'ensemble de ces renseignements n'a pas paru suffisant pour courir le risque de commencer les travaux avec un aussi fort rabais. Le rapport qui va être soumis au ministre, si toutefois la direction générale du contrôle partage la même manière de voir, conclut à l'annulation de l'adjudication. Je vais hâter le plus possible la solution de cette question de façon à couper court à toute fausse interprétation des causes du retard apporté dans l'exécution des travaux et à vous épargner de nouveaux ennuis.

« Le colonel Goulier, directeur à Marseille, annonce pour la fin de la

(1) L'érection de la cure sous le titre de Saint-Charles date de 1773. Le 14 juin 1774, le Conseil de ville délibéra sur le plan de l'église nouvelle dressé par l'architecte Rollin, approuvé par le sieur Donat, architecte de la province. Les dépenses étaient évaluées à 72,000 livres environ. L'évêque Beccdelièvre se chargea de la dépense afférente à la communauté. Dans ce devis, la façade devait être en moellons, « mais la décence ayant exigé que cette façade au devant du cours, une de nos plus belles promenades, fût construite en pierres de taille », le sieur Rollin fit un second plan qui sureléva la dépense de 6304 livres 10 sous dont la ville se chargea (23 novembre 1774).

Les Pères de la doctrine chrétienne cédèrent une partie de leur jardin pour bâtir la nouvelle église. Dans le cours de ce siècle, reconnue insuffisante, elle a été agrandie en 1854 et en 1866.

semaine l'envoi des projets et des plans parcellaires nécessaires pour l'expropriation. Le décret d'utilité publique suivra de très près cet envoi. »

On ne saurait trop remarquer que cette réponse tournait à la confusion de ceux qui avaient déjà interprété d'une manière défavorable le silence du ministère. C'était un témoignage des garanties multiples dont s'entourait, à cette époque, l'administration, et de sa sollicitude pour les intérêts qui lui étaient confiés. Ce n'est certes pas à présent qu'on pourrait en dire autant.

Le retard momentané dont se plaignait la faction républicaine, dans notre ville, n'empêcha pas le ministère de tenir intégralement l'engagement souscrit par la lettre que je viens de reproduire. En effet, le 23 février était affiché le décret d'utilité publique. On se mit immédiatement à l'œuvre et, au mois d'août, le général de Chabaud-Latour pouvait déjà parcourir les chantiers du chemin d'Uzès. Le Conseil acquérait le 25 avril de cette même année au prix de 190.000 francs, la maison Sabran, boulevard du Grand Cours, afin d'y installer l'école d'artillerie de la 15^e brigade.

Depuis que M. Blanchard avait pris possession de l'administration municipale, l'instruction publique était un des points sur lesquels il portait ses efforts. Aidé de ses collaborateurs, il s'efforçait, en même temps qu'il en améliorait les dispositions, d'augmenter les maisons d'école. Le 20 février il fit voter une somme de 26,000 francs pour bâtir une école de filles dans la paroisse Saint-Paul, à l'angle de la rue des Innocents et de la rue de la Charité (1).

Le 10 mai, par un autre vote, le Conseil acquérait, au prix de 19,500 francs une maison pour installer à l'extrémité de la rue Enclos-Rey une autre école de filles.

M. Blanchard obéissait, du reste, à la même pensée de diffusion de l'instruction, lorsqu'il hâtait le moment où la Bibliothèque agrandie, mieux classée, confortablement installée, serait ouverte au public. De tous les aménagements ou les transformations considérables que l'Hôpital-Général avaient subis pour devenir le Palais des Beaux-Arts, il ne reste plus debout que la salle de lecture de la Bibliothèque publique.

Les républicains n'ont pas osé toucher aux boiseries remarquables et à l'heureuse disposition de cette salle. Ils ont plus ou moins remanié ou

(1) Aujourd'hui rue Gergonne et Tédénat. Cette école a été démolie par l'administration républicaine lorsqu'elle a construit le nouveau lycée national.

mutilé le restant de l'œuvre entreprise par M. Blanchard, qui trouva dans l'architecte de la ville, M. Granon, un collaborateur éclairé et capable. M. Granon sortit, en effet, tout à son honneur du difficile travail qui lui avait été confié, et l'on admirait les grandioses proportions et les riches décorations de l'édifice restauré par ses soins. Tout cela a été en partie détruit lors de l'installation du nouveau lycée.

Nul doute que si l'administration municipale d'alors eût donné immédiatement suite à son idée d'adjoindre au Palais des Beaux-Arts, les Justices de paix, les écoles de dessin, de musique, les salles réservées pour l'Académie du Gard, la société d'agriculture et ouvert un beau jardin public du côté de la rue de la Charité, il eût été impossible à l'administration républicaine de jeter bas ces constructions et de disperser ces différents services. L'administration prudente de M. Blanchard se refusait à entreprendre d'un seul coup tous ces travaux de peur d'augmenter encore les dettes de la ville et de surcharger les contribuables. Ses successeurs ne devaient pas montrer une telle sollicitude pour les deniers communaux.

Les remaniements de voirie votés par le Conseil municipal entraînèrent le prolongement de la rue Saint-Charles jusqu'à la rue de la Faïence et l'élargissement des rues Thoumayne et Saint-Mathieu. Le Conseil se décida, sur ma proposition, à transporter autour du bassin de la rue Porte d'Alais la rampe en fer qui bordait le terre-plein de la Fontaine et à remplacer celle-ci par une balustrade en pierre de Lens, plus en harmonie avec l'ensemble du jardin.

Les précédents travaux votés en 1875 étaient en cours d'exécution. M. Chardon avait déjà commencé le percement de la rue de la Banque. Ses ouvriers démolirent la maison de Pierre Scatisse (1) à l'entrée de laquelle était une belle porte ogivale. Au milieu de ces constructions anciennes on retrouvait des restes curieux de l'époque romaine, une partie de l'ancienne commanderie des Templiers, un campanile, etc.

Sur un autre point, en creusant une tranchée dans la ruelle du Grand-Temple, on mettait à jour un puits romain et une auge romaine avec cette inscription :

T. DOMITI
CRISPINI

Continuant l'extension du service des Eaux, la municipalité se préoc-

(1) Pierre Scatisse, né à Nîmes en 1336, était viguier de Beaucaire en 1362. On a donné son nom à la rue qui s'appelait rue Bayard, allant de la rue Raymond-Mars au boulevard du Viaduc.

cupait aussi de réunir par un fil télégraphique la mairie à l'usine de Comps. Cette heureuse amélioration fut votée dans la séance du 13 juillet. C'était un moyen rapide de parer aux accidents qui pouvaient se produire. A la mairie des réparations importantes étaient exécutées.

Il est un fait à remarquer. L'administration conservatrice, qui pendant huit ans a géré avec une telle prudence et une telle habileté les affaires de la ville, s'était en même temps attachée à apaiser les dissensions locales, d'améliorer la situation morale de la cité. Il n'a pas dépendu d'elle que les haines et les passions ne se calment. Elle y a certes employé tous ses efforts et durant son passage à la mairie, M. Blanchard, ainsi qu'il l'avait promis du reste, s'est préoccupé, à un égal titre, des intérêts de tous, qu'ils fussent adversaires ou amis.

Jusqu'à cette date, notre ville, nous en avons vu une preuve dans le discours prononcé par M. Forcade de la Roquette en 1869 devant le Corps Législatif, avait été considérée comme livrée aux plus coupables entraînements, suscités par un fanatisme outré. Sous l'empire de cette erreur, on avait été jusqu'à interdire sur notre scène municipale les *Huguenots* de peur d'occasionner des désordres regrettables.

M. Blanchard ne fut pas long à rendre justice à la population nimoise et, pénétré de cette idée qu'on n'avait cessé de la calomnier, il accueillit avec faveur la demande que je lui fis d'autoriser la représentation de l'œuvre de Meyerbeer. L'esprit libéral du maire s'accommodait mal de ces interdictions inutiles, il leva l'interdiction. Les *Huguenots* furent joués, non sans quelque appréhension de la part de quelques timorés, qui purent s'apercevoir combien étaient vaines leurs craintes. Cet acte, plein de sagesse, du maire catholique de 1877 n'est pas un de ses moindres titres à la reconnaissance de ses concitoyens. Tous ceux d'entre eux, qui dans notre ville s'adonnent aux arts, s'en félicitèrent.

CHAPITRE ONZIÈME

(Année 1877)

SOMMAIRE

LE SEIZE MAI. — CHANGEMENT DE MINISTÈRE. — M. GIZOLME, PRÉFET DU GARD, REMPLACÉ PAR M. GUEIDAN. — DISSOLUTION DE LA CHAMBRE. — LA LUTTE ÉLECTORALE. — LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 16 OCTOBRE. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES. — MINISTÈRE ROCHEBOUET. — MESSAGE DU 16 DÉCEMBRE. — MINISTÈRE DUPAURE. — M. GIZOLME EST REPLACÉ À LA PRÉFECTURE DU GARD. — M. BLANCHARD, MAIRE DE NÎMES, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR. — L'ARTILLERIE ARRIVE. — LES TRAVAUX DU CONSEIL. — CONSÉCRATION DE L'ÉGLISE SAINT-BAUDILE. — L'ÉGLISE SAINTE-EUGÈNIE. — CAVALCADE DE CHARITÉ. — DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION.

Cette année fut au point de vue politique une année des plus tourmentées que la France ait eu à traverser depuis 1871. Le parti conservateur, qui avait été battu en 1876 par la marée montante du radicalisme, avait formé le projet de reconquérir le pouvoir. C'est que la République entre les mains des républicains devenait non une forme de gouvernement, mais une véritable association antireligieuse, ayant pour but principal de faire la guerre au catholicisme. Enivrés de leur triomphe, les républicains ne se gênaient nullement pour afficher leur haine contre la religion, contre ce qu'ils appelaient le cléricalisme.

C'est dans le but d'arrêter le gouvernement sur la pente qu'il descendait, que les conservateurs conçurent le plan de s'emparer du ministère et de consulter à nouveau la nation surprise par les élections de février 1876. Habilement imaginé, le coup que l'on allait tenter fut exécuté dans des conditions de faiblesse qui devaient le faire avorter.

Ce ne fut pas, en effet, un médiocre étonnement lorsque le 16 mai la

France apprit comment le maréchal de Mac-Mahon s'était débarrassé du ministère centre-gauche que s'était donné la République. Le coup d'Etat, si parlementaire qu'il fût, était évident, mais il ne fut malheureusement suivi d'aucun effet. Le message du Maréchal, la dissolution de l'Assemblée demandaient et exigeaient que tous les ressorts du gouvernement fussent tendus et que l'autorité gouvernementale fit sentir dans les couches profondes de la population son action prépondérante. Il fallait, surtout à ce moment, ne pas s'arrêter au septennat dont jouissait la France; un tel régime bâtard n'en imposait point et ne pouvait présenter aux terribles assauts qui allaient l'assaillir qu'une médiocre force de résistance. Le coup d'Etat tenté dans d'excellentes conditions demandait une résolution suprême, le rétablissement de la monarchie. Avec le Roi, le peuple savait entre quoi et entre qui il devait se prononcer et il l'eût fait sans hésitation.

Au moment où le télégraphe apporta dans toute la France la nouvelle de la tentative du 16 mai, les conservateurs ne se tinrent pas de joie; ils se préparaient à seconder efficacement le gouvernement dans sa lutte contre le radicalisme, espérant trouver dans les pouvoirs publics un appui sérieux. Les débuts du nouveau ministère, à la tête duquel était placé un homme de haute valeur, M. de Broglie, et qui comptait un homme énergique au département de l'intérieur, M. de Fourtou, furent heureux. En un clin d'œil le personnel administratif fut changé dans toute la France.

Cette révolution pacifique amena à Nîmes la révocation de M. Gizolme. L'administrateur républicain, qui voyait clair dans le jeu de ses adversaires, comprit avec sa pénétration ordinaire le peu de solidité et le peu de force du nouveau gouvernement. Il se retira chez une notabilité du parti conservateur où il trouva une large hospitalité, et, par une de ces boutades qui lui sont familières, il laissa dans l'hôtel préfectoral son costume officiel, comme pour marquer que son successeur n'était là qu'interimaire.

Ce dernier était M. Gueidan, ancien député, avocat à Vienne (Isère). Le choix qui avait été fait était excellent. M. Gueidan était un homme modéré, calme, réfléchi et capable de faire le plus grand bien à la cause conservatrice. Non-seulement il observait les autres, mais il s'observait lui-même. Toujours bienveillant dans son administration, il n'en était pas moins très ferme à l'égard de ses subordonnés.

Plusieurs de nos compatriotes furent compris dans le mouvement administratif qui avait marqué l'avènement du cabinet du 16 mai. MM. Saint-Marc Langlade et de Bernis, démissionnaires au lendemain

des élections de 1876, furent immédiatement appelés l'un à la sous-préfecture de Brioude, l'autre à celle de Fontenay-le-Comte. M. de Pontbriant fut envoyé en la même qualité à Châlons-sur-Saône, et M. Sorbier de Pognadoresse, à Montmorillon. Par contre, M. de Perrin et M. François de Clausonne, conseillers de préfecture, étaient démissionnaires.

Le mouvement politique s'accroissait. Après la première surprise, les républicains, un moment décontenancés avaient vite repris le dessus : sous l'impulsion de Gambetta, ils s'organisaient ouvertement pour la résistance. Leurs journaux, leurs brochures, leurs réunions laissés dans une liberté relative se multipliaient répandant dans la masse électorale les idées les plus contradictoires, les plus fausses et les plus ridicules. Ils agitaient surtout le fantôme de la guerre, selon eux tout proche entre la France et l'Italie. Ils terrorisaient à vrai dire les populations et groupés dans un même esprit de haine, les 363, ainsi qu'ils s'appelaient, comprenaient aussi bien les socialistes ardents qu'un prétendant à la couronne, le prince Jérôme Napoléon.

Il était à prévoir que dans ces conditions la lutte électorale serait des plus chaudes et des plus mouvementées. Au lieu de frapper un grand coup et de faire les élections au lendemain de leur arrivée au pouvoir, les organisateurs du 16 mai commirent l'énorme faute de reporter le scrutin à une période éloignée, le 4 octobre, laissant ainsi à leurs implacables adversaires le temps de s'organiser et de se concerter.

L'âme de l'opposition républicaine fut Gambetta, mais ses moyens d'action furent surtout la franc-maçonnerie. Celle-ci, que nous avons vue tour à tour républicaine en 1848 et impérialiste en 1851, sentait qu'une restauration monarchique, s'il s'en présentait une, n'amènerait au trône qu'un prince adversaire résolu de ses principes et de ses doctrines. Or le but poursuivi par la franc-maçonnerie a été de posséder le pouvoir en y élevant ou en soutenant ceux qui lui sont dévoués.

Entre la royauté chrétienne et catholique de la Maison de France et la République athée et matérialiste de Gambetta et de ses amis, la franc-maçonnerie n'hésita pas. Elle déploya toutes ses forces, mit en jeu toutes ses influences pour triompher du ministère du 16 mai et de la tentative conservatrice. Il ne faut pas se dissimuler que la secte poursuit plus une doctrine philosophique qu'une forme politique. Toute l'histoire de la troisième République française, depuis 1878, n'est que celle du règne de la franc-maçonnerie. C'est elle qui a organisé, dicté et imposé la persécution religieuse. C'est elle qui a chassé des écoles l'enseignement chrétien pour y substituer le sien. C'est elle qui a forcé

l'entrée des hôpitaux. C'est elle qui, triomphante, rêve, par la séparation des Eglises et de l'Etat, de s'emparer de tous les édifices religieux de France ; c'est elle qui, travaillant pour l'avenir, s'efforce d'empêcher le recrutement du clergé.

Pour établir le culte de la Raison, cette froide et inconcevable conception de l'orgueil humain, elle avait eu recours sans succès à des mesures tyranniques et sanguinaires. Plus avisée et plus hypocrite à la fois, elle allait tenter par des lois non moins tyranniques mais astucieuses d'en arriver à ses fins ; la haine du Christ et la déification de l'homme. Par ses artifices de langage, ses raisonnements captieux, ses théories étincelantes, elle allait pouvoir entraîner les masses qui se laissent facilement prendre à la piperie des mots et aux images chaudement colorées. Ses adeptes recrutés dans tous les milieux, se pliant avec une souplesse et un art infini à parler toutes les langues et à conquérir tous les caractères, allaient déterminer un immense courant d'enthousiasme dans la nation, remuant les couches les plus profondes du peuple.

Et ce fut, je l'ai dit, l'immense faute du ministère de laisser le poison subtil courir dans les veines du pays, de laisser la tache s'étendre et les commis-voyageurs de la maçonnerie accomplir leur œuvre de propagande haineuse. Nous en payons cher aujourd'hui les conséquences, et cette nation qui, en 1877, battait des mains aux charlatans éhontés qui, sans trêve ni repos, battaient la grosse caisse dans les moindres hameaux, peuvent voir aujourd'hui en 1887 où l'ont conduite les doctrines et les théories maçonniques, la négation de Dieu, de la religion et la déification de l'orgueil humain.

Non-seulement le ministère du 16 mai retarda trop la consultation du suffrage universel, mais effrayé de la propagande de ses adversaires, de la puissance de leur organisation, de la multiplicité de leurs armes de combat, il tenta ce que précisément il eût du éviter le plus possible : la répression par la justice. Sur tous les points du territoire des procès furent intentés aux feuilles républicaines que l'on atteignait sans doute, mais qu'on ne brisait pas. Des lieux de réunion furent fermés, des maires révoqués, des orateurs poursuivis et le ministère s'attaqua même au chef de l'opposition, à Gambetta lui-même. Ce n'étaient là que des efforts impuissants. Les esprits s'irritaient de ces condamnations qui ne servaient à autre chose qu'à mettre sur un piédestal le condamné lui-même et avec lui son parti.

Il en fut ainsi dans toute la France, et, dans le Gard, où les passions sont des plus vives, la lutte devait être plus chaude que partout ail-

leurs. Lorsque le 14 octobre, le scrutin s'ouvrit, il le fut dans des conditions toutes particulières. Les deux partis brûlaient d'en venir aux mains, et de part et d'autre on mit tout en œuvre pour appeler les électeurs aux urnes. Les circonscriptions électorales n'avaient pas été modifiées, et telles nous les avons vues en 1876, telles étaient en 1877. On sait que dans le Gard la députation de 1876 se composait de quatre républicains, MM. Bousquet (Nîmes, 2^e circonscription) ; Ducamp (Alais, première circonscription) ; Marcellin Pellet (Le Vigan) ; le docteur Mallet (Uzès), et de deux conservateurs : MM. Ferdinand Boyer (Nîmes, première circonscription), et de M. de Valfons (Alais, deuxième circonscription).

La lutte, au mois d'octobre 1877, mettait en présence les mêmes adversaires qu'en 1876, avec cette différence que les républicains n'avaient alors qu'un candidat unique dans chaque collège. Les quatre républicains, faisant partie des 363, étaient combattus dans leurs circonscriptions réciproques par MM. Portalès, Teissonnière, Albert Rivet et Numa Baragnon. M. Manse était opposé par le parti républicain à M. F. Boyer, et M. Silhol à M. de Valfons.

Dans cinq circonscriptions les résultats n'amenèrent aucun changement dans la situation des partis. M. F. Boyer fut élu par 9064 voix contre 7430 données à M. Manse. M. Bousquet triompha de M. Portalès. M. Ducamp l'emportait par 9538 voix alors que son concurrent M. Teissonnière en réunissait 5833. — M. de Valfons battait M. Silhol, et M. Marcellin Pellet n'était élu qu'à quelques voix de majorité contre M. Rivet.

Mais les républicains éprouvaient un échec inattendu et sensible dans l'arrondissement d'Uzès. L'un des 363, le docteur Mallet, échouait contre M. Numa Baragnon. M. Mallet ne réunissait que 10,207 voix et son concurrent conservateur en obtenait 12,409. Un tel résultat était pour le parti une véritable défaite. Aussi jura-t-il de s'en venger, dût-il recourir à quelques-unes de ces pratiques qui lui sont familières. Avant même tout débat, il était résolu que l'élection d'Uzès serait invalidée sous le prétexte qu'elle n'était pas sincère. Ce moyen de fausser le suffrage universel était d'autant plus commode que la majorité de la nouvelle Chambre était républicaine et que, juge et partie, elle pouvait, sans appel, condamner ses adversaires.

Si à proprement parler le scrutin du 14 octobre fut dans le Gard plutôt une victoire pour le parti conservateur, il n'en fut pas de même dans la France entière. Le Seize-Mai était vaincu et la franc-maçonnerie triomphante. Le maréchal de Mac-Mahon, effrayé, était irrésolu.

flottant entre les conseils les plus opposés, tantôt prêt à la résistance, tantôt disposé aux concessions. L'orateur des gauches, Gambetta, l'invitait publiquement à « se soumettre où à se remettre » formule que le pays répéta après lui. Avec la conscience de son énorme responsabilité, sa loyauté de soldat, le maréchal estimait qu'il ne pouvait accepter aucun des deux termes de cet argument. Il se considérait comme placé à un poste périlleux dont il devait compte à la société, mais n'osait se confier de nouveau aux politiciens de la Gauche de peur d'entraîner la France à un désastre.

C'est dans ces dispositions d'esprit que le 10 décembre, après avoir accepté la démission du Cabinet du 16 Mai, il formait un cabinet, dit de résistance, avec M. de Rochebouet pour président du Conseil. Ce n'était là qu'une vaine tentative, un acte sans portée, car, dans son esprit, le maréchal entendait ne pas aller jusqu'au bout et faire un coup d'Etat. Il essayait plutôt de se persuader que la menace seule ferait quelque effet sur la Chambre. Mais que pouvait-elle contre un parti enivré de sa victoire et décidé à tout, même à l'insurrection !

La seule conséquence du ministère Rochebouet fut de faire la fortune politique d'un soldat ambitieux et indiscipliné, aujourd'hui l'un des hommes du parti républicain au Parlement.

Le maréchal, repris par ses scrupules, tiraillé dans tous les sens, finit par s'incliner devant la nouvelle Chambre, et les 363, mattres-enfin, portèrent au pouvoir les hommes du centre gauche. M. Dufaure prit la présidence du Conseil. En même temps qu'il se jetait dans les bras des républicains, le maréchal envoyait aux Chambres un message dans lequel il reniait pour ainsi dire tous ses engagements antérieurs. On se sentait pris de pitié pour le duc de Magenta en lisant cette capitulation coupable.

L'acte du 14 décembre ouvrait la porte aux pires ennemis de la France et la franc-maçonnerie s'emparait définitivement du pouvoir pour le conduire de déchéance en déchéance dans la boue et dans l'ignominie.

C'était une véritable révolution parlementaire qui venait de se produire. D'un trait de plume le Président effaçait tout ce qui avait été fait par MM. de Broglie et Fourtou. En reprenant leur siège de députés, les 363 entendaient remettre tout le personnel administratif républicain en possession des postes qu'il occupait avant le 16 Mai. Le 20 décembre le *Journal officiel* annonçait en effet que M. Gueidan, préfet du Gard, était révoqué et que M. Gizolme, ancien préfet, était remplacé à la tête du département. M. Faisse, secrétaire-général, suivait M. Gueidan dans sa retraite et était remplacé par M. Francis de Clausonne. Les

révocations se multiplièrent, et, du reste, les journaux républicains, ouvrant leurs colonnes toutes grandes aux dénonciateurs, ce fut pendant ces premiers mois un véritable hallali contre tous les fonctionnaires qui avaient prêté leur concours au Seize-Mai, ou qui n'avaient pas abandonné leurs fonctions à l'arrivée au pouvoir du ministère conservateur. Au surplus, beaucoup n'attendirent pas le décret qui les révoquait et, au lendemain du message du 14 décembre, démissionnèrent. M. Saint-Marc Langlade fut un des premiers à donner l'exemple. Le gouvernement plaçait aux côtés de M. Gizolme, trois sous-préfets républicains : à Alais, M. Bossu ; au Vigan, M. Albert André, propriétaire à Nîmes et à Anduze ; et à Uzès, M. Bardon, avocat au barreau de Nîmes (1) ; M. Bonnefoy-Sibour, fils du sénateur du même nom (2), fut nommé sous-préfet à Segré.

Au cours de la campagne électorale dont je viens rapidement de tracer le tableau et les conséquences en ce qui touche nos concitoyens, la mort avait frappé un homme qui avait joué dans le pays et particulièrement pendant ces dernières années, un rôle considérable. M. Thiers était subitement frappé à Saint-Germain-en-Laye, le 4 septembre de cette année. Il ne vit donc pas le triomphe des 363, triomphe auquel il avait travaillé rageusement. Lorsque la France, meurtrie par la guerre étrangère et la guerre civile, lui confia la première magistrature, M. Thiers, s'il eût été fidèle à son passé politique eût dû favoriser les conservateurs. Conservateur lui-même, tempérament autoritaire, il était peu fait pour se mettre à la remorque du parti républicain. Son ambition le perdit. Il ne vit plus que sa personne dans cette élévation subite. L'intérêt du pays, son avenir ne lui apparurent plus que comme les accessoires de sa propre fortune. Pour ne pas descendre au second rang avec la monarchie, il se fit républicain et prêta la main aux compromissions les plus singulières avec les hommes qu'il n'avait cessé de combattre. Sa mémoire porte le poids de cette faute immense dont le pays souffre cruellement.

Rejeté par les républicains eux-mêmes, ceux-ci n'ont pas assez d'injures à prodiguer contre celui qu'ils ont accusé sur ses derniers jours. Devenu l'ennemi des conservateurs, ceux-ci ne peuvent lui pardonner le mal qu'il fit à leur cause et à la France.

Il se trouva pourtant, au moment de la mort de l'homme d'Etat, des panégyristes et des enthousiastes. On lui fit à Paris des funérailles splen-

(1) M. Bardon est aujourd'hui Préfet de Maine-et-Loire.

(2) M. Bonnefoy Sibour, sénateur, était mort subitement le 10 décembre 1876.

dides qui étaient bien plutôt une manifestation politique dirigée contre le maréchal de Mac-Mahon, son successeur, qu'un solennel hommage rendu au concitoyen. Quelques villes donnèrent son nom à des voies publiques, d'autres puisèrent dans leur budget pour lui élever des statues. Mais cet empressement passager ne dura pas longtemps. Les panégyriques qui allaient jusqu'à dire que « l'Europe portait le deuil de M. Thiers (1) » sont aujourd'hui oubliés et les statues, abandonnées dans quelque coin ignoré, n'ont pas même eu les honneurs de l'inauguration. Triste, mais juste châtement que s'est attiré par son ambition l'ancien ministre de Louis-Philippe !

Au cours de cette longue campagne électorale ouverte par le coup d'Etat du Seize-Mai, les électeurs avaient dû renouveler les assemblées départementales. Là encore la lutte fut chaude et républicains et conservateurs, encore tout remués par la bataille du 14 octobre, se mesurèrent devant l'urne. Dans le Gard, la majorité conquise naguère par les conservateurs fut maintenue bien qu'ils perdissent les deux sièges de Sauve et de Quissac. Le deuxième canton de Nîmes avait été seul consulté. M. Bézard s'y présentait et avait pour concurrent un républicain catholique, M. Clavel. Le premier fut élu par 2484 voix et le second n'en réunit que 1166.

A Uzès, M. le duc d'Uzès fut nommé. M. de Tarteron passa à Sumène. MM. Annat, au Vigan ; de La Bruguière, à Lussan ; Dunan, à Roque-maure ; Joly, à Trèves, triomphèrent également. Lorsqu'il se réunit, le Conseil général nomma M. Beau comme président, par 21 voix contre 18 accordées à M. Laget. MM. de Tarteron et d'Hombres furent élus vice-présidents et les fonctions de secrétaires furent confiées à MM. de Trinquelagues et Ribière, de Bagnols.

Les élections au Conseil d'arrondissement amenèrent le succès de M. de Gorsse qui écrasa dans le deuxième canton de Nîmes de ses 2465 voix M. Payan qui en obtenait 1133. Dans le premier canton, M. Delon était élu sans concurrent.

Désormais le parti républicain, après le mouvement politique de 1877, se trouvait le maître de la France. Il ne l'était pourtant pas encore de la municipalité de Nîmes, bien qu'il se préparât à l'emporter aux prochaines élections municipales qui devaient avoir lieu au commencement de l'année suivante. Nous verrons quelle fut la récompense de ses efforts. Mais il est précieux d'enregistrer que durant son court passage aux affaires, le ministère Broglie-Fourtou n'oublia pas de conférer au maire

(1) Discours de M. Roussellier à l'ouverture des Cours et Tribunaux (novembre 1877).

de Nîmes, M. Blanchard, la croix de la Légion d'honneur. Depuis qu'il occupait la première magistrature de la cité, M. Blanchard avait, en maintes circonstances, donné trop de preuves de son dévouement à la chose publique, de sa consciencieuse intégrité administrative pour ne pas être l'objet d'une telle distinction. Ce fut peut-être à Nîmes, des actes du 16 mai ce que les républicains lui pardonnèrent le moins. Quelques mois avant, M. le cardinal Simeoni écrivait à l'Evêque de Nîmes que N. S. P. le Pape avait élevé M. le baron de Larcy à la dignité de Grand' Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, et M. Blanchard à celle de commandeur dans le même ordre. A cette promotion, deux autres de nos compatriotes, M. Lenthéric, ingénieur des ponts-et-chaussées, et Doze, peintre, recevaient le brevet de chevalier de l'Ordre de Saint-Sylvestre.

L'administration de M. Blanchard, bien que le Conseil municipal fût arrivé presque au terme de son mandat, ne cessait de s'occuper des intérêts de la ville.

A ce moment les travaux de l'artillerie étaient poussés avec une extrême vigueur. Le parc était très avancé. Les traités pour les achats de parcelles comprises dans le champ de tir et celui des manœuvres étaient examinés et signés, la construction du casernement était près d'être terminée, et l'inspecteur général du génie militaire venu pour le visiter en octobre ne pouvait qu'en remarquer l'agencement et en approuver les heureuses dispositions. Quant à l'école d'artillerie, elle était mise en adjudication au commencement du mois de septembre, au profit de M. Louis Auméras, entrepreneur. Enfin, après quelques années de démarches multiples, de sollicitations diverses, le *Journal officiel* publia, le vendredi 13 septembre, dans sa partie non-officielle, la note suivante :

« Le quartier général de la 15^{me} brigade d'artillerie sera transféré le 1^{er} octobre à Nîmes, son emplacement définitif. » Le 26 septembre, la musique de l'école fit son entrée à Nîmes précédant l'état-major du 19^{me} régiment d'artillerie, et le 3 octobre, M. le général de Montluisant, commandant la brigade, vint prendre officiellement possession de son poste. En attendant que les travaux du casernement fussent achevés, deux batteries furent désignées pour aller tenir garnison à Uzès. La question de l'artillerie était définitivement réglée.

Le Conseil municipal prenait au cours de ses sessions quelques décisions importantes. Il acceptait la création de lavoirs à l'hospice du chemin d'Uzès, donnait 1,500 francs à la paroisse Sainte-Perpétue pour contribuer à la refonte d'une cloche, 4,000 francs pour la

réparation de l'orgue du Grand-Temple, 400 francs pour prix à la Société des tireurs du Gard, 1,000 francs à M. Gérin (1) pour la confection de son plan de la ville de Nîmes et 72,000 francs pour contribuer aux réparations à exécuter aux Arènes. Par suite des traités intervenus sur cette dernière question entre la Ville et l'Etat, ce dernier se voyait obligé de consacrer 80,000 francs à ces mêmes réparations.

Au cours de la session de mai, l'assemblée municipale votait 1,200 francs d'augmentation à M. Randon de Grolier, directeur des octrois, qui, par une administration ferme et vigilante, avait su porter les recettes du service de 600,000 francs à 1,100,000 francs.

La voirie urbaine recevait de son côté un supplément de 10,000 fr., et l'instruction publique une somme de 27,000 francs, destinée à l'achat d'une maison, sise rue de France, pour y placer une école de filles. Le laboratoire de physique et chimie était doté d'appareils nouveaux, les fresques de Flandrin à Saint-Paul, préservées, et le monument lui-même de Questel protégé par une grille dont le prix s'éleva à 20,312 francs. Cette grille comme celle de Saint-Baudile souleva les clameurs républicaines mais, lorsque le Conseil vota et fit construire la grille qui se développe sur la façade de l'Oratoire protestant, aucun d'eux n'osa répéter les arguments misérables dont il avait usé auparavant.

Et pourtant jamais Conseil municipal peut-être ne fut plus impartial dans la répartition de ses faveurs. En même temps qu'il dotait le premier canton d'un palais des Beaux-Arts, qu'il créait dans les quartiers populeux des lavoirs, qu'il ornait le jardin de la Fontaine, il consacrait une somme de 25,000 francs pour amener les eaux du Rhône à Saint-Césaire, ce bourg qui est le véritable foyer de l'opposition républicaine et protestante, toujours prêt à juger sévèrement et à critiquer les actes de la municipalité. Si celle-ci traitait ses ennemis de telle sorte, elle ne pouvait oublier ses amis, et le hameau de Courbessac recevait lui aussi les eaux et était gratifié d'un lavoir (19 novembre).

Ainsi au milieu de nombreux travaux qu'elle avait entrepris et dont elle avait poursuivi la continuation, la municipalité avait vu mener à bonne fin la question de l'artillerie si longtemps tenue en suspens et celle des Eaux, qui grâce à ses soins rayonnaient pour ainsi dire jusqu'aux extrémités de la commune de Nîmes. La première question si ardue, si difficile à obtenir lui appartenait en propre ; la seconde, héritage d'une municipalité antérieure, avait été pour M. Blanchard et pour ses collaborateurs l'objet d'une sollicitude constante, et elle se terminait

(1) Agent-voyer en chef de la ville.

d'autant mieux et d'autant plus heureusement que, par un arrêt du 14 février de cette année, la Société des Eaux du Midi, dont j'ai plus haut retracé les démêlés avec le conseil municipal, était déchue de ses droits et par suite du traité qui la liait avec la ville.

1877 voyait également l'achèvement d'un édifice commencé depuis longtemps et que la guerre, des procès nombreux et fort longs avaient arrêté (1). L'église Saint-Baudile allait enfin être consacrée au culte. Le 18 octobre on posait sur la façade deux anges, statues dues au ciseau d'un de nos concitoyens, Léopold Morice, et le 22 du même mois, au milieu du fronton, une statue de saint Baudile exécutée par un autre nîmois, Bosc. Quelques jours après, le 28 novembre, avait lieu la cérémonie religieuse de la consécration de la nouvelle église.

Ce fut une fête solennelle. Quinze prélats avaient été invités. C'étaient NN. SS. les archevêques d'Avignon et d'Aix. Les évêques de Digne, de Marseille, d'Hébron, de Grenoble, de Montauban, de Montpellier, d'Agén, de Valence, de Fréjus et de Viviers. Deux seulement, les évêques de Digne et de Valence, retenus par de graves devoirs dans leur diocèse, ne purent se rendre à Nîmes pour cette solennité. S. E. le cardinal Caverot, archevêque de Lyon, primat des Gaules, fut le prélat consécrateur. Malgré les graves préoccupations politiques du moment, les fidèles de la ville et surtout ceux de cette populeuse paroisse accoururent en foule pour suivre cette imposante cérémonie.

Quelques semaines plus tard dans la vaste nef récemment ouverte au culte, se pressait aussi une assistance nombreuse. Les régiments d'artillerie venaient d'arriver dans nos murs et la fête de la Sainte-Barbe, leur patronne, était célébrée à Saint-Baudile. C'était chose rare de voir à Nîmes une messe militaire avec toute la pompe qu'elle entraîne. M^r Besson voulut lui-même monter en chaire, dans cette circonstance, et avec cette éloquence remarquable qui le met hors de pair il développa devant un auditoire fait pour le comprendre cette pensée « *Militia est vita hominis.* » Après avoir rappelé en termes émus et chaleureux combien est grande et noble la vie du soldat chrétien, faite d'abnégation, d'obéissance et de sacrifices, il fit l'éloge d'un général de la grande armée, cher à l'artillerie, Drouot, qui eut l'honneur de tirer le dernier coup de canon français sur la terre d'Allemagne.

(1) Le total général des dépenses s'éleva, d'après le compte arrêté par le Conseil municipal dans sa séance du 23 décembre, à la somme de 4.445.235.000 fr. M. Mondet, l'architecte, reçut à cette occasion un témoignage de félicitation de la part de la municipalité.

Au dehors et pendant que la musique militaire de l'école prêtait son concours à cette fête, des salves d'artillerie répétées se mêlaient au son des cloches. Le soir, un grand banquet auquel assistaient les autorités civiles et les autorités militaires, eut lieu à l'hôtel Durand.

Une des plus vieilles églises de Nîmes, la seule qui ne fut pas absolument ruinée après les révolutions et les guerres religieuses du moyen âge était rendue à sa véritable destination grâce à un des membres du clergé nîmois, M. l'abbé Courant qui avait pour but, non-seulement d'ouvrir aux fidèles une chapelle supplémentaire, mais de créer une œuvre éminemment utile : l'œuvre des domestiques. L'église Sainte-Eugénie faisait partie de ces rectoreries dont nos archives parlent fréquemment et qui étaient élevées dans l'enceinte de la ville (1).

(1) Ces rectoreries étaient au nombre de dix : 1^{re} Saint-Etienne du Chemin, dans la rue de la Lombarderie, à l'endroit même où s'élevait la maison aujourd'hui en grande partie emportée par la rue Crémieux et où habitait M. le docteur Tribes. 2^e Saint-Jean-de-la-Courtine, dans le cloître du Chapitre ; il n'en reste plus de trace. 3^e Saint-Thomas, chapelle attenante aux remparts de la ville en face la principale entrée de l'Esplanade dont le nom donné à une rue rappelle l'existence. 4^e Saint-Martin-des-Arènes, dans les Arènes même, chapelle construite au XI^e siècle pour le service des habitants des Arènes. Elle fut en 1624 jetée bas par Rohan. Il n'en reste plus qu'un mur avec une baie, enchâssée dans un des arceaux relevés par M. Révoil. 5^e Saint-Etienne-de-Capduel, dont il ne reste plus trace, près la Maison Carrée. 6^e Sainte-Marie-Madeleine, près la porte de ce nom, à peu près à l'endroit où est l'église actuelle de Saint-Paul. 7^e Saint-Laurent, près le Séminaire actuel. 8^e Saint-Jacques-de-Porte-Converte, près la Porte de France. 9^e Saint-Vincent-du-Mazel, près le grand Cours.

Sainte-Eugénie était la dixième de ces rectoreries et son ancienneté ne fait aucun doute. Dans une transaction passée entre Aldebert, évêque de Nîmes et le chapitre, transaction confirmée par une bulle papale d'Adrien IV, en 1156, il est dit : « Episcopus laudat etiam illis id est canonicis, ecclesiam Sanctæ Mariæ-Magdalene quæ est de prepositura, et ecclesiam Sanctæ-Eugenie quæ est de archidiaconatu, et ecclesiam sancti Stephani juxta sedem positam quæ est de sacristia et ecclesiam Sancti-Joannis quæ est de decania ».

Jusqu'au moment des guerres de religion l'église Sainte-Eugénie continua à servir de rectorerie, la cathédrale étant la paroisse unique de la ville et le chapitre à qui elle appartenait se considérant comme curé de la ville. Lorsque les protestants démolirent toutes les églises de Nîmes en y comprenant la cathédrale, il ne resta plus debout que Sainte-Eugénie dont ils firent un magasin à poudre. Sainte-Eugénie ne fut rendue au culte que lorsque, en 1624, les catholiques étant revenus dans Nîmes, il leur fallut se réunir pour célébrer les offices divins. Tous les édifices religieux étaient à bas. Sainte-Eugénie devint alors l'église curiale. Mais reconnue trop petite, elle perdit cette qualité lorsque Fléchier fit bâtir la chapelle du Saint-Sacrement. Saïste et vendue à la Révolution-elle servit à loger des magasins et au moment où M. l'abbé Courant l'acheta, elle était occupée par un fabricant de billards, M. Bernassau. C'est dans l'église Sainte-Eugénie qu'un des chefs camisards, Ravanel, fut arrêté.

L'ouverture d'une chapelle supplémentaire était d'autant plus nécessaire que pendant un certain nombre d'années la cathédrale étant livrée aux ouvriers, le service divin était provisoirement célébré dans la chapelle du Lycée (1).

Du reste M^r Besson venait d'obtenir du pape le droit d'ajouter à son titre d'évêque de Nîmes les noms des villes d'Uzès et d'Alais, évêchés supprimés à l'époque du concordat de 1801 et obtenait aussi l'érection de son église cathédrale au rang des basiliques mineures.

Les Nimois purent jouir dans le courant de cette année d'un spectacle quise présente trop rarement dans nos murs. Quelques jeunes gens de la ville, à la tête desquels s'était placé M. Saint-Marc Rédarès, avocat, conçurent l'idée de faire une cavalcade de charité afin de venir en aide aux malheureux. Ils eussent pu, il est vrai, choisir l'entrée de l'hiver plutôt que la fin de la saison rigoureuse, mais il ne les en faut pas moins féliciter de la généreuse pensée qui les animait. J'ajoute qu'il se préparèrent et avec eux tout le monde pour que le résultat fût remarquable et ils y réussirent. Toutes les autorités facilitèrent leur tâche, et, pour rehausser la fête, l'autorité militaire alla jusqu'à envoyer à Nîmes un détachement du 25^e dragons avec sa fanfare, alors caserné à Tarascon (2).

On peut dire que la fête commença dès le samedi 10 mars. Une foule considérable se porta à la rencontre des soldats qui débouchèrent triomphalement par la rue Notre-Dame devant le café Peloux, où étaient ras-

(1) La chapelle du Lycée, devenu aujourd'hui l'ancien Lycée, fut bâtie par les Jésuites à la tête desquels étaient en ce moment le P. Mourgues. En 1672 la ville avait donné permission aux Jésuites d'agrandir leur collège « en empiétant sur la traverse qui va de la Grand'rue aux Carmes, à condition qu'ils ne dépasseront pas les piquets. » En 1673, en 1674, le Conseil de la ville donna aux Jésuites une somme totale de 49.000 livres pour contribuer à la construction des nouveaux bâtiments dont le plan fut soumis à cause de ce aux députés de la ville. Il est même dit dans une des délibérations du Conseil de ville de janvier 1676 que le P. Mourgues retranchait « absolument le grand dôme qu'il voulait faire à l'église du collège et aussi la sculpture qu'il avait résolu de faire à la voûte. » Enfin en 1674, la nouvelle chapelle était terminée et le 8 octobre de cette année, le jour de Saint-Louis le régent de rhétorique prononça une harangue dans l'église « nouvellement bâtie et destinée à l'honneur de Saint Ignace, leur patriarche, pour l'ouverture des classes. »

Mais en conséquence de l'arrêt rendu par le Parlement de Toulouse (juillet 1763) pour « remplacer les écoles, collèges, chaires des arts et théologie tenus jusqu'à présent par les soi-disant Jésuites » la chapelle et le collège passèrent à cette époque aux mains des P. de la Doctrine chrétienne qui les gardèrent jusqu'à la Révolution. Pendant la période révolutionnaire, la chapelle fut transformée en club.

(2) A cette époque les régiments de cavalerie possédaient leur fanfare.

semblés des milliers de curieux. Le lendemain par toutes les voies, par tous les chemins, par la gare, débarquaient à Nîmes, plus de 25,000 étrangers. Les boulevards étaient couverts d'une triple haie de spectateurs et partout où le cortège défilait c'était un véritable amoncellement de têtes.

Contrairement à ce qui se fait en pareil cas, les organisateurs ne s'étaient pas attachés à reproduire une scène historique ; le cortège ne présentait qu'une prodigieuse variété de costumes aussi riches qu'éclatants, de tous les temps et de tous les pays. *Almaviva* y coudoyait *Hamlet* et un Empereur romain y marchait de pair avec *François I^{er}*. Quoi qu'il en soit, la journée fut des plus fructueuses pour les pauvres et plus de 10,000 francs tombèrent dans leur escarcelle.

Il est probable que les républicains eussent jugé le résultat incomplet s'ils n'avaient pas élevé quelques critiques à l'endroit de la municipalité en général et de M. Blanchard en particulier. Le maire, se souvenant des désordres qui, l'année précédente, avaient marqué la retraite aux flambeaux donnée à l'occasion des fêtes de Jean Reboul, n'avait pas accordé l'autorisation qui lui était demandée d'en faire une dans cette circonstance. Il n'accepta pas davantage l'idée d'un grand bal au théâtre. Responsable de l'ordre, il entendait prendre toutes les mesures pour qu'il ne fût pas troublé. Les républicains crurent devoir gémir d'un tel « autoritarisme » et leurs feuilles se firent l'écho de leurs injustes doléances.

Quelques jours avant cette fête, un procès criminel retentissant avait attiré toute la population nîmoise au Palais de Justice. Dans le courant du mois de septembre 1876, des voleurs audacieux avaient pénétré dans la maison de M. Ausset, rue Jeanne-d'Arc et lui avaient soustrait environ 200,000 francs. Mise immédiatement en campagne, la police put arrêter les coupables qui s'étaient dispersés les uns à Nice, les autres à Montpellier et à Vienne. Ils comparurent devant le jury le 28 février 1877 au nombre de dix. Les débats se prolongèrent jusqu'au 4 mars. Ils terminèrent par les condamnations de sept d'entre eux, savoir : Barbier, 15 ans de travaux forcés ; Bensa, 10 ans de la même peine ; Marius Rocca, 7 ans ; Allemane, 6 ans ; Dufour, 5 ans de travaux forcés, et Séraphine Rocca femme Bavastro, 5 ans d'emprisonnement. Les nommés Vial, Bovo et Bavastro furent acquittés.

CHAPITRE DOUZIÈME

(Année 1878)

SOMMAIRE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES. — LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ. — TRAVAUX DU CONSEIL. — LA MORT DE PIE IX. — SERVICE FUNÈRE. — INVALIDATION DE M. NUMA BARAGNON. — L'ÉLECTION LÉGISLATIVE D'UZÈS ET D'ALAIS. — EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878. — LA FÊTE DU 30 JUIN A NIMES. — DUEL ENTRE MM. RÉDARÈS ET PIETRE. — LE CENTENAIRE DE VOLTAIRE. — PROTESTATIONS DES NIMOIS. — M. L.-N. BARAGNON, SÉNATEUR INAMOVIBLE. — TENDANCES ANTIRELIGIEUSES DES RÉPUBLICAINS. — ŒUVRE DES ANCIENS ELÈVES DES FRÈRES

Au lendemain de la secousse de 1877, il se présentait une merveilleuse occasion pour les républicains de montrer qu'à Nîmes la République avait fait des adhérents nouveaux et que le gouvernement réunissait la pluralité des suffrages. La loi voulait en effet que le Conseil municipal fût remplacé et le 6 janvier avait été la date fixée pour ce scrutin.

De bonne heure les deux partis en présence s'étaient préparés à la lutte ; le parti républicain avait organisé sa propagande dès le mois de décembre, recrutant des adhérents parmi ceux que le scrutin de 1877 avaient subitement convertis à l'idée républicaine. La liste républicaine comprenait :

MM. Auguste Aurès, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées en retraite ; J.-Baptiste Avenal, contre-maitre à la fonderie Bergeron ;

Jules Besson, maître maçon ; Adolphe Bosc, avocat, ancien sous-préfet d'Uzès ; Mathieu Breton, négociant en vins ; Léon Carcassonne, docteur en médecine ; Marius Castan, boulanger ; A. Chabaud, cadet, tanneur ; Marcellin Clavel, impprimeur, juge au tribunal de commerce ; Barthélemy Clément, avoué ; André Conte, expert géomètre ; François Delord, marchand de fer ; Antoine Ducret, ingénieur civil ; Léon Florens, cordier ; Numa Gilly, foudrier ; Ulyse Huet, agent d'assurances ; Daniel Jouve, négociant en vins, juge au tribunal de commerce ; Léon Jullian, négociant en cafés ; Albert Lamouroux, négociant ; Isidore Lévy, négociant ; Paul Manse avocat ; Gaston Maruéjol, avocat ; Louis Michel, avocat ; Mourgue Tur, docteur en médecine ; Paul Mourrier, propriétaire ; Alfred Nègre, négociant ; Saint-Marc Rédarès, avocat ; Auguste Rocher, bonnetier ; Louis Rouvière, pharmacien ; Louis Rozier, fabricant de vinaigre ; Alfred Silhol, propriétaire ; Jouanin Toubas, bonnetier ; Louis Verain, négociant en vins ; Amédée Villard, avoué.

Si l'on jette un coup d'œil sur cette liste, et je m'y arrête parce qu'elle a été la dernière consultation loyale qui ait été faite du suffrage universel, en ce qui touche les élections municipales à Nîmes, on s'apercevra, qu'avec une habileté consommée, on s'était attaché dans le parti à faire disparaître tous les noms quelque peu compromis dans les événements récents et susceptibles d'éveiller la défiance des électeurs. Tous ceux qui avaient figuré dans les précédentes élections ou qui avaient participé d'une façon militante aux agitations du pays se trouvèrent en dehors de la liste présentée aux suffrages de la cité. Par contre, on s'était adressé à l'ancienne société dite : « l'Association démocratique » dont plusieurs membres figuraient sur la liste. On remarquera toutefois le soin jaloux avec lequel le parti protestant avait su se réserver une part prépondérante dans la liste. En effet, sur trente-quatre noms, il s'attribuait vingt et un conseillers et deux juifs, ses alliés naturels, ce qui lui donnait une écrasante supériorité sur les catholiques. C'était un chiffre excessif dans un pays où les protestants comptent à peine le tiers de la population.

La liste catholique et conservatrice était composée comme suit :

MM. Aillaud, adjoint à la mairie ; J. Arcay, propriétaire ; L.-Numa Baragnon, député ; Berger, négociant en vins ; comte Jules de Bernis, propriétaire ; Bertrand-Boulla, manufacturier ; David Bézard, conseiller général ; Adolphe Blanchard, maire ; C. Boissier, conseiller à la Cour d'appel ; L.-M. Bouet, avocat ; Henri Boyer, avoué à la Cour ; marquis A. de Cabrières, propriétaire, ex-conseiller général ; Pierre

Chanel, liseur de dessins ; d'Everlange, avoué à la Cour ; Fabrègues-Chaber, propriétaire ; Fajon, conseiller honoraire à la Cour ; P. de Gorsse, propriétaire ; Huc, propriétaire ; Saint-Marc Langlade, ancien sous-préfet ; J.-B. Laurent, architecte, adjoint au maire ; Mathieu conseiller à la Cour ; Jules de Mèrignargues, propriétaire ; Milliarède, négociant ; J. Misse, fabricant de tapis ; Monteils-Nougarède, chef d'institution, officier d'Académie ; comte de Montlaur, ancien sous-préfet ; Raymond Pansier, conseiller à la Cour ; Adolphe Pieyre, propriétaire, homme de lettres ; Albert Puech, docteur en médecine ; A. Rebuffat, notaire ; Léon Reynaud, docteur en médecine : Rousset-Pommaret, commandant du génie en retraite ; A. de Surville, propriétaire ; Tribes (père) docteur en médecine.

Elle comprenait dix-neuf conseillers sortants.

La moyenne des voix accordées à la liste républicaine fut de 5.634 et la moyenne des voix obtenues par la liste conservatrice fut de 6.423, soit environ 800 voix de majorité en faveur de cette dernière. C'était pour le parti républicain un échec dont il s'efforçait de dissimuler la gravité, en se félicitant par l'organe de ses journaux d'avoir conquis soixante-cinq voix sur les précédents scrutins. Aussi verrons-nous deux ans plus tard la mairie prise d'assaut par une commission républicaine qui ne pourra faire triompher ses candidats que par les procédés les plus éhontés.

La cité continuait sa confiance à ceux qu'elle avait par deux fois investis des fonctions municipales et il faut avouer que jamais assemblée communale ne se montra plus sévère dans la question des deniers publics et plus prudente dans leur maniement. Les nombreux travaux qu'elle avait menés à bonne fin, ceux qu'elle avait entrepris, ceux qu'elle préparait déjà pour l'avenir étaient de nature à transformer aussi complètement la ville que ce qu'ont essayé de le faire les municipalités républicaines qui l'ont suivie. Seulement, les administrateurs conservateurs s'efforçaient de ne réaliser les améliorations qu'avec suite et de façon à épargner aux contribuables des charges trop lourdes.

Le nouveau Conseil municipal héritait tout naturellement des projets de celui qui l'avait précédé. Il adoptait en principe la reconstruction s'élevant à 136.000 fr. de la façade de l'église Saint-Charles (7 février et 7 mai) et invitait le maire à préparer les plans d'une nouvelle église pour remplacer la chapelle provisoire de Saint-François-de-Sales reconnue insuffisante, à condition que le prix ne dépasse pas 300.000 francs (7 mai). Dans la session de février, un projet d'ornementation de la Fontaine s'élevant à 15,338 francs était voté sur les conclusions

de mon rapport, et un prix de 300 francs était dans les mêmes conditions accordé à la Société de Tir. M. Bouet proposait au Conseil de nommer une commission chargée d'examiner les voies et moyens pratiques pour améliorer dans la limite des attributions du Conseil la condition des ouvriers de Nîmes. Le Conseil complétait les travaux de cette session en votant sur diverses questions secondaires et notamment une somme de 7.466 francs pour l'exécution d'une grille à l'Oratoire protestant. Il adoptait en particulier un vœu en faveur des canaux du Rhône.

Dans sa séance du 19 août, le Conseil décidait qu'il abandonnerait à l'Etat la libre disposition des 100.000 francs consacrés à l'achat ou à l'érection d'un hôtel pour le général commandant la brigade d'artillerie, à la condition pour l'Etat de restaurer la façade de la manutention donnant sur l'Esplanade. Cette façade qui était demeurée telle que la reproduit la planche que j'ai donnée de l'église ancienne Sainte-Perpétue (1) n'était plus en harmonie avec les édifices ou les maisons particulières qui environnent la place. L'Etat accepta cette transaction et acquit dans la suite pour y placer l'hôtel de la brigade, l'ancienne recette générale sise au boulevard du Viaduc, appartenant à M. Ali Margarot.

Sur le rapport de M. d'Everlange une somme de 300 francs fut accordée à un descendant du célèbre historien nîmois, Ménard. Un projet d'isolement du Petit-Temple fut repoussé à cause de l'état des finances municipales, mais il fut adopté de couvrir le cloaque infect de l'Agau entre la rue Guizot et le square Antonin. Cette excellente mesure qui complétait et terminait l'œuvre entreprise par toutes les municipalités antérieures depuis le commencement du siècle, non-seulement assainissait tout un quartier, mais ouvrait en même temps une vaste artère au milieu même de la ville.

L'extension de la canalisation était aussi à l'instar du Conseil qui l'avait précédé, un des points sur lesquels s'exerçait la sollicitude du nouveau Conseil et grâce à une plus complète régularité du service, il pouvait même abandonner à Marguerittes une concession de 5.000 mètres cubes à prendre sur la conduite principale. Le nouveau bassin de la rue Bonfa allait être terminé (2) et au moment de le mettre en charge,

(1) Tome II, planche VIII.

(2) L'exécution de ce travail, confié par voie d'adjudication à MM. Sizalon frères, entraîne des mécomptes. Les entrepreneurs se heurtèrent à des difficultés qu'on n'avait pu prévoir, dans le creusement du réservoir, et le Conseil estima qu'il leur était dû de ce chef et par toute justice une indemnité de 40.000 fr. (7 novembre).

le service des eaux dans le haut quartier était l'objet d'une étude approfondie de la part de la municipalité. Enfin le règlement de la caisse des retraites des employés de la ville fut remanié, et il fut décidé que les veuves des employés jouiraient à l'avenir de la moitié, au lieu du tiers qui leur était alloué, de la pension du défunt.

Je viens de retracer brièvement l'ensemble des travaux du Conseil au cours de cette année 1878. Je retrouve dans les délibérations de cette époque la trace de l'immense douleur qui frappa la chrétienté tout entière et qui devait trouver un écho tout naturel au sein d'une assemblée profondément catholique.

Le 7 février, le Conseil, réuni en commission, « a décidé que pour s'associer à la profonde douleur dans laquelle la mort du Souverain Pontife plonge le monde catholique, il suspendrait immédiatement ses travaux. L'ordre du jour fixé pour aujourd'hui sera repris demain. »

La nouvelle de la mort du Pape produisit par tout le monde une émotion considérable. Pie IX occupait dans l'histoire contemporaine une si grande place, que sa disparition laissait un vide immense. Figure radieuse, caractère inébranlable, douceur angélique, il avait subi les plus terribles assauts de la Révolution qui l'avait poursuivi sans relâche jusqu'au moment où elle l'avait enfermé dans le Palais du Vatican, s'imaginant du coup avoir tué la Papauté. Le diocèse de Nîmes, dans cette émotion universelle, était profondément atteint. Plusieurs de ses enfants étaient allés porter au Souverain Pontife le secours de leurs bras et de leurs armes, et les relations qui s'étaient établies entre Pie IX et le chef du diocèse avaient été tellement cordiales, tellement intimes, que quelque chose de plus que la vénération pour le Pape unissait Nîmes à la ville Eternelle.

Aussi lorsque les cloches de toutes les paroisses annoncèrent solennellement la mort du Souverain-Pontife, une profonde tristesse envahit-elle tous les cœurs catholiques qui non-seulement pleuraient Pie IX mais se préoccupaient aussi de l'avenir réservé au Saint-Siège dans les tristes circonstances où il se trouvait placé.

Un service funèbre fut célébré dans toutes les églises de la ville. Le premier eut lieu le mardi 9 février à la Basilique au milieu d'une foule énorme et profondément émue. La municipalité et le Conseil municipal au grand complet, le corps d'officiers de la garnison largement représenté, ayant à sa tête les deux colonels des deux régiments d'artillerie, les cercles catholiques, précédés de leur drapeau, voilés de crêpe, un grand concours de fidèles se pressaient autour du catafalque imposant,

orné de la tiare pontificale qui s'élevait au milieu de la nef. M^r Besson célébra la messe et donna l'absoute.

Au dehors, le deuil était partout. Les magasins étaient pour la plupart fermés, les bureaux de la mairie l'étaient également, les affiches du théâtre annonçaient elles-mêmes que sur « le désir exprimé par l'administration municipale la représentation du jour était renvoyée ». Aux fenêtres de plusieurs maisons, aux balcons des cercles étaient arborés des drapeaux noirs ou couverts de crêpe. Le 14 février, semblable cérémonie avait lieu dans toutes les paroisses et la population catholique de notre ville témoignait encore de sa profonde douleur.

Enfin le 20 février le télégraphe apportait la nouvelle que le cardinal Giacchimo Pecci venait d'être élu pape par le conclave et qu'il prenait le nom de Léon XIII. Le deuil de l'Eglise cessait dès ce moment et le monde catholique fut dans la joie.

L'élévation du cardinal Pecci à la tiare fut l'occasion d'une immense manifestation de joie à laquelle Nîmes prit une large part. Une illumination générale embrasa la ville et les quartiers catholiques. L'Assomption, la Société générale, les cercles et les bureaux des journaux conservateurs, les hôtels de l'avenue Feuchères, les maisons plus modestes des rues de l'Enclos-Rey, Tête-de-Mort, Richelieu, les façades des églises resplendissaient de mille feux, et une foule énorme parcourait ces voies illuminées par la piété des fidèles.

Par une singulière coïncidence, les quartiers républicains de la ville fêtaient l'anniversaire de la révolution du 24 février ; mais si d'un côté la population en fête, restait calme et digne, de l'autre ce n'étaient que chants, que détonations d'armes à feu, contraste significatif entre les deux manifestations.

Les républicains avaient du reste quelque sujet d'être joyeux. A force d'audace et d'habileté ils étaient arrivés à occuper le pouvoir. Les conservateurs leur laissaient une France respectée au dehors, prospère et calme au dedans, possédant des finances en bon état.

Une exposition internationale allait s'ouvrir à laquelle devaient prendre part toutes les nations. En vérité, jamais parti n'avait pris les rênes de l'Etat dans des conditions aussi favorables.

Hélas ! que firent ces politiciens de l'œuvre patiente des conservateurs ? Que devinrent nos richesses reconstituées, notre prospérité renaissante au dedans, et au dehors notre ascendant et notre grandeur ? Quelques années leur suffirent pour ruiner et abaisser la nation.

L'exposition de 1878 fut pour la France une sorte de dérivatif aux préoccupations politiques, et par un calcul adroit, le gouvernement

s'efforçant de multiplier les réjouissances pour amuser le pays. L'inauguration solennelle, fixée au 1^{er} mai, fut le premier prétexte pour organiser une manifestation républicaine, encouragée du reste par les préfets dans les départements. La plupart des grandes villes pavoisèrent. Nîmes, ou du moins une partie de la ville, imita cet exemple. Les cercles républicains et à leur tête le cercle philanthropique, les cercles du Commerce et Peloux, quelques maisons particulières pavoisèrent et illuminèrent. La fête se concentra du reste sur le boulevard entre les Arènes et le Grand-Théâtre, en quelque sorte au pied du balcon de la Loge maçonnique, *l'Echo du Grand Orient*. Là, se présenta un spectacle qui devait se renouveler dans la suite bien des fois, d'une véritable et dangereuse orgie de pétards, de serpenteaux, de coups de feu que la foule accueillait en battant des mains, célébrant inconsciemment le triomphe de la Franc-Maçonnerie. Ce n'était là qu'un essai. Le parti victorieux voulait mieux encore et rêvait d'une fête officielle.

On la fixa au 30 juin, et on appela ces réjouissances une fête nationale, à laquelle il ne manquait pour l'être que le concours d'une grande partie de la nation.

Ce n'était une fête nationale ni au sens vrai, ni au sens légal du mot, quelque désir qu'en aient eu les républicains, et même plusieurs d'entre eux trouvaient qu'il était absurde de décréter fête nationale une date improvisée ne concordant avec aucun des anniversaires de la république de 1793. Quoi qu'il en fût, on s'ingénia à réaliser une fête éclatante, autant à Paris qu'en province. Il est impossible de méconnaître qu'il y avait à ce moment un certain enthousiasme dans les idées et que la masse de la population était emportée dans une fièvre de fête et de manifestation.

A Nîmes, il y eut dès le commencement heurt incontestable entre les deux partis. M. Gizolme, que le ministère Dufaure avait remplacé, nous l'avons vu, à la Préfecture du Gard, représentait assez cette République bonne fille qui se piquait d'être aimable et semblait se complaire au déploiement des drapeaux, au bruit des musiques retentissantes, aux vivats enthousiastes de la foule. Son tempérament d'artiste éprouvait à l'aspect des préparatifs commencés, des décorations projetées un sentiment qui devait peut-être faire départir l'administrateur de son sang froid et de sa sagacité habituelle. Pour lui, il ne s'agissait plus de république ; il n'y avait plus en jeu que des couleurs éclatantes, des fanions secoués mille fois par le mistral dans des avenues inondées de soleil, il n'y avait plus que ces larges impressions que laissent les manifestations populaires vues de loin et dans leur cadre gran-

diose, que ce cirque où ondulaient des milliers de têtes, que cette fièvre de mouvement accrue par l'ardeur méridionale et l'effervescence des passions politiques.

L'artiste l'emporta sur l'administrateur et le comité privé républicain qui s'organisa en vue de célébrer convenablement le 30 juin, rencontra chez lui le plus large et le plus entier appui. Il s'échangea à cet égard entre la Préfecture où régnait M. Gizolme et la Mairie où administrait M. Blanchard deux lettres qui, dans notre histoire locale, méritaient d'être conservées.

Le Préfet du Gard au Maire de Nimes.

Nimes, le 17 juin 1876.

« Monsieur le Maire,

» Un grand nombre de vos concitoyens m'ont manifesté le désir de s'associer à la fête nationale qui sera donnée à Paris en l'honneur de l'Exposition.

» Ce désir parfaitement légitime ne peut se réaliser qu'à deux conditions :

» 1° Il faut que les souscriptions privées pourvoient à la dépense, puisque le crédit de 500,000 francs voté par les Chambres n'est applicable qu'à Paris.

» 2° Il faut que vous nous permettiez de tirer un feu d'artifice sur le Cours-Neuf, et aussi de traiter directement avec l'organisateur des spectacles des Arènes.

» Je ne mets pas en doute, Monsieur le Maire, que vous nous accordiez avec empressement ces deux autorisations, et je vous prie de vouloir bien me répondre d'urgence à ce sujet, vu le peu de temps qui nous sépare de la fin juin.

» Agréez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Préfet du Gard, GIZOLME.* »

Le Maire de Nimes au Préfet du Gard.

Nimes, le 18 juin 1876.

« Monsieur le Préfet-

» Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

» Vous voulez bien m'informer qu'un grand nombre de nos concitoyens vous ont manifesté le désir de s'associer à la fête nationale qui sera donnée à Paris en l'honneur de l'Exposition. Ce désir vous paraît

parfaitement légitime, il est aussi le nôtre, et vous me demandez, à cet effet, deux autorisations.

» Je n'hésite pas Monsieur le Préfet, à les accorder.

» Cependant permettez moi de soumettre à votre bienveillante appréciation les observations suivantes :

» Si, au lieu d'être uniquement destinée à faire resplendir toutes les merveilles de l'Exposition, la fête qui se prépare à Paris et pour Paris, eût été, au vrai sens de ce mot, une fête nationale, je me serais fait un devoir de demander au Conseil municipal un vote de fonds, et malgré la misère publique, son patriotisme eût certainement répondu à mon appel.

» En l'état, et en accédant à vos désirs, je ne peux autoriser un feu d'artifice à l'extrémité du Cours-Neuf, ainsi qu'une représentation exceptionnelle aux Arènes, qu'à deux conditions.

» La première, c'est qu'aucune affiche portant des signatures et annonçant une fête nationale, ne sera posée sur les murs ;

» La seconde, c'est qu'en dehors des deux autorisations précises, aucune autre démonstration publique ne devra se produire sur les rues ou les boulevards.

» Il y a là, pour le Maire de Nîmes, des questions de responsabilité et de dignité que vous comprendrez, Monsieur le Préfet, j'en suis certain.

» Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Maire de Nîmes, A. BLANCHARD.* »

La réponse de M. Blanchard eut tout naturellement le don de déplaire aux journaux républicains, non-seulement de Nîmes et de la région, mais de Paris même et, comme un mot d'ordre, tous réclamèrent la révocation de ce magistrat. Ces criailleries demeurèrent, il faut le reconnaître, sans écho au ministère, et certainement si à la préfecture, on était quelque peu joyeux de présider une fête publique, on n'éprouvait aucun désir que cette date fût marquée par une mesure coercitive quelconque.

Les préliminaires de la fête du 30 juin furent ce que sont, de tous temps et sous tous les régimes, les fêtes populaires. Tous les quartiers républicains et toutes les maisons des hommes politiques en vue ou prêts à jouer un rôle quelconque dans le nouveau gouvernement se couvrirent de drapeaux, de lampions et de lanternes vénitiennes. Le boulevard Saint-Antoine et la Madeleine, quartier général du parti

opportuniste (1), la Placette et les rues avoisinantes, quartier général du parti radical, disparaissaient sous une forêt d'étendards et de banderolles aux inscriptions parfois très curieuses. La fête elle-même comprenait outre les illuminations restreintes à cette partie de la ville, un spectacle gratuit aux Arènes et un feu d'artifice sur le boulevard du Cours-Neuf. Sans m'attarder à parler du premier et du dernier de ces spectacles, je dois dire quelques mots de la course de taureaux qui eut lieu aux Arènes.

L'amphithéâtre était comble, rempli non-seulement de Nimois, mais d'une foule considérable de gens du dehors, fournis principalement par la Vaunage. Un grave accident jeta la consternation parmi les spectateurs. Un sieur Poulhon, toréador, fut, par le troisième taureau, atteint en pleine poitrine et projeté à quelques pieds du sol. Il tomba inanimé pendant que ses camarades s'efforçaient d'attirer sur un autre point l'attention de l'animal. On releva le malheureux qui fut transporté à la pharmacie voisine, celle de M. Belille, et y reçut les premiers soins que commandait son état, fort grave. La fête officielle se ressentit de cet incident inattendu.

Le soir, il y eut dans les rues, des provocations de la part des républicains à l'adresse des conservateurs, suivies de rispostes et quelques rixes éclatèrent sur plusieurs points.

La manifestation républicaine avait eu de la sorte son caractère particulier, à la fois sanglant et désordonné, mais elle entraîna, de la part de la population conservatrice, une contre manifestation d'un caractère autrement grand et autrement solennel. Le hasard voulait que les réjouissances décrétées en l'honneur de l'Exposition coïncidassent avec la célébration des processions de la Fête-Dieu. Celles-ci furent cette année particulièrement splendides et pendant que les républicains ornaient leurs fenêtres de drapeaux, ils pouvaient voir dans les rues et sur les boulevards de la cité un cortège immense et recueilli, qui accompagnait le Très Saint-Sacrement. Plus de 2,000 hommes tinrent à honneur de suivre le dais de la procession dans la paroisse Saint-Charles. C'était là une protestation faite avec un tel caractère de solennité et de pacifique grandeur que nul d'entre les républicains n'osa, ainsi que certaines rumeurs le laissaient entrevoir, l'interrompre.

Mais la fête du 30 juin devait avoir un écho, et, bien certainement à mon insu, je devais y être mêlé. Le 1^{er} juillet sur la terrasse du café Pe-

(1) On sait que ce parti ti-nt depuis longues années ses conciliabules secrets chez un tailleur, M. Villaret, demeurant sur le boulevard de la Madeleine.

loux, le hasard me mit en présence du président du comité républicain, organisateur de la fête, M. Saint-Marc Rêdars. Une discussion s'éleva entre nous qui se termina par un échange de témoins. Ce furent du côté de mon adversaire : MM. Danton et Gaston Maruéjols, et du mien MM. le comte de Bernis et Saussine. Le duel eut lieu sur la frontière espagnole près de Saint-Béat. Une balle fut échangée sans résultat. Ce duel provoqua quelque émotion dans la ville.

Non contents de célébrer le 30 juin, les républicains, les purs, ceux là, il faut le reconnaître, célébrèrent le 14 juillet, puis le 4 septembre, puis le 22 septembre. Ce fut ainsi depuis le 24 février une occasion continue de tenir des banquets et de pousser des hurrahs dans le parti républicain.

Il n'en faut pas moins reconnaître que l'exposition de 1878 attira à Paris une foule considérable d'étrangers et que si l'Allemagne ne vint pas officiellement participer à cette fête internationale, toutes les nations de l'univers se donnèrent rendez-vous au Champ-de-Mars.

La France sut, au milieu de ses concurrents jaloux de l'évincer, tenir encore la première place. Notre département et Nîmes en particulier y contribuèrent pour une large part.

La liste des récompenses obtenues par nos exposants en est une preuve.

Nîmes obtint plusieurs médailles d'or qui furent attribuées à MM. Arnaud-Gaidan (fabricants de tapis) ; Bertrand-Boulla (tissus d'ameublement, imitation d'étoffes anciennes) ; Flaissier frères (tapis) ; Gravier Clément, (tapis) ; Saurel frères (tapis).

MM. Flaissier cousins (tapis) ; Sounier et Misse (tapis) ; Pignot, directeur de la maison Arnaud-Gaidan ; Rouquette, contre-maitre de la maison Bertrand-Boulla ; Guérin et Pailler (lacets) ; Germain fils (bonneterie) ; Tholozan et C^e. (bonneterie) ; Goulard aîné (peaussier) ; Révoil (architecte) remportèrent des médailles d'argent.

La carte géologique du Gard, dressée par Emilien Dumas, de Sommières et exposée par son éditeur Lombard-Dumas, remporta une médaille d'or.

Un de nos compatriotes, M. Lavastre, peintre décorateur, à Paris, était nommé chevalier de la Légion d'honneur. Certes, si les fêtes qui se succédèrent durant l'exposition eussent été françaises au vrai sens du mot, si elles n'eussent pas été marquées au coin de l'impiété ou de l'esprit de parti, elles eussent été encore plus belles, plus riches et plus remarquables qu'elles ne le furent. Malheureusement, dans son triomphe le parti républicain, guidé et dirigé par les sectes maçonniques, devait dès l'abord exclure de ses réjouissances une partie de la France,

Il obéissait à un mot d'ordre, et déjà quoique déguisée, quoique dissimulée la passion antireligieuse dictait seule sa conduite.

La politique républicaine s'était accusée nettement au lendemain de sa victoire. Les tendances antireligieuses s'accroissaient de jour en jour et la gauche de la Chambre y montrait une ardeur singulière. Le budget des cultes avait été l'objet d'attaques nombreuses et soutenues. Il eut, il est vrai, dans la personne d'un de nos compatriotes, M. Louis-Numa Baragnon, un éloquent et hardi défenseur, mais la lutte n'en fut pas moins fort vive à la tribune.

C'était, de toutes celles qu'ils allaient commettre, et Dieu sait si elles ont été nombreuses, la première faute des républicains. Ils pouvaient à coup sûr fonder un régime durable en s'appuyant nettement sur la religion et les forces conservatrices du pays, au lieu de se les aliéner. C'était vouloir de gaité de cœur se mettre la moitié de la nation à dos et se condamner à ne servir plus qu'une politique aveugle et irréfléchie de sectaire. Rien ne prouve mieux ce que j'avais plus haut en parlant du coup d'Etat du 16 Mai 1877 que l'avènement de la forme républicaine n'était que la toute puissance mise au service d'une secte philosophique.

Au milieu même des préparatifs de l'Exposition de 1878, au moment où les nations répondaient à l'appel de la France, on entendait déjà les républicains aiguïser leurs armes à la fois contre les conservateurs et la religion.

A ceux-ci ils réservaient les scandaleuses invalidations qui, ne tenant aucun compte du suffrage universel, condamnaient sans appel le verdict des électeurs, comme entaché de fraude sous les plus spécieux prétextes. A celle-là, ils préparaient une manifestation ridicule qui n'était qu'une provocation gratuite.

J'avais fait prévoir que le système des invalidations mis en pratique par la Chambre atteindrait un des députés conservateurs que le Gard avait envoyé à la Chambre en 1877. On ne pardonnait pas en effet à M. Baragnon d'avoir évincé un des 363 et on lui pardonnait encore moins son intervention dans la discussion du budget des cultes et sa logique serrée dans l'examen des élections contestées. Le député d'Uzès devait être irrémédiablement frappé et il le fut. Mais il convenait toutefois aux accusateurs et aux juges de mettre quelque forme dans leur décision. Ils nommèrent une commission d'enquête, composée de MM. Varambon, Albert Joly et Laussedat, avec mission d'entendre la protestation des adversaires de M. Baragnon et de recueillir leurs témoignages. Malgré tout l'appareil dont s'entourèrent les commis-

saires enquêteurs, les menaces, les insinuations de la presse rouge, les trois députés furent médiocrement reçus par la population et ils se hâtèrent de quitter un arrondissement où on ne leur ménageait ni les affronts, ni les rebuffades.

La Chambre n'en annula pas moins l'élection dans sa séance du 23 mai. M. Baragnon en avisa ses électeurs par une dépêche datée du Palais-Bourbon même.

« La Chambre, disait-il, vient d'annuler l'élection de votre député, c'est-à-dire de briser votre libre choix. Du pied même de cette tribune où vous m'aviez envoyé défendre vos convictions et vos intérêts, ma pensée se reporte sur vous. C'est de ce Palais et avant de sortir que je relève appel devant vous de la décision qui frappe les électeurs encore plus que l'élu. »

Cet énergique appel prouvait que M. Baragnon entendait bien recommencer la lutte. Les républicains ne s'y méprirent pas et entreprirent immédiatement leur campagne électorale. Le gouvernement fixait le scrutin au 7 juillet, laissant ainsi aux comités opportunistes tout le temps nécessaire pour préparer leur terrain. Ce qu'il fallait à peu près prévoir arriva. Les fonctionnaires que la commission d'enquête avait terrorisés, les indifférents pressés de toutes parts par la presse radicale, épouvantés par des dénonciations continuelles, firent triompher le candidat républicain. Il fallait à tout prix que M. Mallet, l'un des 363, fût renvoyé à la Chambre des députés. La réélection de M. Baragnon eût été un échec personnel pour M. Gambetta et les amis et admirateurs du leader de la gauche s'employèrent activement à le lui éviter.

M. Mallet fut élu par 11,448 voix (1) et M. Baragnon en réunit 9,665.

La victoire républicaine ne laissait aucun doute sur les moyens employés pour l'obtenir. Le vaincu du 7 juillet adressa aux électeurs une lettre de remerciements fort noble et fort digne.

Cette criante injustice était réparée quelques mois après par le Sénat. Par 137 voix contre 125 accordées à M. de Montalivet, la haute assemblée appelait à un siège inamovible l'ancien député du Gard avec M. d'Haussonville et M. Oscar de Vallée. Le département du Gard et Nîmes en particulier se réjouirent d'autant plus de l'honneur fait à un

(1) M. Mallet ne devait pas survivre longtemps à son triomphe. Il était au commencement de décembre, frappé par une attaque d'apoplexie en arrivant à Bagnols, son pays natal, où il était né en 1816.

de ses enfants que jamais il ne devait se désintéresser de leurs affaires politiques et qu'il demeurerait ainsi dans le Parlement le représentant dévoué de ses anciens électeurs (1).

Quelques mois auparavant, un autre arrondissement, celui d'Alais, avait été agité par une élection législative nécessitée par la mort de l'un des 363, M. Ducamp (2). Ce n'était plus deux partis entre lesquels les électeurs avaient à se prononcer, c'était une querelle de personnes que le collège électoral avait à vider. Deux républicains se disputaient le siège. L'un, M. Favand, un des vétérans du parti républicain d'Alais; l'autre, M. Desmons, nouveau venu dans l'arène politique, pasteur de l'Eglise réformée, tout prêt à se dépouiller de son caractère sacerdotal pour satisfaire une ambition démesurée, et se servant du sacerdoce pour en arriver plus facilement à ses fins, sans négliger de s'appuyer sur la franc-maçonnerie, M. Desmons fut battu, mais avec une adresse consommée, il sut plus tard reprendre sa revanche et se faire envoyer à la Chambre par le même collège électoral, après la mort de son compétiteur.

Ainsi donc, le parti conservateur était mis, par les nouveaux gouvernants, presque hors la loi, et le succès de ses représentants devant le suffrage universel était considéré comme un véritable attentat à la République. Ce n'était point assez aux yeux de la faction dominante. Et pour afficher hautement son caractère antireligieux elle résolut de célébrer le centenaire de Voltaire. Des députations de toutes les Loges maçonniques de France et de l'étranger furent convoquées à Paris et se réunirent à cet effet dans une des vastes salles des magasins du Château d'Eau. La secte n'épargna rien pour rendre cette manifestation aussi éclatante que possible. Ce fut un honneur pour Nîmes de protester contre l'hommage rendu à l'auteur de la *Pucelle*. Une souscription fut ouverte dans la population, ce qui permit de déposer une couronne aux pieds de la statue de Jeanne d'Arc. En même temps qu'il témoignait ainsi de son ardent patriotisme, le peuple nîmois obéissait à son profond attachement pour la religion. Il se rendit en masse le 30 mai à l'Oratoire des Tresfonds, cette antique chapelle élevée par la piété des fidèles à l'endroit où la légende affirme qu'eut lieu le martyre de saint-Baudile (3).

(1) En ce moment M. Baragnon est, dans le Parlement républicain, le seul défenseur de la cause conservatrice que possède le Gard.

(2) M. Ducamp était mort le 21 décembre 1877 à Versailles, quelques jours après l'avènement du ministère Dufaure aux affaires.

(3) Cette chapelle, située sur la colline qui domine l'Enclos-Roy, quartier des Moulins à Vents, est creusée dans le roc et renferme trois sources d'une eau excellente, re-

Pour bien marquer le sens de cette sorte de pèlerinage au sanctuaire vénéré, M. l'abbé Chapot adressa une allocution à la foule et M. l'abbé Clastron donna lecture de la récente lettre pastorale écrite par Monseigneur Besson, sur le centenaire de Voltaire.

Comme on le voit, l'athéisme officiel commençait déjà sa triste et douloureuse campagne contre les croyances religieuses du pays. Il jetait bas tout masque hypocrite et se réclamait hautement de Voltaire. La franc-maçonnerie, à la face de la nation, affichait ses prétentions, et déjà l'on pouvait prévoir que la secte allait chasser Dieu des écoles, attaquer par la calomnie et par une loi néfaste les congrégations enseignantes, s'efforçant, au nom d'une prétendue neutralité, de s'emparer de la jeunesse pour empoisonner les générations futures.

La manifestation du 30 mai avait provoqué à Nîmes le pèlerinage du même jour à Saint-Baudile.

La fête républicaine du 30 juin avait été pour les catholiques de Nîmes le signal d'une ferveur plus grande que jamais au moment des processions de la Fête-Dieu.

Les menaces qui planaient sur le corps enseignant religieux déterminèrent quelques-uns des anciens élèves de ces admirables frères des Ecoles chrétiennes à se réunir dans le but de secourir efficacement l'enseignement primaire chrétien.

Les promoteurs de cette œuvre étaient : MM. P. Auzéby, banquier ; C. Alric, négociant ; L.-M. Bouet, avocat ; E. Colomb, employé d'administration ; H. Coulet, commis-négociant ; Eug. Calenda, emballeur ; J. Goudet, négociant ; Maux, employé ; C. Méry, architecte ; J. Michel, typographe ; M. Milliarède, négociant ; H. Renoux, comptable d'administration.

M^r Besson voulut bien prendre cette courageuse association sous son haut et bienveillant patronage.

Telle fut cette année 1878, prélude d'années douloureuses où les consciences seront cruellement atteintes, où les droits les plus imprescriptibles seront foulés aux pieds.

Cependant elle fut aussi pour nos littérateurs et pour nos artistes une année féconde. M. le docteur Mazel, aux Fêtes Latines de Montpellier,

nommée pour sa pureté. On prétend qu'elle a le don de guérir les maladies d'yeux. Dans ce sanctuaire est un tombeau qui remonte aux premiers temps de l'ère chrétienne. Au-dessus de la chapelle se trouve un jardin au milieu duquel s'élève une croix auprès de laquelle on voit le célèbre laurier dont parle l'histoire et dont le célèbre félibre Frédéric Mistral a raconté l'origine dans le merveilleux discours que le grand poète prononça cette même année 1878, à Montpellier aux Fêtes Latines.

obtint une médaille d'argent pour son étude sur le *Dialecte rouerguais* et une médaille de bronze pour les proverbes de Bulman en langue d'Oc, annotés.

M. le docteur Puech remporta le prix Huguier (3000 francs) pour son travail sur la *Gynécologie*.

Au Salon de 1878, les peintres Nimois occupaient une place remarquable. M. Arus Raoul, exposait : *L'Artillerie prenant position*. M. Paul Colin : *La maison du charron à Yport (Seine-Inférieure)*. M. Charles Edouard Delort : *Un hallali dans un marché*. M. Gabriel Ferrier : *S^{te} Agnès martyre*, et un *portrait de M^{me} de R...* M. Ch. Jalabert : *le portrait de M^{me} la comtesse de W.* et celui de *M. E. G.* M. Adolphe Jourdan : *le portrait de M^{me} J.* et *les bords du Gardon*. M. E. de Montfort : *Portrait d'un sous-lieutenant réserviste*. M. Léon Pellenc : *Un paysage de la forêt de Fontainebleau*. M. Gaston Casimir : *Saadia (l'heureuse)* et un *portrait de dame*. M. Jules Salles : *Un épisode de chasse ; un jeune Breton se rendant au marché de Quimper* et un *portrait*.

Un autre artiste nimois, M. Doze, mettait la dernière main à son beau tableau : *Saint Gilles devant le roi Vanda*, destiné à l'église de Saint-Gilles ; M. Pascal, un de nos compatriotes, était chargé des sculptures du théâtre Bellecour ; M. Rey, un autre sculpteur nimois, exposait le trône épiscopal destiné à M^r de Cabrières.

Notre musée s'enrichissait d'une toile de Madame Salles Wagner, que l'auteur offrait à la ville : *Le Réveil des morts aux Aliscamps*.

M. Chardon, entrepreneur de la rue Plantier (aujourd'hui de la Banque) augmentait nos collections archéologiques de plusieurs objets antiques et notamment d'une colonne avec une inscription « nous apprenant que la colonie nimoise fit mettre sur cette colonne le buste de *Dasa* ou *Daïa* ». Ce berger Thrace, qui éleva le 1^{er} mai 305, par l'amitié de l'empereur Galère, au titre de César, se fit proclamer empereur trois ans plus tard par ses légions. De son côté M. Toquebœuf, offrait un chapiteau, historié du xii^e ou xiii^e siècle, trouvé à Marguerittes.

M. Bordarier donnait à la ville une belle collection de bronzes modernes.

Enfin j'avais la bonne fortune d'enrichir notre bibliothèque de la collection, en gravure, des statues ou bas reliefs que renferme le musée des antiques du Louvre. Ces gravures sur acier ont plus de 50 centimètres de hauteur et sont dues au burin, du célèbre graveur Bouillon, qui vivait sous Louis XVIII à qui l'ouvrage est dédié.

CHAPITRE TREIZIÈME

(Année 1879)

SOMMAIRE

LA RÉPUBLIQUE A SON APOGÉE. — ELECTIONS SÉNATORIALES DU 5 JANVIER. — DÉMISSION DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA. — M. J. GRÉVY EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — DÉMONSTRATIONS RÉPUBLICAINES. — ÉLECTION LÉGISLATIVE DANS L'ARRONDISSEMENT D'UZÈS : M. BOSCH, ÉLU. — DÉMISSION DE M. GIZOLME, PRÉFET DU GARD. — M. GIZOLME EST NOMMÉ CONSEILLER A LA COUR D'APPEL. — M. DUMAREST, PRÉFET DU GARD. — COMMENCEMENTS DE LA LUTTE RELIGIEUSE. — L'AFFAIRE DE LA RUE TAISSON A ALAIS. — MANIFESTATION CATHOLIQUE IMPOSANTE. — ÉCHEC PITEUX DU PRÉFET. — L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — PÉTITIONNEMENT DES MÈRES DE FAMILLE. — PROTESTATIONS DU CLERGÉ ET DE LA PRESSE. — CAMPAGNE DE M. BARAGNON. — SOCIÉTÉ DU SOU DES ÉCOLES LAÏQUES. — LA PRESSE RÉPUBLICAINE ET LES FONCTIONNAIRES. — NOUVELLES ATTAQUES CONTRE M. BLANCHARD. — LE BUSTE DE LA RÉPUBLIQUE. — LOUIS BLANC A NÎMES. — MANIFESTATION SUR LA TOMBE DE ROSSER. — TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL. — HIVER RIGOUREUX. — NOS ARTISTES. — MUSÉES ET BIBLIOTHÈQUE. — CONCOURS DE SCAUX.

C'est à cette date que la République prend, d'une façon incontestée, possession du pouvoir. Le loyal et chevaleresque soldat qui était placé à la présidence était un obstacle à ses entreprises. Son honnêteté et sa conscience étaient des remparts contre lesquels venaient se briser les efforts de la franc-maçonnerie. Il allait être emporté.

Le Sénat, en grande partie conservateur, avait contre lui, aux yeux des républicains, le crime irrémissible d'avoir autorisé deux ans auparavant la dissolution de la Chambre. Il se présentait, au commencement de cette année, grâce au renouvellement triennal prévu par la Constitution, un moyen d'éliminer les forces conservatrices de la Chambre haute.

Ainsi donc, dès le commencement de cette année les républicains

allaient enfin avoir partout des hommes à eux, à l'Elysée, aux Ministères, au Parlement, dans toutes les administrations, et le seul asile que la politique n'eût pas encore franchi, le sanctuaire de la justice, allait être peu après violé au profit de la secte dominante.

Qu'allait-il advenir ? L'ère de la lutte était passée, celle des difficultés comme disait le chef des Gauches, Gambetta, allait commencer. Et, le rédacteur du *Times*, M. de Blowitz, cet anglais nommé officier de la Légion d'honneur par un ministre républicain, M. de Marcère, pouvait écrire ironiquement et presque prophétiquement, au commencement de janvier 1879 : « L'astre de la République atteindra son apogée le 5 janvier prochain ; le 6, il entrera dans la période de décroissance. On ne peut encore calculer combien de temps cette période durera..... jusqu'à ce que l'extinction soit complète. » A l'heure où j'écris ces lignes, moins de neuf ans après, la République se débat méprisée, honnie, au milieu des ruines qu'elle a accumulées autour d'elle. Et par un éclatant contraste, le chef qu'elle s'était donnée, au moment de son apogée, tombe honteusement avec elle, donnant le spectacle de toutes les bassesses et de toutes les cupidités.

Le soldat qu'il avait remplacé laissait une France prospère, toute enivrée de l'Exposition universelle et de ses succès, respectée et même recherchée au dehors, riche et calme à l'intérieur. M. Grévy l'abandonne à la veille d'une Exposition qui est un épouvantail pour l'Europe, presque à la veille d'une guerre étrangère, humiliée, ruinée et avec l'émeute dans la rue. L'un descendit du pouvoir noblement et fièrement, appauvri par ses largesses et grandi par sa loyauté. L'autre en a été ignominieusement chassé, enrichi par sa rapacité et diminué par les honteux trafics qu'il abritait sous son propre toit...

C'était bien au 5 janvier 1879 que la République atteignit son apogée comme l'écrivait M. de Blowitz. A cette date avaient lieu les élections sénatoriales. Le Gard n'était pas compris dans la série renouvelable, mais avait à remplacer M. Bonnefoy-Sibour, décédé. Les conservateurs présentèrent M. de Tarteron, qui s'était acquis dans toutes nos assemblées politiques la plus haute estime et la plus légitime considération pour son talent et sa droiture. Les républicains soutenaient M. Gazagne. Ce fut celui-ci qui l'emporta. Les élections sénatoriales furent en majeure partie républicaines.

Le 30 janvier, le maréchal de Mac-Mahon préféra se démettre que de signer la révocation des généraux auxquels étaient confiés les grands commandements militaires. Il fut remplacé par M. Jules Grévy qui au Congrès obtient 563 voix sur 713 votants.

Cette élection produisit parmi les républicains de notre ville une véritable effervescence. Elle fut le signal de manifestations bruyantes qui se prolongèrent pendant quelques jours. Comme on pouvait s'y attendre du reste, M. Blanchard fut en butte aux insultes de la populace qui alla sous les fenêtres de sa demeure particulière chanter le *Ça ira* et la *Marseillaise*. Ce fut, d'autre part, le même empressement à pavoiser et à illuminer, comme on l'avait fait l'année dernière. Le préfet M. Gizolme ne fut pas le dernier à donner le signal, mais cette administrateur était déjà suspect au parti qu'il servait. Les radicaux levaient déjà la tête. Ils venaient de faire élire l'un des leurs député dans l'arrondissement d'Uzès. Ce siège était vacant par la mort de M. Mallet, l'ancien adversaire de M. Baragnon. Un de nos compatriotes, avocat au barreau de Nîmes, M. Bosc, qui déjà avait, au 4 septembre 1870, été nommé sous-préfet d'Uzès par M. Laget, se présenta aux suffrages des électeurs en concurrence avec M. Aristide Dumont, conservateur. M. Aristide Dumont, ingénieur connu, qui avait jeté les premières bases d'un canal d'irrigation, véritable bienfait pour tous et notamment pour l'arrondissement d'Uzès qu'il devait traverser, pouvait espérer à raison de ses travaux, de sa compétence et de ses projets réunir le plus grand nombre des voix du collège électoral. Mais d'un côté l'arrondissement d'Uzès était littéralement terrorisé par le radicalisme et de l'autre le suffrage universel se laissait plutôt bercer par les flagorneries du candidat radical que séduire par la promesse d'un canal sauveur.

M. Aristide Dumont ne réunit que 7623 voix et M. Bosc triompha avec 9403.

Ce succès des radicaux menaçait directement M. Gizolme, dénoncé comme modéré. Mais en homme habile, il n'attendit pas la disgrâce qu'on lui réservait, et il préféra donner sa démission. Le gouvernement appela pour le remplacer un homme qui avait déjà joué un certain rôle politique dans une ville voisine. Avant d'appartenir à l'administration, M. Dumarest écrivait dans la *Liberté* de l'Hérault et avait été condamné sous l'Empire, à la suite d'un procès de presse à quelques mois de prison qu'il ne fit du reste jamais. A ces titres, M. Dumarest en joignait d'autres qui devaient le signaler au choix des gouvernants du jour. C'était un anticléric, Il venait de faire ses preuves dans le département du Finistère qu'il administrait et où il s'était rendu légendaire pour ses attaques à la religion et plus particulièrement aux Frères de la Doctrine chrétienne. M. Dumarest a eu la triste mission d'être dans notre département l'exécuteur des basses œuvres

de la République. Pendant que son successeur entra à la Préfecture, M. Gizolme recevait de la République un siège de conseiller à notre Cour d'appel. Plus tard, M. Cazot le faisait nommer officier de la Légion d'honneur. On ne peut s'empêcher, en voyant la hâte avec laquelle M. Gizolme se retirait de la vie politique républicaine pour se renfermer dans l'inamovibilité, de se demander quelle est donc cette République qu'un homme aussi droit, aussi considéré, aussi rigide ne puisse l'habiter qu'à la condition d'être assis sur un siège inamovible.

L'arrivée de M. Dumarest à Nîmes fut, pour ainsi dire, le signal de cette persécution religieuse inaugurée par la troisième République. Le nouvel administrateur était en effet membre actif de la maçonnerie et ne pouvait rien refuser à la secte. Mais cette persécution à Nîmes, fut plus particulièrement dirigée contre les catholiques, Fidèles à sa vieille tradition, à ses anciennes menées, le parti protestant-sectaire eut vite fait à Nîmes de rouvrir la question religieuse. Nous allons à partir de ce moment assister à cette curieuse évolution qui va mettre, dans le Gard, à peu près tous les postes en vue aux mains des protestants. Le Conseil de Préfecture fut le premier atteint. MM. de Tessan et Curnier, catholiques, furent remplacés par MM. Verdier-Havard et Cambon, protestants. M. Dumarest se livrait entièrement aux sectaires dont il se fit le serviteur dévoué.

Ses premiers actes administratifs présentent le double cachet, de la haine contre la religion et contre le catholicisme. A peine installé à la Préfecture, il révoqua de nombreux instituteurs congréganistes et des fonctionnaires subalternes coupables à ses yeux d'attachement à leur religion. Il prononça la fermeture des cercles catholiques d'Alais, et, à son instigation, la musique l'*Alaisienne* reçut l'ordre du Maire de cette ville de ne plus sortir. Il encouragea les entreprises de la municipalité Alaisienne contre les Frères des écoles chrétiennes.

Ceux-ci occupaient, rue Taisson, un local qui leur avait été donné par voie testamentaire ; leur titre de propriété était parfaitement régulier, indiscutable, mais les républicains avaient résolu de s'en emparer et ils employèrent la force pour expulser les congréganistes de chez eux. Cet attentat souleva à Alais un immense cri de réprobation et l'écho en vint jusqu'à Nîmes. Les catholiques d'Alais vinrent se masser autour du local occupé par les Frères pour défendre ceux-ci contre les entreprises de l'athéisme officiel. La manifestation imposante qu'ils organisèrent à cet effet fit quelque impression sur la municipalité et sur le sous-Préfet. M. Dumarest, qui avait, sinon conseillé

du moins encouragé cette violation d'un domicile privé, se vit obligé de se rendre à Alais où l'ordre menaçait d'être troublé et où la municipalité impuissante se débattait contre l'indignation et la colère de la foule ameutée. Cette première campagne de l'administrateur du Gard tourna à sa confusion.

A sa vue, une formidable tempête de sifflets s'éleva de toutes parts et un concert de malédictions accueillit sa première apparition dans la seconde ville du département. En même temps, la justice, saisie du litige, prononçait par la voie du tribunal d'Alais, la réintégration immédiate des Frères dans leur local de la rue Taisson. C'était un double échec et une double humiliation, car notre compatriote, M. Bouet, l'éloquent avocat catholique, était de son côté l'objet d'une ovation enthousiaste de la part des catholiques d'Alais. M. Dumarest conspué par l'opinion publique, condamné par la justice, n'eut d'autre ressource que la fuite pour éviter le verdict de l'une et qu'une honteuse échapatoire pour s'opposer aux arrêts de l'autre. Il prit un arrêté de conflit qui allait porter la question devant un tribunal administratif, présidé par M. Cazot, garde des sceaux. Ce dernier acceptait ainsi d'être à la fois juge et partie. C'était un des premiers écœurements que la République réservait au pays que cette parodie de la justice.

Au reste, le maire d'Alais, le préfet du Gard et M. Cazot voulurent se venger, et on put lire, peu après, un arrêté révoquant M. Bourgogne, pharmacien-chimiste, de ses fonctions de membre du conseil d'hygiène de cette ville pour avoir pris part à la manifestation catholique.

L'attentat de la rue Taisson excita la plus violente émotion non-seulement à Nîmes et dans le Gard, mais dans la France entière. C'était le premier pas dans cette voie de spoliations, de dénis de justice, de haine religieuse dont la République donna dans la suite de si fréquents exemples. La guerre à la religion et surtout à la religion catholique était ouvertement déclarée. Le combat était engagé et pour que le pays comprit bien qu'il serait mené avec la dernière âpreté et la plus cruelle énergie, à son retour d'Alais, le préfet se prit à remanier la commission des hospices de Nîmes. Trois protestants et un seul catholique y furent admis. C'étaient MM. Margarot, Léon Penchinat, A. Silhol et Seigle. Les passions religieuses étaient réveillées et la paix confessionnelle, jusqu'ici à peu près maintenue dans notre ville, était rompue, au profit d'un parti qui rencontrait enfin dans les pouvoirs publics plus qu'un allié, presque un apôtre.

La situation devenait grave, et les catholiques le comprirent si bien qu'ils durent mettre tout en œuvre pour sauvegarder les écoles chré-

tiennes. Celles-ci étaient menacées trop directement pour qu'on ne s'occupât pas de leur avenir. Un comité se forma dans le diocèse de Nîmes, se donnant pour mission non-seulement la défense, mais encore l'entretien des écoles congréganistes. Il se divisait en deux sous-comités : L'un, celui des juristes, se composait de MM. Balmelle, Boyer, Baragnon, Brunel et Bouet, avocats, et de MM. d'Everlange et Banal, avoués. L'autre, le comité des finances, se composait de MM. le baron de Fontarèches, Dufau, Benoist-d'Azy, Ch.-Alex. de Trinquelagues, Demians, Louis de Bouillargues, de Jassaud et Barnouin. On s'occupa en même temps de constituer une caisse, qui trouva ses premiers éléments dans une série de quêtes qui se firent au Théâtre d'Été les 22, 23 et 24 décembre, sous la présidence du duc de Fitz-James, et qui produisirent une somme de 750 francs. C'était l'embryon de l'œuvre des écoles libres du Gard, que la suppression des écoles congréganistes publiques rendit indispensable, et qui trouva dans la personne de M^r l'Evêque non-seulement une protection éclairée, mais une inépuisable ressource.

Fait tout à l'honneur des femmes catholiques de Nîmes, ce furent elles qui les premières s'agitèrent pour leur foi menacée. Le parlement républicain était saisi de la loi Ferry qui en chassant Dieu de l'école, livrait les enfants aux dangers d'une éducation toute matérialiste. Les mères de famille de Nîmes organisèrent un vaste pétitionnement contre cette loi inique et protestèrent en termes indignés contre cet attentat monstrueux.

Aux paroles émues des mères de familles vint se joindre l'éloquence de l'Église. Mgr Besson, de concert avec les archevêques et évêques des diocèses voisins, dans une magnifique lettre qu'il adressait au Parlement le 5 avril, s'élevait avec la dernière énergie contre les projets du gouvernement. Peu après, la presse catholique de France faisait entendre aussi sa voix, et deux journaux de Nîmes, le *Nouveau Journal du Midi* et la *Gazette de Nîmes* s'associèrent aux légitimes réclamations de leurs confrères.

Des hommes d'un haut talent parcoururent la France pour généraliser le mouvement de protestation entrepris contre les empiètements de l'athéisme officiel. Nous retrouvons au milieu d'eux M. L.-Numa Baragnon (1), qui se faisait entendre à Paris dans la salle Rivoli et dans la salle Wagram, à Lyon, à Chambord, à la Roche-sur-Yon, à

(1) Le 45 mai S. S. Léon XIII éleva le sénateur Baragnon à la dignité de Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Nantes, à Amiens, défendant devant ses auditeurs et ses adversaires, avec une logique écrasante et un talent hors ligne, les droits imprescriptibles des pères de familles et dénonçant avec vigueur l'attentat que méditaient les républicains.

Qu'importaient aux républicains ces plaintes unanimes, ces cris d'indignation, ces supplications de femmes épouvantées de l'avenir ? Ils n'en poursuivirent pas moins leur œuvre de haine, avec une opiniâtreté digne, à coup sûr, d'une meilleure cause. Les assemblées délibérantes dans lesquelles ils possédaient la majorité, Conseils généraux, d'arrondissements, municipaux même, émirent des vœux en faveur des lois imaginées par M. Ferry. Le Conseil général du Gard fut de ce nombre.

Ils organisaient sur différents points du territoire, des sociétés, dites du Sou des Ecoles laïques, et bientôt chaque grande ville eut la sienne. Les fondateurs de celle de Nîmes furent MM. François Rouvière, Bosc et Salvaing (1) (18 février). La politique d'ailleurs envahissait tout, dominait tout, laissant au second plan les questions les plus importantes et les plus urgentes. La Chambre, par exemple, ne prenait même pas le temps d'examiner la proposition si pratique que lui faisait un député conservateur de la Charente, de secourir les départements envahis par le phylloxera. Les affaires les plus pressantes étaient écartées pour ne s'adonner, avec une sorte de fureur, qu'aux lois de politique pure ou à l'épuration administrative. Les réformes, si désirées par tous, étaient renvoyées aux calendes grecques. Le pays subissait le contre-coup de ce déchaînement des passions. Les journaux étaient ouverts aux polémiques les plus acerbes. C'était entre les administrés et les administrateurs un perpétuel conflit, un assaut de récriminations, de dénonciations, la querelle passée à l'état continu. La presse républicaine donnait le ton à ce désordre des esprits et à cette incohérence des idées. Elle s'ouvrait complaisante aux élucubrations du moindre villageois qui avait à satisfaire de vieilles rancunes ou aux criaileries de politiciens des villes, poussés par l'ambition. Dans la région, le *Petit Méridional*, s'imprimant à Montpellier, ne cessait d'attaquer et de dénoncer tout le monde. Les rares conservateurs qui occupaient encore des fonctions électives ou administratives, étaient journellement désignés aux coups du gouvernement. Les républicains en place, à ses yeux trop modérés, étaient également en butte à ses violences. Ce fut le *Petit Méridional* qui ébranla la situation de M. Gizolme, préfet du Gard,

(1) Trois protestants.

ce fut lui qui provoqua la révocation de M. Babled, procureur-général (1). Ce fut lui qui organisa contre M. Blanchard une nouvelle taquinerie qui fit quelque bruit dans notre ville.

Sous prétexte que le Maire de Nîmes et son Conseil municipal n'avaient point placé l'effigie de la République dans la salle des séances du Conseil, la feuille de Montpellier ouvrit une souscription pour offrir un buste à la municipalité. La population républicaine répondit avec ardeur à cette invitation et ce fut avec un appareil joué que des délégués des cercles républicains allèrent présenter au maire le buste dont ils avaient fait l'acquisition. M. Blanchard répondit avec beaucoup de justesse qu'il ne pouvait accepter un don fait dans des conditions ironiques manifestes et que, du reste, les souscripteurs arrivaient trop tard, la mairie possédant, depuis longtemps déjà, un buste semblable. Cette réponse ne fut pas du goût du *Petit Méridional* et de ses amis, qui firent intervenir le Préfet, M. Dumarest, dans la question.

Poussé par les sectaires et esclave de la loge maçonnique, M. Dumarest, quelque peu effrayé d'ailleurs des agissements de la feuille rouge, s'empessa de déférer au désir qu'on lui témoignait. Il entra en pourparlers avec M. Blanchard, et la question soulevée fut tranchée à l'amiable, ainsi que le maire l'annonça au Conseil municipal dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de la session de mai. M. Blanchard voulut même donner lecture de la dernière phrase de la lettre préfectorale qu'il avait reçue à ce propos : « Je serais heureux, Monsieur le Maire, écrivait M. Dumarest, que la municipalité de Nîmes me donne lieu à la remercier d'un acte où je verrai à la fois la manifestation de ce respect pour les institutions légales du pays, que vous avez bien voulu m'exprimer en son nom, et le gage des sentiments de concorde que j'espère voir toujours entre nous. » Cet incident caractéristique est une preuve indéniable de l'hostilité des républicains de Nîmes à l'égard de la municipalité conservatrice qu'ils n'avaient pu évincer devant le suffrage universel et qu'ils allaient poursuivre jusqu'à ce que le préfet, tiraillé, commandé, se résolut à leur donner arbitrairement le pouvoir.

Dans de telles conditions les deux partis en présence, conservateurs et républicains étaient forcément entraînés à des manifestations enthousiastes, les premiers pour montrer que leur nombre ne diminuait pas et que leurs espérances n'étaient point atteintes par l'intolérance républicaine, les seconds pour en imposer, s'il était possible, à leurs adversaires.

(1) M. Babled avait été nommé procureur-général près la Cour de Nîmes le 28 janvier et avait remplacé M. de Veaux.

Le parti républicain après avoir organisé le 14 juillet, un meeting de protestation sur la tombe de Rossel, au cimetière protestant, appela Louis Blanc qui fut reçu à la gare par MM. Bosc, Bousquet et Favand et par une foule considérable et bruyante. L'ancien membre du gouvernement provisoire de 1848 fit au Grand Théâtre une conférence sur la question sociale. Un mois après, un autre républicain, M. G. Naquet, venait faire au Théâtre d'Été une conférence sur le divorce.

Le 29 septembre, de leur côté, les royalistes se réunirent au nombre de huit cents dans un grand banquet qui eut lieu à la corderie Rouzeau, située au Mont-Duplan, sous la présidence de M. Ferdinand Boyer. De nombreux toasts furent prononcés par les notabilités du parti et une adresse au Roi fut signée séance tenante.

Au milieu de ces conflits incessants et de ces attaques continuelles, le Conseil municipal n'en continuait pas moins à apporter tous ses soins et toute sa sollicitude à la gestion des affaires municipales.

Dans sa session de février, il vota la création d'un musée industriel dans le local de la Calade, affecté à l'Ecole de fabrication, au moyen d'une subvention envoyée à cet effet par l'Etat à la ville. Il ordonnait des études pour la construction d'un certain nombre de guérites d'octroi et adoptait la suppression des droits sur les huiles. Il décidait que des réparations seraient incessamment faites au péristyle du Théâtre et que notamment l'escalier qui règne sur la façade serait refait ; il décidait également que l'éclairage de la place de la Madeleine serait augmenté. Pour répondre aux justes réclamations des habitants de la rue Notre-Dame, il proposait au service des Ponts-et-Chaussées de s'associer dans la mesure d'un tiers à la construction de trottoirs dans cette importante artère. Il adoptait les conclusions du rapport de M. de Cabrières en ce qui touchait les réparations à exécuter d'urgence à l'école protestante de la rue des Bénédictins et consacrait à ce travail une somme de 9.400 francs. Enfin, après avoir voté une somme de 250 fr. pour achats de livres (méthode Carpentier) destinés à l'école protestante de la rue Pavée, le Conseil augmentait de 550 francs les traitements du personnel enseignant de cette confession, à charge par lui de garder désormais les élèves dans les écoles publiques une heure de plus le matin et une heure de plus le soir.

Les intérêts généraux du pays ne laissaient pas d'ailleurs le Conseil municipal indifférent, et au cours de cette même session, il émettait un vœu favorable au rachat du canal de Beaucaire par l'Etat. A la session de mai, il adoptait un vœu tendant à obtenir la création d'un bassin de refuge au Grau-du-Roi.

Les travaux de la session de mai portèrent, outre les affaires courantes, sur l'entretien des promenades publiques qui fut porté de 3.700 à 5.700 francs, sur l'installation des tableaux au nouveau musée et sur le catalogue de nos inscriptions lapidaires par M. Germer-Durand.

Le budget municipal était réglé à la session du mois d'août et se soldait par un excédent de recettes de 61,802 francs. Le Conseil décidait que sur cette somme, 25,000 francs seraient consacrés en première ligne à la couverture des lavoirs, qu'une somme de 20,000 francs serait ensuite extraordinairement donnée à titre de subvention aux hospices et que le restant serait consacré à l'installation des différents musées dans l'ancien hospice de Charité. La question du service des eaux dans les hauts quartiers était agitée et il était décidé, pour le moment, d'y surseoir, à raison du chiffre élevé de la dépense que nécessiterait l'installation d'une machine sur les hauteurs dominant le quartier de la Poudrière. Du reste la canalisation de la ville était énergiquement poursuivie, et à Saint-Césaire, aux portes duquel venait des'arrêter la dérivation votée l'année précédente, on étendait la distribution des eaux dans tout le hameau.

L'hiver de 1879-1880 s'annonçait comme devant être très rigoureux. Le Conseil s'était ému déjà de la cruelle situation faite aux ouvriers par l'inclémence de la température. Dès le 11 novembre, en session ordinaire, il votait 3,000 francs pour les fourneaux économiques, mais il se réunissait extraordinairement le 12 décembre pour ordonner la distribution gratuite de soupe, de charbon et pour voter des fonds destinés au dégagement des couvertures du Mont-de-Piété. La France était depuis le commencement de décembre ensevelie sous une vaste couche de neige. Toutes les voies ferrées étaient obstruées et les courriers n'arrivaient pas. Le thermomètre descendait dans certains endroits presque aussi bas que pendant le terrible et désastreux hiver de 1870-1871 ; à Nîmes, il atteignait, le 12 décembre, 9 degrés au-dessous de zéro. Le Parlement se préoccupa de son côté de cette situation et vota des fonds pour la classe nécessiteuse.

De toutes les questions que le Conseil municipal eut à aborder en 1879, la plus complexe et la plus grave était celle des halles centrales. On réclamait beaucoup contre l'état de nos marchés centraux indignes, il faut le reconnaître, d'une grande ville. L'exécution projetée avait suscité beaucoup de projets et éveillé bien des jalousies pour le choix de l'emplacement. Les intérêts privés s'agitaient et multipliaient les obstacles pour écarter l'adoption du projet concurrent.

Il se présentait à cet égard une conception grandiose qui pouvait, en

résolvant la question, contribuer dans la plus large mesure à l'embellissement de notre ville et à l'assainissement de certains quartiers. Il était de prime abord évident qu'il convenait de choisir l'emplacement nouveau, à proximité de l'emplacement ancien. A cet égard, le plus sage était de se servir de tout le pâté de maisons situé entre la rue de l'Agau et la place Belle-Croix. C'était faire pénétrer le jour et la lumière dans les vieilles rues des Orangers et de l'Ancienne-Poste et rendre obligatoire l'élargissement des artères existantes entre le boulevard et la rue de l'Agau. C'était également embellir la rue de l'Agau dans sa section la moins large et la plus ancienne. L'élargissement de la rue Saint-Castor s'imposait par suite. Dès lors, l'ensemble des grands travaux à exécuter comprenait l'agrandissement et la régularisation de la place de la Cathédrale sur laquelle on aurait érigé la statue de Fléchier, répondant ainsi au vœu exprimé par M^r Besson, le prolongement de la rue Guizot jusqu'à la rue de la Madeleine et de la rue de la Trésorerie jusqu'à cette même rue, et enfin à la place de l'ancien couvent des sœurs de la Miséricorde, on aurait créé un square, au centre duquel aurait été placée la statue de Guizot, qui trouvait sa place naturelle à côté de la rue qui porte son nom.

Plusieurs entrepreneurs, entre autres MM. Benoit et Delmas, présentèrent à la ville, des projets avantageux, en vue de l'érection des Halles centrales. Une commission fut nommée dans le sein du Conseil municipal avec mission d'étudier les transformations à opérer. Ses travaux marchèrent trop lentement et de fatales tergiversations entravèrent son action. Ce ne fut qu'au mois de mai 1880 que l'on put se mettre d'accord. M. Bouet, rapporteur, fut chargé de soutenir le projet Benoit et Delmas qui avait rallié enfin les avis de la majorité. On s'était décidé à l'emplacement que je signalais ci-dessus entre la place Belle-Croix, rue des Orangers, rue Xavier-Sigalon et rue de l'Ecole-Vieille. Le cahier des charges fut dressé et le Conseil l'approuva. Nous verrons dans le chapitre suivant ce qu'il en advint et combien ceux qui avaient empêché de résoudre dès le principe cette importante question furent ceux-là même qui dans la suite y perdirent le plus.

Le Conseil municipal adopta l'acquisition qui lui était proposée, du musée Pocheville et Cordet (1) Cette magnifique collection de plâtres, résultat de plusieurs années de patientes recherches et de minutieux

(1) Acquis en 1879, cette collection remarquable n'est pas, grâce à l'incurie des municipalités républicaines qui se sont succédées depuis, encore mise à la disposition du public.

travaux, offre tous les types décoratifs de l'école romane. MM. Pocheville et Cordet ont, par des moulages intelligents, relevé les trésors romans du midi de la France à l'époque de sa pureté, c'est-à-dire au ^x^e et ^x^e siècles : les chapiteaux des cloîtres d'Arles, d'Aix, de Vaison, les fragments de la maison de la rue de la Madeleine à Nîmes, l'Apocalypse, l'ancien et le nouveau Testament, toute la vie du Christ, des ornements trouvés dans l'église d'Aix, le cathédrale d'Arles et son portique, les églises de Sainte-Marthe (Tarascon), de Cruas, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Saint-Gilles, de Nîmes, etc., etc. Par une délibération postérieure, le conseil enrichissait notre musée des esquisses, gravures et toiles de la collection de Jusky (1) d'un buste de Florian, d'un tableau de Ferrier, *David tuant Goliath*, et de deux bustes de Léopold Morice.

C'est un hommage à rendre à la municipalité de cette époque que cette constante sollicitude pour les Beaux-Arts, pour la littérature et la science. Plus tard, sous l'administration républicaine, nous verrons nos musées, nos collections, nos galeries artistiques dispersées, mal entretenues, logées à la diable dans des locaux insuffisants ou ridicules, quelquefois même préjudiciables aux richesses qu'ils contiennent. Aberration d'autant plus coupable que notre ville s'est toujours, parmi tant d'autres en France, distinguée par son amour pour les sciences, les lettres et les arts. Presque chaque année, il m'a été donné d'enregistrer les succès de nos compatriotes en maintes occasions ; en 1879, j'ai à noter les lauréats du concours ouvert à Sceaux, à l'occasion de la fête de Florian, par la Société la *Cigale*. Cinq sujets étaient mis au concours : Le premier *Florian à Sceaux* qui donnait le prix unique à M. Paul Gaussen, d'Alais et la première médaille à M^{lle} Léontine Goirand, d'Alais. Le troisième, *Le Félibrige* valut un nouveau prix unique à M. P. Gaussen et une mention à M. Bard, conservateur gardien de la Maison-Carrée de Nîmes. M. Léonce Dupont, de Nîmes, remporta une deuxième

(1) Jusky Ch. est né à Uzès. Dès 1819, il obtenait une médaille à l'exposition de Paris. A Nîmes l'église Saint-Baudille possède de lui : *Saint Joseph sortant de prison*. A Uzès. l'église Saint-Etienne a le *Mariage de la Vierge* et l'église du Pont-Saint-Espirit *Saint Pierre recevant les clefs du Paradis*. On doit à son pinceau le *Passage de la duchesse d'Angoulême au Pont du Gard*, acquis par la duchesse de Berry. Un Savoyard que possède M. Espérandieu de Nîmes, *Les Baigneuses* à M. Albin de Montvaillant, mon beau-frère, les portraits de Mgr de Chastoy, de la princesse Albani, de la reine J'Espagne, du prince Ch. de Rohan, du général des Capucins. Il paraît que Jusky a été accusé d'avoir peint à Uzès un écriteau obscène. Jusky est mort en 1878.

médaille pour la traduction d'une fable (quatrième sujet) et M. Fesquet, pasteur à Cognac, fut aussi médaillé pour son essai de prose en langue d'Oc.

De son côté M^{lle} Louise Giraud (1), auteur de « la Faute d'un Père » obtenait un des quatre prix (1000 francs) mis au concours par le ministre de l'Instruction publique dans le but d'encourager les auteurs des publications nouvelles destinées aux bibliothèques pénitentiaires.

La société d'horticulture du Var décernait à Madame la duchesse de Fitz-James une médaille d'or pour la multiplication en grand des cépages américains. Le lauréat s'était mis à la tête de toute une école de viticulteurs et préparait les nombreux travaux qu'on lui doit sur la matière. Madame la duchesse de Fitz-James trouvait dans le congrès viticole qui se tenait, au mois de septembre de cette année, dans l'ancien hospice du boulevard Saint-Antoine, sa place à côté de conférenciers remarquables venus de divers points de la France. Dans le monde des viticulteurs on passait du reste de la théorie à la pratique et pendant que M. Molines organisait dans son domaine de Puech-Ferrier, route de Saint-Gilles, un concours de greffages de vignes américaines, la commission départementale du phylloxera se réunissait et décidait de créer près du Stand, rue de Bouillargues, une pépinière départementale. La commission consacrait à cette création la somme de 20,000 fr. qui lui avait été allouée par le conseil général et le ministère de l'agriculture pour aider à la reconstitution du vignoble du Gard.

Un de nos célèbres contemporains, M. Gaston Boissier, était fait officier de la Légion d'honneur. Né à Nîmes le 15 août 1823, Gaston Boissier fit ses premières études à notre lycée et les compléta ensuite à Paris, à Sainte-Barbe et à Louis-le-Grand. Il revint à Nîmes comme professeur de rhétorique et y resta dix années pendant lesquelles il communiqua nombre de ses travaux à l'Académie de Nîmes. Le 8 juin 1876, l'Académie française lui ouvrait ses portes en remplacement de Patin.

La mort frappait un académicien, presque notre compatriote, M. Urbain Dortet de Tessen, frère du chanoine de Tessen, doyen du Chapitre de la Basilique de Nîmes. Né le 25 août 1804 au Vigan, M. de Tessen faisait partie de l'Académie des sciences depuis 1861. Il était en outre officier de la Légion d'honneur depuis 1843. Il fit, en 1837, partie comme ingénieur hydrographe du voyage de la *Vénus* autour du monde. Il est l'auteur de la partie de Physique dans le *Voyage autour*

M^{lle} Giraud, de Lasalle (Gard).

du monde d'Abel du Petit-Thouars (1844), a annoté la *Description des côtes de l'Algérie* de A. Bérard, et écrit quelques mémoires fort estimés.

Un de nos concitoyens. M. Guillaume Dombre, mourait cette même année laissant une somme de 60,000 francs à la maison de santé évangélique (1).

Enfin la nécrologie de cette année doit mentionner la mort, à Lascours près Ribaute, de M. le baron de Lascours, fils du général de ce nom, et de M. Boissel, un des plus vaillants soldats de la cause royaliste qui avait été en 1870-1871 porte drapeau de la garde nationale.

C'est au courant de cette année 1879, le 1^{er} juin, qu'un triste événement vint à la fois jeter la consternation parmi les bonapartistes et modifier sensiblement la situation politique.

Le fils de l'Empereur Napoléon III, le prince impérial, devenu par la mort de son père (9 janvier 1873), prétendant au trône de France était parti au mois de février 1879 pour le cap de Bonne-Espérance, où il allait avec ses camarades de Woolwich faire dans l'armée anglaise campagne contre les Zoulous. Dans une reconnaissance sans importance au ravin d'Ulundi, le prince était masssacré par les sauvages. Né le 16 mars 1856, le prince n'avait donc à ce moment que 23 ans. Dès sa majorité, le 16 mars 1874, il avait nettement affirmé sa candidature au trône, se déclarant prêt « à accepter la responsabilité que lui imposerait le vote de la nation ». Il est certain que si le jeune prince eût vécu, avec l'énergie qu'on lui connaissait, il eût pu remonter sur le trône.

Ce n'est pas un des faits les moins curieux de cette année que l'affermissement du régime républicain à l'intérieur, et, à l'extérieur, la disparition du prétendant le plus entreprenant et le plus actif.

(1) Cet établissement est dû à la libéralité des frères Noguier qui l'ont élevé à leurs frais sur l'avenue de la Plate-Forme. Commencé vers la fin de l'empire en 1868, il est encore en partie inachevé. Construit sur un plan grandiose et bien conçu, il est destiné à servir d'hospice aux fidèles de la religion réformée, et abrite déjà quelques malades. Durant l'épidémie cholérique de 1885, il avait été désigné par la municipalité comme devant servir d'établissement spécial pour les cholériques, et n'a heureusement que fort peu servi. Chose singulière, il a été occupé à cette époque par les soins de l'hospice !

CHAPITRE QUATORZIÈME

(Année 1880)

SOMMAIRE

LES DÉCRETS. — PREMIÈRE MANIFESTATION A NIMES. — L'EXPULSION DES JÉSUITES. — L'EXPULSION DES PÈRES RÉCOLLETS. — L'HISTOIRE D'UN FIACRE. — L'AFFAIRE DU PALAIS DE JUSTICE. — MORT DU PÈRE D'ALZON. — L'EXÉCUTION DES DÉCRETS A L'ASSOMPTION. — DÉMISSIONS DANS LA MAGISTRATURE ET L'ADMINISTRATION. — LA FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET. — RÉVOCATION DU MAIRE, M. BLANCHARD, ET DE SES ADJOINTS. — LES TROUBLES DE L'ENCLOS-REY. — M. MONTEILS-NOUGARÈDE, MAIRE DE NIMES. — L'ATTITUDE DU CONSEIL MUNICIPAL. — DISSOLUTION DU CONSEIL. — PROTESTATION DES CONSEILLERS. — COMMISSION MUNICIPALE — M. ALI MARGAROT, MAIRE DE NIMES. — LES RÉVOCATIONS. — MANIFESTATIONS ROYALISTES. — MA CONDAMNATION. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — INAUGURATION DES TRAMWAYS.

C'est une année douloureuse que l'année 1880; douloureuse pour les catholiques, douloureuse pour les Nimois. Nous allons assister à la consommation d'attentats qui couvriront d'une honte ineffaçable ceux qui en furent les auteurs et les instruments, attentats, je n'ai pas besoin de le dire, dirigés contre la religion catholique, et à un acte d'arbitraire qui aura pour but de jeter bas une municipalité conservatrice, au mépris du suffrage universel, pour la remplacer par une commission municipale, destinée à couvrir un véritable escamotage électoral.

Le 29 mars de cette année 1880, M. Grévy avait la faiblesse d'apposer sa signature présidentielle au bas des décrets qui mettaient en quelque sorte hors la loi les congrégations religieuses. Trois mois

étaient accordés à celles-ci, sous peine d'être, à l'expiration de ce délai, expulsées de France, si elles ne sollicitaient de l'Etat une autorisation que celui-ci se tenait prêt au reste à leur refuser. Les ministres de la République tinrent leur parole et, le 29 juin, commença à travers le pays cette exécution odieuse, ignoble attentat à la liberté. Ceux-là même qui s'étaient présentés au pays comme les défenseurs de la liberté furent les premiers à la violer. Pour forcer la demeure sacrée du particulier, ils eurent recours aux plus tristes moyens. La justice, la force armée, les fausses clefs, les haches, tout fut employé dans cette campagne funeste dirigée contre la religion et dans laquelle sombra ce qui restait debout de la liberté individuelle.

En aucune nation du monde, on ne vit rien de semblable. Il était donné aux républicains français de donner un tel spectacle à l'univers. Le domicile privé n'existait plus pour les agents de la République. Singulière façon en vérité d'entendre et de comprendre la liberté ! Belges, Anglais, Américains, la respectent autrement, et l'on connaît assez ce proverbe qui a cours de l'autre côté de la Manche : « Il n'y a que le vent et le froid qui puissent entrer dans la maison d'un Anglais. »

A Nîmes, les décrets devaient recevoir leur application rigoureuse. Dans l'Enclos-Rey, au centre même du quartier catholique par excellence, étaient les Pères Récollets visés par les décrets du 29 mars. M. Dumarest, le préfet, avait là une éclatante revanche à prendre de sa mésaventure d'Alais. Il n'y manqua pas. Mais il y conquit une singulière renommée. Dès le 30 juin, date choisie par le gouvernement pour la première application des décrets, une foule considérable de catholiques vint devant le couvent des Récollets témoigner de sa profonde sympathie pour les religieux menacés. L'aspect du quartier était réellement curieux, car nuit et jour stationnaient des groupes compacts dans l'Enclos-Rey et dans les rues adjacentes. Une garde d'honneur composée de citoyens dévoués veillait à l'intérieur du couvent. Fréquemment des vivats éclataient et des acclamations retentissaient lorsque on reconnaissait dans la multitude un des défenseurs de la cause conservatrice ou un ecclésiastique en renom. C'est ainsi que le P. d'Alzon, supérieur des Augustins de l'Assomption, également menacés aussi par les décrets, fut l'objet d'une ovation enthousiaste lorsqu'il vint rendre visite aux religieux de l'Enclos-Rey.

Mais le jour n'était pas encore venu où l'administration se résoudrait à procéder à l'exécution coupable. Peu à peu l'agitation de la première heure se calma et les manifestations se firent de plus en plus rares. On

pouvait espérer que le gouvernement reculait devant l'attentat à commettre. Il n'en était malheureusement pas ainsi.

Le premier ordre auquel avaient été appliqués les décrets du 29 mars fut celui des jésuites. La haine que nourrissent les révolutionnaires contre la célèbre Compagnie qu'ils redoutent par dessus tout, la désignait aux coups du gouvernement. Ce premier attentat que Nîmes ne vit pas, mais qui trouva un douloureux écho dans la population catholique de la cité, souleva un véritable cri d'indignation. Le gouvernement jugea prudent d'arrêter là sa campagne, se flattant que la rigueur odieuse qu'il venait de déployer à l'encontre des Jésuites intimiderait les autres congrégations. Un nouveau délai de quatre mois fut accordé à celles-ci. Le 30 octobre fut le jour marqué par le ministre de l'intérieur, M. Constans, pour les nouvelles exécutions. Ordre était donné à M. Dumarest, préfet du Gard, d'avoir à cette date à opérer l'expulsion des Pères Récollets. Le bruit s'en répandit dans la ville. La foule se porta de nouveau en masse sur ce point pour donner un dernier témoignage de vénération aux religieux et ne cessa pas de stationner aux abords du couvent, pendant les quelques jours qui précédèrent l'exécution.

Celle-ci se fit avec un luxe de précautions militaires qui frisait le ridicule. La gendarmerie à pied et à cheval, considérablement renforcée par des brigades voisines, occupait avec un fort détachement d'infanterie toutes les rues débouchant sur la rue Enclos-Rey, débarrassée au préalable de la foule qui l'encombra. Dans les casernes les troupes étaient consignées ; bref, aux plus mauvais jours de l'empire, on n'avait amassé de telles forces. La population, toute indignée qu'elle fût, restait calme et digne. Elle se bornait à témoigner de sa vénération pour les révérends Pères, victimes de l'arbitraire républicains, par des vivats sympathiques, des chants religieux, et de son ressentiment par des clameurs, au milieu desquelles on distinguait surtout ce cri : « Vive la liberté », éclatante et énergique réponse aux attentats liberticides du gouvernement. Au demeurant, le déploiement des forces militaires mises sur pied allait servir à expulser du couvent de la rue de l'Enclos-Rey un seul pauvre religieux.

En effet, depuis les menaces d'expulsion, ceux-ci avaient pris leurs précautions et il n'en restait plus que trois à Nîmes. Mais, la population catholique n'avait pas voulu que ces trois hommes fussent exposés sans défense aux brutalités des policiers républicains, et pendant que la masse occupait les avenues qui conduisent au couvent, des hommes que leur situation dans le pays, que leur rôle dans la

société mettaient hors de pair, s'étaient rendus au couvent même pour assister les Révérends Pères. C'est à l'un d'eux, conseil de la communauté, M^r Bouet, que se heurta le commissaire de police qui vint demander au nom de la loi que la porte du monastère lui fût ouverte. « Vous parlez de loi, lui répliqua énergiquement l'éminent avocat, et vous, chargé de la faire respecter, vous la violez ouvertement. » La sommation du trop zélé fonctionnaire demeura sans effet, et il se vit dans l'obligation de recourir à un serrurier. Il ne s'en trouva qu'un qui consentit à exécuter les ordres de l'administration. Il s'appelait Bénézet. Ce nom mérite d'être conservé. Mais tous ses efforts demeurèrent infructueux et il ne put parvenir à forcer la porte du couvent. Pendant deux heures il travailla vainement sous les huées de la foule. Il dut se retirer chargé du mépris public pour s'être fait le valet de la Préfecture. Aux instruments de serrurerie succéda la hache. Le fer s'é moussa contre les clous dont la porte était garnie. Il fallut pour avoir raison de cet obstacle se servir d'un ciseau, et la porte tomba alors morceau par morceau. Commencée à six heures du matin, cette opération n'était terminée qu'à midi. Lorsque la dernière barrière fut brisée, les agents de police se précipitèrent à l'intérieur. En vain, un officier ministériel courageux, M. Bard, voulut, au nom des religieux, signifier une protestation au commissaire de police. Celui-ci exaspéré n'écoula rien et ne respecta même plus l'officier public exerçant ses fonctions. Il ordonna à ses hommes de se saisir et de jeter dehors toutes les personnes qu'ils rencontreraient. L'ordre fut exécuté. Il ne resta plus dans la maison que trois personnes, deux religieux et un frère lai. C'est le père Odoric qui reçut le commissaire. « Que me voulez-vous ? lui dit-il. — Je viens signifier un ordre d'expulsion à deux Italiens, répondit le magistrat. — Il n'y a ici aucun étranger, répliqua le révérend Père. — Vous vous appelez bien Pierre Jacobi ? balbutia le commissaire. — Non, je m'appelle André Jacobi. De plus, je suis Français, voilà ma carte d'électeur. Quant à Pierre Jacobi, c'était mon frère, Français comme moi, mort depuis bientôt deux ans. Et en terminant le P. Odoric sortit de son vêtement les titres qui le constituaient légitime propriétaire de l'immeuble.

Ainsi donc, c'était à ce piteux résultat qu'aboutissait l'administration républicaine, et son agent, le commissaire de police, ne pouvait après l'illégalité dont il s'était rendu coupable que contraindre un frère convers à sortir de ce bâtiment. C'est au bras de M. Banal, avoué, et escorté de quelques personnes que l'humble frère descendit cette rue Enclos-Rey militairement occupée. Derrière la ligne des baionnettes,

la foule acclamait le religieux, tandis que les soldats contemplaient ce douloureux spectacle et voyaient la ridicule et odieuse mission que la République leur avait confiée.

La haie des gendarmes s'ouvrit devant le frère et devant ceux qui l'accompagnaient ; lorsqu'ils furent arrivés sur le boulevard, l'enthousiasme de la foule éclata. Des vivats, mille fois répétés, acclamèrent le religieux, toutes les mains le couvrirent de fleurs et ces témoignages d'ardente sympathie, ces protestations pacifiques se continuèrent jusqu'à ce que la porte de l'Evêché se fût fermée sur M. Banal et son protégé.

Pendant que se consommait sur le couvent des Pères Récollets l'attentat que je viens de raconter, M. François de Clausonne, secrétaire-général, se promenait fièvreusement devant la caserne d'infanterie. Il avait accepté de son chef hiérarchique, M. Dumarest, la mission de surveiller l'exécution. S'il eût eu quelque dignité et quelque sentiment de ce qu'il se devait à lui-même, M. de Clausonne aurait dû décliner l'ordre du préfet. Tout le lui commandait. Appartenant à la religion réformée et nimois, il ne devait point s'associer à une mesure arbitraire qui visait tout à la fois la religion catholique et ses concitoyens. Mais l'ambition a vite fait d'étouffer le cri de la conscience et d'amollir les courages. M. de Clausonne accepta la basse mission qu'on lui confiait dans l'espérance d'un avancement rapide. Il allait recevoir une dure leçon. Lorsque le commissaire de police, ceint de son écharpe, vint lui faire son rapport, un cri, un seul, s'éleva du milieu de la foule : « C'est le secrétaire-général ! un protestant ! » A ce cri, autour de M. de Clausonne, un cercle se forme qui couvre l'infortuné d'injures et d'épithètes plus blessantes les unes que les autres. Pâle, tremblant, il essaie de résister à cette violente explosion du mépris et de la réprobation publique. Les huées couvrent sa voix, les cris redoublent et il est obligé de prendre le parti de se retirer. Mais la foule ne l'abandonne pas. Elle l'encadre et le fonctionnaire épouvanté descend le boulevard escorté par la population qui mêle à ses sifflets des refrains ironiques. Enfin un fiacre apparaît, M. de Clausonne fait un signe au cocher, ouvre la portière et se précipite à l'intérieur, hissé par l'automédon. Il était temps ! Suant la peur, M. de Clausonne trouvait à point un refuge indispensable. Cette scène avait déterminé chez lui un de ces malaises physiques qui rendent à tout jamais un homme ridicule et qui détériora déplorablement l'intérieur du véhicule. L'histoire du fiacre est encore légendaire à Nîmes.

On était peu rassuré à la Préfecture sur les suites de cette équipée

où le secrétaire-général avait été si cruellement vilipendé par la foule. On craignait des représailles et la terreur de M. Dumarest était telle qu'il donnait l'ordre de blinder toutes les ouvertures des caves de l'hôtel de la Préfecture dans la crainte d'un attentat (1). Il est vrai que la population ne lui ménagea pas non plus son mépris à la première occasion qu'elle put trouver, et qui se présenta d'elle-même, le 3 novembre, jour de la rentrée solennelle des Cours et Tribunaux.

Devant le Palais de Justice s'était ce jour-là ramassée une foule nombreuse appartenant à la bourgeoisie et à la classe ouvrière qui assistait au défilé des diverses autorités convoquées pour la cérémonie. La magistrature et l'armée furent saluées par des vivats respectueux et enthousiastes, mais lorsque le Préfet arriva, ce fut une véritable tempête de cris, de huées et de sifflets, assez semblable à celle qui avait la veille si fort effrayé M. de Clausonne. En vain, lorsqu'il descendit de voiture, M. Dumarest se fit-il entourer par un triple cordon d'agents de police. Les manifestants brisèrent cette barrière et se rapprochèrent de l'exécuteur des décrets aux cris de : Vive la liberté ! Ce fut une minute d'indescriptible tumulte à la suite de laquelle les agents revenus de leur surprise arrachèrent le Préfet à la foule et le portèrent sur le péristyle du Palais. A l'issue de la cérémonie, M. Dumarest ne put regagner son hôtel que gardé par un peloton de gendarmes à cheval, mandé en toute hâte.

Nous verrons, dans le chapitre suivant, quel fut l'épilogue de cette manifestation.

Cependant les Pères Augustins de l'Assomption n'avaient pas été frappés le 30 octobre. A la terreur qu'il avait éprouvée durant cette journée et celle du 3 novembre en voyant la population se dresser frémissante devant lui, se joignait, chez M. Dumarest, un restant de pudeur, commandée par le respect dû à un mourant.

Depuis quelque temps, en effet, l'état du Supérieur de l'Assomption, le T. R. P. d'Alzon, était inquiétant et ceux qui l'approchaient ne dissimulaient pas leurs craintes. Dès le commencement de novembre, la maladie fit des progrès rapides qui ne permirent plus l'espoir.

Le P. d'Alzon succombait le 21 novembre au milieu de la douleur profonde de cette grande famille dont il était le Père et le Directeur,

(1) Quelques jours après l'exécution des décrets une bombe en terre glaise remplie de poudre, était lancée par une main inconnue et éclatait sur la serre de la préfecture, du côté du jardin et occasionnait des dégâts sérieux.

famille qui tient une si grande place dans notre histoire locale et dans l'histoire de notre pays et qui se résume en un mot : l'Assomption.

Ce fut pour l'Eglise de Nîmes et pour la ville entière un solennel moment que celui où toutes les cloches des églises tintèrent le glas funèbre du défunt. A quelles œuvres n'avait pas participé le vaillant et intrépide religieux ? A quelles luttes n'avait-il pas été mêlé ? N'avait-il pas marché aux côtés des Montalembert et des Lacordaire pour revendiquer la liberté de l'enseignement secondaire ? N'avait-il pas été l'auxiliaire de M^r Plantier au cours mémorable des travaux du concile ? Le Père d'Alzon avait tenu une place si large, si grande, dans tout ce qui s'était fait de noble et de grand, autour de ses concitoyens d'adoption (1), il avait, avec une si séduisante persuasion, tenu un rang élevé non-seulement dans le clergé mais dans la société, il s'était imposé avec une autorité telle que amis et adversaires, admirateurs et indifférents prononçaient son nom avec une sincère émotion. Chez ceux-ci c'étaient à la fois du respect, de l'enthousiasme, du fanatisme même, chez ceux-là c'étaient le charme, la fascination, l'étonnement mêlés à je ne sais quel sentiment de craintive déférence.

Orateur puissant et populaire, il savait avec un art infini subjuguer son auditoire quel qu'il fût. Pour les uns, sa dialectique serrée, la richesse de sa parole, l'abondance de ses arguments, l'étendue et la variété de ses connaissances, la sûreté de son jugement étaient de puissants moyens d'action. Il entraînait les autres par des images, familières quelquefois, jamais triviales, par son geste noble, son regard franc, son allure ouverte et aristocratique.

C'est à ces qualités multiples qu'il dut de créer ce qu'il appelait l'esprit de l'Assomption, et de fait, ceux qui l'ont approché et qui ont grandi à ses côtés, religieux ou élèves, ont reçu la marque indélébile de son enseignement et de ses conseils.

Ce fut un des défenseurs intrépides de la Papauté dont le triomphe spirituel lui tenait au cœur plus que tout le reste. C'est à sa voix que s'étaient levés dans le Gard les soldats de Castelfidardo, de Mentana et de la Porte Pia, ces vaillants qui se rencontrèrent à Patay devant les hordes allemandes.

Mais comme le dit avec une incomparable éloquence M^r Besson (2) :

(1) Emmanuel-Joseph-Marie Maurice d'Alzon était né au Vigan le 30 avril 1810. Il appartenait à la famille de Montcalm et d'Assas.

(2) Lettre de Mgr l'évêque de Nîmes, Uzès et Alais au clergé de son diocèse sur la vie et la mort du T. R. P. Emmanuel d'Alzon.

« Toutes les questions qui intéressent les privilèges du Saint-Siège passionnaient sa grande âme. Il parla, il écrivit, il combattit, tantôt contre les derniers restes des erreurs gallicanes et contre les illusions du libéralisme, tantôt pour la liturgie romaine et pour la définition de l'infaillibilité avec un zèle que les obstacles ne faisaient qu'animer davantage. Il était toujours de l'avant-garde. On lui a reproché d'être enthousiaste ; mais peut-on sans enthousiasme servir une si grande cause ? D'être bruyant ; mais peut-on mener les batailles sans faire entendre le bruit du clairon ? Chacun conviendra du moins qu'il fut toujours loyal et droit, sincère, désintéressé, généreux, et par dessus tout obéissant. Plus Français que personne par le caractère, il était plus que personne Romain d'esprit et de cœur.

» Pie IX aimait sa droiture naïve, sa simplicité, son courage, son magnanime désintéressement. Il répandit plusieurs fois son âme devant lui et l'honora de longues et fidèles confidences. On dit qu'il avait songé à l'appeler à Rome et à le faire entrer dans le Sacré-Collège. Mais quel que soit l'éclat de la pourpre, l'amitié d'un grand pape est plus glorieuse encore. Cette amitié sainte, le P. d'Alzon sut l'obtenir et la garda jusqu'à la fin. Nous en avons entendu nous-même la familière et douce expression dans une audience publique donnée par Pie IX le 4 février 1877 aux pèlerins Franc-Comtois. Nous suivions le cortège du Saint-Père, et notre bien aimé grand vicaire s'était confondu dans la foule qui remplissait la galerie. Mais dès son entrée, Pie IX le reconnut à sa haute taille et à son grand air, et s'écria : « *Voilà d'Alzon ! c'est notre ami !* ».

Qu'ajouter de plus à ces admirables paroles si ce n'est le récit de l'imposante et grandiose manifestation dont les catholiques de Nîmes et du département entourèrent le cercueil de celui qu'ils pleuraient.

Par une singulière ironie du sort, c'est sur l'avenue Feuchères que se développait le magnifique et innombrable cortège pieusement assemblé autour de celui qui fut une des gloires de la ville, là même où, quelques jours auparavant, le premier magistrat du département avait dû, pour échapper aux huées d'une multitude indignée, faire le vide en lançant sur ses administrés plusieurs brigades de gendarmerie.

Des fenêtres de son hôtel, M. Dumarest pouvait, songeur, suivre des yeux le convoi funèbre de cet homme sur la tête duquel il tenait suspendue l'ignoble exécution des décrets du 29 mars, et il devait faire un singulier rapprochement en voyant les sanglots de ces religieux, de ces ecclésiastiques, de ces amis, de ces élèves, de cette population.

Le cortège funèbre du vénéré défunt était un véritable cortège triom-

phal. De Paris, de la Savoie, de l'Hérault, d'Arras, du Vigan, d'Alais et des autres villes, où sont établies les succursales de l'ordre des Augustins, étaient accourues des délégations qui suivaient la maison de Nîmes. Parmi eux, on remarquait le vénérable Père Tissot, âgé de quatre-vingt-deux ans, venu de Saint-Jean-de-Maurienne, pour revoir une dernière fois les traits de celui dont il fut un des premiers collaborateurs en 1844, et qu'il quitta pour aller pendant vingt ans évangéliser les sauvages de l'Océanie. Puis venaient les élèves, les députations des maisons du Vigan, de Montagnac, d'Alais, le Conseil municipal que M. Dumarest venait de suspendre, la foule des anciens élèves et celle des amis, des admirateurs, des fidèles. C'est à l'église Sainte-Perpétue que se fit, le 24 novembre, à dix heures du matin, le service solennel, et lorsque le cercueil fut acheminé vers le champ du repos, la tête du cortège entraînait au cimetière que les derniers sortaient de l'église.

La dépouille mortelle du Père d'Alzon était à peine déposée dans la tombe que déjà à la préfecture on songeait à appliquer les décrets aux Augustins de l'Assomption. L'exécution eut lieu le 7 décembre et vingt religieux, réunis ce jour-là dans la chapelle de l'Établissement, adressèrent en sanglotant leurs adieux aux élèves. Ils se rendirent en Espagne à Valladolid où un auguste bienfaiteur, le roi Alphonse XII, offrit aux religieux une généreuse hospitalité.

Telle fut à Nîmes (1) cette exécution des décrets qui grâce à la sagesse des conservateurs, grâce à leur discipline, se fit sans effusion de sang. L'indignation des catholiques se borna à faire sentir aux fonctionnaires de la République le mépris qu'ils inspiraient, et à entourer de vénération et d'estime les victimes de ces odieux attentats. Le lendemain en effet de la triste exécution des décrets chez les Pères Récollets, des couronnes accrochées par des mains pieuses couvraient les murs extérieurs du couvent, faibles témoignages de l'attachement des catholiques de Nîmes à leur foi religieuse.

(1) Si ridicule et si odieuse qu'elle fût à Nîmes, cette exécution le fut bien davantage à quelques kilomètres de notre cité, dans les Bouches-du-Rhône.

Près de Tarascon, à Frigolet, s'élève l'abbaye des Prémontrés contre lesquels le préfet des Bouches-du-Rhône, M. Poubelle, était chargé d'opérer. Craignant que les populations voisines du monastère, pour qui les religieux ne mesuraient pas leurs bienfaits, n'opposassent quelque résistance à ses agents, le Préfet crut devoir mettre sur pied une véritable colonne expéditionnaire.

On vit, spectacle inénarrable, un général français, le général Guyon-Vernier, s'avancer contre un couvent, occupé par quelques religieux et quelques civils inoffensifs, à la tête de huit brigades de gendarmerie, d'un régiment de cavalerie, le 2^e dragons,

Le Préfet du Gard n'obéit pas seulement aux ordres du gouvernement qui lui prescrivait de chasser de chez eux les religieux, mais il se courba aussi devant les exigences de la presse radicale qui cherchait depuis longtemps un prétexte pour se débarrasser de la municipalité conservatrice que le suffrage universel avait installée à la Mairie. Un prétexte tout trouvé se présenta que l'on se hâta de saisir. Au cours des attentats commis au nom de lois existantes, et au mépris de la liberté et de la justice, les républicains avaient décidé de célébrer une fête nationale. Le choix de la date se porta sur le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille et des assassinats commis à ce moment par une foule surexcitée. Les prescriptions ministérielles déclarèrent *obligatoires* le pavoisement et l'illumination des édifices publics. M. Blanchard, maire de Nîmes, ne voulut pas s'associer à de telles réjouissances,

« Je dois loyalement vous en prévenir, écrivit-il à M. le Préfet, il me sera personnellement impossible de prendre aucune mesure ou de donner aucun ordre relativement à cette solennité que je déplore.

» Il y a là pour moi une question de dignité et d'honneur.

» Loin d'évoquer, en effet, des souvenirs de liberté ou de gloire, le 14 juillet ne rappelle que de sanglants excès, la désertion à l'émeute, et la violation de la foi jurée.

» Et cependant, entre toutes les grandes dates de notre histoire, c'est ce jour que l'on a choisi et dont on veut consacrer la mémoire par la célébration d'une fête déclarée nationale.

» Inexprimable aveuglement !

» D'une main on confiera les drapeaux à l'honneur et à la fidélité militaire ; de l'autre on tressera des couronnes à l'indiscipline et à l'insurrection.

» Maire de Nîmes, j'aurais salué avec un sentiment de patriotisme les étendards de la France.

d'un régiment de ligne (le 414^e) renforcé d'un bataillon de la même arme. A côté du général, le préfet lui-même dirigeait les opérations.

Pendant trois jours un blocus rigoureux sépara du reste du monde le monastère et ses habitants. Il leur fut refusé de laisser ceux-ci aller chercher leurs provisions journalières, ils ne purent même pas expédier leur courrier. Bref, ce fut une séquestration complète. C'était un crime, puni par les lois, ajouté à celui de violation de domicile et il ne fallut rien moins pour arrêter M. Poubelle dans cette voie que l'intervention du premier président de la Cour d'Aix et du procureur général près cette même Cour.

Dès lors M. Poubelle opéra comme l'avaient fait ses collègues ; les portes du couvent furent brisées à coup de hache, et les religieux expulsés par le commissaire de police et ses agents.

» Je ne peux m'incliner devant les trophées de la terreur naissante... des têtes au bout d'une pique. »

Les adjoints voulurent à leur tour se joindre à la loyale et digne démarche du premier magistrat de la cité. MM. B. Laurent, Aillaud, A. de Surville et P. de Gorsse, déclarèrent à M. Dumarest, que « liés à M. le Maire de Nîmes, par une étroite solidarité, ils ne pouvaient, pas plus que lui, s'associer à la fête du 14 juillet. »

Les foudres préfectorales s'abattirent sur M. Blanchard et ses adjoints qui furent suspendus de leurs fonctions par arrêté du 6 juillet. Ce n'était que la préface de la révocation au devant de laquelle couraient les protestataires, révocation qui fut prononcée le 10 juillet.

Cependant dans sa séance du 5 juillet, le Conseil municipal mit à la disposition de l'administration les fonds nécessaires pour l'exécution des prescriptions légales et ministérielles. Le Conseil municipal n'encourait donc aucun blâme, mais dans le camp républicain, on lui reprochait sa tiédeur. Pour la première fête nationale de la République on voulait faire grand, et renouveler, en les exagérant, les décorations et les illuminations qui avaient marqué le 30 juin 1878.

Un comité d'organisation se forma qui ouvrit une souscription bientôt remplie.

Que fut cette fête républicaine ? M. Blanchard, dans sa protestation, avait réellement prophétisé : la terreur naissante. Les réjouissances du 14 juillet furent troublées par une honteuse saturnale, à laquelle fut malheureusement mêlé l'uniforme de l'armée. A cinq heures du soir des bandes d'artilleurs descendaient le chemin d'Uzès, le sabre traînant, et brailant la *Marseillaise*. Pendant que quelques-uns de ces soldats s'attroupaient sur la place des Carmes, où ils se livraient à des danses grotesques, d'autres, suivant la rue d'Aquitaine, débouchaient dans la rue Enclos-Rey et s'arrêtaient devant le couvent des Pères Récollets en poussant les cris de : « A bas la calotte ! A bas les Jésuites ! c'est nous qui vous ferons sortir ». Ils se dirigeaient ensuite sur la rue de la Vierge, proférant les mêmes cris et les mêmes menaces, accompagnés de chants obscènes. Quelques personnes veulent les arrêter et les calmer, mais ces fous furieux ne connaissent plus rien et cette intervention excite leur fureur. L'un d'entre eux dégalne et poursuit les personnes inoffensives qui se trouvaient là. Les autres l'imitent bientôt et, au milieu des cris d'épouvante des habitants, tous se ruent dans la boutique du coiffeur Bonnaud qu'ils se mirent à saccager. Bonnaud, poursuivi par ces forcenés et serré de trop près avait jeté entre les jambes de l'un d'eux un tabouret pour arrêter sa marche. Plusieurs

femmes sont traquées jusques dans leur demeure. A cette vue, les quelques hommes qui se trouvaient dans le quartier s'assemblèrent et, se saisissant de pierres, arrêtrèrent par une grêle de projectiles la marche des assaillants. L'un de ceux-ci le nommé Fayolle est atteint en plein visage ; son sang coule et on le transporte à la pharmacie Giral où il reçoit les premiers soins. Mais déjà, en ville, le bruit courait qu'une bataille était engagée entre les artilleurs et les habitants. L'émotion est à son comble quand on voit, des promenades publiques, remonter en groupes serrés des soldats accourus, disaient-ils, pour secourir leurs camarades.

Les nouveaux venus, surexcités par les récits exagérés qui leur sont faits, les autres, rendus furieux par la résistance qu'ils avaient rencontrée, se répandent dans le quartier. Quelques uns se présentent devant le cercle Saint-Roch où ne se trouvaient à ce moment qu'un vieillard et trois jeunes enfants qui eurent à peine le temps de se sauver par les toits au moyen d'une échelle. Les soldats entrent dans le cercle dont ils brisent la porte et les croisées et se livrent au pillage. Le buste du Comte de Chambord est décapité à coups de sabre, des tableaux représentant le Pape Pie IX et N.-D. de Lourdes sont lacérés et souillés, des meubles sont saccagés. Sur un autre point, au plan Michel-l'Ane, une véritable bataille s'engage et des pierres sont lancées de part et d'autre. En maints endroits, les scènes les plus sauvages ont lieu, des femmes sont menacées, des vieillards frappés. La terreur règne dans le quartier.

Cependant les autorités accourent et cherchent à rappeler à la raison ces malheureux égarés. Leur propre général, M. de Montluisant, échoue dans cette tentative, et force est de recourir à un détachement du 55^m de ligne, requis en toute hâte et commandé par un lieutenant. Devant les baïonnettes, les artilleurs reculent et s'enfuient enfin par les rues de la Poudrière et de la Garrigue. Il était temps que la bagarre eût un terme. De différents points de la ville, montaient en effet à l'Enclos-Rey des jeunes gens porteurs de cocardes, étrangers au quartier, des musiciens appartenant aux musiques républicaines et d'un autre côté la jeunesse royaliste du chemin de Montpellier, de celui d'Uzès et des autres quartiers conservateurs, avait préparé ses armes pour infliger une leçon bien méritée aux perturbateurs. On pouvait redouter que si l'ordre n'était pas promptement rétabli, il n'y eût des désordres plus graves encore. Mais on ordonna d'occuper le quartier militairement pour prévenir tout retour offensif et contenir l'exaspération bien légitime des habitants. La place, pour plus de précaution, consigna pendant quelques jours aux troupes de la garnison le quartier de l'Enclos-

Rey « limité par la rue Robert, la rue Bonfa et le Mont-Duplan. »

C'est qu'en effet, on pouvait à bon droit craindre pour le lendemain. Les esprits étaient violemment surexcités de part et d'autre. On apprenait dans la population que les artilleurs n'avaient pas limité au seul quartier de l'Enclos-Rey leurs provocations et leurs menaces. Au chemin de Montpellier il y avait eu des scènes du même genre et peu s'en fallut que, là aussi, il y eût des coups échangés et du sang versé.

Cette triste bagarre eut son épilogue devant le tribunal correctionnel. Des arrestations avaient été opérées, et civils et militaires vinrent s'asseoir sur les bancs des prévenus. Le Palais de Justice fut pendant quelques jours envahi par une foule passionnée qui suivait curieusement les débats. Ceux-ci ouverts le 31 juillet ne furent clos que le 4 août et se terminèrent par des condamnations variant de un jour à un mois de prison, qui frappèrent autant les prévenus civils que les prévenus militaires.

On trouva naturellement pour les artilleurs, que défendaient les républicains, mille excuses ; on allait même jusqu'à les acclamer et à les féliciter de leur *courageuse* conduite. La Cour devant laquelle revint l'affaire se montra des plus indulgentes pour eux et le Procureur-général, M. Tappie, qui visait un avancement considérable, les couvrit presque de fleurs et demanda leur acquittement, tout en chargeant d'opprobres les malheureux habitants de l'Enclos-Rey. Malgré une habile et spirituelle plaidoierie de M. Balmelle, ancien maire de Nîmes, qui demandait avec raison aux juges quelles peines ils croiraient devoir prononcer contre les hommes de l'Enclos-Rey « s'ils descendaient à la *Placette* et là chantaient des cantiques et criaient *Vive Henri VI* », la Cour acquitta deux artilleurs, réduisit la peine d'un troisième, mais maintint contre les autres prévenus civils la peine prononcée par le tribunal.

Il est temps de se détourner du spectacle de ces déplorables excès pour arriver à une cérémonie grandiose qui accompagna la fête nationale du 14 juillet 1880.

Dans le désastre de 1870, presque tous nos régiments avaient perdu leurs drapeaux, soit que quelques-uns, trop rares, hélas ! eussent été lacérés par leurs défenseurs pour les soustraire à l'ennemi, soit que d'autres aient été livrés aux Allemands, comme le fit l'infâme Bazaine à la reddition de Metz.

Ce fut, à coup sûr, une mesure adroite de la part du gouvernement républicain que de songer à rendre à notre armée ces étendards qui

sont l'image de la France. En choisissant la date du 14 juillet 1880, date décrétée fête nationale par le Parlement républicain, le gouvernement comptait entraîner à sa suite ceux que le patriotisme ne laissait jamais indifférents.

Son calcul fut déjoué par cela même qu'il avait trop d'habileté. La fête des drapeaux eut lieu le 14 juillet 1880 à Paris et donna lieu à Longchamps à un spectacle réellement imposant. Des députations de tous les régiments de France y assistaient pour recevoir solennellement du Président de la République le glorieux morceau de soie que chaque colonel jurait, au nom de son régiment, de défendre jusqu'à la mort.

Mais si Paris put assister à cette cérémonie qu'il regarda du reste avec son scepticisme habituel, la province n'y participa réellement que quelques jours après, lorsque les délégations rentrèrent dans leur corps respectif. De telle sorte que ce qui eût pu être une véritable fête nationale, étant donné le but que l'on se proposait, ne donna lieu qu'à une simple solennité militaire dans chaque garnison.

Cette solennité eut lieu à Nîmes le dimanche 25 juillet, et, sur l'avenue Feuchères, commandés par le général de Montluisant, les trois régiments en garnison à Nîmes rendirent les honneurs aux nouveaux drapeaux en les recevant. Des salves d'artillerie saluèrent cette fête à laquelle la population, toujours jalouse de témoigner sa sympathie à l'armée, se mêla par ses vivats et ses acclamations pendant la revue.

On pouvait croire que le Conseil se trouverait, par suite de la correction de son attitude, à l'abri des persécutions du gouvernement. Il avait en effet satisfait aux prescriptions légales et prêté dans des limites raisonnables son concours à la fête nationale. Au milieu du désordre que les exécutions des décrets amenaient dans la rue, il restait absolument passif et, ne se mêlait en rien à la politique courante, se renfermant strictement dans son mandat municipal. D'ailleurs, la révocation de M. Blanchard et des adjoints avait, de par la loi, placé à la tête de la municipalité le premier inscrit du Conseil, celui-là même qui avait aux précédentes élections recueilli le plus de suffrages, M. Monteils-Nougarède. Le hasard élevait ainsi à la première magistrature de la ville un homme probe, catholique convaincu, conservateur dans toute l'acception du terme, mais que sa vie, ses habitudes, ses relations plaçaient en quelque sorte à part, dans une atmosphère neutre, qui n'avait rien d'hostile au gouvernement républicain, si celui-ci savait ne verser ni dans l'arbitraire, ni dans l'athéisme. Vieilli dans l'étude, professeur depuis longues années, le nouveau maire pouvait à un moment où l'instruction primaire subissait de radicales transformations, tant au

point de vue pédagogique qu'au point de vue de son extension, rendre de précieux services, dictés par une longue expérience professionnelle. Du reste, lorsqu'il ceignit l'écharpe municipale, à la veille des réjouissances républicaines, il déclara dans sa proclamation qu'il n'acceptait la tâche qui lui incombait que pour le bien et l'intérêt du pays, « que nous devons, ajoutait-il, aimer et servir. » Il se prêta aux exigences de sa magistrature et consentit à paraître dans les fêtes publiques, et à aider le comité républicain de la fête nationale, dans la mesure du possible.

Ce n'était donc là ni un maire que l'on puisse taxer d'opposition, ni un Conseil municipal que l'on puisse frapper des foudres légales. Mais le parti républicain, et surtout la coterie protestante républicaine que nous allons retrouver toute puissante, ne l'entendait pas ainsi. Il ne lui suffisait pas d'avoir pu se débarrasser de M. Blanchard, il lui fallait à tout prix jeter le Conseil municipal conservateur hors de la Mairie. Il fut enjoint à M. Dumarest d'avoir à obtenir ce résultat, parce qu'on savait très bien que si on laissait le Conseil accomplir son mandat et se représenter à nouveau devant les électeurs, ce serait un nouveau triomphe pour les conservateurs. Ordre fut signifié au Préfet de nommer une commission municipale. M. Dumarest n'était pas libre de refuser. La loge maçonnique et son vénérable (1), qui venait tout récemment de rentrer dans la vie politique, après s'en être tenu à l'écart pendant quelques années, commandaient haut et ferme, et l'entourage du Préfet ne cessait de le presser d'agir.

Le prétexte fut tout trouvé. Au lendemain de la manifestation qui avait couvert de ridicule M. Dumarest et son secrétaire général, manifestation dont j'ai parlé plus haut et qui fut la conséquence de l'expulsion des Pères Recollets, le Préfet signa le curieux arrêté suivant.

Nîmes, le 5 novembre 1880.

« Nous, Préfet du Gard,

» Vu l'article 13 de la loi du 5 mai 1855 :

» Considérant la nécessité d'assurer le maintien de l'ordre profondément troublé dans la ville de Nîmes, et de remettre le pouvoir municipal à des citoyens décidés à prêter à l'administration un concours énergique pour faire respecter la loi et le gouvernement de la République,

(1) M. Ali Margat.

» Arrêtons .

» Art. 1^{er}. — Le Conseil municipal de la ville de Nîmes est suspendu pour deux mois.

» Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le commissaire central chargé d'en assurer l'exécution.

» *Le Préfet du Gard*, PAUL DUMAREST. »

A un tel acte d'arbitraire. une partie du Conseil municipal répondit par une protestation pleine de dignité et de convenance.

Nîmes, le 6 novembre 1880.

« Monsieur le Préfet,

» Nous venons de recevoir la notification de l'arrêté par lequel vous suspendez le Conseil municipal de Nîmes.

» Au nom de la majorité de la population dont nous sommes les représentants, nous protestons à la fois contre cette mesure et contre les motifs dont elle est accompagnée.

» Nous constatons qu'une fois de plus, dans ces tristes temps, l'arbitraire étouffe la liberté et que la volonté du pouvoir se place au-dessus de celle des populations comme au-dessus des règles de notre droit public.

» Vous affirmez que « l'ordre est profondément troublé dans la ville de Nîmes. » Nous affirmons, nous, que nos concitoyens, nos amis, ne commettent aucun désordre ; que les personnes comme les propriétés ne sauraient recevoir de leur part aucune atteinte.

» L'agitation qui existe dans les esprits et se manifeste par de pacifiques démonstrations, n'a d'autre cause qu'un immense désir de justice et un profond sentiment de respect pour la religion et le droit.

» Ce qui trouble l'ordre, ce sont les actes douloureux accomplis sous les yeux de notre population.

» Ce sont les portes enfoncées, les maisons envahies, les citoyens

expulsés de leur domicile, et cela, en effet, nous sommes malheureusement impuissants à l'empêcher,

» Agréez, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée. »

Adolphe BLANCHARD, ancien maire de Nîmes, membre du Conseil municipal.

LAURENT, AILLAUD, de GORSE, de SURVILLE, anciens adjoints, membres du Conseil municipal.

BARAGNON, sénateur, membre du Conseil municipal.

Comte J. de BERNIS, conseiller général du Gard, membre du conseil municipal.

BÉZARD, conseiller général du Gard, membre du Conseil municipal.

Docteur REYNAUD, docteur TRIBES, BERTRAND-BOULLA, docteur PURCH, MILLIARÈDE, HUC, CHANEL, MONTEILS-NOUGARÈDE, L.M. BOUET, ARCAY, ROUSSET-POMMARET, de MÉRIGNARGUES, REBUFFAT, S.-M. LANGLADE, FABRÈGUE-CHABERT, conseillers municipaux.

Je n'étais point à Nîmes lorsque mes collègues du Conseil municipal signèrent cette protestation, mais aussitôt que j'en eus connaissance, je m'empressais d'envoyer à M. Dumarest la lettre suivante.

« Castelfort, près Montblanc (Hérault), le 7 novembre 1880.

» Monsieur le Préfet,

» J'apprends à l'instant la suspension (il faut lire *dissolution*) du conseil municipal de Nîmes, c'est-à-dire le crochetage de la mairie. Cela ne m'étonne pas.

» Après les religieux, les élus du suffrage universel.

» Absent de Nîmes, je n'ai pu venir joindre ma protestation à celle de mes collègues. Je proteste donc, comme eux, contre un acte contraire aux principes de liberté et de décentralisation, qui doivent être la base de tout gouvernement s'appuyant sur la volonté populaire.

» Parti bien sottement en guerre contre quelques pauvres religieux, inoffensifs du reste, vous osez aujourd'hui entreprendre une campagne contre le suffrage universel lui-même. Je vous prédis, moi, qu'il vous terrassera. Le suffrage universel renversera l'opportunisme, comme il

a renversé d'autres gouvernements. Il vous entrainera, vous pacha de troisième classe, au fond de l'abîme en même temps que tous les dieux de cet Olympe républicain qui prétend régenter la France.

» Dédaignant vos arrêtés renouvelés du despotisme le plus abject et le plus dur, je vous donne rendez-vous aux prochaines élections municipales.

» En attendant, vous me trouverez dans quelques jours à Nîmes, prêt à combattre sans trêve ni merci votre administration tyrannique, et vous trouverez aussi derrière moi tous ces braves ouvriers de Nîmes qui peuvent être, suivant leur opinion, royalistes ou intransigeants, mais qui ne seront jamais opportunistes.

» J'ai l'honneur..... de ne pas vous saluer.

» A. PIEYRE.

» *membre du Conseil municipal de Nîmes.* »

On jugea à la préfecture que les lignes qui précèdent constituaient un outrage pour le préfet et je fus cité par le parquet devant le tribunal correctionnel de Nîmes, le 20 novembre ; je fus condamné à vingt jours de prison et 100 francs d'amende. Je partageais, avec huit ou dix jeunes gens de la ville qui avaient crié « Vive le Roi ! » l'honneur d'être condamné par la magistrature républicaine.

Mais on était décidé à la Préfecture à passer outre. Il importait peu que l'on sortit de la légalité ou des convenances pour briser la dernière barrière qui s'élevait à Nîmes, contre la République, et pour ouvrir aux impatients les portes de la mairie et les places qui en dépendent. Le Préfet nomma la commission municipale suivante :

MM. Aubert Maxime, négociant ; Benoit-Germain, négociant, membre de la chambre de commerce ; Bertrand Henri, négociant, membre du tribunal de commerce ; Besson, maçon ; Bosc, de St-Césaire ; Bouchet, A., orfèvre ; Breton, négociant, membre de la chambre de commerce ; Carcassonne, Edgard, avocat, conseiller général ; Clavel Marcellin, juge au tribunal de commerce ; Couteron-Lingerat, libraire ; Conte Virgile, négociant ; Defferre Emile, pharmacien, membre du conseil d'arrondissement ; Ducret Antoine, ingénieur civil ; Espion-Larnac, négociant, membre de la chambre de commerce ; Guérin Samuel fils, manufacturier ; Gilly Numa, foudrier ; Gas Marius, fabricant d'engrais à Saint-Césaire ; Jouve Daniel, négociant, membre du tribunal de commerce ; Manse Paul, avocat ; Margatot Ali, banquier ; Marcéjol Gaston, avocat ; Maurel Jacques, employé de commerce ; Meynard-Auquier, conseiller général ; Michel Louis, avocat ; Nègre Alfred, négociant ; Penchinat

Léon (1), avocat, membre du conseil général ; Puech, négociant ; Randon de Grolier Alfred, architecte ; Raphel père ; Rocher A., membre de la commission des hospices ; Rouvière Louis pharmacien ; Rouvière François, publiciste ; Roux, avocat ; Rozier Louis, négociant ; Toubas Jouanin, négociant, vice-président du conseil des prud'hommes ; Verdier Frédéric, ancien négociant ; Vialla Hippolyte, employé de commerce ; Villaret Paul, négociant.

La municipalité fut composée de M. Ali Margarot, maire ; MM. Louis Michel (2), Alfred Nègre, Henri Bertrand et Gaston Maruéjol, adjoints.

On remarquera que le Préfet avait, sur trente-huit commissaires, choisi vingt-cinq protestants et un juif et que la municipalité comprenait trois protestants et deux catholiques.

Ainsi donc le coup était fait. Dans cette même année le parti républicain à Nîmes avait vu la force armée briser les portes d'un couvent et renverser la municipalité conservatrice. Il n'avait pas craint d'éveiller les passions religieuses et de montrer sa haine pour le catholicisme. La population lui montra le souverain mépris qu'elle professait pour de tels agissements et pour de tels procédés, et parmi les fonctionnaires quelques-uns eurent le courage de se séparer d'un gouvernement qui foulait aux pieds le droit, la justice et la conscience de chacun.

Il se trouva dans la magistrature et dans l'administration des caractères qui se refusèrent à prêter leur concours à une œuvre semblable. Le gouvernement se heurta à une sorte de grève des honnêtes gens, bien vite remplacés, il faut le dire, par des ambitieux et des solliciteurs de toute espèce auxquels semblable métier ne saurait répugner. Nîmes eut de ce côté ses hontes, mais elle eut aussi ses gloires. Parmi ses enfants, il en fut qui préférèrent abandonner le poste qui leur était confié plutôt que de se rendre complices d'un attentat odieux. M. Rigal, substitut à Tournon ; M. Tribes, substitut à Privas, furent parmi les démissionnaires. M. Clapier, procureur-général à Grenoble ; M. Grousset, substitut à Nîmes, imitèrent ce noble exemple.

L'administration républicaine trouva dans les rangs de ses agents les

(1) M. Penchinat Léon était nommé d'emblée premier président à la Cour de Montpellier.

(2) M. L. Michel ne resta que fort peu de temps à la mairie. Il acceptait, lui, catholique ayant tout récemment encore affirmé dans un discours sa foi religieuse, un poste dans la magistrature, au moment où l'exécution des décrets provoquait de toutes parts dans les rangs des magistrats, d'honorables et courageuses démissions. M. Michel, pour oublier son passé, était nommé par M. Cazot, alors ministre de la justice, avocat général à Rennes.

plus modestes, des hommes autrement courageux que le secrétaire-général de la préfecture. Un inspecteur de police, M. Baptiste, et un inspecteur de la sûreté, M. Georges, préférèrent perdre leur gagne pain que de donner la main à un acte d'odieux arbitraire. De toutes parts, du reste, les démissions pleuvaient. Un ancien Procureur de la République à Nîmes, à ce moment à la tête du parquet du Havre, M. Albert Pellerin, adressait au garde des sceaux une lettre pleine de dignité.

« Je m'honore, écrivait le magistrat, de compter dans ma famille des martyrs protestants et des martyrs catholiques. C'est vous dire qu'en venant au monde, j'ai trouvé la foi chrétienne et la tolérance religieuse installées aux côtés de mon berceau. Comme je suis né, je veux mourir. Fils de persécutés, je ne me ferai jamais persécuteur. »

M. Georges Maurin, procureur de la République d'Uzès, imita cet exemple. Mais le gouvernement républicain ne se contentait pas d'imposer aux magistrats et aux commissaires de police l'ordre d'expulser brutalement d'inoffensifs religieux, il voulait que ses fonctionnaires fassent, par écrit, adhésion aux actes d'arbitraire qu'il venait ou qu'il se préparait à commettre.

A la Préfecture, on fit signer par tous les employés une déclaration dans ce sens, et pour qu'il n'y eût pas de résistance ils durent « signer sous les yeux de leurs chefs, sans avoir le temps d'étudier suffisamment les termes ou la portée de cette pièce ». Trois employés eurent le courage de briser leur carrière plutôt que de laisser leurs noms au bas de cette déclaration. C'étaient MM. Achard Honoré, chef du bureau militaire ; Boyer Jean, Rogé Georges.

A peine arrivé à la mairie, M. Margarot n'eut d'autre souci que de frapper sur de malheureux employés, coupables seulement d'avoir servi la municipalité conservatrice, coupables surtout d'appartenir à la religion catholique. Le franc-maçon et le protestant sectaire s'en donnèrent à cœur joie et s'intitulant « maire de Nîmes » bien qu'il ne fût en réalité que président de la commission municipale, il s'appliqua à épurer, suivant le style républicain de l'époque, le personnel administratif, placé par un caprice préfectoral sous ses ordres. Sans même avoir la pudeur d'attendre que le suffrage universel vînt, tout au moins, consacrer le changement exécuté à la mairie, il ne s'occupa tout d'abord que de bouleverser tout le cadre des employés. Il est vrai de dire que, tournant dans un cercle vicieux, M. Margarot était contraint d'opérer de la sorte s'il voulait lui et ses amis sortir victorieux du prochain scrutin. Si le préfet avait nommé une commission municipale, s'il avait infligé un outrage gratuit au suffrage universel, ce n'était que pour permettre

au parti républicain de s'emparer non-seulement de la mairie, mais des urnes électorales et de pouvoir, à son aise, préparer un triomphe aux élections prochaines.

La liste est longue de tous ceux qui furent frappés par le nouveau maire, et c'est ici le lieu de les féliciter d'avoir préféré attendre ses foudres que de lui laisser place nette en jetant leur démission.

Rien ne trouva grâce devant le vénérable de la loge-maçonnique, investi par le préfet Dumarest de la première magistrature de la ville, ni les services rendus, ni l'âge, ni le talent, ni les droits acquis. On n'avait jamais vu, au cours de notre histoire locale, même aux heures des plus profonds bouleversements, une telle rage, une telle furie de révocation. En quelques semaines plus de cinquante employés étaient frappés par cette raison que « M. Margarot ne pouvait conserver pour collaborateurs des fonctionnaires hostiles à la République, et par conséquent à son administration. » Et pour ajouter à l'iniquité et à la cruauté de cette mesure, pour bien marquer son caractère et son but, on prenait bien soin de révoquer brutalement les vieux serviteurs, leur enlevant ainsi tous droits à une retraite honorablement gagnée, les privant ainsi tout à la fois de leur gagne pain journalier et des secours mis en réserve pour leur vieillesse.

Chose à remarquer tous ceux qui eurent les honneurs de cette persécution odieuse étaient catholiques. Catholique, M. Achard (1), sous-chef de comptabilité, jeté dehors sans explication ; catholique, M. Paul Rigot, chef de division ; catholique, M. Cabiac ; catholiques, MM. Gérin, Pelet, Clément, Arnaud, Crouzat, Ginoux, Bard, Vayé et tous ceux qui furent enveloppés dans une même disgrâce, désignés aux coups du maire par les journaux républicains et par la Loge maçonnique. Ce que M. Margarot poursuivait ainsi de sa haine de sectaire, en se saisissant du pouvoir, c'était donc avant tout le catholique ; un exemple le prouvera surabondamment. M. Monteils-Nougarède, alors qu'il faisait de par la loi fonction de maire, avait nommé au poste de sous-bibliothécaire de la ville, M. Martin (2) qui s'est fait un nom, d'abord en réci-

(1) M. Achard était le père du jeune chef de division qui avait si courageusement refusé à M. Dumarest de signer un document approuvant les décrets et leur exécution. C'était le seul crime de l'employé municipal.

(2) M. Martin est né à Nîmes vers 1826. Il fut d'abord destiné à l'état de sellier, mais un événement vint révéler ses aptitudes théâtrales. L'acteur Rouvière, interprète original et passionné de Shakespeare, se trouvait à Nîmes en prison à la suite du coup d'Etat de 1851. Martin fut mis par le hasard en relation avec lui et à son école fut initié au métier auquel il se consacre désormais. On a son buste exécuté par Amy.

tant les délicieuses fables patoises de Bigot, en se multipliant ensuite lorsqu'il le fallait pour les malheureux et les infortunés ; une telle nomination ne pouvait être suspecte. M. Martin, dans son ardeur à faire le bien, n'avait jamais songé à demander pour quelle opinion où quelle religion il déclamaient. Que ce fût pour des œuvres catholiques, que ce fût pour des œuvres protestantes, que ce fût pour la Loge elle-même, il lui suffit qu'on parlât charité pour obtenir son concours. Mais M. Martin était catholique et M. Margarot annula sa nomination donnant pour excuse « qu'il ne pouvait nommer que des gens ayant fait preuve de républicanisme. »

A la préfecture, le maire de Nîmes trouvait chez le préfet un digne imitateur et M. Dumarest frappait sans pitié, lui aussi, tous ceux qu'on pouvait soupçonner d'attachement à leur foi religieuse. Tantôt c'était un conseil municipal, qu'il révoquait, sans motif du reste, uniquement pour mettre les urnes électorales entre les mains des républicains et des protestants ; tantôt c'étaient de modestes fonctionnaires qu'il éloignait brutalement de leur poste, témoin, d'une part la municipalité de Saint-Gilles et de l'autre la rigueur avec laquelle il sévit contre M. A. de Lamothe, archiviste départemental. M. de Lamothe, depuis près de vingt années, occupait ce poste où par ses rares connaissances, ses travaux, ses recherches, il s'était acquis un renom dans les lettres. Pendant cette longue période, le savant n'avait vu, se conformant du reste aux règlements ministériels, que les obligations de sa charge, sans se préoccuper autrement des événements politiques. Avec le régime républicain, il en était tout autrement, et ceux-là même qui avaient si violemment attaqué Napoléon III pour avoir exigé de ses préfets un serment de fidélité, s'empressèrent d'exiger d'un archiviste son adhésion écrite à l'exécution des décrets. La réponse de M. de Lamothe fut des plus fermes : « Vous me demandez, dit-il, une déclaration politique qui serait contraire à mes principes comme catholique et comme père de famille. J'ai le regret de ne pouvoir obtempérer à votre désir, et, si vous jugez que n'étant pas partisan des décrets et de leur exécution, je ne suis pas digne de remplir mes fonctions, j'attends une révocation. » Après vingt jours d'hésitation, M. Dumarest répondit par un arrêté de révocation basé « sur la nécessité de ne conserver dans tous les services dépendant de l'administration que des hommes dévoués au gouvernement. »

Ainsi donc dans le Gard et à Nîmes, que ce fût le préfet ou le maire, un même esprit, une même pensée dictaient tout les actes. Il fallait à la veille des élections municipales et même des élections législatives de

1881 répandre une sorte de terreur qui devait dans l'esprit de ses auteurs n'atteindre que les catholiques assez osés pour être fidèles à leur foi. C'est au nom de la liberté de conscience que ces attentats s'opéraient, et ce n'était point encore assez, il fallait y apporter de basses accusations, de viles calomnies, de méprisables incriminations. Là encore, M. Margarot se montra aussi violent que lorsqu'il procédait à ses exécutions sommaires.

Après avoir compromis sa dignité de magistrat, il s'abaisse jusqu'à prononcer dans un cercle politique, le cercle de la *Renaissance* (1), des paroles qu'on pouvait s'étonner de trouver dans la bouche d'un homme de bonne compagnie, et qui par une cruelle ironie du sort devaient quelques mois plus tard se retourner contre celui-là même qui les avait hasardées. Il est presque inutile d'ajouter que le nouveau maire de Nîmes visait dans l'allocution qu'il prononça, l'ancienne municipalité. Il s'attira la réponse suivante de M. Blanchard, réponse toute vibrante d'indignation.

« Monsieur le rédacteur,

» Je lis, à l'instant, dans le *Petit Méridional*, une allocution prononcée au cercle de la Renaissance par M. Ali Margarot, président de la commission municipale.

» Cette allocution n'est pas seulement la critique haineuse de mon administration et du conseil municipal, c'est aussi une accusation formulée en termes inqualifiables contre des employés et des agents dont on nie la capacité, la fidélité, *l'honnêteté même*.

» M. Margarot a *chassé* (style républicain) une police *infidèle*, et depuis lors l'ordre a été rétabli, les *perturbateurs ont disparu*.

» Ne dirait-on pas que l'administration dont j'ai eu l'honneur d'être le chef durant plus de neuf ans, avait pris à sa solde une compagnie d'émeutiers, et que durant neuf années la ville de Nîmes a été le théâtre d'incessantes agitations ?

» Que répondre à de semblables énormités !

» La paix publique régnera-t-elle aussi longtemps sous le sceptre municipal de M. Ali Margarot ? nous le désirons vivement, mais nous en doutons.

» C'en est pas impunément, en effet, que l'on s'impose à une grande cité, et qu'on jette à pleines mains l'insulte, non point aux élus d'une population arbitrairement sectionnée, mais aux élus d'une population

(1) Situé rue des Chassainies.

ayant voté librement au scrutin de liste, seul mode légitime du suffrage universel.

» *Il était temps*, dit M. Margarot *que nous arrivions ; il fallait éclaircir la situation ; nous sommes arrivés comme le syndic d'une maison en déconfiture.*

» Avez-vous bien pesé, Monsieur, ces paroles ; en avez-vous compris toute la portée, tout l'odieux, toute la responsabilité ?

» Lorsqu'on ne recule pas devant le triste rôle d'accusateur public, fût-on banquier millionnaire, on doit avoir son dossier et en administrer les preuves.

» Ces preuves, s'il le faut, nous vous forcerons bien à les produire.

» Ainsi que vous le dites, du reste, *il était temps que vous arriviez.*

» Il était nécessaire, en effet, qu'à la veille des élections municipales, la cité tout entière vous vit à l'œuvre, qu'elle sût ce que vous destiniez à la petite Irlande, objet incessant de vos rêves, qu'elle comprit tout ce qu'il y a de fiel dans l'âme des dévots appartenant à la religion franc-maçonique.

» Oui, *il était temps* que vous arriviez, il fallait qu'on vit les apôtres de la tolérance républicaine briser, sans la moindre émotion, sans le moindre scrupule des situations acquises par de longs et loyaux services, jeter sur le pavé de pauvres agents et modestes employés coupables de conserver la vieille foi de leurs pères.

» Il fallait que l'on vous vit accroître le personnel de la police, demander un poste militaire, vous entourer de gardes et trembler aux seuls mots de : Vive la liberté ! Vive la justice !

» Et maintenant que M. le président de la commission municipale qui se dit maire de Nimes *compare*, à son gré, *les recettes et les dépenses*, qu'il débrouille toutes les affaires de notre administration, qu'il *balaye* la ville après avoir balayé la mairie, qu'il enlève les grilles des édifices religieux, voire même celle de l'Oratoire protestant, pour les placer prudemment à l'hôtel de ville, qu'il démolisse le palais que, d'après lui, nous avons élevé *non aux arts mais à la haine...* permis à lui.

» Qu'il n'oublie pas seulement qu'entre lui et nous, il existe un tribunal devant lequel on n'élèvera jamais de conflit... C'est celui de la conscience publique ; nous ne craignons pas ses arrêts.

» Agréez, Monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

» ADOLPHE BLANCHARD,

» *ancien maire de Nimes.* »

La municipalité que nous venons de voir frappée si traitreusement

n'en avait pas moins poursuivi avec un zèle des plus louables la mission qui lui avait été confiée. Si préoccupée qu'elle pût être de la situation nouvelle qui lui serait faite un jour ou l'autre par les empiètements de l'autorité préfectorale et par l'audace du parti républicain, elle s'attachait, comme auparavant, à ne pas négliger les intérêts pressants dont elle avait la charge.

Nous l'avons vue aux derniers jours de décembre prendre les premières mesures pour soulager dans la mesure du possible la classe ouvrière très éprouvée par un hiver des plus rigoureux. Sur les fonds votés par les Chambres pour les classes nécessiteuses (cinq millions), il fut attribué à la ville une somme de 5,000 francs que le Conseil, réuni extraordinairement en janvier, consacra à différents travaux de terrassement, savoir : le déblai de la rue Sainte-Félicité (1), celui de la rue Charlemagne, de la rue de la Biche (2), le curage du Cadereau et le remblai du chemin de Générac (3), l'ouverture de tranchées pour la continuation du boulevard de la Fontaine (4), la plantation d'arbres en cet endroit, le nettoyage des ruisseaux et caniveaux des places et rues des faubourgs, enfin l'organisation de l'étendage pour le lavoir du chemin d'Avignon sur un terrain que la ville allait acheter.

Les délibérations ultérieures du Conseil, dans les sessions ordinaires de février, mai et août, portèrent particulièrement sur l'extension de la canalisation des eaux du Rhône dans la partie basse de la ville (chemin de Montpellier), rues Sainte-Perpétue et Sainte-Félicité, sur l'installation définitive du musée Gower dans une des salles du premier étage du palais des Beaux-Arts, à la suite de la grande salle du musée, la consolidation de la grande canalisation en ciment entre Nîmes et Saint-Gervazy, l'installation de la Société d'Agriculture dans les bâtiments de l'ancien Hospice, les réparations urgentes à l'église Saint-François-de-Sales. Il mettait à l'étude les mesures recommandées par le gouvernement pour l'amélioration et le développement du dessin et des beaux-arts (5).

(1) Entre la rue de Caisargues et celle de la Tour-de-l'Evêque.

(2) Entre les rues Sully et Jacquart.

(3) Entre la fabrique d'engrais et le nouveau chemin de Générac.

(4) Sous l'administration de M. Blanchard l'ancien boulevard du Cours-Neuf prit le nom de boulevard de la Fontaine. L'administration républicaine le dénomma, en 1884, boulevard de la République.

(5) M. Turquet, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts, venait d'accorder (avril 1884) à la ville de Nîmes : 300 francs à titre d'indemnité pour le professeur de dessin d'ornement, une collection de modèles, un ouvrage d'art et un livret de 30 francs à la Caisse d'Epargne pour être donnés en prix aux élèves les plus méritants.

Mais parmi les nombreuses questions plus ou moins importantes qu'il eut à examiner au cours de cette année, deux méritent qu'on s'y arrête. J'ai dit quelques mots dans le chapitre précédent de l'une d'elles : celle des halles. L'inconcevable lenteur de la commission d'études, ses hésitations, ses tergiversations avaient reculé de deux ans au moins la solution à donner au projet. Enfin, dans la séance du 11 mai, M. Bouet, rapporteur, donna lecture du rapport dont il s'était chargé et après avoir lumineusement traité l'historique de la question, il finit par conclure à la construction des halles centrales entre la place Belle-Croix, la rue des Orangers, la rue Xavier-Sigalon et la rue de l'Ecole-Vieille. C'était le projet Benoit et Delmas auquel se ralliait enfin la commission et avec elle le Conseil tout entier, qui votait, presque sans discussion, le cahier des charges de l'entreprise. Mais il était trop tard, la délibération du Conseil ne pouvait avoir d'effet qu'autant qu'elle aurait reçu l'approbation préfectorale. Or, à la préfecture, où déjà M. Margarot était tout puissant, où M. Dumarest se montrait de plus en plus l'obéissant serviteur de la coterie brouillonne qui allait triompher, les jours du Conseil étaient comptés. D'une part, on était bien résolu à ne pas laisser à la municipalité conservatrice l'honneur d'avoir jeté les fondements d'une œuvre de cette nature, de l'autre des intérêts de diverses natures et très complexes agitaient les chefs du parti républicain et les portaient à rejeter le plan de MM. Benoit et Delmas. Aux côtés de M. Margarot marchait un homme ambitieux et intrigant, dont l'influence sur le vénérable de la Loge maçonnique était de plus en plus grandissante. M. Feuchère pressentait que la nouvelle municipalité se lancerait, sans compter, dans de grands travaux ; en tout cas, une question était déjà mûre, celle des halles, et M. Feuchère avait son plan. Il lui importait que ce plan fût mis à exécution, et à son instigation la délibération du Conseil municipal conservateur fut rejetée par l'autorité préfectorale. Ceux qui, en vue d'intérêts particuliers, avaient retardé si longtemps la solution de cette question devant l'assemblée communale, purent juger combien, en faisant le jeu de leurs adversaires, ils avaient compromis les intérêts de la population.

D'ailleurs, une autre question plus grave encore, car elle permettait de résoudre bien des difficultés une fois qu'elle serait résolue elle-même, agita le Conseil municipal. Il ne s'agissait de rien moins que de l'unification de la dette communale au moyen d'une entente avec le Crédit Foncier.

J'avais depuis longtemps indiqué à M. Blanchard que la municipalité conservatrice ne devait pas tarder à réaliser cette importante opération

financière, clef de toutes celles qui seraient entreprises par la suite pour l'embellissement de la ville. En effet, le Conseil municipal qui successivement avait su mériter à diverses reprises les suffrages *libres* de ses concitoyens, nourrissait la pensée d'opérer par la suite l'élargissement du chemin d'Uzès, l'établissement d'un gymnase communal, l'érection des statues de Guizot et de Fléchier, hommage à des Nimois que les républicains, au milieu de leurs dépenses outrées, n'ont pas su rendre ; l'aménagement définitif de l'ancien hospice (1), l'exécution d'un square qui aurait donné à tout un quartier ouvrier (2) de l'air et de la verdure, l'isolement du petit Temple, le pavage de la rue Sully, la canalisation des hauts quartiers et la suppression du lavoir de la place d'Assas. C'était là un programme qui avec l'exécution du plan dû à MM. Delmas et Benoit en ce qui touchait les halles devait apporter dans maintes parties de la ville d'heureuses et profondes modifications. Nul doute que si deux années plus tôt, comme j'en avais fait la proposition, la conversion financière eût été opérée, on eût pu réaliser ces ouvrages municipaux.

Malheureusement, quelque animé qu'il fût du bien public, M. Blanchard n'avait pas l'audace nécessaire pour mener à bonne fin et hâtivement un tel projet. Certes, on ne saurait trop louer la prudence de sa gestion municipale et les scrupules qui l'animaient en pareille occurrence, mais il eût été peut-être plus profitable pour la cause conservatrice que les travaux que je viens brièvement d'énumérer eussent été entrepris depuis longtemps. Un peu plus de résolution eût épargné à la ville des dépenses considérables que lui ont infligées, en pure perte, les républicains. Quoi qu'il en soit, la préfecture qui ne se préoccupait que de faciliter aux politiciens de la Loge maçonnique l'accès de la mairie, s'empressa d'approuver la conversion proposée par le maire dans la séance du 4 mai. A la faveur de la nouvelle situation créée à la ville par cette excellente opération, grâce aux ressources nouvelles laissées par le Conseil, la municipalité usurpatrice qui succéda à l'administration de M. Blanchard put réaliser non tous les travaux conçus par le Conseil conservateur, mais ceux-là même qui dormaient dans les cartons des républicains et dont nous aurons à nous occuper par la suite.

Ce que je viens de dire ne peut que corroborer ce que j'avais plus haut, que la politique avait tout envahi et que c'est elle seule qui allait dicter dorénavant les travaux les plus élémentaires de la municipalité

(1) Tel que j'ai résumé dans un précédent chapitre.

(2) Le quartier limité par la rue du Cyprès au sud et la rue Neuve au nord.

et répartir les deniers municipaux ; 1880 ouvre pour notre ville l'ère des politiciens et du gaspillage. Au milieu de l'agitation qui secouait le pays tout entier par suite de l'exécution des décrets, eut lieu le renouvellement des conseils généraux.

Il ne fut pas à l'avantage du parti conservateur qui perdit encore quelques sièges, notamment ceux d'Alzon, de Bessèges et de Saint-Chaptes. M. Silhol fils, un de ces républicains modérés que la République devait plus tard, malgré ses mérites et ses qualités, reléguer au second plan, était nommé à Bessèges ; M. de La Marche l'emportait à Alzon, et M. Laporte à Saint-Chaptes. Ainsi trois protestants dans ces trois cantons succédaient à trois catholiques. M. Bosc était élu à Villeneuve-lès-Avignon, M. le duc de Fitz-James à Saint-Gilles, M. Graffin recevait des électeurs de la Grand'Combe le mandat de les représenter au Conseil général. A Nîmes, la lutte fut plus vive peut-être que partout ailleurs, et par un curieux état des esprits, elle se concentra dans deux cantons différents, non entre des adversaires politiques, mais entre candidats du même parti.

Dans le troisième canton, par exemple, s'éleva entre M. de Bernis et M. Baragnon, une polémique que je considère comme regrettable, d'une part dans la *Gazette de Nîmes*, de l'autre dans le *Journal du Midi*. Si aigrement qu'elle fût soutenue d'un côté, si habilement qu'elle le fût de l'autre, une telle division était à bon droit condamnable à l'heure même où l'ennemi, la République, bouleversait les consciences, crochetait les serrures et jetait hors de France, par un caprice de sectaire, d'inoffensifs religieux. Il est heureux que l'un des candidats ait compris avant même que le scrutin fût ouvert, ce qu'il se devait à lui-même, et ce qu'il devait à son parti. M. Numa Baragnon, après avoir énergiquement défendu ses droits, se retira le 17 juillet afin de faciliter l'union. Un document émané de M. le comte de Blacas, document qui n'était pas destiné à la publicité, mais qui n'en fut pas moins publié, le forçait par esprit de discipline, à décliner la candidature qu'il briguait. M. le comte Jules de Bernis resta seul en présence d'un républicain catholique, M. Jouve, un de ceux qui, de bonne foi, avaient cru à l'association démocratique et qui acceptaient quelques semaines plus tard d'être portés par le Préfet sur la liste de la commission municipale usurpatrice. M. Jouve fut écrasé. Il était, comme beaucoup de ceux qui partageaient son illusion, victime des menées et des intrigues du parti jacobin. Il ne réunit que 743 voix et M. de Bernis en recueillit 2343.

Dans le premier canton, les républicains qui seuls se disputaient les suffrages des électeurs, se trouvaient également divisés en deux frac-

tions. Les radicaux, après avoir été menés à la remorque par les opportunistes, commençaient à lever la tête et devant M. Meynard-Auquier, se dressa la candidature d'un radical, M. Guérin Ponzio. Ici la discipline fut méconnue, et ni M. Meynard-Auquier, ni M. Guérin Ponzio ne parurent vouloir se retirer de la lutte. Elle se termina à l'avantage du premier. Le parti opportuniste sortait vainqueur de ce nouveau scrutin. Aussi le bureau du Conseil général fut-il formé de M. Cazot, président; Meynadier et Gazagne, vice-présidents. L'état de santé de M. Laget ne permettait plus de lui confier l'une quelconque de ces fonctions. Une des questions qui se posa dès l'abord devant le Conseil général était celle de l'instruction publique. M. Desmons, que sa robe de pasteur n'avait pas empêché de briguer les fonctions publiques, fit un rapport et il est inutile d'ajouter que ce ne fut guère qu'une diatribe contre les instituteurs congréganistes et les sœurs. M. de Bernis et M. de Fitz-James défendirent énergiquement ceux-ci, mais ils étaient condamnés d'avance. Successivement le Conseil aborda la question du Lycée de Nîmes et celle du sectionnement. Il va sans dire que toutes les propositions de l'administration républicaine ou des comités électoraux furent unanimement adoptées. En prévision de la prochaine révocation de la municipalité conservatrice de Nîmes, notre cité fut arbitrairement divisée en six sections et, nous le verrons dans le chapitre suivant, de façon à assurer le triomphe de la minorité.

Mais si dans un même esprit de haine les républicains savaient s'unir contre la religion catholique et les conservateurs, ils n'en étaient pas moins déjà divisés et des symptômes de scission profonds apparaissaient aux yeux des moins clairvoyants. Entre les opportunistes et les radicaux se traçait une ligne de démarcation de plus en plus nette et déjà les premiers, maîtres absolus du pouvoir, écrasaient leurs propres coreligionnaires politiques de tout le poids de leur autorité et de leur puissance. Au moment des élections du Conseil général on vit deux faits, deux révocations, qui ne laissèrent aucun doute sur cette étrange situation faite au parti républicain. D'une part, dans le canton de Saint-Hippolyte-du-Fort, se présentait M. Mazel, banquier, opportuniste ardent, et de l'autre, M. Penchinat Emile (1). Durant la période électorale, il s'échangea entre les deux concurrents républicains les aménités ordinaires et M. Mazel fut battu. Il poursuivit bien M. Penchinat pour diffamation et obtint bien en 1881 une condamnation à deux

(1) Il ne faut pas qu'il y ait de confusion entre M. Emile Penchinat et M. Léon Penchinat que M. Yves Guyot avait baptisé du nom de *Perroquet de Palais*.

mille francs de dommages intérêts, mais ce n'était point assez. M. Penchinat avant la fin de l'année 1880 était bel et bien révoqué de ses fonctions de procureur de la République « pour des motifs étrangers à la politique, » faisait-on publier dans les journaux de la région. Au reste, M. Cazot ne pouvait véritablement refuser à M. Mazel cette compensation, car lui-même, ministre de la justice, frappait un de ses subordonnés, M. Gaussorgues (1), coupable d'avoir posé sa candidature dans le canton d'Anduze concurremment à la sienne.

On remarquera sans doute que depuis l'avènement aux affaires du parti républicain, il n'est aucun acte administratif, qui, pour ainsi dire, ne soit entaché de politique. Rien ne se fait au ministère, rien ne sort de la préfecture si l'estampille républicaine et surtout antichrétienne n'y est apposée. Jusqu'à cette année 1880, les affaires municipales avaient été heureusement soustraites à semblable influence néfaste. On se préoccupait peu de savoir dans le cabinet de M. Blanchard si telle ou telle mesure, telle ou telle amélioration contribuerait à l'accroissement ou à l'agrément d'un quartier républicain ou conservateur, on agissait au mieux des intérêts de tous sans distinction aucune, uniquement en vue de la prospérité de la cité. Il n'en fut plus malheureusement ainsi lorsque l'arbitraire préfectoral eut remplacé les conservateurs par des républicains. Aussi devons-nous enregistrer la dernière des créations opérées par la municipalité conservatrice et qui en cette année 1880 fut parachevée et livrée au public ; je veux parler des tramways. Le Conseil municipal s'était décidé à autoriser la compagnie des Tramways et, en 1880, le 28 juillet, les lignes étaient livrées au public. Ces lignes qui n'ont pas été modifiées depuis, comprenaient en premier lieu : l'avenue Feuchères et le pourtour des boulevards en passant du côté ouest et du côté est de l'Esplanade, en second lieu une ligne partant de l'octroi du chemin de Montpellier et aboutissant en face du quartier d'artillerie. La Compagnie crut devoir inaugurer avec une certaine solennité son service et réunit dans un banquet, au Théâtre d'Eté, l'administration municipale, la presse et quelques notabilités. M. Monteils-Nougarède, maire intérimaire (2), présidait cette

(1) Nous verrons plus tard M. Gaussorgues élu député sur une liste radicale qui bat de plusieurs longueurs la liste opportuniste.

(2) M. Monteils-Nougarède, premier adjoint du Conseil municipal, avait, à la suite de la révocation de M. Blanchard et de ses adjoints, été appelé, de par la loi, à remplir les fonctions de maire. Il les continua jusqu'à la suppression du Conseil municipal conservateur.

réunion et prononça un discours fort applaudi. Après lui, MM. Ferdinand Boyer, Marcellin Clavel et Ad. Pieyre en firent autant. On ne peut contester que l'installation des Tramways à Nîmes ait rendu de grands services à la population (1).

Je ne peux parler de voie ferrée, sans dire un mot du triste accident qui, le 20 novembre, se produisit à la gare de Courbessac. On sait que à ce point la voie d'Alais se détache de la voie principale de Cette à Tarascon et que la rampe est très accentuée qui mène à la station du Mas-de-Ponge. Un train de marchandises, chargé de bestiaux, engagé sur cette rampe la remontait péniblement, quand tout à coup une barre d'attelage se rompit dans les derniers wagons et ceux-ci entraînés par leur propre poids descendirent avec une rapidité vertigineuse les quelques kilomètres qu'ils venaient de parcourir. Ils vinrent se broyer dans la gare de Courbessac contre le large talus qui sépare à cet endroit la ligne du chemin de fer de la route d'Avignon. Il y eut malheureusement à déplorer la mort de deux personnes. Les dégâts matériels étaient considérables. Le bruit se répandit vite en ville de l'accident et toute la population se rendit sur le lieu du sinistre.

Nous avons vu, au cours du récit de l'exécution des décrets, que Nîmes et son Eglise avaient été douloureusement atteints par la mort du R. P. d'Alzon. Ce ne fut malheureusement pas la seule perte que notre cité eut à ressentir. Un des collaborateurs les plus remarquables du P. d'Alzon, le précédait dans la tombe à un mois environ d'intervalle.

M. E. Germer-Durand, du jour où il connut la résolution du P. d'Alzon de se consacrer à l'enseignement secondaire, était accouru se ranger à ses côtés et avait largement contribué à la prospérité de la nouvelle maison, à la tête de laquelle il fut placé comme préfet des études.

M. Germer-Durand se consacra en outre à des travaux archéologiques considérables et publia divers ouvrages ou notices qui attirèrent sur lui l'attention du monde savant. Il fut appelé à faire partie de l'Académie de Nîmes, et M. Blanchard le nomma conservateur de la Bibliothèque de Nîmes. La mort le surprit au moment même où M. Duma-rest préparait la révolution qui devait amener à la mairie une municipalité républicaine; nul doute que M. Margarot n'eût sacrifié le bibliothécaire malgré sa profonde érudition et ses vastes connaissances, car M. Germer-Durand était un catholique zélé et convaincu.

(1) Depuis 1880, bien que la première compagnie créatrice ait disparu, le service des Tramways n'a pas cessé un seul instant de fonctionner, quoique dans une ville voisine, Montpellier, ils aient été obligés d'abandonner l'exploitation,

Au mois de mars mourut M. François Corrieux, vicaire général honoraire, chanoine honoraire de Digne et de Nîmes, ancien vicaire capitulaire, curé archiprêtre de la Cathédrale (1). M. Corrieux avait administré le diocèse à la mort de M^r Plantier et en attendant l'élévation à l'épiscopat de M^r Besson. Il était né à Villeneuve-lès-Avignon le 14 mars 1804, et avait été curé de Sommières et de Saint-Gilles. C'était un homme de beaucoup d'esprit.

(1) M. Corrieux a été remplacé par M. l'abbé Graffand, curé de Bessèges.

CHAPITRE QUINZIÈME

(Année 1881)

SOMMAIRE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES — RÉUNIONS CONSERVATRICES. — LE SECTIONNEMENT RÉPUBLICAIN. — LE SCRUTIN DU 9 JANVIER. — LA MUNICIPALITÉ. — M. MARGAROT, MAIRE DE NIMES. — LA LAÏCISATION DES ÉCOLES COMMUNALES. — EXPULSION DES FRÈRES ET DES SŒURS. — MANIFESTATION. — CONDAMNATIONS. — FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET. — SCÈNES VIOLENTES AU CONSEIL MUNICIPAL. — SUPPRESSION DU BUDGET DES CULTES. — PROCÈS AVEC LES DAMES DE SAINT-MAUR ET LA VILLE. — HALLES. — LYCÉE. — EMPRUNT MUNICIPAL. — TRAVAUX MUNICIPAUX. — CONCOURS GÉNÉRAL.

Déjà l'agitation électorale avait commencé sur la fin de l'année précédente. Bien que victimes de l'arbitraire préfectoral, les conservateurs entendaient ne pas abandonner la lutte, et des réunions avaient eu lieu dans le but de se concerter pour le combat et d'organiser la résistance. Une de ces réunions eut lieu à l'Enclos-Rey à laquelle assistèrent MM. de Bernis, Adolphe Pieyre, Adrien Peladan, Bouet, Rigal, de Bouillargues. De son côté aussi le parti radical et intransigeant cherchait à s'entendre.

Les élections étaient fixées au 8 janvier 1881. Les républicains avaient du reste pris leurs précautions. Non-seulement le maire, M. Margarot, avait chassé les conservateurs de la mairie, mais la préfecture avait organisé une sorte de sectionnement arbitraire, adroitement combiné, pour donner aux républicains la majorité dans le Conseil municipal. La ville fut divisée en six sections électorales.

La 1^{re} formée de la 1^{re} section urbaine ; la seconde des 10^e et 12^e sections urbaines ; la 3^e comprenait les 2^e, 6^e et 7^e sections urbaines. Les 3^e et 5^e sections urbaines formaient la 4^e section ; la 5^e section réunissait les 8^e et 11^e sections urbaines, enfin les 9^e et 11^e sections urbaines réunies composaient la 6^e section électorale. C'était une véritable mosaïque qui n'avait même pas le mérite de la vraisemblance. Certaine section ne comptait que 1613 électeurs inscrits (la 1^{re}), et d'autres 4810, (la 2^e).

La préoccupation des républicains était visible. Il fallait noyer dans des agglomérations sûres d'avance celles qui pouvaient être douteuses, tout en faisant la part du feu, c'est-à-dire en laissant les conservateurs maîtres là où on ne pouvait faire autrement. C'est ainsi que la 12^e section se trouva accolée à la 10^e et que les 6^e et 7^e se confondirent avec la 2^e. L'élément protestant et républicain devait ainsi facilement triompher.

Les candidats en présence étaient les suivants :

1^{re} section électorale, 1613 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. de Bernis, Bouet et Rigal.

— *républicains* : MM. Ali Margarot, G. Maruéjol, Hippolyte Vialla.

2^e section électorale, 4810 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. Barbusse-Manset, Barnouin, Péche-
ral, Louis Michel (1), Bellille-Fournier, de Jassaud, Puech, Monteils-Nougarède, Rebuffat, Arcay.

— *républicains* : MM. Maxime Aubert, Bosc, Breton, Carcassonne, Floutier, Numa Gilly, Mérignargues, Mourgue-Tur, Alfred Nègre, Paul-Jaumeton.

Dans cette section se présentait également, concurremment à la liste républicaine, une liste radicale se composant de MM. F. Gauger, avocat; Jules Bosc, Paul Guérin, Couteron-Lingerat, Claude Deprès, Ferdinand Boisson, Albin Delafont, Eugène Carrière, Victor Leblanc, Auquier Sully.

(1) M. Louis Michel n'avait rien de commun avec celui que nous avons vu, transfuge du parti catholique en 1880, et qui, après avoir fait partie de la commission municipale, avait été nommé avocat-général à Rennes. M. Louis Michel, candidat conservateur aux élections municipales de 1884, était un honorable négociant en vins de notre ville.

3^e section électorale, 2684 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. de Bouillargues, Fargeon père, de Cabrières, L. Souchon, Rouvier.

— *républicains* : MM. H. Bertrand, Goulard, Fernand Roux, François Rouvière, Gabriel Valat.

4^e section électorale, 2948 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. Bouet, Henri Boyer, de Castelnau, de Gorsse, Langlade, Rigal.

— *républicains* : MM. Barthélemy Clément, D. Jouve, Paul Manse, Randon de Grolier, Fernand Roux, Seigle.

5^e section électorale, 1,259 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. Aillaud, Balmelle, Puech.

— *républicains* : MM. A. Bouchet, D. Jouve, Paul Manse.

6^e section électorale, 3152 électeurs :

Candidats conservateurs : MM. Blanchard, Berger, de Bernis, de Mérignargues, Ad. Pieyre, de Surville, de Trinquelagues.

— *républicains* : MM. Numa Ausset, Henri Bertrand, Clément B^m, Virgile Conte, Fajon Vincent, Paul Manse, Albert Méjanelle.

Les listes républicaines triomphèrent dans les 1^{re}, 2^e, 3^e, 5^e sections électorales. Les conservateurs l'emportèrent dans les 4^e et 6^e sections.

La 1^{re} section donna 950 voix aux républicains contre 272 aux conservateurs. La seconde, 1938 voix aux républicains contre 1477 aux conservateurs. La liste radicale réunit une moyenne de 300 voix. Dans la 3^e section, les républicains recueillaient 1095 voix et les conservateurs 929. Dans la 4^e, 1527 voix se portaient sur les conservateurs, et 579 seulement sur les républicains. Dans la 5^e, les républicains avaient 510 suffrages contre 444 accordés aux conservateurs. Enfin dans la 6^e 1490 voix élirent la liste conservatrice, la liste républicaine n'en recueillait que 590.

On remarquera que, sans la division arbitraire conçue par les républicains pour s'assurer le pouvoir, ils ne pouvaient triompher, car si on additionne les voix obtenues dans chaque section électorale par les premiers des listes républicaines, on n'arrive qu'au chiffre de 5754 suffrages, tandis que les plus faibles de chaque liste conservatrice réunissent un total de 6084 voix, c'est-à-dire une différence de 300 voix entre

les plus favorisés du parti républicain et les moins favorisés du parti conservateur. Mais grâce à l'arithmétique électorale républicaine, 6150 électeurs conservateurs furent représentés par treize conseillers, tandis que 5754 républicains étaient représentés par vingt et un conseillers. C'est en vertu d'un escamotage aussi éhonté que les affaires municipales furent confiées aux mains des républicains. Le Conseil se composait donc de : MM. Ali Margarot, Gaston Maruéjol, Hippolyte Vialla, Maxime Aubert, Bosc (de Saint Césaire), Breton, Carcassonne, Floutier, Numa Gilly, Mérignargues, Mourgue-Tur, Alfred Nègre, Paut-Jaumeton, Henri Bertrand, Goulard, Fernand Roux, François Rouvière, Gabriel Valat, A. Bouchet, Daniel Jouve, Paul Manse, du côté des républicains, et de MM. Bouet, Henri Boyer, de Castelnau, de Gorsse, Langlade, Emmanuel Rigal, Adolphe Blanchard, Berger, de Bernis de Mérignargues, Adolphe Pieyre, A. de Surville, de Trinquelagues, du côté des conservateurs.

Il se répartissait entre treize protestants tous républicains, vingt catholiques dont sept républicains, et un juif. Il n'est pas inutile d'insister sur ce fait, car un des premiers soins du nouveau Conseil sera de frapper de nouveau sur les catholiques. Malgré le piteux résultat de ce scrutin, les républicains ne s'en attribuèrent pas moins tous les honneurs de la victoire et le soir du scrutin, une aubade fut donnée à M. Margarot, le facile vainqueur de la 1^{re} section électorale et à M. Dumarest à la Préfecture. Un décret du 2 février composa la municipalité comme suit. Maire: M. Ali Margarot; adjoints: MM. Henri Bertrand, G. Maruéjol, Daniel Jouve, Maxime Aubert. Le Conseil avait été installé le 23 janvier.

Il était aisé de prévoir que dès la première réunion de la nouvelle assemblée communale la question de la laïcisation serait posée par M. Margarot. Ce fut en effet par cette proposition que débuta la session de février. Ni M. Blanchard, ni M. Manse ne réussirent, comme ils le demandaient, à faire adopter la question préalable et une commission fut chargé de présenter à ce sujet un rapport au Conseil. C'est au nom de cette commission que M. Fernand Roux vint le 23 février demander « comme nécessité sociale » la laïcisation absolue et immédiate des écoles primaires de la ville. M. Goulard crut devoir appuyer ces conclusions de considérations haineuses à l'adresse des Frères et des Sœurs et de la foi catholique. MM. Blanchard et Bouet défendirent courageusement les congréganistes et trouvèrent chez un républicain un secours inattendu. M. Manse, après avoir déclaré, en effet, que, à son avis, une société serait bien près de sombrer si elle bannissait la foi religieuse,

constata que personne n'avait demandé sans retard d'instituteurs laïques, que nulle pétition n'avait à cet égard circulé dans la population et rendit hommage aux instituteurs congréganistes. La proposition de M. Blanchard demandant le maintien pur et simple des instituteurs congréganistes fut repoussée par 18 voix contre 14 ; celle de M. Manse qui demandait lui aussi le maintien de ces écoles, mais parallèlement la création d'écoles laïques, fut repoussée par 18 voix contre 15. C'est par un égal chiffre de voix que la laïcisation fut votée. Le lendemain les treize conseillers municipaux conservateurs signaient la protestation suivante :

« Légitimes représentants de la majorité de la ville de Nîmes nous protestons contre le vœu émis hier par la majorité républicaine du Conseil municipal tendant à la laïcisation de toutes les écoles communales.

- Nous protestons,
- Au nom de la population catholique,
- Au nom de tous ceux de nos concitoyens qui sans distinction de culte et d'opinion veulent maintenir dans la cité la paix publique,
- Au nom de tous ceux qui respectent les vœux des populations et croient encore à l'impartialité et à la justice,
- Nous protestons enfin, au nom du droit, qu'une majorité fictive quoique légale peut bien méconnaître mais qu'elle ne détruira jamais. »

Ce n'était du reste là que le premier acte de l'odieuse comédie qu'allaient jouer les républicains. Ils avaient résolu, bien que ne représentant que la minorité de la ville, de laïciser les écoles communales avant le 1^{er} octobre; ils ne faillirent point à leurs engagements.

L'exécution ne pouvait tarder, M. Margarot était pressé d'appliquer le vote des protestants du Conseil municipal. Le jeudi, 21 avril, il notifiait aux frères et aux sœurs de notre ville l'ordre de vider dans les QUARANTE-HUIT HEURES les locaux des écoles communales. Ce fut le jeudi 28 avril que, à une heure de l'après-midi, les frères quittèrent les bâtiments qu'ils occupaient depuis 1817. Une foule émue attendait leur sortie, et les conseillers municipaux conservateurs (1) étaient à leurs côtés

(1) M. Ad. Blanchard, absent en ce moment, voulut se joindre à ses collègues dans cette circonstance et écrivit la lettre suivante :

« Ai-je besoin de dire combien j'aurais été fier d'accompagner nos chers Frères dans la voie douloureuse qui les éloigne de ces écoles où depuis plus d'un demi-siècle ils consacraient un inexprimable dévouement à l'instruction populaire. La persécution

lorsqu'ils franchirent le seuil de l'établissement dont on les chassait (1). Depuis la rue Porte-de-France, jusqu'à la maison de l'Œuvre de la Jeunesse au Mont-Duplan, où ils allaient chercher un abri provisoire, la population était accourue, empressée, sympathique, formant autour de ces modestes instituteurs du peuple une triple haie d'honneur. De cette foule émue, des pères, des mères, des enfants jetaient à brassées sur les religieux des fleurs et des couronnes, et lorsqu'ils avaient épuisé leurs provisions fleuries, ces hommes du peuple se découvraient respectueusement en poussant les cris de : « Vivent les Frères ! » Devant les casernes plus de sept ou huit mille personnes de tout sexe et de tout âge stationnaient et lorsque l'imposant et douloureux cortège arriva, ce fut de cette multitude une immense clameur de regret et d'admiration. M. Ferdinand Boyer, député, au nom de la ville ; M. de Bernis, au nom de la minorité du Conseil municipal ; M. Bouet, au nom de leurs anciens élèves, leur adressèrent quelques paroles attristées, lorsque les Frères arrivèrent à l'Œuvre de la Jeunesse.

Le soir, à six heures, se renouvela cette même manifestation, non moins grandiose que celle du matin. Les Frères qui quittaient la ville furent semblablement escortés du Mont-Duplan à la gare. Mais, on s'était ému à la mairie et à la préfecture de cet immense concours de peuple, de cette universelle sympathie et on se reprocha de n'avoir pas prévenu l'explosion de tels sentiments, dès la première heure. Dès lors, on voulut le soir même arrêter toute manifestation. D'ailleurs, M. Dumarest, au fond de l'hôtel de la préfecture, tremblait comme il avait tremblé quelques mois auparavant devant une population indignée. M. Margarot, plus froid en apparence, n'était guère moins rassuré et ces deux hommes réunis dans une œuvre commune de tyrannie et de honte sentaient à la fois leur monter le rouge au front et la peur aux entrailles.

Il ne fallut rien moins que les baïonnettes pour les rassurer, et la Préfecture fut immédiatement entourée par trois compagnies d'infanterie et une brigade de gendarmerie, chargées de faire évacuer par la force les rues adjacentes à l'hôtel. La gare était également occupée militairement ; M. Dormand, procureur de la République, se distingua, en

religieuse grandit chaque jour au milieu de nous, mais la fermeté et le calme de nos concitoyens sera, j'en suis convaincu, à la hauteur de l'œuvre de haine qui s'accomplit. »

(1) On sait que la maison de la Providence, rue Porte-de-France, avait été aménagée pour recevoir les Frères des écoles chrétiennes. Depuis, cette maison a été convertie en Mont-de-Piété.

cette occasion, comme il s'était distingué lors de l'exécution des décrets. Plus tard, ce magistrat, était appelé à Marseille, en récompense de son dévouement à la République, comme procureur de la République. Quant aux autorités civiles, leur absence à ce moment prouvait leurs préoccupations. M. Dumarest s'était claquemuré dans la préfecture avec le président du Conseil général, M. Cazot, et M. Margarot faisait camper, sur la place d'Assas, un piquet d'infanterie pour protéger son habitation.

La police opérait avec une brutalité toute républicaine. N'avait-elle pas l'avant-veille gravement maltraité, au point de mettre en péril ses jours, une femme qui manifestait hautement sa sympathie en faveur des Frères ? Plusieurs arrestations furent opérées. M. Salançon, boulanger, M. de Régis, M. Jouvenel furent appréhendés et jugés le 30 avril et condamnés à 16 fr. d'amende. M. Manse, conseiller municipal républicain, qui défendait ce dernier, déclara hautement qu'il comprenait le sentiment de reconnaissance qui avait poussé la plus grande partie de la population catholique à une manifestation dont la légalité ne pouvait être contestée une minute. A la gare, M. de Bernis, conseiller général et conseiller municipal ; M. Chabanon, ancien maréchal-des-logis des chasseurs d'Afrique, médaillé ; M. Paul Rivier, un jeune homme de dix-huit ans, avaient été arrêtés par la police républicaine et comparurent devant le tribunal correctionnel le jeudi 5 mai. Leur défense fut présentée par MM. Balmelle, Boissard et Curières de Castelnau. Le 13 mai, M. de Bernis était condamné à dix jours de prison et 50 francs d'amende ; M. Chabanon, à huit jours de prison et 50 francs d'amende ; M. Rivier à trois jours de prison et 16 francs d'amende (1).

Il n'est pas inutile de faire remarquer que lorsque le maire nomma les instituteurs et institutrices communales en remplacement des Frères et Sœurs, M. Thibaut et M^{lle} Adèle Perrier-Samary refusèrent, en guise de protestation, les postes qui leur étaient offerts par deux lettres rendues publiques et adressées à M. Margarot, les 25 et 26 avril.

On voit à quel diapason les esprits étaient montés. La République entre les mains des francs-maçons avaient réveillé non-seulement les passions politiques mais aussi les passions religieuses, creusant entre elle

(1) Furent poursuivies pour avoir entouré les Frères de leurs sympathies les personnes dont les noms suivent : Mme Millet Pauline femme Martin, M. Merle Henri, étudiant, Mme Saint-Pierre Marie femme Roux, Mlle Marguerite Samellen, Mme Darden Rose, femme Convert, M. Auzéby Pierre, banquier ; M. Auguste Pellet, cocher, Mme de Chabert Antoinette, comtesse de Bernis, Mlle Marguerite Cabelle, M. Journet, ferblantier ; Madame veuve Boudon.

et la moitié de la nation un fossé qui va aller tous les jours grandissant de plus en plus. Au sein du conseil municipal, les conservateurs ne pouvaient oublier la conduite infâme de l'administration républicaine, et les républicains ne voulaient pardonner à leur collègues d'avoir participé à la manifestation faite en l'honneur des Frères.

M. Paut-Jaumeton proposa, au nom de la commission, d'inscrire au budget extraordinaire de 1881 une somme de 10,000 fr. pour la fête nationale du 14 juillet (1). Après son énergique protestation, de l'année précédente, M. Blanchard ne pouvait laisser passer, sans la relever, une telle proposition et il s'éleva avec ardeur contre la glorification de lugubres souvenirs transformés par les révolutionnaires en fête nationale. Ce fut une véritable tempête au sein du Conseil, et M. Margarot, qui avait laissé sans s'émouvoir ses coreligionnaires interrompre violemment leur collègue, crut devoir apostropher injurieusement son prédécesseur. « Vous, Monsieur Blanchard, lui dit-il, qui passez pour l'homme le plus pacifique et le plus conciliant, vous venez de donner un triste et déplorable exemple, en portant la violence dans nos délibérations. » M. Blanchard, et toute la Droite à sa suite, abandonnèrent, en entendant ces paroles, la salle du Conseil. Mais le lendemain, 9 juin, à l'occasion du procès-verbal, l'incident fut plus violent encore. Au reste il ne se passait pas de séance qu'il n'y eût entre les deux partis des discussions passionnées. Dans le camp républicain intervenaient aux côtés de M. Margarot, celui qui lui succéda plus tard, M. Gaston Maruéjol, républicain autoritaire, toujours prêt à partir en guerre contre tout ce qui touche à la religion et à la liberté, M. Fernand Roux qui, quoique catholique et peut-être par cela même qu'il l'était, s'efforçait de s'attirer les bonnes grâces du parti huguenot par ses violences, et enfin un franc-maçon M. Goulard qui était loin d'avoir la valeur des trois premiers. C'est ce dernier qui prononça cette parole inepte : « Appliquons nos fonds à des choses plus intéressantes que les cultes. » Malgré les dispositions de la loi de 1850, non encore abrogée, M. Maruéjol fit déclarer mixtes les écoles communales; MM. Roux et Goulard firent supprimer les traitements des curés et vicaires, ce qui amena dans une ville comme la nôtre cette singulière situation d'inscrire au budget communal 4900 francs pour le culte protestant, et 2800 francs seulement pour le culte catholique, alors que l'élément catholi-

(1) En 1882, on dépensa pour cet objet 4000 fr. Sous l'Empire on n'inscrivait au budget que 4500 fr. La fête nationale de 1881 fut marquée par un terrible incendie qui dévora la maison où était le café Rieuord, sur l'avenue Fenchères.

que est à Nîmes trois fois plus nombreux que l'élément protestant. M. Maruéjol fit repousser une motion que je faisais à ce moment et qui devait, quelques mois plus tard, avoir force de loi, la publicité des séances du Conseil municipal.

Du reste, si les questions de culte soulevaient au sein du Conseil de véritables orages, il en était une autre non moins grave qui provoquait déjà des inquiétudes de la part de tous les gens sérieux. C'était le gaspillage, commencé sur une large échelle, des finances de la ville. La subvention théâtrale était portée de 21,000 à 28,000 francs, et il était en outre ouvert un crédit de 3,000 francs pour réparations aux décors ; 5,600 francs étaient votés pour l'agrandissement de l'école des filles à Saint-Césaire. On achetait 9,000 francs une maison pour l'élargissement de la rue Pavée ; un crédit de 1,100 francs était ouvert pour l'éclairage de la place Montcalm, le crédit des hospices était porté de 100,000 à 120,000 fr. ; pour les fêtes du Concours régional (1), on dépensait 4,000 fr. et 2,500 francs paraissaient indispensables pour refaire le tuyautage des illuminations de la Mairie. On créait pour y placer un instituteur protestant M. Viéles, de Saint Césaire, un bureau d'inspection de l'instruction publique (2,000 francs). L'éclairage des boulevards, le nombre des bornes fontaines, étaient considérablement augmentés ; on achetait pour 44,000 fr. à M. Nègre l'ancien théâtre des Variétés, rue des Chassaintes, afin d'y établir un magasin de décors ; il fallait voter un crédit supplémentaire de 13,500 francs pour le concours régional en déficit ; le traitement des agents de police se trouvait porté de 900 à 1,000 francs. 13,000 francs étaient consacrés au dallage en ciment des quais de la Fontaine ; on acquérait à hauts prix (175,000 francs) trois immeubles pour l'école professionnelle, contigus à l'école de la Calade (2). Une somme de 20,000 francs était consacrée à l'augmentation du personnel des octrois pendant que 3,535 francs étaient votés pour l'ins-

(1) Ces fêtes consistèrent en une exposition horticole au boulevard de la République, en une retraite au flambeaux, et dans les Arènes une course espagnole et un carrousel militaire. Pendant cette dernière, un artilleur, appartenant au 49^m d'artillerie, fut tué en tombant du haut d'une poutre.

La société des Amis des Arts organisa, à cette occasion, la première exposition de peinture, sculpture, architecture et dessin. Elle eut lieu dans la Maison Carrée et fut très brillante. On y remarqua un beau portrait par Gérôme, et le Salambô de notre compatriote Gabriel Ferrier.

(2) Ces immeubles sont situés aux coins dit Saint-Yéran, à l'angle de la rue de l'Horloge et de la rue de la Calade. Il est à observer que depuis cette époque l'école professionnelle n'est pas même commencée et que, depuis 1881, ces immeubles acquis par la ville sont inoccupés et ne sont d'aucun rapport pour la caisse municipale.

tallation du gaz dans les écoles communales. Le Théâtre recevait 682 francs pour l'augmentation de son éclairage; la destruction des bassinets obstruant le canal de la Fontaine et la réfection des conduits de ce canal étaient prévus pour une somme de 4.200 francs. Les lavoirs de la place d'Assas (1) et du quai Roussy étaient condamnés à disparaître et à être remplacés par d'autres lavoirs construits rue des Bénédictins et rue Sainte-Félicité. Il était créé pour 2,400 francs de bourses nouvelles au Lycée (2). Le cours de physique exigeait une dépense de 3,220 francs pour achat de nouveaux instruments, et une rente annuelle de 800 francs tant pour l'entretien du matériel que pour l'augmentation du traitement du professeur. Le dallage du pourtour de l'Esplanade était résolu, comme était résolue la création d'un nouveau réservoir pour les hauts quartiers, d'une capacité de mille mètres cubes; 8,000 francs était consacrés pour acheter une parcelle de terrain nécessaire à l'alignement de la place des Arènes (3). Les quais du Cadereau exigeaient une dépense de 6,500 francs. Les nouvelles écoles nécessitaient, pour traitements de concierges ou d'adjoints nouveaux, un supplément de 3,850 francs, et on créait des postes de concierges aux écoles de la rue d'Avignon, et de la rue Saint-Charles qui demandaient pour leurs logements une dépense de 2,020 francs. Un cantonnier nouveau à Courbessac nécessitait 900 francs et on ouvrait un crédit de 2.000 fr. pour acheter des vêtements aux élèves des salles d'asiles (4). Les réparations à l'appartement du proviseur du lycée se montaient à 900 fr.; Celles au lustre du Théâtre 500 fr.; celles à la cage de l'escalier de la Tourmagne 540 francs. Le pavage de la place de la Maison-Carrée coûtait 5.000 francs. 500 francs étaient votés pour augmenter le traitement du professeur de fabrication; l'installation d'un cours d'adultes (5), rue Dorée, demandait 1,000 francs; on créait un bureau muni-

(1) Coût 20.780 fr.

(2) Il est vrai qu'on supprimait celles ouvertes à Saint-Stanislas et à l'Assomption, les deux collèges catholiques de la ville.

(3) À l'endroit où s'élevait autrefois la chapelle des Petites Ursulines, transformée après la Révolution en auberge et remise, et sur l'emplacement de laquelle s'élève aujourd'hui la maison Barry-Tourrel.

(4) MM. B'anchard et de Bernis protestèrent contre cette libéralité arguant que la population se trouvait désormais divisée en deux parties, l'une comblée des faveurs officielles, l'autre traillable et corvéable à merci. On ne s'occupait en effet que des enfants fréquentant les salles d'asile laïques sans s'occuper de ceux fréquentant les salles d'asile libres. Est-ce là de la charité?

(5) Dans une maison donnée à la sœur Pitra, supérieure de la Maison de la Miséricorde, à Nîmes, et qu'on lui volait indignement.

cial de vaccination, nouvelle dépense. La refonte de la matrice cadastrale exigeait 2,500 francs.

A lire cette longue liste (certainement incomplète) de dépenses inutiles pour la plupart ou par trop majorées, de ces postes créés sans rimes ni raison, de ce gaspillage effréné, de cette dilapidation sans nom, on reste stupéfait de l'impudence du maire Margarot qui prétendait être entré comme un syndic dans une maison en déconfiture, alors que les folies de la majorité républicaine n'empêchaient pas le budget de 1880 de laisser un excédant de recettes de 61,000 francs.

A côté de ces travaux courants, vinrent devant le Conseil municipal les trois questions, des Halles, du Lycée et de l'emprunt. La première fut agitée dans la séance du 21 mars. Reprenant la décision du précédent Conseil municipal, je soutins qu'il convenait de créer les Halles à la place Belle-Croix, entre les rues de l'Agau et de l'Ecole-Vieille, où l'on pouvait facilement disposer d'une superficie de 6,000 mètres carrés. Je proposais le prolongement de la rue Guizot jusqu'aux Arènes, et de la rue Trésorerie jusqu'à la rue de la Madeleine, le dégagement du Petit-Temple et l'agrandissement de la Place aux Herbes. Dans la fraction républicaine du Conseil quelques membres appuyèrent ce projet, mais M. Goulard, rapporteur, demandait, conformément aux désirs de l'administration, que les Halles fussent construites à la rue Guizot. Le Conseil donna 16 voix pour le projet que M. Valat et moi soutenions, et 16 voix contre. Le maire dut, pour faire triompher ses propositions, départager sa voix et notre projet fut repoussé par 17 voix contre 15. Semblable accueil fut réservé à un amendement de M. Jouve, qui, pour concilier les deux camps, voulait une halle rue Guizot et une autre à la place Belle-Croix. L'administration l'emporta et incontinent le projet fut mis au concours. Le 21 juin, la commission nommée pour cet objet dépouilla les travaux envoyés. Le premier prix fut accordé au concurrent numéro 2 dont la devise était « deux étoiles jaune et rouge se pénétrant sur fond d'azur ». Il était présenté par M. John Monod, architecte, et M. Félix Beaujoin, ingénieur de Paris. Le deuxième prix fut accordé à M. Boudillon, architecte à Genève, qui avait pris pour devise : « Nemausus dans un cercle ».

La discussion générale de la question du Lycée commença le 21 février. Je proposais la création de deux lycées. L'un, le petit, demeurerait à la Grand'Rue, l'autre, le grand, s'étendrait entre le quai Roussy, la rue Turgot, la rue Pradier et le boulevard du Viaduc. Grâce à ce plan, les dépenses faites pour convertir l'hospice d'humanité en palais des Beaux-Arts ne seraient pas perdues. M. Blanchard se ralliait à mon

avis, estimant qu'il convenait par mesure d'économie de prendre ailleurs que dans l'ancien hospice d'humanité les 18,000 mètres carrés demandés pour faire un lycée. Ces deux propositions furent repoussées. Le plan de M. Henri Boyer était de transférer les services hospitaliers de l'Hôtel-Dieu dans un endroit moins central et moins peuplé et d'y placer le lycée qui aurait eu sur la place des Arènes, face au Palais de Justice, une fort belle façade. Cette proposition était également repoussée. La majorité avait son siège fait. Avec cette ténacité qu'ont toujours montrée les républicains, ils voulaient à tout prix placer le lycée à l'ancien hospice d'humanité quoi qu'il en dût coûter à nos finances et à nos collections. 21 voix contre 13 décrétèrent que le lycée serait édifié à cet endroit et qu'on engloberait dans ses murailles le pâté des maisons dit « ile de Douzil », supprimant ainsi la rue de la Maternité. Le 12 novembre, le Conseil qui n'avait voté qu'en principe, vota définitivement cette dépense qui, d'après les devis, comprenait une dépense totale de 3,200,000 francs. Un silence éloquent de la part de la Droite accueillit ce vote de haine qui allait si lourdement engager les finances municipales.

En effet, il fallait prévoir qu'en ouvrant l'ère des grands travaux, on ouvrait du même coup l'ère des grands emprunts. Quel autre moyen pouvait-on employer pour faire face aux multiples dépenses votées ? On prévoyait déjà que pour les constructions d'écoles, achat de mobilier scolaire, lycée, il faudrait au bas mot 1,500,000 francs, et que pour les Halles et le percement des rues adjacentes on ne s'écarterait guère de 5 millions. Pour les travaux relatifs à l'instruction publique, on pouvait avoir recours à la caisse des écoles qui pouvait, en percevant un intérêt annuel de 4 0/0, amortissement compris, donner trente ans pour le remboursement. C'était déjà augmenter de *sept* centimes additionnels le principal des quatre contributions. L'emprunt de 5 millions pourrait être amorti en cinquante ans, en se basant sur un taux probable de 4. 20 0/0 annuellement. D'où une nouvelle augmentation de *trente* centimes additionnels. L'ensemble des emprunts précédents ayant porté le nombre des centimes additionnels à 35, c'était donc un total de 70 centimes qu'il fallait prévoir pour les centimes extraordinaires sans compter les centimes ordinaires.

Si le Conseil municipal était livré à de telles dissensions, la ville n'était pas moins divisée. Le 22 août, une rixe s'élevait au chemin de Montpellier entre républicains et royalistes. La police républicaine intervint, opéra plusieurs arrestations et il est presque inutile de dire que la rigueur des agents s'exerça en particulier contre les conservateurs.

MM. Thibaut père et fils (1), Antoine Roux, cafetier; J. Ricard, tanneur; Pradon, homme de peine; J. Palanque, cordonnier; Comméglise, tafetassier; Vayé, ancien inspecteur municipal des voitures; Montredon, H. Cairoche, G. Lautier furent l'objet de procès-verbaux (2).

Au mois de juin, sur la place des Arènes, l'autorité municipale, dans sa rage antireligieuse, avait autorisé l'ouverture d'un musée dit *Reliquarium* où était tournée en dérision et où était bafouée la religion catholique. Cette scandaleuse exhibition provoqua pendant deux jours des querelles incessantes, et l'indignation des honnêtes gens fut telle que le *Reliquarium* fut brûlé pendant la nuit.

C'est au milieu de ces conflits multiples d'opinion que s'ouvrit la période électorale pour les élections législatives. Mais déjà, au ministère, on était si peu sûr du succès que par une ingénieuse application de la lettre de la loi, le ministre de l'intérieur surprit les républicains eux-mêmes par la hâte qu'il apporta à convoquer les électeurs. C'est à peine si les collèges électoraux, mis en mouvement, eurent le temps de se retourner. D'ailleurs les élections de 1881 se faisaient dans des conditions telles que les préfets terrorisaient à leur aise les populations. La lutte ne s'en engagea pas moins dans chaque arrondissement avec une certaine vigueur. Dans le Gard, les circonscriptions électorales n'étaient pas changées. La première circonscription d'Alais assura, après un ballottage, le triomphe de M. Desmons, radical, député sortant; les concurrents étaient, dans le camp républicain, M. Malzac, opportuniste, et dans le camp conservateur M. de Ramel, avocat à la cour de cassation. Dans la deuxième circonscription le scrutin fut favorable à M. Silhol, républicain très modé-

(1) M. Thibaut fils était celui qui avait jeté à la face du maire sa démission lors de la laïcisation des écoles communales. On s'en vengea en condamnant pour l'affaire du Chemin de Montpellier, le père à six jours de prison, et le fils à deux mois de prison et 16 fr. d'amende.

(2) Quelques mois auparavant, au mois de janvier, avait été jugée devant le tribunal correctionnel l'affaire des manifestants du Palais de Justice que j'ai racontée au chapitre précédent. MM. de Bernis et Bouet furent relaxés; MM. Lamarque, Strauss et Josephin Peladan (a) furent condamnés à 45 fr. d'amende; M. Fabre à trois jours de prison, et Thomas à quinze jours de prison; Cément à 16 fr. d'amende.

(a) M. Josephin Peladan était le fils du royaliste que nous avons vu en 1848 à l'œuvre à côté de M. de Lourdoueix. Il avait un frère de la plus haute valeur qui mourut dans des circonstances particulièrement douloureuses pour sa famille. M. Josephin Peladan, lui, s'est conquis un nom dans la littérature moderne.

ré, qui avait eu à lutter contre un socialiste, M. Brissac, et un conservateur, M. de Roux-Larcy. Ce siège était précédemment occupé par M. le marquis de Valfons. Il n'était conquis par les républicains qu'après le scrutin de ballottage.

A Uzès, était élu M. Bosc, et au Vigan, M. Marcellin Pellet.

Les deux circonscriptions de Nîmes conservaient leurs mêmes représentants. M. Bousquet était réélu dans la deuxième et M. Ferdinand Boyer, dans la première, triomphait avec 800 voix de majorité de ses trois concurrents républicains, MM. Roux, Manse et Toubas.

Les élections dans toute la France donnèrent du reste une très forte majorité au parti républicain et il n'entra à la Chambre des députés que quatre-vingt-dix conservateurs.

Il est temps que nous nous détournions des agitations de la politique pour jeter un regard sur les faits qui intéressent notre cité. C'est une occasion pour nous de constater que le monde des arts ne restait pas inactif. Un comité se formait et fondait la Société des Amis des Arts. Il se composait de : MM. Silhol, conseiller général ; Révoil, architecte ; le général de Montluisant, Adolphe Pieyre, conseiller municipal ; Gaidan, peintre ; Paul Mourier, le comte de Caladon, peintre ; Worms de Romilly, Jules Salles, peintre ; de Trinquelagues, conseiller municipal ; Robert, avocat, membre de l'Académie de Nîmes ; Feuchères, architecte. Cette société qui devait être rapidement en pleine prospérité organisait des Expositions artistiques fort suivies.

En même temps, notre Musée s'enrichissait de plusieurs dons : un portrait peint en 1848, par Jules Salles et un donné par M^{me} veuve Gallié ; un portrait du peintre Jusky, peint par lui-même, donné par M. Brutus Roux ; un beau portrait du surintendant Fouquet, par Philippe de Champaigne, donné par M. Louis Gaidan, de la société des Amis des Arts ; une copie du Titien offerte par M. Hierle, en souvenir de la subvention que la ville avait accordée pendant son séjour aux Beaux-Arts.

De son côté la ville acquérait au Salon de Nîmes une *Marine après la pluie*, de Ponson, et une *Rue de Vérone*, par Carabain.

Enfin la famille Pieyre offrait au Musée le buste d'Alexandre Pieyre, par Carrier-Belleuse.

CHAPITRE SEIZIÈME

(Année 1882)

SOMMAIRE

LE GASPILLAGE CONTINUE. — LES TRAVAUX MUNICIPAUX — L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — LES ÉCOLES CHRÉTIENNES. — ÉTABLISSEMENTS DE LA RUE D'AQUITAINE ET DE LA RUE BOSSUET -- LES RÉPUBLICAINS ET LES BEAUX-ARTS. — LE DÉFICIT. — PREMIÈRES DIVISIONS CHEZ LES RÉPUBLICAINS. — L'ÉLECTION D'UZÈS. — TRIOMPHE DES CONSERVATEURS. — M. DE MAHY A NIMES. — MORT DE MM. BOSC, DÉPUTÉ; DUMAREST, PRÉFET DU GARD; LAGET, SÉNATEUR. — M. GIRARDIN, PRÉFET DU GARD. — RETOUR DE TUNISIE.

On ne s'étonnera pas que je continue en quelque sorte en 1882 la brève énumération des travaux entrepris par la nouvelle municipalité. On a pu s'apercevoir que dès que celle-ci a abordé les affaires, sa première préoccupation a été, non de ménager comme il convenait les deniers communaux, mais d'entreprendre le plus grand nombre possible de grands travaux, la plupart improductifs, et d'engager les finances de la ville de telle sorte qu'il fût presque impossible de revenir en arrière, au cas où le suffrage universel viendrait à renverser l'édilité républicaine.

On est, en effet, effrayé de voir la hâte avec laquelle s'ouvrent les crédits et en particulier ceux relatifs à l'instruction publique. C'est là certes un service qui mérite l'attention particulière et la sollicitude de tous, mais on peut blâmer le gaspillage effréné qui présidait à ces dépenses. Il est vrai de dire que le renvoi des Frères et des Sœurs, dont

les services étaient maigrement payés, accroissait considérablement les charges de la ville. Mais on ne se contentait pas de remplacer simplement les instituteurs congréganistes par des laïques, on en accroissait sans cesse le nombre et on leur préparait des logements fort coûteux. Les écoles ne suffisaient plus, bien que le nombre des élèves n'eût pas augmenté, au contraire, et il semblait que le seul souci que l'on eût, en fait d'instruction, était de remuer incessamment la pierre, de bâtir et de démolir pour rebâtir ensuite.

On achetait 200,000 francs de maisons sur la place de l'Oratoire pour y placer des écoles, on volait 6,500 fr. pour le logement d'une institutrice à la rue de France, on augmentait le traitement des instituteurs et institutrices, on organisait à grands frais un bataillon scolaire (1), on créait un cours supérieur de jeunes filles, on votait incessamment des sommes pour le mobilier scolaire. En un mot, presque toutes les grosses dépenses de la ville, en y ajoutant celles du nouveau Lycée, convergaient vers le budget de l'instruction publique, sans améliorer autrement l'instruction proprement dite et l'éducation de l'enfance, et alors que la population des écoles communales diminuait sans cesse.

La déplorable laïcisation entreprise par les sectaires du Conseil municipal, malgré les protestations de la droite, malgré les conseils de certains républicains et bien que rien, ni la loi ni le sentiment général, n'y contraignît la municipalité, avait été pour les catholiques l'occasion de prouver tout à la fois leur admirable cohésion et leur esprit de discipline et de sacrifice. Du jour où les écoles chrétiennes avaient été menacées, le haut clergé, et à sa tête M^r Besson, avait pris résolument l'initiative de la création d'écoles libres chrétiennes, partout où besoin serait, et ce besoin se faisait sentir à Nîmes plus que partout ailleurs. L'argent n'avait pas fait défaut, une première souscription ouverte en 1880 avait produit 89,000 francs. En 1881, la caisse recueillait 100,000 francs, et les offrandes affluaient de toutes parts. Aussi dès le mois de juin, les Frères de la doctrine chrétienne pouvaient-ils ouvrir rue d'Aquitaine un vaste établissement où se présentaient dès le lendemain 1,400 enfants (2). Ce nombre allait s'accroître et nécessiter encore de nouveaux efforts de la part de la population catholique,

(1) Aujourd'hui il e t dissons.

(2) Au mois de novembre de la même année, M^r Besson, bénéficiait de nouvelles écoles confiées aux Frères de la doctrine chrétienne, situées rue Bossuet et rue de Saint-Gilles. La population scolaire des écoles chrétiennes dépassa aujourd'hui 2.500 élèves.

mais rien ne devait la rebuter, et aujourd'hui les écoles libres, organisées sur un excellent pied, possèdent à elles seules la moitié de la population scolaire (1), (2).

Cependant au milieu de la furie de gaspillage des édiles, la droite pouvait de temps en temps obtenir quelques fonds pour des objets trop peu prisés par les républicains, en particulier pour les Beaux-Arts. Sous cette administration béotienne on allait en effet voir la présidence de la commission des Beaux-Arts confiée à un fabricant de chaussures, M. Bertrand, fort peu expert en la matière (3). On allait voir dispersées à droite et à gauche toutes nos collections, à peine abritées, mal entretenues ou confusément entassées sans ordre et sans soin. On enlevait à un homme de talent, M. Doze, la direction de l'école de dessin et la conservation de notre Musée, pour la confier à une nullité, M. Perrot, qui abaissa l'une et compromit l'autre. Aussi au milieu de ce vandalisme, peut-on féliciter la droite d'arracher 2,000 francs pour l'exposition des Arts décoratifs organisée par la Société des Amis des Arts (4), et 1.500 francs pour la reconstitution des collections d'histoire naturelle.

On pouvait aussi, suivant en cela la pensée de la municipalité conservatrice, achever la distribution des eaux dans les hauts quartiers, notamment celui de la Croix de Fer. Cette dépense s'élevait à 19,000 fr., mais assurait à la ville un revenu de 2,000 francs. De même des travaux étaient entrepris au Théâtre, sur la proposition de M. Saint-Marc Langlade, pour le préserver de l'incendie, dans la mesure du possible (4,000 fr.) Le Musée lapidaire, si magnifiquement installé dans le palais

(1) L'assemblée générale de l'œuvre des Ecoles chrétiennes de Nîmes sous la présidence de M. Graffard fixa les recettes de 1882 à 97.761 francs 80 et les dépenses à 86,144 fr. L'excédant était donc de 11,617 fr. pour les recettes, plus une maison sise rue des Lombards, donnée par Madame la marquise de Clausonnet et valant 80.000 fr. Cette maison détruite lors du percement des nouvelles rues dont l'une a traversé le bel hôtel du baron de Marguerites, a été remplacée par un autre immeuble sis rue des Greffes.

(2) Il conviendrait de créer une nouvelle école de garçons dans le quartier de la rue Neuve, et d'agrandir l'école dirigée par les Augustines de Mâcon, au rond point du boulevard de la République; une salle d'asile y serait absolument nécessaire.

(3) Ce même M. Bertrand prétendait que les personnes qui fréquentent la Bibliothèque municipale n'étaient que des paresseux, venus uniquement là pour se chauffer ou dormir. *Ab uno disce omnes.*

(4) Le 12 avril jolibois de M. Wantz, directeur des Beaux-Arts, deux vases décorés de Sèvres pour cette exposition.

des Beaux-Arts, était de nouveau transporté à la Maison - Carrée (5,000 fr.) (1).

On pense bien que les dépenses dans lesquelles s'engageait l'administration républicaine demandaient des ressources exceptionnelles. A la session de mai, lorsque le maire présenta son compte administratif, il fut aisé de constater que l'on se trouvait en présence d'un déficit de 560,000 francs. Fort heureusement, l'unification de la dette communale, œuvre imaginée et entreprise par la municipalité conservatrice, donnait un excédant de recettes de 800,000 francs, ce qui permettait de combler cet énorme déficit et de payer les 200,000 francs de dépenses effectuées et non encore soldées. Ainsi en moins d'un an, l'administration républicaine avait épuisé sans profit pour la ville les réserves si sagement constituées par la municipalité conservatrice. C'était une situation inquiétante, d'autant plus inquiétante que les républicains, dans une séance de nuit, fort tumultueuse, avaient voté le 24 février un lourd emprunt de 4,100.000 francs qui ajoutaient 40 centimes additionnels aux charges des contribuables pendant trente-cinq ans.

Ces sommes considérables devaient servir à l'exécution de grands travaux qui ne devaient surtout profiter qu'à des ouvriers étrangers, la plupart italiens. C'est ainsi que nos édiles républicains comprenaient l'intérêt de la classe ouvrière.

Quant au maire auquel M. Curières de Castelnau et M. Gabriel Valat faisaient ressortir l'importance du déficit creusé par des dépenses exagérées et irréfléchies, il se bornait à déclarer que « ses successeurs s'arrangeraient ». Cette parodie du mot de Louis XV dans la bouche d'un homme qui s'était posé en « syndic de maison en déconfiture » était à tout le moins imprudente ; mais si on se reporte à deux années plus tard, on s'apercevra que M. Margarot ne laissera pas seulement à ses successeurs le soin de démêler son administration financière, mais à ses héritiers le soin de mettre en ordre ses affaires personnelles. Dès lors on s'étonnera peu de la désinvolture de langage, adoptée par le premier magistrat de la cité.

Celui-ci, du reste, avec cette insouciance des intérêts considérables qui lui étaient confiés, ne voyait dans la possession de l'écharpe que le moyen de satisfaire ses haines et ses rancunes. Depuis plus de quarante années, les dames de Saint-Maur, plus connues à Nîmes sous le nom

(1) C'est grâce à ce'a que la statue de la Salamandre restaurée par un artiste de notre ville, M. Dalgue, et placée à la porte du premier venu, a été une nuit mutilée par un fou quelconque.

de Dames de la Calade, avaient organisé bien avant que l'idée germât dans les cervaux républicains, des écoles de filles gratuites. Semblable institution entre les mains de religieuses catholiques devait offusquer ceux-là mêmes qui prônaient la gratuité de l'instruction, avec cette réserve mentale de ne confier les enfants qu'à des instituteurs francs-maçons ou athées. Le porte parole, le vénérable de la loge maçonnique de Nîmes, s'empressa donc de déclarer la guerre à l'institution des Dames de Saint-Maur, et dans le chapitre précédent nous avons vu la majorité du Conseil, rangée derrière son chef de file, approuver cet acte monstrueux. M. Manse, conseiller municipal, fut de cet avis. Voulait-il se faire pardonner, auprès de ses collègues, l'indépendance qu'il avait montrée au sujet de la laïcisation des écoles ? C'est possible, toujours est-il que son avis l'emporta, le procès fut engagé. M. Manse le plaida et le perdit en première instance. Fera-t-on appel ? Oui, s'écria tout d'une voix la majorité républicaine, et M. Manse approuva. Le procès fut perdu (1), car la justice était contre la ville, et pour satisfaire des haines de sectaire, pour aider à une réhabilitation politique, la caisse municipale dut s'alléger de 12,000 francs. Elle en avait vu bien d'autres, comme je le disais plus haut.

Ce maniement inusité de fonds publics entre les mains de gens inexpérimentés ou facilement tentés, ne pouvait qu'amener des scandales dans le genre de ceux que la République a été obligée plus tard de constater dans les plus hautes magistratures qu'elle ait créées. M. de Bernis, conseiller municipal, dut le 27 avril réclamer en séance du Conseil contre l'adjudication des travaux du Lycée (2). Il prouva que l'on n'avait pas respecté la liberté des enchères et que l'on avait introduit dans cette opération administrative la loi du maximum ce qui ne pouvait que douloureusement impressionner l'opinion publique. Ces paroles du conseiller de la droite soulevèrent une véritable tempête et le maire, dans sa colère, menaça son honorable collègue de la police correctionnelle. Vaine fureur ; ce que M. de Bernis avait dit était vrai. On ne se préoccupait à la mairie des grands travaux que pour favoriser au dépens des deniers municipaux toute une armée de coreligionnaires politiques affamés. Peu à peu la Loge maçonnique dont M. Margarot était le vénérable se transformait en une véritable bourse de quéman-

(1) La ville alla en cassation. Son pourvoi fut rejeté.

Cette affaire des Dames de Saint-Maur est fort curieuse au point de vue juridique. Je m'étonne que les journaux judiciaires de Nîmes ne l'aient pas exposée clairement au public ou qu'une brochure populaire ne l'ait pas mieux fait connaître.

(2) Cette adjudication se montait à la somme énorme de 4.863.492 francs.

deurs et de sollicitateurs auxquels on livrait pour ainsi dire d'avance tous les travaux municipaux.

Ceux-ci étaient du reste conduits d'une façon déplorable. Le Conseil municipal était obligé de sévir contre M. Feuchères, l'architecte patronné pour des raisons particulières par M. Margarot, à cause de l'incapacité notoire dont il avait fait preuve dans les réparations faites à la Maison de la Providence pour y installer le Mont-de-Piété. Presque en même temps, cette même créature de l'opportunisme était l'objet, au Conseil général, d'une véritable exécution au sujet de la construction de l'école normale des filles (1), où des malfaçons coupables et des exagérations de devis étaient signalées (2). Ce fut M. Feuchères et son collègue M. Randon de Grolier qui furent chargés de la construction du Lycée national, et là encore il se produisit de telles exagérations de dépenses, de tels abus que le Conseil municipal républicain dut nommer des experts pour examiner les travaux exécutés.

C'est à la fois à ces scandales qui vont grandissant tous les jours autant qu'aux questions de personnalités que l'on devait de voir les républicains se fractionner en deux partis fort distincts et de plus en plus ennemis. On en vit une preuve dans l'élection qui devait avoir lieu dans l'arrondissement d'Uzès en remplacement de M. Bosc.

Le siège législatif d'Uzès était devenu vacant par la mort de M. Bosc. De nombreux compétiteurs républicains se présentèrent pour l'occuper. Depuis l'invalidation indécente de M. Baragnon et le succès de leurs candidats, les républicains se croyaient assurés de la victoire dans cet arrondissement. Le scrutin s'ouvrit le 26 février et ce n'est que quelques jours avant que j'eus l'idée de lancer ma candidature dans ce collège électoral par la proclamation suivante :

21 février 1882.

» Mes chers concitoyens,

» Vous êtes appelés, le 25 février, à nommer votre représentant à la Chambre des députés.

» Je m'offre à vos suffrages. Loin d'obéir à un sentiment d'ambition personnelle, je viens simplement remplir un devoir.

» Entre nous, de longues explications sont inutiles. Je mettrai, si vous

(1) A l'extrémité de la rue Ménard, dans les terrains de M. Meynier de Salinelles.

(2) Cette affaire n'est pas encore terminée, M. Feuchères a été révoqué de ses fonctions d'architecte du département et le Conseil général a suspendu le règlement de ses honoraires pour faire face aux réparations nécessitées par la mauvaise construction de l'édifice.

m'ouvrez les portes du Parlement, tout mon zèle, toute mon activité à la défense des intérêts moraux et matériels de notre arrondissement.

» J'y défendrai vos plus chères libertés menacées, les intérêts agricoles gravement compromis, la cause du travailleur abandonnée par ceux qui avaient mission de la défendre, celle de la décentralisation et des libertés publiques, inéconnue.

» Je réclamerai avec persistance et jusqu'à ce que justice nous soit enfin rendue, la réduction des impôts, la prompte exécution du canal d'irrigation du Rhône, la révision du cadastre.

» Je demanderai qu'on vienne aussi en aide aux populations ouvrières par de grands travaux, utiles à tous.

» Ai-je besoin de vous dire qui je suis ? Vous le savez déjà. Je suis avant tout un homme de progrès, un homme de mon temps, désirant ardemment les réformes nécessaires compatibles avec l'honneur, l'ordre et la paix publique.

» Je suis l'ennemi juré de toute dictature. Ce que je veux, c'est la transmission héréditaire du pouvoir, fondement de l'ordre social, gage sincère et exercice normal de la souveraineté nationale.

» Ce que je veux, ce sont les saints autels honorés pour que Dieu protège la patrie.

» J'ai appris à aimer le peuple en vivant avec lui. Je n'ai qu'un désir : me consacrer à la défense de ses droits. On nous avait promis la liberté. Où est-elle ?

» Je ne vois sous ce régime que dénonciation, tyrannie et abaissement.

» Loin de respecter le suffrage universel, on cherche toutes les occasions de le violer. Il n'est même plus permis au père de famille d'élever ses enfants comme bon lui semble.

» La magistrature elle-même, gardienne vigilante et impartiale des droits de tous, ne trouve grâce devant nos maîtres d'aujourd'hui.

» La République en France voudrait-elle donc n'être servie que par des esclaves ?

» Quant à moi, je revendique hautement l'honneur d'être l'adversaire déclaré d'un pareil gouvernement.

» On nous avait promis la prospérité ? Mais de quelque côté que je me tourne, je ne vois que misère publique, augmentation d'impôts, que ruines de toutes sortes.

» A vous de dire si vous voulez que cet état de choses continue.

» Allez donc, tous, le 25 février au scrutin, et n'oubliez pas qu'en combattant pour moi, vous combattez pour vos intérêts, pour vos libertés, pour vos espérances !

» J'ai rempli mon devoir, à vous mes chers concitoyens à remplir le vôtre.

» ADOLPHE PIEYRE,

» *Membre du Conseil municipal de Nîmes.* »

Le premier tour de scrutin donna les résultats suivants : MM. G. Bonnefoy-Sibour, opportuniste, 4.175 voix ; Fernand Roux, conseiller municipal de Nîmes, radical, 3.111 ; Emile Martin, radical-libéral, 2.685 ; Mathieu, radical-libéral, 2.593 ; Adolphe Pieyre, royaliste, 3.254. Il y avait ballottage. Mais je n'avais pas tort de compter sur les divisions qui commençaient à s'élever dans le parti, le deuxième tour le prouva. J'adressais aux électeurs une seconde proclamation.

Nîmes. 28 février 1882.

Aux électeurs de l'arrondissement d'Uzès.

« Mes chers concitoyens.

» Malgré des malentendus fâcheux, malgré les fausses manœuvres de certains de nos amis, malgré les incertitudes de la dernière heure vous m'avez donné un imposant chiffre de voix. Merci !

» Mais la lutte n'est pas finie. Pour moi, elle ne fait que commencer. Mettons-nous donc de nouveau à l'œuvre pour renverser ensemble, le dimanche 12 mars, tous ces faux libéraux, tous ces prétendus hommes de progrès, vulgaires ambitieux qui flattent le peuple, mais qui au fond ne rêvent que tyrannie. Abattons les idoles, et débarrassons au plus tôt notre bel arrondissement de tous les êtres parasites qui se sont jetés sur lui, et nous aurons ainsi fait de la bonne besogne !

» Est-il nécessaire de vous parler encore de moi ? Non, c'est inutile, je suis aujourd'hui assez connu de vous. Vous me verrez du reste bientôt à l'œuvre.

» Mais, je vous le répète, toute mon ambition consiste à grouper sous mon drapeau les amis de la liberté, les hommes de bons sens de toutes les nuances politiques, les citoyens dévoués aux idées larges et pratiques.

» Je veux que la solution des affaires qui intéressent si vivement votre région méridionale passe avant la politique.

» Je n'accepterai pas de mandat impératif, cependant je m'en imposerai un seul : *l'exécution, dans le plus bref délai, du canal d'irrigation du Rhône.*

» En attendant le plaisir de causer avec vous de vos intérêts, de vos

aspirations, de vos vœux, veuillez, je vous prie, mes chers concitoyens, agréer l'assurance de mon profond dévouement.

» ADOLPHE PIEYRE,

» Propriétaire, membre du Conseil municipal de Nîmes. »

De leurs côtés, les deux fractions opportuniste et radicale entendaient toutes deux courir les chances d'un second vote, la première parce que son candidat avait plus de voix que chacun de ses concurrents républicains, la seconde parce que tous les candidats radicaux réunis avaient plus de voix que l'opportunisme représenté par M. Bonnefoy-Sibour. Ce dernier ne réunit que 6.085 voix pendant que M. Roux, demeuré seul candidat radical, en obtenait 6.497. Je triomphais avec 6.756 voix.

L'enthousiasme à Uzès, après cette victoire inespérée, fut porté à son comble. Des fêtes s'organisèrent de tous côtés et on vit le peuple, dans sa joie, venir donner à son élu une sérénade pendant que sur les places publiques des danses se formaient.

Il est inutile de dire que le lendemain, opportunistes et radicaux, furieux de leur échec et de la victoire du parti conservateur, se jetèrent réciproquement la pierre. On alla même, dans leur camp, jusqu'à accuser l'un des candidats radicaux, M. Mathieu, d'Aubussargues, d'avoir reçu de l'argent de mes mains pour faire le jeu de ma candidature.

La mauvaise humeur républicaine, l'irritation grandissante entre les deux fractions du parti ne pouvaient tarder à se faire jour. Chose bizarre, ce fut un ministre républicain qui en fut victime. M. de Mahy, ministre de l'agriculture, appartenait au groupe radical de la Chambre, mais il n'en était pas moins galant homme ; venu dans notre département pour visiter le vignoble, il crut devoir examiner un de ceux qui jouissaient dans le pays de la plus légitime réputation par les travaux qui s'y étaient faits et les essais multiples qu'on y avait tentés. M. de Mahy se rendit chez M. le duc de Fitz-James ; le parti opportuniste se voila la face. Il importait peu à ces politiciens que le ministre de l'agriculture fût de l'agriculture ; il devait faire de la politique. Périsset le vignoble plutôt que la république opportuniste ! M. le duc de Fitz-James était un des adversaires de la République, un conservateur, et possédait dans le Gard une vaste propriété. M. Margarot, chef des opportunistes, jugea qu'il était inconvenant de laisser un ministre républicain visiter les vignes d'un conservateur. L'affaire fit quelque bruit, la presse parisienne s'en occupa et malgré la réception

officielle (1) faite au ministre, le 22 mai, à son arrivée à Nîmes, M. Margarot n'en exhala pas moins sa mauvaise humeur.

Nous venons de voir que le siège d'Uzès était vacant par la mort de M. Bosc. L'ancien préfet du 4 septembre, qui malgré tous ses efforts avait passé inaperçu aussi bien dans l'administration qu'au parlement, était mort dans le courant de février de cette année. Ses obsèques, où, suivant son désir, ne figuraient « pas de pasteur, pas de discours, pas de soldats, » donnèrent lieu à une manifestation de la part des libres-penseurs de Nîmes.

Quelques jours auparavant, le dimanche 18 février, M. Dumarest, préfet du Gard, expirait dans la Préfecture à la suite d'une courte maladie. Il lui était fait des obsèques civiles et ses restes mortels étaient emportés à Trévoux dans l'Ain.

M. de Girardin avait remplacé vers la fin de février, M. Dumarest à la préfecture du Gard.

(1) Il ne fut pourtant pas à cette occasion tiré de salves d'artillerie comme on l'avait fait l'année précédente pour M. Cazot, venu en grande pompe, visiter le concours régional. Vingt et un coups de canon avaient en effet salué le 15 mai 1882 ce politicien d'estaminet, devenu ministre de la justice, puis président de la Cour de cassation. On sait que, sous le poids d'accusations graves, celui auquel la République avait confié la plus haute fonction de la magistrature française fut obligé de descendre de ce siège qu'il avait saisi.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME

(Année 1883)

SOMMAIRE

**MORT DE GAMBETTA. — MORT DE CHANZY. — MORT DE HENRI V. — IMPRESSION A NIMES.
— ADRESSE AU ROY. — DÉLÉGATIONS AUX OBSÈQUES. — LOI CONTRE LES PRINCES. —
LOI SUR LA MAGISTRATURE. — ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES.**

Au moment même où l'année précédente était près de finir, au seuil de l'année 1883, mourait Gambetta.

On sait ce que fut cet homme. Tribun emphatique et théâtral, il se fit une popularité grâce à son audace peu commune et à son art de parler aux masses ; ses discours étaient incorrects, souvent même peu français, mais il les débitait avec une telle chaleur, une telle flamme dans le regard et dans le geste, une telle hardiesse dans la pose, que son auditoire électrisé, applaudissait. Du reste, nul avant lui n'avait mieux joué des phrases sonores et vides, de cet artifice éblouissant de mots et d'idées jetées pêle-mêle, sans ordre, véritable kaléidoscope où les images les plus colorées se succédaient sans relâche comme sans raison.

On le sacra homme d'Etat, et pourtant jamais personne ne fut moins que lui digne d'une telle renommée. Une légende s'était formée autour de son nom, la légende de la défense nationale, qu'on personnifiait assez aisément dans l'avocat échappé au blocus de Paris, en ballon. Et de fait les esprits, durant l'année terrible, étaient trop préoccupés,

trop entièrement saisis par l'aspect des champs de bataille, les horreurs d'une campagne d'hiver, trop avides de bulletins militaires et de nouvelles du théâtre de la guerre, pour examiner attentivement et pour contrôler minutieusement les actes du gouvernement de Tours. Plus tard, lorsque la réaction se fit, et qu'on chercha à voir clair dans les gaspillages, dans les désordres, dans les crimes mêmes dont s'étaient rendus coupables le dictateur Gambetta et son entourage, la légende était créée et, presque d'un accord tacite, on se résolut à jeter le voile sur certaines turpitudes.

La paix venue, Gambetta ne révéla pas d'autres qualités que celles qu'il puisait dans son tempérament essentiellement italien, fait d'astuce et d'hypocrisie, se servant des uns et des autres pour favoriser une politique occulte et insaisissable. Il marchait ainsi, jamais à découvert, prompt à surprendre les faiblesses secrètes de ses comparses et à en user, le cas échéant. Force lui fut cependant de prendre le pouvoir et on attendait de si beaux résultats de l'arrivée de l'homme d'Etat républicain aux affaires, que, même avant sa formation, le cabinet qu'il présida fut baptisé le : « Grand Ministère ».

L'expérience prouva surabondamment combien était surfaite la réputation du chef incontesté des républicains, et le Grand Ministère tomba sans avoir pu donner la moindre mesure de ses qualités. On a dit que Gambetta lui-même avait hâte d'abandonner le pouvoir qu'on lui avait confié par force, et qu'il avait couru au devant de sa chute.

Le fait est peut-être vrai. Sorti de ses intrigues habituelles, obligé d'agir à front ouvert, n'ayant plus en sa possession les moyens de continuer cette guerre de couloirs, de salons, de comités où il excellait, Gambetta était obligé de reconnaître sa propre impuissance. Gambetta ne pouvait être l'héritier des Decazes, des Thiers, des Guizot, des Rouher.

La fin de cet homme ne fut pas moins mystérieuse que sa politique. A peine un petit cénacle de fidèles en connaît-il le secret qui n'a pas encore été parfaitement dévoilé. Quelles qu'en furent les causes, accident fortuit, ou crime plus ou moins justifié, la mort de Gambetta désorienta le parti républicain. C'était le premier coup porté à la République, c'était la première étape de sa décadence. En vain un homme d'une valeur incontestable, cherchera-t-il à rallier les partisans et les admirateurs de Gambetta, M. J. Ferry ne pourra arrêter, il contribuera même à précipiter la désagrégation qui commençait en 1882 à s'opérer lentement, mais sûrement, de ces intérêts, de ces passions, de ces ambitions qui formaient pour la majeure part

le parti républicain. On n'en fit pas moins à Gambetta des funérailles splendides, et Paris trouva là une occasion de jouir d'un spectacle grandiose, qui fut réglé par des artistes de haut talent. J'ai à peine besoin d'ajouter que le cercueil de Gambetta ne fut entouré que de l'appareil laïque emprunté aux accessoires du théâtre et que l'Eglise ne fut point conviée à prêter ses pompes solennelles et émouvantes à cette cérémonie funèbre. Le prêtre avait été écarté de l'agonisant, il ne pouvait accompagner sa dépouille mortelle. En province, la mort de Gambetta produisit quelque émotion et à Nîmes plusieurs maisons arborèrent des drapeaux tricolores cravatés de crêpe...

Au moment même où descendait dans la tombe celui qui organisa la défense nationale, un vaillant soldat, qui pendant cette douloureuse époque de notre histoire avait largement contribué à sauvegarder notre honneur militaire et avait disputé pouce à pouce le sol français à l'ennemi, le général Chanzy, mourait subitement à Nancy. Si la mort de Gambetta était un deuil pour la République, celle de Chanzy était un deuil pour la France. De tous nos généraux, à part Faidherbo devenu impotent, qui avaient lutté contre l'Allemand, Chanzy était peut-être le seul qui fut le plus populaire et le plus estimé. Aussi avait-il été placé comme à l'avant-garde de notre armée, sur cette frontière ouverte de la Meuse que les stratégestes allemands assignèrent à la France vaincue. C'est là qu'il mourut en pleine possession de son commandement, alors qu'il était peut-être à la veille de jouer dans notre pays un rôle marqué tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce n'était malheureusement pas la seule perte que devait faire notre patrie et ce n'est pas sans une poignante émotion que je reporte mes souvenirs à cette funeste année.

Le roi de France, Henri V, dernier descendant des Bourbons, cette illustre maison de France à laquelle le pays doit son existence et des siècles de gloire et de grandeur, s'éteignait à Frohsdorff, le 24 août. Ce fatal événement était prévu depuis quelques semaines, car l'auguste exilé était atteint d'une maladie que l'on savait inexorable. Lui-même avait la conscience de son état, et dès le mois d'avril 1881, il disait à son fidèle Charlemagne en se touchant l'estomac : « Je suis frappé là, je mourrai bientôt. » Mais la mort d'un tel prince ne pouvait pas ne pas provoquer en France et dans l'Europe entière une pénible impression.

Henri de France n'était pas seulement le dernier représentant de la Monarchie traditionnelle, c'était aussi un des premiers penseurs politiques de son temps. Il commandait ainsi le respect et l'admiration autant à ses fidèles, qu'à ses adversaires.

La politique contemporaine n'avait aucun secret pour lui ; son esprit d'observation et sa rare pénétration lui avaient permis d'en démêler tous les fils cachés. Les événements eux-mêmes, grâce à sa mémoire et à la logique rigoureuse qu'il apportait à toutes choses, venaient confirmer ses pronostics, au grand étonnement, certes, de ceux qui l'approchaient et qui, de prime-abord, le traitaient de rêveur et d'illuminé.

La profondeur et la variété des études et des méditations du prince échappaient à ses auditeurs et, plus tard, lorsque les faits donnèrent raison au penseur royal, ils restaient confondus de cette acuité de vue, de cette prescience de l'avenir, acquises par un travail soutenu et incessant. Dès 1865, il avait prévu que l'outil militaire Prussien briserait l'Autriche, referait l'empire Allemand au profit des Hohenzollern et ruinerait la France. « Les Français, disait-il à ce moment, façonnés par le césarisme, sont prêts à supporter n'importe qui, pourvu que chacun ait l'espoir de vivre en paix et de faire ses affaires. »

A coup sûr, de tous ceux qui ont eu dans ce siècle le maniement de la politique française, nul, mieux que lui, n'avait une connaissance plus approfondie de sa patrie ; nul, mieux que lui, ne s'était pénétré des besoins et des nécessités de la France actuelle. On a dit, dans le parti républicain, qu'il s'était renfermé avec un entêtement aveugle dans le principe de la Monarchie absolue, étranger à cette ardeur de démocratie qui secoua notre nation. Jamais rien ne fut plus faux.

Henri V voyait très nettement la France telle que les Révolutions l'ont faite, et se disait que dans cette France là, il n'y a ni complots, ni chevauchée, ni coups d'Etat à faire contre l'opinion, et qu'une monarchie imposée par force ou par surprise ne serait point stable.

C'est dans cette conviction que résida toute la politique du souverain, résolu à attendre la solution du problème révolutionnaire du pays lui-même qui à force de déceptions et de misères doit infailliblement revenir à la monarchie traditionnelle. Dix-huit ans de faux parlementarisme, dix-huit années de césarisme et un cycle égal de république devaient, selon son opinion, faire prévaloir son droit parmi les Français désabusés et désillusionnés.

Telle est l'idée que, au cours de cette histoire même, nous retrouvons, lorsqu'à vingt-quatre ans, le Roi lança son premier manifeste, telle est la pensée que nous retrouvons immuable à toutes les époques de sa vie.

Je ne reviendrai pas sur cette période curieuse de 1873 que j'ai sommairement analysée, car elle était pour Nîmes, foyer de la monarchie

traditionnelle dans le midi de la France, d'un très grand intérêt, mais il m'est permis de dire que la fatale question du drapeau ne fut pas seulement en jeu à cette époque. Le roi voulait, en remontant sur le trône, régner et gouverner ; il se heurtait ainsi à la prévention de nos vieux parlementaires qui avaient encore sur les lèvres cette maxime : « Le Roi règne et ne gouverne pas. » C'est à cette divergence qu'il faut surtout attribuer l'échec de la restauration monarchique prévue, désirée, souhaitée par tous et c'est ici le lieu de rappeler le caractère intime de ce prince qui laissera, bien qu'il n'ait pas régné, une place considérable dans l'Histoire de France.

Henri de France était irascible et entraînait souvent dans d'effroyables colères que le baron de Damas, son précepteur, avait vainement essayé de combattre lorsqu'il était enfant. A Kirchberg, en 1843, renversé sous son cheval il n'attendit pas le secours de ses amis qui l'auraient sauvé ; irrité de sa chute, il donne de l'éperon, et l'animal, en se relevant, lui brisa la cuisse.

L'histoire de Salzbourg fut à peu près la même. « En présence des intrigues des machinations, et des objurgations des parlementaires et de leur presse docile, la fureur ne quittait pas le prince, dit un témoin oculaire. Le 27 octobre, elle éclate....., il donne un coup de poing sur l'échiquier et met le jeu par terre. Tout était rompu. » Et ce fut là sa grande faute ! Le message royal avait produit un tel effet que le voyage à Versailles qui le démentit ne put modifier le cours des événements.

Quoi qu'il en soit, Henri V mourait en roi, et aussi grand, aussi majestueux que s'il eût été sur le trône de France. Cette mort était pour la France, si non pour l'Europe, une terrible et solennelle leçon.

Quelques mois auparavant, nous l'avons vu, expirait dans la décrépitude prématurée du vice, un des flageorneurs de la démocratie, flatteur de ses plus mauvais instincts, tandis que la haute intelligence du Roi s'éteignait en pleine possession d'elle-même et dans l'énergique droiture d'une inflexible volonté. L'un était frappé à travers son impiété et son athéisme, l'autre au milieu des prières de toute une nation éplorée ; l'un sans passé, sans lendemain, rejeté dans le néant du sommet d'une popularité conquise à coups de mensonge et d'audace, l'autre incarnation d'un principe, laissant derrière lui la toute puissance de sa royauté, de sa rigidité et une féconde lignée de princes aussi nobles que lui-même ; l'un fragile idole d'une démocratie tour à tour servile ou turbulente, l'autre, entouré depuis son berceau jusqu'à la tombe des libres hommages d'un fidèle dévouement.

Cette leçon devait porter ses fruits, et l'on ne s'étonnera plus désor-

mais de l'immense mouvement d'opinion fait en faveur de la Monarchie. Le grand acte qui fut le véritable testament du Roi de France reçut la consécration de toute la France royaliste. Le comte de Paris était sacré, de par Henri V lui-même, sur son lit de mort, de par ses fidèles, le successeur au trône. C'était dans l'esprit du Roi chose résolue, dès l'entrevue du 5 août 1873, lorsqu'il s'écriait dans un élan joyeux : « Paris est un bien honnête homme ». Ce fut chose solennellement établie dans cette dernière étreinte qui au seuil de la vie éternelle réunit le passé et l'avenir de la France, et lorsque devant la dépouille mortelle du feu Roi, le comte de Paris s'adressant à l'illustre Vendéen dont le drapeau pendait sur le catafalque, déchiré par la mitraille allemande et noirci du sang de ses braves, lui dit en lui tendant la main : « Nous avons perdu notre guide et j'ai besoin de tous les hommes de cœur, je compte sur vous ! » le nouveau Monarque était consacré Roi de France.

On a encore présente à la mémoire la légitime émotion qui agita notre ville à la nouvelle de la mort du Roi de France.

Les membres de la droite du Conseil général et du Conseil municipal s'empressèrent d'envoyer à Madame la comtesse de Chambord les adresses suivantes :

« Nîmes, le 24 août 1883.

» Madame,

» Que Votre Majesté daigne nous pardonner de venir, dans les premiers instants de sa douleur, déposer à ses pieds le témoignage de notre profonde affliction. Mais, devant le malheur qui nous frappe, nos cœurs déchirés ne peuvent ajourner l'expression des sentiments dont ils sont remplis.

» Nous nous inclinons désolés devant les incompréhensibles desseins de la Providence, et pour rester digne de Celui que nous pleurons, nous resterons fidèlement dévoués à la France qu'il a tant aimée et qu'il a tant regretté de ne pouvoir servir.

» Nous sommes, Madame, de Votre Majesté, les très humbles et très dévoués serviteurs.

» Duc de FITZ-JAMES ; — E. DE TARTERON ;
— Comte J. de BERNIS ; — JOLY de
MOREY ; — CURIÈRES de CASTELNAU ; —
A. MAGNE ; — F. DAUDET ; — Marquis de
MONTALET-ALAIS ; — De LABRUGUIÈRE. »

« Nîmes, le 25 août 1883.

« Madame,

» Les membres de la droite du Conseil municipal de la ville de Nîmes, accablés sous le poids du malheur qui frappe la France ont l'honneur de déposer aux pieds de Votre Majesté le témoignage de leur profonde douleur.

» Ils pleurent un Roi qui leur paraissait nécessaire au relèvement et au salut du pays et, tout en s'inclinant devant les décrets impénétrables de Dieu, ils souffrent cruellement dans leurs affections les plus chères et comme royalistes et comme Français.

» Daigne la Providence avoir pitié de notre bien-aimée patrie qui a désormais un protecteur de plus dans le ciel !

» Nous sommes, Madame, de Votre Majesté, les très humbles et très obéissants serviteurs.

» BLANCHARD, ancien maire de Nîmes ; J. de MÉRIGNARGUES, CURIÈRES de CASTELNAU, conseiller général ; PIETRE, député ; BERGER, BOYER, avoué ; BOUET, avocat ; de SURVILLE, ancien adjoint au maire de Nîmes ; Saint-Marc LANGLADE, ancien sous-préfet ; de GORSSE, ancien adjoint au maire de Nîmes ; de BERNIS, conseiller général ; de TRINQUELAGUE, ancien conseiller général. »

Tous les cercles royalistes garnirent immédiatement de crêpe leurs murs et leurs insignes. Des souscriptions s'ouvrirent de tous côtés pour l'achat de couronnes (1) en même temps que des services solennels se

(1) La couronne du *Journal du Midi* et de ses abonnés mesurait un mètre de diamètre ; au milieu, un écusson noir portait une colonne brisée en marbre blanc, sur le faite de la colonne, une guirlande enroulée de fleurs de lys d'or avec ces mots : *A Henri de France*. Puis sur le socle : *A notre Roi*. Des deux côtés du médaillon montaient des palmes en perles blanches liées au bas par une torsade élégante, également en perles blanches, le fond, en perles noires et blanches.

La couronne du cercle Central était en perles aux couleurs blanche, noire et or. Le médaillon, fond blanc, portait un écusson bleu, sur lequel se trouvaient brodées trois fleurs de lys d'or. La croix de Saint-Louis surmontait l'écusson entourée d'une guirlande de lierre. Au dessus de la couronne royale, tout autour, des fleurs de lys en

célébraient dans les diverses églises de notre ville devant une foule émue et recueillie.

Les funérailles de l'illustre défunt se célébrèrent à Goritz. Les royalistes de Nîmes tinrent à honneur d'y envoyer des délégations, qui se composaient de MM. F. Boyer, député du Gard ; l'abbé Chapot, de Mérignargues, de Rocher, Alfred et Charles de Surville, Connillié, délégué ouvrier du Comité central ; de Trinquelague, Clément, ancien garde général ; Bard, poète royaliste, et Thibal.

M. le lieutenant-colonel d'Albiousse était aux côtés du général Charette dans la députation des zouaves pontificaux.

Et tous, au nom de la population royaliste de Nîmes, vinrent se mêler aux quatre mille français accourus pour accompagner le char funèbre qui emportait les restes mortels du comte de Chambord au couvent de Castelnovizza (1).

Pendant ce temps, à Nîmes, des mains coupables affichaient sur nos boulevards des placards immondes qui insultaient à la mémoire du mort.

C'était là une œuvre de révolutionnaires ; quelques-uns de ces derniers, réunis en bande sous la conduite d'un sieur Louis Dugas, employé dans une maison de chaussures, sortirent du café de l'Univers, et se rendirent sous les fenêtres de l'hôtel de M. de Bernis pour s'emparer du drapeau blanc cravaté de crêpe qu'il avait arboré en signe de deuil et pour le brûler (2).

La politique a ainsi de cruelles exigences et émousse le sentiment

perles d'or, et des deux côtés deux petits cartouches portant l'inscription : *Henri V*, et au bas : *Cercle Central de Nîmes*.

Le cercle Cathelineau avait une couronne de un mètre de diamètre, en perles noires portant au milieu un écusson, représentant deux chérubins soutenant la bannière du Sacré-Cœur ; au-dessus la couronne royale avec trois fleurs de lys en or. Sur le fond noir se détachaient en perles d'or ces mots : *Dieu et le Roi*. — Cercle Cathelineau, Nîmes.

La couronne du cercle Saint-Charles était simplement en perles noires et blanches, avec cette inscription : *Cercle Saint-Charles*. — *Au Roi de France*. Celle du cercle Saint-Michel était en perles noires se détachant sur un fond blanc. L'écusson du milieu était un mausolée en marbre blanc. On y lisait : *Cercle Saint-Michel à Henri de France*.

(1) C'est dans ce couvent que sont enterrés Charles X et Marie-Thérèse de France, fille de Louis XVI.

(2) Le patron du nommé Dugas mit ce dénier à la porte de chez lui, en récompense de cet exploit.

des convenances et de la justice. C'est ainsi que, au commencement de cette même année, le prince Napoléon ayant lancé dans le pays un manifeste retentissant, le gouvernement et la Chambre ne se préoccupèrent pas seulement de sévir contre l'auteur de ce factum, mais, trouvant à point un prétexte pour servir leur haine, imaginèrent de frapper les princes de la maison d'Orléans. La majorité républicaine n'hésita pas à adopter un projet de loi interdisant aux membres des familles ayant régné en France tout mandat électif, tout emploi civil ou militaire. Ce n'était pas encore la proscription, mais c'était déjà l'exception. Il faut le dire à leur louange parmi les républicains eux-mêmes, plusieurs refusèrent de s'associer à cette mesure révolutionnaire. Le général Billot, ministre de la guerre, préféra donner sa démission que de priver de leurs grades des princes qui occupaient dans l'armée la place due à leurs mérites et à leur courage. Il fallut recourir à un Thibaudin pour contre-signer une telle loi.

Quelques mois après, un ministre républicain obtenait de la majorité du Parlement ce que les politiciens de la gauche appelaient « l'épuration de la magistrature ». Pendant trois mois, l'inamovibilité du magistrat était suspendue et M. Martin-Feuillée, ministre de la justice, était armé du droit absolu de chasser de leurs sièges des hommes mûris par l'expérience, d'une probité, d'une honnêteté incontestables et entourés, tous, de l'estime générale. Ces juges intègres, dont l'indépendance s'était si souvent manifestée, contre la pression du pouvoir aussi bien que contre celle de la rue, ne pouvaient convenir au gouvernement républicain. Les uns étaient dénoncés par la meute radicale comme conservateurs, les autres, parce qu'ils accomplissaient leurs devoirs religieux ; il fallait à tout prix servir toute une clientèle affamée de places et se créer une magistrature dévouée et pénétrée de cette pensée que les intérêts de la République passent avant la justice même. Nîmes vit plusieurs des magistrats de son siège frappés par l'arbitraire républicain. Depuis longtemps, s'ils n'étaient point compatriotes par la naissance, ceux-ci avaient acquis droit de cité parmi nous par leurs travaux, leurs relations solidement assises, et leur disgrâce imméritée retentit douloureusement autour d'eux (1).

Il y eut en 1883 le renouvellement des conseils généraux. Bien que les esprits clairvoyants fussent frappés des symptômes multiples de décadence que présentaient les institutions républicaines, ce sentiment

(1) Ce furent MM. les conseillers à la Cour de Bressy, Mathieu, Faudon, Pansier, Cambon de Lavalette, etc.

n'avait point encore pénétré dans les masses. Les folies et les gaspillages sans nom qui étaient déjà commencés, échappaient encore à l'appréciation du corps électoral. Les élections départementales de 1883 furent en conséquence favorables au parti républicain ; néanmoins à Nîmes, le deuxième canton, soumis seul au scrutin, envoya au Conseil général un royaliste, M. F. Daudet (1), avocat, malgré la regrettable division du parti conservateur dont un certain nombre de suffrages se portèrent sur M. de Gorsse (2). Les républicains avaient engagé la lutte en se groupant derrière le docteur Chamontin.

(1) Neveu de deux littérateurs de talent, n'oublie aussi, MM. Ernest et Alphonse Daudet. Le premier journaliste d'un haut talent, romancier de valeur ; le second, plus spécialement adonné au roman de mœurs, a produit des œuvres qui ont eu une grande vogue par leur saveur méridionale et leur touche humoristique.

(2) M. de Gorsse fut soutenu par la *Gazette de Nîmes*.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME

(Année 1884)

SOMMAIRE

LES GRANDS TRAVAUX ET LE CONSEIL MUNICIPAL. — LES HALLES. — DÉCOUVERTES
ARCHÉOLOGIQUES. — LA MOSAÏQUE : *Le Mariage d'Admète*. — AUTRES MOSAÏQUES. —
ÉLECTIONS MUNICIPALES. — SECTIONNEMENT. — LE CHOLÉRA EN FRANCE ET A NÎMES.

Ce que les républicains ont appelé, pompeusement, l'ère des grands travaux entre dans la période d'exécution, à dater de 1884. Ces grands travaux se réduisent en somme, à l'érection des Halles centrales, au percement de nouvelles rues, et à la construction d'un nouveau Lycée. Il est inutile de faire remarquer que les précédentes administrations ont exécuté des travaux, à tout le moins aussi grandioses et aussi utiles que ceux-là, ainsi que l'on a pu le voir au cours des pages qui précèdent ; mais on sait combien les républicains aiment à user de périphrases sonores pour exprimer les choses les plus simples.

Il est cependant intéressant d'examiner comment, dans ces circonstances, la majorité républicaine du Conseil municipal se montra soucieuse des intérêts de ses commettants.

Deux entrepreneurs se présentaient pour exécuter le percement des nouvelles rues : MM. Pocheville et Bastide, d'une part ; MM. Bayle et Charrier, de l'autre. Les deux premiers étaient nimois, mais catholiques. Les deux autres étaient étrangers à notre ville, mais M. Charrier était protestant. MM. Bastide et Pocheville demandaient pour exécuter les travaux projetés, 100,000 francs de moins que leurs concurrents ;

en second lieu la compagnie Bayle, dans le cas où la ville prolongerait plus tard jusqu'à la place du Château la nouvelle artère qu'elle ouvrait de la Banque à la place Belle-Croix, exigerait une indemnité très considérable pour la cession des terrains à la voie publique, tandis que la société Bastide et Pocheville s'engageait à céder gratuitement les terrains qu'elle aurait acquis. Cette dernière offrait, en outre, un cautionnement plus important et plus sérieux que la compagnie Bayle.

C'étaient là des avantages évidents qui ne parurent point toucher ni la commission des finances, ni celle des travaux publics, car leur rapporteur, M. Goulard, conclut à l'adoption du projet présenté par la compagnie Bayle et Charrier. Après lui, MM. Margarot, Bertrand, Aubert, Maruéjol, Manse insistèrent avec la dernière énergie pour le triomphe de la compagnie Bayle. En vain, un républicain catholique du Conseil, M. Jouve, essaya-t-il de plaider la cause du bon sens et de l'honnêteté, le siège de la majorité était fait. La compagnie étrangère fut préférée à la compagnie nimoise, catholique (1), et, par un aveuglement inconcevable, la municipalité républicaine ne songea même pas à imposer aux étrangers concessionnaires, l'obligation de n'employer que des ouvriers nimois. Il en fut de même, du reste, pour les travaux de construction du nouveau Lycée ; toute latitude fut laissée aux entrepreneurs pour chercher au dehors les éléments de leur personnel, de telle sorte que de ces vastes entreprises, une portion minime tourna seule au profit des habitants, sur lesquels on faisait néanmoins peser les plus lourdes charges pour de longues années (2).

Au cours des travaux exécutés par MM. Bayle et Charrier sur la face Est de la place des Halles, les ouvriers mirent à découvert une magnifique mosaïque, une des plus belles et des mieux conservées que l'on connaisse. Elle forme un carré long composé de deux parties bien distinctes. La première qui mesure environ quatre mètres sur cinq est entourée d'une riche grecque et partagée en vingt caissons distribués comme suit : quatre dans la largeur et cinq dans la longueur. Chacun de ces caissons contient un motif particulier entouré aussi d'une grecque formant encadrement. Quatre de ces caissons, au centre, font place

(1) Votèrent pour cette dernière : MM. Blanchard, Rigal, Bonet, de Bernis, de Gorse, de Castelnau, Boyer, Langlade, de Mérignargues, Berger, Ad. Pleyre, de Trinquelagues, de Sarville, Valat et Jouve. (Séance du 31 janvier 1883).

(2) Cette coupable incurie de la majorité républicaine provoqua un légitime mécontentement dans la population ouvrière nimoise. Pendant un mois l'agitation fut considérable et dans de nombreuses réunions publiques ou privées la municipalité fut l'objet d'ordre du jour sévères et mérités.

à un véritable tableau mesurant ainsi environ deux mètres de chaque côté. Ce panneau central montre un personnage assis sur un trône élevé, ayant à sa droite une femme presque nue accoudée sur son siège. Au premier plan un jeune homme est debout au pied du trône et tient en laisse un lion et un sanglier. La scène représente l'intérieur du palais et l'on voit dans l'arrière-plan des gardes armés. L'ensemble est d'un goût artistique très élevé et d'une richesse de coloris rare.

La deuxième partie n'a aucun des caractères de la première : c'est une sorte de frise de soixante-dix centimètres de largeur environ et courant sur un des petits côtés du rectangle dont je parlais plus haut. Cette frise est une suite de rinceaux fort élégants dans lesquels sont représentés des animaux avec une vérité de coloris remarquable (1). Au-delà de cette frise, on voit des traces d'une autre mosaïque, vestiges incomplets qui ne permettent pas d'en mesurer ni l'étendue ni l'importance (2). A côté de cette importante trouvaille, les travaux entrepris, soit aux Halles, soit sur l'emplacement des nouvelles rues, mirent à jour diverses pièces antiques qui sont venues grossir le trésor archéologique de notre musée (3).

La construction des Halles, menée par l'entrepreneur, M. Aubert, de Nîmes, avec une louable rapidité, fut terminée vers la fin d'octobre

(1) M. G. Maruéjol donna dans un numéro du journal *Nemausa* une description fort complète et bien étudiée de cette mosaïque, développant cette thèse que l'artiste avait voulu, dans le motif central, représenter le « mariage d'Admète. »

(2) Le tout a été enlevé par un artiste nîmois, mosaïste distingué, M. Mora, qui fit cette opération avec une très grande habileté. La mosaïque a été transportée au musée provisoire de la rue Neuve des Arènes (élevé sur l'emplacement du square de la Mandragore).

(3) On découvrait notamment un médaillon en mosaïque, rue Arc-du-Gras, malheureusement fort endommagé. Il a été placé au musée provisoire.

Ce panneau mesure environ un mètre cinquante de côté et semble représenter un berger à l'ombre. On y distingue parfaitement la tête, les bras et la houlette du berger. A ses pieds est un chien en repos. Ce médaillon est d'un grain plus fin que la grande mosaïque dont je parle plus haut. On y remarque deux pierres précieuses.

On découvrit également une autre mosaïque formée de cubes blancs et noirs n'offrant rien de particulier si ce n'est la disposition bizarre des rectangles qui la composent et constituent un dessin curieux dont on ne possédait jusqu'ici aucun spécimen. Cette mosaïque figure au musée.

Sous la maison où se trouve le pensionnat de jeunes filles des demoiselles Canal, place Belle-Croix, on trouva le squelette d'un prêtre enterré sans bière dans la chaux. A côté se trouvaient d'autres ossements humains. Ces débris étaient dans un caveau appartenant à un ancien couvent.

de cette année. M. Margarot, maire, voulut que leur inauguration fût marquée par une fête particulière et dont on avait jusque-là eu peu d'exemple à Nîmes. Le local s'y prêtait du reste et la fête, fort originale, réussit complètement. L'enceinte des Halles servit de théâtre à une kermesse et, les étaux destinés aux maraîchères et aux poissonnières abritèrent les dames appartenant à la meilleure société de Nîmes. Ces comptoirs transformés en corbeilles de fleurs, furent pendant deux jours assaillis par une foule d'acheteurs empressés. Malheureusement, M. Margarot, au lieu de faire de cette inauguration une réjouissance publique à laquelle pouvait s'associer la population tout entière, lui donna le caractère étroit et mesquin d'une manifestation de coterie. Le peuple nîmois, contenu par les grilles des portes ne put pénétrer dans l'enceinte et regarda ce spectacle avec une indifférence mêlée d'étonnement. Il y assista, il n'y prit point part (1).

Le renouvellement du Conseil municipal devait avoir lieu au mois d'octobre 1883, mais la Chambre décida que les élections municipales seraient faites sous l'empire de la nouvelle loi qu'elle étudiait touchant le régime des municipalités et qui ne fut promulguée que le 4 avril 1884. En conséquence, les élections eurent lieu le 4 mai courant. Les républicains s'y étaient déjà préparés. A la session du Conseil général, en août 1883, M. Maruéjol s'était fait en leur nom l'avocat du sectionnement de la ville, reconnaissant que le projet soumis au Conseil était une mesure politique et que les républicains voulaient se maintenir à la mairie et n'entendaient pas s'en remettre aux hasards d'un scrutin. Les républicains avaient remarqué qu'au sein de l'Assemblée communale, parvenue à l'expiration de son mandat, les conservateurs possédaient une représentation numérique trop considérable. Ils imaginèrent en conséquence de diviser la ville en deux sections électorales. La première composée des premier et deuxième cantons ; ce projet n'avait d'autre but que de noyer la majorité conservatrice du deuxième canton dans la majorité républicaine du premier. La seconde composée du

(1) Pendant que la coterie opportuniste se livrait à ces ébats, les travailleurs républicains placardaient une protestation sur les murs de la ville, où on lisait entre autres choses ce qui suit : « Au moment où la misère avec son hideux cortège sévit sur la classe productive, la bourgeoisie rapace qui nous gouverne actuellement fête l'inauguration des Halles centrales. Ne ressentez-vous pas, travailleurs, l'insulte grossière qui est jetée à votre face par ceux qui vivent du superflu du produit de votre travail... ? »

Les protestataires : Brunet Isidore, Soulier César, Geay Pierre, Barrial Jean, Geay Joannin, n'avaient pas tous les torts. M. Margarot n'avait pas même songé à affecter les recettes de la fête aux pauvres de la ville.

troisième canton. Le nombre des conseillers était réparti comme suit : vingt-cinq à la première section, neuf à la seconde.

Dans les deux sections, conservateurs et républicains sollicitaient les suffrages des électeurs.

Dans la première section, les conservateurs présentaient :

MM. Auméras-Castan, Bompard, Bonnaud, Bouet, Cade, Cammal, Curières de Castelnau, Challet, Doucet, Gamel, Gérent, Goguillot, Goubier, Granon, Hennon-Bernassau, Lavialle, Meyer, Merlot, Michel, Monteils-Nougarede, Patot, Poitevin, Rebuffat, Sounier, Tissier.

Les candidats républicains étaient :

MM. Aubert, Bertrand, Bouchet, Breton, Bosc, Chamontin, Defferre, Fajon, Floutier, Numa Gilly, Goulard, Gros, Joly, Lamouroux, Manse, Margarot, Maruéjol, Masméjean, Mayer, Nègre, Paut-Jaumeton, F. Rouvière, Roux, Rozier et Viala.

Le groupe des républicains dissidents présentait quatre autres candidats : MM. Carcassonne, P. Guérin, Ch. Mathieu et Rouvière, pharmacien, que les électeurs devaient, suivant leur sympathie ou leur intérêt, inscrire en remplacement de l'un quelconque de la liste précédente. Cette diversion n'obtint qu'un médiocre succès. M. Carcassonne recueillit 863 voix, et les trois autres environ 450.

La liste républicaine fut élue toute entière. M. Bouchet obtenait le nombre de voix le plus considérable (5,327), M. Bertrand obtenait le chiffre le plus faible (4,829).

Les conservateurs obtenaient dans cette section un nombre de voix à peu près uniforme. M. Sounier arrivait en tête avec 4,353 voix et M. Meyer, dernier de la liste, en réunissait 4,295.

Dans la deuxième section électorale, qui n'avait à élire que neuf conseillers, les candidats en présence étaient :

Liste conservatrice. — MM. Balmelle, de Bernis, Berger, Boyer H., Gardies, Gauthier Aug., Saussine, Sounier, de Trinquelague.

Liste républicaine. — MM. Aubert, Bouchet, Chamontin, Goulard, Manse, Masméjean, Milhaud, Roux et Villaret.

Les conservateurs triomphaient avec 1,950 voix, chiffre maximum atteint par M. Balmelle, contre 1068 réunies par M. Aubert. M. Aubert tenait la tête de la liste républicaine. Le nombre minimum des suffrages obtenus étaient pour la liste conservatrice 1868, à M. Saussine; pour la liste républicaine 1,002 à M. Masméjean.

Si dans les deux sections, on additionne le chiffre maximum et minimum de voix obtenues par les deux partis, on arrive aux résultats suivants :

Pour les républicains : maximum, 6395 voix ; minimum 5832.

Pour les conservateurs : maximum, 6303 voix ; minimum, 5963.

Soit une moyenne de 6113 voix pour les premiers et une moyenne de 6133 pour les seconds. On ne sera pas sans observer que trois républicains, candidats dans les deux sections, MM. Masméjean, Roux et Manse ne réunissaient respectivement en totalité que 6226, 6260 et 6271 voix. Un des candidats conservateurs, M. Sounier, porté dans les deux sections obtenait, lui, 6291 voix.

Chose curieuse à constater : dans le deuxième canton le candidat républicain qui réunissait le plus de voix n'en recueillait que 2072, c'est-à-dire près de 500 de moins que M. Meyer qui, de la liste conservatrice, avait le nombre de suffrages le plus restreint.

Ainsi s'expliquait le cynisme avec lequel le parti républicain affichait ne défendre le sectionnement que pour conserver le pouvoir. Il est probable que le suffrage universel, honnêtement consulté, eût considérablement modifié la proportion des partis au sein du Conseil municipal.

Vers le commencement du mois de juin 1884, une épidémie cholérique, vraisemblablement apportée par un navire revenant du Tonkin, se déclara à Toulon. En peu de jours la situation dans cette ville devient fort grave, une véritable panique s'empara des habitants qui émigrèrent en masse. D'abord circonscrit à Toulon même, le foyer cholérique ne tarda pas à s'étendre et bientôt Marseille fut contaminée. Dès lors, la région entière était envahie et l'on pouvait, à bon droit, craindre pour notre ville, d'autant que des centres d'infection se révélaient tout autour d'elle. Le maire ordonna, en prévision de tout événement, que l'hospice de santé (1) serait absolument réservé aux cholériques, et on prit des mesures exceptionnelles de salubrité et de propreté. Notre ville resta indemne ou à peu près, et les quelques cas qui se présentèrent affectèrent plutôt des émigrants des localités contaminées que des habitants de notre ville. Cette même épidémie réapparut l'année suivante à Toulon et à Marseille à un degré d'intensité bien moindre.

(1) Situé avenue de la Plate-Forme. Chose curieuse, ce furent les religieuses de l'Hôtel-Dieu, qui bien que cloîtrées et avec l'autorisation de Mgr l'Evêque, inaugurèrent pour ainsi dire cet établissement.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME

(Année 1885)

SOMMAIRE

LE TONKIN. — LA JOURNÉE DU 29 MARS. — MORT DE M. MARGAROT. — M. MARUJOL, MAIRE DE NIMES. — ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 OCTOBRE. — APPEL AUX ÉLECTEURS PROTESTANTS. — DUELS. — ELECTION COMPLÉMENTAIRE DU 43 DÉCEMBRE. — MORT DE M. DE CHABAUD-LATOUR.

Les derniers mois de la précédente année s'étaient écoulés au milieu des préoccupations bien légitimes que la campagne du Tonkin commençait à éveiller. On savait que sur cette terre lointaine, le gouvernement était aux prises avec de grosses difficultés. Au lieu de frapper résolument un coup énergique pour en finir avec la résistance de la Chine, le ministère Ferry s'efforçait au contraire avec des effectifs réduits de mener à bien la conquête du Tonkin et de l'Annam. Il s'ingéniait, de peur d'épouvanter le pays, et pour ménager sa popularité, à dissimuler le plus possible les renforts nécessaires pour combler les vides faits dans les rangs de nos troupes par le feu et les maladies. Coupable et imprudente conduite qui faillit nous coûter cher !

Cependant la poignée de soldats qui combattaient sur le fleuve Rouge fit des prodiges de valeur et on se souvient avec orgueil de ces étapes victorieuses commencées à Sontay pour finir à Lang-Son ; on se souvient de cet héroïque siège de Thuyen-Quan, de ces capitaines

éprouvés qui ont nom : Courbet, Négrier (1), Giovaninelli, Brière de l'Isle. Les trois premiers mois de 1885 sont remplis des glorieux faits d'armes accomplis par notre corps expéditionnaire ; une de ces brigades, après une marche remarquable, était arrivée jusque sur les frontières du Céleste Empire, quand soudain la victoire échappe à ces admirables soldats. Ils sont écrasés par le nombre, leur chef Négrier est mis hors de combat, et son successeur, effrayé de sa responsabilité, donne l'ordre de la retraite.

Il y eut, à cet instant, une minute d'affolement, non-seulement dans la colonie, mais dans la France entière. La dépêche que le gouvernement s'était vu dans la nécessité de communiquer au public était navrante dans son laconisme et laissait tout craindre. D'un bout à l'autre du pays un long frémissement d'indignation et de mépris secoua l'opinion publique. Ce ne fut qu'un cri de colère contre le gouvernement. Terrifiée, la majorité républicaine qui depuis deux ans approuvait de ses ordres du jour de confiance le chef du cabinet, Jules Ferry, voulut se séparer de son complice. En vain celui-ci, tremblant de peur, car il entendait gronder l'émeute sous les fenêtres du Palais-Bourbon, essaya-t-il de tenir tête à l'orage et de rallier ceux-là qui la veille, étaient à ses pieds et qui à ce moment l'accablaient de leur mépris. L'homme d'Etat républicain fut en quelque sorte jeté bas de la tribune et chassé de la Chambre.

Par une coïncidence à tout le moins bizarre, cette mémorable journée qui atteignait gravement la République et la diminuait considérablement aux yeux des populations était précisément la date anniversaire, 29 mars, des odieux décrets dirigés contre les congrégations.

La débâcle du 29 mars eut dans le pays un retentissement formidable qui se traduira, nous le verrons plus loin, par la défaite des républicains et surtout du parti opportuniste devant le corps électoral.

Mais sa conséquence immédiate se fit ressentir, à Nîmes même, par un événement des plus considérables, pour notre ville. Le lundi 20 avril au jour naissant, on apprit que M. Margarot, maire de Nîmes, venait de se donner la mort dans son domicile, rue Crébillon, 2. En vain ses amis, emportés par un zèle inconsidéré, s'efforcèrent-ils tout d'abord de nier le suicide et de laisser croire que le premier magistrat de la cité avait succombé aux attaques d'une maladie foudroyante. Il fut impossible de déguiser la vérité, et le bruit se répandit bientôt que M. Margarot n'avait pris une résolution aussi désespérée que parce qu'il se trou-

(1) Ancien élève de l'Assomption de Nîmes.

vait à la veille de suspendre les paiements de la maison de banque qu'il dirigeait.

Au lendemain de l'affaire imprévue de Langson, le marché financier se trouva en proie à d'incessantes fluctuations. Les mauvaises nouvelles venues du Tonkin, les préoccupations suscitées par l'éventualité d'un conflit anglo-russe avaient déterminé une baisse générale de tous les fonds publics. M. Margarot, déjà acculé aux expédients pour soutenir son crédit sur la place, essaya de la spéculation. Cette dernière espérance lui fit défaut et son naufrage fut complet. Il résolut de n'y pas survivre et après avoir passé une partie de la soirée avec ses intimes, bien loin de soupçonner la terrible résolution qu'il avait prise, il descendit aux premières lueurs du jour, dans sa salle de bain et se tira un coup de revolver.

Telle était la fin terrible de cet homme, qui s'était fait le séide implacable des haines maçonniques et du jacobinisme. En se saisissant de l'écharpe municipale, sa première parole avait été une insulte pour son prédécesseur dont la scrupuleuse honorabilité et la sévère probité étaient inattaquables, comme ses premiers actes avaient été de jeter brutalement, impitoyablement sur le pavé, aux prises avec la misère, de laborieux employés, déjà vieillis au service de la ville, parce que ces derniers étaient catholiques.

Cruelle ironie du sort ! A quarante-sept ans, c'est-à-dire dans la pleine force de l'âge, au moment où, personnage important, il pouvait « être appelé aux plus hautes fonctions (1) », M. Margarot, ruiné par ses propres fautes, était obligé d'abandonner ces grands théâtres de la vie politique auxquels aspirait son ambition. Cet homme qui avait osé dire : « J'arrive à la mairie comme un syndic dans une maison en déconfiture » avait ses propres affaires dans un tel état que le Tribunal de commerce nommait le 24 avril deux syndics de faillite comme liquidateurs judiciaires de sa maison de banque.

Ainsi disparaissait le vénérable de la Loge maçonnique, ne laissant derrière lui que les malédictions de ceux que sa déconfiture personnelle atteignait, et de ceux qu'il avait privés de leur pain quotidien. Son passage à la mairie fut désastreux pour nos finances et pour notre avenir municipal. Quoique ses thuriféraires habituels fussent allés jusqu'à dire « qu'il administrait avec talent et énergie », on sait aujourd'hui ce que l'on doit penser de l'une et ce que valait l'autre de ces qualités qu'on lui prêtait. Déjà son incapacité administrative jetait la

(1) *Le Midi* du mardi 21 avril 1887.

ville dans de cruels embarras, et l'on a vu depuis combien fut imprudente sa gestion financière. Son énergie que l'on vantait n'était qu'un autoritarisme aveugle servant des passions et des haines.

On s'étonnera peu qu'une telle vie et qu'une telle mort fussent couronnées par un enterrement civil. M. Margarot, dans ses dernières volontés, exigea que ses obsèques n'auraient aucun caractère officiel. Bien qu'il fût chevalier de la Légion d'honneur, il ne fut rendu au défunt aucun des honneurs prescrits par les règlements.

Ceux qui lisent ces lignes se souviennent encore de ce cortège lugubre et froid qui dans la matinée du 22 avril se dirigeait silencieusement vers le cimetière protestant, au milieu d'une haie de curieux. Ce n'étaient pas là les adieux d'une ville à son premier magistrat, et l'on se souvenait alors des funérailles de M. Demians, de celles de M. Duplan tombés eux aussi en pleines fonctions, mais emportant l'estime et la sympathie de leurs concitoyens.

Il se trouva cependant un homme qui osa publiquement représenter M. Margarot comme « le modèle des citoyens, et comme un administrateur qu'il n'est point aisé de remplacer. » Ce fut M. Maruéjol auquel la majorité républicaine du Conseil municipal, non sans de longues discussions préalables entre opportunistes et radicaux, confia les fonctions de maire (1) dans la séance du 4 juin 1885 (2).

La mort de M. Margarot, n'atteignait que le parti républicain de Nîmes et du Gard. La journée du 29 mars devait avoir d'autres conséquences plus générales.

Le coup était rude, les républicains s'en remirent mal ; à vrai dire, depuis, ils ne s'en sont plus remis. Ces politiciens sans vergogne

(1) Le nombre des conseillers républicains était de vingt-cinq. M. Maruéjol fut élu par vingt-cinq voix ; il avait donc voté pour lui, et on jugera d'autant plus sévèrement ce manque de tact que, sur la proposition de M. Maruéjol lui-même, les républicains décidèrent qu'il serait alloué au maire un traitement annuel de 6,000 francs.

Il est intéressant de conserver le nom des conseillers qui votèrent une telle résolution. C'étaient : MM. Bouchet, Aubert, Bertraud, Numa Gilly, Renvière, Roux, Goulard, Lamoureux, Paul-Jaumeton, Manse, Darboux, Dofferre, Masméjan, Joly, Meyer, Floutier, Breton.

(2) La loi exigeant que tous les sièges vacants du Conseil soient occupés pour procéder à l'élection du maire, une élection complémentaire eut lieu le 47 mai. Les conservateurs ne présentèrent aucun candidat. Après un ballottage, M. Darboux, professeur au lycée, opportuniste, l'emporta sur ses deux concurrents républicains, M. V. Pascal, statuaire, et Carcassonne, docteur, candidats du parti radical.

s'étaient naïvement imaginés qu'en piétinant sur leur idole et qu'en la couvrant de mépris ils calmeraient l'indignation publique, en essayant de donner le change au corps électoral.

Mais celui-ci ne perdit pas l'occasion de souffleter cette majorité éhontée. Les élections étaient proches, et tout l'art du nouveau cabinet, présidé par l'austère Brisson, fut impuissant à modifier le verdict éclatant qu'allait rendre le pays écéuré.

La législature de 1881 allait chèrement expier ses honteuses complaisances et sa basse servilité.

Cependant, la lutte électorale s'engageait de la part des républicains avec une étonnante sérénité. Il semblait qu'ils n'eussent conservé aucun souvenir de la journée du 29 mars. Il semblait qu'ils eussent oublié la persécution religieuse, les lois de proscriptions, le bouleversement de la magistrature, le déficit déjà à l'état permanent, la couardise de notre attitude en Egypte. A leur sens, les conservateurs qui se montraient partout résolus à les combattre couraient au devant d'une défaite assurée, et cette conviction était tellement assise chez eux qu'ils ne craignirent pas de se présenter au combat divisés en deux camps. Dans presque tous les départements (1), deux listes républicaines se trouvaient en présence, l'une opportuniste, l'autre radicale. Il en fut ainsi pour le Gard.

Les candidats opportunistes étaient : MM. Bousquet, Marcellin Pellet, Silhol, députés sortants ; Jamais (2), Accabat (3) et Miranda-Malzac (4).

Les candidats radicaux étaient : MM. Desmons, député sortant ; Madier de Montjau (5), Emile Penchinat (6), Gaussorgues (7), Crémieux (8), Numa Gilly (9).

(1) La législature de 1881 s'était séparée en substituant le scrutin de liste par département au scrutin d'arrondissement pour le recrutement de la Chambre des députés.

(2) D'Aiguesvives, sans passé politique.

(3) Propriétaire à Nîmes, conseiller général de Villeneuve-les-Avignon.

(4) Ancien maire opportuniste d'Alais, célèbre par la campagne qu'il entreprit de concert avec M. Damareat, préfet, contre les frères de la rue Talsson.

(5) Député sortant de la Drôme.

(6) Propriétaire à Nîmes, ancien procureur de la République, révoqué par M. Cazot à cause de ses démêlés avec l'opportuniste Mazel de Saint-Hippolyte-du-Fort.

(7) Procureur de la République, révoqué par M. Cazot pour avoir posé sa candidature au Conseil général dans le canton d'Anduze concurremment avec lui.

(8) Avocat israélite, totalement inconnu auparavant dans le département qu'il avait quitté pour aller en Egypte.

(9) Foudrier, demeurant au chemin de Montfeller, à Nîmes.

Des deux côtés de nombreux comités surgirent pour soutenir ces candidats qui, on le remarquera, sont tous protestants sauf un, M. Crémieux appartenant à la religion juive.

L'un, le comité opportuniste, avait à sa tête M. Gaston Maruéjol, maire de Nîmes (1), et siégeait, dans les bâtiments du nouveau lycée. Le second qui s'intitulait : Fédération radicale, et dont les ramifications existaient depuis quelques mois dans les moindres villages, s'installait dans la rue des Arènes et créait un journal *le Suffrage Universel* pour défendre les intérêts de sa cause. L'un et l'autre, bruyants et enfiévrés, menaient la lutte avec ardeur, plus préoccupés de s'exclure mutuellement que du sort du pays, de ses besoins et de ses intérêts. Ces graves questions étaient pour les uns et les autres de ces candidats, reléguées au second plan, et leurs conférences, leurs proclamations, leurs polémiques ne retentissaient guère que des excommunications que se lançaient réciproquement les deux adversaires.

Les conservateurs eux, organisaient leur campagne. Leurs candidats étaient : MM. de Roux-Larcy, Cazalis de Fondouce, Jules de Bernis, Chalmeton, Gardies et Adolphe Pieyre, député sortant.

Hommes mûrs, instruits par l'expérience des hommes et des choses, leurs noms éveillaient partout un écho sympathique ; c'est un véritable honneur pour moi d'avoir été désigné pour soutenir le drapeau conservateur aux côtés de semblables personnalités. que leurs travaux, leurs études, leur situation prépondérante dans le pays, mettaient incontestablement hors de pair, et appelaient à rendre à leurs concitoyens de nombreux services. Pendant que les républicains s'épuisaient en déclamations furibondes, les candidats conservateurs parcouraient plus silencieusement le pays, exposaient loyalement les graves dangers que courait la patrie, les périls passés et ceux non moins effrayants de l'avenir, le remède à porter à une situation intérieure et extérieure si difficile, inquiétante même. On les écoutait, non seulement parce que, rompus aux affaires, pénétrés des besoins des populations, ils parlaient un langage honnête et pratique, mais aussi parce que dans la masse des électeurs, un irrésistible courant se faisait déjà sentir ; à côté de la sympathie et de l'estime bien légitimes dues à des hommes d'un tel caractère, se glissait dans le corps électoral le sentiment de mépris et d'écœurement qu'inspirait le régime républicain actuel.

Les électeurs conservateurs adressèrent aux électeurs la proclamation suivante :

(1) M. Maruéjol, comme on la vu plus haut, venait de succéder à M. Margerot.

« Chers concitoyens,

» Le 4 octobre prochain vous êtes appelés à nommer une nouvelle Chambre de députés.

» Vous savez ce que les représentants dont le mandat expire ont fait des intérêts matériels et moraux du pays.

» Notre candidature signifie réprobation de tout ce qu'ont fait les hommes qui se sont succédé au pouvoir avec la complicité d'une majorité servile.

» A l'intérieur, loin de travailler à la pacification des esprits et à l'union des cœurs, ceux qui nous gouvernent se sont emparés du pouvoir partout où ils l'ont pu, parfois même au moyen de fausses majorités obtenues par des sectionnements iniques, multipliant les fonctions publiques, dilapidant les finances, augmentant les centimes additionnels de l'Etat, du département et des communes, et créant un déficit budgétaire permanent qui s'accroît d'année en année et qui rend inévitables de nouveaux impôts.

» Notre grande organisation judiciaire, unique au monde par les garanties d'indépendance et de lumière qu'elle offrait, est bouleversée.

» Le mot de liberté de conscience n'est plus qu'un prétexte au despotisme d'une impiété intolérante, tandis que partout les véritables libertés religieuses sont entravées et proscrites.

» L'instruction publique que nous voulons, nous, vraiment libre, répandue, respectueuse de toutes les consciences, est devenue un moyen d'oppression. Ici même, dans notre département, des actes récents accomplis au mépris des vœux des populations leur ont jeté un défi qu'elles sauront relever.

» Enfin, on ne saurait trop le redire, ce prétendu gouvernement de paix n'a cessé de faire la guerre et cette guerre il l'a faite contre le gré de la nation jamais prévenue à temps, toujours consultée trop tard. C'est le crime de ceux qui ont approuvé nos expéditions lointaines, versé inutilement le sang français et mérité ainsi cette flétrissante épithète de « polichinelles » qui leur a été infligée par l'amiral Courbet, leur glorieuse victime.

» A l'intérieur, l'agriculteur demande en vain à son champ le prix de ses sueurs, l'ouvrier des mines et des forges voit diminuer le nombre de ses journées de travail, l'industriel ne peut plus lutter contre l'invasion des produits étrangers. C'est le paysan, c'est l'ouvrier qui souff-

frent. Le travail national est atteint, sans que le gouvernement daigne employer, pour lui venir en aide, les moyens qui sont en son pouvoir.

» Il est temps, si la France veut se relever, qu'elle secoue la tyrannie des sectaires qui l'oppriment et qu'elle reprenne enfin possession d'elle-même.

» Electeurs,

» L'union s'est faite entre les conservateurs, nous voudrions la voir régner à jamais entre tous les hommes sincères qui, appartenant à des cultes différents, entendent respecter la liberté et les droits de tous. A ce point de vue notre liste est tout un programme que nos adversaires sont loin d'imiter.

» Chers concitoyens,

» Nous voulons relever le respect des lois en les rendant toutes respectables.

» Faire régner la liberté de conscience, la paix religieuse, la liberté de l'instruction.

» Faire cesser les expéditions lointaines.

» Apporter l'ordre et l'économie dans la gestion des deniers publics.

» Nous demanderons énergiquement :

» La protection du travail national sous toutes ces formes : — Industrie, commerce, agriculture — pour le défendre contre la concurrence étrangère.

» Nous poursuivrons la construction des canaux d'irrigation toujours promis et toujours retardés.

» La suppression des entraves et des vexations qui gênent le commerce des vins.

» La révision des tarifs des chemins de fer impatiemment attendue par les négociants et les agriculteurs.

» L'unification des pensions servies aux vieux défenseurs de la patrie.

» La République avait promis la paix ; elle nous a donné la guerre.

» La République avait promis l'économie ; elle nous mène à une banqueroute certaine.

» La République avait promis la liberté ; elle a violé toutes nos libertés.

» Le 4 octobre, souvenez-vous et faites justice.

» Comte J. de BERNIS, conseiller général. — P. CAZALIS de FONDOUCE, ingénieur, officier de l'instruction publique, propriétaire au Vigan. — Denis CHALMETON, ancien conseiller de préfecture. — Joseph GARDIES, propriétaire. — Adolphe PIEYRE, député sortant. — De ROUX-LARCY.

On aura remarqué que, dans le choix de leurs candidats, les conservateurs avaient fait une large part aux protestants du département. Ceux-ci comptaient deux de leurs coreligionnaires sur la liste conservatrice : c'étaient MM. Joseph Gardies et P. Cazalis de Fondouce. C'était là un acte de sage politique, un gage de modération et de tolérance qui produisit partout le plus grand effet. Celui-ci s'accrut par la loyale déclaration publique suivante que signèrent, quelques jours avant le scrutin, les personnalités les plus recommandables du département, appartenant au culte réformé.

« Chers coreligionnaires,

» Le jour du scrutin approche ; diverses listes de candidats sont proposées dans notre département : la situation est d'une gravité exceptionnelle. Protestants comme vous, et comme vous dévoués avec la même ardeur à la France et à nos Eglises, nous avons à cœur de vous dire pourquoi nous sommes résolus à voter, résolus à appuyer de toutes nos forces, la liste de l'Union Conservatrice, et nous vous demandons instamment de vous joindre à nous.

» Nous vous demandons de vous joindre à nous, parce que nous voyons, d'année en année, nos droits et nos intérêts plus profondément lésés et menacés.

» Naguère, nos Conseils presbytéraux et nos Consistoires pouvaient recevoir des dons et des legs, pour nos pauvres, pour nos écoles, pour nos hôpitaux. C'était un droit qui datait pour nous de la première organisation de nos Eglises ; aucun gouvernement, depuis le commencement de ce siècle, n'avait songé à le restreindre. Aujourd'hui nous l'avons perdu.

» Nos pasteurs, à défaut de presbytères, avaient droit à une indemnité de logement. Aujourd'hui ils l'ont perdu.

» Nos Consistoires avaient le droit de présenter des candidats aux fonctions d'instituteurs dans nos écoles. Aujourd'hui ils l'ont perdu.

» Un crédit était ouvert chaque année, pour créer des paroisses et pour faire visiter par nos pasteurs les protestants disséminés. Aujourd'hui ce crédit est supprimé.

» Le recrutement pastoral de qui dépend la vie de nos Eglises était assuré; des bourses étaient largement accordées aux jeunes gens dont les familles ne pouvaient subvenir aux frais de leurs études religieuses. Aujourd'hui ces bourses nous sont retirées. — Les Facultés de théologie, indispensables à l'éducation de nos futurs pasteurs, sont elles-mêmes condamnées à disparaître à bref délai.

» Voilà, entre autres mesures funestes, comment nos droits ont été lésés par le parti actuellement au pouvoir et par les députés qui l'ont soutenu. Si, par vos votes, les mêmes hommes restaient maîtres de nos affaires, leur œuvre de destruction n'est pas terminée. Voici ce qui nous menace :

» La séparation de l'Eglise et de l'Etat est inscrite au premier rang sur le programme des candidats non conservateurs. Leur véritable but est la suppression, plus ou moins prochaine du budget des cultes, économie purement illusoire, qui ne soulagera aucun contribuable, et qui imposera à tout protestant digne de ce nom les plus lourds sacrifices à la place des lois établies, c'est à un régime inconnu que l'on vous demande d'adhérer aveuglément. Une situation nouvelle vous sera imposée, sans que vous soyez consultés, et l'Etat, en nous séparant de lui, ne nous reconnaitra pas les droits dont nous aurions besoin pour assurer à nos Eglises une vie libre et prospère.

» Voilà pourquoi nos suffrages ne peuvent se porter sur les candidats qui approuvent les actes ainsi accomplis et qui s'associent d'avance à ceux qui nous sont annoncés.

» Au contraire, les candidats de l'Union conservatrice déclarent dans leur appel aux électeurs, qu'ils VEULENT VOIR A JAMAIS RÉGNER L'UNION ENTRE TOUS LES HOMMES SINCÈRES QUI, APPARTENANT A DES CULTES DIFFÉRENTS, ENTENDENT RESPECTER LA LIBERTÉ ET LES DROITS DE TOUS. Cette déclaration si nette et si ferme, les candidats conservateurs catholiques l'ont signée et la répètent partout, comme les deux candidats protestants. Ils sont lésés et menacés comme nous. Les autres listes semblent dressées pour un département où il n'existerait pas un seul catholique, Cela n'est ni juste ni libéral, et par conséquent cela n'est pas protestant.

» Nous vous invitons donc à voter intégralement pour la liste composée des noms suivants :

» MM. Comte J. de BERNIS , P. CAZALIS de FONDOUCE , Denis CHALMETON, Joseph GARDIES, Adolphe PIETRE, de ROUX-LARCY.

Au nom de l'Union conservatrice des Protestants du Gard :

ABRIC Emile, d'Uchaud. — D'ADHÉMAR de CAZEVILLE, de St-Maurice. — ANGLIVIEL de la BEAUMELLE, de Valleraugue. — L. ANGLIVIEL de la BEAUMELLE, de Valleraugue. — ARNAUD Gaston, de Moussac. — BOURGUET fils, de Saint-Hippolyte-du-Fort. — COLOMB Gaston, de Saint-Jean-du-Gard. — G. de COEHORN, de Saint-Jean-du-Gard. — CAMPREDON Paul, de Lasalle. — CROUZET Paul, de Lasalle. — DADRE Paul, de Saint-Hippolyte-du-Fort. — DESTREUX Louis, d'Alais. — D'ESPINASSOUS, de Salinelle. — De FLAUX Charles, de Nîmes. — GIDE (Fan). — GUIZOT Guillaume, de Goudargues. — LAGORCE Alfred, de Nîmes. — LARNAC Julien, d'Aimargues. — De LACOSTE, de Nîmes. — Ch. de MANOEL, de l'Estréchure. — De MAZARIN, d'Alais. — MEYRUEIS Jules, de Lasalle. — MASSAL Théodore, de Lasalle. — MARTIN Louis, de Lasalle. — De MARVILLE, de Lasalle. — De MARVILLE de CALVIAC, de Lasalle. — MARTIN, d'Uchaud. — PÉRIER Auguste, de Lasalle. — PÉRIER Louis, de Lasalle. — PIETRE Jean, de Lasalle. — ROUSSON, de Saumane. — A. RIVET, de Vibrac. — SIHOL Louis, de Saint-Ambroix. — De SEYNES Jules, de Lasalle. — SOUTOUL Fernand, de Lasalle. — TUR Georges, de Moussac. — TEULON LATOUR, de Lasalle. — THÉROND Paul, de Lasalle. — GUIBAL Henri, du Vigan. — COULARQU Louis, du Vigan.

Il est presque inutile d'insister sur les colères que cet honnête et franc langage souleva dans le camp républicain. Ce fut contre les signataires de cet appel à la conciliation un véritable débordement d'injures dans la presse républicaine de toute nuance. Je n'en donnerai pour preuve que le factum ci-dessous dont la forme et le fond sont tels qu'on peut être surpris d'y trouver au bas certaines signatures. On peut, en lisant ces lignes, se figurer aisément à quel degré de fureur étaient arrivés les républicains du département.

« CITOYENS,

- » Une manœuvre de la dernière heure et une nouvelle infamie.
- » La religion avait été écartée de la politique dans la lutte actuelle, nos adversaires monarchistes sont les premiers à l'y mêler.
- » Des hommes se disant conservateurs et protestants vous engagent à voter la liste de la coalition monarchique !
- » Sur l'ordre des cléricaux avec lesquels ils ont toujours fait cause commune, — ils osent s'adresser à leurs coreligionnaires — en croyant faire obtenir à un candidat bonapartiste de cette prétendue Union conservatrice un plus grand nombre de voix dans notre arrondissement.
- » Ils ont répandu à profusion dans nos cantons une série de *mensonges odieux*, auquel vous n'accorderez que le plus profond mépris.
- » Les noms des signataires de cette affiche vous indiqueront assez la valeur politique et le peu de crédit que l'on doit accorder à cet appel, ressource ignoble de la réaction aux abois.

» ELECTEURS PROTESTANTS,

- » Vous ne voterez pas pour ceux qui voudraient une nouvelle Saint-Barthélemy, pour ceux qui sont les descendants de vos bourreaux, — et qui, du sein de cette alliance infâme, voudraient vous obliger à renier vos martyrs.

» ELECTEURS RÉPUBLICAINS,

- » Les yeux fixés sur cette coalition monarchique, qui réunit tous les appétits, toutes les convoitises, toutes les ambitions malsaines, et qui, demain, si par malheur elle venait à triompher, plongerait notre pays dans les horreurs de la GUERRE CIVILE,
- » Vous voterez tous pour les candidats républicains.
- » Aux urnes ! par d'abstentions.

» VIVE LA RÉPUBLIQUE !

- » Pour le Comité de l'Union radicale de l'arrondissement du Vigan :

» *Les membres du bureau :*

- » *Président* : M. le colonel Meinadier, sénateur du Gard ; — *assesseurs* : MM. BOISSIÈRE, notaire, et BOUSQUET, de Florian, propriétaire ; — *secrétaire* : M. le docteur CAMBASSÉDÈS. »

Le scrutin dans le Gard donna les résultats suivants :

Inscrits : 133.783 — Votants : 183.451

Suffrages exprimés : 103.439

Liste radicale :

Liste opportuniste :

MM.		MM.	
Desmons	34110 voix	Bousquet	27485 voix
Numa Gilly	28375 —	Jamais	25656 —
Gaussorgues	25563 —	Silhol	22400 —
E. Penchinat	24501 —	Accabat	21733 —
Crémieux	30319 —	Marcellin Pellet	22815 —
Madier de Montjau	27709 —	Miranda Malzac	21229 —

Liste conservatrice :

MM. De Roux-Larcy	47680 voix
J. de Bernis	47651 —
Cazalis de Fondouce	47760 —
Gardies	47678 —
Chalmeton	47846 —
Ad. Pieyre	47980 —

Les candidats socialistes obtenaient une moyenne de 3000 voix.

Il y avait ballottage, mais l'éclatante affirmation du parti conservateur, ses forces imposantes dans un département tel que le nôtre voué à toutes les intrigues républicaines et à toutes les sollicitations de l'administration produisirent dans le camp des adversaires une véritable stupeur. Quoi donc ! les conservateurs groupaient un tel nombre de suffrages, eux que les organes de toutes les fractions du parti républicain représentaient comme anéantis, réduits à une ridicule minorité. C'était à ne pas y croire.

Quelle ne fut pas la terreur des opportunistes et des radicaux lorsque le télégraphe vint le lendemain leur apporter les résultats de toute la France. Ce n'était pas seulement le Gard qui se réveillait, acclamant les candidats conservateurs, c'était le pays tout entier. Au nord et au sud, à l'est et à l'ouest, partout les collèges électoraux obéissaient à la même impulsion, partout le scrutin donnait la victoire, une victoire écrasante au parti conservateur et infligeait une honteuse défaite à leurs adversaires.

Dans la seule journée du 4 octobre, 320 députés étaient définitivement élus, sur lesquels 186 conservateurs et 134 républicains.

C'était un désastre pour ceux-ci. Affolés et éperdus devant ce verdict de mépris, devant cette poussée colossale d'une nation qui disait bien haut en quelle affection et quelle estime elle tenait ses maîtres du mo-

ment, on assista à ce spectacle inoubliable, que l'on a appelé la concentration républicaine. Ceux-là qui la veille n'avaient pas d'invectives assez violentes, d'injures assez sanglantes, de diatribes assez mordantes pour se flageller entre eux, oublièrent dans leur terreur et leur effroi les affronts, les menaces, les outrages qu'ils se jetaient réciproquement les uns aux autres avant le 5 octobre, pour se soutenir mutuellement et résister contre le flot qui les envahissait.

Il fallait, en effet, à tout prix arrêter le mouvement extraordinaire de l'opinion publique pour conserver le pouvoir et ce n'était pas trop pour un tel but que de mettre de côté toute dignité et toute fausse honte.

Cet appel désespéré à la discipline républicaine laissa sur les rangs au second tour quatre radicaux : MM. Desmons, Numa Gilly, Crémieux et Madier de Montjau, de la liste radicale. M. Bousquet, de la liste opportuniste, vint après avec le cinquième rang. Le sixième candidat fut M. Jamais, grâce à une arithmétique spéciale inventée par l'opportunisme qui mit de côté M. Gaussorgues, de la liste radicale. C'est dans ces conditions que l'on aborda le deuxième tour de scrutin, et les quinze jours qui le séparaient du premier furent mis en œuvre pour obtenir, aussi bien dans le Gard que dans tous les autres départements, le succès des candidats républicains. L'administration éperonnée par la presse n'épargna rien pour arriver à de telles fins ; promesses, menaces, persuasion, délation, tout fut mis en œuvre, car c'était une question de vie ou de mort. Jamais, au plus beau temps de la candidature officielle, on ne vit pression plus éhontée. Le résultat de cette journée donna sur 268 élections 17 conservateurs et 251 républicains.

Dans le Gard la liste conservatrice obtint 52307 voix et la liste républicaine 58466. L'écart était peu considérable, et si quelques électeurs n'avaient pas cru devoir s'abstenir (le chiffre des abstentions s'élevait à 23862) les républicains eussent été battus, car le nombre des suffrages qu'ils obtinrent à ce moment était un maximum qu'ils ne pouvaient dépasser.

Et à cet égard, il est intéressant, pour Nîmes même, de rechercher les résultats obtenus. Au centre même de l'agitation électorale, sous les yeux de l'administration, on peut estimer que tous les électeurs républicains de notre ville se rendirent au scrutin. La bataille était trop vivement engagée, les intérêts de la cause étaient trop gravement compromis, les sollicitations dont ils étaient l'objet étaient trop pressantes pour qu'il n'en fût pas ainsi.

Or, sur 19085 électeurs inscrits la moyenne des voix obtenues par

la liste républicaine était de 7185. La moyenne obtenue par la liste conservatrice était de 6865. Il y avait un grand nombre d'abstentions. Je laisse au lecteur le soin de conclure lui-même auquel des deux partis ces abstentions peuvent être reportées, et l'on comprendra en lisant ce qui précède quelle raison majeure ont les républicains à ne pas se départir du sectionnement, grâce auquel ils ont envahi la mairie et grâce auquel ils s'y maintiennent.

Le coup de foudre du 4 octobre était, on peut le dire, la conséquence directe du coup de foudre du 29 mars. A cette date les événements avaient infligé au parti républicain tout entier une sanglante déconvenue ; le pays à son tour venait d'ajouter à cette cruelle leçon.

Le préfet, M. Grimanelli (1), avait confié le recensement officiel à trois conseillers généraux républicains, MM. Voulard, Bertrand et Meyrueis. Au cours de cette opération, une vive discussion s'engagea entre M. de Bernis, conseiller général du troisième canton de Nîmes, candidat conservateur aux élections législatives, et M. Voulard, conseiller général de Bagnols. Une rencontre fut jugée inévitable. M. de Bernis constitua pour ses témoins MM. Adolphe Pieyre, ancien député, et Alfred de Roussel, propriétaire. M. Voulard choisit pour les siens MM. Bertrand, conseiller général, et Léonce Fabrègue, négociant.

Le 23 octobre, à trois heures de l'après-midi, le duel eut lieu au pistolet dans les environs de Nîmes. Il présenta un incident assez curieux qui mérite d'être relevé. Les deux adversaires, étant en présence à vingt-cinq pas, devaient faire feu au commandement. Mais par deux fois successives, M. Voulard fit feu avant d'attendre le signal convenu. Par deux fois aussi, les témoins de M. de Bernis, « écartant toute idée de tentative volontairement irrégulière » consentirent à recharger l'arme de M. Voulard et à laisser continuer le combat.

Le vent, du reste, était aux duels. Le même jour, à onze heures du matin, M. Marius Gas, directeur du journal le *Progrès du Midi* (2), assisté de MM. Alexandre Ducros (3) et Louis Guérin, se battait à l'épée

(1) M. Grimanelli avait remplacé M. de Girardin à la préfecture du Gard depuis le mois d'avril 1885. M. de Girardin avait quitté Nîmes quelques jours avant le suicide de M. Margerot.

(2) Journal opportuniste de Nîmes.

(3) Alexandre Ducros est né à Nîmes le 5 mars 1830. Sorti de l'école mutuelle, ses premiers essais poétiques tombèrent sous les yeux de J. Reboul qui encouragea Ducros à persévérer. Ducros s'éloigna de Nîmes et mena dès ce moment l'existence la plus extraordinaire. Il fut souffleur, comédien, chanteur et parcourut l'Europe en improvisant des vers. On a de lui diverses pièces de théâtre qui ont été représentées à Paris, notamment le *Gui de Chêne* qui suscita une polémique entre François Coppée et notre

avec M. le docteur Arnaud, directeur du journal *la Montagne* (1). Les témoins de ce dernier étaient MM. Delon-Soubeyran, conseiller général, et Auguste Dide, sénateur du Gard (2). Ni l'un ni l'autre des adversaires ne fut touché bien que le combat ait présenté « plusieurs reprises et engagements vigoureux qui ont duré 20 minutes environ. »

Le département du Gard n'en avait pas fini avec la période électorale. Il ne s'agissait pas ici de ces scandaleuses invalidations par lesquelles les républicains essayèrent d'amoindrir l'importante minorité conservatrice envoyée par le suffrage universel au Parlement (3). Le radical Madier de Montjau, élu dans le Gard et dans la Drôme, avait opté pour ce dernier département. C'était une vacance qu'il fallut combler. Cette élection supplémentaire ne souleva pas le pays, comme l'avaient fait les élections générales, le chiffre fort élevé des abstentions est là pour le prouver. Je fus encore chargé de défendre dans cette circonstance les intérêts conservateurs et mon adversaire fut M. Gaussorgues, radical.

J'aurais certainement été élu si les électeurs avaient d'abord eu plus

compatriote, et plusieurs recueils de poésies, dont l'éditeur Dentu a formé un volume. M. Dacros est aujourd'hui sous-bibliothécaire de la ville.

(1) Journal radical d'Arles.

(2) Le 25 janvier eurent lieu des élections sénatoriales pour le renouvellement du tiers sortant de la Chambre haute. Le Gard était compris dans cette série.

Les républicains étaient divisés en deux camps, d'un côté les opportunistes qui présentaient : MM. le colonel Meynadier, Gazagne, sénateur sortant ; docteur Perrier, conseiller général ; de l'autre côté, les radicaux dont les candidats étaient : MM. Dide, pasteur protestant ; Emile Penchinat, conseiller général ; Claris.

Le quartier général des premiers était le théâtre de la Renaissance (a), celui des seconds le cercle National.

Quant aux conservateurs, réunis à l'hôtel du Midi (b), ils avaient adopté la liste suivante : MM. le duc de Fitz-James, conseiller général ; Alfred Lagorce, propriétaire ; Ribière, notaire, maire de Bagnols.

Les républicains l'emportèrent, mais la préfecture qui soutenait les opportunistes fut battue. Deux radicaux, MM. Auguste Dide et Claris, et le colonel Meynadier de la liste opportuniste furent élus.

(3) Six départements virent leurs élections invalidées. Il va sans dire que tous les députés élus étaient conservateurs.

(a) Le théâtre de la Renaissance avait été élevé par M. Rogier, propriétaire, sur l'emplacement de l'ancienne église des Carmes, à l'angle de la rue Séguier et de la place des Carmes. En cette même année 1883, dans la nuit du 21 au 22 avril, le jour même de la mort de M. Margarot, le théâtre fut la proie des flammes. Il ne fut relevé de ses ruines qu'en 1887.

(b) Situé place de la Couronne ; hôtel fondé par le fameux cuisinier Durand dont j'ai eu l'occasion de parler.

de confiance dans le succès et surtout si la fraction bonapartiste du parti conservateur n'avait pas cru devoir s'abstenir sur un mot d'ordre venu de Paris sous forme de circulaire confidentielle (1). M. Robert Mitchell dans son journal prêchait ouvertement l'abstention. Depuis il a reconnu ses torts vis-à-vis de moi. Ce n'était que par la concentration des forces conservatrices que nous pouvions faire une brèche dans le Gard. Mon élection m'aurait certainement privé du plaisir de faire *l'Histoire de Nîmes*.

Quelque mauvaise grâce que les opportunistes apportèrent à reconnaître ce candidat, M. Gaussorgues fut élu par 49948 voix : j'en obtins 42259.

Je viens de faire le récit des événements politiques qui ont agité notre pays durant cette année, il me reste à saluer la mémoire de M. le général baron de Chabaud-Latour (2). Le baron de Chabaud-Latour exerça son activité et son dévouement au service de la patrie sur les terrains les plus divers, et partout il donna une haute idée de lui-même, dans l'armée, au Parlement, dans le Conseil, dans la diplomatie.

Nous pouvons nous féliciter de ce que ses remarquables talents aient si bien profité à notre ville où l'on conserve intact le souvenir de sa haute intervention dans l'affaire de l'artillerie. L'esprit jacobin pouvait seul faire taire la reconnaissance que Nîmes lui devait, et on ne saurait trop blâmer les républicains d'avoir poussé le ressentiment jusqu'à effacer son nom donné fort justement par la municipalité conservatrice à une de nos voies urbaines. J'exprime ici le souhait, que, rachetant cet acte impardonnable, une municipalité moins haineuse et plus nimoise fasse placer à notre musée le buste de notre compatriote.

Nîmes eut à déplorer presque en même temps (3) la perte d'un autre de ses compatriotes que j'ai eu à maintes reprises l'occasion de montrer au premier rang des conservateurs militants. M. Ferdinand Boyer mourait subitement à Royat, où il était en villégiature. Modèle de foi et

(1) Ma candidature, par suite de certaines intrigues, ne fut posée que cinq jours avant le scrutin !

(2) Né à Nîmes le 20 janvier 1804. Admis en 1820 à l'Ecole polytechnique. Sorti le premier de la promotion, il entra dans le génie militaire. De 1832 à 1843, il fut attaché comme officier d'ordonnance au duc d'Orléans. En 1870, il commanda en chef pendant le siège de Paris, le génie militaire. Envoyé à l'Assemblée nationale il fut ministre de l'intérieur du 20 juillet 1874 au 16 mars 1875. Il fut ensuite nommé sénateur inamovible le 45 novembre 1877. M. le baron de Chabaud-Latour succomba à Paris, à la suite d'une congestion pulmonaire, le 40 juin 1885.

(3) Samedi 25 juillet 1885.

de piété chrétienne, M. Boyer n'avait jamais cessé d'être fidèle à la religion et à la royauté. Sa devise était : « le droit chemin. » et, en vérité, la population de Nîmes, sans distinction de classes, sans distinction de partis même, car sa loyauté, sa franchise, sa rigidité de principes lui avaient attiré l'estime et la sympathie universelle, tint à honneur d'entourer son cercueil au jour de ses obsèques. Eclatant témoignage rendu à un homme dont la sincérité et l'honnêteté avaient été le constant mobile de la vie.

La mort de Victor Hugo et celle de Courbet eurent un écho dans notre pays. Les républicains, depuis longtemps, s'étaient fait du poète qui avait chanté la royauté et le catholicisme, et qui plus tard célébra la Révolution et l'impiété, un porte-drapeau. A Paris, ils célébrèrent ses funérailles comme ils avaient célébré celles de Gambetta. A Nîmes, comme dans diverses villes de province, ils s'empressèrent non-seulement de rédiger des adresses, mais de donner le nom du poète aux principales avenues. C'est ainsi que le nom de Victor Hugo fut donné aux boulevards qui portaient autrefois ceux de boulevards Saint-Antoine, de la Madeleine et de la Comédie; au lendemain de la mort de Gambetta, les boulevards du Grand et du Petit-Cours avaient aussi changé leur dénomination pour celle de boulevard Gambetta.

Mais s'ils s'occupaient de fixer le souvenir d'un des leurs, les républicains oubliaient totalement de fixer celui d'un soldat de la France, mort à son service au lendemain d'une campagne périlleuse et glorieuse. L'amiral Courbet tombait dans les mers de Chine, foudroyé par le choléra, et ce fut un honneur pour la droite du Conseil municipal d'avoir demandé et obtenu que le nom du valeureux soldat catholique et conservateur fût donné à un autre de nos boulevards. Le boulevard des Calquières s'appelle depuis boulevard Amiral Courbet.

La dernière des années de notre histoire locale que je suis amené à étudier, marque aussi la dernière des courses espagnoles dont nos Arènes aient été le théâtre. La première des épées d'Espagne, Frascuelo, mort tout récemment, vint à Nîmes avec sa *cuadrilla* et fut blessé à la première course. Ces fêtes tauromachiques ont de tout temps passionné nos contrées et on ne peut, sans les envier, se reporter à ces jours de courses espagnoles où notre vieil amphithéâtre rempli d'une foule impatiente présente à l'œil le spectacle le plus étrange et le plus captivant. Aujourd'hui, les ministres républicains conseillés par le préfet actuel, M. Grimanelli, ont interdit ces spectacles grandioses.

CONCLUSION

Nous venons de parcourir cette période de cinquante-cinq ans, court espace de temps dans l'histoire de notre cité qui compte plusieurs siècles d'existence. Mais si courte qu'elle soit, elle n'en est pas moins féconde en événements multiples que j'ai essayé de résumer dans les pages précédentes, les uns purement locaux, les autres participant de l'histoire générale de notre pays.

Avec la centralisation inaugurée dans la politique intérieure par le jacobinisme de 1793, les faits généraux ont, on le comprend aisément, une influence considérable sur les destinées des grands centres, et c'est pourquoi j'ai dû parfois insister davantage sur ceux-ci.

Il était assez curieux de suivre le développement de notre ville, au moment où le XIX^{me} siècle ayant pansé les ruines et les deuils d'une longue période de guerres acharnées, elle se livrait tout entière avec une vigueur nouvelle au progrès. La transformation sociale dont on constate les débuts vers 1830, devait, on le comprend, avoir son retentissement à Nîmes. Je me suis efforcé d'en retracer le fidèle historique.

On aura sans doute remarqué que la politique s'est mêlée à cette évolution caractéristique, d'abord lentement, puis avec une sorte de frénésie, comme on peut le voir actuellement. A vrai dire, la cité se ressent en ce moment de cette influence néfaste, mise au service de sectaires, d'hommes à idées étroites et haineuses ; elle tend à jeter notre ville en dehors de sa voie historique et de son passé séculaire. Tout au contraire, lorsque des hommes à idées modérées, moins politiciens qu'administrateurs, sont placés à la tête des affaires communales, Nîmes se retrouve telle qu'elle a toujours été, et telle qu'elle devrait toujours être.

On sait le tableau désespérant qu'on se complait à faire de Nîmes au dehors. Je n'en veux pour preuve que ce discours prononcé par M. Forcade de la Roquette à la tribune du Corps législatif, à une époque, certes, où le calme régnait dans nos murs. Cette réputation, faite à notre vieille cité, était des plus imméritée. Notre histoire contempo-

raine est là pour prouver que sous les Girard, les Duplan, les Paradan, les Balmelle, les Blanchard, les passions religieuses, si aiguës qu'elles fussent autrefois, s'étaient complètement assoupies. Ces sages administrateurs avaient obtenu ce résultat par leur modération même et par leur soin constant de faire primer dans les affaires municipales l'intérêt de la ville en reléguant la politique au second plan. Il en est tout autrement depuis l'avènement de maires républicains, et jamais peut-être les passions religieuses n'avaient été plus violemment surexcitées qu'elles ne l'ont été par ceux-là même qui se piquent de ne pas avoir de religion.

Ambitieux vulgaires, flagorneurs du pouvoir, ces hommes du prétendu progrès n'ont au cœur aucune idée chevaleresque et généreuse; ne poursuivant que leur intérêt propre, ils se font persécuteurs, parce que la persécution conduit actuellement au ruban rouge qu'ils ambitionnent, et le siège de premier magistrat de la cité n'est pour eux qu'un moyen de se faire décerner des honneurs ou de vivre dans l'aisance. Rien de grand n'anime ces politiciens dont le principal souci est, en ceignant l'écharpe municipale, de se faire une clientèle électorale et d'entretenir, aux dépens de l'intérêt de tous, quelques familles sans vergogne. Dès lors, tout entiers voués à leurs appétits, à leur ambition, à leurs bénéfices, ils n'entreprendront rien qui ne converge vers ce triple but. Ils gaspilleront, sans compter, les ressources présentes, dissiperont étourdiment celles de l'avenir, mutileront avec rage les souvenirs du passé pour leur unique satisfaction et celle de la coterie dont ils dépendent.

Etrange et déplorable aberration dont les conséquences se font déjà sentir et se feront sentir bien plus encore, si l'on n'y porte remède ! Combien les maires qui ont précédé ces plats valets de la Loge maçonnique ou des préfets républicains, ont donné un tout autre exemple ! Tout est contraste ici. Désintéressement, générosité, prudence, habileté, grandeur, tels sont les caractères de toutes les administrations précédentes.

Prenons par exemple le premier de ces administrateurs que mentionne cette histoire. M. Girard, un protestant, fera plus pour les catholiques qu'un maire catholique. D'autre part, le dernier de ces maires conservateurs, M. Blanchard, un catholique, fait plus pour les protestants qu'un maire protestant. Tous les deux n'ont qu'un but, partagé par ceux qui les ont suivis ou précédés à la mairie, qu'un programme qui devrait être toujours présent à l'esprit de leurs successeurs : être économes des ressources de la ville, les gérer honnêtement et prudemment,

s'appliquer à favoriser les Beaux-Arts, embellir Nîmes, favoriser son industrie, y attirer les étrangers, en rendre le séjour agréable, y multiplier les fêtes, les expositions, les réjouissances, laisser aux pompes du culte catholique la liberté de se répandre hors des temples, consacrer par des statues le souvenir de ceux de nos compatriotes qui s'illustrèrent dans le passé ou qui rendirent service à la chose publique.

Cette commune pensée, inspirée par un esprit sagement libéral, indépendant de toute espèce de coterie sera éminemment favorable aux intérêts municipaux qui iront se développant avec une rare entente du beau et de l'utile. On en a certes une preuve dans ces immenses travaux qui ont fait depuis 1830 de notre ville une des plus agréables cités de province, et dans ces encouragements multiples qu'ont reçus la science, les beaux-arts et l'industrie. Et l'on ne peut sans étonnement constater que durant ces cinquante années, malgré trois révolutions, malgré les désastres de 1870-1871, les charges des contribuables ont été à peine accrues (1) par les maires conservateurs.

Il faut, à la tête de notre ville, un maire imbu d'idées artistiques, et qui veuille sortir du terre à terre; il faut que ce magistrat ait l'esprit large et moderne, dégagé de toutes compromissions regrettables, travaillant dans l'intérêt général et non dans l'intérêt particulier.

Dès lors, les affaires municipales ne seront plus traitées qu'en vue de la prospérité de la cité. Dès lors le calme renaitra dans les esprits, dès lors, enfin, Nîmes reprendra sa vie passée.

Les leçons du présent seront fécondes pour l'avenir. On bannira la politique de la mairie pour n'y faire que des affaires et revenir à cette administration paternelle et intelligente d'autrefois. On se souviendra du gaspillage effréné des temps actuels. On se rappellera les brutales révocations et les insolentes nominations faites par une coterie, venue au pouvoir non pour l'exercer mais pour s'en faire des rentes. On n'oubliera pas nos finances mises en coupe réglée, nos musées dispersés, nos richesses patiemment accumulées compromises, notre génie local détourné de sa voie par quelques sectaires imbéciles et vaniteux.

Le maire de demain n'aura aucune peine à faire oublier ceux d'hier. Qu'il soit libéral au lieu d'être autoritaire, qu'il s'efforce de rapprocher ses concitoyens au lieu de les diviser, qu'il administre pour tous sans distinction de parti, qu'il s'inspire des vœux et des besoins de la population, qu'il fasse enfin de la saine démocratie.

(1) Lorsque M. Damarest remplaça brutalement M. Blanchard le chiffre des centimes additionnels était de trente-cinq. Actuellement après cinq ans d'administration républicaine ce chiffre s'est élevé à 0,56 centimes.

Seuls, les vrais chrétiens peuvent faire de la bonne démocratie. Ne s'occupent-ils pas activement par mille moyens de soulager les infortunés et de soutenir les faibles, et ne font-ils pas mille sacrifices pour cela ? Ne donnent-ils pas partout le bon exemple ?

Et parmi les branches de la grande famille chrétienne, le catholicisme me paraît se placer à la tête du véritable mouvement rénovateur avec les de Mun, les Chesnelong, les Freppel.

Le catholicisme ne se contente pas en effet d'être une grande école de devoir et de respect. Il s'est mis dans la tête, après la Guerre et la Commune, de sauver la France, de la rendre glorieuse et de lui faire conquérir le monde par la pensée et la foi.

On l'a vu dirigeant les affaires de ce pays, on le voit aujourd'hui persécuté (1) par les maîtres du moment. Il a montré dans le passé, comme il montre dans le présent, la grandeur de sa mission, son organisation admirable, sa vigueur indéniable, son magnifique élan de générosité, de charité, de solidarité. Ce n'est ni par des complots, ni par la rébellion, ni par des voies secrètes, ni par un prosélytisme outré qu'il opère. Il marche au grand jour, calme, serein, fort, dédaignant les menaces qui ne l'atteignent pas, et pardonnant les injures.

On ne peut connaître ce que nous réserve l'avenir, mais ce qu'il y a de certain, c'est que si la République doit vivre en France, c'est qu'elle sera dirigée par des croyants. Et ce que je dis pour la France, je le dis aussi pour Nîmes. Dans notre ville, l'avenir appartiendra certainement un jour aux catholiques, s'ils savent se pénétrer de leurs devoirs et de la tâche qui leur incombe.

LE TRAVAIL, tel doit être l'objet incessant des catholiques nîmois, le travail qui mène à la fortune, et la fortune qui mène à l'influence.

Mais une fois la richesse atteinte, qu'ils l'emploient à des œuvres utiles, à des fondations pieuses, à la création d'établissements hospitaliers, à des innovations intelligentes, à des initiatives généreuses. Et ils continueront ainsi cette bonne, cette saine, cette utile démocratie qui a fait et fera la prospérité et l'orgueil de notre cité.

(1) Pendant la Commune les catholiques seuls ont été persécutés. L'archevêque, les prêtres, les moines, les frères des écoles chrétiennes, sont autant de glorieux martyrs de notre foi.

ERRATA DU TOME III

Page 107, vingt-deuxième ligne, au lieu de « certain des fonctionnaires, » lisez : « certains des fonctionnaires. »

Page 108, vingtième ligne, au lieu de « l'insurrection communaliste s'affirmait ainsi, débutant dans le sang, il se terminera aussi dans le sang, » lisez : « l'insurrection communaliste s'affirmait ainsi débutant dans le sang, elle se terminera dans le sang. »

Page 168 (note), dix-neuvième ligne, au lieu de « presbytères, » lisez : « presbytères. »

Page 172, dix-neuvième ligne, au lieu de « l'honneur de vos fidèles serviteurs n'est pas moins avantageux que celui de Votre Majesté, » lisez : « l'honneur de vos fidèles serviteurs n'est pas moins ombrageux que celui de Votre Majesté. »

Même page, trente-cinquième ligne, au lieu de « toutes les craintes d'une restauration prochaine les tenait en suspens, » lisez : « toutes les craintes d'une restauration prochaine les tenaient en suspens. »

Page 174, cinquième ligne, au lieu de « en enregistrant cette grosse nouvelle, » lisez : « en enregistrant cette grosse nouvelle. »

Page 183, huitième ligne, au lieu de « nous ne rappellerons ici ni les lettres ministérielles, » lisez : « nous ne rappellerons ici ni les luttes ministérielles. »

Page 187, troisième ligne, au lieu de « était élu le premier de la liste, » lisez : « était élu le premier de la liste. »

Page 194, vingt-quatrième ligne, au lieu de « au mois d'août 1884, » lisez : « au mois d'août 1874. »

Page 199, douzième ligne, au lieu de « une vis de Mgr Cart, » lisez : « une Vis de Mgr Cart. »

Page 202 (note). Il est dit à propos de M. Doze que la cathédrale de Nîmes possède de lui la *Visitation* acquise par l'Etat en 1869. C'est au Musée que cette toile a été donnée, et à la cathédrale se trouve l'*Annonciation* qui a figuré au Salon de 1865 et qui a été donnée par Mlle Garoin.

Page 210, neuvième ligne, au lieu de « plaideront les causes du Conseil, » lisez : « plaideront la cause du Conseil. »

Page 211, vingt-neuvième ligne, au lieu de « M. Boucoiren, » lisez : « M. Boucoiran. »

Page 224, (note, deuxième ligne) au lieu de « fils d'un porteur d'Anduze, » lisez : « fils d'un pasteur d'Anduze. »

Page 225, quatrième ligne, au lieu de « le personnel administratif..... étaient

les uns après les autres, » lisez : « plusieurs dans le personnel administratif... étaient les uns après les autres. »

Page 245, trente-huitième ligne, au lieu de « celui qu'ils ont accusé sur ses derniers jours, » lisez : celui qu'ils ont encensé sur ses derniers jours. »

Page 271, deuxième ligne, au lieu de « véritable effervescence, » lisez : « véritable effervescence. »

Page 272, quatorzième ligne, au lieu de « contre les catholiques, Fidèles à sa vieille tradition, » lisez : « contre les catholiques. Fidèle à sa vieille tradition. »

Page 280 (note, quatrième ligne), au lieu de « saint Joseph sortant de prison, » lisez : « saint Pierre sortant de prison. »

Page 315, sommaire, septième ligne, au lieu de « concours général, » lisez : « concours régional. »

Page 318, vingt-septième ligne, au lieu de « réunion de la nouvelle, » lisez : « réunion de la nouvelle. »

ANCIENNE ÉGLISE SAINT-BAUDILE

Je joins à ce dernier volume un dessin de la façade de l'ancienne église Saint-Baudile; M. Allard, architecte, a bien voulu, en effet, me communiquer le relevé architectural de ce monument, qui a servi à établir le croquis ci-inclus.

Celui qui est annexé au second volume n'avait pu être dressé que de souvenir ; il m'avait été impossible de trouver jusqu'à aujourd'hui une reproduction de cette ancienne église. Partant il se trouve dans la planche du tome II, un certain nombre d'inexactitudes. Ici les proportions sont rétablies. Les colonnes engagées qui décorent le bas de l'édifice, montent jusqu'à la partie supérieure, des fenêtres sont apparentes dans les deux clochers, etc., etc.

ANCIENNE ÉGLISE SAINT-PAUL

De même en établissant le dessin de la façade de l'ancienne église Saint-Paul, à la fin du deuxième volume, on a oublié d'indiquer deux fenêtres, murées du reste, qui se trouvaient de chaque côté de la porte d'entrée.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

(Année 1868)

Solution de la question des Eaux; la sécheresse; ouverture des puits municipaux; les lessiveuses à Beaucaire; manifestation du 26 juillet: le projet Dumont; orage, deux enfants noyés; l'instruction gratuite à Nîmes; la nouvelle route d'Arles; le dénombrement de la ville; les Petites Sœurs des Pauvres; mort de M. Fontaine; son legs; la nouvelle loi militaire; l'opposition républicaine; déclarations antipatriotiques des républicains; l'affaire du 26 avril à Nîmes; mort d'un gendarme; le maire de Nîmes, nommé procureur général; l'élection du 2 août; la réunion de la place de l'Oratoire; Sagnier, blessé; résultat de l'élection; Jules Favre à Nîmes; l'élection au Corps législatif; protestation du Conseil municipal..... 5

CHAPITRE DEUXIÈME

(Année 1869)

Départ de M. Boffillon; M. Janvier de la Motte, préfet du Gard; le Conseil municipal et les circonscriptions électorales; les concessions de l'Empire; nouveaux journaux; *l'Indépendant du Midi*; le pamphlet de M. Yves Guyot; *l'Union libérale*; les élections générales; soirées tumultueuses; la fête nationale du 15 août; M. Balmelle, maire de Nîmes est décoré; sa mission à Paris; difficultés avec la Compagnie des Eaux de Nîmes; loi autorisant la ville à emprunter 3.500.000 francs; exécution du projet Dumont; le legs Gower..... 19

CHAPITRE TROISIÈME

(Année 1870)

Du 1^{er} janvier au 4 septembre.

L'Empire libéral; M. Emile Ollivier; l'affaire Pierre Bonaparte; le Sénatus-consulte; le Plébiscite du 8 mai; complot contre la vie de l'Empereur; ministère du 16 mai; le Concile; retour de Mgr Plantier à Nîmes; mort de M. Ferdinand Béchard; mort de M. Jules Canonge; monument funèbre à Jean Reboul; le legs Bourrié; élections départementales; échec de M. Talabot; les arènes et M. Révoil; l'Oratoire protestant; les eaux de Grézan; les eaux du Rhône; inauguration des eaux par la Compagnie des Eaux de Nîmes; l'affaire du café Peloux; le trône d'Espagne; la France déclare la guerre à la Prusse; départ du 56^e de ligne de Nîmes; organisation de la Garde mobile; le mouvement patriotique à Nîmes; souscriptions publiques; les élections municipales; la *Nemausus*; nos premières défaites; Mgr Plantier à la Préfecture..... 23

CHAPITRE QUATRIÈME

(Année 1870)

du 4 septembre au 31 décembre

Le 4 septembre à Nîmes; commissions municipale et républicaine; la proclamation de la République; M. Laget, administrateur du Gard; troubles à Alais; un article du *Figaro*; M. Demians, maire de Nîmes; le nouveau Conseil municipal; le départ des Mobiles; organisation des Francs-Tireurs; les Gardes nationaux mobiles et sédentaires élisent leurs officiers; les Nîmois à Châteaudun; l'affaire de Montdidier; les Nîmois dans le Nord, dans l'Est et sur la Loire; capitulation de Metz; la Ligue du Midi; ferments d'agitation; chantiers municipaux; la Garde nationale mobilisée; nouvelle commission municipale..... 63

CHAPITRE CINQUIÈME

(Année 1871)

Le départ des mobilisés ; défaillances ; leurs causes ; la guerre continue ; le bombardement de Paris ; l'artillerie départementale ; épidémie de petite vérole ; souffrances de la classe pauvre ; mort de M. Démians, maire ; M. Irénée Ginoux remplit les fonctions de maire ; capitulation de Paris ; l'armée de l'Est ; les préliminaires de la paix ; les élections à l'Assemblée nationale ; M. Laget donne sa démission d'administrateur ; la politique à l'Assemblée de Bordeaux ; transfert du gouvernement à Paris ; la Commune à Paris ; à Versailles ; rentrée des mobilisés et des mobiles ; la Commune à Marseille et en province ; les Nimois au milieu des insurgés ; M. de Champvans, préfet du Gard ; l'administration municipale ; les élections communales ; la municipalité ; élections législatives complémentaires ; l'association démocratique ; les élections départementales ; les travaux de la municipalité ; arrivée des eaux à Nîmes ; les processions ; dissolution de la Garde nationale de Nîmes..... 95

CHAPITRE SIXIÈME

(Année 1872)

L'élection du 7 janvier ; le général Cathelineau à Nîmes ; le Comte de Chambord à Lucerne et à Anvers ; mouvement royaliste ; rixes entre républicains et catholiques à Nîmes ; attitude de la gauche du Conseil général ; l'affaire Fauquignon ; désordres à Saint-Césaire ; pèlerins nimois insultés ; les anniversaires des 14 et 15 juillet ; anniversaire du 4 septembre ; manifestations à la Placette ; insultes à l'armée ; l'adresse des Nimois au Comte de Chambord ; premières négociations pour l'obtention de l'artillerie ; hostilité des républicains du Conseil général ; délibération du Conseil municipal ; le rapport de M. Bousquet contre M. de Champvans ; décision du gouvernement : le concours régional ; l'instruction laïque ; le réseau ferré du département ; le journal *Le Châtiment* ; Rabagas ; Collision à Bessèges ; souscription pour la libération du territoire ; emprunt de trois milliards ; travaux municipaux ; violent orage ; le synode protestant ; nécrologie..... 187

CHAPITRE SEPTIÈME

(Année 1873)

La mort de Napoléon III ; la fusion ; l'attitude des princes d'Orléans ; démarches de l'évêque français : Mgr Dupanloup ; la noblesse française : M. de Maillé ; la question du drapeau ; lettre royale du 8 février ; chute de M. Thiers ; M. le maréchal de Mac-Mahon, président de la république ; nouveau ministère ; voyage de Mgr le Comte de Paris à Froshdorf ; la lettre royale du 26 octobre ; impossibilité de faire la monarchie ; pétition royaliste ; la question de l'artillerie à Nîmes ; duplicité des républicains au Conseil général ; voyage du maire à Paris ; incidents dans divers villages ; les pèlerinages ; le cercle du Commerce et M. de Champvans ; le budget des cultes au Conseil général ; chemins de fer du Gard ; M. de Cabrières, évêque de Montpellier ; le phylloxera ; trombe du 9 août ; les artistes nimois ; mort de M. Colin ; incendie des ateliers Dumas et Colin ; le procès de Bazaine..... 169

CHAPITRE HUITIÈME

(Année 1874)

Mort de plusieurs magistrats ; sacre de Mgr de Cabrières ; mort de M. de Cabrières, père ; mort de M. Guizot ; le septennat s'affirme ; un Manifeste du Comte de Chambord ; changements dans le cabinet ; encore la question de l'Artillerie ; élections municipales du 22 novembre ; M. Blanchard, maire ; séance d'installation ; travaux municipaux ; le canal Dumont ; voies ferrées du département ; le commerce des vins ; fondation d'une société de tir et d'un stand ; Mgr le Comte de Paris à Nîmes ; élections départementales ; les conservateurs en majorité au Conseil général ; évasion de Bazaine ; exécution capitale. 179

CHAPITRE NEUVIÈME

(Année 1875)

Mort de Mgr Plantier, évêque de Nîmes ; ses funérailles ; Mgr Besson lui succède ; entrée solennelle du nouveau Prélat ; les œuvres catholiques ; pèlerinage de Paray-le-Monial ; l'orphelinat de Saint-François-de-Sales ; l'ancienne église Sainte-Perpétue ; la mort de M. Cazaux, pasteur protestant ; le discours de M. Viguié, président du Consistoire ; polémique entre le P. d'Alizon et Athanase Coquerel ; les orthodoxes et les libéraux ; l'artillerie du 15^e corps ; Nîmes est désignée pour la recevoir ; traité avec l'Etat ; emprunt ; travaux municipaux ; loi électorale ; exécutions capitales..... 196

CHAPITRE DIXIÈME

(Année 1876)

Les lois constitutionnelles ; la République votée à une voix ; les sénateurs inamovibles : M. Cazot ; élections sénatoriales du 30 janvier ; élection législative du 20 février ; le Gard nomme six députés ; désordres dans quelques communes : élection au Conseil général ; changement de Ministère ; M. de Champvans mis en disponibilité ; M. Gizolme est nommé préfet du Gard ; l'épuration des fonctionnaires ; démissions et révocations ; érection et inauguration de la statue de Jean Reboul ; fêtes publiques ; manifestation républicaine ; une lettre de M. Waddington au sujet du Lycée ; restauration de la Cathédrale ; travaux municipaux ; legs Boucher de Perthes ; guérison miraculeuse à Lourdes ; première représentation des *Huguenots*, à Nîmes ; M. Gaston Boissier à l'Académie française 219

CHAPITRE ONZIÈME

(Année 1877)

Le Seize mai ; changement de Ministère ; M. Gizolme, préfet du Gard, remplacé par M. Gueldan ; dissolution de la Chambre ; la lutte électorale ; les élections législatives du 14 octobre ; élections départementales ; Ministère Rochebouet ; Message du 14 décembre ; Ministère Dufaure ; M. Gizolme est replacé à la préfecture du Gard ; M. Blanchard, maire de Nîmes, chevalier de la Légion d'honneur ; l'artillerie arrive ; les travaux du Conseil ; consécration de l'église Saint-Baudile ; l'église Sainte-Eugénie ; cavalcade de charité ; dénombrement de la population 229

CHAPITRE DOUZIÈME

(Année 1878)

Les élections municipales ; la nouvelle municipalité ; travaux du Conseil ; la mort de Pie IX : service funèbre ; invalidation de M. Numa Baragnon ; l'élection législative d'Uzès et d'Alais ; exposition universelle de 1878 ; la fête du 30 juin à Nîmes ; duel entre MM. Rédarès et Pleyre ; le centenaire de Voltaire ; protestations des Nimois ; M. L.-N. Baragnon, sénateur inamovible ; tendances antireligieuses des républicains ; œuvre des Anciens Elèves des Frères 233

CHAPITRE TREIZIÈME

(Année 1879)

La République à son apogée ; élections sénatoriales du 5 janvier ; démission du maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta ; M. J. Grévy est nommé président de la République ; démonstrations républicaines ; élection législative dans l'arrondissement d'Uzès : M. Bosc, élu ; démission de M. Gizolme, préfet du Gard ; M. Gizolme est nommé conseiller à la Cour d'appel ; M. Dumarest, préfet du Gard ; commencement de la lutte religieuse ; l'affaire de la rue Taison à Alais ; manifestation catholique imposante ; échec pileux du Préfet ; l'enseignement primaire ; pétitionnement des mères de famille ; protestations du clergé et de la presse ; campagne de M. Baragnon ; société du sou des écoles laïques ; la presse républicaine et les fonctionnaires ; nouvelles attaques contre M. Blanchard ; le buste de la République ; Louis Blanc à Nîmes ; manifestation sur la tombe de Rossel ; travaux du Conseil municipal ; hiver rigoureux ; nos artistes ; Musées et Bibliothèque ; concours de Sceaux 239

CHAPITRE QUATORZIÈME

(Année 1880)

Les décrets ; première manifestation à Nîmes ; l'expulsion des Jésuites ; l'expulsion des Pères Récollets ; l'histoire d'un sacre ; l'affaire du Palais de Justice ; mort du Père d'Alzon ; l'exécution des décrets à l'Assomption ; démissions dans la magistrature et l'administration ; la fête nationale du 14 juillet ; révocation du maire, M. Blanchard, et de ses adjoints ; les troubles de l'Enclos-Rey ; M. Montells-Nougarede, maire de Nîmes ; l'attitude du Conseil municipal ; dissolution du Conseil ; protestation des conseillers ; Commission municipale ; M. Ali Margarot, maire de Nîmes ; les révocations ; manifestations royalistes ; ma condamnation ; élections départementales ; travaux municipaux ; inauguration des tramways 243

CHAPITRE QUINZIÈME

(Année 1831)

Les élections municipales ; réunions conservatrices ; le sectionnement républicain ; le scrutin du 9 janvier ; la municipalité ; M. Margerot, maire de Nîmes ; la laïcisation des écoles communales ; expulsion des frères et des sœurs ; manifestation ; condamnations ; fête nationale du 14 juillet ; scènes violentes au Conseil municipal ; suppression du budget des cultes ; procès avec les Dames de Saint-Maur et la ville ; Halles : Lycée ; emprunt municipal ; travaux municipaux ; concours général..... 315

CHAPITRE SEIZIÈME

(Année 1832)

Le gaspillage continue ; les travaux municipaux ; l'instruction publique ; les écoles chrétiennes ; établissements de la rue d'Aquitaine et de la rue Bossuet ; les républicains et les Beaux-Arts ; le déficit ; premières divisions chez les républicains ; l'élection d'Uzès ; triomphe des conservateurs ; M. de Mahy à Nîmes ; mort de MM. Bosc, député ; Dumarest préfet du Gard ; retour de Tunisie..... 329

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME

(Année 1833)

Mort de Gambetta ; mort de Chanzy ; mort de Henri V ; impression à Nîmes ; adresse au roi ; délégations aux obsèques ; loi contre les princes ; loi sur la magistrature ; élections départementales 339

CHAPITRE DIX-HUITIÈME

(Année 1834)

Les grands travaux et le Conseil municipal ; les Halles ; découvertes archéologiques ; la mosaïque : *le mariage d'Admète* ; autres mosaïques ; élections municipales ; sectionnement ; le choléra en France et à Nîmes..... 349

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME

(Année 1835)

Le Tonkin ; la journée du 29 mars ; mort de M. Margerot ; M. Maruéjol, maire de Nîmes ; élections législatives du 4 octobre ; appel aux électeurs protestants ; duels ; élection complémentaire du 13 décembre ; mort de M. de Chabaud-Latour..... 355

CONCLUSION..... 373

ERRATA..... 377

PLANCHE

Ancienne Eglise Saint-Baudile..... A

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Déhera la Bohémienne.
Grain de Mil
Le Capitaine Lafayette.
L'Ermitage.
Gilberte de Saint-Guilhem.
Le marquis de Valmont.
Le Bel Achille (Journal de Cotte 1837).

—
Mémoire sur Jean Nicot.
La Société Autrichienne,
—
L'Épargne.
La politique traditionnelle.
La fin du Monde.
Projets de loi et discours à la Chambre des députés.

NOUVELLES :

Miss Ellen,
Un Secret de Famille.
La Perle de Campan.
Les Cheveux de Mariette.
Le Sonneur de Saint-Gilles.
L'Amour d'un Pécé.
Brigands et Gendarmes.
La Fille du Corsaire.
Etc., etc.

—
EN PRÉPARATION :

MANUEL D'ÉDUCATION NATIONALE

—
EN VENTE CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

Acme
Bookbinding Co., Inc.
300 Summer Street
Boston, Mass. 02210



3 2044 105 336 184